La nationalité au point de vue de la législation comparée et du droit privé humain : conférences faites à la Faculté de [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Zeballos, Estanislao S.. La nationalité au point de vue de la législation comparée et du droit privé humain : conférences faites à la Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires / par E. S. Zeballos,... ; [traduit par André Bosq]. 1914-1916.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LA

NATIONALITÉ

AU POINT DE VUE

DE LA LÉGISLATION COMPARÉE ET DU DROIT PRIVÉ HUMAIN

CONFÉRENCES

Faites à la Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Buenos-Aires

PAR

E.-S. ZEBALLOS

Professeur à l'Université de Buenos-Aires,
Ancien Ministre des Affaires Étrangères et du Culte, et de l'Instruction publique et de la Justice,
Député national, Membre du Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye, de l'Institut de droit international,
de l'Institut de droit comparé, etc.

TOME PREMIER

DE L'ÉTAT. — ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

(PREMIÈRE PARTIE)

U433

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, DIRECTEUR
22, Rue Soufflot, PARIS-5e

1914

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

LA

NATIONALITÉ

AU POINT DE VUE

DE LA LÉGISLATION COMPARÉE ET DU DROIT PRIVÉ HUMAIN

TOME PREMIER

DE L'ÉTAT. — ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

(PREMIÈRE PARTIE)

8° F
1101 (1)

Texte et notes sténographiques de LUIS A. PODESTA-COSTA et JOSÉ-LUIS GARMENDIA du Corps des Sténographes de la Chambre des députés de la République, révisé et annoté par l'auteur et traduit par ANDRÉ BOSQ, licencié en droit, traducteur au Ministère des Affaires étrangères de la République Argentine.

LA

NATIONALITÉ

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.

AU POINT DE VUE

DE LA LÉGISLATION COMPARÉE ET DU DROIT PRIVÉ HUMAIN

CONFÉRENCES

Faites à la Faculté de Droit et des Sciences sociales de l'Université de Buenos-Aires

PAR

E.-S. ZEBALLOS

Professeur à l'Université de Buenos-Aires,
Ancien Ministre des Affaires Étrangères et du Culte, et de l'Instruction publique et de la Justice,
Député national, Membre du Tribunal permanent d'arbitrage de La Haye, de l'Institut de droit international,
de l'Institut de droit comparé, etc.

TOME PREMIER

DE L'ÉTAT. — ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

(PREMIÈRE PARTIE)

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
LÉON TENIN, DIRECTEUR
22, Rue Soufflot, PARIS-5e

1914

34.297. — Bordeaux, Imprimerie Y. Cadoret, 17, rue Poquelin-Molière.

A

L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R. F.
IMPRIMÉS.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE IMPRIMÉS

DISCOURS D'OUVERTURE

De la formation des États.

SOMMAIRE. — I. Caractères du Droit privé Humain (1). — II. Sa nécessité. — III. Son influence. — IV. Formation des États. — V. L'Empire Britannique. — VI. Les *Capitulations* et leurs résultats. — VII. Solutions juridiques. — VIII. La vie parlementaire dans l'Empire Britannique. — IX. Ses particularités politiques. — X. *The Colonial Act.* — XI. Régulateur juridique. — XII. L'émigration et l'immigration. — XIII. Ses quatre droits générateurs. — XIV. Leurs conflits. — XV. Éléments fondamentaux de l'État. — XVI. Importance de ce cours. — XVII. Naturalisation des étrangers.

MONSIEUR LE RECTEUR,
MONSIEUR LE DOYEN,
MES CHERS COLLÈGUES,
MESSIEURS,

I. Caractères du Droit privé Humain. — Les Romains se sont assimilé le droit de toutes les communautés humaines avec lesquelles ils s'étaient trouvés en contact, en établissant le *Jus Gentium*, dont la synthèse, claire comme la vérité et précise comme une formule mathématique, nous enseigne que l'homme est assujetti à la loi au triple point de vue de sa personne, de ses biens, de ses actes.

Cette synthèse comprend tout le droit privé de la Nation

(1) Sur les fondements de cette nouvelle dénomination que j'ai proposée, voir mon ouvrage *Justicia Internacional Positiva*, Valence, 1911.

et celui de l'Humanité. Ces trois sortes de relations juridiques commencent à se manifester dans les limites du territoire; elles font l'objet des règles formulées dans les codes et dans les lois qui définissent le droit quant aux personnes, quant à la famille, aux biens, aux obligations, à la forme des contrats et quant aux successions; elles établissent en outre les règles complémentaires réclamées par le développement des institutions. Tant que le droit fonctionne dans un seul pays, il ne survient jamais de difficultés si sérieuses qu'elles ne disparaissent devant une simple loi, de ce même pays, qui épargne toutes les incertitudes et supprime tous les conflits. Mais le droit se trouve fréquemment en contact avec des lois émanant de juridictions étrangères; alors la personne, les biens et les actes ont coutume de se trouver aux prises avec des revendications distinctes qui résultent de souverainetés également absolues. Dans un tel cas, la relation de droit cesse de rester *locale* ou *territoriale;* elle assume un caractère *extraterritorial,* c'est-à-dire qu'elle produit des effets au delà des limites de la juridiction où elle a pris naissance. Pour permettre de s'en rendre compte, il suffira de rappeler le cas d'une personne qui donne sa procuration à Buenos-Aires afin qu'une autre personne, résidant à Montevideo, y représente ses intérêts : le pouvoir conféré à Buenos-Aires est envoyé à sa destination, où il en est fait usage. Ce déplacement des relations juridiques caractérise *l'extraterritorialité du droit* (1).

Mais l'évolution de ces trois ordres juridiques ne se borne pas à ce simple transport : elle peut franchir l'Océan et apparaître dans un autre Continent, même dans plusieurs autres, en traversant divers États souve-

(1) J'évite avec soin de me servir de l'expression, souvent employée, d'*extraterritorialité de la loi,* parce qu'elle renferme un sens restreint. Le terme général de *droit* comprend la loi, la jurisprudence, le *common law* des Anglo-Américains, les usages et les coutumes des autres nations et même la doctrine des auteurs.

rains. Alors la relation juridique qui naît avec un caractère local, et qui, pour se mouvoir sur la planète, devient *extraterritoriale*, cesse de rester simplement *locale-extraterritoriale*, pour prendre le caractère *international*, et, en raison de l'accroissement de son développement, devenir *continentale*. Le droit applicable dans ce cas, et qui surgit alors comme émanation d'une *souveraineté*, se développe et se transforme en *droit humain*, parce qu'il applique ses règles quelles que soient la source et la nature de la relation juridique.

Ce droit, dans l'ordre de la vie universelle et dans le siècle où nous vivons, a une importance énorme en raison de la nature des liens juridiques et économiques qui lient les États ou les communautés (1), la solidarité mondiale et la multiplicité croissante des relations d'ordre public et privé qui se nouent sur la terre. Pour vous donner une idée de son importance généralement reconnue, je me bornerai à mettre cette conclusion en lumière par deux exemples topiques.

Le premier est de nature commerciale. Une certaine personne réalise à Buenos-Aires une opération de change avec sa banque et reçoit de celle-ci le document qui s'y rapporte, un ordre de paiement pour un banquier d'Anvers. Il s'agit du contrat originaire de change conclu entre celui qui demande la lettre de change, le *preneur*, et celui qui la lui remet, le *tireur*. Le preneur ayant à se rendre à Anvers passe par Paris où il a besoin d'argent et il y endosse l'effet à un banquier de cette dernière ville. Un autre contrat prend alors naissance, celui de la *cession de droits*, entre le *porteur* de la lettre de change et l'*endosseur*. Le banquier de Paris qui doit solder des comptes à Londres endosse à son tour la lettre de change

(1) Nous disons « ou les communautés » parce qu'il surgit souvent des questions entre les provinces, les villes et les communes d'un même État, mais qui ont des lois différentes (Bar, *The theory and practice of private international law*, p. 2, Édimbourg, 1892).

en faveur de son créancier londonien, ce qui constitue un nouveau contrat de cession de droits entre l'*endosseur* de Paris et l'*endosseur-porteur* anglais. Ce dernier présente la lettre de change au banquier d'Anvers pour en obtenir le paiement et apprend alors que celui-ci vient de faire faillite. Il existe ainsi une série de relations juridiques intimement liées et suivies, dans lesquelles se trouvent successivement en contact la juridiction argentine à l'origine du contrat, la juridiction française au moment du premier endossement, puis la juridiction anglaise, celle du dernier porteur, et enfin la juridiction belge qui est celle du juge de la faillite.

Je prendrai le second exemple, non plus dans l'ordre commercial, mais dans l'ordre civil. Il s'agit de la plus importante des institutions du droit privé, c'est-à-dire du mariage.

En 1874, il surgit en France un procès qui passionna l'opinion européenne et eut un retentissement extraordinaire. Les jurisconsultes et les tribunaux en discutèrent avec ardeur, et au moment même où j'ai l'honneur de vous adresser la parole, les questions soulevées à cette occasion ne sont pas encore définitivement résolues. Ce procès historique marque le plus décourageant des échecs du droit privé, en tant que celui-ci se propose de protéger l'organisation de la famille ainsi que le patrimoine et l'honneur de ses membres. C'est l'affaire connue en droit sous le nom d'affaire de Bauffremont.

La princesse de Caraman-Chimay, belge de naissance, avait contracté mariage avec le prince de Bauffremont, français, et avait acquis, par conséquent, la nationalité française. En 1874, la princesse de Bauffremont obtint la séparation de corps devant les tribunaux de la Seine, sous certaines conditions exigées par son mari, et dont l'une d'elles fixait le domicile de l'épouse durant le cours de la séparation. En 1875, la princesse de Bauffremont se transportait en Allemagne où elle constituait son domicile

en conformité des lois locales et acquérait la nationalité allemande par sa naturalisation dans le duché de Saxe-Altenbourg; et, en vertu des droits que lui conférait sa nouvelle nationalité, elle se considéra dans les conditions voulues pour convoler en de nouvelles noces et se remaria, effectivement, avec le prince roumain, M. de Bibesco. Le prince de Bauffremont attaqua aussitôt ce mariage. Il en soutint la nullité en se fondant sur les droits maritaux qu'il avait conservés sur son épouse, à l'exception de l'obligation de la vie commune. Il alléguait, en outre, la nullité de la naturalisation de son épouse qui avait gardé la nationalité française parce que, étant simplement séparée de corps d'avec son mari, elle n'avait pu changer de nationalité sans le consentement de celui-ci. Ce procès, long et laborieux, soumit à une dure épreuve les institutions européennes. Deux jurisprudences distinctes furent instaurées : pour les tribunaux français et belges, il y avait bigamie (1); pour les tribunaux allemands, le second mariage était légitime. En Belgique, le Tribunal de première instance et la Cour d'appel étaient en désaccord !

Pendant tout le cours du procès, l'expectative fut énorme et les plus hautes célébrités du droit international

(1) Jugement du Tribunal civil de la Seine : « *Déclare nul et de nul effet le mariage contracté par la princesse de Bauffremont devant l'officier de l'état civil de Berlin, ensemble l'acte de naturalisation qui lui confère la nationalité de Saxe-Altenbourg; fait défense à la princesse de Bauffremont de se qualifier à l'avenir princesse de Bibesco* ». La Cour de Paris confirma ce jugement, sauf en ce qui concerne la partie relative à la naturalisation. « *Les tribunaux n'ont pas le droit d'annuler les actes émanés d'une souveraineté étrangère; et il était inutile d'annuler la naturalisation; il suffisait de décider qu'elle ne pouvait être opposée au prince de Bauffremont* » (Laurent, *Droit civil international,* V, 360). La Cour de cassation a décidé en mars 1878 que les actes accomplis par la princesse, en fraude de la loi française, ne pouvaient être opposés au prince de Bauffremont (D., I, 201, 1878). Le prince ayant pratiqué un commencement de saisie en Belgique contre la princesse, le Tribunal civil de Charleroi prononça un jugement contraire à la jurisprudence établie en France. Ce jugement, critiqué par Laurent (ouvrage cité, V, p. 370 et suiv.), ainsi que par d'autres auteurs, a été annulé par la Cour d'appel de Bruxelles le 5 août 1880.

privé consultées firent paraître des mémoires, des ouvrages et des articles de revues. Dans l'ordre social, cet événement avait troublé la paix de bien des foyers et il avait été rendu plus pénible encore par l'intervention des enfants, victimes innocentes, dans les débats.

Les tribunaux français et belges les déclaraient naturels, tandis que les tribunaux allemands les considéraient comme légitimes. La passion en arrive à un tel point dans ces procès de famille quand ils ne sont pas rapidement terminés, qu'après la mort de l'un des enfants du second mariage de la princesse, un des enfants de Bibesco, et l'année même du décès, le prince de Bauffremont prit, devant la justice française, l'initiative du nouvel incident judiciaire d'une action en désaveu de paternité. On s'est demandé quel pouvait être l'objet de ce désaveu de paternité s'il ne pouvait être réclamé aucun droit sur les biens en raison de l'état civil de l'enfant. Cependant les tribunaux français déclarèrent opérante la demande du prince de Bauffremont tendant à désavouer la paternité d'un enfant de l'épouse divorcée, et prononcèrent leur décision dans le sens de la demande.

Ces procès et d'autres encore qui se sont déroulés en France et en Belgique (1) comportent le discrédit final du système de la nationalité en droit privé, parce que celui-ci est impuissant à résoudre les conflits civils qui affectent, en outre de la dignité humaine et du cœur des hommes, l'état des personnes et les intérêts juridiques et patrimoniaux des familles ; et c'est précisément l'un des arguments les plus sérieux soutenus dans la chaire argentine par ma voix et par celle de mes distingués anciens élèves et collègues, actuellement professeurs, les docteurs Calandrelli, Vico et Goitia (2), qui préconise le futur triomphe du sys-

(1) Bibliographie : Clunet, *Tables générales*, I, 27.

(2) Docteur Alcides Calandrelli, professeur suppléant, chargé du cours intégral de Droit privé Humain à la Faculté de Buenos-Aires ; docteur Carlos M. Vico, suppléant du même cours ; docteur Daniel Goitia, membre de la Chambre

tème de notre École. Si celle-ci, Messieurs, a été dédaignée dans le passé, alors que nous commencions seulement à appeler l'attention du monde par notre culture intellectuelle, cette École est aujourd'hui connue et honorée au delà de nos frontières parce qu'elle donne la solution de tous les problèmes de l'ordre que nous venons d'indiquer, ainsi que l'atteste ce fait que dans la République Argentine, — qui, en raison de la masse d'étrangers non naturalisés qui l'habitent, est, à notre époque, le champ d'expérience le plus vaste pour l'application de ces questions, — il n'a jamais été observé le cas d'un mariage légitimement célébré mais demeuré sans protection légale et définitive, soit entre nationaux, soit entre étrangers.

II. **Nécessité de ce droit.** — Les exemples que je viens de citer démontrent la nécessité de règles qui, harmonisant les droits opposés des nations, rétablissent l'ordre juridique bouleversé. Ces règles constituent le droit appelé ordinairement *Droit international privé,* dénomination à laquelle, — parmi les nombreuses autres qui ont été indiquées en considération du caractère d'extraterritorialité de ce droit, — j'ai proposé, en raison de mes titres comme professeur de longue expérience, la substitution de l'expression de *Droit privé Humain* (1), puisque ce droit n'a pas pour objet de régler les conflits du droit des gens, mais ceux du droit privé. Ce droit appartient par cela même à l'Humanité et se trouve placé au-dessus des législations nationales. On l'appelle aussi *supernational,* puisque dès qu'il a prononcé, la voix du droit local doit cesser de se faire entendre. Il n'est pas en contradiction avec le principe de la souveraineté, parce que ce sont précisément ces souverainetés qui, intéressées à ne pas troubler leur développement solidaire et réciproque, ont convenu

fédérale d'appel de Buenos-Aires, professeur de la matière à l'Université de La Plata.

(1) Note à la p. 1.

de créer ce droit et de le reconnaître, tacitement ou expressément. Il est, en conséquence, l'émanation de chacune des souverainetés locales, dont l'effet est de produire une sorte de fusion de celles-ci en vue de codifier tous les droits pour tous les hommes (1).

La République Argentine a l'honneur reconnu d'être le premier pays qui ait codifié le droit supernational, en imposant silence aux textes de ses lois propres chaque fois que la loi étrangère s'est trouvée raisonnablement applicable. Tel est par exemple le cas, choisi parmi beaucoup d'autres, de la personne âgée de vingt et un ans, à laquelle nous reconnaissons la capacité civile dans la République en vertu de la loi de son domicile à l'étranger, et cela en conséquence d'une décision *supernationale* incorporée au Code civil par la souveraineté *nationale*, qui exige cependant l'âge de vingt-deux ans de ceux qui sont domiciliés dans son territoire pour qu'ils puissent exercer les mêmes droits juridiques.

III. **Son influence.** — En étudiant l'action du droit supernational, c'est-à-dire l'influence de cette législation directe des diverses souverainetés qui obéissent à un idéal commun, nous rencontrons de graves complications. Ces difficultés ne se présentent pas dans l'étude de l'influence du droit territorial, puisque celui-ci a sous la main les moyens les plus rapidement efficaces pour les faire disparaître. Dans le droit supernational, alors que deux grands principes politiques, dont dépendent la stabilité et le développement des États, se trouvent en opposition irréductible, il surgit un conflit réel des lois. A quel pouvoir législatif nous adresserons-nous pour obtenir la loi qui terminera le conflit ? Sur les nations, c'est seulement la *conscience civilisatrice* qui commande avec autorité, et qui, en imposant sa règle aux gouvernements, les

(1) J'ai exposé la tendance humaine vers un droit positif universel dans l'ouvrage précité : *Justicia Positiva Internacional.*

conduit aux solutions transactionnelles. L'observation confirme autre chose : à savoir que le droit supernational, en gouvernant la vie juridique des hommes dans un pays quelconque du globe, apparaît comme un droit dérivé des souverainetés. Ce droit aura par conséquent une amplitude plus ou moins grande selon que le critérium civilisateur des souverainetés sera plus ou moins généreux ou étroit.

IV. **Formation des États.** — De même qu'en médecine, Messieurs, quand l'homme de l'art appelé à examiner une maladie conseille de rechercher les antécédents de la famille, l'hérédité et le développement général de l'organisme de l'individu, dans le but de diagnostiquer le mal pour l'isoler et pour l'atteindre, — de même on procède ainsi pour l'étude du développement du droit supernational, soit en général, soit limitativement à une matière donnée, comme par exemple le sujet de mon cours de cette année — *la Nationalité*. Il est alors nécessaire de faire porter ses investigations sur le mode de formation des États, de rechercher quelles sont les tendances directrices de leur organisme et d'en déduire ce que nous pouvons en attendre pour le développement de cette grande science juridique, pacificatrice et civilisatrice.

Les États, Messieurs, se forment de deux manières : *politiquement* et *privément*. Ils s'organisent politiquement sous l'action des moyens naturels, diplomatiques, militaires et économiques, et aussi sous l'influence de l'hérédité, ce qui est l'exception. Les moyens *économiques* eux-mêmes se présentent dans l'Histoire sous deux aspects : *publics* ou *secrets*. Ils sont publics si un État achète un territoire à un autre État, comme par exemple les États-Unis payant la Louisiane à la France ; ils sont secrets dans le cas où les nations fortes corrompent les gouvernements de peuples à demi-barbares ou inférieurs, soit par de l'argent, soit en les plaçant dans des situations susceptibles de faciliter leur

soumission ou leur incorporation à des nations ambitieuses ou qui se proposent de les transformer.

L'Antiquité nous montre des exemples grandioses des moyens politiques : telles sont les théocraties conquérantes de l'Orient et l'Empire romain qui, sous Auguste, devint un fait accompli universel, sous des formes nouvelles. A ceux qui voudraient se pénétrer rapidement du *deus ex machina* de l'expansion politique des Romains, de la manière dont ils sont partis d'une petite forteresse, où à peine quelques centaines d'hommes pouvaient passer la nuit, pour en arriver à étendre leur domination sur le monde alors connu, je recommande la lecture d'une demi-page du P. Didon, dans son beau livre *Jésus-Christ,* où il trace le tableau synthétique, profond et admirable de l'inspiration et des moyens politiques qui ont créé cet Etat universel (1).

V. **L'Empire Britannique.** — Mais je m'étendrai, Messieurs, sur l'exemple de l'Empire Britannique, parce que l'observation portant alors sur des faits contemporains, tous peuvent suivre mes démonstrations. En outre, c'est un exemple instructif qui doit être l'objet des méditations de tous les hommes qui ont à assumer des responsabilités quelconques dans la direction de la grandeur de leur pays, parce que cet exemple est une source inépuisable de patriotisme, de caractère, d'administration, de lutte et de triomphe !

L'Empire Britannique, Messieurs, naquit dans une petite île qui, au XV^e^ siècle, mesurait 121.000 milles carrés, c'est-à-dire une étendue de territoire qui pourrait être juxtaposée à peu près sur notre province de Santa-Fé. A cette époque, l'Espagne et le Portugal marchaient à la tête des découvertes mondiales. Les hommes de la petite Péninsule Ibérique, ceux du royaume encore plus petit de Portugal avaient cependant doublé le cap de Bonne-Espérance et découvert l'Amérique !

(1) P. Didon, *Jésus-Christ,* Paris, 1891, p. 80.

Les Anglais ne sont pas géniaux ; les Romains ne l'étaient pas davantage. Parfois, ce ne sont pas les peuples rêveurs qui ont le plus d'aptitude pour ces grands épanouissements du caractère qui transforment les nations et l'Humanité. Le génie et l'inconstance paraissent frères jumeaux, l'intelligence lente et rebelle assure son triomphe par la persévérance, comme la vapeur comprimée dans une chaudière finit par prendre son essor. Pour cette raison, la petite île anglaise, qui vivait oubliée au milieu du sombre Océan comme un nid d'aigles au sommet d'un rocher, entendit les bruits vagues et lointains des découvertes que l'on venait d'accomplir ; elle aperçut les horizons du monde qui commençaient à s'éclairer à la lumière des navigations ; elle découvrit ainsi un champ d'action mondial et s'élança résolument ! Quand les Espagnols, après trente années d'hésitations et d'incertitudes, enfin convaincus qu'ils avaient découvert un Continent, voulurent aller plus loin que les Antilles, c'est vers le Nord qu'ils naviguèrent. Ils rencontrèrent alors avec surprise les corsaires anglais occupés à fonder des établissements à Terre-Neuve et sur les côtes de la Virginie. La petite île de 120.000 milles carrés avait été élargie à ce point qu'elle s'était incorporé un Empire qui possédait une étendue plusieurs fois plus grande et un bien plus grand nombre d'habitants. C'est là le point de départ ! La rivalité connue de tous entre les États qui firent la découverte et les États conquérants donna ce résultat, qu'à la fin du XIX^e^ siècle, l'Angleterre avait consolidé un Empire comprenant des possessions sur tous les Océans, dans tous les Continents et devant lequel l'Empire romain lui-même se trouve petit. Au commencement, au XV^e^ siècle, les Anglais partirent aussi des côtes de l'Amérique pour étendre leurs découvertes jusqu'aux régions insulaires. Au siècle de la reine Élisabeth, dont les galanteries, l'intelligence politique, l'esprit mercantile et l'action dans le monde remplissent des pages brillantes de l'histoire de l'Angle-

terre, il s'organisa des associations d'aventuriers qui portèrent sur toutes les mers le pavillon des flottes de leur pays. L'histoire les appelle les *lévriers de la mer* (*sea dogs*) (1).

Les entreprises de ces commerçants et aventuriers atteignirent l'Orient, et c'est ainsi que naquit la fameuse *Compagnie des Indes*. Enfin, au XVII^e^ siècle, les Anglais avaient déjà pris pied dans chaque Continent, ainsi que dans de nombreuses îles de l'Océan, alors que l'Espagne et le Portugal voyaient languir leurs possessions coloniales et stérilisaient leurs efforts, par de longues luttes sur leurs délimitations, pour savoir qui devait rester avec des terres désertes, presque inhabitables et inaccessibles, situées dans l'intérieur du Nouveau Monde et en Orient.

VI. **Les Capitulations et leurs résultats.** — Les Anglais avaient-ils donc créé quelque chose de nouveau qui leur permît d'avancer avec une rapidité aussi extraordinaire dans leurs conquêtes opérées sur les régions découvertes par l'Espagne, le Portugal et la Hollande, dans l'ordre où je les mentionne, et dont ces régions s'étaient originairement emparées? Aucunement. Ils continuaient à rester des imitateurs, des hommes de bon sens, mettant à profit les sacrifices des autres et perfectionnant leur expérience.

Les rois catholiques avaient été les créateurs d'un système de colonisation jamais surpassé. Tel fut le régime politique, juridique et économique des *Capitulations* que vous avez certainement étudiées dans les textes réunis par Pedro de Mendoza, fondateur de Buenos-Aires sous l'empereur Charles-Quint. Ce système réunissait les capitaux et l'héroïsme d'un homme à ceux des aventuriers qu'il pouvait entraîner dans ses entreprises audacieuses avec le concours de l'autorité royale. Celle-ci apportait, par délé-

(1) Arthur F. Flux, *The building of the British Empire*, etc., Londres, sans date. *The sea dogs of Elisabeth*, 10.

gation, les pouvoirs politiques, militaires, ecclésiastiques, judiciaires et administratifs nécessaires pour le gouvernement des terres à découvrir, à conquérir et à coloniser. En plus de leur héroïsme et de leur argent, ils apportaient leurs vertus et leurs vices, leur personne et leur famille, leurs instruments de travail et leurs troupeaux. Les pays ainsi découverts devaient être exploités comme établissements commerciaux destinés à payer les frais de l'entreprise ainsi organisée. Il est certain que, puisque la conquête et la colonisation du monde avaient été livrées à ces spéculations commerciales, le sort des établissements créés dans tous les Continents dépendait de la valeur morale et administrative des compagnies d'aventuriers, (*merchant adventurers,* comme dit la loi anglaise), et de la nation qui était devenue leur associée. Nous assistons ainsi à la lutte de la supériorité politique et administrative entre les États. Alors que dans les pays hispano-américains et dans les autres colonies océaniques et continentales, le système admirable des Capitulations Royales ne réussissait pas, et que les *conquistadores* ne respectaient nullement ses dispositions parce que ces conquérants n'étaient pas des hommes de loi, d'administration et de gouvernement, mais de vieux soldats, qui apportaient avec eux, aux colonies, la tradition de plus de vingt siècles de combats et de vie des camps, sans autre éducation par conséquent que celle du sabre, de la lance et de l'arquebuse, — les Anglais, avec les mêmes Capitulations copiées dans les recueils espagnols, fondaient de grands noyaux d'États dont les rejetons robustes sont devenus les quasi-républiques libres des États-Unis, du Canada, de l'Australasie, de l'Afrique du Sud et toutes leurs colonies!

Il y a là une simple question d'aptitudes morales du pays conquérant, qui sut modérer l'ardeur de ses fils à travers l'Océan pour les contraindre à faire avec prudence l'application des lois aux peuples conquis. De cette manière, Messieurs, et avec ce système, les deux cartes

que j'ai l'honneur de déplier devant vous indiquent dans quelles proportions les deux petites taches noires du haut qui représentent l'Empire Britannique en 1700 se sont transformées pour marquer l'Empire Britannique de 1910 qui teinte la Mappemonde dans toutes ses parties. Les 121.000 milles carrés du XV^e^ siècle se sont convertis en un Empire qui embrasse 11.500.000 milles carrés, comprend 450 millions d'habitants, dont les possessions sont considérables dans toutes les parties du monde, et sur lesquelles le soleil ne se couche jamais. Quand vous voyagerez pour parcourir cet Empire, rappelez-vous ce fait : le vapeur vous conduira tout le long d'une route défendue par des forteresses formidables établies dans des îles et sur des Continents pour protéger les communications entre la Métropole anglaise et ses domaines dans l'Univers.

VII. **Solutions juridiques.** — Cette formation juridique n'aurait pu se réaliser dans un pays dont la mentalité ne se serait pas trouvée aussi morale, aussi solide, aussi tenace que l'est la lourde et peu imaginative mentalité des Anglais. Songez aux trésors d'énergie, d'intelligence, de prudence, de force de caractère et de science de l'Humanité qui sont nécessaires pour créer et harmoniser les droits publics et les droits privés qui gouvernent en paix et avec succès, la personne, la famille, les biens, les actes juridiques, le commerce, les délits, la milice..., tout ce qui constitue l'activité humaine, et cela sous une direction suprême qui siège à Londres !

Comment les Anglais ont-ils résolu ce magistral problème ? Ils pouvaient suivre l'exemple de certains gouvernements qui, lorsqu'une résolution dans l'ordre juridique doit être prise, choisissent quelque ami pour la mettre au point, sans se préoccuper de rechercher s'il est suffisamment préparé. Ils le chargent de rédiger des projets de loi qui ne sont que la copie d'ouvrages de droit et d'autres lois, sans discernement quant à l'application. Il en serait

alors résulté un échec pour la loi, le législateur et le pays... Les Anglais se sont bornés à adapter, Messieurs !

Dans les conférences données précédemment pour le cours intégral de cette matière, j'ai rappelé le conflit survenu en Argentine, au sujet des sociétés commerciales, par suite du fait que la Commission de réforme du Code de commerce, dont j'ai eu l'honneur de faire partie, dut copier et copia en effet, dans les codes européens, l'article 286 que vous connaissez, relatif aux sociétés constituées à l'étranger. Mais la Commission eut des scrupules de rédaction quand il s'agit de le copier dans les termes où il avait été conçu par la science européenne (1); elle modifia la disposition du texte, ajouta quelques mots, en supprima d'autres, et instaura, sans le vouloir, des points douteux, des questions sujettes à controverse, qui furent l'origine de la véritable crise juridique des sociétés anonymes qui nous préoccupe toujours et que nous n'avons pas encore solutionnée !

Les Anglais ont bien copié les Romains en ce qui concerne les institutions servant de base à leur empire mondial. Ils ont déclaré aux peuples conquis, assimilés, acquis ou incorporés à leur immense domaine, qu'ils pouvaient vivre en parfaite sécurité. Ils n'ont pas cherché à les dominer. Ils se présentaient comme leurs meilleurs amis, venant seulement les aider à vivre, à progresser, à s'enrichir. Ils voulaient que leurs familles fussent heureuses, conformément à leurs aspirations; ils désiraient contribuer à instruire leurs enfants, et, enfin, que chaque groupe humain pût se gouverner lui-même avec autant d'autonomie que l'Angleterre dans son île !... Les peuples sont alors saisis d'étonnement, se méfient tout naturellement du conquérant et de ses bonnes paroles et redoutent les résultats de l'expérience. Et quel a été le résultat de cette

(1) Code de commerce italien, art. 231 ; Code de commerce portugais, art. 110, etc.

expérience ? Elle a démontré que l'Empire Britannique, suivant l'exemple des Romains, respecte l'organisation sociale et politique intérieure ainsi que le fonctionnement du droit privé de chaque peuple pour lui assurer la faculté de se régir conformément à son idéal et à ses aspirations. Cicéron, proconsul de Grèce, dans une lettre à son ami Atticus, met en évidence cette sage politique romaine (1).

En effet, quand l'homme jouit de la sécurité pour sa famille et pour sa bourse, quand les produits de ses terres sont abondants, et quand sa propriété est garantie, il a pour habitude de se considérer libre, bien qu'il ne le soit pas au point de vue politique, comme quelques-uns que vous connaissez !

VIII. **La vie parlementaire dans l'Empire Britannique.** — Dans l'Empire Britannique, Messieurs, en outre de la multiplicité des législations privées qui règlent les relations des divers peuples, cinq parlements libres fonctionnent actuellement. Ce sont ceux de la Grande-Bretagne, du Canada, de l'Australie, de l'Afrique du Sud et des petites îles des Antilles (2). Ces dernières, constituées en confédération, furent découvertes par Christophe Colomb à l'époque où il fit route dans la direction du Continent. Il existe, en outre, quarante-trois législatures de provinces comprenant, pour l'ensemble, environ deux mille députés (3). Ajoutez les nombreuses législations particulières

(1) « Mullaque sum secutus Scœvola ; in iis illud, in quo sibe libertatem censent Græci dalam, ut Græci inter se discepten suis legibus... Itaque curo e salisfacio ad huc omnibus. Græci vero exultant, quod peregrinis judicibus atuntur. Tamen se Αὐτονομιας adeptos putant. Vestri enim credo, graves habent. Turpionem sutorium, et Vettium mancipen (Cicéron, *Lettre à Atticus*, de Laodicée, *Œuvres complètes*, Édition Nisard, Paris, V, 247). Il est à remarquer que Cicéron emploie le mot grec *autonomia* pour gouvernement propre, en conservant la forme étrangère du terme qu'il incorporait au droit public de Rome.

(2) *Leeward Islands,* Antigua, Bermuda, St. Kitts, Nevis, Anguilla, Dominica, Monserrat et Islas Virgenes.

(3) Parlements et législations coloniales qui fonctionnent dans l'Empire Britannique :

des États incorporés à l'Empire et les conseils de ses municipalités !

IX. **Ses particularités politiques.** — Le professeur Morgan, de l'Université de Londres, analysant récemment la crise politique profonde que traverse l'Angleterre, faisait remarquer que l'Empire Britannique est un empire dans lequel le citoyen d'une partie de ce même empire se trouve étranger dans une autre ; que les lois de police de certaines contrées du Dominion peuvent même s'opposer

Europe — Parlement impérial à *Londres*. — *Iles Maltaises*, législature de 20 membres.

Amérique. — *Canada*, Parlement du Dominion : sénat avec 81 membres inamovibles nommés par la Couronne ; chambre des Communes avec 213 membres élus pour cinq ans. — *Ontario*, assemblée législative de 22 membres. — *Québec*, assemblée législative de 74 membres. — *Nouvelle-Écosse*, sénat (Council) de 21 membres et chambres législatives de 38 membres. — *Nouveau-Brunswick*, assemblée législative de 46 membres. — *Manitoba*, assemblée de 40 membres. — *Ile du Prince-Édouard*, de 40 membres. — *Territoires du Nord-Ouest*, de 31 membres. — *Colombie Britannique*, avec 38. — *Newfounland*, sénat inamovible, chambre de 36 députés. — *Bermudes*, sénat et chambre de 36 membres. — *Jamaïque*, législature de 24 membres, 10 nommés et 14 élus. — *Bahamas*, sénat de 9 membres et chambre de représentants de 29. — *Leeward Islands*, parlement général composé d'une chambre, nommé et élu par moitié. — En 1871, ces Antilles se sont confédérées et il a été créé, en outre, cinq présidences ayant chacune leur législature. — *Barbades*, chambre de 24 membres. — *La Trinité*, législature nommée par la Couronne. — *Tabago*, législature nommée par la Couronne. — *Iles Malouines*, possessions réclamées par la République Argentine, chambre législative de 20 membres.

Asie. — *Strails Settlements*, chambre législative. — *Hong-Kong*, chambre législative. — *Chypre*, législature de 18 membres dont 12 sont électifs.

Afrique. — Parlement de l'*Afrique du Sud*, sénat et chambre des députés. — *Colonie du Cap*, sénat de 23 membres, chambre des députés de 74 membres élus. — *Natal et Zululand*, sénat et chambre de 37 membres. — *Gambie*, législature. — *Colonie de la Côte de l'Or*, législature nommée. — *Sierra Leone*, comme la précédente. — *Lagos*, comme la précédente. — *Ile Maurice*, législature de 27 membres dont 10 sont élus.

Océanie. — *Australasie*, parlement de la *Common Wealth*, avec un sénat et une chambre des députés. — *Queensland*, législature, sénat de 39 membres et chambre des députés de 72 membres. — *Nouvelle-Galles du Sud*, 62 et 125. — *Victoria*, 48 et 95. — *Australie Occidentale*, 21 et 33. — *Tasmanie*, 18 et 36. — *Nouvelle-Zélande*, 46 et 74. — *Nouvelle-Guinée Britannique*, législature nommée.

au débarquement des Anglais sur leur territoire ; que l'un des États peut passer avec les puissances étrangères des conventions internationales qui ne sont pas obligatoires pour l'Union et qui parfois ne sont conformes ni aux intérêts, ni à la situation de celle-ci (1). Tel est, par exemple, le traité intervenu entre le Canada et les États-Unis. Ce traité, sous l'apparence des questions commerciales qu'il renferme, constitue l'un des plus importants parmi les événements de notre époque destinés à entraîner des conséquences politiques.

Un État qui n'a pas un seul et même drapeau, de seules et mêmes armoiries, qui ne possède pas de Cour suprême de l'Empire, qui n'a jamais promulgué aucune loi générale sur la nationalité, reconnaissant, au contraire, la pluralité des lois de cette nature, et cela dans toute une série d'organisations constitutionnelles du caractère le plus varié, depuis la petite colonie de Gibraltar, propriété de la Couronne, jusqu'aux républiques aussi libres que des nations indépendantes que j'ai mentionnées plus haut, lesquelles ne conservent avec la Métropole que la seule attache de la vassalité, un simple lien des plus ténus, à peine tangible, — telle est la main anglaise qui ne pèse pas sur les colonies à la manière d'un gant de fer. C'est quelque chose qui se résume dans l'appel judiciaire de certains procès devant le Conseil privé du roi, tribunal chargé de prononcer la décision suprême, revêtu d'un caractère universel pour la solution des conflits du monceau imposant de lois et d'intérêts qui s'agitent sur ses domaines. Trois cent quinze millions d'Hindous conservent leurs lois sur le mariage, le régime propre de leur propriété, leur système commercial, leurs pénalités et leurs institutions particulières. Les Arabes et les autres tribus continuent à

(1) Cf. E.-S. Zeballos, *Justicia Positiva Internacional*, p. 54 ; J.-H. Morgan, *The Constitution in Writting on the nineleenth century and afler*, XIX-XX, 775-779 ; J. Malcoln, *Home Rule al round*, id. 791 ; A.-L. Smith, *A Nation in the making* dans *The Yale Review*, XIX, 339.

pratiquer leurs lois originaires et, aux Européens de leur Empire, les Anglais appliquent leurs lois.

X. **The Colonial Act.** — En 1838, le Parlement anglais promulgua la loi coloniale (*Colonial Act*), dans un but d'unification législative et créa une commission chargée d'étudier les différents droits locaux, avec mission de rechercher à les harmoniser avec le droit anglais. L'illustre Macaulay avait été placé par le gouvernement à la tête de la Commission de législation. Macaulay avait compris, Messieurs, que l'existence de l'Empire dépendait de la prudence et du tact de l'action législative.

Ne portons pas la main sur la famille musulmane, devait-il se dire à lui-même ; ne troublons pas l'organisation séculaire de la famille hindoue ! Laissons ces sociétés se gouverner selon leur propre conception sociale et juridique ! Rappelons-nous que chaque homme est juge de la morale qu'il doit suivre, pourvu qu'elle ne porte pas atteinte à la morale de son voisin. Tolérons que les Arabes vivent entre eux d'une manière qui répugne cependant aux idées européennes, s'ils considèrent que ce genre de vie est conforme à la vertu. Ce que vous devez demander aux hommes, ce n'est pas l'hypocrisie d'une décence qu'ils ne comprennent pas, mais seulement la sincérité de l'âme ! Cette orientation sauva l'unité de l'Empire menacée par les révoltes et la colère des Hindous qui redoutaient l'abolition de ces traditions et de ces lois qui gouvernent l'Orient et qui sont aussi anciennes que l'Humanité.

XI. **Régulateur juridique.** — La coexistence de lois multiples dans les limites de l'Empire Britannique ne peut se maintenir qu'avec l'aide du droit supernational appliqué par les Cours de justice dans un esprit d'équité, dans le but de sauvegarder l'acte juridique, quant à sa bonne foi et quant à sa légalité. A ce point de vue, le droit supernational, comme vous venez de le voir, est investi

d'une double mission : celle de régulateur humain quand le fonctionnement des droits locaux des États le permet, et celle d'organe territorial quand il fait sentir son action à l'intérieur de l'Empire Britannique, en aplanissant les difficultés et les conflits domestiques, comme il arrive aux Etats-Unis, où chaque État exerce le droit de législation locale et réclame une règle de garantie pour éviter les luttes d'intérêts.

XII. **Émigration et immigration.** — Le second mode de formation des États est le *système privé* dont la formule est donnée par les deux termes suivants : l'*émigration* et l'*immigration*. Des masses énormes de population se transportent d'une nation dans une autre, soit par petits groupes à travers les mers, soit par caravanes considérables et successives vers d'autres Continents. Telle est l'origine des nouveaux types de civilisation contemporaine qui, tout naturellement, transforment le droit public. Il y a là un phénomène que l'Europe ne perçoit pas encore clairement; c'est pour cette raison qu'elle est retardée dans la solution des problèmes connexes à cet état de choses, nouveaux types de civilisations et d'États, dont relèvent les États-Unis, la République Argentine, le Canada, l'Australasie, le Mexique, le Brésil..., États qui continuent à déposer sur le fond de leur population primitive le reliquat ou l'excédent de la population des autres Continents.

XIII. **Ses quatre droits générateurs.** — J'ai donné à ce dernier moyen de formation des États le nom de *mode privé*, parce qu'il naît de la liberté civile, de l'exercice spontané de quatre droits naturels et individuels : celui d'*émigrer*, celui de *changer de nationalité*, celui de *renoncer à sa propre nationalité*, et celui de *reprendre sa nationalité d'origine*. Ces droits caractérisent l'évolution des individus qui, de leur propre mouvement et obéissant à

des nécessités sociales, politiques et économiques, s'expatrient pour venir s'incorporer à d'autres États. Ce type moderne de la formation des États réclame un nouveau droit politique et pose en même temps les problèmes compliqués du droit privé, parce que les masses qui émigrent et viennent s'incorporer à des nations nouvelles ne peuvent se dépouiller de leurs antécédents juridiques de l'ordre privé. L'Européen qui émigre dans la République Argentine est époux, fils, père, frère, propriétaire, commerçant, débiteur, créancier... Il possède en outre une nationalité. Toutes ces circonstances ont leur répercussion dans le droit public et privé, comme nous le verrons plus loin dans ce cours.

XIV. **Leurs conflits.** — Il n'est pas nécessaire de rechercher loin de nous, ni dans les livres, des exemples destinés à illustrer ces problèmes juridiques tout particulièrement graves : c'est dans cette enceinte même que nous trouverons ces exemples. Beaucoup d'entre vous, peut-être la majorité de ceux qui me font l'honneur de m'écouter, sont fils d'étrangers, mais pourtant citoyens argentins, et ont dignement servi leur drapeau au jour de la conscription. Cependant, si vous vous rendiez en Europe, vous y trouveriez la déception d'apprendre sur la terre de vos ancêtres que vous y êtes considérés comme les concitoyens de ceux qui y sont restés ; que vos noms, inscrits ici sur les registres du Consulat dont des copies ont été envoyées en Europe, sont déposés aux divers ministères de la Guerre respectifs, dans les arrondissements d'Europe où vos pères ont eu leur domicile avant d'émigrer ; que vos mêmes noms figurent sur les contrôles de l'armée, et qu'au jour d'une mobilisation générale votre présence sera exigée sous les drapeaux, faute de quoi on passera dans les quartiers généraux cette note infamante : « Le jeune X..., né en République Argentine, déserteur de son drapeau! » Combien ce problème est délicat et digne au plus haut point de retenir l'atten-

tion dans les Universités! et combien je me trouve justifié de détourner votre attention quand j'agite cette question du haut d'une tribune éminemment impartiale et scientifique, depuis que les études juridiques sont devenues aujourd'hui des études suivies avec la même méthode que celle des autres sciences dans les laboratoires et que les mots, l'éloquence même, restent éphémères si la preuve documentaire ne vient les justifier! Cette question patriotique est d'un ordre si élevé, que je suis profondément touché du grand honneur que marque la présence dans cette enceinte de M. le Recteur de l'Université qui nous apporte son encouragement. Je l'en remercie, de même que je remercie M. le Doyen, ainsi que mes collègues et les éminents étrangers qui ont bien voulu daigner assister à cette conférence.

C'est que les questions que j'étudie concernent l'avenir de l'Amérique tout entière et non pas seulement la République Argentine! C'est que la majeure partie des pays américains n'ont pas encore complété leur organisation politique, bien que notre légèreté puisse croire le contraire!

XV. **Éléments fondamentaux de l'État.** — Trois éléments fondamentaux distinguent l'État : *le territoire*, sur lequel s'établit *la population*, base d'une Nation, et *l'imperium*, qui est la souveraineté, la puissance législative au plus haut degré. Nous autres, nous avons bien déterminé le territoire national, mais nous l'avons déterminé d'une manière peu satisfaisante. Nous avons résolu le problème du territoire en le constituant au moyen d'une politique diamétralement opposée à celle de l'Angleterre : la Vice-Royauté de Buenos-Aires était incomparablement plus étendue que les îles anglaises qui ont réalisé la conquête d'une grande partie du globe; aujourd'hui la République Argentine ne comprend peut-être que le quart de cette Vice-Royauté! Nous avons amoindri le patrimoine

national; les Anglais l'ont accru. Nous étions une nation riche qui produisait sans travail; nous brûlions nos brebis comme combustible, parce que nous n'avions pas de marchés pour les vendre, et nous n'éprouvions pas le besoin de conquérir l'espace pour nous développer, ni la nourriture et les vêtements, et tout ce qui pousse à la lutte et à l'expansion. La richesse facilement acquise nous a porté préjudice, et la richesse facilement acquise continue à nous porter des préjudices moraux et par surcroît un préjudice politique (1).

Nous venons de définir le second élément de l'État; nous possédons *l'imperium*; nous pouvons promulguer une quantité extraordinaire de lois dont le grand nombre attire l'attention des Européens. J'ai reçu une lettre du professeur Meyer, notre distingué collègue de l'Université de Berlin, auteur des projets officiels d'une loi universelle sur la lettre de change et les chèques. Le professeur Meyer m'écrivait que l'Europe a intérêt à connaître l'ensemble annuel de notre législation qui depuis 1905 jusqu'aujourd'hui a assumé des proportions extraordinaires. Ces lois atteignent un total de 14.000, à ce qu'il me semble, et mon illustre collègue m'a demandé un mémoire critique sur les dispositions qu'elles contiennent pour le faire paraître imprimé dans l'*Annuaire universel* édité à Berlin.

J'ai étudié ces lois, Messieurs, et en ce qui concerne celles

(1) L'ingénieur Pedro Ezcurra, ancien ministre d'État, est l'auteur d'une étude savante, avec des aperçus remarquables sur la formation des États américains, dans laquelle il compare spécialement les États-Unis, le Brésil et la République Argentine. Les chiffres qu'il présente contiennent des conclusions accablantes pour le passé politique de la République Argentine. Cette investigation confirme mes calculs antérieurs, desquels il résulte que la République Argentine a perdu, en un siècle, plus de 60.000 lieues carrées de son territoire et 8 millions d'habitants, tandis que le Brésil a augmenté son territoire de 820.000 kilomètres carrés et les États-Unis de 7.207.950 kilomètres carrés et de plusieurs millions d'habitants dans deux circonstances (*Prevision é imprevisión en la formación de los grandes Estados*, paru dans la *Revista de Derecho, Historia y Letras*, Buenos-Aires, xxxix-343).

de quelques années, je n'ai rien trouvé à communiquer à l'Université de Berlin. Quand ces lois ne s'appliquent pas à des centaines de pensions, elles ne répondent qu'à des intérêts particuliers. Un homme s'endort pauvre et rêve. d'une concession qui doit lui donner la fortune. Il demande immédiatement cette concession et l'obtient aussitôt. Les gouvernements se targuent de fomenter l'accroissement du pays; mais nous savons bien que souvent, en réalité, il ne s'agit que d'un intérêt particulier qui triomphe !

Où trouverai-je les sages lois, sur les profonds et multiples intérêts argentins, dignes de figurer dans les recueils européens? Dans les travaux des législations provinciales? Le bon sens public, l'éducation universitaire qui doivent interpréter les nécessités du pays sous une forme concrète ont le devoir de nous donner un jour la réforme parlementaire à laquelle nous avons droit en raison de l'état de progrès auquel nous sommes parvenus.

Mais nous n'avons pas encore défini le troisième élément de l'État, la *population*. La nôtre n'a pas de forme bien déterminée; elle est tiraillée par des droits différents qui troublent notre souveraineté et nous exposent à des conflits internationaux de la plus haute importance. Ces circonstances ne dépendent pas tant de nous-mêmes que du critérium prudent et conciliatoire des gouvernements européens.

Comment se compose, en effet, la population de la République Argentine? Depuis 1810 jusqu'en 1911, il est arrivé dans notre pays probablement 5.000.000 d'étrangers : 3.000.000 sont qualifiés d'émigrants par des statistiques imparfaites depuis 1857 jusqu'à ce jour (1). Ces mêmes statistiques établissent que dans cette période d'un demi-siècle, 66 p. 100 des émigrants sont restés dans le pays, que 34 p. 100 en sont partis et que de ces 34 p. 100

(1) J'estime que la population de la République Argentine en 1911 est de neuf millions d'habitants. Nos recensements antérieurs sont très défectueux.

il y a lieu de déduire encore un chiffre correspondant à ceux qui reviennent en Argentine. Sur ces bases, j'estime à 1.200.000 le nombre des citoyens nés dans la République Argentine de parents qui ne sont pas Argentins et dont la nationalité est discutée par la science juridique, dans les Consulats et sur les contrôles des armées du Vieux Monde. La manière de poser le problème, les conséquences et les atténuations qu'il comporte, les tolérances auxquelles il a donné lieu, les pourparlers diplomatiques qui s'y rapportent, formeront la matière du cours que j'ai l'honneur d'inaugurer.

XVI. **Importance de ce cours.** — Ce cours intéresse donc les hommes d'État de la République Argentine qui n'a pas encore complété son organisation nationale parce que, après avoir assuré l'*indépendance,* après avoir conquis la *liberté* contre la dictature, puis sanctionné et promulgué les Constitutions fédérale et provinciale, le problème vital de l'homogénéité et de la détermination de la *population* reste encore debout sans que nous nous soyions préoccupés de ses solutions autrement que par des à-coups passagers et en quelque sorte spasmodiques. Cette question intéresse de la manière la plus directe les étrangers, nos amis et nos parents, tous ceux qui ont identifié leur vie avec la nôtre, même ceux qui conservent l'esprit de retour en Europe, *animus revertendi,* mais qui nous estiment. Nous devons rester optimistes : l'homme est noble dans ses sentiments, la méchanceté ou l'ingratitude sont heureusement des exceptions dans la vie humaine! Ces étrangers, même ceux qui retournent dans leur pays, nous respectent. Et quand ils partent en Europe jouir de la fortune qu'ils ont amassée ici, ils restent nos amis, nous défendent et font de la propagande en notre faveur.

XVII. **Naturalisation des étrangers.** — Mais ceux qui restent dans la République, des centaines de mille atta-

chés au pays d'une manière définitive, qui ont pénétré dans le sanctuaire de nos foyers, qui vivent comme des fils du pays mariés avec des femmes argentines qu'ils aiment, auprès des tombeaux qu'ils vénèrent, qui ne retourneront jamais dans leur patrie lointaine qu'ils chérissent et dont ils se souviennent avec la mélancolie infinie de la séparation, dans quelles conditions se trouvent-ils? Ils croient qu'ils sont citoyens européens; mais je prouverai bientôt au moyen des lois de leur propre pays qu'ils ont perdu leur nationalité d'origine. Ils se trouvent donc, Messieurs, comme Jean sans Patrie : ni là-bas, ni dans la République Argentine! Ce sont des forces indécises, semblables à ces astéroïdes cosmiques qui se dispersent dans l'atmosphère et ne sont féconds ni pour la lumière, ni pour l'équilibre de l'Univers! Ils n'ont pas l'action civique qui leur permette de contribuer aux progrès de leur patrie d'origine; ils ne l'ont pas davantage pour influer sur le gouvernement et sur la prospérité de cette patrie de leur prédilection, dont la bonne marche du gouvernement les intéresse cependant, puisqu'ils y ont implanté leur personne, leur famille, leurs biens, tous les liens intimes et suprêmes de leur existence!

Enfin, je pose à la jeunesse ce problème comparable seulement à la dernière étape de l'indépendance nationale. Dans tous les États, la jeunesse est appelée à former les armées permanentes par la conscription, parce que, à vingt ans, on possède les illusions et l'héroïsme; on ignore les désillusions de l'existence et l'on vit d'énergies dans lesquelles tout est noblesse, enthousiasme, désintéressement et soumission! La jeunesse a le devoir de fréquenter les Universités, d'exiger de ses professeurs les connaissances nécessaires pour l'éclairer, l'armer pour la Patrie. Il est de son devoir de former son jugement personnel, de se présenter dans les comices électoraux et d'entrer dans les parlements pour y revendiquer des lois suprêmes qui précisent et protègent les intérêts nationaux. Et, parmi

cette jeunesse, je m'adresse spécialement à ceux qui portent dans leurs veines le sang européen et le sang américain, à ceux dont les pères sont étrangers, à ceux dont la nationalité est discutée et même déniée, à ceux qui pourraient porter au front le stigmate odieux, pour un homme d'honneur, de déserteur d'une armée au drapeau de laquelle il n'a jamais prêté serment. Les Argentins, fils d'Européens, au nombre de 1.200.000, qui se trouvent dans cette situation, sont appelés à former la tête de la colonne qui marche vers la solution de problèmes si ardus et si complexes et vers la sanction des lois organiques qu'ils requièrent. Ils honoreront ainsi leurs parents dont la situation dans les foyers argentins est fâcheuse et contraire à la justice, parce qu'ils éprouvent la volonté de devenir citoyens selon la loi, parce qu'ils le sont déjà en fait au double point de vue social et économique et selon le droit privé et qu'il ne leur manque que la consécration du droit public. Je ne conçois rien de plus digne de la piété filiale que d'obtenir les lettres de naturalisation de ses ancêtres et de rentrer au foyer avec la double joie de rendre honneur à la fois à son père et au nouveau citoyen de la République!

Ces idées, ces doctrines, l'action de la jeunesse, des hommes d'État et du pays trouvent des obstacles, — il faut dire toute la vérité, — dans les républiques américaines où il n'existe pas encore d'organisations politiques de partis permanents, mais seulement des individualismes qui prétendent diriger l'opinion publique et pour lesquels l'incorporation de centaines de mille d'électeurs qualifiés, de nationalité étrangère à l'origine, portera le dernier coup.

Tous les moyens, Messieurs, ont été épuisés pour réveiller l'esprit public sud-américain en matière électorale, pour l'exercice des droits civiques, base de toute civilisation politique efficiente.

La naturalisation des étrangers déterminera un senti-

ment réflexe, parce qu'alors les sud-américains, par amour-propre, ne leur abandonneront pas les urnes et iront lutter avec eux au moyen du bulletin de vote. Nous aurons défini ainsi, d'une manière utile, le troisième élément de l'État. Et quand des millions de citoyens naturalisés viendront offrir à la République Argentine leurs suffrages et leur sang, que ce soit votre gloire, jeunes conscrits du droit à l'Université de Buenos-Aires, et que l'influence de votre succès rayonne sur tous les États du Nouveau Monde (1) !

(1) Les conférences de M. le professeur Zeballos, qui est un orateur remarquable, étaient fréquemment interrompues par des applaudissements et des acclamations. Dans notre texte sténographique, nous avions signalé ces circonstances ; mais l'auteur a supprimé nos annotations. (L.-A. Podesta Costa).

PREMIÈRE CONFÉRENCE

Origine de la Nation.

Sommaire. — I. Préambule. — II. Programme et Méthode. — III. Origine de la Nation. — IV. Origine de la société. — V. Consanguinité, langage et sentiment religieux. — VI. Autorité domestique. — VII. Société naturelle. VIII. Culte des morts. — IX. Les tumulus. — X. Idée de la Nation. — XI. Différence entre l'acte humain et l'acte animal. — XII. Évolution vers la société politique. — XIII. Ses fondements.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Préambule.** — Les Athéniens passent pour avoir été un peuple de philosophes rationalistes; mais, par une contradiction extraordinaire, ils se trouvaient aussi soumis aux superstitions les plus infimes et les plus déprimantes de l'esprit humain. Même, les hommes du talent le plus élevé, les orateurs de cette civilisation, ne commençaient jamais leurs discours sans invoquer les dieux, et aussi les héros de la terre. Je me complais à les imiter dans cette dernière habitude, au début de ce cours sur la Nationalité, qui touche aux intérêts les plus intimes de l'organisation et de l'avenir de notre Patrie. J'invoque donc les auspices favorables de ces générations nationales dont nous venons de célébrer, au premier centenaire de la République, les hauts faits incomparables et immaculés.

II. **Programme et méthode.** — Des professeurs et des érudits me font l'honneur de m'écouter ; mais il ne faut pas perdre de vue que j'ouvre un cours universitaire, consacré aussi à la jeunesse venue pour s'initier à l'étude des problèmes politiques et sociaux. Cette circonstance influe sur mon programme et m'oblige à marquer le chemin par certaines notions fondamentales.

La recherche des idées directrices qui nous serviront de point de départ doit être faite dans le champ des études juridiques, qui sont des études basées sur l'expérience et la méditation. J'appliquerai à leur analyse la méthode de l'histoire et de la philosophie, sans admettre exclusivement, comme source des solutions, les faits décharnés et les disquisitions de l'imagination. Je m'efforcerai de réduire les résultats à des idées absolument scientifiques et pour ainsi dire mathématiques. Il existe deux moyens qui permettent de réaliser l'analyse scientifique. Le premier consiste à étudier l'homme primitif aux époques les plus lointaines auxquelles il est à peine permis d'atteindre avec la documentation positive et dont, cependant, les traditions conservées et transmises successivement à travers les âges nous guident jusqu'aux sources mêmes de l'Histoire. Le second moyen d'investigation nous met en contact avec l'homme sauvage contemporain, puis déduit les lois de sa vie de la comparaison avec ce que nous apprennent les traditions les plus éloignées. Pour nous servir du premier moyen, nous avons recours à la littérature ancienne, à ceux des auteurs qui se trouvaient en contact avec les origines historiques. Cette littérature tire son origine de l'Orient, et, dans les vieilles poésies de ses religions et dans ses codes, nous trouvons véritablement une source très abondante d'informations. D'Orient, cette littérature émigre en Europe, où elle est recueillie par les Grecs qui nous donnent la synthèse du savoir humain à leur époque, à travers leur critérium *philosophique* et *artistique*. La littérature romaine, qui apparaît après les

siècles de civilisation grandiose de la Grèce, puise à ces sources; elle présente au monde la synthèse de la science grecque et orientale sous la forme brillante que lui donne son empreinte personnelle, *juridique* et *politique*. La civilisation actuelle, Messieurs, est, en effet, une image très remarquablement reproduite de la civilisation orientale et gréco-romaine. Il semblerait qu'il s'agit de faits si extraordinaires et si profondément inhérents à la nature humaine, qu'ils ne se sont jamais modifiés depuis l'aube de l'Histoire et persistent encore actuellement à exercer leur influence sur l'Humanité. La sociologie, la science politique moderne, est pour le moins ébauchée dans les antiques annales. On y trouve l'orientation fondamentale de l'esprit humain, sur laquelle nous ne sommes pas en progrès, ni au point de vue de la conception de la morale, ni au point de vue politique. Que nous exposent, en effet, les auteurs les plus marquants des Écoles allemandes, anglo-américaines, françaises, italiennes ? L'âge d'or de l'Humanité chez les Hindous et les Égyptiens dans l'ordre *moral*. Ils commentent et interprètent, mais ne créent pas dans l'ordre politique (1). Ils s'inspirent des pensées génératrices des Écoles de l'Orient. Aristote les répète dans sa *Politheia* en introduisant dans la science de l'Occident ce mot de *politique* que l'époque moderne a adopté. Il est incontestable que les auteurs contemporains analysent la pensée antique avec toute sa subtilité et la présentent sous des formes nouvelles : mais les écrivains anciens ont eu le don précieux de la synthèse, semblable à la vive lumière qui éclaire les ténèbres sans éprouver la nécessité de nombreux foyers lumineux plus petits qui troublent la vue par un faux jour.

III. **Origine de la Nation.** — Où trouverons-nous alors les origines de l'idée de la Nation? Nous les trouverons

(1) A. Weiss et E.-S. Zeballos, *Manuel de Droit international privé*, Paris, 1911, t. I, 54.

dans la nature, dans notre propre nature, puisque l'homme est la cause et le sujet de l'institution que nous allons étudier.

La philologie nous dira que son nom dérive de *natus*, c'est-à-dire celui qui est né dans le groupe. Mais elle ne nous donne que l'un des éléments de la solution, celui de la *consanguinité*. Au point de vue sociologique, nous avons besoin d'une idée plus complète qui vienne rectifier la conception vulgarisée d'une manière erronée par la littérature générale. La littérature romaine nous offre une belle page écrite par un imitateur et commentateur admirable de l'Antiquité orientale et grecque, par Cicéron, — page qui est la synthèse du concept des Hindous, des Chaldéens, des Égyptiens et des Grecs.

IV. **Origine de la société.** — Dans son livre *De Re Publica,* dont le titre et la matière sont basés sur *La République* de Platon et la *Politheia* d'Aristote, Cicéron fait l'exposé des doctrines de l'Antiquité sur *l'origine de la société*, présentée, d'après les uns, comme une conséquence *utilitaire* de l'intérêt qu'a l'homme à se défendre contre les forces de la nature ou contre les animaux féroces, de réunir les éléments de la vie commune, ou bien comme un contrat social. Sa critique est rigoureuse, et il rejette toutes ces causes. Selon lui, l'homme ne s'associe pas dans un but simplement utilitaire, mais obéit à une voix intérieure de son être, à une inclination sublime de son esprit vers la sociabilité, à l'horreur de la solitude qui le pousse mystérieusement sans qu'il puisse s'y opposer lui-même, à la réunion avec ses semblables. Pour la raison que l'homme ne peut faire abstraction de la famille, c'est dans la famille que se trouve *l'origine de la société*. Nous découvrons dans cette page de Cicéron les tendances modernes utilitaires de Hobbes, la morale de l'intérêt, sur laquelle d'autres fondent la société, la doctrine de la conservation des espèces de Darwin, celle du contrat

social de J.-J. Rousseau, inspirée à son tour par les statutaires hollandais du XVI^e^ siècle (1).

Dans ces sources antiques, toujours nouvelles, apparaît le tableau de la famille originaire, de la famille qui vivait dans la plaine ou dans les bois, dormait sous le feuillage des arbres, se réfugiait sous des abris rustiques ou dans

(1) XXV. Est igitur, inquit Africanus, respublica res populi; populus autem non omnis hominum cœtus quoquo modo congregatus, sed cœtus multitudinis juris consensu et utilitatis communione sociatus. Ejus autem prima causa coeundi est non tam imbecillitas, quam naturalis quædam hominum quasi congregatio : non est enim singulare nec solivagum genus hoc, sed ita generatum, ut ne in omnium quidem rerum affluentia...

(*Desiderantur paginæ duæ.*)

Quid est respublica, nisi res populi? Res ergo communis, res utique civitatis. Quid est autem civitas, nisi multitudo hominum in quoddam vinculum redacta concordiæ? Apud eos enim ita legitur : « Brevi multitudo dispersa atque vaga concordia civitas facta erat » (Augustinus, *Epist.*, 138, 10).

Urbis condendæ originem atque causam non unam intulerunt; sed alii eos homines, qui sint ex terra premitus nati, quum per silvas et campos erraticam degerent vitam, nec ullo inter se sermonis aut juris vinculo cohœrerent; sed frondes et herbam pro cubilibus, speluncas et antra pro domibus haberent : bestiis et fortioribus animalibus prædæ fuisse commemorant. Tum eos, qui aut laniati effugerant, aut laniari proximos viderant, admonitos periculi sui, ad alios homines decurrisse, præsidium implorasse, et primo nutibus voluntatem suam significasse; deinde sermonis initia tentasse, ac singulis quibusque rebus nomina imponendo, paullatim loquendi perfecisse rationem. Quum autem nec multitudinem ipsam viderent contra bestias esse tutam; oppida etiam cœpisse munire, vel ut quietem noctis tutam sibi facerent, vel ut incursiones atque impetus bestiarum non pugnando sed objectis aggeribus arcerent. Hæc aliis dèlira visa sunt (ut fuerunt), dixeruntque, non ferarum laniatus causam fuisse coeundi, sed ipsam potius humanitatem : itaque inter se congregatus, quod natura hominum solitudinis fugiens et communionis ac societatis appetens esset (Lact. *Inst.*, I, VI, c. 10).

XXVI... Quædam quasi semina; neque reliquarum virtutum; nec ipsius reipublicæ reperiatur ulla instituta. Hi cœtus igitur hac, de qua exposui, causa instituti, sedem primum certo loco domiciliorum causa constituerunt; quam quum locis manuque sæpissent, ejusmodi conjunctionem tectorum oppidum vel urbem appellaverunt, deluhris distinctam spatiisque communibus. Omnis ergo populus, qui est talis cœtus multitudinis, qualem exposui, omnis civitas, quæ est constitutio populi; omnis respublica, quæ, ut dixi, populi res est, consilio quodam regenda est, ut diuturna sit. Id autem consilium primum semper ad eam causam referendum est quæ causa genuit civitatem (Cicéron, *De Re Publica,* Liber Primus, XXV et XXVI, *Œuvres complètes,* édition Nisard, Paris, 1881, VI, 291-293).

des cavernes. Cette idée orientale et gréco-romaine est, à mon sens, la base des véritables doctrines qui expliquent l'origine de la *nation;* et il m'a paru qu'il y avait pour le professeur un acte de probité intellectuelle à accomplir en tirant l'argument des sources primitives elles-mêmes, au lieu de le prendre chez les imitateurs ou commentateurs qui ont suivi.

V. **Consanguinité, langage et sentiment religieux.** — Soumettons le critérium de l'Antiquité sur l'origine psychique de la *nation* au contrôle de la science. Dans la famille primitive, à laquelle le texte ancien fait allusion, quatre éléments forment la base de la *vie collective*, de la société : la *consanguinité*, parce que la famille se développe originairement et nécessairement entre ses propres membres, et dont le lien, par conséquent, va s'affaiblissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'origine commune; le *langage*, qui naît avec la société; le *sentiment religieux*, qui dérive de la nature humaine comme conséquence immédiate de la mort; et l'*autorité domestique*, qui protège et dirige la vie commune.

Dans ses premiers temps, l'homme ne parlait pas. En 1876, se présenta devant la *Société scientifique argentine* un humble maître d'école de Mercédès (1), apportant avec lui une petite caisse contenant des ossements humains. Il annonça qu'il avait découvert l'homme fossile argentin de l'ancienneté la plus reculée (2). Trente-cinq ans plus tard,

(1) Ville, siège de tribunaux dans la province de Buenos-Aires de la République Argentine.

(2) Ce jeune homme, humble et pauvre, d'aspect peu attrayant, sans influences, fut vivement discuté à Buenos-Aires; ses premiers moments et ses premières démarches ne lui laissèrent qu'amertume et difficultés. Le Musée National avec les grands savants qui le dirigeaient et ceux qui commençaient à balbutier la science, lui firent de l'opposition et ne voulurent pas reconnaître sa découverte. J'étais alors journaliste et secrétaire de la *Société scientifique Argentine;* je me sentis ému et me mis au service de cette intelligence naissante avec la pensée qu'il est nécessaire de soutenir et d'aider toute idée qui surgit, de stimuler tout homme jeune qui veut travailler. Je l'encourageai

il confirmait cette première découverte par une série d'autres découvertes, parmi lesquelles les plus importantes furent l'*Homme de Monte-Hermoso* (1) et le *Diprothomo de Buenos-Aires*, de petite taille, au crâne rétréci, avec des arcades sourcilières proéminentes et volumineuses, contenant une masse cérébrale restreinte. En suite de cette découverte, comme si toutes les races disparues avaient été évoquées pour venir célébrer le premier centenaire de la République Argentine, les représentants des Musées découvrirent de nombreux fossiles, soit aussi anciens que le *Diprothomo de Buenos-Aires,* soit d'une époque plus ou moins rapprochée de celui-ci. Ces découvertes constituent une révélation sur les origines de l'homme. Actuellement, la science européenne se préoccupe de cet événement. Ces origines ont été vérifiées dans la République Argentine. On a établi que c'est dans la République Argentine que l'homme a eu son origine, et que c'est là qu'elle devra demeurer établie définitivement si la découverte de fossiles préhistoriques plus anciens ne vient pas changer cette conclusion (2).

dans la *Prensa*, et je contribuai à la publication de son premier livre, contenant ses idées fondamentales et intitulé : *Filogenia*. Ce jeune homme que l'on persécutait alors est mort en 1911 ; le monde entier honore sa mémoire : c'était Florentino Ameghino, directeur du Musée National de Buenos-Aires. Le savant professeur Juan B. Ambrosetti vient de rappeler cet incident dans un article nécrologique, de la *Revista de Derecho, Historia y Letras,* XL, 28. — Cf. Ameghino, *Vision y Realidad*, dans le *Bulletin de l'Institut géographique Argentin,* X, 340.

(1) Localité située au sud de la province de Buenos-Aires, dans la République Argentine.

(2) Cf. Ameghino, *Nouveaux débris de l'homme et de son industrie, mêlés à des ossements d'animaux quaternaires, recueillis près de Mercédès,* dans le *Journal de Zoologie,* vol. V, p. 27, Paris, 1875; *El hombre cuaternario en la Pampa* (Memoria presentada à la Sociedad cientifica argentina, 1876); *L'homme préhistorique dans le bassin de La Plata,* dans les *Comptes rendus sténographiques du Congrès International des Sciences Anthropologiques,* tenu à Paris du 16 au 20 août 1878; *L'homme préhistorique dans La Plata,* dans la *Revue d'Anthropologie,* 2e série, vol. II, p. 210, 1879 ; *La plus haute antiquité de l'homme en Amérique,* avec une lithographie, dans les travaux du Congrès International des Américanistes à Bruxelles, et *Comptes rendus du*

D'après les savantes études d'Ameghino, l'homme primitif ne parlait pas, mais il vivait en société, ainsi que le révèle l'abondance des vestiges de son passé. La progression successive de son développement a aussi été établie, et ces découvertes du Musée de Buenos-Aires démontrent un certain degré de perfectionnement chez l'homme qui correspond à un degré d'animalité. Les sociétés parcourent, en effet, deux chemins différents : une direction ascendante et un sens descendant. Comme conséquence de ce phénomène, l'homme se perfectionne ou retourne à la vie des bêtes. Chez le *diprothomo bonaerensis* (1), arrivé à un certain degré de perfectionnement, la merveilleuse articulation organique qui produit le langage s'est développée, — le langage n'étant alors qu'une manifestation naturelle, l'exercice d'une caractéristique psychique, fonctionnant sous l'action du stimulant de la relation avec ses semblables et sous celle des phénomèmes physiques du milieu ambiant. Ces hommes dont parle Cicéron qui, lorsqu'ils étaient attaqués par les fauves, se réfugiaient auprès d'autres hommes pour implorer leur secours au moyen de gestes (2), créèrent le langage qui se développa à la façon dont s'aiguise la bêche qui creuse et retourne la terre, sous l'action de l'enfantement des phénomènes mentaux

Congrès des Américanistes de Bruxelles, 1880; *La antigüedad del hombre en La Plata,* 2 vol., Paris et Buenos-Aires, 1880-1881; *Filogenia. Principios de classificacion transformista basados sobre leyes naturales y proporciones matematicas,* 1884; *Les formations sédimentaires du crétacé supérieur et du tertiaire de Patagonie,* 1906; *Las formaciones sedimentarias del Litoral de Mar del Plata y Chapalmalan,* dans les *Anales,* etc., 1908; *Le Diprothomo Platensis, un précurseur de l'homme du pliocène inférieur de Buenos-Aires,* 1909; *L'âge des formations sédimentaires de l'Argentine en relation avec l'antiquité de l'homme,* 1911.

(1) Le célèbre anthropologue italien G. Sergi a étudié la question et après avoir exposé les critiques relatives aux découvertes d'Ameghino honore ces découvertes et déclare : « *Di qui comincia la mia conversione dirò cosi, a molte vedute di Ameghino.* » (*L'Uomo, secondo le origini, l'Antichita, le Variazione e la Distribuzione geografica, etc...* Milan, 1911, p. 57 y siguientes).

(2) Voir cet ouvrage, note 1, p. 33.

quand ils se mettent en contact avec les intelligences et avec le milieu physique qui les entoure. Le langage prouve donc que la société est un phénomène naturel, parce qu'il a été l'un des instruments de la formation de celle-ci, de même que la *consanguinité*.

VI. **Sentiment religieux. Autorité domestique** (1). — Le second élément de la société primitive, le *sentiment religieux*, procède de la nature humaine et a pour symbole visible l'autorité du père. Selon la poésie orientale et d'après les pages les plus anciennes que nous en connaissions, et de même que dans les tribus sauvages contemporaines, le père ou le plus ancien a exercé et exerce encore une autorité dont l'influence croît avec les années, au fur et à mesure que sa barbe et ses cheveux deviennent blancs. Les jeunes gens et les enfants les regardent avec superstition, comme les organes de l'expérience humaine qui les instruit, les protège, les conseille, les met à l'abri et les dirige. C'est là l'origine de la supériorité du père dans le milieu qui l'entoure. De ce même sentiment dérive le fait que les intelligences inférieures, celles du sauvage et de l'enfant, croient spontanément que le père, l'aïeul, l'ancêtre plus ancien forment un lien entre la terre et quelque chose de supérieur qui échappe à leur entendement. Ce sentiment est exprimé d'une manière admirable dans les littératures de l'Orient, que les Romains traduisent en s'exprimant ainsi :

« *O Pater, o genitor, o sanguem Dis oriundum !* » (2)

Quand le père meurt et que son cadavre est mis en

(1) J'emploie les mots *autorité domestique* dans un sens large, qui comprend l'autorité du père proprement dit et celle des ancêtres et des vieillards dans leur maison, sans en exclure la femme qui, dans de nombreuses circonstances, l'a exercée.

(2) Sur l'origine des mots *pater* et *genitor*, lisez les excellentes études de Fustel de Coulanges, *La Cité Antique*, etc., Paris, 1895, p. 93 et suiv., *passim*. *Sancte parens*, *divinus parens* (Virgile, *Énéide*, V, 47 ; V, 80).

terre ou déposé sur les arbres, — parce que les hommes ont eu aussi la tendance à exposer les morts sur un point élevé comme pour les rapprocher du contact avec les divinités célestes, — c'est alors que le sentiment religieux s'exalte et revêt les formes du culte extérieur. Le soir, à l'heure de la mélancolie infinie du désert, impossible à décrire, ressentie seulement par ceux qui aiment la nature et vivent recueillis dans son sein ; quand un mystère infini s'empare de l'esprit le plus indifférent ; ou encore, au déclin des belles journées calmes et splendides, quand la nuit laisse tomber ses voiles et que les regards de l'indigène se dirigent vaguement vers l'horizon pour s'arrêter bientôt sur les tombeaux de ses pères, il lui semble apercevoir des flammes légères et fugitives voltigeant mystérieusement, allumées par une cause incompréhensible pour son esprit, — c'est alors qu'il se sent emporté par une crainte extrême à des sentiments et à des inspirations infinies inexprimables !

Mais, pourquoi cette lumière inoffensive ne causerait-elle pas une surprise étrange à l'indigène et ne lui produirait-elle pas une impression si profonde qu'elle éveille en son âme le sentiment religieux, puisque les hommes instruits éprouvent aussi des sursauts et de la crainte en présence de certains phénomènes naturels qui sont cependant maîtrisés et expliqués par la science ?... (1).

(1) C'était en 1874 ; le docteur A.-E. Davila, que tous connaissent dans notre pays pour sa droiture, mon ami intime d'enfance, et le professeur qui a l'honneur de vous adresser la parole, nous étions tous les deux capitaines dans un corps de troupes révolutionnaires qui se battaient depuis le matin dans le sud de la province de Buenos-Aires. Nous avions éprouvé toutes les émotions de la bataille : la bombe éclatant à quelques pas de nos chevaux, l'ami blessé, le camarade mourant... la défaite qui nous obligeait à tourner le dos à l'adversaire. C'était par une nuit orageuse et obscure de la Pampa, rayée par instants de terribles éclairs s'irradiant, se bifurquant, et zigzaguant sur presque toute l'étendue du ciel. Les deux amis, nous errions à l'aventure, perdus, ignorants de la direction de l'armée, et seuls Nos chevaux foulaient parfois des cadavres et nous tressaillions nous-mêmes en écoutant les gémissements des blessés. Dans un tel moment et pour augmenter encore les horreurs d'une

Comment ne les subirait-il pas, le sauvage qui aperçoit au milieu de la nuit des lumières mystérieuses ondoyant au-dessus des restes mortels de ceux qu'il aime ? Voilà l'origine de la vénération pour l'incompréhensible, qui naît avec l'Histoire et gouverne encore les peuples. Voilà l'origine de l'*autel,* bien éternel avec lequel la faiblesse humaine attache sa vie à la divinité ignorée, mêlée à sa destinée. Voilà l'origine du *feu sacré,* symbole de purification, éclairant la demeure du Mystère suprême.

Est honor et tumulis ; animas placate paternas (1).

VII. **Société naturelle.** — Mais, Messieurs, les fondements de la société ne sont pas constitués simplement par les liens de la *consanguinité,* du *langage,* de l'*autorité domestique* et de l'*autel* qui naissent sous la chaumière primitive. La société est plus qu'un phénomène ; elle est plus qu'humaine, puisqu'elle procède de la loi de la combinaison des corps vérifiée dans tous les règnes de la nature. La pierre qui se détache du sommet de la montagne, l'air, l'eau, tout cela révèle la loi de la combinaison. Les éléments peuvent être isolés dans la nature ; mais ce fait confirme sa stabilité. Combien il a fallu de siècles d'études et de travail pour isoler le corps merveilleux qui s'appelle le radium !

Les hommes peuvent aussi s'isoler facilement. Mais la vie solitaire constitue l'exception ; la loi générale est celle de l'union intime, de la combinaison qui régit tous les règnes de la nature. Dans l'ordre zoologique, elle procède des ordres inférieurs de la création, en nous donnant une

nuit de retraite, deux lumières phosphorescentes voltigeaient follement au-dessus des oreilles de nos chevaux, deux lumières agressives, contre lesquelles l'épée et le revolver étaient impuissants ; puis, ensuite, elles apparurent à la pointe de nos pieds et sur nos étriers... Je vous dis la vérité, Messieurs. Nous étions étudiants de quatrième année de Droit, connaissant ce que sont les feux Saint-Elme ; mais nous éprouvions une impression des plus étranges !

(1) Fustel de Coulanges, *ouvr. cité,* 13.

idée parfaite, non seulement de l'harmonie sociale, mais encore du gouvernement. Je fais honneur à votre savoir et à vos lectures en omettant à dessein de vous donner des explications sur les communautés où vivent diverses espèces animales. Mais, qu'il me soit permis de vous inviter, spécialement Messieurs les étudiants, à méditer sur des faits locaux qui sont à votre portée. Je vous convie à vous arrêter un instant aux sources argentines. Je désire que ceux qui n'ont pas eu le destin de vivre en contact avec la nature pour l'observer intimement, profitent des impressions de ceux qui, comme moi, ont vécu souvent, et pendant quarante ans, dans la campagne. Je vous assure qu'il n'existe pas de livre plus savant, ni de maître plus éloquent et plus profond que le livre de la nature où l'esprit observateur rencontre à chaque instant des surprises et des trésors intellectuels.

Vous connaissez tous, — je vous cite l'exemple le plus sympathique, — le *Vanellus cayennensis,* petit oiseau compagnon de notre enfance, appelé ici vulgairement *Teru-teru,* nom que les Indiens ont fait dériver de son cri, par onomatopée. J'ai trouvé dans sa vie la similitude parfaite des origines de la société humaine.

Dès que le couple s'est établi autour d'une lagune, dans un endroit découvert, il y fait son nid avec des herbes et des branches sèches dont la couleur se confond avec celle du sol. Une sorte de tendance à se dissimuler, à s'isoler, protège le petit foyer pampéen. Quels sont ceux qui n'admettent pas que le foyer est sacré et infranchissable? Quels sont ceux qui ne se sentent pas inclinés à soustraire leur domicile privé aux regards publics? Seuls, quelques architectes ne partagent pas cette conception de l'existence personnelle quand ils construisent des maisons avec des portes vitrées comme celles des chapelles funéraires... Le *Teru-teru* nous enseigne l'idée du mystère domestique; il choisit les couleurs qui dissimulent le mieux son nid, en l'abritant ainsi contre les atteintes venant du dehors. Qui

n'a observé que, si d'autres animaux s'approchent du nid, le *Teru-teru* pousse des cris tranquilles et joyeux, suffisants pour appeler l'attention et écarter le danger; mais que si, au contraire, l'homme, — l'ennemi naturel! — s'approche, le petit cerveau de l'oiseau réagit, celui-ci s'exalte, prend peur, se met en colère et vient menacer nos yeux avec les griffes de ses petites pattes? Qui de vous n'a pas comparé le cri strident et désespéré du *Teru-teru* qui attaque l'homme, avec le cri indifférent dont il se sert pour éloigner simplement un mouton?

Après la première année, les *Teru-teru* sont quatre; après la seconde année, ils deviennent dix, et ainsi successivement en raison d'une progression croissante. Au bout de dix ans, il y a une quantité de *Teru-teru* autour de la lagune, le foyer d'origine. C'est la *famille!* Les sociologues modernes diront : c'est la *tribu* formée par la réunion naturelle de plusieurs familles. C'est toujours le plus vieux des *Teru-teru* qui pousse le cri d'alarme, qui prend le premier son vol et signale l'endroit où doit s'enfuir la troupe ailée pour s'y poser de nouveau!

La vaste plaine argentine offre aussi de multiples exemples de *société naturelle cosmopolite* ou de cohabitation en harmonie, ou encore consanguine, d'espèces diverses étrangères les unes aux autres. Dans les *viscacheras* ou terriers des *Viscachas* (1) vivent aussi avec elles des renards (*Canis vulpes*), des moufflettes (*Mephitis*), des belettes (*Didelphys*), des hurons, sortes de putois (*Mustella*), ainsi que des reptiles, des vipères et des lézards de la grande et de la petite taille. De ces intimités souterraines, il résulte parfois des espèces hybrides; les dernières espèces sont alors considérées comme des étrangères hospitalisées dans la tribu des *Langostamus*.

Ainsi se forment pareillement les familles humaines,

(1) Rongeur herbivore, le *Langostamus trichodactylus* de Brookes, vit dans des galeries souterraines creusées dans les terres élevées.

ainsi se sont constituées les fameuses tribus des Araucans et d'autres nations indigènes de l'Amérique du Sud, que j'ai eu la bonne fortune de visiter et de pouvoir encore étudier sur le sol même de leur origine. Ils se sont groupés de la même façon, en obéissant à des causes naturelles, au manque d'eau et à la disette d'aliments, de telle sorte que chaque famille indigène s'établissait au bord d'une lagune, sur un petit cours d'eau ou sur un petit ruisseau pouvant donner l'eau à boire aux gens et à leurs chevaux; et c'est seulement lorsque l'accroissement de la famille avait épuisé les ressources limitées dans le désert qu'elle se dédoublait et que les émigrants allaient s'établir près d'une autre source voisine. De cette manière, sur une étendue de plus de 20.000 lieues carrées dans la Pampa, il n'y eut jamais plus de 15.000 indigènes ! La tribu vit aussi parfois rassemblée et d'autres fois dispersée par familles sur un damier de territoire.

Au moment voulu, les familles indigènes de l'Antiquité ou de l'époque moderne se groupent pour former des masses plus importantes qui obéissent à une autre influence. L'organisation intime sous l'autorité paternelle se développe cependant, sans difficultés, sous l'influence d'autres facteurs : la *consanguinité*, le *langage* et le *sentiment religieux* (1).

(1) « La storia dimostra che il regime precursore della civiltà raramente uscì dai limiti della famiglia. Un dato numero di famiglie era unito da speciale cerimonie religiose, da un privilegio exclusivo di sacerdozio, da un legame di sepoltura comune, da mutui diritti di succesione alla proprietà, segli obblighi reciproci di sostegno, difesa é riparazione di torti » (A. Pierantoni, *Trattato di Diretto Constituzionale,* Roma, 1897, I, 57). — « Gradus autem plures sunt societatis hominum. Ut enim at illa infinita discedatur propior est ejusdem gentis, nationis, linguæ, qua maxime homines conjunguntur : interius etiam est ejusdem esse civitatis. Vulta enim sunt civibus inter se communia : forum, fana, porticus, viæ, leges, jura, judicia, suffragia, consueludines præterea et familiaritates, multisque cum multis res rationesque contractæ. Artior vero colligatio est societatis propinquorum : ab illa enim immensa societate humani generis in exiguum augustumque concludilor. Nam, quum sit hoc natura commune animantium, ut habeant libidinem procreandi, prima societas in ipso conjugio est : proxima in liberis : deinde una domus, communia omnia. Id autem est

VIII. **Culte des morts.** — Je vous ai parlé des morts et du culte dont ils sont honorés, conservé intact depuis les temps les plus reculés. Quelques écrivains modernes ont cru que cette vénération avait appartenu exclusivement aux Indo-Européens; mais il est certain que toutes les races du monde gardent le même culte, fécond en mystères et en appréhensions, dans lequel se mêlent la superstition et l'effroi, suivant le degré mental des individus, et pour lequel les vivants se considèrent fatalement obligés à prendre soin du mort et à lui rendre l'hommage d'un tribut. Les anciens lui portaient les prémices du lait, du miel et du jus fermenté, en les répandant sur les tombes aimées. Chez l'un des peuples les plus avancés et les plus rationalistes de notre époque, les États-Unis d'Amérique, les familles ont coutume de déjeuner une fois par semaine sur le vert gazon des tombeaux de leurs morts affectionnés! Nous tous, enfin, allons de temps en temps aux cimetières déposer des fleurs et allumer des cierges sur les reliques que nous chérissons encore! Le culte des morts survit donc à travers les âges et domine l'Humanité. Les philosophes l'ont interprété comme une preuve de l'immortalité de l'âme; je l'interprète comme une preuve de l'existence de la société naturelle (1).

principium urbis et quasi seminarium reipublicæ. Sequuntur fratrum conjunctiones; post consobrinorum sobrinorumque, qui, quum una domo jam capi non possint, in alias domos tanquam in colonias exeunt. Sequuntur connubia et affinitates, ex quibus etiam plures propinqui. Quæ propagatio et suboles origo est rerum publicarum. Sanguinis autem conjunctio benevolentia devincit homines et caritate. Magnum est enim eadem habere monumenta majorum, eisdem uti sacris, sepulcra habere communia. Sed omnium societatum nulla præstantior est, nulla firmior, quam quum viri boni, moribus similes, sunt familiaritate conjuncti. Illud enim honestum, quod sæpe dicimus, etiam si in alio cernimus, tamen nos movet atque illi, in quo id inesse videtur, amicos facit » (Cicéron, *De officiis,* Liber primus, XVII, en *Œuvres complètes,* édit. Nisard, Paris, 1881, IV, 437-438).

(1) « Les hymnes du Rig-Véda en font mention. Le livre des lois de Manou parle de ce culte comme du plus ancien dont les hommes font mention » (Fustel de Coulanges, *Ouv. cité,* p. 17; *Manava-Dharma-Sastra,* ou *Lois de Manou,* traduction Loiseleur Deslongchamps, Paris, 1833, livre XII, p. 439 et

Les morts ne sont jamais seuls, ni tombés au néant : d'après ces superstitions ils revivent dans des foyers funèbres. Les hommes primitifs de l'Antiquité, comme ceux de l'époque actuelle que nous pouvons étudier à la Terre de Feu et dans la Cordillère des Andes, les uns enterraient et les autres enterrent leurs morts par familles et quelquefois par tribus. En d'autres termes, cette société primitive des vivants se perpétue dans le cimetière sous la même forme collective qu'elle eut dans la vie. La société primitive et celle plus cultivée de notre siècle suivent la même loi naturelle (1).

suiv.; livre I, p. 21, art. 95 : « Celui par la bouche duquel les habitants du Paradis mangent sans cesse le beurre clarifié et les Mânes le repas funèbre »... Voici l'origine des termes Θεοίς χθονίοις et *Dis manibus* des littératures grecque et romaine. *Manesque sepulti* (Virgile, *Énéide,* IV, 34).

(1) J'ai eu la chance de découvrir, en 1876, un extraordinaire cimetière d'Indiens aux environs de Campana dans la province de Buenos-Aires. C'était un *tumulus* au sommet duquel quatre arbres croissaient. Il renfermait cinquante cadavres, assis, comme en contemplation devant le lever du soleil, ayant à côté d'eux des vases de terre remplis d'aliments et des ustensiles, des armes pour le combat, et tout ce qui est nécessaire pour la vie (Cf. E.-S. Zeballos, *Notes sur un tumulus préhistorique de Buenos-Aires. Revue d'Anthropologie,* Paris, 1878, p. 577; F. Ameghino, *La Antiguedad en el Plata,* etc. Paris, 1880, I, 366; *Anales* de la *Sociedad cientifica Argentina,* 1876, VI, 244, etc... Plus tard, dans le désert de la Pampa Centrale, je fis l'ouverture du tombeau de Cafulcura, le fameux souverain des vastes plaines, dont je donnai le crâne au Musée de la Plata (Robert Lehmann Nitsche, *Catalogo de la Seccion Antropologica del Museo de La Plata.* Buenos-Aires, 1911, p. 31). En creusant cette tombe, je trouvai les corps de ses femmes, ses armes de guerre, ses bijoux d'argent, ses vêtements *(ponchos et matras),* puis de la vaisselle contenant des aliments, c'est-à-dire ce qu'il lui fallait pour continuer, dans l'*autre vie,* l'activité qu'il avait déployée dans la Pampa ! Les Araucans croyaient donc à l'immortalité du corps et de la société ! — Cicéron, en parlant des dieux mânes *(manium jura),* rappelle qu'au mois de février on célébrait le jour des morts, reporté par Brutus au mois de décembre. Février et décembre avaient été successivement les derniers mois de l'année à chacune des deux époques. La chrétienté contemporaine a choisi le 2 novembre. *Hostia autem maxima parentare ; pietati esse adjunctum putabat* (Cicéron, *De Legibus*, édition Nisard citée, lib. II, XXI). — « L'opinion première de ces antiques générations fut que l'être humain vivait dans le tombeau... L'être qui vivait sous la terre n'était pas assez dégagé de l'humanité pour ne pas avoir besoin de nourriture. Aussi, à certains jours de l'année, portait-on un repas à chaque tombeau. Cela s'appelait en latin *inferias ferre, parentare, ferre solemnia !* (Fustel de Coulanges,

Telle est l'idée universellement admise. L'Antiquité croyait que les morts n'avaient pas encore achevé leur mission, qu'ils reposaient simplement. C'est peut-être cette pensée que nous gravons sur les tombeaux en répétant une idée aussi ancienne que la société elle-même : « Repose en paix ». Celui qui repose n'est pas mort ! Pour cette raison on répète aussi l'inscription latine des tombeaux : « *Sit tibi terra levis ; tenuem et sine pondera terram* » (1). D'après cette traditionnelle et admirable croyance humaine, les hommes, bien qu'ils soient morts, *revivent en société !* En d'autres termes, la conception psychique, irrésistible de la sociabilité induit l'homme de toutes les époques à croire que, même après la mort, il vit et doit vivre en société !

IX. **Les tumulus.** — L'existence du tumulus sur le territoire argentin est un événement scientifique parce qu'il réveille chez nous le souvenir de l'Antiquité de l'Orient et de l'Occident. Le tumulus est la forme la plus universelle de l'ancien monument funéraire et le germe des pyramides. Tout le monde sait que dans les trois Amériques, de même que dans les autres parties du monde, on a découvert une quantité extraordinaire de tumulus qui révèlent l'existence de centres de population qui, aux États-Unis, ont reçu d'eux leurs noms, les *mound builders*, constructeurs de tumulus. Ils ont un périmètre énorme, plus grand que celui des tumulus argentins. Au mois de mars 1910, lors de l'inauguration du chemin de fer de Valcheta, en Patagonie, j'eus la bonne fortune de rencontrer une grande quantité de tumulus admirables, de proportions presque gigantesques, quelques-uns ornés avec un véritable talent artis-

ouvr. cité, 13 et note 3). La famille antique assistait à ce repas avec les morts. Euripide met ces paroles sur les lèvres d'Iphigénie : « Je verse sur la terre du tombeau le lait, le miel, le vin, car c'est avec cela que l'on réjouit les morts » (*Iphigénie en Tauride*, 157-163).

(1) Juvénal, VII, 207 ; Martial, I, 89 ; V, 35 et IX, 30 ; Fustel de Coulanges, *ouvr. cité*, 9, note 1.

tique (1). A cet endroit, on voit un tumulus d'une trentaine de mètres de hauteur, constitué par une substance brillante et de couleur jaune, semblable à l'or. Le Père Falkner, dans son ouvrage écrit au XVIII^e^ siècle sur la Patagonie, rappelle que les Indiens patagons inhumaient leurs morts dans des tumulus situés sur les bords arides de la mer. Ils se retiraient, pour vivre, dans la Cordillère, contrée de la chasse et de l'abondance; mais tous les ans, ils venaient faire des pèlerinages dans la région des tombeaux que cet auteur a décrits et dessinés dans les cartes qui accompagnent son ouvrage. Ils avaient donc leur jour des morts, dans lequel se trouvaient réunies la société des vivants et celle des morts ! Il était de coutume d'inhumer les morts dans des tumulus, sur des hauteurs, comme pour les rapprocher du ciel, tout en les maintenant réunis à la société dont ils furent les membres. Le culte des morts nous offre donc une autre démonstration du fait que la société a son origine dans des phénomènes naturels.

X. **Idée de la Nation.** — Je puis donc conclure que la Nation, considérée au point de vue anthropologique, est un phénomène naturel, une réunion d'hommes obéissant à l'instinct supérieur qui les oblige à vivre en communauté.

La Nation est, par conséquent, l'organe primitif du développement de l'Humanité. Il s'agit d'un simple embryon dans lequel n'interviennent pas encore de déterminantes politiques. Il est alimenté par deux forces morales : d'abord le lien humain supérieur de la sociabilité qui attache tous les êtres, en vertu de l'instinct génésique et du but de la reproduction des espèces; puis, la solidarité psychique, fondée sur la nature la plus élevée de l'espèce humaine et sur le sentiment religieux. La Nation ainsi constituée n'éprouve pas encore l'amour du territoire, ni l'influence

(1) Chemin de fer de San Antonio à Valchela, station du kilomètre 77, appelée *Aguada de Cecilio*. Thomas Falkner, *A Description of Patagonia, etc...*, Hereford, 1774, v° *Carte et texte*, p. 120 et *passim*.

de l'idée encore plus parfaite de l'amour de la patrie. Ces sentiments naissent d'évolutions postérieures, quand le dédoublement des familles et les exigences physiques du milieu amènent le développement de la Nation au delà des limites du refuge ordinaire et la raison assume les fonctions de guide de la germination sociale.

XI. **Différence entre l'acte humain et l'acte animal.** — Ce phénomène naturel se différencie cependant chez les êtres qui ne sont pas doués de raison, dans la société des fourmis, chez les singes, les *Teru-teru* et dans toutes les sociétés inférieures, en tant que ces êtres diffèrent de l'être humain. Ce dernier est venu au monde portant avec lui sa destinée *psychique;* l'animal, être inférieur, est né pour une fonction *physique*. La preuve en est évidente et se trouve à la portée de tous les esprits. Dès sa naissance le poussin rompt la coquille de son œuf et court à sa nourriture. Les meilleures parturitions de nos troupeaux, spécialement chez les brebis, sont celles des mois d'avril et de septembre, à l'époque de la saison froide et en plein mauvais temps, avec parfois de la pluie, du vent et de la neige. L'agneau né au milieu de la nuit, par six degrés au-dessous de zéro, apparaît léché par sa mère au lever du soleil et fort au point de courir derrière elle pour accomplir les longues marches qui séparent la bergerie du champ où paît le troupeau. Le poulain bondit à peine né. Et les hommes inférieurs, les races indigènes nous offrent ce phénomène de la femme qui vient d'être délivrée et va au lac ou au ruisseau voisin pour s'y baigner et y baigner son enfant. A mesure que nous nous éloignons de l'homme supérieur et que nous descendons les divers échelons de l'espèce humaine, nous trouvons la prédominance de la destinée *physique*. L'enfant des classes cultivées naît tellement désarmé que la mère doit le conserver auprès d'elle pendant plusieurs années avant qu'il puisse se défendre dans la vie et chercher sa propre subsistance

avec le sens de la sélection que possèdent le poulain, l'agneau et le poussin à peine nés. L'animal vient au monde doué d'une force physique proportionnée à ses besoins pour pouvoir vivre; le sauvage, entité de force, se trouve dans le même cas. L'homme civilisé naît avec une force physique inférieure, faible, qui se développe lentement. C'est que l'animal est destiné à l'action *physique* et l'homme à l'action *psychique*. C'est aussi pour cette raison que l'homme, superbe roi de la nature, a moins de force à sa naissance qu'un poulain ou qu'un agneau; mais son cerveau développe une telle habileté qu'il domine toutes les forces physiques. De sorte que le développement de l'homme est essentiellement *psychique* et continue à se perfectionner par degrés, alors que l'animal est embryonnaire ou inférieur au point de vue psychique, puisqu'il ne faut pas méconnaître que les animaux ont de l'intelligence, de la réflexion et des sentiments! L'homme est un composé d'*instincts*, d'*intelligence* et de *morale*, et ces trois éléments sont gouvernés par une force suprême qui est la *raison*. Les bêtes ont une intelligence, mais une intelligence bornée à la satisfaction des besoins physiques; elles sont gouvernées par une influence du premier degré ou de germe : *l'instinct*.

XII. **Évolution vers la société politique.** — Puisque les diverses espèces d'animaux se différencient, la société des êtres irraisonnables est moins parfaite que la société humaine, bien que toutes les deux soient également des sociétés naturelles, et cela parce que la vie animale inférieure a des fonctions limitées à la reproduction et à la conservation de l'espèce, tandis que l'homme, en plus de ces fonctions, doit perfectionner son âme : c'est ce qui constitue sa divinité. De là cette conséquence que la *société politique* est une dérivation, un second degré de la *société naturelle*, la résultante de l'intervention dans son développement de ces deux éléments : l'*intelligence* et la

volonté. Quand l'intelligence et la volonté interviennent dans l'embryon de société naturelle que je vous ai présentée en pleine barbarie, en état de lutte contre la nature, contre les bêtes féroces et contre d'autres groupes humains, c'est alors que commencent à prendre forme, non seulement la structure de la société, mais encore les horizons politiques de la vie collective. L'intervention de la volonté et de l'intelligence produit l'union intime des différents organes sociaux qui ont pour objet la défense, la subsistance communes et le perfectionnement.

Il se présente alors à notre esprit un nouveau point de vue dérivant de la conception primitive et dans lequel on observe le phénomène de la décroissance de l'action des causes originaires. Quand la société naturelle évolue, quand la volonté et l'intelligence lui impriment des formes nouvelles et successives que nous aurons à étudier dans d'autres conférences, les liens de la consanguinité, du langage et du sentiment religieux s'affaiblissent. Le lien commun du langage n'est pas indispensable et rien n'est moins paradoxal que de l'affirmer, puisque l'intelligence et la volonté trouvent les moyens de réunir intimement les hommes qui parlent des langues différentes, pratiquent des religions distinctes et ont ensemble une consanguinité lointaine ou disparue. Il se forme ainsi une nouvelle société qui conserve les éléments de la première en les modifiant par suite d'une élaboration psychique qui transforme le sentiment naturel. Ainsi, tandis que le Japon est le prototype de la société naturelle conservée à travers la politique parce qu'il a une homogénéité parfaite de sang, de langue et de religion, la République Argentine et les États-Unis sont actuellement le prototype absolument contraire de la société naturelle, puisque ces deux nations sont formées par des masses humaines, par des *nations naturelles* qui apportent des langues, des religions préexistantes et des sentiments originaires distincts. Quand les Espagnols vinrent héroïquement découvrir le rio de La

Plata pour y jeter les bases de la civilisation argentine, ils greffèrent leur civilisation sur différents troncs ethnographiques, puisqu'ils ne trouvèrent pas une nation autochtone unique comme la nation japonaise. Dans la zone fluviale de l'est se trouvaient les *Guaranis,* avec leur langue et leur religion; dans le nord, les *Quichuas,* d'une civilisation avancée, société naturelle et politique parfaitement définie, possédant des industries, un art, une langue et des traditions religieuses; dans les vastes plaines, dans les montagnes de l'ouest et encore dans divers bassins du Plata campaient les nomades *Araucans,* avec leur religion et leurs langues différentes. De manière que la civilisation hispanique prit son aplomb sur les bases de diverses races et provenances, sur des phénomènes naturels auxquels avaient donné origine l'intelligence et la volonté des hommes pour converger vers un noyau commun de civilisation appelé la République Argentine, dans lequel nous ne trouvons plus les caractères précis d'une société naturelle, mais une évolution de cette société naturelle vers le second degré.

XIII. **Ses fondements.** — Quelle est la nouvelle force psychique qui a pu produire ce phénomène en redressant le concept de la société primitive? En d'autres termes, quels sont les fondements de la *société politique* en opposition aux fondements *naturels* du phénomène humain que nous avons analysé et synthétisé ? C'est le résultat de la mentalité collective, c'est la *combinaison humaine* pour réaliser une union permanente, qui ne naît ni du *sentiment religieux,* ni de la *consanguinité,* ni de la communauté de la *langue,* puisque l'on observe que dans la province de Santiago del Estero on parle encore le *quichua,* dans celle de Corrientes le *guarani,* et dans les Cordillères des Andes l'*araucan.* Le lien moderne de la *société politique,* ou de la *Nation,* est celui de l'IDÉAL COMMUN. Faire montre de respect à l'égard d'un idéal est précisément la

fin de l'homme sur la terre. Cet idéal commun a inspiré dans la République Argentine une Constitution qui contient la formule la plus parfaite que les hommes aient jamais écrite, quand elle indique le but de la *société politique*, c'est-à-dire de la *Nation*. Nous avons fondé une Nation « pour nous, pour notre postérité et pour tous les hommes du monde qui voudront habiter le sol argentin ». Je dis que cette formule est la plus parfaite que les hommes aient jamais écrite, parce qu'elle élimine tous les égoïsmes du sauvage de la société naturelle et tous les égoïsmes de l'homme intelligent de la société politique. Grâce à cette conception éminemment élevée, à cet évangile des hommes libres glorifié par le monde, nous pouvons dire que nous avons redressé l'objectif des vieilles sociétés pour en établir une nouvelle dont les bases sont la Paix, le Travail, la Justice et la Liberté !

DEUXIÈME CONFÉRENCE

De l'origine de l'État.

Sommaire. — I. Rectification de l'Histoire ancienne. — II. Sciences auxiliaires de l'Histoire ; leurs investigations juridiques. — III. Évolution de la société naturelle vers la société politique. — IV. Unité ethnographique et unité géographique. — V. La Patrie. — VI. Vie commune. — VII. La société politique. — VIII. L'État à son premier degré. — IX. Son évolution politico-juridique. — X. L'État selon l'idée moderne. — XI. Époque de l'apparition de l'État. — XII. Civilisation politique de Tihuanacu. — XIII. Enseignements de l'Histoire. — XIV. Le caractère national.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Rectification de l'Histoire ancienne.** — « A quelque chose malheur est bon », dit le proverbe connu, qui, comme toutes les synthèses de la sagesse populaire, dérive de l'expérience de l'individu et des événements généraux. Parmi les erreurs de l'Histoire, en tant qu'elles concernent la nation à laquelle elle s'applique, nous pouvons rappeler le souvenir de la campagne de Bonaparte en Égypte. Les sacrifices qu'elle imposa à la France furent compensés toutefois par l'œuvre de ses savants qui accompagnaient l'armée. Ceux-ci ont été les promoteurs de l'étude systématique de l'Orient par l'instauration de l'émulation universelle à l'effet de se livrer à des investigations sur le passé dans ces contrées. Les Écoles orientalistes ainsi fondées ont constitué l'un des événements les

plus notables du domaine intellectuel au XIX^e^ siècle par la rectification et la reconstitution de l'Histoire ancienne de l'Humanité.

A travers les vulgarisations des auteurs grecs qui visitèrent l'Orient à l'époque où quelques unes de ses civilisations étaient florissantes, nous ne connaissions pas encore, si ce n'est d'une manière imparfaite, les institutions des peuples anciens. Ces sources mêmes sont dominées par l'imagination. Ce sont les poèmes d'Homère qui tiennent de la fable et de la réalité ; le beau livre du jeune Anacharsis voyageant en Orient, à l'époque de la grandeur grecque ; la si dramatique œuvre militaire et historique de Xénophon sur la retraite des Dix-Mille ; les livres de l'Histoire d'Hérodote, la Géographie de Strabon et les Recueils politiques et historiques de Diodore de Sicile. Mais les investigations des Orientalistes d'Europe, poursuivies avec une émulation extraordinaire à partir de la campagne de Bonaparte, et celles de l'Académie des sciences de Philadelphie qui entretient une mission très dispendieuse en Asie-Mineure depuis quelques années, — nous enseignent que ces documents reproduits fréquemment sans esprit d'examen par les historiens modernes, ne représentent qu'une vérité toute relative et douteuse, que les investigations scientifiques doivent vérifier, éclaircir et rejeter.

II. **Sciences auxiliaires de l'Histoire. Leurs investigations juridiques.** — L'un des progrès les plus considérables de ce redressement de l'Histoire par la science des Orientalistes consiste dans les recherches portant sur la vie juridique encore peu connue de l'Antiquité. Les voyageurs et les historiens s'appliquent à observer de préférence les événements et épisodes militaires, les cérémonies du culte religieux, les manifestations extérieures de la vie sociale; mais ils n'ont pas le temps, ni parfois la volonté, ni la préparation nécessaires pour pénétrer sur le

terrain aride et complexe des institutions politiques et juridiques afin de les approfondir, de les comprendre et de les décrire pour la postérité. C'est aux travaux de l'Égyptologie, de l'Assyriologie, de l'Épigraphie, de l'Archéologie, toutes sciences auxiliaires de l'Histoire, que nous devons aujourd'hui les notions nouvelles que nous possédons sur les origines du Droit. Jusqu'au point où il est actuellement possible de connaître l'Histoire ancienne, c'est en Amérique et en Orient que l'on retrouve ces origines, et une partie des principes que nous enseignons, nous les modernes, ne sont que des traditions positives pratiquées par les anciens hommes dont la vie se perd dans la nuit des temps primitifs du Nouveau et du Vieux Monde. Nous connaissons, en effet, des civilisations les plus anciennes dans le Nouveau Monde; mais nous ne sommes pas encore maîtres du secret de leurs institutions, si ce n'est en termes très généraux (1).

III. **Évolution de la société naturelle vers la société politique.** — C'est ainsi que, mieux que les philosophes anciens, nous avons la notion de l'origine de la société au point de vue anthropologique, c'est-à-dire de la *société naturelle,* depuis celle de l'oiseau jusqu'à celle de l'animal supérieur : l'homme; et nous pouvons, grâce aux mêmes investigations, connaître le point de départ de l'évolution de cette société vers l'État, c'est-à-dire vers la *société politique.*

La société anthropologique se développe au milieu de tous les obstacles contre lesquels lutte l'enfance de l'Humanité. L'expérience manquait alors à l'homme et aussi la gymnastique intellectuelle; il était privé des ressources immédiatement indispensables pour subvenir à son existence; il lui fallait tout créer, tout perfectionner graduellement. Les contemporains de pays de la formation argen-

(1) Cf. le chapitre *Tihuanacu, in fine,* nº XII, p. 69.

tine, ou des États-Unis d'Amérique, ne peuvent concevoir l'idée exacte de l'origine d'une société politique s'ils ne s'arrêtent pas à faire l'analyse du développement humain à travers l'Histoire et au cours des événements actuels. Nous assistons, en effet, au spectacle de peuples qui se forment et progressent d'une manière excessivement rapide et facile, parce qu'ils se constituent avec l'expérience de tous les temps et de l'Humanité. Le grand succès de la prospérité argentine provient de cette circonstance que nous pouvons nous assimiler en vingt-quatre heures, grâce aux merveilleux services des communications, les idées et les progrès humains sans que notre cerveau éprouve la contrainte de s'imposer les années d'investigations et de luttes auxquelles durent se livrer les sociétés du passé depuis *l'homonculide*, jusqu'à *l'homo sapiens* de nos jours.

Mais la société anthropologique se développe dans un milieu naturel qui lui est hostile et qu'elle doit dominer, dans le milieu formé par les groupes de familles où germent les premiers sentiments positifs ou négatifs des hommes; le respect des parents, le culte religieux, la jalousie pour les frères préférés, la convoitise pour les biens naturels... Avec ces sentiments naissent les luttes morales qui inspirent des solutions psychiques, la notion du *Bien* et du *Mal;* ils sont aussi la source des luttes matérielles déterminées par la nécessité de la conservation et du développement de l'espèce et du groupe. La contrainte anthropologique qui oblige l'homme à se préoccuper des souffrances et des besoins de ses semblables, à se conserver et à se développer, excite son esprit ; c'est ainsi que les manifestations de l'*intelligence* et de la *volonté* se produisent et préparent les moyens d'action, de conservation et de développement social, aussi embryonnaires que la société même qui les produit, mais qui sont susceptibles de se perfectionner.

IV. **Unité ethnographique et unité géographique.** — La première étape de la famille anthropologique et du groupe de familles qui naissent de celle-ci, isole deux éléments qui deviennent le berceau du phénomène social progressif, en même temps que l'être inférieur s'élève. Ces deux éléments sont l'*unité ethnographique* et l'*unité géographique*. L'unité ethnographique repose sur la communauté du sang, de la langue et de la religion qui constitue le premier groupe humain appelé *clan*, association de familles, tribu, ou de tout autre nom, — puisque les mots ne sont que les moyens employés par la méthode dans les études élémentaires de ces matières. L'unité géographique signifie que ce groupe de familles habite un territoire déterminé. Mais le territoire n'est pas encore cependant une conception *politique*. Le territoire habité par la famille — la société anthropologique primitive — est simplement un accident, un fait politiquement indéfini.

V. **La Patrie.** — Il est démontré par l'observation des hommes de tous les temps et de tous les pays que l'idée originaire de la *Patrie*, dont on abuse aujourd'hui et que, parfois, nous avons dénaturée, ne peut se confondre avec l'idée de la nationalité ni avec celle de l'État; elle exprime, à son origine, simplement un lien domestique et religieux à la fois : « la terre de nos ancêtres » (*terram patriam*), parce que le mot *patria* dérive de *pater*. Elle ne s'identifie pas non plus avec la *propriété*, parce que la vie sociale de l'homme primitif manque de stabilité. La nécessité d'un abri, de la sécurité, de l'eau, du bois à brûler, de la chasse, de la pêche et autres, l'obligeait parfois à s'éloigner de certains endroits pour s'établir dans d'autres plus avantageux. Mais le sentiment de la *Patrie* accompagnait l'émigrant : il restait dans son cœur.

J'ai rappelé que les côtes sud de l'océan Atlantique sont encore couvertes de tumulus d'une hauteur extraordinaire en forme de pyramides; c'est dans ces tumulus

que reposaient les morts des tribus patagoniques qui ont vécu jusqu'il y a deux siècles dans la Cordillère, d'où elles se transportaient chaque année sur les bords de la mer en apportant avec elles un peu de terre de leurs foyers andins pour la jeter sur les tombes de leurs aînés. Ce fait rappelle ce qui s'est passé lors de la fondation de Rome. Quand les hommes errants, réunis par Romulus, eurent tracé le sillon qui entourait l'emplacement où devait s'élever la cité future, ils jetèrent des poignées de poussière dans une excavation creusée au centre. Les premiers archéologues ne pouvaient expliquer la signification de ce rite que l'Histoire a élucidé plus tard. Les nouvelles populations, venues de la contrée d'Alba, où étaient restés les tombeaux de leurs pères, avaient apporté avec elles un peu de la terre de leur ancienne *Patrie* pour l'incorporer à la terre de Rome, leur nouvelle Patrie. Elles voulaient ainsi rendre hommage à la fiction qui était censée l'identification des deux pays.

Rome demeurait ainsi consacrée comme la continuation de la Patrie des nouveaux venus (1).

VI. **Vie commune.** — D'autre part, la notion de la

(1) Puis Romulus creusa un grand trou dans lequel on jeta les prémices de tout ce que les champs produisent d'utile. Chaque assistant y jeta une poignée de terre apportée de son pays, car il y avait là des réfugiés venus de diverses contrées d'alentour (J.-J. Ampère, *Histoire romaine,* etc., Paris, 1868, I, 286). « ... Romulus creuse une petite fosse de forme circulaire. Il y jette une motte de terre qu'il a apportée de la ville d'Alba. Puis, chacun de ses compagnons s'approchant à son tour, jette un peu de terre qu'il a apportée du pays d'où il vient. Ce rite est remarquable, et il nous révèle chez ces hommes une pensée qu'il importe de signaler... L'homme ne pouvait se déplacer qu'en emmenant avec lui son sol, ses aïeux. Il fallait que ce rite fût accompli pour qu'il pût dire en montrant la place nouvelle qu'il avait adoptée : « Ceci est encore la terre de mes pères, *terram patrum, patria.* Ici est ma patrie, car ici sont les mânes de ma famille ». (Plutarque, *Romulus,* II; Dion Cassius, *Fragm.,* 12; Ovide, *Fastes,* IV, 821; Festus, v° *quadrata,* cités par Fustel de Coulanges, *Cité antique,* 155). Dans les traditions patagoniques, une manière de procéder inverse a la même signification : « l'unité des terres, tant de celles qui sont abandonnées que de celles qui sont nouvellement peuplées ». C'est peut-être là l'origine de la nation politique *territoriale ?*

propriété publique ou *privée* n'existait pas. La vie collective reposait sur la communauté, ainsi que l'établissent les observations faites à toutes les époques de l'Histoire.

Quand Alexandre le Grand arriva dans l'Inde, il remarqua deux organisations politiques : la société primitive anthropologique, en plein communisme — puisque la terre était cultivée en commun et que l'on se partageait le produit de la moisson ; — puis les grands États théocratiques auxquels je me réfère plus haut. Nos tribus indigènes du Chaco et de la Terre de Feu, spécialement les dernières, de civilisation inférieure, comparables aux Esquimaux et à l'homme de l'époque quaternaire — et qui sont peut être leurs descendantes, — pratiquaient aussi la vie commune sous une autorité qui réglait de telle manière le fonctionnement de l'organisme, qu'il n'y avait jamais de conflits (1).

VII. **La société politique.** — Mais le développement du germe social, ses proportions plus considérables, la nécessité de résister aux agressions d'autres groupes, la cons-

(1) Quelques mois après la présente conférence, j'ai lu, dans *La Nacion* de Buenos-Aires, numéro du 10 décembre 1911, sous le titre de « El Indio » et la signature de J.-M. Salaverria, l'observation suivante qui vient confirmer mes affirmations :

« L'une des lectures qui m'ont le plus ému est celle des lignes que M. Lynch Arribalzaga consacrait aux Indiens du Chaco, quand il exprima son opinion en fournissant les explications qui lui avaient été demandées par le ministre de l'Agriculture. « L'Indien non seulement n'est pas agriculteur, puisque la notion » même de la propriété individuelle lui fait défaut, sauf celle des vêtements et » des ustensiles d'usage domestique ; la plaine, les rios et les lagunes, consi- » dérés comme territoires de chasse et de pêche, appartiennent en commun » aux individus de chaque tribu, dans des limites conventionnelles que ne peu- » vent franchir les voisins sans leur consentement. Quant aux aliments, à la » boisson, etc., ils conçoivent que la propriété en est commune, à un tel point » que, s'ils reviennent de la pêche avec un seul poisson, ils le partagent équi- » tablement entre tous, bien que chacun d'eux ne puisse en avoir qu'une » seule bouchée. La grande chasse est partagée sur le terrain et il est fréquent » de voir des groupes de sauvages fumant en commun une pipe ou un cigare » qu'ils se passent de bouche en bouche ». C'est ainsi que nous possédons à l'époque actuelle l'homme idéal, l'homme simple, conforme à la nature ».

truction d'ouvrages de défense, non seulement contre l'homme, mais aussi contre les ennemis naturels, en un mot l'établissement humain dans le *territoire,* donna naissance à une idée nouvelle fondée sur la *consanguinité*, la *communauté du langage* et la *communauté de la religion*. La résidence commune prit alors un caractère permanent en raison de ses avantages naturels et sociaux et des difficultés que présentait son abandon. Cette évolution du groupe anthropologique devenant sédentaire prend un caractère *politique*. C'est une manifestation naturelle de son fonctionnement, de même que les fleurs et les fruits proviennent spontanément de l'arbre qui va toujours croissant, mais passe d'abord par une période de deux, trois, dix, vingt ou plusieurs années d'enracinement avant d'atteindre la période de la floraison. C'est ainsi que, par une évolution spontanée, se développe la *société anthropologique* qui prend alors le type de *société politique,* avec les trois caractères suivants : *ethnographique,* basé sur la *population* dans le groupe anthropologique ; *géographique,* en vertu de l'établissement sur le *territoire ;* et *juridique* par l'organisation de la vie fondée sur l'*autorité domestique* et l'intérêt de la conservation personnelle, se développant jusqu'au point de constituer une véritable législation embryonnaire, basée seulement sur la coutume, la tradition et la sanction religieuse, mais qui n'en est pas moins efficace. L'embryon de la société s'est développé à la faveur de cette législation coutumière rudimentaire, jusqu'à son point de perfectionnement actuel.

VIII. **L'État à son premier degré.** — Quand la société a acquis les trois caractères susénoncés, quand la *société naturelle* a réalisé le premier degré de son évolution, elle assume alors la forme d'un organisme initial que j'appellerai l'État à son premier degré. Cet organisme est fondé par la nature ayant pour causes originaires la *consanguinité,* la *communauté de langue* et l'établissement dans le

territoire sous l'influence des phénomènes psychiques, de la *volonté* et de l'*intelligence*. Le fonctionnement du groupe se perfectionne et se maintient par les *règles naturelles* et *consensuelles* que tous respectent. Heureusement, les groupes sociaux primitifs ont coexisté jusqu'à nos jours; ils nous permettent ainsi de les étudier aussi bien en Amérique qu'en Orient, tant dans la civilisation primitive que dans la civilisation contemporaine. Nous observons, en effet, ce phénomène dans l'Amérique du Sud et nous remarquons que, même dans l'État argentin, né d'une colonie qui, après s'être rendue indépendante, développe par degrés son organisation, il existait des États indigènes, dont l'État araucanien est l'exemple. Cet Etat comprenait des populations dispersées dans les vastes plaines du sud de notre République où les hommes vivaient en familles séparées les unes des autres par de grandes distances, à cause principalement de la nécessité de l'eau, du bois à brûler, de la chasse et de la vie en général. Ces familles, malgré leur faible concentration, obéissaient aux règles propres d'un gouvernement exercé par le plus vaillant, sinon par le plus ancien du groupe, sous le titre de *capitanejo* (1). Elles possèdent des institutions politiques, civiles, commerciales et religieuses d'une forme simple, élémentaire, d'un premier degré, mais suffisantes pour leurs besoins. Ainsi étaient organisés les Etats confédérés grecs décrits par Homère, qui vivaient également indépendants et se réunissaient de temps en temps dans une même contrée par suite de l'affinité de la langue, du sang et de la religion, pour délibérer sur leurs intérêts communs, réaliser des efforts d'intelligence et de volonté pour arriver à les régler, donnant ainsi naissance à un véritable *État composé* d'éléments dispersés, mais qui, en définitive, tendaient finalement à l'unité.

Telle a été la vie araucanienne. Dans ce que l'on appelle

(1) Chef politique, civil et militaire, d'un groupe de familles.

la Pampa argentine -- qui n'est pas un pays plat (*llanura*), par suite des ondulations qui la caractérisent — et à l'époque où le désert a été conquis, il y avait plus de quinze mille Araucans dispersés sur une étendue de plus de trente mille lieues carrées. Le gouvernement était rudimentaire, du premier degré; il exerçait son action sur des groupes de familles; mais une idée générale de l'État était dominante et se manifestait par les formes organiques d'un gouvernement général. Chaque fois qu'il était nécessaire de donner un assaut (*malón*) aux campagnes du chrétien, on réunissait le Parlement (*tavlum*), c'est-à-dire les représentants de toutes les familles qui vivaient dispersées sur les trente mille lieues du désert, pour délibérer sur la manière d'organiser l'armée, de rassembler le butin et de le partager. Tout cela fonctionnait avec la régularité d'une horloge. Tel était l'État araucanien dans sa forme embryonnaire, c'est-à-dire quelque chose de semblable aux tribus arabes qui se battent fréquemment contre les Européens et se trouvent en plein état de retour à la barbarie, en pleine décadence, après avoir atteint les sommets les plus glorieux et les plus élevés de la civilisation pendant l'apogée de l'Empire arabe d'Orient et d'Occident (1).

Quelques auteurs, qui manquaient des éléments d'étude dont nous disposons aujourd'hui, ont affirmé que l'Asie a seulement produit des religions, mais non des Etats. C'est une erreur fondamentale. La science contemporaine enseigne que l'Asie a abrité les civilisations embryonnaires que je viens de décrire. Les grands empires théocratiques conquérants marquèrent leur passage par des monuments, par l'asservissement des peuples et par des agrandissements territoriaux incommensurables. Les empires théocratiques de l'Orient étaient parfaitement définis; une

(1) Cf. E.-S. Zeballos, *La conquista de quince mil leguas, etc.*, Buenos-Aires, 1881; *Viaje al Pais de los Araucanos,* Buenos-Aires, 1881; *Callvucurá, etc.*, Buenos-Aires, 1884; *Painé,* Buenos-Aires, 1885; *Relmú,* Buenos-Aires, 1886, etc...

autorité suprême — qui n'était pas aussi despotique que le croit la littérature, puisque parfois les peuples jouirent d'un véritable bien-être — confondait tous les pouvoirs, civils, religieux et militaires (1). Ces États florissaient à une époque déjà moderne relativement, surtout dans les Empires hindou, persan, assyrien-chaldéen et égyptien.

Mais, dans l'Orient même, nous rencontrons un autre type d'État que nous pourrions appeler « à l'âme timide » comme une sensitive, parce qu'il vit replié sur lui-même en regard des grands États qui l'entourent, qui ne poursuit ni les conquêtes militaires, ni l'accumulation des richesses, ni les agrandissements territoriaux. Son existence est contemplative; il se dit investi d'une mission religieuse en s'appelant le « Peuple de Dieu » qui le conduit. C'est l'État formé par un petit groupe d'Arabes de l'Empire assyrien-chaldéen, originaires de la cité de Ur, sur l'Euphrate, qui émigra un jour dans le désert, conduit par le patriarche Abraham, son chef, et se fixa, après trois siècles de pérégrinations, sur les bords du Jourdain. C'est l'État le plus petit et le moins redoutable de son temps; mais il a exercé et exerce encore de nos jours une influence décisive sur les destinées humaines. Il est le fondateur de la Religion chrétienne dont l'influence gouverne le monde.

IX. **Son évolution politico-juridique.** — C'est dans l'Orient que les Grecs puisèrent les notions de leur philosophie politique et des formes de leur gouvernement. C'est aux universités de l'Égypte que les législateurs, les philosophes, les orateurs et les mathématiciens allaient apprendre (2). Pour cette raison, la civilisation européenne, dont le germe originaire se transforma en Grèce, est marquée d'un caractère éminemment oriental. D'autre

(1) Cf. A. Weiss et E.-S. Zeballos, *Manual de Derecho internacional,* Paris, 1911, I, 50, noté *a* et suiv.

(2) Weiss-Zeballos, *ouv. cité,* I, 51.

part, Messieurs, l'Europe n'est pas autre chose qu'une partie de l'Asie; l'Europe continentale, considérée au point de vue géographique, est la péninsule nord-est de l'Asie, se prolongeant dans la direction de la mer du Nord.

Les idées philosophiques et politiques de l'Orient se disciplinent et se transforment en Grèce sous l'influence du milieu physique et intellectuel, mais une raison géographique, celle de la structure de la Péninsule hellénique, intervient aussi; elle oblige les États de cette Péninsule à se défendre en se concentrant dans leurs municipes. C'est alors que surgit la nouvelle forme politique, la civilisation de la *Cité-État*, de la *Cité-Royaume* et de la *Cité-Empire* (1), en opposition avec les plus grandes civilisations territoriales de l'Orient. Pour reproduire les grands Empires de l'Orient, il fallait le génie politique des Romains dont l'avènement ne devait pas tarder. L'Empire romain, sous Auguste, est en effet comparable à l'Empire égyptien sous Sésostris : ce sont deux États qui portent l'empreinte du caractère politico-juridique.

Dans les États de la Grèce, cependant, le sentiment de la *patrie*, ni celui de la *nationalité* n'existent pas, tels du moins qu'ils sont compris à notre époque contemporaine, parce que, dans ces États, tout obéissait à des circonstances psychiques et physiques qui déterminaient pour leur civilisation une orientation différente : le sentiment *municipal* ou *urbain*. Mais nous y rencontrons l'État parfaitement caractérisé sous une forme que la science et la civilisation contemporaines n'ont pas encore pu surpasser. Cette Antiquité — dont Platon et Aristote étudièrent l'organisation à l'Université de On du Nord en Egypte, suivis plus tard, comme je l'ai dit, par Cicéron et par Scipion l'Africain dans leurs ouvrages politiques — consi-

(1) Vers l'an 450 avant Jésus-Christ, l'Empire athénien comprenait une grande partie des pays européens environnant la mer Égée, presque toutes ses îles et les côtes de l'Asie Mineure (William R. Shepherd, *Historical Atlas*, New-York, 1911, carte 13).

dérait l'État comme une réunion d'hommes, comme une partie de la société humaine organisée légalement pour le bien commun. Là apparaît la société anthropologique naturelle, primitive, qui évolutionne légalement sous la protection des institutions naissantes créées par le désir ardent de félicité de ses membres. En d'autres termes, l'idée primitive du groupe, l'idée *anthropologique* se transforme en une idée *politique* et celle-ci en une idée *politico-juridique* pour le bien commun (1).

(1) Nec vero nostra quædam est instituenda nova et a nobis inventa ratio, sed unius ætatis clarissimorum ac sapientissimorum nostræ civitatis virorum disputatio repetenda memoria est, quæ mihi tibique quondam adolescentulo est a P. Rutilio Rufo, Smyrnæ quum simul essemus complures dies, exposita; in qua nihil fere, quod magno opere ad rationes omnium rerum pertineret, prætermissum puto (Cicéron, *De Republica*, lib. I, VIII, édit. Nisard, IV, 283)... non solum ob eam causam fieri volui, quod erat æquum de republica potissimum principem reipublicæ dicere; sed etiam quod memineram, persæpe te cum Panætio disserere solitum coram Polybio, duobus Græcis vel peritissimis rerum civilium, multaque colligere ac docere, optimum longe statum civitatis esse eum, quem majores nostri nobis reliquissent. Qua in disputatione quoniam tu paratior es, seceris (ut etiam pro his dicam), si de republica quid sentias explicaris, nobis gratum omnibus (Cicéron, *De Rep.*, lib. I, XXI, édit. Nisard, IV, 290). Cf. chapitre antérieur de cet ouvrage, p. 33, note 1. Nihil est enim illi principi Deo, qui omnem hunc mundum regit, quod quidem in terris fiat, acceptius, quam concilia cœtusque hominum jure sociati, quæ civitates appellantur; harum rectores et conservatores hinc profecti huc revertuntur (Cicéron, *De Rep.*, lib. VI, VIII, édit. Nisard, IV, 344). Breviter enim rempublicam definit esse rem populi, etc., populum esse cœtum multitudinis, juris consensu et utilitatis communione sociatum... Quocirca, ubi non est vera justitia, juris consensu sociatus cœtus hominum non potest esse; et ideo populus, juxta illam Scipionis vel Ciceronis definitionem : et si non populus, nec res populi; sed qualiscunque multitudinis, quæ populi nomine digna non est (Cicéron, *De Rep., Fragment in fine,* lib. III, édit. Nisard, IV, 334-335). « Es muy probable que al principio fuese asi la vida de los hombres : juntarse en una grey á manera de los animales y dejarse conducir de los más fuertes y poderosos (como el tóro, el jabali, el gallo). Pero después que con el trascurso del tiempo se introduce en la sociedad una educación común y un trato mutuo, y a entonces pasa á ser Reino ; y este es el momento en que el hombre comienza á formar idea de lo honesto y de lo justo, así como de los vicios contrarios. Tal es el origen y modo de formarse las sociedades » (Polibio, *Historia Universal, etc.*, édit. de Madrid, 1884, II, 122 et 123). D'autre part, — point qu'il m'est impossible de développer ici comme il le faudrait, — les sociétés humaines ont débuté, suivant moi, par des groupements qui n'étaient basés ni sur l'autorité violente ou la propriété, ni sur la parenté par le sang, mais sur l'association

L'époque moderne est-elle en progrès quant à cette conception de la Nation?

X. **L'État selon l'idée moderne.** — Examinons trois Écoles : l'École allemande, dont les hautes études ont eu tant d'influence utile sur l'Humanité; l'École italienne qui soutient et partage avec la France une œuvre originale et une œuvre de vulgarisation et rend au monde le service de traduire, d'exposer et de commenter le droit allemand, abstrait et difficile à comprendre; et l'École américaine qui nous intéresse d'une manière spéciale parce qu'elle procède d'une germination, d'une source institutionnelle à laquelle nous avons puisé, mais pas avec autant d'abondance qu'on le croit communément, puisque la Constitution américaine, ainsi que je l'ai démontré dans d'autres conférences et dans cette même chaire (1), est différente de la Constitution argentine qui est plus avancée, plus humanitaire et plus féconde, parce qu'elle a créé une doctrine propre de *Droit privé humain,* qui commence à faire son chemin dans le monde comme la seule doctrine conforme à la justice.

Les Allemands ont exposé la doctrine de l'État sous deux points de vue différents : l'*État subjectif,* l'État tel qu'il

instinctive, sur une sorte de compagnonnage tribal, d'une force d'attraction. Les adultes seuls se trouvaient ainsi liés les uns aux autres par un nœud strict; le lien social se relâchait ou devenait nul pour les enfants en bas âge (E. Revillout, *Précis du Droit Égyptien comparé aux autres Droits de l'Antiquité.* Paris, 1903, I, intr. VI). Je n'insiste pas pour documenter très abondamment ce point, parce que je ne traite cette matière que d'une manière incidente: mais je ne puis omettre de citer le préambule de la loi I, tit. XXIV, IIIe part., où se trouve reproduite la définition orientale et gréco-romaine de l'État, *que uno de los grandes debbos que los omes pueden auer, unos con otros, es naturaleza. Cabien como la naturaleza los ayunta por linaje, assi la naturaleza los faze ser como unos por luengo uso de leal amor.* — Sur les origines de l'État en Orient, lire Pierantoni, *Ouvr. cit.,* I.

(1) Cf. E.-S. Zeballos, *Justicia Positiva Internacional.* Valence, 1911, *passim*; A. Weiss et E.-S. Zeballos, *Ouvr. cité,* I, p. 226 et suiv.; *le présent ouvrage,* p. 115; *Bulletin Argentin de Droit International Privé.* Buenos-Aires, I et II, *passim.*

devrait exister au point de vue philosophique suivant le platonisme politique; et l'*État réel,* ordinaire, positif, conforme au concept d'Aristote, dérivé de celui de Platon, mais plus pratique et plus humain.

L'État, disent les synthèses de l'École allemande, est l'Humanité organisée : *Der Stat ist die organizirt Menschheit.* L'État, c'est l'homme (*Der Stat ist der Mann*) (1). On ne doit pas confondre cette idée philosophique profonde avec cette autre, vaniteuse, des despotes : « L'État c'est moi ». Non! La sciencе allemande enseigne que l'État est inhérent à la nature humaine, qu'il est une conséquence spontanée et naturelle du caractère propre de l'homme, et que, par conséquent, il s'identifie avec lui comme organe de sa félicité. L'État, ajoute l'École allemande, est une extension de la société ou de la population organisée sur un territoire (2).

L'École italienne, par la voix de l'un de ses professeurs de Droit constitutionnel et international qui vient de mourir, l'illustre Pierantoni, ancien président de l'*Institut de Droit international*, soutient que l'État est l'affirmation d'un groupe social sous l'empire des lois (3); et l'École américaine, par l'organe de ses publicistes éminents, entend que l'État est une réunion sociale qui forme une unité légale.

Ces idées ne constituent pas un progrès sur les leçons de l'Université de On, de l'Égypte, qui constituent la synthèse de la doctrine ancienne.

L'*État* est une partie de la société organisée suivant des règles juridiques pour le bien commun. C'est une entité

(1) Bluntschli, *Lehre von modernen Stat,* I, 34.

(2) Der Stat ist die politisch organizirte Volksperson eines bestimmten Landes (Bluntschli, *Ouvr. cité,* I, 24).

(3) In questo stadio di evoluzione sociale corre una qualche sinonimia tra le voci Stato e Comune. Lo Stato é l'affermazione di una congregazione politica sopra un dato territorio » (Auguste Pierantoni, *Ouvr. cité,* I, 192). Le savant professeur ramène le développement humain à trois grands cercles : le plus petit est la *famille ;* un autre plus étendu forme la *Nation ;* et le troisième, le plus grand, comprend l'*Humanité.*

collective (personne juridique), la résultante de la cohésion d'une partie déterminée de la société humaine. C'est le troisième degré de l'évolution de la *société anthropologique* qui, basée sur la société politique embryonnaire et à demi-barbare, passe à l'état *juridique* à mesure que l'*intelligence* et la *volonté* de ses membres deviennent plus éclairées et plus disciplinées (1). L'intelligence et la volonté sont deux puissants instruments de travail. A mesure que la sociabilité politique se développe, l'État moderne se perfectionne et se manifeste par trois éléments essentiels : l'élément *législatif*, c'est-à-dire l'organisation de la vie de la société naturelle ; l'élément *institutionnel*, ou ensemble des organes vivants de ladite société ; et l'*autorité* qui dirige le fonctionnement des deux premiers. L'État entre alors dans la communauté des nations. Il a cessé de rester une société *anthropologique* et un embryon *politique* pour arriver à faire partie de la communauté humaine. C'est alors qu'apparaissent les droits et les devoirs réciproques, non seulement ceux de l'État à l'égard de ses sujets et vice versa, mais encore les droits et les devoirs de cette même société politique à l'égard des autres sociétés également organisées. A ce moment-là surgit aussi la vie *juridique* collective et privée, parce que l'État est l'essence suprême du *Droit*, manifestation naturelle la plus haute de la *volonté* et de l'*intelligence*. L'État *politico-juridique* est, enfin, l'organe de la vie interne et externe de la Nation (2).

(1) The State is a particular portion of Mankind viewed as an organized Unit (John W.-B. Burgess, *Political science and Comparative constitutional law*, Boston, 1890, I, 51). The State is the people in sovereign organization (*Ibid.*, I, 66).

(2) Constituendi vero juris ab illa summa lege capiamus exordium, quæ seculis omnibus ante nata est, quam scripta lex ulla aut quam omnino civitas constitua (Cicéron, *De Legibus*, lib. I, VI, édit. Nisard, IV, 366). Est enim unum jus quo devinela est hominum societas et quod lex constituit una ; quæ lex est recta ratio imperandi atque prohibendi ; quam qui ignorat si est injustus, sive est illa scripta uspiam, sive nussi neque natura est... (Cicéron, *De Legibus, ibid.*, XV). Nanc hæc nascunlur ex eo, quod natura propensi sumus.

XI. **Époque de l'apparition de l'État.** — A quelle époque apparaît l'État ? Sous quelle forme se manifeste-t-il dès son origine ? Ce sont là des questions sujettes à l'incertitude et qui ne comportent pas de solutions absolues. Les progrès des investigations scientifiques reportent les sources de la vie sociale vers les époques les plus éloignées ; mais ils ne fixent pas des points de départ certains aux origines de la famille et de l'État anthropologique.

Assurément avec honneur pour la science sud-américaine, j'ai pu avancer dans cette chaire que nous possédons des preuves matérielles, établissant à mon avis que l'État le plus ancien, documenté comme tel au point de vue historique, avec le caractère d'une civilisation particulière, se trouvait dans l'Amérique du Sud. C'est pourquoi j'ai signalé deux événements corrélatifs qui se rapportent aux origines et au développement de l'Humanité : d'abord la circonstance que j'ai mentionnée dans la conférence précédente relativement à l'origine de l'homme ; puis le nouvel événement de politique et de science sociale démontrant qu'en Amérique du Sud se trouvait aussi le berceau de la civilisation politique de l'Humanité dans les temps historiques (1).

XII. **Civilisation politique de Tihuanacu.** — En 1540, le *conquistador* espagnol Cieza de Leon, découvrit dans le lac Titicaca l'île appelée Tihuanacu par les Quichuas de cette époque (2). Celui qui venait de faire cette découverte n'était pas un homme de science ; il écrivit ses impressions alors qu'il avait sous les yeux ce qui restait d'une société merveilleuse, dont les œuvres d'art, les monuments, les temples et les colonnades l'éblouirent d'éton-

ad diligendos homines ; quod fundamentum juris est (Cicéron, *De Legibus, ibid.*).

(1) Cf. Conférence précédente, dans cet ouvrage, p. 35.

(2) Pedro Cieza de Leon, *Cronica del Perú,* Anvers 1555, réimprimé par D. Enrique de Vedia dans sa collection de *Historiadores Primitivos de Indias,* Madrid, 1853, t. II, chap. CV, p. 447.

nement. Jamais il ne lui avait été donné de contempler chose semblable. L'origine des vestiges de cette civilisation confondit les conquérants, mais tous comprirent qu'ils se trouvaient en présence des ruines du siège disparu d'un Empire des plus anciens ; ils nous ont laissé le récit de leurs impressions que nous pouvons comparer avec l'aspect que nous présentent actuellement ces monuments.

Le premier savant européen qui parvint à ces ruines fut d'Orbigny, en 1833, lors de son voyage à Buenos-Aires. Il décrivit les ruines et les dessina (1). Le second érudit qui eut la bonne fortune de contempler ce spectacle fut un éminent Argentin, le général Mitre, en 1848 (2). Il avait pris part à la guerre civile de Bolivie et se trouvait alors conduit à travers ces ruines comme prisonnier par un piquet de soldats. Le prisonnier sentit son esprit subjugué par cette résurrection du passé ; il demanda à ses gardiens de lui laisser passer une journée dans la contemplation de ces choses qui lui laissaient l'impression de constituer le monument religieux le plus ancien qui ait été érigé et gouverné par les hommes. Trente ans plus tard, le général Mitre fit paraître sous le titre de *Tiahuanaco* la brochure que nous avons citée et dans laquelle il fait part des impressions éprouvées par le soldat, dont quelques-unes ont cependant un caractère scientifique des plus nettement marqués.

Après d'Orbigny et Mitre, peu d'hommes au courant de ces questions ont réussi à atteindre les ruines de Tihuanacu, parce qu'elles gisent au milieu d'une nation lointaine dépourvue de moyens d'accès facilement pratica-

(1) Alcide d'Orbigny, *Voyage pittoresque dans les deux Amériques*, Paris, 1841, texte, 368 et suiv. ; *Atlas*, pl. XLVI, *Portique ancien des Aymaras*, ce qui est erroné ; et *Ruines de Tiaguanaco*, au verso de la planche précédemment indiquée.

(2) Bartolomé Mitre, *Arqueolojia Americana. Las Ruinas de Tiahuanaco*, Buenos-Aires, 1879.

bles; mais les délégués du Congrès des Américanistes réuni à Buenos-Aires, en 1910, pendant les fêtes du Centenaire, ont fait avec enthousiasme le voyage de Tihuanacu. Au Congrès scientifique et aux Congrès des Américanistes, tenus à Buenos-Aires, nous avons discuté avec ceux qui connaissent déjà les ruines. Le Gouvernement de Bolivie, informé que j'avais étudié les ruines de Tihuanacu dans mon *Historia general de la República Argentina* (1) a eu la déférente attention de m'envoyer une collection de photographies et d'objets provenant de ces ruines historiques. J'ai l'honneur de vous en présenter quelques uns, comme choses nouvelles, qui prouvent l'existence d'une société organisée au point de vue politique, à une époque des plus reculées de l'Histoire universelle.

Pour son développement, Tihuanacu est passé par différentes périodes, comme il en arrive pour toutes les civilisations. L'art et l'examen des diverses couches terrestres nous permettent de supputer ces périodes. Elles commencent à une époque où la culture artistique est à l'état d'embryon ; le métal n'est pas encore connu, et l'on emploie la pierre comme outil pour tous les travaux et même pour façonner la pierre elle-même. C'est alors que l'on érige des statues dont les lignes rappellent l'œuvre d'un enfant qui commence à balbutier l'art. La seconde période est celle des constructions monumentales, du monolithe, de la masse énorme des pierres unies, dont la découverte implanta pour Cieza de Leon, d'Orbigny et le général Mitre le problème de la recherche des moyens employés par des hommes pour réussir à apporter de lieux éloignés ces énormes masses de pierre, les arracher de la montagne, les couper, les travailler et les mettre en place dans les monuments, parce que, en effet, celles que l'on trouve à Tihuanacu n'appartiennent pas toutes à la formation géognostique de la région. Je vous montre, photographiée, la

(1) Je travaille depuis trente-cinq ans à cet ouvrage.

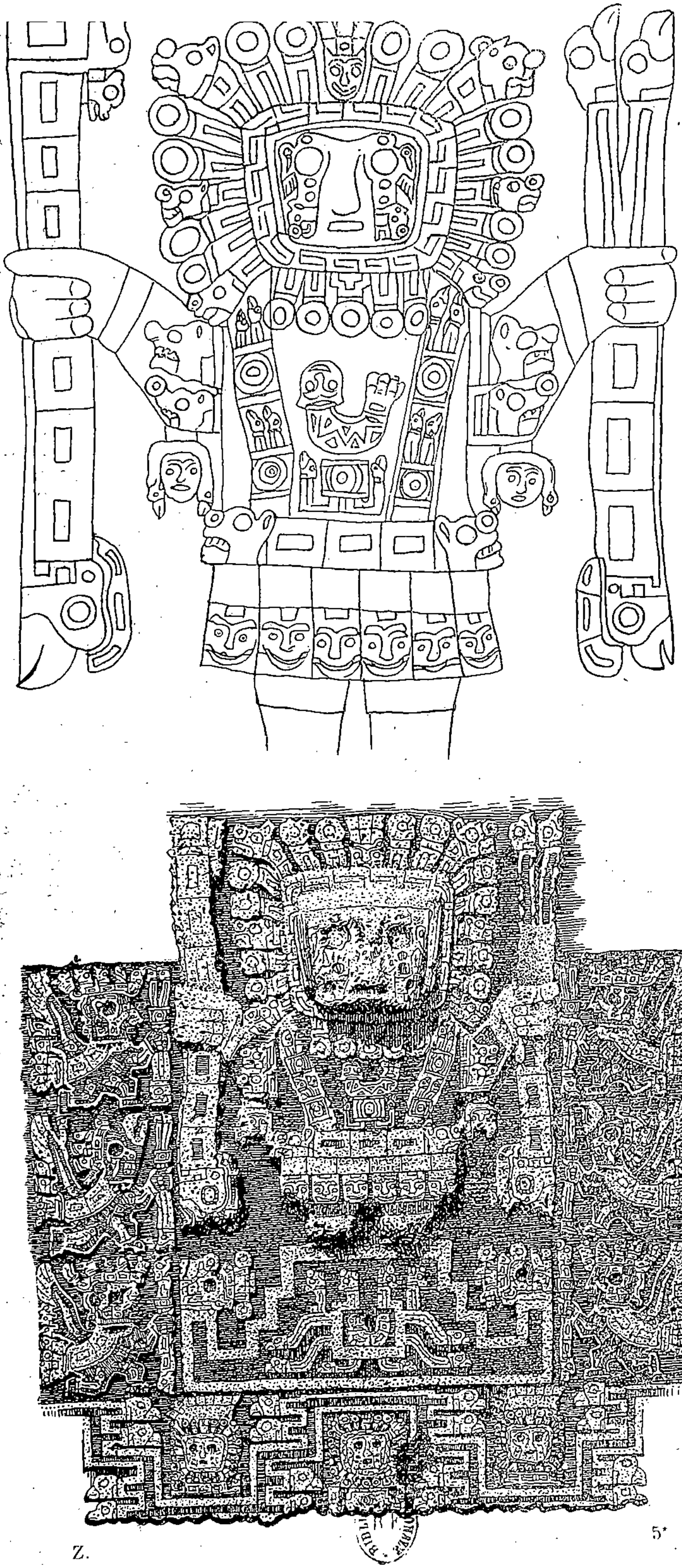
colonnade d'un temple en ruines certainement plus belle que celles du temple de Nipur, en Asie Mineure. Voici l'escalier d'honneur d'un palais dont les marches sont admirablement conservées. Voilà la *cloaca maxima*, l'orgueil de Rome qui avait copié la sienne sur celles des villes les plus anciennes de l'Orient et qui apparaît à Tihuanacu dans des conditions qui permettent aux voyageurs de la parcourir commodément (1). Ces ruines n'ont pu résister à l'action du temps et aux éboulements des montagnes voisines, de telle sorte qu'elles sont ensevelies.

Voici la fouille de l'une des salles d'honneur d'un grand palais; elle vient confirmer l'idée, tant de fois émise, que l'Humanité se répète et se reproduit de la même manière qu'une plante reproduit ses mêmes fleurs et ses mêmes fruits à travers le temps et l'espace. Dans un autre palais, les archéologues viennent de découvrir une grande salle d'honneur ornée de plusieurs têtes sculptées admirables qui représentent peut-être les héros de la Patrie. Les têtes sont couvertes d'une sorte de mitre. Le général Mitre rappelle dans l'œuvre précitée deux grandes statues, deux sortes d'obélisques humains qui se dressent dans la solitude du désert et marquent l'emplacement de quelque temple ou palais. Ils s'y trouvaient encore en 1911.

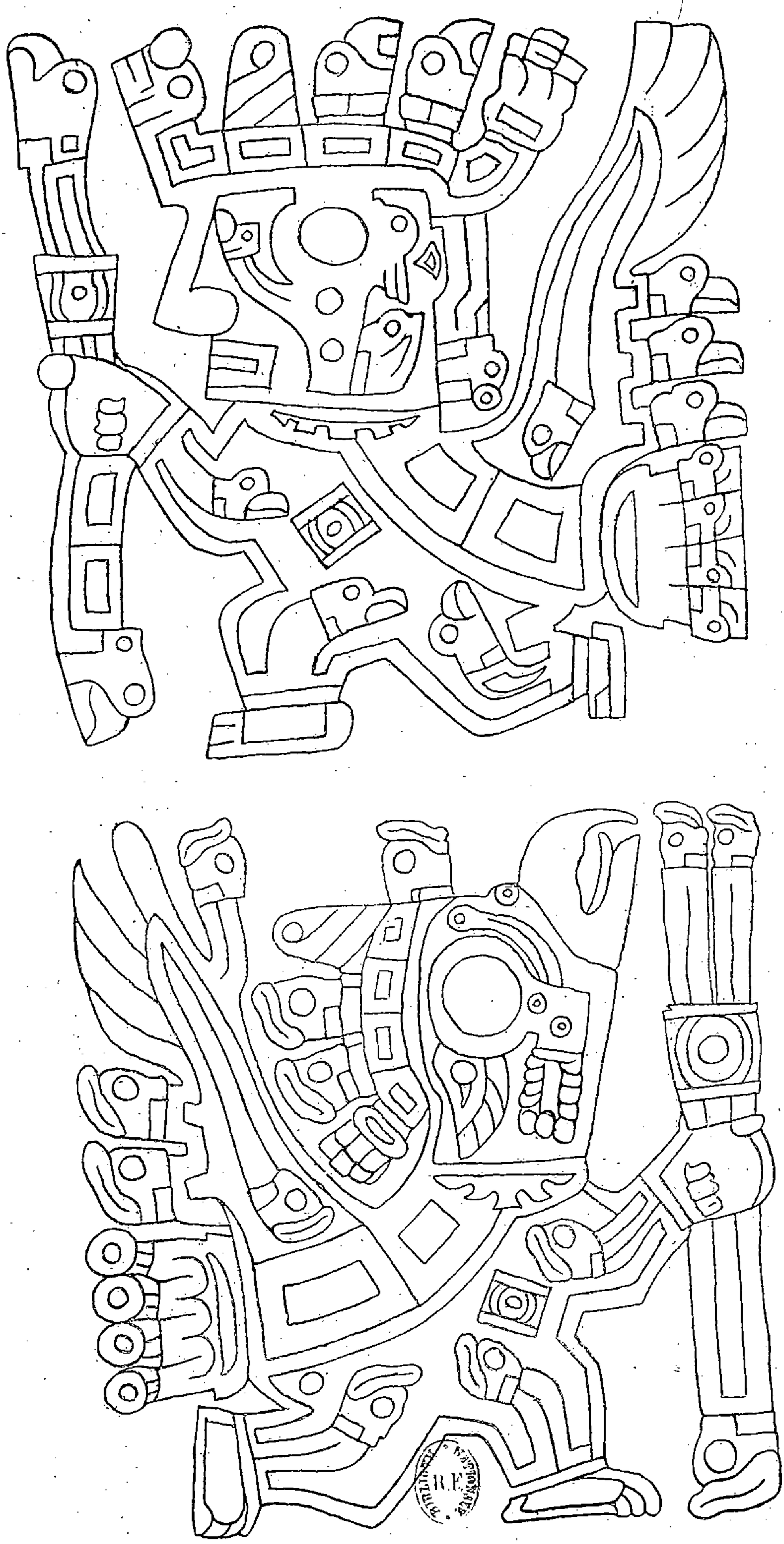
A la vue de ces admirables monuments, l'imagination exhume sans effort l'existence d'un État politique avancé. Nous allons en donner la preuve certaine.

Cieza de Leon nous dit qu'autour des palais existaient des frontons de pierre qui le frappèrent d'étonnement,

(1) Les dessins qui illustrent ces pages ont été scrupuleusement exécutés sur les documents les plus authentiques par mon secrétaire, M. José-Luis Garmendia. Le dessin du monstre est celui d'un vase en terre cuite qui fait partie du précieux cadeau qui m'a été offert par le Gouvernement bolivien. Je profite de cette occasion pour remercier mon secrétaire de son intelligente collaboration, puisque, en plus de ces travaux, il s'est occupé des copies, de la révision des notes et de la correction des épreuves avec une rare compétence. La conférence fait allusion aux objets et photographies que j'y ai montrés.







parce que ces frontons étaient d'une seule masse (1). Actuellement, un seul subsiste encore visible. Pendant trois siècles, les naturels de la Bolivie, les explorateurs et l'entreprise européenne qui construit actuellement le chemin de fer de Viacha ont détruit comme à plaisir ces ruines, en utilisant pour des travaux vulgaires, dans des fondations ou dans des terre-pleins, ces pierres que la civilisation devait conserver comme les reliques sacrées de son propre berceau. D'Orbigny, en 1833, et le général Mitre, en 1848, ont examiné un portique de pierre portant des inscriptions admirables qui nous permettent de percer en partie le profond mystère qui enveloppe cette civilisation. Ce portique ne fut pas remarqué par Cieza de Leon, parce qu'il se trouvait dissimulé à l'intérieur d'un temple. L'action des siècles, les alluvions et le vandalisme des hommes ont détruit le temple ; mais le monolithe restait encore debout, à découvert, à l'époque où d'Orbigny effectua son voyage. Après 1850, cette pierre a été trouvée partagée par le milieu. On attribue ce fait à l'action de l'homme ; mais il me paraît difficile que l'indigène, manquant de grands moyens d'action mécaniques, ait pu diviser ce monolithe, et j'ai tendance à croire davantage qu'il s'agit de l'œuvre d'un tremblement de terre.

La science cherche à déchiffrer les documents inscrits sur ces bas-reliefs. Cette découverte donnerait indubitablement la clef de l'origine et de l'histoire de cette civilisation. Je vous ai rappelé que l'art y avait reçu un développement graduel en passant par différentes périodes, ainsi qu'il résulte de la nature même des objets travaillés. Dans la première période, l'homme a érigé ce temple dont le monolithe a été sculpté avec des outils de pierre, parce que l'on remarque le manque de la netteté de taille que l'on obtient avec les seuls instruments de métal. Mais on arrive à la seconde époque pendant laquelle les

(1) V. p. 69, note 1.

métaux sont connus et travaillés. Voici une idole en métal offerte par le Gouvernement bolivien : c'est un homme-oiseau, un homme qui est étendu sur la queue déployée d'un condor.

Cette civilisation est absolument américaine ; tous ses caractères sont parfaitement locaux ; ils représentent des choses ou des objets propres à Tihuanacu ; tandis que dans les grandes ruines du Mexique, du Yucatan, des *muiscas* de la Colombie ou des aborigènes du Pérou, nous trouvons parfois des têtes et des défenses d'éléphants, des dauphins et des bateaux, des bonnets phrygiens et autres attributs de civilisations orientales ou intermédiaires, c'est-à-dire océaniques. A Tihuanacu on ne rencontre que des condors, des poissons du lac Titicaca, le monstre merveilleux et d'autres objets locaux. Le portique que j'ai mentionné doit avoir été l'un des plus grands et des plus majestueux. Au centre du temple on remarque une image humaine qui porte, dans chaque main, deux sceptres selon les uns, ou deux rayons suivant les autres, se terminant à la partie supérieure par deux têtes de condors mâles parfaitement sculptées, et à la partie inférieure par deux têtes de condors femelles. Le condor, dans les Andes, est l'emblème des airs et des sommets élevés. Le visage de la figure centrale est entouré de vingt-quatre rayons dont quelques-uns ont la forme de deux cercles qui pourraient représenter les étoiles. A côté de ces figures, qui ne sont jamais isolées, mais réunies par deux ou trois, apparaissent des têtes de condor et la tête de ce mammifère extraordinaire dont l'image a pu être trouvée à plusieurs exemplaires reproduits par l'art. C'est l'un de ceux-ci que le Gouvernement bolivien a eu la délicate attention de m'envoyer dans un état admirable de conservation. En voici le dessin.

Ce monstre doit avoir exercé une influence épouvantable sur l'imagination du peuple, des artistes et des gouvernants. Il constitue la caractéristique la plus saillante du

monde dans cet art. Et dans la couronne qui entoure en manière d'auréole la tête du personnage, il y a quatre têtes du monstre à la partie supérieure et un nombre égal dans la partie inférieure. A la base des sceptres ou rayons de la figure centrale, on trouve deux têtes de ce même monstre.

A quelle espèce appartient ce monstre ? Il est la preuve rigoureusement certaine de l'antiquité extrêmement reculée de Tihuanacu. A mon avis, il s'agit d'un mammifère quaternaire, de l'espèce de ceux que nous voyons reconstitués dans les musées.

D'autres pensent qu'il s'agit simplement de l'image déformée d'un animal de l'époque, de quelque *llama* ou *guanaco*, et l'on ne manque pas de dire qu'il ne peut être attribué à aucune espèce définie. Je me range à l'opinion qui admet qu'il s'agit d'une espèce de mammifères de l'époque quaternaire pour les raisons suivantes. D'abord, tous les savants qui sont allés à Tihuanacu se trouvent d'accord pour attribuer à cette civilisation un âge qui varie entre dix-huit et douze mille ans, c'est-à-dire qu'elle est contemporaine de l'époque quaternaire à laquelle vivaient les animaux de l'âge géologique de ce que nous appelons l'homme fossile. En outre, dans les tombeaux de Tihuanacu, on a trouvé des squelettes humains mélangés avec les squelettes de ces mammifères, ce qui prouve que cette civilisation les connaissait. Enfin, on sait que le bassin de Tihuanacu est très riche en fossiles de cette nature.

Quoi qu'il en soit, le mammifère en question et le condor frappaient l'imagination des habitants du pays et servaient de thème favori à leurs artistes, puisque la reproduction de leur image est l'ornement qu'ils ont considéré comme le plus digne de couronner le monument autour du visage du personnage tout-puissant du centre. A droite et à gauche de celui-ci partent trois lignes de bas-reliefs. Dans la première et dans la troisième, on

remarque des hommes agenouillés qui portent à la main un attribut semblable à celui du personnage central, c'est-à-dire un sceptre ou un faisceau de rayons. C'est là l'idée moderne de la marque suprême de respect au tyran ou aux dieux : l'homme qui se met à genoux. Les hommes viennent se soumettre. Au centre, il y a, en effet, une rangée d'êtres agenouillés, avec des figures ou des masques de condors qui offrent aussi leur attribut à la personnification de cet Être Suprême, humain ou divin. Le ciseau a laissé une partie non sculptée dans l'intérieur des figures et s'est borné à ébaucher simplement les contours. Quelques-uns pensent que cela est dû à l'intention de suggérer l'idée de la naissance de l'homme par degrés. D'autres croient qu'il faut voir là une œuvre inachevée, mais il y a toujours des éléments importants, artistiques et politiques dont on peut tirer profit.

Quelle est la signification de cette sculpture si compliquée? Remarquez que la personnification du Grand Être occupe la partie supérieure; qu'il tient les condors dans ses mains et a dans son auréole et à ses pieds le monstre et les poissons. Il est entouré par les grandes forces physiques de la Terre qui sont : l'homme et les monstres, ses rivaux ; par les attributs de l'air, dont l'expression la plus glorieuse est le condor ; par les symboles célestes qui ont les astres pour image ; par les caractéristiques de la vie dans l'eau : les poissons ! Le Grand Être est, par conséquent, au-dessus de la terre, des eaux, des astres même. Cette idée de la supériorité est encore affirmée davantage par un détail au pied du bas-relief, c'est-à-dire par la série de cercles qui représentent un visage humain, symbole du Soleil, entouré par les mêmes vingt-quatre rayons de la figure centrale, dont se détachent également de nouveaux monstres, des condors et des attributs (1).

(1) La bibliographie sur Tibuanacu est abondante. Les auteurs qui ont écrit sur l'Histoire générale du Pérou, de la Bolivie et de l'Amérique du Sud, et les archéologues parlent de cette cité. Je citerai cependant quelques-unes des der-

Voici donc établie la preuve de l'existence d'un État politique dont le despotisme humain ou divin serait démontré par le fait de la prosternation des hommes qui rendent leurs attributs devant son autel. Ou bien il s'agirait d'une théocratie dans laquelle les dieux recevaient l'adoration de leurs prêtres et de leurs guerriers. Il y a là les vestiges d'une société à découvrir et à exhumer entièrement, blottie au sein d'un pays lointain et pour laquelle jusqu'à maintenant les investigations scientifiques ont montré peu d'intérêt. Il serait à désirer que le gouvernement de ce pays constituât une commission internationale de savants chargée d'étudier dans ces ruines les caractéristiques et les secrets de la plus ancienne des civilisations politiques qu'ait connues l'Humanité, et qui, heureusement pour les Américains, se trouve sur leur propre continent.

XIII. **Les enseignements de l'Histoire.** — Ce spectacle est aussi une leçon pour les hommes qui se forment, pour

nières sources directes d'information. L. Angrand, *Lettres sur les Antiquités de Tiaguanaco ,et l'origine présumable de la plus ancienne civilisation du Haut-Pérou*, Paris, 1866 *(Extrait de la Revue générale d'Architecture et des Travaux publics;* Arthur Posnansky, *Tihuanacu l'isla del Sol y de la Luna,* La Paz (Bolivie), 1910; Arthur Pōsnansky, *Album de los Monumentos prehistoricos de Tihuanacu, Isla del Sol, é Isla de la Luna, etc.*, La Paz (Bolivie), 1903-1904; Arthur Posnansky, *Tihuanacu y la civilizacion prehistorica del Altiplano Andino*, La Paz (Bolivie), 1911; Tomas O'Connor d'Arlach, *Tiahuanacu,* etc., La Paz (Bolivie), 1911; Max Uhle et Clemenis Markhan, *Die Bedentung der Ruinensläte von Tiahuanaco nachden,* etc., par le professeur Julius Nestier Prag, dans les *Internationaler Amerikanisten Kongress*, etc., Wien, 1908, II, 395; docteur Max Uhle, *Ancients South American civilisation*, dans *Harpers Monthly Magazine,* oct. 1903, p. 787; A. Stübel et Max Ulhe, *Die Ruinensläte von Tiahuanaco,* Breslau, 1892; Manuel Gonzales de la Rosa, *Les deux Tiahuanaco, leurs problèmes, leurs solutions,* dans les *Annales du Congrès des Américanistes* de Vienne, précitées, II, 405, etc. — Les auteurs écrivent de différentes façons le nom de ces ruines, mais je me suis conformé à l'orthographe des auteurs boliviens qui connaissent la langue et qui ont épuré le mot. Dans les *Annales du Congrès des Américanistes,* réuni à Buenos-Aires en 1910, on trouve de nouvelles études sur la même question.

les hommes jeunes qui ont la mission de participer à la réalisation des idéals et aussi de maintenir et de développer la société politique. Cette leçon nous apprend que les peuples montent vers les sommets de la civilisation et peuvent tomber de telle manière qu'il ne reste plus rien d'eux, sinon les œuvres mortes de la matière.

La formation des États, ainsi que je l'ai démontré, est due au développement de l'intelligence et de la volonté en action. Ce que vous entendez tous les jours appeler « la souveraineté populaire », dont usent et abusent les politiciens du monde entier, n'est pas autre chose que la volonté et l'intelligence actives de l'homme travaillant dans la société pour le bien commun, et se manifestant dans la politique sous des formes multiples. Cela signifie que les grands empires se forment au cours des siècles par l'accumulation des efforts extraordinaires du caractère, et qu'ils disparaissent ensuite pour ne rien laisser autre chose que le souvenir de l'abaissement de ce caractère dans le peuple qui les a constitués.

Pour cette raison, le problème qui touche le plus profondément l'Humanité ne consiste pas à trouver seulement la forme de l'État qui correspond le mieux à ses désirs.

XIV. **Le caractère national.** — Le territoire, les formes du gouvernement sont choses accessoires : ce qui est uniquement et réellement grand et suprême dans la vie, c'est le caractère de l'homme comme cause éternelle de la stabilité et de la gloire des nations. Quand la volonté et l'intelligence se disciplinent et se maintiennent dans les sphères élevées, les États sont impérissables ; quand les peuples se dégradent, les États disparaissent. Le problème contemporain consiste donc à former le caractère du peuple, en portant sa fermeté à un si haut point qu'il ne cédera jamais ni au temps ni aux faiblesses de l'âme ! Le jour où les hommes politiques auront résolu le problème de porter le niveau des peuples à un commun dénomina-

teur d'énergie mentale, c'est-à-dire de volonté et d'intelligence, ils auront résolu aussi le problème du bonheur de l'État, qu'ils ne doivent pas rechercher fanatiquement dans la forme républicaine, ni dans la forme monarchique du gouvernement, parce que l'une et l'autre sont destinées à succomber si leurs dirigeants échouent. Pour le dire une fois pour toutes, il y a là une question d'éducation, un problème dont la solution est confiée à la famille et à l'école !

Au cours des trente dernières années, la République Argentine a réalisé, comme État, deux évolutions différentes extraordinaires : elle a suivi, au point de vue de la prospérité matérielle, une courbe ascendante qui nous étonne; puis, en même temps, une courbe descendante au point de vue de l'énergie et de la droiture du caractère qui nous affaiblit. Faisons des vœux, Messieurs, pour qu'il n'y ait là qu'un accident passager et sans importance dans notre vie, pour que ne soit pas pour nous l'avenir triste et sombre présenté par ces ruines que nous ne pouvons déchiffrer, et qui, bien que muettes, parlent cependant à nos âmes en exaltant une soif infinie de savoir. Faisons des vœux pour l'avènement d'une nouvelle étape dans laquelle la courbe du caractère argentin monte toujours vers les sommets d'où la postérité contemple la vie féconde et non des ruines inertes !

TROISIÈME CONFÉRENCE

La population et le peuple.

Sommaire. — I. L'État scientifique. — II. But et moyens d'action de l'État. — III. La population. — IV. Nations-États dans l'État. — V. Le peuple. — VI. Son éducation. — VII. Droits et devoirs de l'État.

Mesdames,
Messieurs,

I. **L'État scientifique.** — Ma situation, dans ces conférences, peut se comparer à celle d'un jardinier qui récolte dans un verger où règne la surabondance et où le choix de quelques fruits se trouve contrarié par la beauté des autres, de manière qu'il se sentirait porté à augmenter sa récolte si un programme et le temps dont il dispose ne l'obligeaient à se restreindre et, par conséquent, à réaliser une sélection difficile.

En traitant des origines de la Nation et de l'État, j'ai donc dû signaler dans le vaste champ des sciences sociales et politiques, ceux des points de vue qui sont indispensables pour préparer le terrain des explications futures, en faisant abstraction naturellement du développement de chacun de ces divers aspects parce que chacun d'eux constitue par lui-même un grand sujet d'étude sociale et politique. Pour cette raison, au commencement de cette dernière conférence sur les origines de l'Etat et de son fonc-

tionnement, et comme exposé de doctrines générales destinées à guider notre raisonnement dans l'avenir, il m'a paru convenable, par esprit de considération pour les personnes qui ne possèdent pas les éléments de ces hautes études et ne sont pas familiarisées avec elles, d'indiquer, par un petit tableau, le chemin en le jalonnant ainsi que les considérations générales établies.

Origine de la Nation	Idée anthropologique.	Phénomène naturel.	Loi cosmique de la combinaison.
		Société originaire.	
	Idée politique.	Évolution au premier degré de la Nation à l'État.	Intelligence.
			Volonté.
	Idée politico-juridique.	État moderne.	Science.
			Souveraineté.

Le premier point de vue de la Nation est l'idée anthropologique qui, ainsi que je l'ai expliqué dans la première conférence, se manifeste par un phénomène naturel en constituant la société originaire qui est la résultante de la loi suprême et universelle dc la *combinaison* à laquelle je me suis référé. Cette société naturelle originaire, cette force cosmique initiale, se discipline par degrés successifs sous l'influence de l'intelligence qui suggère à l'homme les moyens de vivre, d'aplanir les difficultés de son chemin et de se conserver. Il se produit alors une évolution politique du phénomène anthropologique naturel se transformant à son tour en embryon de l'État. C'est la conception au premier degré de la Nation qui passe par une série de transformations vers une organisation politique et produit l'Etat originaire sous l'empire de ces deux forces : l'intelligence qui *dirige*, et la volonté qui *exécute*.

Mais cet État du premier degré présente tous les mêmes inconvénients que l'enfance pour la vie de l'homme, toutes les imperfections de la société sauvage et primitive. L'intelligence se trouve assujettie à des impulsions externes et internes primaires. La raison n'a pas encore acquis

son développement, aussi resplendissant que le soleil qui réchauffe et domine le monde. Il faut attendre la résultante de la succession des siècles, du cours de milliers d'années, qui va faire de l'homme un produit merveilleux, d'un degré élevé dans l'échelle des êtres, qui a eu pour point de départ le fuégien, l'homme fossile, parce que, à mon avis, le fuégien est le descendant de l'homme quaternaire, ainsi que je le démontre dans le premier volume de mon *Histoire générale du Rio de la Plata* (1) déjà terminé.

Le perfectionnement de l'individu ne s'opère pas isolément mais collectivement; et ce perfectionnement introduit dans la société anthropologique, à son évolution du premier degré de la Nation à l'État, un troisième élément, l'élément *scientifique* qui, appliqué aux sociétés, est la cause déterminante de l'État moderne, production essentielle de l'intelligence, de la volonté et de la science.

Pourquoi avons-nous éliminé l'élément *intelligence* pour le remplacer par la *science*, dans la dernière évolution ? C'est parce que l'État moderne est scientifique, dans le sens où nous pouvons l'observer de nos jours, mais non pas dans le sens qu'il devait comporter à l'origine.

L'Histoire, en effet, nous révèle des États parfaits dans les temps reculés, tels que la Ligue Achéenne des douze villes du Péloponèse, qui, d'après Polybe, réputé comme le premier des hommes politiques de son temps, — dont je vous recommande l'*Histoire Universelle*, parce qu'elle charme l'esprit tout en instruisant, — formait une société heureuse où la justice, l'ordre et l'équilibre de tous les droits fonctionnaient d'une manière remarquable. De nos temps, elle constituerait un État fondé sur l'idée scientifique.

L'État scientifique est l'expression la plus haute de la

(1) Il existe dans les deux Amériques d'autres groupes d'hommes qui répondent au même type.

mentalité humaine; il n'a pu atteindre à son perfectionnement actuel qu'au moyen d'une lente élaboration psychique qui ne se borne pas seulement aux sciences sociales et politiques, puisqu'elle fait appel à toutes les sciences, aussi bien dans l'ordre physique et économique que dans l'ordre moral. Par conséquent, ce qui, dans la première évolution de l'État, aurait été une création primaire de l'intelligence embryonnaire et inculte, se trouve être, dans la conception moderne de l'État, le fruit de la science, c'est-à-dire du travail intellectuel et de la raison appliqués à la dynamique sociale.

Pourquoi, au lieu de la *volonté* que nous faisons intervenir dans le développement de la société primaire, introduisons-nous, pour la troisième évolution, le terme de *souveraineté?* C'est parce que la souveraineté est la plus haute manifestation scientifique de la volonté de l'homme intervenant collectivement dans le gouvernement. La volonté anthropologique ou naturelle se discipline, se fait sentir avec mesure, devient sociale, et alors seulement constitue une force politique qui fait sentir son action comme nous le verrons par la suite, en agissant essentiellement dans le sens de l'État. Par conséquent, la *volonté* et l'*intelligence* de la seconde évolution se transforment en *science* et en *souveraineté* dans la troisième, c'est-à-dire en deux fondements éminemment politiques et scientifiques de l'État moderne.

Cette organisation scientifique, basée sur la volonté qui, par la discipline et le développement, assume la forme politique de la souveraineté, constitue l'État qui nous intéresse pour l'étude de ce cours sur la *Nationalité*, parce que des droits et des devoirs dudit État, nous déduirons la condition des hommes, non pas dans le pays où ils sont nés, mais dans celui où ils se sont fixés à demeure.

II. **But et moyens d'action de l'État.** — Je me permets de signaler et de recommander, particulièrement à ceux

qui ne se servent que peu souvent des livres de science sociale et politique, qu'il est absolument nécessaire pour eux de procéder avec circonspection, à la manière pour ainsi dire du jeune homme qui ne sait pas encore nager et qui s'élance dans un fleuve pour le traverser : il lui faut toujours explorer le fond en avançant d'abord un pied avant de risquer le second. Il faut donc prendre beaucoup de précautions pour la lecture des livres de science politique et sociale, parce que, si tous les ouvrages de ce genre concordent sur certaines questions essentielles, ils diffèrent souvent au point de vue personnel de la vanité de l'amour-propre, des rivalités, des passions qui les inspirent ordinairement. Il en résulte que les idées scientifiques subissent des perturbations quant à leur interprétation et que les jeunes cerveaux encore insuffisamment préparés pour se défendre peuvent tomber dans des erreurs difficiles à éviter. Dans ces ouvrages, les *fins* de l'État, avec les moyens de réaliser ces mêmes fins, se trouvent fréquemment confondus. Ainsi, par exemple, d'éminents auteurs de traités soutiennent que le but de l'État est purement *moral* : assurer la moralité de la vie. Des auteurs américains non moins illustres, en suivant cette doctrine hégelienne, remplacent le mot *moral* par le terme *spirituel*, et concluent que le but de l'État est purement *spirituel* (1).

C'est évidemment une erreur : il ne s'agit pas d'une fin mais d'un moyen pour réaliser les fins de l'État. La moralité est un moyen qui nous gouverne ; et tout instrument de gouvernement psychique ou physique n'est pas une fin, mais un moyen d'atteindre à une condition psychologique déterminée. Dans l'ordre social, la moralité est un moyen,

(1) F. Holzendorff, *Principes de la politique, etc.*, trad. de Lehr, Hambourg, 1887, p. 113. — Cf. la bibliographie importante de la fin du volume, p. 194-202; Burgess, *Ouvr. cité*, I, 85, dit de l'État : « We may call it the perfection of humanity; the civilization of the world; the perfect development of human reason and its attainment to universal command over individualism; the end is wholly spiritual; and in it mankind, as spirit, triumphs over all fleshly weakness, error and sine ».

le premier de tous sans aucun doute, le plus élevé et le plus noble de tous les moyens. Conformément aux doctrines anthropologiques, politiques et juridiques que j'ai développées, l'État a pour but de conserver la société naturelle et politique en facilitant son développement : il doit, par conséquent, assurer le bien-être moral et matériel de tous ses membres d'une manière permanente; garantir la conservation et le développement de la société naturelle, procurer le bien-être moral et matériel de la société, sont des buts à atteindre par le moyen de la morale, source de la justice, source à son tour du Droit, — le Droit n'étant pas autre chose que l'interprétation de la morale dans son application à la vie des hommes.

Et qui sera juge de la moralité des fins que nous appliquons à la conservation sociale et au perfectionnement comme au bien-être de la vie individuelle ou collective ? La réponse est élémentaire : c'est l'homme. Il interprète ce qui est *moral* ou *amoral*; il applique les formes de la justice aux relations pratiques de la vie, il agit individuellement pour la formation de sa conscience et de son jugement au moyen des manifestations de la volonté et travaille dans la collectivité en accomplissant des actes collectifs ou de souveraineté suivant l'idée scientifique moderne.

III. **La population.** — Nous voici donc aux prises avec le problème ethnographique considéré en tant qu'élément de l'État constitué avec la foule qui habite son territoire. La population est le moteur de l'État, un moteur du second degré, mais apparent : c'est la machine humaine que nous voyons en mouvement. Le moteur du premier degré est le cerveau de l'individu ; c'est la somme des intelligences, et de son œuvre résulte la science politique appliquée au développement et à la conservation de la société.

Arrivés à ce point de notre exposition, il nous faut aussi

préciser notre terminologie pour qu'il nous soit possible de nous comprendre désormais. Il est indispensable d'établir des distinctions fondamentales dans l'emploi des termes scientifiques que le vulgaire et même les auteurs emploient indistinctement, donnant ainsi naissance à des tergiversations et à des obscurités. Les idées de *Nation,* d'*État,* de *Population,* de *Peuple,* ne sont pas identiques. Il est certain que le commun des hommes, ainsi que le dictionnaire ordinaire, et même les auteurs de traités sur la politique, confondent la *Nation* avec l'*État,* l'*État* avec le *Peuple,* le *Peuple* avec la *Population,* et enfin la *Nation* et l'*État* avec le *Gouvernement.* Mais, en procédant avec toute la rigueur scientifique, et étant donné que chaque institution doit avoir ses expressions propres dans la technologie, il est indispensable de conserver l'idée et le vocable de *Nation* à l'élément primaire, ethnographique et sociologique qui sert de levain en quelque sorte au développement politique postérieur qui conduit à l'État. Par conséquent, la *Nation* ne saurait donc être confondue avec l'*État;* et je vais vous démontrer par l'histoire politique et naturelle de la République Argentine, la coexistence à l'intérieur de notre territoire de la *Nation* et de l'*État,* luttant tous les deux non seulement sur le terrain des idées, mais encore à main armée, allant même jusqu'à terminer leurs querelles par des traités.

La Nation, ainsi constituée, peut se transformer par une sorte de *diffusion* postérieure et se trouver assimilée par des masses absorbantes, de même que les injections hypodermiques qui versent dans le sang un élément nouveau, — ou bien encore par *coexistence,* c'est-à-dire par la vie de la *Nation* avec ses caractères anthropologiques et politiques primaires au sein d'un État scientifique régulièrement organisé. L'Irlande est une *Nation* qui fait partie de l'*État,* de l'*Empire Britannique,* mais elle vit concentrée dans ses propres éléments nationaux souvent opposés à la politique du gouvernement général par son refus de sou-

mission à l'Empire, sous une forme telle, que des écrivains politiques distingués considèrent les Irlandais comme les victimes d'un despotisme soutenu par la force. La *Nation* hongroise fait partie de l'*État Austro-Hongrois* (1) et vit au milieu de celui-ci dans une situation autonome. Voici donc des États dont l'unité n'est pas encore devenue un fait accompli, parce que les causes déterminantes des luttes *nationales* n'y sont pas encore éteintes. Ces luttes auront un jour pour résultat l'absorption complète des éléments antagonistes, ou leur séparation, c'est-à-dire l'indépendance.

IV. **Nations-États à l'intérieur de l'État.** — Mais, arrivons au phénomène historique naturel que j'ai signalé dans la République Argentine. En 1873, elle n'avait pas encore déterminé l'un des éléments essentiels de l'État : elle n'avait pas déterminé son *territoire*. J'ai déjà dit dans le discours d'inauguration de ces conférences qu'au moment où j'avais l'honneur de vous adresser la parole, nous n'avions pas encore défini complètement un autre élément fondamental de l'État : la *Population*. En 1873, l'élément *population* et l'élément *territoire* se trouvaient encore sans définition et en litige. Les limites juridiques du territoire de la République n'étaient pas encore tracées sur le terrain et toutes les nations circonvoisines nous disputaient des territoires. Dans le discours d'inauguration, j'ai parlé du mode d'évolution des nations, les unes s'élevant alors que d'autres s'abaissent. En 1873, la plus grande partie du territoire était occupée par les Indiens; la population civilisée dans la Province de Buenos-Aires, par exemple, ne s'étendait pas au delà de Bahia Blanca et de 25 de Mayo où les Indiens mettaient constamment leurs voisins en alerte par leurs clameurs. A Santa-Fé, les invasions des sauvages Araucaniens gagnaient jusqu'à la Colonia Cande-

(1) L'Empire austro-hongrois est formé par l'union d'éléments nationaux madgyares, roumains, croates, slaves, allemands, serbes, etc...

laria, à dix lieues de la ville de Rosario. Les communications entre les Provinces du Cuyo et les Provinces du Nord étaient interrompues par les barbares qui emmenaient souvent les voyageurs en captivité. Entre ces populations voisines du littoral et celles de la Cordillère des Andes s'étendait un immense territoire aussi grand que la moitié de la République Argentine et dont la possession effective lui était disputée par les *nations* sauvages qui le peuplaient. A partir du sud de Mendoza jusqu'à la Patagonie et depuis le Rio Salado de Buenos-Aires jusqu'aux Andes, il y avait une *nation* araucanienne qui vivait divisée pour des raisons d'hégémonie politique embryonnaire et de géographie locale, bien qu'elle fût alors parfaitement définie. La *nation* araucanienne, qui avait de communs l'élément ethnographique et la similitude de langue et de religion, manquait d'*unité politique,* parce que l'ambition des *caudillos* (chefs de partisans) avait divisé ces quelque quarante mille habitants en trois grands groupes : celui des Araucans appelés *pampas*, qui avaient leur capitale en Salinas Grandes et parmi lesquels figurait la dynastie des *Piedra* (*Curá*) (1); celui du centre ou de los Ranquelches (2), qui étaient les plus intrépides et vivaient en tenant en échec la civilisation chrétienne et la civilisation indigène, en combattant contre celle-ci quand il leur plaisait; puis enfin celui de la Cordillère des Andes, composé de tribus gouvernées par le fameux cacique Purrán (3). Ces groupes de la même *nation* formaient des États qui accréditaient leurs ambassadeurs près le Gouvernement de la Confédération dont le siège central se trouvait alors à Paraná. J'étais un

(1) Ses derniers chefs notables dans l'histoire argentine s'appelaient *Callvucurá* (*callvu*, bleu; *curá,* pierre), et *Namuncurá* (*namun,* pied, et *curá,* de pierre).

(2) *Ranquel,* endroit planté de roseaux; *ches,* gens du...

(3) E.-S. Zeballos, *Callvucurá,*. etc., *Painé,* etc., *Relmu,* etc., ouvrages imprimés à Buenos-Aires, où j'ai fait l'étude de la vie politique, militaire et sociale des Araucaniens. *Painé* a été traduit en français (Maison Quantin, Paris, 1890), en hollandais et en anglais.

tout jeune enfant quand je suivais dans les rues de Rosario la fameuse ambassade conduite par un cacique appelé INDIO CHRISTO, qui, en 1858, venait passer avec le général Urquiza un traité de paix et d'amitié aux termes duquel les tribus araucaniennes de la *Pampa* avaient le droit d'exercer des hostilités contre la Province de Buenos-Aires si l'armée de la Confédération dépassait l'Arroyo (ruisseau) del Medio (1). J'étais déjà l'un des hommes de l'Université et reporter de *La Prensa* en 1872 quand, dans l'exercice de mes fonctions, j'eus des relations personnelles avec la fameuse ambassade de la *nation* Llalmache (2). Cette ambassade était présidée par le colonel Huenchuquir, le Metternich de la Pampa, qui venait pour conclure *las paces* — (la paix, littéralement : les paix), ainsi qu'on le disait à cette époque, — avec le président Sarmiento. Elle se composait de vingt caciques, interprètes, conseillers, diplomates et militaires, tous hommes distingués par leur talent et jusque dans leur beauté physique spéciale. Le visage de quelques-uns d'entre eux semblait un masque de théâtre, grotesque, mais réellement beau (3). Chaçun de ces États, membres de la grande *nation araucanienne*, passait des traités diplomatiques avec l'État argentin. Ils ne pouvaient jamais parvenir à réaliser un seul traité général, parce que, comme éléments dissolvants, intervenaient les intérêts matériels, le sensualisme, les rivalités qui introduisaient le désordre dans la politique indigène, et à plus forte raison dans la politique de l'homme civilisé dont les besoins sont plus grands. Chaque État passait des traités avec les autres de la manière que j'ai rappelée dans l'une des conférences précédentes au moyen de la

(1) Épisodes dramatiques de la guerre civile argentine.

(2) *Llalma*, veuve; *che*, gens de la... parce qu'elle avait été gouvernée par une femme de talent et d'énergie.

(3) L'ambassade de Callvucurá fut logée aux frais de la République à l'*Hôtel Espagnol*, situé alors dans la rue de las Piedras, entre les rues Moreno et Belgrano, dans la ville de Buenos-Aires.

réunion de grands *parlements* (c'est le terme consacré), semblables à ceux qui étaient convoqués quand il s'agissait de combattre l'ennemi commun, c'est-à-dire le chrétien, ou de régler d'autres affaires d'intérêt *national*, c'est-à-dire communes aux diverses dynasties araucaniennes. Parfois les conationaux du Chili, de l'Occident des Andes, intervenaient dans cette communauté.

Pendant trois siècles si les Indiens soulevèrent des difficultés et versèrent le sang dans de terribles combats contre les chrétiens; pendant trois siècles s'ils opprimèrent la civilisation argentine sur toute la ligne frontière que l'on atteint aujourd'hui par trois ou quatre heures de voyage en chemin de fer à partir des rives du Rio de la Plata, ce ne fut jamais pour des questions de race ou par suite d'intransigeance religieuse. Entre ces luttes et les guerres des Maures contre l'Espagne, on remarque une analogie parfaite. Les chefs de partisans maures qui luttaient contre l'Espagne, dans la guerre qu'ils lui firent pour la reconquérir, montrèrent un esprit de tolérance politique et religieuse. La guerre de l'Indépendance espagnole ne fut pas une guerre de barbarie et de fanatisme, comme on le croit vulgairement; elle fut héroïque, entreprise pour la seule indépendance, — une guerre politique, caractérisée par ce fait que les Arabes et les Espagnols se sont traités réciproquement d'une manière chevaleresque exemplaire. Rappelons que de grands princes chrétiens se marièrent avec des femmes arabes, et que des princesses arabes donnèrent leur main à des héros castillans. Ensuite régna la tolérance sous le *modus vivendi* commun établi par les textes et par les traités. Les fameuses Lois Nouvelles (*Leyes Nuevas*) de don Alphonse le Savant ne sont pas autre chose que l'instrument qui a servi au gouvernement réciproque d'une population mélangée, dont les divers éléments qui la composaient luttèrent pendant plusieurs siècles, mais finirent par se supporter mutuellement. De telle sorte qu'ils en arrivèrent à constituer des tribunaux

communs connaissant des procès entre les Arabes et les Espagnols et réciproquement (1).

La Nation araucanienne, d'une civilisation différente de celle des Arabes, a vécu de la même manière en continuant une guerre séculaire avec la République Argentine pour des raisons différentes de la question religieuse. Nous pouvons fournir la preuve du fait que les Araucans ont été tolérants : ils étaient d'habiles politiques. Ils ne l'étaient pas seulement en matière religieuse. Au cours des luttes politiques les plus acharnées, ils consentirent même à ce que les missionnaires catholiques pussent vivre à l'intérieur de leur territoire protégés jusqu'au point extrêmement favorable de pouvoir élever des chapelles destinées à l'éducation des enfants des Indiens convertis au Christianisme. Au cours de la guerre les commerçants et les chrétiens qui avaient reçu asile vivaient en parfaite sécurité parmi les Araucaniens. Des femmes chrétiennes se mariaient avec des Araucans, et des femmes indigènes épousaient des chrétiens. Les émigrés et les soldats vaincus dans nos guerres civiles trouvaient chez eux un refuge. Des familles qui ont occupé des situations respectables dans la société de Buenos-Aires ont eu des parents, des femmes de haut rang, des capitaines et des colonels en captivité parmi les Indiens qui les honoraient et les protégeaient (2). Des Indiens vivaient de la même manière au milieu des chrétiens et se mélangeaient à notre population. Cette guerre ne fut pas une guerre de races, mais une lutte *territoriale*. Les Indiens défendaient à bon droit le territoire sur lequel ils avaient fondé une *nation originaire*, comme l'oiseau défend l'arbre dans lequel il a fait son nid, de même que la bête défend le repaire où elle vit tranquille... Trop faibles pour vaincre la civilisation qui, à son tour, fut durant trois siècles impuissante à les

(1) Ces tribunaux ont été étudiés avec beaucoup d'érudition dans l'ouvrage de Julian Ribera, *Origenes del Justicia de Aragón*, Saragosse, 1897.

(2) E.-S. Zeballos, *Painé*, ouvrage cité.

dominer et dut se borner seulement à les maintenir en respect, les Indiens conclurent des traités diplomatiques dans lesquels ils daignaient reconnaître la *souveraineté argentine,* à condition que la Nation argentine leur reconnût à son tour une *souveraineté territoriale* locale. Ils étaient donc dans la situation d'un État dans un autre État.

Le moment est venu de mettre sous vos yeux l'un de ces traités, sauvé de la destruction et de l'oubli par ma curiosité et par mes soins, et qui fait partie de ma collection de documents historiques. Il présente toutes les caractéristiques des traités que l'Angleterre a conclus avec les *Maharajahs* de l'Inde, ou l'Italie avec le *Negus* d'Abyssinie. Ce sont les fameuses *paix* intervenues entre le président Sarmiento et le cacique Purrán, souverain des tribus de la Cordillère et du pied des montagnes des Andes au sud de la Province de Mendoza. Le cacique n'avait pu organiser définitivement sa *nation*. Il ne comptait qu'avec des éléments turbulents, et il était nécessaire de leur donner satisfaction. Il conclut donc le traité en son propre nom et au nom de deux autres chefs qu'il présenta comme membres d'un triumvirat... Il gouvernait seul cependant, mais en prévision de l'avènement des autres, il demanda au président de la Nation argentine l'envoi de troupes de l'armée pour soutenir son autorité. Le Président argentin se fit représenter à la signature du traité par le commandant en chef de la frontière sud de la République (1).

(1) Voici le texte de ce document :

COMMANDANT EN CHEF
DE LA FRONTIÈRE SUD DE MENDOZA

Traité de Paix provisoire passé le 11 août 1873 à San Rafael avec les représentants des Caciques de l'autre côté du Rio Neuquen et non mentionnés dans le Traité de Paix du 27 août 1872, et qui sont ceux ci-après nommés :

Cacique principal . . . . . PURRAN
Cacique. . . . . LLANCAQUEO
Cacique. . . . . AILLAL

En la ville de San Rafael, le onze août mil huit cent soixante-treize,

Les Indiens voulaient bien reconnaître la souveraineté argentine à condition que leur *territoire* fût reconnu et

don Ignacio M. Segovia, colonel et commandant en chef de la Frontière Sud de Mendoza, en représentation de l'Exmo. Gouvernement National de la République Argentine, d'une part ; et d'autre part, le *capitanejo* (chef secondaire) Yancuchéu et le *mocelon* (jeune guerrier) Millapan, par représentation du Cacique principal Purran ; le *capitanejo* Antinal par représentation du Cacique Llancaqueo ; le *capitanejo* Antru et le *mocelon* Clayau en représentation du Cacique Aillal, tombèrent d'accord relativement au Traité de Paix suivant :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la date de la ratification des présents traités de paix que les deux parties s'engagent à observer fidèlement et solennellement, les *capitanejos* ci-dessus mentionnés et signataires du présent traité de paix, tant en leur nom qu'au nom des Caciques qu'ils représentent, — prennent l'engagement de maintenir, et de faire maintenir par leurs tribus, la paix la plus complète avec le Gouvernement et les populations de la République Argentine ; et, en ce qui le concerne, le Gouvernement de la République Argentine s'engage *à protéger et à défendre le séjour tranquille et permanent desdits Caciques et « capitanejos » ainsi que de leurs tribus sur le territoire qu'ils possèdent actuellement jusqu'à la rive droite du Rio Neuquen.*

ARTICLE 2. — La partie de territoire située entre la ligne frontière et la rive gauche du Rio Grande ayant été considérée comme neutre par les traités passés avec les tribus du Cacique Caepe, il demeure convenu avec ledit Cacique et sa tribu que le Chef de la Frontière pourra établir les fortifications qu'il jugera utiles ; et que, dans le cas où il s'établirait un colon quelconque de l'une ou de l'autre des parties contractantes dans la partie du territoire neutre dont il est ci-dessus parlé, cette installation ne pourra avoir lieu qu'avec la permission expresse du Chef de la Frontière. Cette clause est formellement acceptée par le Cacique Purran et ses subordonnés.

ARTICLE 3. — *Les permissions à l'effet de « bolear » (chasser l'autruche et les quadrupèdes sauvages) dans leur territoire, seront également accordées par le Chef de la Frontière.* Le Cacique devra donner avis à celui-ci de chaque sortie des Indiens à cet effet ; et, dans ce cas, le nombre des hommes qui y prendront part devra être fixé.

ARTICLE 4. — Les *captifs* ou *prisonniers* qui se trouveraient au pouvoir du Chef de la Frontière ou des Caciques et de leurs tribus, au moment de la ratification des présents traités, seront remis réciproquement ~~sans aucune charge~~.

ARTICLE 5. — Les Caciques et *capitanejos* demeurent seulement obligés de *livrer au Chef de la Frontière les déserteurs ou groupes de soldats qui se sont réfugiés chez eux ou dans leurs tribus,* étant entendu que ledit Chef de la Frontière devra faire face aux frais de cette remise et héberger très convenablement les hommes qui viendraient accomplir cette mission, en leur fournissant à cet effet toute l'aide nécessaire.

ARTICLE 6. — *Le Gouvernement National s'engage à faire respecter l'occupation du territoire fixé (au sud du Rio Neuquen) pour la résidence des tribus, territoire dans lequel elles pourront vivre pacifiquement sous la protection du Gouvernement ;* et dans le cas où l'autorité du Cacique principal Purran serait méconnue par une partie des Indiens, le Chef de la Frontière

pourvu que le Gouvernement argentin leur payât le tribut mentionné dans le texte du traité de paix.

coopérera à rétablir l'obéissance des Indiens envers leur Cacique; et la tribu en état de rébellion sera considérée comme ennemie.

ARTICLE 7. — Le Gouvernement National pourvoira aux frais de l'éducation élémentaire primaire de dix-huit jeunes gens indigènes (choisis parmi les fils des Caciques et des « *capitanejos* », ledit nombre devant rester permanent); leur instruction devra être complétée par une année d'enseignement de l'agriculture pratique à l'École nationale d'agriculture à Mendoza.

ARTICLE 8. — *Tout commerce licite est déclaré libre entre les tribus et les populations de la République Argentine pourvu que les personnes qui l'exercent se présentent munies d'un passeport* justificatif de leur provenance et de leur bonne foi. Et, pour faciliter les relations avec les Indiens amis à une distance plus grande que celle des trois postes déjà établis, l'un à la jonction des rios « Atuél » et « Salado », l'autre à « Chenqueco » et le troisième à « las Barrancas », il en sera établi un quatrième sur la côte du « Rio Neuquen », dans l'endroit le plus convenable qui sera fixé ultérieurement par les soins d'une personne en qui les Caciques et le Chef de la Frontière auront confiance. Les six chevaux dont ce poste devra être pourvu seront fournis par le commandant en chef de la Frontière.

ARTICLE 9. — Les Caciques s'engagent à ne laisser passer sur leurs territoires aucune invasion dirigée contre les populations de la République Argentine, ainsi qu'à donner avis de toute autre invasion que ce puisse être, même si cette invasion ne devait pas passer sur leurs territoires, et s'ils savaient qu'elle est dirigée contre les populations susdites, ils devront coopérer par leurs armes, sous les ordres du Chef de la Frontière, à arrêter ou à réprimer ladite invasion.

ARTICLE 10. — *Les Caciques signataires du présent traité reconnaissent la souveraineté de la République Argentine sur tout le territoire de la République, et le Gouvernement Argentin reconnaît aux tribus du Cacique principal Purran (a) et à ses subordonnés la possession paisible des terres qu'ils occupent actuellement jusqu'à la limite fixée par l'article premier pendant toute la durée du présent traité de paix.*

ARTICLE 11. — *Le Gouvernement de la République Argentine s'engage à payer annuellement une solde de* deux cents pesos boliviens *au Cacique principal Purran;* cent soixante-dix *au Cacique Llancaqueo et* cent soixante-dix *au Cacique Aillal.*

ARTICLE 12. — Les *capitanejos*, interprètes, etc., etc., des tribus unies par le présent traité auront les soldes suivantes :

TRIBU DU CACIQUE PURRAN :

Capitanejos :	Chuquillan.	$B 72
»	Carriló.	72
»	Eugué.	72
»	Huequeman.	72

(*a*) Cf. E.-S. Zeballos, *Relmu,* Buenos-Aires, 1887.

Cette nation revendique son indépendance territoriale; elle assume le rôle de l'*État embryonnaire* primitif, du

TRIBU DU CACIQUE LLANCAQUEO :

Capitanejos :	Antoal.	$B 72
»	Huaiquillan	72
»	Trurreo	72

TRIBU DU CACIQUE AILLAL :

Capitanejos :	Calluvihuel	$B 72
»	Huillical.	72
»	Maripoll.	72
»	Tripaiñan.	72
Interprète :	Manuel Paez.	$B 60
Secrétaire		60

Toutes ces soldes seront payées en monnaie bolivienne.

ARTICLE 13. — Le Gouvernement National ordonnera la remise tous les six mois, pour en faire la distribution de la manière la plus équitable entre toules es tribus amies qui adhèrent à ce traité, des objets suivants :

Pour les *Caciques :*

Sucre blanc	4 arrobes.
Yerba des Missions	4 »
Tabac de Tucuman	3 »
Papier	1 »
Savon	3 »

Pour les *Capitanejos :*

Sucre.	7 arrobes.
Yerba	7 »
Tabac.	10 »
Savon.	4 »
Papier	120 cahiers.

Pour les *Mocetones :*

Sucre	80 arrobes.
Yerba.	80 »
Tabac.	96 »
Savon	50 »
Papier.	1.200 cahiers.
10 barils d'eau-de-vie.	
20 barils de vin.	

Il sera aussi remis chaque année 300 juments aux tribus amies, soit 150 tous les six mois.

La livraison de ces articles sera faite à des commissions dûment autorisées par les Caciques.

ARTICLE 14. — Il sera remis également au Cacique principal Purran et aux

second dégré dans sa vie *interné* et *externe*. C'est un acte courageux de la *volonté* que de se mettre sur le pied de

deux autres Caciques intervenants audit traité, et ce à titre de présent, un costume complet correspondant au rang de chacun d'eux, et tous les deux ans un harnachement-équipement de bonne qualité.

ARTICLE 15. — Si, après la ratification des présents traités, soit le Cacique principal Purran, soit l'un ou l'autre des autres Caciques désiraient qu'il leur soit construit un édifice à usage de chapelle chrétienne ou école dans une région qu'ils détermineraient d'accord avec le Chef de la Frontière, les frais occasionnés par cette construction seront à la charge du Gouvernement National qui fournira en outre le chapelain et les précepteurs, ainsi que le matériel et les divers objets nécessaires à cet établissement.

ARTICLE 16. — La ratification du présent traité de paix aura lieu dans les quatre mois qui suivront la date de sa signature par les agents commissionnés, et la première remise des articles qui y sont déterminés aura lieu immédiatement.

ARTICLE 17. — Le présent traité est fait pour une durée de cinq années ; il en sera remis un exemplaire à chacun des Caciques pour leur permettre d'en prendre connaissance ; et si pendant tout ce temps les Caciques et leurs tribus demeurent soumis et obéissants à l'autorité nationale, ledit traité pourra être renouvelé avec de plus grands avantages encore. Mais si, au contraire, ils ne satisfaisaient pas à l'une quelconque de ses clauses, ou s'il se perpétrait quelque invasion chez les populations de la République par des Indiens des tribus comprises au traité, le Chef de la Frontière cesserait immédiatement de faire la remise des articles et d'effectuer le paiement des soldes, tout en suspendant les effets dudit traité jusqu'à ce que les Caciques aient fourni des explications satisfaisantes.

ARTICLE ADDITIONNEL. — Le Gouverneur de Mendoza interviendra lors de la réception et de la remise aux Indiens des articles déterminés par le présent traité en nommant à cet effet une commission d'habitants qui assisteront à cette opération ainsi qu'à la vérification des articles.

Et pour faire foi, les présentes ont été signées par M. le Commandant en Chef de la Frontière sud de Mendoza, Colonel don Ignacio de Segovia, par représentation de l'Exmo. Gouvernement National de la République Argentine et les envoyés ci-dessus nommés par représentation des Caciques Purran, Llancaqueo et Aillal.

Signé : Ignacio M. SEGOVIA.

A la demande du *capitanejo* Yancuchéu et du *moceton* Millapan, représentants du Cacique principal Purran, qui ne savent signer, et comme témoin

Signé : Joaquin C. GODOMAR.

A la demande du *capitanejo* Antinal, représentant du Cacique Llancaqueo, absent, ne sachant signer et comme témoin

Signé : Miguel MOGROVEJO.

A la demande du *capitanejo* Antur et du *moceton* Clayan, représentants du Cacique Aillal, ne sachant signer et comme témoin

Signé : Manuel VENTURA.

guerre en face de l'État argentin ; c'est une manifestation de l'*intelligence* que d'offrir la paix en échange de la reconnaissance d'une souveraineté territoriale au milieu du domaine de l'Argentine et du paiement d'un tribut par celle-ci. En d'autres termes, deux États coexistent sur le même territoire : la *Nation-État araucanien,* avec son territoire, sa population et ses lois coutumières; et l'*État argentin* avec tous les attributs de la civilisation.

V. **Le Peuple.** — Les États étant formés par des *nations* coexistantes, ou par des *nations* fondues dans l'*État,* l'élément ethnographique forme la *population* qui se compose de l'ensemble des habitants. *Population* et *habitants* sont donc synonymes en ce sens qu'ils expriment la masse ethnographique. Mais il intervient ici une autre idée, celle de *peuple* (*pueblo*), éminemment scientifique, que nous devons définir et isoler dans son caractère propre parce qu'elle répond à une fonction politique fondamentale. Conformément à l'étymologie, on appelle *pueblo,* — ainsi que l'on s'exprime encore dans le langage vulgaire — le lieu qui est occupé par les habitants ; c'est donc une expression géographique. Dans la terminologie politique ancienne, elle avait une autre signification : *multitudinis,* la foule. Je crois vous avoir rappelé, dans une conférence précédente, la phrase de Scipion l'Africain tirée de « La Politheia » d'Aristote et de la philosophie de Platon : *Res publica* et *populus,* ne sont pas un groupement occasionnel d'hommes : *populus* est un groupe social organisé légalement pour le bien commun. C'est là que l'on trouve l'idée politique du *peuple,* bien qu'elle ne soit pas encore bien définie (1). Vulgairement, on a coutume d'employer

(1) V. cet ouvrage, p. 33, note 1. — Le mot *pueblo* (peuple) tire son origine des langues de l'Orient où il comportait la notion de masse, de multitude. Les Romains traduisaient la forme sanscrite par *populus; el pueblo,* le peuple, en castillan; *the people* en anglais; mais les Romains faisaient la distinction de *populus, multitudinis juris,* de l'État (*Res publica*). Cette différence de concepts politiques a été accentuée par la jurisprudence américaine, comme je le dirai plus loin.

le mot *peuple* pour désigner les *nations* qui vivent dans un lieu déterminé, par exemple « le peuple d'Athènes » ; les nations qui vivent dispersées sans territoire défini : « le peuple d'Israël » ; ou les grands empires : « le peuple romain ». Ce concept politique de Rome que déjà quelques civilisations d'Orient avaient signalé avec clarté est celui que la science a défini de nos jours avec une plus grande précision. Platon l'a exposé selon une idée platonique — c'est le meilleur adjectif que l'on puisse appliquer — quand il a dit que le peuple était un animal féroce, implacable, ingouvernable et ingrat, ce qui veut dire qu'il lui attribue le caractère de la personne *agissante* du droit public et du droit privé.

Selon l'idée moderne, le *Peuple* n'est pas la *Nation*, ni la *Population*. La population est formée par tous les habitants qui vivent dans le territoire, sans distinction de sexe, d'âge ni de nationalité. Le *Peuple*, dans le droit politique moderne, c'est la partie organisée de la *Population*, légalement qualifiée pour produire des manifestations de la volonté dans l'exercice de la souveraineté (1).

(1) P. Fiore, *Le Droit international codifié*, etc , trad. Chrétien, Paris, 1890, titre I, art. 37, p. 91. L'illustre auteur établit cette idée de l'État en termes précis et heureux. Il dit dans le passage cité : « Le peuple est formé d'une agglomération d'individus ayant conscience de leur unité morale et éprouvant le besoin d'unir leurs forces pour arriver à un plus complet épanouissement de leurs facultés. Ce sentiment d'une unité morale peut être le produit de facteurs naturels : tels les principaux éléments de la nationalité, la race, la langue, les mœurs, les traditions, le degré de culture. Il peut être aussi le résultat des faits historiques, la conséquence des vicissitudes et des événements qui ont fait naître des besoins identiques entre les individus de races diverses réunis en communauté sous l'empire de certaines circonstances de temps et de lieu. Il peut enfin naître de faits purement politiques. Ainsi en sera-t-il quand un gouvernement, exerçant son action sur des individus de race, de traditions, de langues différentes, mais soumis à son autorité suprême, aura, grâce à des institutions harmonisant et coordonnant leurs intérêts divers, créé entre eux une unité morale fondée sur l'avantage qu'ils trouvent à demeurer soumis à ce même gouvernement au point de vue de la sécurité et du développement de la prospérité de chacun ». Le savant auteur a publié une nouvelle édition de cet ouvrage contenant des modifications et des augmentations fondamentales (Texte français de Ch. Antoinel, Paris, 1911). L'article 52 (titre I, 106)

Les formules les plus avancées de cette idée se trouvent dans la Constitution des États-Unis d'Amérique et dans la Constitution de la République Argentine. La première déclare dans son préambule : « Nous, le Peuple des États-Unis... » (*We the People of the United States.*) Toutes les Constitutions argentines, depuis le Statut Provisoire de 1815, jusqu'à la Constitution de 1853, ont une idée différente. J'ai dit précédemment que c'est une erreur fondamentale, répétée encore par des personnalités notables, de dire que notre Constitution serait la copie de la Constitution américaine. Je dois démontrer dans ce cours que la Constitution argentine dépasse d'une manière extraordinaire, quant aux idées et quant aux résultats, la Constitution américaine qui devrait adopter quelques-unes de nos institutions si elle veut améliorer sa condition politique au point de vue du droit international public et privé. Nos Constitutions, quand elles se réfèrent au *Peuple,*

maintient l'idée antérieure de l'État en ces termes : « L'État est une agrégation d'un nombre considérable d'hommes habitant un territoire déterminé, constitués *en fait* en société politique et soumis à l'autorité suprême du souverain, qui a le pouvoir, la capacité et les moyens propres pour maintenir, à l'aide de la loi, l'organisation politique de l'association ; pour régler et protéger les droits des associés ; pour établir ses relations avec les autres États et assumer la responsabilité de ses propres actes ». Cependant dans le titre II, articles 79 et 80 (p. 121), il introduit les définitions du *peuple* et de la *nation,* non comprises dans l'ouvrage primitif. Du peuple, il dit : « Le peuple est l'association des hommes qui habitent le même territoire et qui vivent sous les mêmes lois, unis par le lien de la communauté d'intérêts civils, économiques, sociaux et politiques. N'est-ce pas là, en substance, sa propre conception de l'*État ?* L'association d'hommes ne devrait-elle pas s'appeler plus proprement la *population,* l'un des éléments constitutifs de l'État ? L'explication, importante et exacte de son idée précédemment transcrite, a été supprimée dans la dernière édition avec désavantage au point de vue scientifique. La nouvelle idée introduite par l'auteur implique une confusion. La critique est exacte aussi quant au mot *nation,* dont il dit : « La nation est un agrégat d'hommes ayant la même origine et la même race, parlant la même langue, habitant la même région, unis par le lien de la communauté de traditions, d'aspirations, d'affections, de tendances uniformes et constantes ». Les différences entre les deux définitions ne sont pas accentuées, et les deux éléments, *peuple et nation,* sont compris dans le concept politique de l'article 37 (52 de la nouvelle édition) sur l'État.

emploient une formule moins directe et plus respectueuse qui révèle que notre Gouvernement est de ceux du second degré : « Nous, les *représentants du Peuple* de la Nation Argentine... »

Mais aussi bien la Constitution américaine que la Constitution argentine peuvent se proposer la solution de ce problème : Qu'est-ce que le Peuple?

La jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis a établi, par divers arrêts, le principe suivant, confirmé par nos traditions politiques et par le texte formel de la Constitution argentine : *Le Peuple est une partie de la société politique, investie du droit de voter, c'est-à-dire qualifiée à l'effet de faire des actes politiques, des actes de souveraineté, pour le gouvernement du pays* (1). Par conséquent, la plus grande partie de la *Population argentine* ne forme pas le *Peuple* proprement dit : N'en font partie ni la femme, ni l'enfant, ni les étrangers, ni les incapables pour quelque cause que ce soit. Le Peuple est constitué par les hommes qui, ayant atteint un certain âge, sont, aux termes de la loi, inscrits sur le registre civique dans le but de pouvoir délibérer, voter et exercer la souveraineté.

La *Nation* n'est pas non plus la *Population*. Nous avons vu que dans la *Population* argentine coexistent plusieurs des *nations* indigènes distinctes et des masses d'immigrés provenant de plusieurs nations étrangères. Nous savons qu'aujourd'hui même, dans le Chaco, dans la Terre de Feu et peut-être dans la Cordillère des Andes vivent des *nations* indigènes qui, bien qu'elles fassent partie de la *Population* de la République Argentine et constituent des éléments assimilés par elle, conservent cependant leur intégralité sociale et politique. Nous ne pouvons admettre non plus comme synonymes les termes *Peuple* et *Habitants*. Le Peuple, qualifié tel, est le cerveau et le muscle

(1) Paschall, *Annotated Constitution*, p. 59, dit : « Properly the People means the qualified voters ».

le plus puissant de l'État; il est l'interprète de ses fins et forme le droit en développant la morale et la justice pour l'appliquer aux relations sociales. Le Peuple est l'ouvrier infatigable de la vie collective; il est la plus haute expression scientifique de la conglomération humaine parce que, ainsi que je l'ai déjà dit, le gouvernement est éminemment scientifique à l'époque moderne.

Le Peuple est dans l'État une minorité légalement privilégiée, une sorte de classe sacerdotale à laquelle, comme à la tribu de Lévi gardienne du tabernacle, est réservé le gouvernement de l'État. Ainsi, l'État est gouverné par le dix pour cent de la population à peu près. Le Peuple doit donc être honnête, éclairé, sage. La *nature*, les *mœurs*, la *raison*, c'est-à-dire les influences physiques, morales et intellectuelles forment son caractère.

VI. **Son éducation.** — Ces conclusions nous rémémorent le problème de l'éducation du Peuple, c'est-à-dire la nécessité de perfectionner l'esprit de chaque citoyen, de l'affranchir des préjugés, des passions et des influences pernicieuses, de lui créer un milieu tel que, en travaillant individuellement comme organe de la souveraineté collective, il concoure au bien général et non au malheur de la communauté qui, en définitive, en dernière analyse est son propre malheur, bien que parfois les apparences semblent indiquer le contraire. Le perfectionnement de l'individu est le perfectionnement de l'État, parce que l'État étant né de la solidarité humaine, les devoirs de l'État sont une partie des devoirs de l'homme; en d'autres termes, la politique ne peut nous faire oublier les *droits* et les *devoirs* que les hommes doivent reconnaître et observer entre eux.

VII. **Droits et devoirs de l'État.** — Il nous faut donc déterminer ces droits et ces devoirs qui servent d'appui à tout le fonctionnement de l'État, sont la cause de la pros-

périté et de la grandeur des nations ou de leur décadence, la source du droit national en relation avec la collectivité nationale et avec les collectivités étrangères, origine des relations réciproques des États. Cette matière exige de grands développements ; je préfère donc la traiter dans la prochaine conférence afin de ne pas sacrifier les points de vue les plus importants à l'extrémité pressante du temps. Je démontrerai alors que l'idée moderne de l'État est multiple puisque aucun pays civilisé n'a le droit de se replier sur lui-même. Les États ont des devoirs tant à l'égard de leur propre population qu'à l'égard des autres États et des populations étrangères. En étudiant ces questions topiques, nous verrons, d'une manière documentée et concluante, que la nation qui a défini clairement et complètement les droits de l'État et du Peuple envers les autres États et les autres Peuples, de même qu'à l'égard de tous ceux qui l'habitent, c'est la République Argentine dont la Constitution est le code le plus complet, le plus avancé du droit des étrangers qui ait été écrit par les hommes. Nous verrons aussi combien sont grandes l'erreur et l'injustice de certains écrivains étrangers et argentins quand ils attribuent l'état actuel de la civilisation de notre pays conquise avec la coopération du monde entier, au climat et à la fertilité du territoire. Il n'y a pas de climat, aussi fertile qu'il soit, ni de territoire, aussi riche qu'il paraisse, qui possède la puissance d'enraciner une grande civilisation, si, dans ce territoire, il n'existe pas une population hospitalière et généreuse qui ait fait sienne la cause de l'étranger et protège celui-ci contre l'injustice et la violence! Les Peuples sont grands, non parce qu'ils possèdent des richesses territoriales comme la Chine, ou sont maîtres d'îles idéales comme le Japon, mais seulement quand ils se sentent une âme noble et généreuse animée de l'esprit de tolérance pour les idées sociales, politiques et religieuses, qui est la base du bien-être de l'homme et de la famille. Et c'est là la base de la transformation de l'Argentine !

QUATRIÈME CONFÉRENCE

Droits et devoirs de l'État.

Sommaire. — I. Droit public et Droit privé. — II. L'État universel. — III. Diversité des États. — IV. L'État et l'Individu. — V. La Liberté et la Paix. — VI. Droits et devoirs internationaux. — VII. Élasticité ou flexibilité des Institutions. — VIII. Examen comparé de la Constitution argentine et de celle des États-Unis d'Amérique. — IX. *Citizens*. — X. Condition juridique des Étrangers. — XI. Originalité et avantages de la Constitution argentine. — XII. Naturalisation en général.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Droit public et Droit privé.** — L'État est le but le plus élevé de la société politique. S'inspirant de la justice, elle promulgue les règles du Droit public et du Droit privé qui permettent d'atteindre à ce résultat. Ces règles se présentent sous quatre points de vue généraux : ce sont les lois *naturelles*, les lois *juridiques*, les lois *morales* et les *fictions légales*, qui sont aussi des lois, parce qu'elles exercent une action dirigeante et influent sur le gouvernement. Les lois *naturelles* sont des relations de cause à effet; elles se présentent primitivement à l'esprit humain sous une forme confuse, de telle sorte que ce n'est qu'à notre époque actuelle seulement que l'Humanité est parvenue à une conception plus claire et plus parfaite de leur importance. Les lois naturelles produisent leurs effets dans l'or-

dre physique et dans l'ordre moral. Les lois naturelles constituent aussi la source où viennent s'inspirer les lois juridiques, parce que, à mesure que l'esprit de l'homme se plie à la discipline, les notions déterminées par les idées innées se traduisent aussi par des solutions pratiques de Droit. De là naissent les lois *juridiques,* par suite du travail d'élaboration de la société dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire par l'œuvre des populations constituées en États et par l'action réciproque de ceux-ci. Ces lois fonctionnent avec trois caractères : elles *permettent,* elles *ordonnent,* elles *défendent,* au moyen d'une sanction qui garantit l'efficacité de leurs commandements. Les lois *morales,* de l'accomplissement desquelles dépend spécialement la perfectibilité humaine sont soumises à l'empire de la *volonté* parce que l'homme peut les appliquer ou ne pas les appliquer, puisque l'État n'a pas établi une sanction en vue de leur mise à exécution ; mais elles exercent cependant une influence extraordinaire en raison de la direction qu'elles impriment à l'esprit de l'individu et à l'âme collective des États. A mesure que la culture intellectuelle des individus et des États atteint un degré plus élevé, les lois morales développent une action plus profonde et plus efficace qui devient la génératrice de toute l'économie sociale, politique et juridique. Enfin, les *fictions légales* forment le complément de ce tableau de l'évolution juridique de la vie humaine. L'*autorité de la chose jugée,* puis ce principe que *nul n'est censé ignorer la loi,* et aussi l'*extraterritorialité* diplomatique, sont des fictions légales.

De toutes ces fictions légales, la première est celle qui paraît la moins naturelle et la moins exacte, puisqu'il arrive que les juges commettent des erreurs, plus ou moins fréquentes, dans tous les pays du monde. Or, ce principe interdit à la société d'intenter une action en réparation du préjudice ainsi causé. Celui que l'on a, par erreur, passé par les armes, ou celui qui s'est trouvé

indûment dépouillé de ses biens, ne peuvent généralement pas obtenir leur réhabilitation ou la restitution de leur patrimoine, sauf dans le cas de circonstances extraordinaires, quand, par exemple, l'événement a profondément ému l'opinion publique, en provoquant ainsi une réaction qui devient le point de départ de la mise en discussion du fait nouveau. C'est ce qui est arrivé en France pour l'affaire Dreyfus. Le principe de la *non-admission de l'ignorance de la loi* n'est pas moins contraire à la vérité tangible, parce qu'il porte en soi l'affirmation d'un fait inexact. Le juge même qui prononce une condamnation en rejetant le moyen de défense tiré de l'ignorance de la loi ne connaît pas non plus la majeure partie des lois qu'il doit appliquer. La vie entière d'un homme ne serait pas suffisante pour apprendre, au point de vue de la science et de la critique, je ne dirai pas toutes les législations de l'Univers, mais seulement les lois de son propre pays. Un article de notre Code civil dispose que le juge ne peut se refuser à juger par suite du défaut de textes de lois ; puis, que, quand il n'en trouve pas, il lui reste à s'inspirer de l'esprit des Codes et des lois générales du pays ; et si ceux-ci ne lui donnent encore pas la solution cherchée, il doit recourir aux Codes et aux lois étrangers qui auraient prévu le cas qui l'occupe ; et s'il ne trouve pas non plus la solution dans ces lois étrangères, il est obligé de faire appel à la doctrine. Imaginez-vous la situation d'un juge argentin, parfois contraint de se prononcer après avoir recherché dans le Droit du monde entier la base de sa décision ! Ce juge doit nécessairement ignorer le Droit dans des proportions aussi vastes ; et, avec encore plus de raison, la masse l'ignore bien davantage puisqu'elle n'étudie pas les Codes, ni l'énorme quantité de lois promulguées annuellement dans chaque pays !

Enfin, l'*extraterritorialité diplomatique* qui considère la maison habitée par le diplomate comme une fraction du

territoire qu'il représente, constitue aussi une inexactitude matérielle. La maison occupée par la Légation d'Italie à Buenos-Aires fait évidemment partie du territoire argentin et non du territoire italien. Cependant la fiction légale décide le contraire.

Les fictions légales ont pour fondement l'ordre public; ce sont des concessions faites par la liberté civile et le droit de l'État, même à l'encontre de la vérité absolue, dans l'intérêt du maintien de la stabilité des droits et de l'ordre publics qui seraient troublés si n'importe qui pouvait se révolter contre les décisions de Justice, sous le prétexte d'ignorer qu'il est défendu de tuer ou de voler, ainsi qu'il est établi par la loi; ou bien encore si le premier venu pouvait offenser un diplomate parce que celui-ci vit dans un territoire étranger et non dans sa propre patrie.

II. **L'État Universel.** — *L'ordre juridique universel* repose donc sur cet ensemble d'actes positifs et moraux. La situation que je viens d'expliquer ne correspond nullement à un territoire déterminé; elle n'est pas le patrimoine d'un seul État. Ce sont là des principes universels et éternels qui s'appliquent à l'Humanité tout entière et dans tous les temps. De là surgit l'idée d'un *gouvernement universel*, la théorie de l'*État mondial*, quelle que soit la forme qui serait alors adoptée par les hommes, — rêve qui a été réalisé en partie autrefois, parce qu'à ces époques, la géographie et les temps l'ont permis, d'abord par l'*Orbe romanus* d'Auguste, et ensuite par l'essai moins heureux, moins étendu et de moins longue durée de Charlemagne au IX^e^ siècle. Mais, dans l'état actuel de la civilisation, avec l'élargissement du globe, pour ainsi dire, en présence des découvertes nouvelles, avec les moyens faciles et rapides des transports et des communications, en raison de la multiplicité des besoins, des aspirations, des tendances et des droits créés par les différentes zones géographiques et la nature même des intérêts opposés qui sont en jeu, l'État

universel n'est pas autre chose qu'un rêve, dont la réalisation demeure impossible. La science abstraite le conçoit et le désire. Je vous ai déjà rappelé la théorie allemande exposée par Bluntschli, d'après laquelle l'État c'est l'homme (1) et, comme cet auteur l'explique lui-même, l'État c'est la société humaine légalement organisée.

III. **Diversité des États.** — Mais cet État ainsi conçu est l'État tel qu'il devrait exister, si la nature permettait qu'il en fût ainsi ; mais comme elle ne le permet pas, cette même idée de solidarité universelle, politique et juridique, se réalise quand même au moyen de la division de l'Humanité. De là l'origine de la diversité des États établis sur des territoires qui sont séparés les uns des autres par des frontières déterminées. Cette division de l'Humanité correspond exactement à la subdivision interne des États en provinces, départements et districts, destinée à faciliter le gouvernement et l'application des règles juridiques.

L'Humanité s'est donc constituée en États, sans qu'il y ait eu rupture de la solidarité fondamentale. Une fois l'État organisé conformément à cette idée philosophique et sous la forme pratique du droit positif qui crée les États indépendants, mais solidaires, ceux-ci ont dû déterminer ce en quoi consistaient les *droits* et *devoirs* des habitants, sans perdre de vue deux grands principes : le premier, l'*idée humaine,* le second, l'*idée locale*. Cette *idée locale* n'est pas autre chose que la conséquence, ou l'agent d'exécution du premier principe; c'est elle qui donne l'origine aux droits et aux devoirs de la population et de l'État dont la formule concrète, de laquelle dépend la stabilité de la société et celle de l'État lui-même, se résume dans l'obéissance loyalement et sincèrement consentie par les habitants, d'une manière permanente, et aussi dans une obéissance égale aux lois de la part de l'État.

(1) V. cet ouvrage, p. 67.

Quand cet état d'équilibre s'est trouvé réalisé, les quatre ordres d'idées que nous avons énumérées produisent le développement harmonique et heureux de la conglomération sociale. Mais les droits et les devoirs de l'État dépendent du caractère que revêtent ses institutions. Il existe une idée erronée d'après laquelle ce serait la Constitution qui crée l'État. Le contraire est absolument certain : c'est l'État qui forme sa Constitution. Avant l'État lui-même, la volonté agissante du Peuple préexiste et donne à l'État et son origine et ses règles. Par conséquent, la volonté active d'un État, c'est-à-dire sa souveraineté, donne le caractère à l'État, et de ce caractère dépend à son tour l'empreinte que portent les droits et les devoirs de l'État envers les habitants et réciproquement.

IV. **L'État et l'Individu.** — Ce caractère dépend du concept moral, philosophique, politique, social et religieux de chaque groupement humain. Dans les temps d'obscurité, de même qu'aux époques de lumière scientifique, la solution du problème de la constitution de l'État se restreint à harmoniser deux entités qui se posent face à face : l'*État*, c'est-à-dire la masse agissant politiquement au moyen de son organe, qui est le Peuple, et l'*Individu*, faible et sans défense contre la masse organisée, mais fort et au-dessus de tout en tant qu'entité supérieure a tout ce qui a été créé. Si l'État reçoit une organisation d'après laquelle les droits naturels, juridiques et moraux qui constituent la base de la personnalité humaine sont amoindris et méconnus, nous aurons un État maladif, despotique, qui ne répondra pas à sa mission d'organisme régulateur du bien-être et de la félicité humains. Il sera devenu un agent destructeur des droits de la personnalité de l'homme. Si, au contraire, l'État se constitue dans le parfait équilibre de ses droits et de ceux de l'Individu, de manière à produire un fonctionnement régulier, harmonique, naturel et paisible, il en résultera alors l'Etat idéal, parfait,

dont les nations contemporaines cherchent à se rapprocher, mais que les plus avancées n'ont pas encore atteint.

V. **La Liberté et la Paix.** — L'État qui se forme comme organe de l'individu doit d'abord exister; le premier *droit* de l'État est par conséquent d'assurer sa *propre conservation* et son propre développement. Le premier *devoir* de la population des États, et du Peuple, organe vivant de la souveraineté et de la volonté sociale active, est de respecter l'existence de l'État et de le défendre. Quand l'État est *despotique*, les peuples se soulèvent, renversent ses autorités et souvent détruisent sa forme elle-même. Par conséquent, les abus de l'État, — le *despotisme*, — engendrent les *révolutions*. L'État, pondéré par les principes juridiques qui équilibrent à la fois les droits de l'individu et ses propres droits à la vie et à la conservation, fonde la *Liberté* et la *Paix*. Vous en avez un exemple d'actualité des plus intéressants dans la révolution du Mexique. Après trente-cinq années consécutives de présidences, — véritables dictatures dont la force et la fraude assuraient le renouvellement, — que recueille le Mexique en tant que bases pour la vie future de ses institutions? Ni partis politiques, ni classe dirigeante indépendante, ni paix, ni Peuple pourvu d'une éducation suffisante pour la vie civique, et son indépendance elle-même menacée en pleine guerre civile : la leçon est tout particulièrement grave pour les autres républiques d'Amérique, où l'on a prédit, il y a un demi-siècle, que la seule forme de gouvernement qui convienne au développement de ces pays est la dictature dissimulée, qui enrichit l'homme en tant qu'animal, mais amoindrit l'entité sublime de l'homme, être intelligent, de l'homme en tant qu'esprit!

Mais quand nous avons atteint, dans l'ordre social, à l'équilibre des droits de l'État et de l'individu dans la forme harmonique pratiquée d'une manière progressive par la civilisation contemporaine, nous n'avons pas encore achevé le cycle juridique de la vie collective.

VI. **Droits et Devoirs internationaux.** — Il ne faut pas oublier, en effet, que l'État n'a pas seulement des droits et des devoirs envers ses habitants. L'État contemporain, qui naît d'une conception humaine, reconnaît aussi, envers les autres États, des droits et des devoirs qui se traduisent en principes applicables aux ressortissants des autres États, c'est-à-dire aux *étrangers;* d'où il résulte que l'État contemporain ne doit pas seulement établir la *condition* juridique de ses nationaux, mais encore qu'il est aussi obligé, pour des raisons humaines de civilisation et d'intérêt local propre, de déterminer la *condition légale des étrangers* qui habitent son territoire. Telle est donc l'origine des droits et des devoirs *locaux* ainsi que des droits et des devoirs *internationaux*. Pour réaliser cette organisation compliquée de l'État, les peuples, agissant comme souverains, définissent les droits et les devoirs des habitants, des nationaux et des étrangers, dans leurs codes, leurs lois organiques, leurs ordonnances, leur jurisprudence et aussi dans la doctrine de leurs publicistes.

VII. **Élasticité ou flexibilité des Institutions.** — Il est évident que les pays d'organisation juridique écrite surpassent les autres au point de vue de l'efficacité de leur action. De là se dégage ce que je me suis permis d'appeler la théorie de l'*élasticité* ou *flexibilité* des institutions de l'État. Pour réaliser un tel cumul de droits et de devoirs concernant les habitants du territoire, de même que pour assurer le fonctionnement extrêmement compliqué de la vie politique et juridique interne dans laquelle interviennent les sujets du pays et les étrangers, il est nécessaire que l'État, en outre de sa législation écrite, soit doué d'un esprit public élastique et flexible qui lui permette de dominer les facteurs politiques, sociaux, religieux ou économiques qui fermentent à chaque période de sa vie sociale. L'Etat qui manque d'élasticité ou de flexibilité pour faire face à toutes ces causes, demeure stationnaire et est des-

tiné à succomber. L'État qui possède la flexibilité ou élasticité est l'État évolutionniste par excellence qui s'élèvera et surmontera les obstacles en procréant des forces nouvelles à la hauteur de ses infortunes.

Permettez-moi d'illustrer par quelques exemples ce point si important. Une Constitution flexible et élastique, — qui n'est même pas écrite, mais se trouve formée par des traditions accumulées de principes et de règles dispersés dans la jurisprudence et dans la politique, — est celle de l'Empire Britannique. Je vous ai déjà expliqué, dans le discours d'inauguration de ces conférences, comment cet Empire s'est agrandi; de telle manière que, fondé sur des principes excluant les droits des étrangers, et limitant aussi en grande partie les droits de ses propres nationaux, il a évolué constamment jusqu'à supprimer, en 1870, la prohibition de caractère féodal, faite aux étrangers, de pouvoir acquérir des biens immeubles dans le territoire britannique. Je cite cet exemple comme l'un des plus typiques dans le Droit public et dans le Droit privé, étant donnée l'importance du régime de la propriété du sol dans l'organisation politique d'un État. Ce fut un grand acte de flexibilité que le fait de céder à l'esprit ambiant de l'époque et aux solidarités de la vie moderne, pour permettre à l'Empire Britannique d'éviter l'isolement et le mettre à l'unisson des tendances universelles et le faire profiter, par surcroît, de la richesse et du bien-être des autres continents qui ont à Londres une sorte de *clearing house* où vient se fondre la plus grande partie de l'activité économique du monde entier.

La France est l'exemple d'un pays qui possède une Constitution écrite, moins flexible et moins élastique que la Constitution anglaise, mais également influencée par les conditions générales de la civilisation. L'article 3 du Code civil français dispose que « les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étrangers ». Mais cet article n'a pas

prévu la proposition inverse; il n'a pas dit quelle est la condition des étrangers résidant en France. L'omission du Code isolait la France du monde et posait un problème très grave pour les étrangers qui viennent dans ce pays de grande et notoire attraction universelle. Le silence de la loi équivalait à la négation de ces droits; et c'est bien ainsi que le comprirent des jurisconsultes éminents et que diverses décisions judiciaires l'établirent. Mais un siècle d'influence et d'action externe, un siècle d'élaboration réflexe, ont obligé la jurisprudence et les Cours de justice supérieures françaises à donner à ce texte inflexible de la loi, l'élasticité nécessaire pour permettre à la vie juridique d'y devenir possible désormais pour les étrangers, en établissant alors pour eux le même traitement que celui dont jouissent les Français qui résident en dehors de leur pays.

Parmi les Constitutions rigides quant à la forme, comprises dans des statuts définis par écrit, je rappellerai aussi celle de l'Italie. Mais le Code civil de ce pays établit que la condition juridique des Italiens à l'étranger au point de vue de l'état et de la capacité des personnes, est régie par leur loi nationale, et que les étrangers qui vivent sur le territoire italien sont à leur tour régis par les lois de leurs pays respectifs. De cette manière les solutions s'équilibrent, et il s'établit ainsi une sorte d'État humain, plus que national, pour régir la vie juridique de tous les habitants d'un pays, quelle que soit leur nationalité.

Un exemple de Constitution inflexible, résistante, d'un état social réfractaire aux réactions extérieures, nous est offert par l'Espagne, notre mère patrie, spécialement dans son histoire au XIX^e^ siècle. Des hommes éminents, des penseurs illustres, des hommes d'État de haut rang lui avaient prédit qu'elle perdrait ses colonies, si elle ne voulait pas se mettre à l'unisson des aspirations de l'ambiance moderne en leur accordant la liberté et l'autonomie, comme le faisaient les Anglais, les Allemands, les Français,

les Italiens et les peuples colonisateurs. Un esprit exagérément conservateur d'une part, et d'autre part l'indifférence et la négligence administratives avaient cristallisé l'Espagne dans son vieux système colonial (1).

Les États modernes ne peuvent donc réaliser le quadruple aspect juridique de leur organisation et de leur développement, si ce n'est au moyen d'institutions écrites, pratiquées dans la forme évolutive et qui suivent et accompagnent le mouvement progressif de l'Humanité dans les divers ordres d'idées où il se manifeste. Par bonheur, un semblable champ d'action se rencontre dans la République Argentine. Les États-Unis d'Amérique et la République Argentine sont des pays régis par des Constitutions rigides, inflexibles, parce que les droits et les devoirs de l'État et des habitants (nationaux et étrangers), sont énumérés dans leurs textes ou sont déduits par la doctrine et la jurisprudence de la lettre exprimée dans leurs articles.

VIII. **Examen comparé de la Constitution argentine et de celle des États-Unis d'Amérique.** — J'arrive ici à l'opinion qui a été soutenue maintes fois dans les congrès et dans les universités et à laquelle j'ai fait allusion dans les conférences précédentes et d'après laquelle notre Constitution serait une copie de la Constitution américaine. Je vais rectifier complètement cette opinion en tant qu'elle concerne la matière que nous étudions, de même qu'elle peut être redressée aussi à d'autres points de vue.

En 1894, lorsque j'avais l'honneur de représenter la République Argentine à Washington, le président de la

(1) Parmi beaucoup d'autres, il y a lieu de rappeler tout particulièrement la savante prédiction répétée pendant trente ans par M. Rafael M. de Labra, Espagnol illustre, membre du sénat espagnol et dont le patriotisme est hautement respecté. Il annonçait la perte des colonies et réclamait des actes de prévoyance gouvernementale, une réaction contre la Constitution, de la flexibilité et de l'élasticité au point de vue juridique pour les sauver... Cf. E.-S. Zeballos, dans la *Revistà de Derecho, Historia y Letras,* XL, p. 440.

Cour suprême (Justicia Mayor) Mellville S. Fuller et quelques hommes éminents du Congrès me prièrent de leur faire une conférence dans laquelle la Constitution américaine devait être comparée avec la nôtre. Cette conférence a été lue en langue anglaise, dans l'église de Covenant, à défaut d'un local plus vaste, puis imprimée et publiée dans diverses brochures (1). Elle a été très honorablement appréciée par l'éminent publiciste Bryce qui est venu dernièrement à Buenos-Aires. M. Bryce qui a écrit les études les plus approfondies sur les Constitutions des États-Unis, de l'Australie, du Dominion du Canada et des États-Unis de l'Afrique du Sud (2), faisait le plus grand cas des idées nouvelles qu'elle suggérait relativement à nos institutions. Dans cette circonstance, des constitutionnalistes notables firent honneur à la République Argentine en me déclarant que les Américains devraient introduire dans leur Constitution plusieurs des solutions de l'Argentine.

Je veux parler du régime des droits et des devoirs de l'État à l'égard des étrangers, parce que je n'ai pas à m'occuper des droits et des devoirs de l'État envers ses sujets, cette matière correspondant au cours de Droit constitutionnel. La Constitution des États-Unis, de même que la Constitution argentine, ont adopté le système de l'exposé, dans leur préambule, de l'idéal et du but qui les ont inspirées. On dirait que chacun de ces préambules est une goutte d'essence extraite d'une très grande quantité de matériaux. Très peu d'États européens suivent ce système. Parmi les Constitutions dont j'ai pris connaissance, je rappellerai celle de l'Allemagne qui crée et organise

(1) El Justicia Mayor (Chief justice) Fuller est décédé il y a peu d'années. Cf. E.-S. Zeballos, *The Rise and Grow of the Argentine Constitution, etc.*, Washington, 1893, réimprimé à Buenos-Aires en 1907.

(2) James-G. Brice, *The American Commonwealth*, 2e édit., New-York, 1895; *Studies on History and Jurisprudence*, Oxford, 1901. Ces deux ouvrages sont en deux volumes chacun.

l'Empire pour la conservation et le bonheur des États qui le composent et de leurs habitants ; celle de Suisse qui est formée par une sorte d'alliance d'États qui ont pour but d'assurer leur indépendance et le bien-être des individus. Ce sont les deux plus caractéristiques. Les Constitutions françaises des diverses époques et celle des Etats italiens ont pour objet d'organiser l'État et d'assurer le bien-être et la félicité de leurs sujets. En Amérique, la Constitution de ce que j'appellerai la République des États-Unis du Canada établit — ce qui est admirable — qu'elle est constituée pour favoriser le bien-être de l'Empire Britannique et celui de son propre territoire. La moderne Constitution du Brésil comporte une règle analogue ; et la Constitution des États-Unis d'Amérique, qui organise une nation pour ses seuls nationaux, concorde avec toutes les précédentes. La Constitution, votée par l'Assemblée de 1776, déclarait, en effet, qu'elle avait pour objet de mettre fin aux rivalités et ressentiments locaux des divers États qui ont constitué l'Union. Il fallut cependant une lutte de soixante ans, terminée par la guerre de la Sécession, une des plus sanglantes dont l'Humanité ait donné le spectacle, pour qu'enfin la Constitution fût imposée de vive force après que des flots de sang eurent été répandus sur toute l'étendue du territoire national. Il y a lieu de prendre note de cette circonstance qui nous révèle que les Constitutions les plus heureuses ne sont pas toujours celles qui, théoriquement et scientifiquement, sont les plus perfectionnées, mais bien celles qui s'adaptent le mieux à la nature du peuple. Pour cette raison, la Constitution anglaise est éminemment progressiste ; il n'a pas été nécessaire de la constater par écrit, ni pour les Anglais d'abuser du rappel de son souvenir. La Constitution américaine et la Constitution argentine sont des Constitutions académiques, établies pour des peuples qui n'étaient pas encore suffisamment préparés pour les comprendre et les mettre en pratique. Il en résulta, comme conséquence,

l'obligation de les imposer au moyen de douloureux sacrifices de larmes et de sang !

« Nous, Peuple des États-Unis, dans le but de réaliser une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la paix intérieure, de pourvoir à la défense commune, de favoriser le bien-être général et d'atteindre les bienfaits de la liberté pour nous et pour notre postérité, ordonnons et établissons une Constitution pour les États-Unis d'Amérique » (1). Dans ce préambule ne se trouve compris seulement que l'élément *national*. Il est fait abstraction d'une manière absolue de l'idée *internationale*. Il n'est fait aucune allusion aux droits des étrangers auxquels doivent leur grandeur les États-Unis, civilisation européenne transplantée et transformée par le milieu et par les circonstances favorables. On dirait que les États-Unis poursuivaient l'utopie de s'isoler du reste du monde? Comment se traduit, dans la pratique, le préambule de la Constitution américaine? En d'autres termes, quelles sont les dispositions des lois américaines sur la matière que nous étudions?

IX. **Citizens** (2). — Il est nécessaire de faire ici une

(1) Whe le People of the United Slates, in order to form a more perfect Union, establish Justice, insure domestic tranquillity, provide for the common defense, promote the general Welfare and secure the Blessings of Liberty to *ourselves and our* Posterity, do ordain and slablish this Constilucion *for the United States of America* (texte officiel).

(2) « Nothing, said John C. Calhoun, is more difficult than the definition or description of so complex an idea as a *citizen,* and hence all arguments resting on one definition in such cases almost necessarily lead to uncertainty and doubt. But though we may not be able to say with precision what a *citizen* is, we may say with the utmost certainty what he is not. *He is not an alien.* » (James-W. Garner, *Introduction to political science*, etc., New-York, 1910, p. 331, note 2). Compare the opinion of the United States Supreme Court in the case of Minor v. Happersett, 21 Wall. 162, where, in distinguishing between the terms « citizen », « inhabitant », and « subject », the Court said : « Citizen is now more commonly employed, however », and as it has been considered better suited to the description of one living under a republican government, it was adopted by nearly all the states upon their separation from Great Britain and was afterwards adopted in the Articles of

digression de philologie politique. Dans la Constitution américaine, nous lisons fréquemment le mot *citizens*. Comment devons-nous le traduire? En matière sociale et politique — et ceci est un conseil que j'adresse spécialement aux étudiants — les traductions machinales conduisent habituellement à d'irréparables erreurs. Il y a des mots intraduisibles qui représentent cependant des idées complexes qu'il faut expliquer. Ainsi, par exemple, les professeurs rédacteurs du nouveau Code civil allemand ont créé quelques termes nouveaux pour qualifier certaines servitudes de passage en faveur de la personne qui possède une petite maison enclavée au fond d'un bois et à laquelle il faut une issue sur un chemin public en traversant d'autres propriétés. Or ces termes enveloppent une idée qui ne peut être comprise qu'au moyen d'une explication. Le mot *citizens* paraît dériver de *city* (ville, cité) et, par conséquent, du latin *cives*. Mais ces derniers mots, dans leur sens étymologique, ne correspondent pas au terme du droit américain. Il est extraordinaire que la Constitution américaine n'ait pas donné la définition du mot qu'elle emploie, et l'on a soulevé des difficultés d'in-

Confederation and in the Constitution of the United States » (Garner, *ouv. cit.*, 332, note 3). Garner penche vers l'adoption du mot *subject* (subdito). Voici ses paroles : « As descriptive of a strict legal status, howerer, the term « subject » is as applicable in republics as in monarchies, and but for its historical associations no valid objection could be urged against it. The employment of this term to describe the status of the inhabitants of the insular possessions of the United States certainly ought not to be objectionable. It also suitably describes the members of Indian tribes; and formerly it might have appropriately been employed to describe the slave class and to a less extent the class of free negroes ». Il y a lieu de remarquer que les femmes et les enfants demeurent exclus dans l'énumération finale : « The attorney general of the United States in his argument in the insular cases maintained with ability that the inhabitants of the insular possessions were subjects rather than citizens. But owing to the fact that the term is « foreing to our legal system, and alien to our trend of political thought », the word « national » has, he said, been suggested as one which « fits the oase more accurately and bears with it no unpleasant inference of inferiority or servitude to an individual ». F.-R. Coudert, Jr., *Columbia Law Review*, January 1902.

terprétation sérieuses quand il s'est agi de déterminer certains droits, — comme lorsque, par exemple, la question s'est posée de savoir à quelle nationalité devait appartenir un enfant qui réclamait les biens d'une succession. Ces incertitudes furent l'origine de la correction sanctionnée par l'amendement XIV de la Constitution. La Convention parle de nouveau des *citizens,* mais elle ne définit nullement l'idée que renferme ce terme. Elle s'exprime ainsi : « Toutes les personnes *nées* ou *naturalisées* dans les États-Unis et soumises à leur juridiction sont *citizens* des États-Unis et de l'État dans lequel elles résident » (1).

De manière que pour posséder le titre de *citizen* aux États-Unis, il est nécessaire d'*être né dans le pays* ou d'avoir obtenu ses *lettres de naturalisation ;* il faut en outre que la personne née ou naturalisée soit soumise à la juridiction locale (*jurisdiction thereof*), c'est-à-dire qu'elle soit domiciliée. Les Américains nés dans le pays ou naturalisés, mais *qui n'y sont pas domiciliés,* ne sont donc pas *citizens* aux yeux de la Constitution des États-Unis, de même que les étrangers ne le sont pas davantage, bien qu'ils soient domiciliés, et cela par suite du fait qu'ils sont nés en pays étranger et qu'ils n'ont pas obtenu leurs lettres de naturalisation.

On trouve donc dans l'organisation constitutionnelle du peuple américain des règles qui excluent de l'élément politique de l'État de grands groupes humains formés de personnes *nées dans le pays,* de *naturalisés* et d'*étrangers.* La Cour Fédérale des États-Unis a rendu plus de trois cents arrêts pour interpréter le terme *citizens* et ses conséquences en Droit public et en Droit privé. Celui que l'on considère comme le plus important (*leading case,* comme disent les Américains) a été rendu en 1856 dans le procès *Dred Scott cf. Sanford,* rapporté dans le tome XIX du

(1) Article XIV, section I. All persons born or naturalized in the United States and subject to the jurisdiction thereof, are citizens of the United States and of the State wherein they reside.

Recueil des Arrêts de la Cour Suprême des États-Unis, série publiée par le secrétaire Howard (1). Il s'agit d'une sentence étendue qui étudie la doctrine de la Constitution sur le mot *citizens,* et ne parvient qu'à démontrer seulement le défaut de préparation scientifique et la confusion des idées des juges sur cette matière. Je vais exposer brièvement la doctrine de cet arrêt. La Cour dit : « Les mots *peuple* des États-Unis et *citizens* sont deux termes synonymes qui ont la même signification. Tous les deux définissent le *corps politique* qui, conformément à nos institutions républicaines, produit la souveraineté qui maintient le pouvoir et dirige le gouvernement au moyen de ses représentants. Ils sont ce que nous appelons familièrement le *peuple souverain* et chaque *citizen* est l'un des membres dudit peuple et l'un de ceux qui constituent cette souveraineté » (2).

(1) Cette série correspond au volume 60 des Arrêts de cette Cour dans les éditions de numérotage courant, année 1856, December Term., XIX; Howard, 393-633; Edition *Lawyers Cooperative,* etc., New-York, 1884, 660, p. 691.

(2) The words « people of the United States and *citizens* are synonymous terms and mean the same thing. They both describe the political body who, according to our republican institutions, form the sovereignty and who hold the power and conduct the government, through their representatives. They are what we familiarly call the « sovereign people » and every citizen is one of this people, and a constituent member of this sovereignty ». *United States Supreme Court Reports,* t. LX, p. 700, 2e colonne). Moore émet l'opinion suivante : « There cannot be a *nation,* without a *People.* For convenience it has found necessary to give a name to this membership. The object is to designate by a tittle the person and the relation he bears to the nation. For this purpose the words *subject, inhabitant* and *citizen* have been used, and the choice be tween them is sometimes made to depend upon the form of the government. *Citizens* are members of the political community to which they belong. They are the *People* who compose the community..... (John Basset Moore, *A Digest of International Law,* etc. Washington, 1906, III, 274-275). Les mots *inhabitants* et *People* sont employés impropremenl. Le premier se réfère à l'ensemble de la population et comprend les *étrangers* et les Américains non domiciliés qui ne sont pas *citizens. Peuple* (*People*) veut dire les personnes qui ont le droit de voter ; mais les enfants et les femmes sont aussi *citizens* et ne font pas partie de l'organisme de la souveraineté, *the People, le Peuple.* Il y a donc lieu de remarquer que, aujourd'hui même, les hautes autorités américaines n'ont pas encore des idées bien nettes sur ce point.

Quelle est, dans cet arrêt, la signification des mots *corps politique?* Est-ce la nation au point de vue anthropologique, l'ensemble, la masse de la population? Ou bien s'agit-il de cette partie de la masse de la population qui a qualité à l'effet de voter et d'exercer la souveraineté et qui, comme je l'ai dit dans des conférences antérieures, a reçu, suivant d'autres arrêts de la même Cour des États-Unis, le nom de *Peuple* (*People*) (1)? Si le « corps politique » est la population, il ne peut être composé à l'exclusion de tous autres de ceux qui exercent la souveraineté populaire, ainsi que l'arrêt le déclare, parce qu'il ne peut comprendre que ceux qui sont qualifiés pour voter et que, suivant les termes mêmes de l'arrêt, on devrait ajouter à ceux-ci les enfants, les femmes, les nègres et les étrangers qui n'étaient pas *citizens* des États-Unis, si ce n'est en conformité de l'amendement XIV, quand ils sont nés dans le pays, ont été naturalisés et y sont domiciliés.

La Cour elle-même se contredit plus loin. « Indubitablement, ajoute-t-elle, une personne peut être *citizen*, c'est-à-dire *membre de la communauté qui exerce la souveraineté*, même quand elle ne prend pas part à l'exercice du pouvoir public et même dans le cas où elle est incapable de remplir des emplois déterminés. Les femmes et les enfants mineurs qui font cependant partie de la *famille politique* ne peuvent pas voter. De même encore la loi de l'État peut autoriser une personne à voter, même quand cette personne ne serait pas *citizen* du dit État. Effectivement, dans quelques-uns des États de l'Union, les étrangers non naturalisés sont autorisés à voter, et l'État peut accorder le même droit aux nègres et aux mulâtres libres;

(1) « Negroes whether slaves or free, were not included in the term *people* or *citizens of the United States* » (G.-W. Paschall, *The Constitution of the United States defined and carefully annotated,* etc., Washington, 1878, p. 55). Cet état de choses a été modifié par l'amendement XIV précité et les nègres ont été admis à faire partie du *Peuple,* c'est-à dire de ceux qui sont qualifiés pour exercer la souveraineté.

mais cette circonstance ne les transforme pas en *citizens* de cet État ou encore moins en *citizens* des États-Unis (1).

(1) Undoublely, a person may be a citizen, that is, a member of the *community* who form the sovereignty, although he exerciser no share of the political power and is incapacited from holding particular offices. Women and minors, who form a part of the *political family,* cannot vote. So, too, a person, who is not a *citizen* even of the State itself, may be entitled to vote by law of the State. And in some of the States of the Union *foreigners not naturalized are allowed to vote.* And the State may give the right to free negroes and mulattoes, but that does not make them *citizens* of the State (*U. S. Supreme Court, Ibidem,* t. 60, p. 707-708).

Le mot *citizens* que je traduis par *nationaux* se prête à de nouvelles interprétations dans son application à la compétence des tribunaux fédéraux des États-Unis pour connaître des procès entre les « *citizens* d'États différents ». La Constitution argentine supprime les controverses au moyen de l'énumération des procès « entre domiciliés (*vecinos,* habitants) en différentes provinces » (article 100). Cela est possible, parce que la République Argentine reconnaît une seule nationalité, tandis qu'aux États-Unis il y a la nationalité de la République et la nationalité de chaque État particulier. La jurisprudence discute sur ce dernier aspect de la question au point de vue de la compétence. On a prétendu qu'un État (province) de l'Union pouvait être considéré comme *citizen* (une personne nationale) aux effets de la loi. La Cour suprême fédérale a décidé le contraire. « *A State is not a citizen* », dit-elle dans le tome 155 de ses arrêts, p. 482, affaire du *Postal Cable C°* contre *Alabama.* Les sociétés anonymes *(corporations)* sont, aux États-Unis, *citizens* de l'État provincial ou de la Nation, selon l'autorité qui a approuvé leurs statuts (Cour fédérale, t. 170, p. 103, affaire *Barrow Steamship* contre *V. Kane*). La République Argentine soutient le même système, mais en considérant les sociétés comme *vecinas* (domiciliées) dans les provinces ou dans la Nation. Les *citizens* ou nationaux du district fédéral de Columbia ou des territoires fédéraux ne sont pas *citizens* ou nationaux d'un État (province) aux effets de la loi : ils sont *citizens* de la Nation (Cour suprême, arrêts, t. 166, p. 395, affaire *Hove* contre *Gamieson*). Le Congrès argentin a sanctionné la loi du 18 septembre 1884 contenant des dispositions contraires. L'auteur de cet ouvrage était alors député national et a combattu l'erreur, ainsi qu'il est indiqué dans le *Diario de sesiones de la Camara de Diputados* de 1884, I, 593 et *passim.* Aux effets de la loi, *citizenship* signifie, en droit américain, *domicile* dans son acception générale (James Love Hopkins, *The Judicial Code,* etc., Chicago, 1911, p. 44). « *Full citizenship* is the enjoyment of all the rights and privileges which the laws of a society allow to its members when at home, and equal protection when abroad. It consiste of : First. In the privilege accorded to members of participating in the legislative branch of the government, of legislating and being represented in the legislative department. Second. Subjection to the executive branch. Third. The right to have rights determined and wrongs redressed in the judiciary department. Fourth. There being no grades or degress of citizenship, the privilege to call for protection from his govern-

Il y a lieu de remarquer que la Cour appelle *commu nauté* dans ce paragraphe ce qu'elle désignait antérieurement sous le nom de « *corps politique,* alors qu'elle aurait pu employer des termes techniques connus : *société, habitants* ou *population*. Je mets aussi en garde contre la confusion et le manque de précision du langage quand il applique le mot de *famille politique* à la masse anthropologique, à la nation.

De sorte que le mot *citizens* ne comprend pas seulement, comme le dit la Cour suprême, la partie de la population qui exerce la souveraineté, parce que celle-ci est seulement formée par les citoyens proprement dits, ceux qui ont le droit de voter. *Citizens* suggère une idée plus générale, qui désigne la partie des *habitants du pays* qui y sont *nés* ou qui y ont été *naturalisés,* et qui en outre et comme condition indispensable y ont leur domicile, c'est-à dire les membres de la *nation* anthropologique et les naturalisés. Les étrangers demeurent exclus aux termes du texte de la Constitution, de sorte que les droits et les garanties reconnus par la Constitution des États-Unis sont réservés aux *citizens* et ne profitent pas aux étrangers (1).

ment when abroad equally which other citizens of the State of which he is a member » (Prentiss Webster, *A treatise on the Law of citizenship in the United States,* etc., Albany, N.-Y., 1891, p. 48). En conséquence, je traduis le mot *citizenship* par *nationalité.* Je n'adopte pas la forme usitée en Europe de *droit de citoyen*, parce que *citoyen* comporte une idée plus limitée de politique locale, selon les explications données.

(1) National character in legal and diplomatical discussions usually is denoted by the term *citizenship*. In most cases this is not misleading, since citizenship is the great source of national character. It is not, however, the only source. A temporary national character may be derived from service as a seaman, and also, in matters of belligerancy, from domicil, so that they may exist between one's citizenship and his national character for certain purposes, an actual diversity. For these reasons in my work on *International Arbitration,* I gave to the Chapter in which citizenship is discussed the title of *Nationality in order that it might comprehend not only those who may be called* CITIZENS, but also those who, whether they be *citizens or not,* may be called *nationals citizenship,* strictly speaking is a term of municipal law, and denotes the possession within the particular State of full civil and political rights subject to special qualifications, such as minority or sex

X. **Condition juridique des étrangers.** — Quelle est la condition juridique des étrangers d'après la Constitution américaine ? L'Acte de la proclamation de l'Indépendance des États-Unis dérivant des hautes conceptions humanitaires des philosophes du XVIII[e] siècle a déclaré que tous les hommes sont égaux et que le Créateur les a mis au monde avec des droits inaliénables à la vie, à la liberté et au bonheur (1). On a dit que le préambule de la Constitution prenait son origine dans ces principes; mais j'ai démontré que ce préambule élimine l'élément *humain* et parle seulement de l'élément *national*, des auteurs de la Constitution et de leurs descendants. La Constitution américaine mentionne une seule fois le mot étrangers, dans l'article 3, section II, quand elle donne la définition de la juridiction originaire de la Suprême Cour (2). Quelle est alors la condition juridique des étrangers aux États-Unis, puisque le préambule de la Constitution, en restreignant la conception humanitaire universelle de l'Acte de Déclaration d'Indépendance, garde le silence à leur sujet ?

La situation juridique des étrangers, que nous devons rechercher dans la doctrine, dans la jurisprudence et dans les lois partielles a été — ainsi que le fait observer Warthon, l'éminent commentateur américain de Droit International privé (3) — incertaine et précaire, sous la dépendance des évolutions et de la jurisprudence et de la légis-

(J.-B. Moore, *Digest, ouvrage cité*, III, 273). Moore est dans la vérité. Les *nationaux* sont tous ceux qui ont le droit de voter et les femmes, les enfants, les incapables, etc.

(1) We hold these truths to be self-evident, that all men are created equal; that they are endowed by their Creator with certain unalienable rights; that among those, are, life, liberty and *pursuit* of *happiness (The Declaration of the Independence)*.

(2) The Judicial power shall extend to all cases in law and Equity, arising under this Constitution, etc... to controversies between a State the *citizens* thereof and *foreign States citizens or subjects* (Constitution des États-Unis, article 3, section II, *in fine*).

(3) Francis Wharthon, *A treatise on the Conflict of Laws or Private International Law,* etc., Rochester, 1905, I, 64 et suiv.

lation multiple et variée que produisent un Congrès fédéral et quarante-six législatures locales. La situation des étrangers aux États-Unis est d'autant plus compliquée que la législation privée n'est nullement uniforme dans ce pays où il n'existe pas de codes nationaux conformes au système des nations européennes et de la République Argentine. Chaque État, d'après son propre système, a organisé son régime particulier de la famille et de la propriété et des droits privés ; de manière que l'on trouve en réalité quarante-six systèmes différents sur la législation civile, la législation commerciale, la législation pénale, etc... Comment, se demande-t-on, et de quelle manière les lois générales, les lois locales et la jurisprudence ont-elles interprété alors la condition des étrangers ?

De nombreux arrêts et certains principes établissent ce qui suit : « Les étrangers, disent les Américains, peuvent réclamer à l'intérieur de notre territoire, pour leurs droits personnels, le maximum de la protection dont jouissent nos *citizens*, mais pas davantage » (1). Ce texte établit déjà une différence catégorique entre le *citizen* et l'*habitant étranger ;* les mots *pas davantage* nous intéressent, spécialement pour le moment où nous traiterons le même sujet dans la Constitution argentine. « La politique des Etats-Unis, ajoute le texte, dans tous les cas de plaintes formulées par des étrangers, a consisté à leur accorder les mêmes recours et les mêmes moyens de défense que ceux dont jouissent nos propres *citizens* (2). « L'étranger, ajoute un autre texte, n'a pas, en général, qualité pour remplir des charges publiques » (3). Cette déclaration ne concorde

(1) *Opinions of the Attorney General,* Butler, 1857, III, 254 ; J.-B. Moore, *Digest, ouvr. cité,* IV, 2. *Aliens coming within our territory are entitled to the same protection in their personal rights as our own citizens and no more.*

(2) The policy of the United States in all cases of complaints made by foreigners is to extend to them the same means of redress as is enjoyed by our own citizens (*Opinions of the Attorney General,* Cushing, 1855, VII, 229 ; J.-B. Moore, *Digest,* IV, 7).

(3) Alienage very generally operates as a disqualification for public office

pas avec le principe précédent qui promet aux étrangers les mêmes droits que ceux dont jouissent les *citizens*. « Il est également disqualifié à l'effet de faire partie d'un jury » (1). « Un étranger ne peut, conformément aux lois des Etats-Unis qui règlent l'immatriculation des navires, être considéré comme le capitaine d'un navire, même dans le cas où une demande de saisie pour salaires le concernant serait rejetée » (2). Je pourrais vous citer toute une

(Jurisprudence de plusieurs États, notamment de Iowa et Californie ; aphorisme par J.-B. Moore, *Digest,* IV, 24).

(1) It may also disqualify for service on a Jury (Suprême Cour de Justice des États-Unis, t. 160, p. 293, etc.).

(2) An Alien cannot, under the laws of the United States governing the registry of vessels be deemed master of a vessel even for the purpose of defeating his claim to alien for Wages (J.-B. Moore, *Digest,* IV, 24). Cet auteur énumère ensuite de nombreux cas dont je vous recommande la lecture. « The nations of Europe and America, while independent each of the other in political sovereignty, are yet associated together by common lies in a great commonwealth of States. In their mutual intercourse, these nations recognise, and more or less obey, certain rules of right, partly natural and partly conventional, which oblige their consciences, and control their actions, in war as well as in peace, and which constitute the law of nations. This law of nations is subdivided into two great parts, — one, which treats of the reciprocal duties and rights of nations personified and in their public relation as nations, and another, which treats of the duties and rights of each nation in its relation to individuals of another nation. Each of the nations of Europe and America has exclusive jurisdiction within itself to pass laws and to administer them, and to employ its aggregate force to maintain obedience to its local authority, administered primarily for the good of the members of its own nationality. But each nation admits foreigners of the other friendly nations to enter its territory for certain limited peaceful and private objects of commerce, instruction, social intercourse, denizenship, or the like; and the legal condition of such foreigners is regulated by the international law private, as distinguished from the public international law. None of the nations of Europe and America concede to transient, commorant, or denizen foreigners all the advantages of the domestic nationality; nor can such foreigners rightfully pretend to any special or exclusive rights or peculiar privileges at the hands of the local government (*Official Opinions of the Attorney General of the United States,* Caleb Cushing, VII, 229-230). La conclusion finale de Cushing n'est pas exacte et pour le moins paraît confuse, puisque déjà en 1810, les républiques hispano américaines sur l'initiative de la République Argentine avaient abandonné les restrictions du droit féodal d'Europe, transplanté aux États-Unis et accordaient aux étrangers l'égalité civile devant la loi et la naturalisation.

série de disqualifications et prohibitions en contradiction avec les principes généraux proclamés (1). Il est vrai que les États-Unis ressentent l'effet du reflux des flots humains et la nécessité d'améliorer la condition des étrangers. Il est incontestable qu'ils font des progrès dans ce sens ; mais ils avancent lentement, ils sont conservateurs, parce qu'ils font tous leurs efforts pour contraindre les étrangers à se faire naturaliser : ils veulent des *nationaux* et non des *habitants*.

La démonstration de ce qui précède est encore plus évidente en ce qui concerne tout ce qui se rapporte à la propriété immobilière. En effet, il existe dans l'Union quatre groupes de législations s'appliquant aux biens immeubles : d'abord, celle qui interdit d'une manière absolue aux étrangers le droit de devenir propriétaires d'immeubles par voie d'acquisition ou par succession (États de Vermont, Illinois, Alabama, North-Caroline) ; puis, celle qui permet aux étrangers d'hériter de biens-fonds, à la condition de les revendre dans un délai de trois à cinq années (Missouri) ; ensuite, celle qui donne le

(1) La politique restrictive est vigoureusement soutenue aux États-Unis, même encore actuellement. En mars 1912, en effet, le Sénat introduisit de telles modifications dans les traités d'arbitrage passés par le pouvoir exécutif avec la Grande-Bretagne et avec la France, que ceux-ci demeurèrent en réalité annulés. L'une des questions prévues et repoussées par le Sénat, avec une majorité dans la proportion de cinq contre un, se réfère précisément à la possibilité de soumettre à l'arbitrage certaines réclamations faites par des étrangers. Voici le texte officiel de la réforme, dans sa langue originale : « Provided, that the Senate advises and consents to the ratification of the said treaty with the understanding, to be made part of such ratification, that the treaty does not authorize the submission to arbitration of any question which affects the admission of aliens into the United States, or the admission of aliens to the educational institutions of the several States, or the territorial integrity of the several States or of the United States, or concerning the question of the alleged indebtedness or money obligation of any State of the United States, or any question which depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroë doctrine, or other purely governmental policy » (*Senate, Document n° 476, General Arbitration*, etc., Washington, 1912, p. 17).

droit aux étrangers d'acquérir des biens de cette nature dans certaines localités et non dans d'autres en déclarant le propos de se naturaliser (États de Arkansas, Delaware, Maryland, New-York, South-Caroline et Texas); enfin, celle qui autorise les étrangers à les posséder dans des conditions déterminées de résidence (États de New-Hampshire et Kentucky, Nevada, Virginie, Connecticut, Californie, Indiana, Tennessee). La loi fédérale de 1887, sur les territoires, interdit d'une manière absolue aux étrangers de posséder des biens immeubles dans l'étendue de ces territoires (1). Dix ans plus tard, alors qu'un million d'étrangers débarquaient annuellement aux États-Unis et qu'une masse sociale s'agitait en demandant la réforme, on déclara que tous ceux qui n'étaient pas *citizens* des États-Unis, ou n'avaient pas manifesté l'intention de le devenir, ne pouvaient acquérir des biens immeubles dans les territoires excepté dans le cas où ce droit leur serait accordé par des traités (2). On sait qu'il existe des traités passés avec l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Suède et la Norvège, et encore avec d'autres nations, aux termes desquels toutes ces nations ont obtenu des États-Unis des concessions pour un régime de droits spéciaux en faveur de leurs nationaux (3).

Les étrangers jouissent donc aux États-Unis de droits

(1) En Pensylvanie les étrangers peuvent acquérir des immeubles si la surface n'excède pas 50.000 acres et la valeur 20.000 dollars. Dans d'autres États, Maine, Massachussets, New-Jersey, Ohio, Minnesota, Nebraska, Visconsin, Iowa, Kansas, Michigan, Oregon, Georgie, Floride, Colorado, Rhode-Island et Louisiane on acquiert librement des biens immeubles. Mais il faut se rappeler que les États américains modifient souvent leurs législations. Ainsi New-York approuva en 1870 et en 1889 des lois autorisant les fils légitimes d'une femme américaine à recevoir *mortis causa* les biens qu'elle avait possédés dans l'État. Wharton, *ouvr. cit.*, I, 67, dit : « La tendance générale de la législation dans les États est à supprimer les restrictions pour que les étrangers puissent acquérir la propriété ».

(2) Act of march 3, 1887 : Aliens and foreign corporations are prohibited from acquiring or holding land in the Territories of the United States and the District of Columbia. Act of march 2, 1897, modifiant celle du 3 mars 1887.

(3) J.-B. Moore, *Digest*, IV, 38, *Treaty stipulations*, etc.

limités tant par les lois des États que par les lois fédérales ; mais ces droits sont eux-mêmes soumis à une condition absolue : il faut qu'ils concernent des *étrangers amis* des États-Unis. La Constitution n'a pas prévu ce point; mais les arrêts de la Cour suprême ont établi, en diverses occasions, des principes qui paralysent et annulent d'une manière absolue, en temps de guerre, la condition juridique des étrangers aux États-Unis. Ne peuvent, en effet, être considérés comme amis des États-Unis les étrangers qui appartiennent à des pays avec qui les relations diplomatiques ont été rompues ou qui sont en guerre contre eux. La Cour suprême a déclaré : « Les étrangers *amis* sont autorisés à réclamer pour leurs droits la même protection que celle dont jouissent les nationaux *citizens* » (1). « Quand une nation est en guerre contre une autre nation, tous les sujets et nationaux (*subjects* ou *citizens*) de l'une sont considérés comme les ennemis des sujets ou nationaux (*subjects* ou *citizens*) de l'autre. Ils sont *personnellement en guerre* les uns contre les autres et n'ont pas, par conséquent, la capacité à l'effet de contracter » (2). « Tous les contrats passés par les *nationaux* (*citizens*) d'un pays avec les *nationaux* ou sujets d'un autre des pays qui sont en guerre sont nuls » (3).

Cette jurisprudence est la négation de toutes les doctrines modernes du droit international public qui limite l'état de guerre à une relation d'État à État, sans le maintenir entre les individus eux-mêmes qui doivent rester,

(1) In the Courts of the United States *alien friends* are entitled to claim the same protection of their rights as our citizens (*Opin. of the Att. Gen.*, Rush, 1816, I, 192; Moore, *Digest.*, cite plusieurs exemples, IV, 7.

(2) When one nation is at war with another nation, all the subjects or citizens of the one are deemed in hostility to the subjects or citizens of the other; they are *personally* at war with each other and have not capacity to contract (*Suprême Cour de justice des États-Unis*, série Howard, XX, 249; Paschall, *Ann. Const.*, ouvrage cité, 128).

(3) All contracts made by the citizens of one country with the citizens or subjects of another, which countries are at war with each other, are void (Paschall, *Ibid.*, 128).

autant que possible, à l'abri des hostilités, des ruines et des excès qu'entraîne la lutte. Il est possible que l'action diplomatique et l'esprit humanitaire viennent modérer cet état de choses dans des conditions déterminées; mais ce que le régime moderne du droit des étrangers réclame, c'est l'existence de règles stables, claires et précises; il repousse la reconnaissance du droit appliquée ainsi qu'une faveur, comme une sorte de protection ou une concession accordée en vertu de la crainte plus ou moins grande que peut inspirer le pouvoir d'une puissance, ou dans un intérêt commercial qui n'éveille pas l'attention de l'étranger!

XI. **Originalité et avantages de la Constitution argentine.** — L'idéal, dans cet ordre de solutions, ne se rencontre pas dans la Constitution américaine, mais bien dans la Constitution argentine qui donne la formule la plus complète et la plus parfaite qui ait jamais été écrite par les hommes pour garantir les droits *humains*. La Constitution argentine contient une page unique que la jeunesse doit retenir dans sa mémoire comme évangile de son patriotisme et qui, à la manière des temps classiques, devrait être inscrite en lettres d'or dans les Congrès, dans les législatures, dans les écoles, dans toutes les institutions nationales. C'est le préambule de la Constitution : « *Nous, les Représentants du Peuple de la République Argentine, réunis en Congrès général constituant par la volonté et l'élection des provinces qui la composent en accomplissement de pactes préexistants, dans le but de constituer l'union nationale, assurer la justice, consolider la paix intérieure, pourvoir à la défense commune, favoriser le bien-être général pour nous et pour notre postérité* ET POUR TOUS LES HOMMES DU MONDE QUI VEULENT HABITER LE SOL ARGENTIN : *invoquant la protection de Dieu, source de toute raison et de toute justice : ordonnons, décrétons et établissons la présente Constitution pour la Nation Argentine* ».

C'est la formule humaine [1]). Comment le texte de notre Charte fondamentale a-t-il interprété ce principe général

(1) ARTICLE 14. *Tous les habitants de la Nation* jouissent des droits suivants conformément aux lois qui en réglementent l'exercice, savoir : de travailler et d'exercer toute industrie licite; de naviguer et de faire du commerce; d'adresser des pétitions aux autorités; d'entrer dans le territoire argentin, d'y demeurer, de le traverser et d'en sortir; de publier leurs idées au moyen de la presse sans censure préalable; d'user et de disposer de ce qui leur appartient; de s'associer dans un but utile; de professer librement leur culte; d'enseigner et d'apprendre. — ARTICLE 16. La Nation Argentine n'admet pas les prérogatives du sang, ni de la naissance; elle ne reconnaît pas de privilèges personnels, ni titres de noblesse. *Tous ses habitants* sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois sans autre condition que la capacité. L'égalité est la base de l'impôt et des charges publiques. — ARTICLE 17. La propriété est inviolable et *aucun habitant* de la Nation Argentine ne peut en être dépossédé si ce n'est en vertu d'une sentence établie sur une loi. L'expropriation pour cause d'utilité publique doit être prononcée par une loi, après indemnité préalable. Aucun service personnel n'est exigible, si ce n'est en vertu d'une loi ou d'une sentence motivée sur une loi. *Tout* auteur ou inventeur est propriétaire exclusif de son œuvre, invention ou découverte pour le temps qui lui est accordé par la loi. La confiscation des biens est abolie pour toujours dans le Code pénal argentin. Aucun corps en armes ne peut faire de réquisitions, ni exiger de secours d'aucune espèce. — ARTICLE 18. *Aucun habitant* de la Nation Argentine ne peut être condamné sans un jugement préalable fondé sur une loi antérieure au fait qui motive la poursuite, ni jugé par des commissions spéciales ou par d'autres juges que ceux désignés par la loi. *Personne* ne peut être contraint à déposer contre soi-même, ni être mis en état d'arrestation, si ce n'est en vertu d'un ordre écrit émanant d'une autorité compétente. La défense en justice de la personne et des droits est inviolable. Le domicile est inviolable, de même que la correspondance et les papiers privés et une loi déterminera quels cas et quelles circonstances pourront justifier des perquisitions et de l'occupation du domicile. — ARTICLE 19. Les actions privées des *hommes* qui ne portent pas atteinte, d'aucune manière, à l'ordre et à la morale publique, ni ne préjudicient à un tiers relèvent de Dieu seul et échappent à l'autorité des magistrats. *Aucun habitant* de la Nation ne pourra être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni privé de faire ce qu'elle ne défend pas. — ARTICLE 20. *Les étrangers* jouissent sur le territoire de la Nation de tous les droits civils des citoyens; ils peuvent exercer leur industrie, commerce et profession, posséder des biens immeubles, en acheter et les aliéner, naviguer sur les rivières et le long des côtes, exercer librement leur culte, tester et se marier suivant les lois. Ils ne sont pas obligés de se faire naturaliser ni de payer de contributions forcées extraordinaires. Ils *obtiennent* la naturalisation après deux années consécutives de résidence dans le territoire de la Nation; mais l'autorité peut abréger ce délai en faveur de celui qui en fait la demande et qui allègue et prouve avoir rendu des services à la République. — ARTICLE 21. Tout citoyen argentin est obligé de prendre les armes pour la défense

qui diffère de la Constitution américaine dans la mesure où un corps organique se différencie d'un embryon? La Constitution argentine parle seulement deux fois des *citoyens* : d'abord quand elle établit la généralité de la qualité de citoyen dans notre territoire, puis quand elle stipule le devoir de s'armer pour la défense de la patrie. Ensuite la Constitution ne mentionne seulement que les *habitants*, spécialement dans l'énumération des libertés civiles de l'homme (art. 14). L'article 16 ajoute : « Tous ses *habitants* sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois sans autre condition que l'aptitude ». Les articles 25 à 27 continuent à se référer aux droits des *habitants* du pays. Le jour où la République Argentine sera une puissance encore plus grande, elle sera mieux connue et la science universelle admirera sans réserve les créations du Congrès le plus humble qui ait pu se réunir dans le monde et formé par les hommes des provinces d'une petite république d'alors un million d'habitants, sans universités politiques ni collèges, où tout a été l'œuvre du travail et de l'inspiration du bon sens national qui discernait dans l'Europe la lumière, la force et la grandeur de la patrie! Ces hommes modestes possédaient la notion la

de la patrie et de la présente Constitution, conformément aux lois édictées à cet effet par le Congrès et aux décrets du pouvoir exécutif national. Ceux qui sont devenus citoyens par la naturalisation sont libres de prêter ou de ne pas prêter ledit service pendant le délai de dix années comptées à partir du jour de l'obtention de la lettre de naturalisation. — ARTICLE 25. Le Gouvernement fédéral encouragera l'immigration européenne et ne pourra ni restreindre ni limiter ou grever d'aucun impôt l'entrée des étrangers sur le territoire argentin lorsqu'ils viennent pour se consacrer aux travaux agricoles, pour améliorer les industries, introduire et enseigner les sciences et les arts. — ARTICLE 26. La navigation sur les rivières intérieures de la Nation est libre pour tous les pavillons qui devront se soumettre uniquement aux règlements qu'établirait l'Autorité nationale. — ARTICLE 27. Le Gouvernement national est obligé de consolider ses relations de paix et de commerce avec les puissances étrangères au moyen de traités conformes aux principes de droit public établis dans la présente Constitution. — ARTICLE 28. Les principes, garanties et droits reconnus dans les articles précédents ne pourront être altérés par les lois qui réglementeront leur exercice.

plus claire des choses qu'ils voulaient exprimer et ils surent trouver à cet effet des formules aussi profondes et admirables que les aphorismes de Rome ! Ils savaient ce qu'ils voulaient et réussirent à le fixer sous une forme savante... eux qui n'étaient pas des savants.

Par *habitants,* ils ont compris *tous ceux qui demeurent dans le pays,* qu'ils soient nationaux ou étrangers, femmes ou enfants, intelligents ou inhabiles, blancs, indiens ou nègres, et l'interprétation se base sur le texte du Préambule qui déclare : « ... pour tous les hommes du monde qui voudront habiter le sol argentin... ». L'emploi du verbe *habiter,* puis du substantif *habitants,* marque le sens que je soutiens.

Mais les Constituants ont eu à prévoir que dans un pays comme le nôtre, — alors fanatique et ignorant, rongé par les guerres civiles, sans éducation politique ni opinion publique, dominé par les *caudillos* (chefs militaires ou arbitraires), — l'étranger devait rencontrer des difficultés. Ceux qui étudient maintenant la Constitution argentine n'ont pas idée de ce qu'était le pays en 1853, quand cette Constitution fut sanctionnée, et même en 1864, époque à laquelle j'apprenais à écrire à l'école primaire. Alors, j'ai vu porter le long des rues l'extrême-onction, suivant l'usage de cette époque, sous un grand parapluie rouge, avec des cierges, une suite de soldats de la ligne, d'enfants de chœur et de gens du peuple qui priaient à haute voix. En passant près de l'équipage d'un bateau anglais, ancré dans le port du village qui est devenu aujourd'hui la ville opulente de Rosario, comme les matelots regardaient frappés d'étonnement ce spectacle nouveau pour eux et ne se mettaient pas immédiatement à genoux parce qu'ils ne comprenaient pas les ordres des soldats, ceux-ci leur donnèrent de terribles coups de crosse de fusil... Peut-on s'imaginer aujourd'hui un fait semblable sur un point quelconque de la République, même dans les régions les plus lointaines de son territoire? Ceci démontre l'élasticité de l'esprit de

notre Constitution, qui permettait alors de distribuer des coups de crosse de fusil par l'interprétation de l'article 2 qui ordonne de soutenir le culte catholique, apostolique et romain, et qui nous défend d'en donner aujourd'hui en vertu de l'idée plus raisonnable et plus moderne de la liberté du culte. Mais, pour éviter les difficultés qui pouvaient se présenter, nos Constituants sanctionnèrent l'article 20, aux termes duquel « les étrangers jouissent sur le territoire de la Nation de tous les droits civils du citoyen », et cet article continue en énumérant ceux de ces droits qui ont été reconnus dans ce sens.

En raison de l'heure avancée je me vois obligé de condenser l'exposé de ce texte précis, clair, qui ne se prête pas à des controverses juridiques, ni doctrinales, en comparaison du texte américain qui, non seulement omet de parler des droits des étrangers, mais ne prononce même pas le nom de ceux-ci. Je puis conclure que la Constitution argentine n'est nullement une copie de celle des États-Unis. J'ai donc raison quand j'affirme que la nôtre est supérieure et véritablement originale à certains points de vue des plus importants. Nous avons en effet créé en faveur des étrangers une situation nouvelle et exceptionnelle. L'arrêt américain précité qui dit : « les étrangers ont droit dans notre territoire, pour leurs droits personnels, à la même protection que nos *citizens* et *pas davantage* », ne saurait cadrer avec notre Constitution. Les étrangers, au contraire, jouissent dans notre pays, — plus que nous-mêmes, — de certains droits très importants. L'article 21 de la Constitution, qui oblige les citoyens à s'armer pour la défense de la patrie, ajoute : « Ceux qui sont devenus citoyens par la naturalisation sont libres de prêter ou de ne pas prêter le service pendant une période de dix années à compter du jour où ils ont obtenu leur lettre de naturalisation ».

XII. **Naturalisation en général.** — Heureusement, la

générosité de ces institutions a profondément impressionné les hommes, et à un tel point que j'ai pu voir, en diverses occasions, non seulement des citoyens naturalisés, mais encore des étrangers non naturalisés, prendre les armes et s'en aller mourir sur les champs de bataille pour la République!

Si nous avons instauré ces institutions pour les étrangers par l'admirable et merveilleuse inspiration des Constituants de 1812 à 1853, si nous avons créé ces institutions en faveur des étrangers, — ce fut parce que ces hommes-là avaient les yeux fixés sur le désert, la barbarie et l'ignorance dans toutes les directions, et cherchaient en Europe la civilisation, la force et la richesse! C'est pour cette raison qu'il fallait vaincre les obstacles contre lesquels se heurtait l'immigration pour arriver dans le pays, au moment même où elle débordait sur les États-Unis, à cette époque où la traversée qui devait se faire sur des bateaux à voile, durant trois ou quatre mois, était pleine de périls et coûteuse, tandis qu'en quinze jours on pouvait se rendre en Amérique du Nord. Dans ce temps-là, on venait dans un pays nébuleux en quelque sorte, discrédité en Europe où on le représentait comme la terre des révolutions et des Indiens, où la guerre civile à l'état chronique mettait en danger la vie et le fruit du travail des étrangers. Aux États-Unis, au contraire, la paix régnait; on y trouvait des institutions, des universités, la richesse, le progrès, l'opulence... Nos pères durent stimuler un effort suprême pour attirer l'Europe vers nous, accomplir un acte héroïque d'énergie, aussi grand que le progrès que nous avons réalisé, parce qu'il fallait alors de l'héroïsme pour émigrer en Argentine dans ces temps et dans ces conditions!

Et quand ces étrangers sont venus contribuer généreusement à notre prospérité, de toute la force de leur âme, qu'ils se sont transformés eux-mêmes et enrichis grâce à la sagesse de nos institutions, nous les retrouvons dans

une situation défavorable par suite de la réaction naturelle des choses humaines. Ils forment une masse de plus de deux millions d'hommes qui ne se sont pas fait naturaliser. Ils continuent à rester étrangers. Ils nous honorent et nous respectent ; mais nous avons le droit d'exiger davantage. Le moment est venu pour nous d'étudier le grand problème et de compléter la condition des étranger en conciliant leurs droits d'hommes nés dans un pays étranger et leurs droits comme citoyens d'une patrie qu'ils ont contribué à fonder ou à développer. En d'autres termes, nous devons élever la générosité de nos institutions jusqu'au point d'accorder à l'étranger la part qui lui revient dans la récolte des fruits de l'arbre qu'il a planté ou entouré de soins avec nous. Et, enfin, comme ces étrangers ne sont rien moins que nos propres pères, nos propres aïeux, dans tous les cas nos amis, nous nous honorons nous-mêmes ainsi !

CINQUIÈME CONFÉRENCE

La Nationalité.

Sommaire. — I. Qu'est-ce que la Nationalité? — II. Ses fondements. — III. Complications profondes de l'Histoire. — IV. L'influence ethnographique. — V. L'Individu et l'État. — VI. Idée moderne de la Nationalité. — VII. Examen critique des définitions. — VIII. Politique des Nationalités. — IX. La Révolution italienne. — X. Système juridique de la Nationalité. — XI. *Ciudadania* (qualité et droit de citoyen). — XII. Caractère national.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Qu'est-ce que la Nationalité ?** (1). — Les personnes qui ont eu la bonté de suivre ces conférences auront remarqué que jusqu'à maintenant j'ai employé le mot *Nationalité* d'une manière vague, d'abord, dans le Discours d'inauguration de ces conférences et que depuis, et à dessein, j'ai omis d'en faire usage. Le moment est venu, cependant, de répondre à cette question : Qu'est-ce que la Nationalité ?

Je poursuis un exposé systématique d'idées sur les ori-

(1) « Les règles sur la nationalité et sur les diverses manières dont elle s'acquiert, se perd ou se recouvre, sont encore aujourd'hui des plus disparates. Abstraction faite de certains États de l'Amérique Centrale qui ont une commune origine et des principes législatifs similaires, on ne trouverait guère en cette matière, dans le monde civilisé, deux législations identiques ». (Ernest Lehr, *La Nationalité dans les principaux États du Globe*, etc., Paris, 1909, Introd. VII).

gines et les fondements de la société politique dans ses différents changements successifs jusqu'au moment où elle devient l'État contemporain, et j'ai dû, logiquement, établir les points de repère qui conduisent aux conclusions recherchées. Je n'aurais pu parler de la *Nationalité* sans fixer les précédents qui serviront d'inspiration directrice à toutes les explications et à toutes les solutions auxquelles nous parviendrons. Ces études théoriques préliminaires étaient d'autant plus nécessaires qu'il n'existe pas d'écoles politiques, de groupes de nations, ni de penseurs qui soient d'accord sur l'idée de *Nationalité*. Il règne sur ce point des divergences extraordinaires quant aux différents avis et pour les diverses solutions; les confusions les plus étonnantes se produisent sur l'origine et sur les fondements de la *Nationalité,* ainsi que sur son rôle dans la vie sociale. Pour les uns, la Nationalité est un *sentiment;* pour certaines écoles juridiques, c'est un *contrat synallagmatique;* pour d'autres, c'est un *signe de ralliement politique;* pour les autres, c'est la *soumission volontaire* de l'homme à un droit politique... C'est ainsi que se confondent les idées-mères sur la Nation, l'État, la Nationalité et la *Ciudadania* ou qualité et droits du Citoyen.

Cette situation détermine une responsabilité spéciale pour le professeur de sciences politiques à notre époque, puisqu'il ne doit pas réduire sa théorie à l'exposé, sous une forme plus ou moins brillante ou nouvelle, des idées courantes, parce que tous peuvent en prendre connaissance dans leurs bibliothèques et s'éviter ainsi la peine d'assister à un cours. Le professeur a pour devoir de créer une base de jugement synthétique parfaitement définie en faisant porter ses investigations au milieu du désordre des opinions.

Je me pose alors cette question : Parmi tant de contradictions, est-il possible de déterminer l'idée exacte de la *Nationalité?* Tel est le but que je me propose d'atteindre dans ce cours, au moyen d'un critérium exclusif, qui con-

siste à préciser les causes de la confusion régnante, en examinant les différences qui distinguent les systèmes politiques des milieux physiques où se développent les divers groupes sociaux et les idiosyncrasies personnelles des divers auteurs. Si ces éléments collectifs, individuels et académiques, parmi lesquels figurent des raisons graves et des motifs contingents qui obscurcissent le jugement politique universel, pouvaient être ramenés à un système scientifique, nous obtiendrions la solution cherchée de la vérité scientifique, qui est au-dessus des intérêts changeants de la politique et des passions mêmes du patriotisme individuel et collectif. Nous devons donc rechercher dans le laboratoire humain les institutions que la nature sociable de l'homme a créées pour isoler les faits positifs indiscutables qui nous donneront le concept que nous cherchons à découvrir. La *Nationalité* ne peut être définie ainsi qu'une idée simple ; c'est une institution complexe, naturelle, sociale et politique à la fois, qui se manifeste sous différentes formes théoriques et positives, comme un seul but supérieur à atteindre : le perfectionnement de l'individu et de la société.

II. **Ses fondements.** — Cette idée se trouve plus clairement exprimée dans la synthèse historique des origines politiques que j'ai développée dans les conférences précédentes et que je résume dans le cadre ci-contre.

De l'application des notions des précédentes conférences il résulte que, à l'origine, les concepts anthropologiques et historiques se présentent d'abord comme fondements de la Nationalité. Ce sont des manifestations primitives de la nature humaine qui, par le développement de leurs propres relations, forment la véritable histoire primitive, et dont les liens communs dans la *société naturelle,* embryon encore informe de la Nationalité, sont les quatre éléments ci-après, en corrélation intime, savoir : la communauté du sang, du langage, de la religion et de

Fondements de la Nationalité	Anthropologiques-historiques.	Consanguinité.	ÉTAT	Nationalité moderne.	Contrat.
		Langage.			Soumission volontaire.
		Religion.			Lien naturel.
		Autorité domestique.		Politique des nationalités.	Europe (XIXe siècle).
	Religieux politiques.	Consanguinité (s'affaiblit, disparaît).			Italie.
		Évolution et division des langues.		Système juridique de la nationalité.	Italie.
		Concentration du sentiment religieux.			Diffusion universelle.
		Division de l'autorité domestique : Avènement du pouvoir public.		Lien de la Nationalité.	*Temps originaires :* Antiquité orientale.
					Sujet : Empire britannique.
					Citizenship : États-Unis.
					Nationalité : France.
					Indigénat : Allemagne.
					Sudittanza, cittadinanza : Italie.
					Qualité de national et de citoyen (ciudadania) : Espagne, pays hispano-américains.
	Historico-politico-juridiques.	Complications profondes de l'Histoire.		Caractère national; influences	Historico-physiques.
					Politiques.
					Religieuses.
					Économiques.

l'autorité domestique. Les hommes unis par ces liens forment une collectivité qui se met uniformément en mouvement pour la satisfaction des nécessités morales et matérielles de conservation, de défense personnelle, de progrès et de développement. Quand l'organisation primitive marche en avant, la division et l'anarchie surgissent, quelquefois par suite de rivalités violentes, et d'autres fois par suite de circonstances pacifiques et naturelles, par la nécessité de chercher un meilleur champ d'action, pourvu de ressources plus faciles à se procurer et plus abondantes pour l'existence. Il s'opère alors le phénomène inverse : la masse humaine devient plus importante en même temps que la consanguinité et la communauté du langage s'affaiblissent. L'*autorité domestique* se subdivise successivement jusqu'à l'avènement de l'*autorité publique* sous une certaine forme. La décentralisation humaine produit la disparition finale de la consanguinité. D'un Araucan du XV^e^ siècle jusqu'aux fils du cacique Namuncurá (1) qui habitent dans la vallée du Neuquen, il s'était écoulé quatre cents ans ; et depuis la dispersion et le mélange des tribus indigènes primitives, personne ne peut dire sûrement quel est celui qui est le parent d'un autre.

L'affaiblissement du lien du sang est suivi par le relâchement du lien du langage au fur et à mesure que celui-ci s'étend en même temps que le nouveau champ d'action. La merveilleuse langue castillane qui, selon l'expression du cardinal Gibbons (2), est la langue des dieux, possède dans la République Argentine et dans l'Amérique du Sud un vocabulaire local dont les mots ne figurent pas dans le

(1) Le dernier souverain araucanien des pampas méridionales argentines, général plein de courage et homme d'État éminent de la dynastie des *Namuncurá* (*curá,* pierre, *namun,* pied), est décédé dernièrement.

(2) L'auteur était ministre argentin aux États-Unis quand il prononça ces paroles à un dîner donné à la Légation en son honneur le 29 mars 1894 (*The Evening Star,* Washington, 30 mars).

lexique officiel, mais qui ne se compose pas non plus de *barbarismes,* sinon d'expressions nécessaires exigées par le nouveau milieu naturel différent de la civilisation de la Péninsule Ibérique qui a créé la langue. Le développement de cet idiome a été la cause de son dédoublement; et c'est pour cette même raison que la majeure partie des langues indo-européennes sont des transformations du sanscrit. Par suite de ce dédoublement, le lien de la langue commune s'affaiblit, parce que les hommes de diverses contrées en arrivent à ne plus se comprendre bien que l'affinité d'origine continue à subsister (1). En même temps le sentiment religieux se concentre et se renforce. Ce sentiment, simple comme l'âme humaine, et fondé sur l'idée du surnaturel est le même chez l'homme primitif, qu'il s'appelle Adam, ou qu'il soit un chef quelconque d'un groupe de tribus, et même chez la femme pieuse. Le sentiment religieux ne s'est nullement modifié depuis les origines de l'Humanité; il est resté semblable à lui-même en ce qui concerne la mort; il continue à inspirer les mêmes craintes mystérieuses en présence des spectacles incompréhensibles de la nature qui ne sont pas à la portée de l'intelligence et que l'on attribue à la divinité.

Alors, — dans la seconde évolution, au moment où la consanguinité et le langage commun s'affaiblissent et qu'il ne reste plus debout que le sentiment religieux et l'autorité domestique communs aux différents groupes de familles démembrées qui constituent des groupes distincts ou des nations à l'état d'embryon, — apparaît l'élément politico-religieux qui renforce le lien de la consanguinité et de la communauté de langue pour perpétuer le groupe social. Dès l'origine, le sentiment religieux et l'*autorité* agissent de concert pour imposer des limites réciproques à l'action individuelle en créant un élément domestique

(1) Il arrive fréquemment aux Espagnols de ne pas comprendre des phrases argentines construites avec des termes locaux.

de gouvernement. C'est ce qui constitue la seconde phase de la Nationalité embryonnaire fondée sur le sentiment religieux autour de ladite autorité ; elle est caractérisée par l'affaiblissement des éléments anthropologiques et par le développement de l'élément sociologique, source de l'autorité politique, dont le rôle est de suppléer à l'inefficacité des *autorités domestiques*, leur action étant devenue impossible.

Cette forme correspond déjà à un état de civilisation plus accentué, à la période de la *cité-forteresse*, de la *cité-municipe*, en entendant par *cité* le groupe des maisons à l'intérieur d'une enceinte fortifiée, la communauté urbaine originaire. La *tolderia* (village d'Indiens, campement de tentes) des Indiens araucaniens est la *cité* dans leur système de gouvernement. La cité est donc un concept politique fondamental ; elle constitue la pierre angulaire de la civilisation.

Tous ces éléments subissent une élaboration séculaire ; les langues se subdivisent et prennent un caractère propre, même celles qui ont une origine commune ; les formes politiques se régularisent méthodiquement ; les gouvernements se développent en face des peuples et les peuples en face des gouvernements... Cependant, dans ces nouvelles formes complexes de civilisation, les angles s'arrondissent et les caractères primitifs s'adoucissent, alors que persiste le même lien d'union qui établit une communauté entre des groupes d'hommes déterminés, — communauté qui se manifeste sous une forme extérieure et d'une manière différente dans les divers milieux.

III. **Complications profondes de l'Histoire.** — Il est impossible de définir cette évolution humaine par une simple et courte phrase. Cependant, j'ai remarqué la pensée lumineuse d'un écrivain français qui synthétise admirablement et scientifiquement l'idée que j'analyse aujourd'hui. Je veux parler d'Ernest Renan quand il écrivait que

ce lien commun est le résultat des complications les plus profondes de l'Histoire (1). C'est une pensée remarquable qui exprime toute l'élaboration humaine, politique, sociale, religieuse, économique, dans toutes les manifestations qui influent sur la résultante que, dans les temps modernes, nous appelons la *Nationalité*. Ces « complications profondes de l'Histoire » ne sont pas la nationalité de la tribu primitive, ni la nationalité municipale de la cité antique, ni les grands empires qui ont leur origine dans l'Antiquité et se reproduisent sous une forme symétrique à l'époque actuelle. Celles-là sont les causes et ceux-ci sont les effets. Ces « complications profondes de l'Histoire » sont en effet le développement de ces origines et de ces formes dans la société primitive et qui viennent se transformer dans la société contemporaine. Le développement complexe se perfectionne et produit l'*État politique*, dont nous pouvons citer comme exemples spéciaux, en raison de leur structure, les théocraties militaires de l'Antiquité : l'Égypte, la Perse, l'Assyrie-Chaldée, l'Inde, l'Empire Romain, et de nos jours les Empires Britannique et Allemand, les États-Unis d'Amérique, la Communauté Australienne, la République Argentine du XX^e^ siècle. L'État est donc un produit de l'*action nationale* simple ou complexe ; ce qui vient nous démontrer aussi cette idée

(1) Qu'est-ce qui caractérise, en effet, ces différents États ? C'est la fusion des populations qui les composent ; la nation moderne est un résultat historique amené par une série de faits convergeant dans le même sens. *Une nation est un principe spirituel résultant des complications profondes de l'histoire ;* une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. Une nation est donc une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire (Ernest Renan, *L'Alsace et la Lorraine et le droit des gens*, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, 1871, p. 464 et suiv. ; E. Renan, Conférence lue à la Sorbonne le 1^er^ mars 1882 : *Qu'est-ce qu'une nation ?* insérée dans ses *Discours et Conférences*).

que la conception de la *Nation* comme forme de société politique humaine est *antérieure* à l'État : elle lui donne des organes, des droits et des devoirs. On pourrait presque dire que la Nation est à l'État ce que notre nature individuelle est à notre personne. Nous possédons un organisme compliqué, admirablement organisé, mais qui ne signifierait absolument rien si nous n'avions pas en nous une force psychique qui nous anime, nous rend aptes à l'action matérielle et nous donne toutes nos facultés pour l'action intellectuelle. C'est ainsi que la Nation agit dans l'État.

La première forme externe de la *Nationalité politique*, après que la période anthropologique a été franchie, est la *cité-municipe* quand l'esprit municipal domine, et celle-ci se convertit bientôt, quand il existe déjà une certaine discipline, en *cité-nation*, protégée et administrée. De là vient cette pensée que nous avons coutume de répéter machinalement et trouvons dans les livres, d'après laquelle le fondement de toute civilisation politique est le régime municipal. L'idée est véritablement aussi ancienne que la civilisation. Il s'opère ainsi une sorte d'action centripète parce que la civilisation primitive municipale concentre les éléments sociaux dans l'intérieur du périmètre fortifié et administré. C'est alors qu'apparaissent, au cours du développement de la politique, les complications profondes qui créent les empires dans l'Antiquité et les États dans le droit moderne; et alors c'est une sorte d'action centrifuge qui agit. L'unité *impériale ou universelle* de l'État ancien et de l'État moderne est contraire à l'idée-mère de la Nationalité. Dans l'Antiquité, elle a pour base la destruction ou suppression de l'autonomie des groupes sociaux et municipaux; c'est une absorption qui, en s'imposant la loi de la force, ou celle de la diplomatie, supprime l'individu *national*. L'Empire Romain présente l'exemple le plus caractéristique des anciens empires d'Orient avec un caractère individuel et politique dont je m'occuperai quand je

traiterai du caractère national qui absorbe l'individu, la cité et la province; l'Empire est tout, et l'homme n'est que l'instrument de l'Empire; il n'y a plus de liberté individuelle; une liberté politique collective existe seule et cette liberté même tend à supprimer non seulement la *Nation,* mais encore l'*Humanité,* parce que l'idéal est de former un *Orbe Romanus,* l'Empire du Monde, comme celui-ci s'est constitué en réalité à l'époque de Trajan, alors que tous les pays accessibles se trouvaient soumis aux aigles romaines.

Dans les temps modernes, l'exemple le plus caractéristique est constitué par l'Empire Britannique que nous avons déjà cité et qui, partout, tend à grouper des *Natïons* sous son régime politique. En quoi consiste la *nationalité britannique?* Les constitutionnalistes anglais nous répondent qu'il n'existe pas une *nationalité britannique;* il n'y a en réalité qu'un ensemble politique formé par de nombreuses nationalités. Elles sont unies cependant par un esprit commun; on a l'intuition du travail de cette sorte de génie mystérieux dont on avait déjà deviné l'œuvre dans la société primitive, dans la nation embryonnaire et dans la nation qui a succédé à celle-ci. Il y a une résultante de ces nationalités dans le concept politique, bien qu'elle n'existe pas dans l'idée juridique positive : l'État Britannique (1).

Telle est la Nationalité moderne. Comment s'est formé l'Empire Britannique? Par des moyens analogues aux lois de la mécanique. Je ne connais pas de mouvements populaires, pas d'explosions du sentiment public, pas de masses sociales qui aient sollicité leur incorporation à l'hégémonie britannique ou aient versé leur sang pour obtenir cette incorporation. On a seulement remarqué la force

(1) Le peuple Canadien, en 1911, par son vote contre le traité de réciprocité commerciale avec les États-Unis d'Amérique, parce qu'il le considérait comme périlleux pour l'unité de l'Empire Britannique, a donné un témoignage extraordinaire de la solidité et de la popularité de cet *esprit commun* sur lequel repose le Monde (Orbe) britannique.

absorbante des armes, de la diplomatie, de la politique et de l'argent : ce sont des groupements plus ou moins artificiels. D'autres États se sont formés en Europe d'une tout autre manière, ce qui démontre la différence des procédés employés et des effets obtenus. La France, par exemple, est le résultat de la lutte de la Monarchie contre la Féodalité, qui, en affaiblissant les sentiments locaux par la centralisation de l'action politique et administrative, créa un esprit de protection commune qui n'existait pas quand ce pays était divisé entre les trois cent vingt Communes, Municipes ou Châtellenies du Moyen Age. La Hollande s'est formée, au contraire, par la volonté des petits États ou Municipes qui se sont agrégés pour constituer une force plus importante en s'inspirant de la vieille et traditionnelle tendance vers la défense commune. L'Allemagne a rétabli ou concentré les petits domaines féodaux dispersés après la chute de Charlemagne par la longue guerre entre les Empereurs et la Papauté. Et l'Italie, qui nous montre l'événement le plus saillant de notre époque en matière de Nationalité, est née d'une lente élaboration historique couronnée par l'explosion spontanée de la volonté populaire, éclatant au moment opportun à l'encontre des desseins contraires de la politique (1).

IV. **L'influence ethnographique.** — Quelques-uns pensent que certains groupes humains sont investis de missions providentielles et mystérieuses supérieures à la volonté des hommes et qui échappent à toutes les prévisions. On dirait qu'à chaque époque de l'Histoire il apparaît des hommes ou des sociétés prédestinés à l'accomplissement d'événements extraordinaires et qui consacrent toute leur vie et leur activité à la réalisation de plans fixés d'avance. Par suite de la confusion d'une résultante sociale complexe avec les caractères ethniques, on a dit

(1) Cf. E.-S. Zeballos, *Justicia Internacional Positiva*, ouvrage cité, p. 54 et suiv.

qu'il y avait là une mission de la race ; mais la science moderne ne reconnaît aucune signification au point de vue politique à l'expression de *race,* qui est bien plutôt une simple figure de rhétorique. Personne ne peut dire avec certitude quelle est la race qui peuple un État moderne. Il est possible que l'on puisse citer, comme une exception, quelques pays d'Extrême Orient, comme les Japonais ou les Insulaires, chez lesquels l'idée anthropologique de race conserve encore une certaine unité et une certaine pureté. Il est possible peut-être d'isoler les races dans les communautés indigènes, comme les corps chimiques peuvent être isolés dans le laboratoire ; mais quand on nous parle de race *latine* ou de race *anglo-saxonne* on nous parle de quelque chose dépourvu de fondement au point de vue scientifique et politique. Plus tard, quand je m'occuperai de l'Italie, je démontrerai que, précisément, l'un des grands mérites et l'une des grandes gloires de la nationalité italienne, a consisté à s'être créée sur la base de races et de politiques diverses et contradictoires, en obéissant à une merveilleuse et sublime force intime et organique d'unification. Quelle est la race qui peuple la France ? (1). De nombreux groupements humains sont passés sur son territoire pendant le cours des siècles, en déposant sur le moût de sa population des idées, des traditions, des vertus et des erreurs provenant de diverses régions de l'Orient et de l'Europe. L'Espagne qui nous donna la vie sous les glorieuses oriflammes de Charles-Quint, était un sédiment formé d'immigrations et d'invasions valeureuses, — raison pour laquelle le caractère espagnol est éminemment héroïque — passées sur son sol pour se greffer sur les souches aborigènes. Pour ne citer que les temps modernes, quatre vagues successives de Germains sont passées sur l'Espagne, après avoir traversé l'Hellespont, l'Autriche,

(1) Jean Finot, *Le Préjugé des Races,* etc., Paris, 1903. « La France et les Français comme exemple d'un peuple supérieur, tout en étant le produit d'un mélange extrême de races ». Cf. p. 425, 501 et *passim*.

l'Allemagne, l'Italie, la Scandinavie et la France pour venir y fonder la glorieuse dynastie des Goths, au dernier rameau desquels nous appartenons (1). Ce que nos pères rappelaient comme un stigmate d'opprobre constitue précisément la gloire de l'Espagne et notre propre gloire, parce que les énergies extraordinaires du progrès argentin qui étonnent parfois les Anglo-Saxons ne sont pas le résultat de ce que l'on nomme la *race latine*, parce que, aux premiers habitants de l'Espagne se sont superposés les *Goths*, les *Vandales*, les *Suèves*, les *Alains*, tous venus du Nord. Nous sommes donc *Germains* comme le sont les descendants des *Angles* et des *Saxons;* et nos actes démontrent que nous possédons l'énergie individualiste germanique pour lutter contre la nature pour la dominer et pour la soumettre aux principes de la science et de la politique ! Le problème social et politique que j'examine n'est donc pas une question de *races*, mais de *tendances;* ce que l'on appelle la mission providentielle des peuples est un simple déploiement de *volontés* et d'*aptitudes*.

(1) Pendant et après la Guerre de l'Indépendance, la haine qu'inspiraient les Espagnols à la société Hispano-Américaine faisait donner dans le Nouveau Monde au nom de *Goth* une signification de haine et de mépris. *Goth* avait le même sens, pour ainsi dire, que barbare et cruel ! En 1872, alors que j'étais étudiant à cette Faculté de Droit, j'étais aussi le secrétaire du général Espejo, l'un des combattants de l'Indépendance. J'ai remarqué plus d'une fois que cet illustre homme de guerre sentait encore vibrer dans son âme les frémissements héroïques de la guerre contre les Espagnols; il les abhorrait encore, un demi-siècle après les batailles, d'une manière aussi vive qu'à l'époque où il les frappait de son sabre. Parfois, en me dictant, il me disait : « Écrivez, jeune homme !... Les *Goths*... — Les Espagnols, observais-je. — Les *Goths* !... je vous l'ai dit !... ». Les *Suèves* ont occupé depuis le Ve siècle l'angle nord-est de la Péninsule Ibérique, entre l'Océan Atlantique, le golfe de Biscaye et le Douro; les *Goths* ont fait la conquête du centre de la Péninsule au IVe siècle depuis la Méditerranée jusqu'à Cordoue et Séville et depuis Carthagène jusqu'aux Pyrénées; les *Vandales* s'établirent au cours du Ve siècle sur les rivages de l'Atlantique, au sud entre le Guadiana et le Guadalquivir; les *Alains* conquirent les régions adjacentes sur l'Océan entre le Tage et le Guadiana.

V. **L'Individu et l'État.** — Les Romains ont fondé l'un de ces empires colossaux qui suppriment l'Individu par son absorption par l'État. Cette unification du monde à demi barbare fut parfois nécessaire pour créer les bases de la civilisation moderne à la manière dont s'unissent la chaux et le sable pour constituer les fondations des grandes constructions. Mais quand cette agglomération s'est produite sous un monument juridique admirable, l'Humanité était déjà mûre pour franchir le second pas. Elle avait créé l'*État* et il était nécessaire de créer aussi l'*Individu*, conformément à l'idée juridique. Ce fut le rôle social des Germains ; ce fut l'œuvre de l'invasion teutonne.

Si vous avez médité sur l'Histoire et pénétré son essence, vous reconnaîtrez avec moi que la civilisation moderne a pour base l'action nationaliste de l'invasion teutonne. Ce furent les *Goths*, les *Vandales*, les *Alains* et les *Suèves* qui donnèrent leur dernière empreinte à la civilisation espagnole, sur un moût principalement indigène, grec, carthaginois et romain ; ce furent aussi les *Scandinaves* qui ont créé la civilisation de la Suède, de la Norvège et du Danemark ; et encore les *Germains* qui surgirent de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Autriche et de la Hollande ; puis ce furent les *Normands*, les *Saxons* et les *Angles*, les mêmes peuplades qui jetèrent les fondations du merveilleux Empire Britannique dont le rejeton des États-Unis d'Amérique est sorti ainsi que le Canada, l'Australasie, l'Afrique du Sud et l'Inde ; ce furent encore les *Lombards* qui jetèrent les bases de la civilisation italienne ; ce furent les *Francs*, fécondateurs de la civilisation française et de la civilisation belge. Dans toute l'Europe, l'élément teutonique avait un idéal politique qui consistait dans la défense des droits de l'Individu en tant qu'ils se trouvaient en opposition avec ceux de l'État.

C'est ainsi que surgit une nouvelle idée dans la politique et qui est la suivante : L'État n'est pas la cause, mais l'effet, de même que le bras et l'œil, chacun dans la fonc-

tion qui leur est propre, sont les organes de l'Individu. Il naît ainsi une civilisation individuelle qui ferme le cycle de la civilisation politique et constitue le fondement des *Nationalités* contemporaines sous les auspices de la Justice et de la Liberté.

VI. **Idée moderne de la Nationalité.** — Qu'est-ce donc alors que la *Nationalité?* La littérature politique nous donne une réponse incomplète, puisqu'elle nous présente seulement la face juridique de la *Nationalité ;* mais la philosophie nous permet de définir la bifurcation de l'idée de la Nationalité et de l'apprécier sous ses divers aspects.

Trois écoles politiques contemporaines se trouvent absolument d'accord quant à l'idée philosophique : l'école allemande, abstraite et abstruse, qui traite de la matière comme d'un sujet simplement théorique ; l'école française, expansive et universaliste, et l'école italienne qui donne à la Nationalité le caractère militant le plus accentué d'une sorte de drapeau de ralliement. Les trois écoles disent, par l'organe de leurs illustres auteurs qui font l'exposé de leurs doctrines, que la *Nation* est un principe immatériel qui résulte des complications profondes de l'Histoire (1) et que l'*État national,* dérivé de la *Nation,* est le résultat moderne de l'histoire, de la science, des pratiques politiques et des intérêts économiques. Ce sont des idées admi-

(1) « L'État national est le produit le plus moderne de l'Histoire politique, de la science politique et des pratiques politiques » (Bluntschli, *Lehre vom modernen Staten*, I, 52). « I publiciste italiani concordemente ammetono questo *spirito vitale,* per cui la società nazionale existe e si muore » (A. Pierantoni, *ouvr. cité,* 231, XVIII). « Le résultat de la communauté de croyances, de traditions, d'espérances, de devoirs, d'intérêts, de préjugés, de passions, de langue et enfin d'habitudes morales, intellectuelles et même physiques, dont le point de départ s'est trouvé dans un but commun d'activité et le centre d'une fraction déterminée et permanente de l'espèce humaine quand ce but demeure permanent pendant toute une série de générations » (Buchez, *Traité de politique de science sociale,* tit. I, chap. III). *De la conséquence la plus caractéristique d'un but commun : La Nationalité.* Cf. Renan, cité dans cet ouvrage, p. 146.

rables qui résument toute la science politique contemporaine sur le terrain philosophique. Les auteurs anglo-américains ne concordent pas avec les précédents (1).

Mais ce concept philosophique se manifeste sous des formes multiples ainsi que l'explique le tableau qui précède : comme *Nationalité* proprement dite ; comme *politique des nationalités ;* comme *système juridique* applicable au droit privé ; comme *ciudadania* (qualité et droits du citoyen) pour l'exercice de la souveraineté politique et

(1) The *common consciousness* is the purest light given to men by which to interpret truth in any direction ; it is the safest advises as to when principle shall take the form of command ; and the common consciousness is the State consciousness. In the modern national State we call it the national consciousness (John W. Burgess, *Political science and comparative constitutional Law.* Boston, 1890, 1, 54).

The first question to be asked is, *What constitutes a nationality ?* Vico had defined it as « a natural society of men who, by unity of territory, of origin, of customs, and of language, are drawn into a community of life and of social conscience ». More modern Italian writers, among whom Mancini, Mamiani, and Pierantoni are conspicucus, have employed themselves in amplifying this definition. They enumerate as the constituent elements of nationality, race, religion, language, geographical position, manners, history, and laws, and when these or several of them combine they create a nationality. It becames perfect when a special type has been formed ; when a great homogeneous body of men acquires, for the first time a consciousness of its separate nationality, and thus becomes « a moral unity with a common thought ». This is the *cogito, ergo sum* of nations, the *self-consciousness* which establishes in nations as in individuals a true personality. And as the individual man, according to these writers, has an inalienable right to personal freedom, so also has the nationality. Every government of one nationality by another is of the nature of slavery, and is essentially illegitimate, and the true right of nations is the recognition of the full right of each nationality to acquire and maintain a separate existence, to create or to change its government according to its desires. Civil communities should form, extend, and dissolve themselves by a spontaneous process, and in accordance with this right and principle of nationality. Every sovereign who appeals to a foreign Power to suppress movements among his own people ; every foreign Power which intervenes as Russia did in Hungary, and as Austria did in Italy, for the purpose of suppressing a national movement, is essentially criminal. On the other hand, any war for the emancipation of struggling nationalities, such as that of France with Austria, and Russia with Turkey, derives its justification from this fact, quite irrespective of the immediate cause or pretexts that produced it (W.-E.-H. Lecky, *Democracy and Liberty*, etc., New-York, 1889, I, 475-476).

comme *caractère national* pour conserver, cultiver et développer ce génie mystérieux dont nous avons parlé.

VII. **Examen critique des définitions.** — La Nationalité moderne, étudiée au point de vue des relations de l'Individu avec l'État, se trouve définie d'une manière défectueuse et incomplète par les auteurs célèbres de notre époque. Il y a donc lieu de procéder à un examen critique succinct de ces définitions.

Celle sur laquelle les auteurs français sont d'accord avec le plus d'uniformité conclut que *la Nationalité est le lien qui rattache une personne ou une chose à une nation déterminée* (1). Elle se réfère ainsi à la nationalité de l'*individu,*

(1) La littérature juridique française comprend de nombreux et savants ouvrages sur la *Nationalité* considérée dans ses relations avec le Droit public et le Droit privé et de très nombreuses monographies concernant diverses questions particulières sur cette matière. La plus grande partie de ces ouvrages sont plus ou moins anciens. Je recommande, comme le plus moderne et le plus complet parmi ceux que je connais, celui de mon éminent ami le professeur André Weiss, *La Nationalité* (2e édit., librairie Larose et Tenin, Paris, 1907), qui forme le premier volume du *Traité Théorique et Pratique de Droit International Privé.* M. Weiss commence son ouvrage par une bibliographie sur cette matière et qui comprend les notices concernant 22 ouvrages généraux, 117 monographies et 330 articles de journaux et revues. Parmi les ouvrages spéciaux, il faut rappeler ceux de Cogordan (*La Nationalité,* etc. Paris, 1890) ; Rouard de Card (*La Nationalité française,* Paris, 1893), etc... La *Nationalité,* dit M. André Weiss (*ouvr. cité,* I, 1), peut être définie le lien qui rattache une personne ou une chose à une nation déterminée. On dit la nationalité d'un individu, mais on dit quelquefois aussi la nationalité d'une société, d'un chemin de fer, d'un cours d'eau, la nationalité d'un navire... ». Georges Cogordan (2e édit. Paris, 1890, p. 4) dit : « Le lien qui unit l'individu à l'État, c'est-à-dire au groupe social suprême et indépendant, est ce qu'on appelle la Nationalité ». D'après Frantz Despagnet, le mot nationalité désigne, au point de vue politique, « cette idée en vertu de laquelle des peuples qui ont entre eux une communauté de race, de traditions, de langue, etc., doivent se grouper pour former autant d'États distincts » (*Précis de Droit International Privé,* 4e édit. Paris, 1904, p. 237). Enfin, nous venons de lire le concept de Renan. Ces exemples qui embrassent toutes les nuances des idées françaises suffisent pour illustrer mes conclusions à ce sujet. « C'est la conscience de culture commune, le sentiment de la solidarité dans la destinée qui constitue la force principale de cohésion dans une nation et devient une puissance qui attire à la fin les parties dispersées ou séparées » (Ahrens, *Théorie du Droit Public et du Droit des Gens,* lib. II, § 103). De nombreux auteurs, et parmi ceux-ci M. André Weiss, acceptent cette idée (*Ouvr. cité,* I, 3).

d'une *société commerciale*, d'un *immeuble*, d'un *navire*, d'un *chemin de fer*, d'un *cours d'eau*, etc.... L'idée politique disparaît presque complètement chez les juristes, à l'exception de Renan.

Les Italiens soutiennent aussi la même idée, mais ils ne la portent pas à la hauteur des faits : Pour eux « *la Nationalité est une société naturelle d'hommes possédant l'unité de territoire, d'origine, de mœurs, de langue, formée par la communauté de la vie et l'union au point de vue social* » (1). L'idée finale, inspirée par un texte de Sénèque, équivaut à la définition, parce qu'il reconnaît le génie intime qui agite la masse sociale.

En ce qui concerne la Nationalité, les Anglais en sont encore aux temps féodaux. Ils n'ont pas une perception bien nette de l'idée de la *Nationalité*. L'homme leur paraît constituer une chose appartenant au souverain, bien que dans la pratique, par l'habitude des institutions libres dont ils jouissent, cette idée se trouve atténuée. Il n'existe pas, cependant, de pays libre plus conservateur des préjugés féodaux que la Grande-Bretagne. La Nationalité, disent les Anglais, « *est la relation politique qui existe entre l'individu et l'État souverain auquel le premier doit l'allégeance, c'est-à-dire la soumission perpétuelle et sans con-*

(1) Le cose delle fin qui mostrano ormai a discoperto inche consista una *Nazionalitá,* é quali ne siano gli elementi constitutivi, e ci por gono ragione di riconoscere in essa una *societá naturale di uomini da unitá di territorio, di origine, di costumi e di lingua, conformati a comundaza di vila et de coscienza sociale* (P.-E. Mancini, *Diretto Internazionale,* etc., Napoli, 1873, p. 37). *Vinculum per quod Respublica cohaeret, ille spiritu vitalis quem tot millia trahunt, nihil ipsa per se futura nisi onus et praeda, si Mens illa imperii subtrahatur* (Mancini, *Ibidem,* 36, note 1). L'éminent Pascale Fiore est du même avis dans *Le Droit International codifié* (Paris, 1911, p. 121), bien que, à mon avis, il confonde *Peuple* et *État*.

La cittadinanza, o nazionalita, o indigenato, che dir si voglia, e, infatti, il vincolo che lega l'individuo allo Stato, che definisce i diritti ed i doveri che all' uomo spettano come appartenente ad un dato Stato, e constituisce quindi la somma di tutti i diritti dell' individuo, integrandone la personalita giuridica (Orazio Sechi, *Cittadinanza. Diretto Italiano e legislazione comparata,* en *Il Digesto Italiano*, etc., Torino, 1902, VII, parte II, 222).

dition ». L'idée britannique ne veut pas dire qu'il s'agit d'un vasselage perpétuel envers la *Nation*, mais bien en faveur de la *personne du Monarque*. Pour cette raison, c'est donc une institution essentiellement féodale (1).

Chez nous, on a essayé aussi de donner une définition pour la Nationalité. Je dois en faire la citation, pour compléter les énonciations qu'elle contient, en vous recom-

(1) *L'allégeance*, soit formelle, soit implicite, est encore distinguée par la loi en deux espèces ; elle est ou naturelle et perpétuelle, ou locale et temporaire. L'allégeance naturelle est celle qui est due, dès l'instant même de la naissance (7 Rep. 7), par tout homme né sous la domination du roi. Car dès sa naissance, il est sous la protection du roi, et dans le temps aussi où son enfance le rend incapable de se protéger lui-même. L'allégeance naturelle est donc la dette de la reconnaissance : elle ne peut être effacée ni altérée, ni par le temps, ni par le lieu, ni par les circonstances, ni par aucun autre moyen que par les pouvoirs réunis de la législature (2 P. Wms. 124). Un Anglais qui passe en France ou en Chine, doit, là comme dans son pays, la même allégeance au roi d'Angleterre, et vingt ans après, comme avant de quitter son pays. Car c'est un principe de la loi universelle (1 Hal. P. C. 68) que celui qui est né sujet d'un prince, ne peut, par aucun acte de sa volonté, ni même en jurant fidélité à un autre, se dégager de l'allégeance naturelle envers le premier, laquelle est intrinsèque, primitive et antécédente à toute autre, et dont il ne peut se délier sans le concours et le consentement du prince à qui elle était due d'abord. A la vérité, l'homme né sujet d'un prince, à qui il doit par conséquent allégeance, peut se trouver dans une position embarrassée, parce qu'il se sera lui-même assujetti sans réserve à un autre ; mais c'est par son propre fait qu'il s'engage dans les difficultés, en s'obligeant à servir deux maîtres; et il ne serait pas raisonnable qu'il pût à son gré, par un tel acte volontaire de sa part, relâcher les liens qui l'attachent à son souverain naturel. L'allégeance locale est celle que doit un étranger, aussi longtemps qu'il continue de vivre sous la domination et la protection du roi (7 Rep. 6) : elle cesse à l'instant où cet étranger passe de ce royaume dans un autre (W. Blackstone, *Commentaires sur les Lois Anglaises*, 1822, II, 61 et suiv.).

Nationality is the relation of the person to the sovereign state, to which he owes allegiance, and exists either by birth or acquisition (J.-A. Foote, *A Concise Treatise of Private International Jurisprudence*, etc., 2nd. ed., London, 1890, p. xxxi et 1). Dicey, dans l'ouvrage anglais le plus moderne sur la matière dit : Rule 20. (1) « *British subject* » means any person who owes permanent allegiance to the Crown. (2) « *Natural-born British subject* » means a British subject who has become a British subject at the moment of his birth. (3) « *Naturalized British subject* » means any British subject who is not a natural-born British subject. (A.-W. Dicey, *A Digest of the Law of England with Reference to the Conflict of Laws*, etc., London, 1908, 2nd. ed., 164).

mandant la prudence dans vos lectures de nos essais sur le Droit, parce que, souvent, ils se ressentent des défauts de l'improvisation. Je dois ajouter, en toute franchise, qu'il eût été préférable de ne pas soutenir une telle erreur. C'est pour cette raison que je ne citerai pas le nom de son auteur qui s'exprime ainsi : « *On ne peut concevoir l'idée de la Nationalité ni le sentiment de la Patrie sans l'idée du sol du pays où l'on est né. Le sol du pays est la base de tous les droits et actes qui constituent la vie et l'histoire des sociétés humaines* ». C'est une théorie féodale, digne de l'époque du duc de Bourgogne et que la science a éliminée.

Les Espagnols, par leurs organes les plus autorisés, formulent ce qui suit : « On ne doit pas confondre l'idée de *Nation* avec celle d'*État*, bien qu'il en soit ainsi dans le langage courant ; on peut définir la Nation une « société naturelle d'hommes réunis par l'unité d'origine, de mœurs, de langue, sous les mêmes formes de la vie commune et avec la conscience de leur existence comme tels » (1).

Les Écoles dont nous venons de parler ne comprennent donc pas, dans les textes que je cite, l'idée et les fonctions de la Nationalité moderne. Dans le domaine des idées positives, l'École française soutient que la Nationalité constitue *un contrat synallagmatique entre l'Individu et l'État*, destiné à assurer la protection du premier qui s'engage à son tour à soutenir l'État et à payer les impôts (2). Selon d'autres Écoles, la Nationalité constitue un lien volontaire moyennant lequel l'homme accepte une

(1) Marquès de Olivart, *Traité de Droit International Public*, etc. Madrid, 1903, I, 148. « La Nationalité est le lien permanent qui lie un individu avec un État et comporte, par conséquent, la soumission à l'autorité et à ses lois (M. Torres Campos, *Elementos de Derecho Internacional Privato*, Madrid, 1906, p. 144 et 145). Les auteurs de l'École juridique moderne espagnole suivent ces idées générales.

(2) C'est dans un contrat synallagmatique intervenu entre l'État et chacun des individus qui le composent que se trouve, selon nous, le fondement juridique de la Nationalité (Weiss, *Ouvr. cité*, I, 8).

souveraineté donnée (1), et selon d'autres qui, à mon sens, sont dans la vérité (les Écoles allemande, française et

(1) « La Nationalité est le lien qui unit une personne à une nation, c'est-à-dire à un État déterminé. *Au point de vue juridique,* en effet, la Nation est l'État régulièrement constitué : ce sont deux termes équivalents. Nous n'examinerons pas ici la célèbre théorie des nationalités, d'après laquelle la notion de l'*État* et celle de la *Nation* ne se confondraient pas. Elle renferme beaucoup de faux avec un peu de vrai et n'a d'ailleurs, au point de vue du Droit positif, aucune conséquence juridique » (Eugène Audinet, *Principes élémentaires du Droit international privé*, etc., Paris, 1904, § 98, p. 60). L'erreur de l'auteur me paraît évidente devant le fait juridique contemporain d'États formés par de nombreuses nations. Dans mon discours d'inauguration et dans plusieurs conférences, j'ai dit tout ce qu'il suffisait de dire à cet égard pour dissiper les confusions que pourrait faire naître le concept de l'École à laquelle M. Audinet appartient, ainsi que son collègue, le professeur F. Despagnet, qui ajoute : « La théorie de la nationalité est donc celle qui a pour *objet d'indiquer l'État dont chacun dépend* » (*Précis de Droit international privé,* Paris, 1904, p. 237). De quelle manière pourrait-on définir la nationalité des Hindous, des Arabes ou des Boers qui appartiennent à l'Empire Britannique ? Cette nationalité ne peut qu'indiquer seulement un groupement humain et non l'État organisé dont il fait partie.

Les colonies de l'Amérique du Nord, qui se sont rendues indépendantes en 1776, avaient une origine anglaise, spécialement celles de la Virginie, au Sud, et du New-England, au Nord. Entre les deux s'établirent des masses de Hollandais dans l'État de New-York, d'Allemands en Pensylvanie, de huguenots français dans la Caroline du Nord et d'autres nationalités européennes dans d'autres régions. Le *Nouvel État* n'avait donc pas pour base exclusive la *nationalité anglaise,* bien qu'il ait conservé sa langue et sa législation privée. Cf. Charles Z. Lincoln, *The Fondaments of the American Government,* etc., Rochester, New-York, 1907, qui commet l'erreur de considérer le *Nouvel État, la République des États-Unis d'Amérique,* comme *an English Nation, Ouvr. cité,* 6.

Le Gouvernement provisoire de Buenos-Aires, formé par une assemblée de notables appelée Junta Conservadora, a sanctionné, le 22 octobre 1811, une Constitution provisoire dont le préambule explique l'origine du nouvel État : « Une *Nation* ou un *État* est une personne morale qui a son origine dans cette association d'hommes qui cherchent leur sécurité dans leurs forces réunies. De même que cette multitude forme une société qui a la garde des intérêts communs et doit opérer de concert, il a été nécessaire, dans l'isolement politique où se trouvait la nôtre, d'établir une autorité publique dont la mission vigilante est d'ordonner et de diriger ce que chacun doit faire pour atteindre le but de cette association. En vertu de ces principes d'éternelle vérité, il est clair que pour qu'une autorité soit légitime pour toutes les cités de notre Confédération politique, elle doit naître du sein d'elles-mêmes et être l'œuvre de leurs propres mains. Ainsi le comprirent ces cités elles mêmes quand, revalidant par un acte de ratification tacite le gouvernement établi en cette capi-

italienne, inspirées par les grands esprits qui se nomment Bluntschli, Renan et Pierantoni), *la Nationalité est un lien naturel.*

Telle est la véritable doctrine. La Nationalité n'est pas un contrat parce que ce système comporterait l'amoindrissement d'une institution aussi élevée pour l'âme humaine. Ce n'est pas non plus une soumission politique volontaire parce que personne ne peut faire dépendre cette soumission de la décision humaine assujettie à de multiples contingences. La Nationalité est quelque chose de suprême et de grand, inhérent à la nature de l'homme. C'est l'attribut le plus important de la liberté civile qui nous conduit, par une série d'évolutions, à nous grouper, abstraction faite de l'influence du territoire, des langues, des religions et des situations politiques antérieures, pour réaliser un idéal commun de Justice, de Liberté, de Paix et de Travail (1).

VIII. **Politique des Nationalités.** — Telle est l'idée générale de la *Nationalité*. Mais cette spéculation scientifique doit être mise en contact avec le milieu et avec les hommes ; elle assume alors habituellement une autre forme. Au

tale, elles donnèrent mandat à leurs députés pour que ceux-ci prennent ladite autorité qui leur appartient comme membres de l'Association. Si une nation a le droit de se donner un gouvernement, elle possède aussi le même droit pour tout ce qui concerne sa conservation, puisque la loi qui nous impose ce devoir nous donne droit à toutes les choses sans lesquelles nous ne pourrions le satisfaire. Éviter avec le plus grand soin tout ce qui pourrait causer sa ruine figure sans aucun doute au nombre des obligations les plus essentielles. Pour ce principe non moins évident, il est décidé que la Junte, se rendant compte des dangers que courait l'État, par suite de désaccord avec le gouvernement de beaucoup de suffrageants, de défaut d'unité de plan, de rapidité dans leur exécution, de secret dans les délibérations, elle se croit obligée de faire un nouveau règlement pour lequel, sauf lesdits inconvénients, on s'aperçoit de la forme sous laquelle doivent opérer les cités en leur qualité de corps politiques » (*Registro nacional,* 1811, p. 122, édit. de Buenos-Aires, 1879).

(1) J'ai développé cette idée dans les publications suivantes : *Conférence inaugurale du cours de Droit international privé,* Buenos-Aires, 1902 ; *Revista de Derecho, Historia y Letras,* XII, 438 ; *Bulletin argentin de Droit international privé,* I, 1, 22 ; Weiss-Zeballos, *ouvrage cité,* I, VIII et suiv.

XIX^e^ siècle, elle nous apparaît sous la forme de *politique des Nationalités*. Mais on tomberait dans la confusion si l'on soutenait que la *politique des Nationalités* est la *Nationalité*. Celle-ci est la cause et celle-là l'un de ses résultats. Qu'est, en effet, la politique des Nationalités avec laquelle la Nationalité est confondue même par les auteurs importants que nous avons cités, et encore par d'autres? A la suite des guerres féodales qui ont troublé l'Europe au moyen âge; après les longues et terribles luttes provoquées par Charles-Quint, Louis XIV et Napoléon I^er^ poussés par l'ambition de constituer des *Empires* en absorbant les autres nations, l'Europe demeura déchirée et divisée. Mais les sentiments intimes ont fermenté; les populations qui avaient des affinités entre elles constituèrent des groupes organisés pour leur défense. Telle fut l'origine du sentiment révolutionnaire qui apparut au XIX^e^ siècle en Grèce, en Hollande, en Allemagne, en Italie et en France. Que recherchaient les populations soulevées? Elles protestaient contre l'organisation politique artificielle qui leur avait été imposée et revendiquaient le retour à l'ordre naturel indiqué par la coexistence d'anciens liens et d'un idéal commun (1).

Telles sont et l'origine et les vicissitudes de la politique des Nationalités, source de l'état organique actuel de l'Europe, qui n'a rien de définitif, puisqu'il existe encore des Nationalités, artificiellement soumises, qui résistent toujours à une domination qu'elles considèrent comme étrangère et préjudiciable. La *politique des Nationalités* est une création moderne en tant que moyen destiné à sauvegarder ou reconquérir l'indépendance. Elle atteint son

(1) E.-S. Zeballos, *Concepto cientifico de la Revolucion italiana,* dans la *Revista de Derecho, Historia y Letras,* de Buenos-Aires (XXXIX, 144) : « La *théorie des nationalités,* en opposition à la théorie du Droit divin, préconise le triomphe de la *volonté* des peuples ou de la *conscience nationale* dans la formation des idées politiques et dans la détermination de leurs formes de gouvernement ».

point culminant en Allemagne, agitée par les Empereurs ou par le Pape — étrangers — et, en Italie, envahie, occupée et divisée, en même temps parfois, par des nations puissantes, lointaines comme l'Espagne ou voisines comme l'Allemagne. Mais comme toutes les institutions politiques, elle a servi aussi d'instrument aux ambitions de conquête territoriale de ceux qui veulent s'étendre en oubliant le principe fondamental qu'elle a posé : « Chaque nation ou partie principale d'une nation, a le droit absolu et inaliénable d'adopter la forme de gouvernement qui lui plaît; et toute oppression des souverainetés étrangères est essentiellement illégitime ». D'autres pays de l'Ancien Monde et du Nouveau Monde ont dénaturé le sentiment de la Nationalité pour amener l'anarchie et le démembrement de leurs rivaux, tout en renforçant leurs propres organismes (1).

(1) F. Py y Margall, *Las Nacionalidades,* 3e édit., Madrid, 1889 ; Général Zurlinden, *Le Réveil des Nations* (*Le Figaro,* Paris, 21 mars 1911); Vicente-Garcia Cordoba, *La teoria de las Nacionalidades,* en la *Revista juridica de Bogota,* 1911, XXV, 24; Pierantoni, *ouv. cité*, I, 195 ; Mancini, *ouv. cité.* — Isaac Disraéli dit de la Révolution italienne : It is remarkable that the country, which has long lost its political independence, may be considered as the true parent of modern history. The greater part of their historians have abstained from the applause of their contemporaries, while they have not the less elaborately composed their posthumous folios, consecrated solely to truth and posterity! The true principles of national glory are opened by the grandeur of the minds of these assertors of political freedom. It was their indignant spirit, seeking to console its injuries by confinding them to their secret manuscripts, which raised up this singular phenomenon in the literary world. Of the various causes which produced such a lofty race of patriots, one is prominent. The proud recollections of their Roman fathers often troubled the dreams of the sons. The petty rival republics, and the petty despotic principalities, which had started up from some great families, who at first came forward as the protectors of the people from their exterior enemies or their interior factions, at length settled into a corruption of power ; a power which had been conferred on them to preserve liberty itself! (J. Disraéli, *Curiosities of Literature,* Londres, 1889, p. 443).

The *doctrine of nationalities* has been especially formulated and defended by Italian writers, who in this field occupy the foremost place. The aspiration towards a common nationality that slowly grew up among the Italian people, in spite of the many and ancient political divisions that separated them, may

La politique des *Nationalités* a d'autres *contradicteurs*, que Mancini appelle *utopistes humanitaires*. Ceux-ci con-

be probably traced to the traditions of the old Roman power. Dante and Machiavelli at once displayed and strengthened it, and it has greatly coloured the Italian political philosophy of our century (W.-E.-H. Lecky, *Democracy and Liberty*, etc., New-York, 1889, I, 474-475).

The more modern doctrine is, that every people, or large section of a nation, has an absolute and indefensible right to the forma of government it pleases, and that every imposition upon it of another rule is essentially illegitimate (Lecky, *Ibidem*).

The doctrine of the divine right of kings, and a formal repudiation of the right of nations to choose their forms of government, were the basis of the new « Holy-Alliance », of the resolutions of the Congress of Laybach, and of the whole policy of Metternich, and in accordance with these principles insurrection was put down by an Austrian army in Naples, and by a French army in Spain. There were, however, signs that the *doctrine of nationalities* was not extinct, and there were movements in this direction which excited hopes that were not fully justified by the event. The enthusiasm evoked by the emancipation of Greece, by the revolt of the Spanish colonies in America, and by the foreign policy of Canning, marks the turn of the stream, and the Freench Revolution of 1830 kindled a democratic and a nationalist movement in many countries much like that which accompanied the Revolution of 1848. There were insurrections or agitations in many of the States of Italy, in Germany, Denmark, Poland, Hungary, Belgium and Brazil. Most of them were speedily suppressed. Russia crushed with merciless severity insurrection in Poland. An Austrian Army put down revolt in the Pontifical States. In Germany and Austria and Italy politics soon moved along the old grooves, and the spirit of reaction was triumphant; but the separation of Belgium from Holland market a great step in the direction of *the rights of nationalities;* the government of France now rested on a parliamentary basis; popular institutions were introduced into Denmark; the aristocratic cantons of Switzerland were transformed, and the Reform Bill of 1832 placed English politics on a more democratic basis. Neither Louis-Philippe nor Lord Palmerston desired to propagate revolution, and their alliance was chequered and broken by many dissensions; but, on the whole, it served the cause of liberty in Europe, and still more the cause of non-intervention (W.-E.-H. Lecky, *Democracy and Liberty,* etc., New-York, 1889, I, 473-474).

From the French revolutions, who begin their career of invasion by promising French assistance to every struggling nationality, to the modern Panslavist, who is often preaching the right of nationalities in the mere interest of a corrupt and persecuting despotism, this doctrine has been abundantly made use of to cloak the most selfish and the most mischievous designs. Those men are not serving the true interests of humanity who enlarge the pretexts of foreign agression, and weaken the force of treaties and international obligations, of which the peace and stability of civilisation so largely depend. Such considerations sufficiently show the danger of the exaggerated language on the

fondent les doctrines philosophiques absolues avec les réalités humaines et politiques. Ils proclament la paix

subject of *the rights of nationalities* which has of late years become common. It will, indeed, be observed that most men use such language mainly in judging other nations and other policies than their own. One of the most remarkable test cases of this kind which have occurred in our generation has been that of the United States. This great nation is one of the least military as well as one of the freest and most democratic in the world, and its representative writers, and sometimes even its legislative bodies, are fond of every absolute assertions of the right of revolution and the inalienable supremacy of the popular will. Yet in its own acquisitions the American Republic has never adopted the principle of plebiscite. Texas was admitted into the Union by a treaty with a State which was considered independent; Upper California was conquered from Mexico; New Mexico was acquired by purchase; Louisiana was purchased from Napoleon in 1803; Florida was acquired by treaty with Spain in 1821; but in no one of these cases were the people consulted by a popular vote. But most significant of all was the attitude assumed by the Federal Government in dealing with the secession of the South. Long before that secession some of the best observers had cleary pointed out how the influence of climate, and much more the special type of industry and character which slavery produced, had already created a profound and lasting difference between the North and the South. Both Madison and Story had foreseen that the great danger to the United States was the opposition between the Northern and Southern interests. Calhoun was non sensible of the difference that he proposed the establishment of two presidents, one for the free, and the other for the slawe-States, each with a veto on all national legislation. Guizot and Tocqueville had both distictly recognised the same truth. Though language and religion were the same, and though race was not widely different, two distinct nations has grown up clearly separated in their merits and their defects, in character, manners, aspirations and interests. After the election of President Lincoln the long impending disruption came. The Southern States proclaimed *the right of nationalities,* demanded their independence; and prove their earnestness and their unanimity by arguments that were far more unequivocal than any doubtful plebiscite. For four long years they defended their cause on the battle-field with heroic courage, against owerwhelming odds, and at the sacrifice of everything that men most desire. American and indeed European writers are accustomed to speak of the heroism of the American colonies in repudiating imperial taxation, and asserting and achieving their independence against all the force of Great Britain. But no one who looks carefully into the history of the American revolution, who observes the langour, the profound divisions, the frequent pusillanimity the absence of all strong and unselfish enthusiasm that were displayed in great portions of the revolted colonies, and their entire dependence for success on foreign assistance, will doubt that the Southern States in the War of Secession exhibited an incomparably higher level of courage, tenacity, and self-sacrifice. No nation in the nineteenth century has maintained its nationhood with more

perpétuelle, la confraternité universelle, une sorte de république positive de l'Humanité. Quoiqu'elles fassent la perfection théorique de semblables idéals, elles ne constituent pas cependant des guides sûrs pour les hommes d'État, ni pour la direction des peuples meilleurs destinées. Au contraire, elles contribuent à affaiblir le sentiment national et la défense de leurs intérêts et favorisent et encouragent les intrigues et les ambitions des spéculateurs politiques et diplomatiques (1).

courage and unanimity. But it was encountered with an equal tenacity, and with far greater resources, and, after a sacrifice of life unequalled in any war since the fall of Napoleon, the North succeeded in crushing the revolt and establishing its authority over the vanquished South (W. E. Lecky, *Democracy and Liberty*, etc., New-York, 1889, 482-485).

(1) Il Principio di Nazionalità trova in due estremi campi opposti i suoi oppugnatori, che il destino di tutte le cose vede giusto di questo modo. Gli uni che chiamerò Utopisti Umanitarii, dal concetto della fratellanza di tutti gli uomini traggono la necessità di prescindere, da ogni distinzione di Nazioni, di negare su tal fondamento ogni diritto proprio delle Nazionalità, di fondere più intimamente che sia possibile le popolazioni tutte che abitano il globo, di stabilire una Solidarietà di comunanza solidaria universale, di abolire per tal ragione le guerre, le alleanze, gli egoismi nazionali, i trattati, in somma di considerare il genere humano anche politicamente come una sola famiglia, e l'uomo in qualunque luogo sia nato, come cittadino del mondo. Gli altri per lo contrario sono i Diplomatici della Forza, idolatri della potenza e della fortuna, cui suprema ragione sono le armi ed i fatti compiuti, che giudicano dabbenagine la lealtà e la religione de giuramenti, necessità di Stato le comode tenebre del mistero, abilità l'intrigo, tatto politico la menzogna, il sacerdozio un instrumento di popoli mercede a vendere e patteggiare le poche famiglie quasi privilegiate della perpetua signoria di questo globo e de' milioni de' suoi abitatori. Costoro avvezzi a servirsi del Diritto delle Genti come di un mantello che ricopra le piaghe sanguinose, onde essi sfregiano e lacerano membra delle Nazioni, con l'opera de' diplomatici accordi non avvegna che la carta più augusta di questi accordi; e quando vi han parlato dell'Europa de' Trattati, e del debito di mantenerli in perpetuo inviolati (ben inteso quando ciò giovi a loro padroni), credono aver pronunziata l'ultima parola del Diritto internazionale, e ogni più alto principio di moralità e di giustizia, e le esigenze stesse inflessibili della natura trattano di dolle chimere, e gli uomini che a questi imprescrittibili titoli fanno appello credono additare al pubblico disprezzo, designandoli col nome di uomini di teoria e senza esperienza politica, povera genia profana a' loro immorali secreti ed alle arti della diplomatica pratica: ed ogni riforma che spunti nei voti della scienza, gridan contro allo scandalo ed al ridicolo. (S. Manna, *Diritto Internazionale Privato*, etc., Napoli, 1873, p. 76-79).

IX. **La Révolution italienne.** — La Révolution italienne nous donne un exemple remarquable et héroïque de l'idée politique de la Nationalité. Avant cette époque, l'Italie était un pays divisé par la féodalité, gouverné par des roitelets et manquant d'une langue commune (1) bien que la langue italienne ait été écrite par le Dante et expliquée dans les chaires par Boccace, quand il recherchait dans les œuvres poétiques de celui-ci les principes de la liberté et de l'unité future de l'Italie. C'était la langue des littérateurs et des savants, alors que dans le pays régnait l'anarchie des idiomes. Les Napolitains ne pouvaient se comprendre avec les Génois... et parmi les Génois eux-mêmes, je crois que bien peu se comprenaient entre eux! L'anarchie politique et géographique était profonde au double point de vue de l'autorité et de l'hégémonie ; mais au milieu d'une telle situation, bien qu'elle paraisse contradictoire, le sentiment de l'unité italienne s'enhardissait, soutenu par deux causes fondamentales. Le peuple italien, sur lequel s'étaient greffés les Lombards, était habitué à l'unité politique romaine, et par-dessus celle-ci l'unité politique du catholicisme avait dominé quand l'Église était devenue un pouvoir politique plutôt que religieux. Après la Sainte-Alliance, l'Italie se vit de nouveau déchirée par les ambitions étrangères ; mais le sentiment collectif détermina une crise et la Révolution éclata. Je ne m'arrêterai pas plus longtemps à vous en donner l'explication, parce que je viens de le faire dans un discours de circonstance qui contient quelques nouveaux aperçus historiques (2). Le succès de l'unité italienne constitue la réfutation de la théorie du contrat et de la soumission volontaire à un droit politique et sert en même temps de fondement au prestige des principes scientifiques, en éta-

(1) Englielmo Ferrero, sur le *Cinquantenaire de l'Italie* dans le *Figaro* de Paris, 1911.

(2) E.-S. Zeballos, *Concept scientifique de la Révolution italienne* dans la *Revista de Derecho, Historia y Letras*, XXXIX, 140, précité.

blissant que la Nationalité est le produit d'une élaboration psychique des individus et des collectivités.

X. **Système juridique de la Nationalité.** — Mais la politique des nationalités en vertu de laquelle les peuples, même les plus arriérés et les plus pauvres, ont pu faire des révolutions et renverser des gouvernements injustes et oppresseurs, compte une conquête plus pure encore. La gloire de l'Italie à ce sujet provient de ce qu'elle a porté la politique des nationalités sur le terrain du Droit privé; qu'elle lui a fait servir à la fois de fondement à la Constitution du royaume et au Droit privé humain qui régit la vie juridique de la famille, non seulement en faveur des Italiens, mais encore pour tous les étrangers qui habitent le territoire de l'Italie. La nouvelle doctrine a été déployée ainsi qu'un drapeau politique et elle a laissé une impression profonde en Europe dans les moments où une grande partie de celle-ci réagissait pour reconstituer les nationalités troublées par les armes de Louis XIV et de Napoléon. Elle fut incorporée aux Codes et constitue aujourd'hui un principe scientifique unique et universel au point de vue juridique. Ce rôle imprime à la Nationalité son troisième caractère, celui du système juridique appliqué à régir les relations juridiques privées (1).

(1) L'illustre créateur du système juridique fut Pasquale Estanislao Mancini, professeur de Droit International à l'Université de Turin (Mancini, *Prelozioni, ouvr. cité;* E.-S. Zeballos, *Conférence d'inauguration précitée,* 10 et suiv.; *Bulletin Argentin de Droit International Privé,* I, 8 et *passim;* A. Weiss-E.-S. Zeballos, *Ouvr. cité,* I, 135 et suiv.). Mancini, *De l'Utilité de rendre obligatoire pour tous les États, sous la forme d'un ou de plusieurs traités internationaux un certain nombre de règles générales de Droit International Privé pour assurer la décision uniforme des Conflits entre les différentes législations civiles et criminelles,* dans le *Journal de Droit International Privé,* Paris, 1874, p. 221 et suiv. Traduction castillane à Buenos-Aires, 1897, par une Commission d'Élèves du Cours de 6e année de Droit. De nombreux auteurs américains et européens ont écrit sur cette matière, pour ou contre la doctrine italienne ou en l'atténuant. Parmi ceux qui se sont prononcés dans ce sens, il convient d'étudier A. Alcorta, *Cours de Droit International Privé;* A. Pillet, *Principes généraux de Droit International Privé,* Paris, 1903;

XI. **Ciudadania (qualité de national et droit de citoyen).** — Mais la Nationalité se manifeste sous un quatrième caractère : celui de la *ciudadania*. La *ciudadania* est aussi une institution que l'on confond en général avec la *Nationalité*, dont elle se différencie comme la cause de l'effet et la partie du tout. Je vais vous soumettre quelques conclusions qui me paraissent nouvelles et qui, parfois, pourront choquer votre esprit. Mais elles sont le résumé de l'opinion publique argentine et étrangère et j'ai le devoir de ne pas les passer sous silence parce que je suis convaincu de leur exactitude et qu'elles sont scientifiquement démontrées. Le nom, de même que l'idée de la *ciudadania* (ensemble la qualité et les droits du citoyen), n'apparaissent pas toujours uniformes et clairs dans les lois. On ne dit pas toujours avec exactitude dans tous les pays ce qu'est un *ciudadano* (citoyen). L'Anglais le considère comme un *sujet* (et l'appelle ainsi), un homme soumis à perpétuité au *vasselage* britannique : celui qui a été une fois *sujet*, le restera toujours (*once a subject, always a subject*). C'est une négation du principe ancien et teutonique de la liberté civile, qui autorise l'homme à ne pas rester le sujet d'un État auquel il ne

J. Gilta, la *Méthode du Droit International Privé*, La Haye, 1890; F. Meili, *International Civil and Comercial Law*, etc., New-York, 1905; L.-V. Bar, *The theory and practice of Private International Law*, Edimbourg, 1892; F. Wharton, *A Treatise on the Conflict of laws*, etc., Rochester, 1905; M. Torres Campos, *Elementos de Derecho International Privado*, Madrid, 1906; C. Brocher, *Cours de Droit International Privé*, etc., Genève, 1882; L. Laurent, *Droit Civil International*, etc. Paris, 1880; Esperson, *Del Principio di Nazionalita*, Pavie, 1868; Guido Fusinato, *Il Principio della Scuola Italiana nel Diritto Privato Internazionale*, dans l'*Archivio Giuridico*, Pise, 1884, XXXIII, 54; Guido Fusinato, *Introduzione à un corso di Diretto Internazionale Pubblico et Privato*, Lanciano, 1885; A. Calandrelli, *Derecho Internacional Privado*, Buenos-Aires, 1902; Luis Pérez Verdia, *Tratado Elemental de Derecho Internacional Privado*, Mexico, 1908; A.-S. de Bustamante y Sirven, *Tratado de Derecho Internacional Privado*, La Havane, 1896; Clovis Bebilaqua, *Principios Elementales de Derecho Internacional Privado*, Bahia, 1906; José Clementes Fabres, *La Législacion de Chili con relaciones de Derecho Internacional Privado*, Santiago, 1892, etc.

veut plus appartenir, bien qu'il soit né sur son territoire; c'est l'ignorance du droit que possède tout homme de changer de nationalité, modifié après 1870. Les Américains n'acceptent pas cette idée qui est opposée à leur idiosyncrasie et ils emploient le terme de *citizenship,* que j'ai déjà défini dans une conférence précédente et qui veut dire les *nationaux,* nés ou naturalisés, qui vivent soumis à la juridiction américaine, de telle manière que ceux qui sont nés dans le pays et qui habitent d'une manière permanente à l'extérieur ne sont pas citoyens américains, ni citoyens du pays où ils sont domiciliés : ils n'ont pas de nationalité.

Les Italiens font usage des termes *sudditanza* (sujets) et *cittadinanza* (qualité du citoyen), expressions politiques qui ne signifient pas la même chose, parce que tous les *sujets* italiens ne sont pas *citoyens*. Le sont seulement ceux qui ont le droit de voter et d'exercer ainsi la souveraineté nationale. Les femmes, les enfants, les incapables, les mineurs d'âge et les étrangers ne sont pas citoyens. Tous les citoyens sont obligés d'être nationaux et d'appartenir à la communauté politique. Cependant, les auteurs italiens les plus importants sont d'accord avec Fiore pour appeler *cittadinanza* la Nationalité en général (1).

(1) Cf. cet ouvrage, p. 156. La sudditanza é uno dei principali rapporti che determina la subordinazione dell individuo à l'autorita sovrana el alla legge del suo Paese (P. Fiore, *Diretto Internazionale Privato,* etc., 4e édit., Turin, 1902, I, 38. L'illustre Fiore emploie dans le même chapitre le mot *cittadinanza* comme synonyme de *sudditanza.* Il dit en effet (*loc. cit.,* 41) : « Cuesta tendanza a considerare la *sudditanza* como qualche cosa di geografico non fu accettada presso quelle nazione che modificarono le tradizioni feudali coi principii del diretto romano. La *cittadinanza* presso al popolo romano era il piú grande privilejio, la *sudditanza* il piú grande onore, etc... ». Dans le même volume, page 323, l'auteur consacre un chapitre étendu à la *cittadinanza,* ou soit au *status civitatis.* Il y a une certaine confusion dans ces idées, qui provient de l'amplitude de l'idée *cittadinanza*. Sechi, qui, comme on l'a lu dans une note précédente, page 156, considère ce mot comme synonyme de *nazionalita* el de *indigeneta,* explique avec précision les diverses idées juridiques qu'elle exprime. Il dit :

« Esso, infatti, come bene osserva il Fiore, consiste nella facolta stettante a

Les Français emploient le mot *nationalité* en faisant dériver le mot du *droit du citoyen* par imitation du Droit romain qui distingue deux ordres juridiques différents : les *droits naturels* qui concernent la vie, l'honneur et la propriété communs à tous les hommes et les *droits civils* que le Code civil réserve aux Français. Ils disent *nationalité* pour donner une idée générale, parce que le *citoyen* n'est pas le *national* à proprement parler, sinon celui qui jouit de tous les droits civils et politiques. Les Allemands, qui présentent comme les Américains du Nord le cas extraordinaire de deux nationalités, celle des États qui composent l'Empire et la nationalité impériale allemande, postérieure à celle-ci d'après la Constitution, n'emploient pas le mot de *ciudadania* ni celui de *nationalité;* ils font usage de celui de *indigénat* en général. Nous, en nous conformant au Droit espagnol, nous disons à la fois la *vecindad* (l'habitation dans un lieu fixe), mot ancien qui veut dire aussi le *domicile*, et la *ciudadania* (qualité et droits de citoyen). De manière que la ciudadania n'est pas la nationalité, mais l'une des formes sous lesquelles celle-ci se manifeste comme fonction politique ; *c'est l'état politique des habitants légalement qualifiés pour exercer la souve-*

ciascuna persona d'essere ripulato membro del corpo polilico, a cui abbia liberamenle scelto di appartenere, mediante un atlo di volonta espressa o tacita, e di godere, sotto le condizioni slabilite dalla legge dello Stato, tutti i dirilti e tutti i vantaggi, che, in considerazione di tale condizione civile, sono dalla legge attribuiti ai cittadini. In altre parole, esso e il primo elemenlo di capacita giuridica pel godimenlo dei dirilti in quanto sono emanazione di una legge positiva. Nel suo significalo subiettivo, invece, lo stato di cittadinanza e quello in virtu del quale gli Stati impongono ai loro sudilti certi speciali doveri, in correlazione appunlo ai dirilti di cui essi godono. Lo slatlo di cittadinanza, pertanlo, da un lalo attribuisce alle persone che ne sono investite il godimenlo di tutti i dirilti civili, senza limitazione od eccezione alcuna; senza distinzione di condizioni o qualita speciali, ed inoltre la capacita di godere, nel concorso delle altre condizioni o qualita speciali, ed inoltre la capacita di godere, nel concorso delle altre condizioni dalla legge richieste, dei dirilti policiti; e dall altro lato le sottopone ai relativi obblighi, che lo Stato ma diritto di sancire in loro confronto (Crazio Sechi, *Citladinanza, Diritto italiano e legislazione comparata*, en *Il Digesto italiano*, etc., Torino, 1902, VII, parte II, 221).

raineté, pour interpréter et exprimer la volonté active de la nation.

XII. **Caractère national.** — En dernier lieu, la Nationalité se manifeste encore sous une autre forme, nullement codifiée, ni comprise dans le Droit international parce qu'elle est un attribut propre de chaque pays et se trouve assujettie en outre aux influences physiques du climat et de la configuration du sol : je veux parler du caractère national. J'ai lu des traités admirables sur la nature des hommes de la plaine, de la montagne et des bords de la mer et des fleuves. D'autre part, on a étudié quelles sont les caractéristiques acquises par les hommes sous l'action des influences historiques, politiques, religieuses et économiques qui prédominent actuellement et décident de la politique des États. Le caractère national est, à son tour, le résultat des profondes activités de la psychologie individuelle et collective.

Depuis l'origine de l'Histoire, le caractère a marqué chaque groupement humain d'une empreinte particulière et personnelle. Qui ne se rappelle Cicéron disant que les Grecs n'étaient pas dignes de foi et que les Phrygiens ne faisaient bien les choses que sous la crainte du châtiment ? (1). Vous n'avez pas oublié que les Spartiates étaient inhumains au point d'obliger la mère dont le fils avait été tué à l'ennemi à donner un festin, et à verser des larmes si le jeune homme en revenait sain et sauf, violentant ainsi la nature même des sentiments humains ?

(1) Verumtamen hoc dico de toto genere Græcorum : tribuo illis litteras, do multarum artium disciplinam, non adimo sermonis leporem, ingeniorum acumen, dicendi copiam; denique etiam, si qua sibi alia sumunt, non repugno : testimoniorum religionem et fidem nunquam ista natio coluit; totiusque hujusce rei quæ si vis, quæ auctoritas, quod pondus, ignorant... Namque, ut opinor, Asia vestra constat ex Phrygia, Mysia, Caria, Lydia. Utrum igitur nostrum est, an vestrum, hoc proverbium, « Phrygem plagis fieri solere meliorem » ? Quid de tota Caria ? nonne hoc vestra voce vulgatum est, si quid cum periculo experiri velis, in Care id potissimum esse faciendum ? (Cicéron, *Plaidoyer pour L. Flaccus,* édit. Nisard. Paris, 1875, p. 665 et 681).

Actuellement même, les Américains n'imitent-ils pas cet orgueil romain qui se synthétisait dans le *cives romani sunt,* voulant dire par là qu'il n'y avait rien au monde de plus grand que Rome ? A cet orgueil, à cette conscience de leur valeur collective et individuelle doit s'attribuer le phénomène de la domination du monde par les Romains avec des armées inférieures quant au nombre et quant à l'armement aux armées des peuples qu'ils voulaient subjuguer. La constitution de l'Empire Romain fut surtout l'œuvre du caractère bien plus que celle des armes.

Le caractère, — dont l'absence est l'une des maladies les plus graves et les plus profondes de la psychologie sociale sud-américaine contemporaine, — n'est pas le courage brutal qui se manifeste par des bravades dans des élections ou par des rixes dans des débits de boissons. Le caractère est un phénomène psychologique qui apparaît le même chez l'homme, chez l'enfant ou chez la femme, quand ils ont un organisme normal. C'est la tension soutenue de l'esprit dans une direction donnée. Il n'existe pas de manifestation plus noble et plus sublime du caractère que le patriotisme, alors que l'homme se sacrifie tout entier, corps et âme, à la grandeur de la Patrie, dans le présent et pour l'avenir ! Le caractère est la force qui assure le triomphe des grands États ; c'est la confiance que les États ont mise en eux-mêmes, et les nationaux dans leur État. De même que le Romain, l'Anglais se considère dans toutes les parties du monde, supérieur aux autres hommes. Cet orgueil individuel et national, que nous avons coutume de tourner en dérision, constitue une grande vertu publique que je me permets de recommander à la jeunesse argentine. Je désirerais pour la République Argentine un sentiment national semblable à celui que révèlent les faits suivants. En 1857, l'empereur Napoléon III avait envoyé une expédition navale pour occuper l'île de Perim située à l'entrée de la mer Rouge, entre la côte d'Afrique et la forteresse anglaise d'Aden. Cette île mesure

à peine 5 hectares ; cinquante personnes tout au plus peuvent y vivre, mais elle est la clef de l'Extrême-Orient, parce que, à une portée de pistolet de cette île, passent les navires qui traversent le canal de Suez pour desservir le commerce entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Le gouvernement français, s'inspirant des intérêts de son pays en Égypte et dans ses domaines des Indes, estimait nécessaire l'occupation de l'île de Perim. Il envoya une frégate à cet effet dont le commandant, commettant une erreur que l'imprévoyance seule pouvait excuser, vint mouiller à la forteresse anglaise d'Aden. Le modeste officier qui commandait la place se demanda ce que la frégate française pouvait bien chercher dans les eaux confiées à sa garde. Il était sans instructions de son gouvernement et ne pouvait lui en demander par suite du manque de communications rapides ; mais une résolution lui vint promptement à l'esprit. Il offrit un grand bal aux marins français et donna à son épouse, une femme d'une grande beauté, les instructions suivantes : faire la cour à l'un quelconque des cadets de la frégate, de telle manière que, dans son enthousiasme, il lui avoue tout ce qu'il était nécessaire de connaître sur le but de l'expédition. Le *flirt* de cette dame protégée par son patriotisme et son honneur, obtint à minuit la nouvelle sensationnelle espérée : les Français venaient pour occuper l'île de Perim. Peu d'instants après, une frégate anglaise levait l'ancre dans le port d'Aden, et quand, plus tard, les Français arrivèrent en vue de l'île, ils s'aperçurent avec étonnement qu'elle était habitée par les Anglais !

Voilà une manifestation, presque une définition de l'esprit national, qui n'a pas cependant de racines aussi profondes chez tous les peuples.

L'illustre Bryce, dans une conférence donnée à l'Université d'Oxford, faisait l'éloge de l'esprit national anglais. Il expliquait comment sa patrie, avec 70.000 soldats seulement, peut dominer quatre cents millions d'Orientaux

valeureux, des millions de musulmans qui savent mourir avec fanatisme, des millions d'Hindous qui sont des guerriers indomptables! C'est parce que les Anglais ont une énergie, une unité de caractère et un esprit de sacrifice national tels, que, même quand ils sont en déroute, ils se considèrent comme vainqueurs, parce qu'ils ont la volonté de changer le sort des armes. Ils imitent en cela les Japonais. A la bataille de Mukden, le général Nodji fut repoussé six fois par le général Kuropatkin qui avait remporté la victoire, mais n'en savait rien. Et quand un aide de camp vint dire au premier que son armée avait été repoussée pour la sixième fois, le général Nodji ordonna une septième attaque. Alors le correspondant du *Times* s'écria avec admiration : « Iron minded Nodji! ».

Le même Bryce s'étendant sur la domination des Anglais aux Indes orientales, raconte que, certain jour, dans la ville de Lahore, un tigre du Bengale s'était échappé du Jardin zoologique. La ville était atterrée; les gardiens ne pouvaient ni chasser la bête féroce, ni la faire rentrer dans sa cage. Le Maharajah de la ville, revêtu de son uniforme de gouverneur anglais, monta à cheval, et se dirigeant vers le tigre, le surprit inopinément et lui dit : « Tigre! au nom du gouvernement britannique auquel tu appartiens, je t'ordonne de rentrer dans ta cage!... » Et le tigre obéit (1).

Tel est le caractère qui fonde les grandes nationalités destinées à vivre; et, en m'adressant spécialement aux

(1) That nearly three hundred millions of men should be ruled by a few pale-faced strangers from beyond the great and wide sea, strangers who all obey some distant power, and who never, like the lieutenants of Oriental sovereigns, try to revolt for their own benefit, this seems too wonderful to be anything but the doing of some unseen and irresistible divinity. I heard at Lahore an anecdote which, slight as it is, illustrates the way in which the native thinks of these things. A tiger has escaped from the Zoological Gardens, and its keeper, hoping to lure it back, followed it. When all other inducements had failed, he lifted up his voice and solemnly abjured it in the name of the British Government, to wich it belonged, to come back to its cage. The tiger obeyed (James Bryce, *Studies in History and Jurisprudence*, Oxford, 1901, I, 61-62).

jeunes gens de l'Université de Buenos-Aires, je vous dis qu'il n'y a pas de mission plus noble, ni de sacrifice patriotique plus digne de vous, que celui de libérer vos propres consciences des faiblesses qui, de toutes parts, essaient de les corrompre. Il faut les élever bien haut pour atteindre à un caractère digne de vous et de votre pays!

SIXIÈME CONFÉRENCE

Le lien de la Nationalité dans le droit positif.

Sommaire. — I. Les Germains et la personnalité du droit. — II. Son influence dans le droit privé. — III. Système du droit français. — IV. Droit allemand ; communauté juridique. — V. École argentine. — VI. École italienne. — VII. L'étranger et l'État. — VIII. L'étranger est aussi un national. — IX. Naturalisation qualifiée.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Les Germains et la personnalité du droit.** — Le v^e^ siècle de l'ère chrétienne fut marqué par un événement extraordinaire : la chute de l'Empire Romain. La domination politique de cet empire fut remplacée par la prédominance des tribus germaniques, qui amena dans la situation juridique de l'Europe une perturbation comparable à celle que ferait éprouver l'arrêt, à l'improviste, d'une locomotive dans sa marche. L'Empire Romain disparut par la substitution qui lui fut faite de la puissance incohérente du germanisme envahisseur et triomphant.

Les Germains avaient apporté avec eux une organisation politique embryonnaire et incomplète ; ils n'avaient pas de système juridique privé. Leur droit résultait de traditions non écrites et de coutumes établies et maintenues au cours de leur vie délibérante. De sorte qu'ils

durent se trouver perplexes en face du problème difficile qu'ils avaient à résoudre et tout particulièrement grave, qui consistait à déterminer quel était le droit qui pouvait être substitué au droit romain. Le droit romain demeurait-il aboli, comme conséquence de la suppression du pouvoir qui l'avait appliqué ? Les Germains eurent alors une inspiration géniale qui devait assurer le succès de leur action si influente sur les destinées humaines. Elle a consisté à inoculer un sang nouveau, vigoureux et énergique dans l'organisme corrompu et affaibli du monde. Le germanisme introduisit donc une sorte de vaccin de santé universelle qui devait avoir pour résultat encore une autre des manifestations particulières du progrès humain. C'est celle dont j'ai parlé dans cette chaire quand j'ai expliqué comment une petite république *gaucho-politique* (1), comme l'était l'Argentine en 1853, avec peu d'hommes d'un savoir ordinaire, sans universités et sans écoles politiques, — put donner le jour à la plus avancée, la mieux fondée et la plus sage des constitutions qui ont été écrites par des hommes !

Le germanisme eut cette idée qui semble une révélation : ne rien changer à la situation juridique établie; ne pas prétendre à improviser un droit privé, œuvre fondamentale, pour laquelle il n'était pas préparé; mais, au contraire, décider la coexistence de tous les droits, de telle sorte que le droit romain continuerait à régir les relations privées de ceux du monde romain où il était applicable; que les tribus germaniques réglementeraient leur vie selon leurs propres traditions; que l'Église qui, depuis Constantin, constituait un pouvoir formidable, serait gouvernée par le droit canon en ce qui concerne tant la discipline ecclésiatique que le droit privé concernant les biens du clergé, ainsi que les biens appartenant en propre à ses

(1) Composée des *gauchos*, les créoles de la campagne, et des hommes politiques des villes qui exploitaient leur simplicité dans le seul intérêt de leur ambition.

membres, et qu'enfin les peuples désireux de conserver leurs usages propres appliqueraient aussi leurs lois et leurs coutumes.

Cette coexistence des droits préexistants donna naissance au système de la *personnalité de la loi,* suivant lequel chaque homme est régi par sa loi personnelle. Quelle est donc cette loi personnelle ? A quelle époque historico-politique embryonnaire existait la loi du groupement politique auquel chacun d'eux appartenait ? Nous ne pouvons dire la *loi de la nationalité* (1) parce qu'il n'existait pas alors de nationalités selon la conception moderne, et nous ne pouvons pas dire non plus la *loi de la patrie,* puisque dans les premiers temps de l'invasion germanique l'idée de patrie était encore indéterminée. Il n'existait alors, en vérité, ni patrie romaine, ni patrie germanique. La masse politique commençait seulement à prendre forme sous l'action d'une sorte de force centripète, pour s'affermir plus tard avec des caractères précis.

II. **Son influence dans le droit privé.** — La personnalité de la loi, avec tous les inconvénients inhérents à la situation anormale de l'époque, avait facilité cependant le développement du droit privé; et c'est dans cette personnalité de la loi que l'on trouve l'origine des doctrines modernes sur la *nationalité* en droit politique et privé. Mancini, — dont je m'occuperai spécialement plus loin, — fait observer que les Germains, avec la personnalité de la loi, avaient entrevu l'application de la loi nationale aux relations du droit privé, mais sans définir celui-ci et sans le concevoir parfaitement, bien qu'ils soient arrivés à éta-

(1) Je rappellerai en passant que dans le vocabulaire commun on emploie les mots *Nation* et *État* comme synonymes. Si cette pratique n'est pas absolument incorrecte dans la conversation ordinaire, elle est inadmissible cependant dans le langage strictement scientifique. Conformément aux idées exposées dans les précédentes conférences, il suffit de mentionner l'*État* pour s'en référer par cela même à l'origine de ce lien qui unit les hommes avec l'État lui-même et constitue la *Nationalité.*

blir la préférence du droit de chaque groupement social quand il s'est agi du règlement de leurs relations personnelles et de famille, ainsi que de toutes celles qui en dérivent (1). Mais la doctrine s'est affirmée au cours du temps, de telle sorte que, puisqu'il n'y avait pas encore de nationalités, le droit personnel était celui du groupement établi d'une manière plus ou moins permanente. De là surgit la *doctrine du domicile*, que nous étudierons dans les prochaines conférences.

III. **Système du droit français.** — Mais les idées mûrirent; la féodalité perdit du terrain peu à peu; les nationalités surgirent, se consolidèrent, puis la Révolution française rassembla les idées embryonnaires du passé et proclama la *solidarité des nationalités*, le droit des peuples à constituer des *nationalités* indépendantes, tout en maintenant entre elles une solidarité qui prend son inspiration dans la vieille doctrine de Cicéron de la société universelle du genre humain (*universa generis humani societate*) (2).

Puis la doctrine de la Révolution française se transforme en idée juridique et s'incorpore dans le « Code Napoléon », ainsi appelé aux termes d'une loi expresse votée par l'Assemblée en 1807. Dans l'histoire du droit positif, c'est la première fois que nous trouvons une formule juridique se rapportant au principe de la nationalité appliqué à la réglementation des relations privées. Le Code civil français établit que les lois relatives à l'état et à la capacité civile des personnes s'appliqueront aux Français, même s'ils résident en pays étranger (3).

(1) Mancini, *De l'utilité*, etc., *ouvrage cité* dans le *Journal de Droit international privé*, 1874, p. 222.

(2) *De officiis, ouvrage cité*, édition Nisard, IV, 437.

(3) Code civil français, article 3 : « Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire. Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étranger » (Concordances : *Code civil français*, art. 11, 14, 170, 331, 488, 805, 843, 1554, 2123, 2128; *Code de procédure*, 59, 546; *Code d'instruction criminelle*, 5, 6, 7).

Le texte de l'article 3 du Code civil précise bien la situation juridique des Français ; mais il garde le silence sur la situation juridique des étrangers qui résident en France. De là, de longues controverses qui durèrent pendant un siècle et auxquelles prirent part les jurisconsultes et les auteurs. Ils ont fait connaître quelle interprétation devaient recevoir les dispositions du Code civil qui concernent les étrangers. Cet article 3 emploie le verbe *résider* qui, selon l'idée du droit romain, celle du droit intermédiaire du moyen âge et celle du droit français moderne, signifie demeurer occasionnellement, de passage en quelque sorte dans un lieu, par opposition au domicile, qui suppose la résidence fixe et continue, combinée avec l'intention de demeurer dans l'endroit où l'on est.

Une école de juristes français a interprété l'article 3 en ce sens que ledit article décide que les lois françaises régissent seulement les Français qui *résident* simplement à l'étranger et ne peut s'étendre à ceux qui sont *domiciliés* hors de France. Le système de cette école est combattu par la jurisprudence et les auteurs les plus importants, qui font remarquer que si l'on étudie les travaux préparatoires du Code Napoléon, il ressort clairement du rapport de Portalis au Conseil d'État, de celui de Faure à l'Assemblée et de celui de Grenier au Tribunat, que le sens attribué dans le premier système au verbe *résider* constitue une incorrection juridique. L'article 3 doit s'appliquer à la fois aux *résidants* et à ceux qui sont *domiciliés*, c'est-à-dire à tous les Français qui réalisent hors de France des actes de droit privé (1).

(1) La condition juridique des étrangers en France a été étudiée par de nombreux auteurs au triple point de vue de la doctrine, de la jurisprudence et du droit positif. Je recommande comme sources les plus autorisées et les plus modernes les ouvrages suivants : André Weiss, *ouvrages cités,* y compris les premier et deuxième volumes de la seconde édition du *Traité théorique et pratique de Droit international privé,* Paris, 1907 et 1908. Le deuxième volume (1908) traite spécialement du *Droit de l'étranger*. Les quatre premiers volumes de la première édition de cet ouvrage furent l'objet d'un prix de

Cette dernière interprétation a prévalu. De sorte que les conséquences de l'article 3 sont les suivantes au point de vue international : un étranger ne peut réaliser en France des actes concernant l'état et la capacité civile qu'à la condition que ces actes soient autorisés par la loi française. Un Français ne peut obtenir en France la validité de certains actes réalisés à l'étranger, comme le mariage par exemple, s'il n'a pas observé, pour sa célébration, les règles prescrites par le Code civil de son pays. Les étrangers qui résident en France se trouvent dans une situation incertaine puisque leur situation n'est pas déterminée par un texte de loi. Cette particularité a donné lieu à un nouveau et long débat, dont il est résulté le *système de jurisprudence* actuel qui tend à protéger les étrangers résidant en France. On a rappelé que l'article 11 du Code civil français dispose que les étrangers jouiront en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle ces étrangers appartiennent. C'est le système dit

l'Académie des sciences morales et politiques ; Surville et Arthuys, *ouvrage cité,* édition de 1910 ; Despagnet, *ouvrage cité,* 1904 ; Charles Brocher, *Nouveau traité de Droit international privé,* etc., Genève-Paris, 1876 ; Albéric Rolin, *Principes du Droit international privé,* Paris, 1897 ; F. Laurent, *Droit civil international,* Paris-Bruxelles, 1881, en 8 volumes ; consulter spécialement le tome I pour le droit historique, et le tome VIII, *Table générale*, au mot *France ;* Vareilles-Sommières, *La synthèse du Droit international privé,* Paris, sans date d'édition, imprimé en 1898, selon mes renseignements ; A. Pillet, *Principes de Droit international privé,* Paris, 1903 ; Cogordan, *ouvrage cité ;* von Bar, *ouvrage cité ;* Meïli, *ouvrage cité ; Journal de Droit international privé et de jurisprudence comparée (Clunet),* Paris, 1874-1911, voyez *Tables générales* (4 vol.) ; *Revue générale de Droit international public,* Paris, 1893-1911 ; *Nouvelle revue pratique de Droit international privé,* etc., Paris, 1903-1911 ; *Revue de Droit international et de législation comparée,* Bruxelles, 1868-1911 ; *Bulletin pratique de Droit international privé,* Paris, 1902-1903 ; *Revue d'histoire diplomatique,* Paris, 1887-1911 ; *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international,* Paris, 1904-1911 ; Louis Boullenois, *Traité de la personnalité et de la réalité des lois,* etc., Paris, MDCCLXVI ; H. Lambrechts, *Dictionnaire pratique de Droit comparé,* Paris ; Vincent et Penaud, *Dictionnaire de Droit international privé,* Paris, 1888-1889, etc., etc.

de la *réciprocité diplomatique,* que proposait le projet primitif du Code civil, imprégné, comme il l'avait été, de l'esprit de défiance qui préside à toute la législation française de l'époque napoléonienne, alors que la France se trouvait dominée par les ambitions militaires et de conquête universelle qui plaçaient au second plan les intérêts abstraits du droit.

Pour étudier la condition de l'étranger en France, la jurisprudence a établi trois systèmes. Dans le premier, elle admet que les étrangers ne jouissent pas d'autres droits que ceux qui ont été déterminés dans les traités. Dans le second, elle reconnaît qu'ils n'ont la jouissance que des droits naturels seulement, et que ce n'est que par suite d'un privilège qu'ils peuvent jouir des droits civils (1). Et dans le troisième, — celui qui a prévalu définitivement par suite d'une évolution de la jurisprudence française, sage et prévoyante, pour arriver à remplir ce grand vide dans la législation, — on a reconnu que les étrangers possèdent en France les mêmes droits que ceux dont y jouissent les Français, avec les restrictions d'ordre public qui en découlent, excepté dans ceux des cas où les lois excluent expressément les étrangers de certains droits déterminés d'une manière certaine. Ainsi, par exemple, ils ne peuvent être ni jurés, ni agents de change; ils ne sont pas admis à l'exercice de certaines fonctions d'un caractère plus ou moins politique ou administratif.

On montre ainsi une consécration juridique du *droit de nationalité* dans une forme embryonnaire et incomplète, résultat des tendances politiques qui ont influé sur la législation napoléonienne. Mais le Code civil a fait école

(1) Il y a lieu de rappeler que la France suit le système du droit romain pour diviser le droit en droit naturel et en droit civil. Sont *naturels* les droits fondamentaux relatifs à la vie, à l'honneur, à la protection de la police, etc., et *civils,* ceux qui s'appliquent au fonctionnement des relations personnelles et de famille et qui sont exclusivement réservés aux Français, comme le droit civil de Rome *(jus quiritium)* était réservé aux chevaliers qui constituaient le patriciat.

dans la majeure partie des nations européennes. La Prusse qui, sous Frédéric le Grand, combattait contre la France sur les champs de bataille, était encore, il y a peu d'années, gouvernée par le Code Napoléon; une partie des États allemands l'ont appliqué aussi; et, en ce qui nous concerne, dans notre Code civil, nous avons plusieurs articles dont l'origine se retrouve dans ce monument de législation, déjà archaïque, que la France se préoccupe de réformer (1). Pendant tout le cours du XIX^e^ siècle, en Europe, dans le Nouveau Monde et aussi dans les autres continents, la majeure partie des nations se sont inspirées, dans leurs lois, de la législation civile française.

IV. **Droit allemand; communauté juridique.** — C'est en 1849 qu'apparaît la nouvelle doctrine fondée par l'illustre Savigny, qui fait honneur à la vieille théorie de la solidarité humaine, théorie qui n'est nullement incompatible avec la division du monde en nations, parce que celles-ci se constituent dans le but de poursuivre des fins à la fois humaines et locales. Cette école proclame la *communauté du droit,* idée qui semble une utopie à première vue, mais qui, dans la réalité, n'en est pas une. L'analyse des grandes institutions du droit nous démontre que depuis les origines de l'humanité, il existe entre elles une véritable communauté. Le mariage, par exemple, depuis les origines de l'histoire jusqu'à nos jours, est une institution organisée sous le principe de la monogamie et sensiblement, dans presque tous les temps et pays, sous les mêmes bases juridiques dans la plupart des nations avancées; le droit de propriété et ses dérivés, les droits réels, les contrats, au moins quatre mille ans avant Jésus-Christ,

(1) L'éminent professeur Weiss a présenté à la Commission de révision un exposé sur les réformes nécessaires en matière de droit privé humain. Son mémoire a été publié dans la *Revue de Droit international privé et de Droit pénal international* (1907, p. 641) : « *Questions sur le Droit international privé soumises à la Commission de révision du Code civil* ».

et ainsi que le démontrent les dernières découvertes des écoles d'assyriologie et d'égyptologie, étaient régis par des lois semblables à celles de nos jours et sous les mêmes formes qui rendent obligatoire l'intervention de fonctionnaires publics au XX^e^ siècle pour la régularisation des contrats. Le mariage et le droit de propriété révèlent donc une communauté dans les institutions et les moyens d'action juridiques (1). Si l'on ajoute à cela la solidarité morale des peuples qui va croissant au fur et à mesure que l'histoire humaine se développe, on comprendra que l'idée de Savigny est l'exposé et la synthèse d'une élaboration humaine préexistante.

Cette école a pour objet d'établir des règles de droit privé applicables dans le monde entier de la même manière que fonctionnent les lois locales dans le territoire d'un État; ce qui aurait pour résultat d'assurer une vie juridique facile, claire et déterminée pour la société dans ses relations internationales.

V. **École argentine.** — Savigny donne la solution des difficultés qui se présentent dans la pratique de la communauté juridique, en appliquant le système du domicile et ses diverses combinaisons connues au droit personnel et à ses dérivés. Je ne m'attarde pas à expliquer ce sujet parce qu'il est étudié dans le cours intégral à la charge de mon distingué collègue et ami le docteur Calandrelli. Mais Savigny éclaire le monde avec sa doctrine et forme des

(1) Charles-Frédéric Savigny a publié, en 1849, son ouvrage célèbre sur le *Système du Droit romain actuel,* c'est-à-dire le droit romain tel qu'on l'appliquait en Allemagne. Dans le tome VIII du *Système,* il a traité les questions de droit privé humain d'une manière si magistrale que l'attention et l'enthousiasme des juristes en furent exaltés. Ch. Genoux en a fait la traduction en français; ce texte a servi de base, en 1878, à la traduction castillane de Jacinto Mesia et Manuel Poley (Madrid), William Guthrié l'a traduit en anglais (Edimbourg, 1880 . Je cite l'édition castillane en six volumes. Dans le tome VI, 128, il commence son étude sur les *Limites locales de l'empire des règles du droit sur les relations juridiques.*

prosélytes dans tous les continents, en même temps que surgissent deux grandes écoles *savigniennes* qui sont parfaitement d'accord sur les bases générales établies par le maître, mais se bifurquent quand elles en arrivent aux applications. Je veux parler de l'*école italienne* et de l'*école argentine*. La plus connue en raison de son influence et de sa répercussion dans le monde, circonstance que nous devons attribuer à ses attaches européennes, est celle de Mancini. Mais je prétends démontrer que l'école argentine n'est pas moins glorieuse, bien qu'elle soit née humblement dans une petite république, alors presque inconnue, et sans qu'aucune communication préalable se soit établie entre les deux jurisconsultes qui ont posé les principes de l'une et de l'autre : Mancini et Velez Sarsfield (1).

Permettez-moi, Mesdames et Messieurs, de vous donner lecture des termes dans lesquels j'ai caractérisé cette école, en 1903, dans l'introduction et le programme du *Bulletin argentin de Droit international privé*, fondé pour lui servir d'organe dans le monde : « Dans cette division du monde en deux camps, au point de vue du droit international privé, le camp continental et l'universel, sous le système de la nationalité et du domicile, ce *Bulletin* prend résolument sa place de lutte et d'investigation scientifique. Il revendique, pour la République Argentine, l'honneur d'être le premier pays qui incorpora à ses codes, en 1871, le système du domicile, tel que le droit romain l'organisa, et ainsi que Savigny l'appliqua au droit international

(1) D.-F. Sarmiento, ancien président de la République Argentine, *Bosquejo de la biografia de don Dalmacio Velez Sarsfield*, dans ses *Obras completas*, XXVII-299, édition originaire, Buenos-Aires, 1875. — Sur les origines du Code civil argentin : Weiss-Zeballos, *ouvrage cité*, I, 227 et *passim* ; E.-S. Zeballos, introduction du *Bulletin argentin de Droit international privé*, I, 42 et suiv., dans ce même *Bulletin*, I, 10 ; E.-S. Zeballos, *L'enseignement du Droit international privé*, dans le *Bulletin argentin de Droit international privé*, I, 42 et suiv. — En ce qui concerne le système de Savigny et son influence dans le Nouveau Monde, spécialement en République Argentine et au Brésil, voir Weiss-Zeballos, *ouvrage cité*, I, 227, note *a*.

privé. Il réclame dès maintenant l'hommage des savants et de la science pour le Savigny américain, le jurisconsulte argentin, le docteur Dalmacio Velez Sarsfield, auteur du Code civil. Le droit international privé doit donc poursuivre : *a*) Son fondement dans la morale et la justice, avec exclusion absolue des doctrines utilitaires ; *b*) L'élimination de toute influence ou exigence des intérêts politiques de la nationalité, dans leur élaboration ; *c*) Son action large, comme organe de la liberté et du bien-être de l'homme ; *d*) Des solutions générales, scientifiquement élaborées et inspirées uniquement dans la nécessité de protéger les droits privés de l'homme ; *e*) La plus ample exterritorialité du droit, avec les limitations strictement réclamées par la conservation et le fonctionnement de la souveraineté nationale comme organe de l'individu ; *f*) Le système du domicile comme moyen général de solution avec les atténuations du paragraphe précédent, de la *lex rei sitæ* et du droit des formes des actes ; *g*) La reconnaissance du droit international privé comme organe essentiel dans la vie interne des empires, des royaumes et des républiques, confédérés ou simplement unifiés, sous la réserve de la jouissance des droits privés locaux ; *h*) Les personnes juridiques et les sociétés commerciales n'ont pas de nationalité, mais seulement un domicile ; *i*) Les successions sont soumises au droit personnel du *de cujus*, tempéré par les exigences de l'ordre public local ; *j*) L'incorporation du droit international privé dans les codes organiques de chaque nation ; *k*) L'unification au moins des principes codifiés au moyen de congrès ou de traités collectifs internationaux ; *l*) L'organisation d'un Bureau international permanent des puissances pour l'unification des principes fondamentaux du droit international privé ; *m*) Le développement de son enseignement dans les universités du Nouveau Monde. Voilà donc les caractères généraux de la doctrine argentine, peut-être américaine dans l'avenir, que ce *Bulletin* vient exposer dans le plus

haut intérêt de la science du droit, de la dignité, de la liberté de l'homme, et des exigences inaltérables du mouvement économique et de la solidarité internationale » (1).

VI. **École italienne.** — Mancini était un jeune professeur de Naples, expulsé par le roi bourbon, et qui s'était réfugié en Piémont à l'époque de la pleine effervescence de la Révolution italienne. Quelqu'un présenta ce brillant orateur méridional à Charles-Albert. Le roi donna aussitôt son adhésion à l'idée qui germait dans le jeune cerveau. L'idéal patriotique de Mancini consistait à aider au succès de l'unité italienne au moyen de la création d'une chaire de droit international à l'Université de Turin, ayant pour mission de répandre en Italie, puis dans le monde, la notion du droit qu'avaient les populations de se constituer en nationalité. Le moment était suprême pour le patriotisme italien. La bataille de Novare venait d'être livrée et les armes de la liberté avaient succombé sous le poids de l'invasion étrangère : le problème de l'indépendance paraissait s'obscurcir. On se rend compte ainsi de la nature de l'ambiance patriotique qui existait alors, puisqu'un orateur et homme politique comme Mancini pouvait, dans sa chaire de droit international, développer la doctrine nouvelle, chaude et vibrante, qu'il fallait développer alors et qu'il développa à la manière d'une inoculation

(1) *Bulletin argentin de Droit international privé,* I, 10-11 ; André Weiss, *Manuel de Droit international privé*, Paris, 1905, 5e édit., p. XXIV : « Signalons aussi à l'étranger la *Zeitschrift für internationales Privat und öffentliches Recht,* publiée depuis 1891 à Leipzig par M. Böhm, puis par M. le Dr Niemeyer, et l'excellent *Bulletin argentin de Droit international privé,* que dirige à Buenos-Aires, avec autant de compétence que de talent, M. Estanislao S. Zeballos, ancien ministre des Affaires étrangères » ; Surville et Arthuys, *Cours élémentaire de Droit international privé,* 5e édit., Paris, 1910, p. 18, note 1 *in fine :* « Indiquons aussi le *Bulletin argentin de Droit international privé,* fondé en juillet 1903 par M. Zeballos » ; Manuel Torres Campos, *Elementos de Derecho internacional privado,* 3a edic , Madrid, 1906, p. 8, 18 et *passim ;* Ernest Lehr, dans la *Revue de Droit international et de Législation comparée*, 1903, p. 541, etc., etc.

d'un principe vivifiant qu'il apportait à l'Italie comme une consolation et un fortifiant pour son patriotisme blessé.

Telle est l'origine de l'école politique et juridique des nationalités, de l'école italienne, qui porte aussi dans la science le nom illustre de Mancini. L'ouvrage de Mancini est si concis, que sur la question du principe de la nationalité, il ne comprend pas plus de quatre-vingt-douze pages dans le livre que nous avons cité, qui porte le titre de *Diritto Internazionale. — Prelezioni*, et contient les conférences qu'il a faites à l'Université de Turin de 1851 à 1859. Le surplus du volume se compose d'une savante étude sur le droit maritime et sur Machiavel. En tant qu'elle se rapporte au droit privé, la doctrine de Mancini est contenue en soixante-dix pages, et les deux livres réunis n'arrivent pas à former deux cents pages. Elles servent cependant de piédestal à une gloire qui rayonne dans le monde et les idées qui y sont exposées constituent aujourd'hui le fondement du droit international humain de grands États.

Mancini soutient le système de la communauté du droit exposé par Savigny : les nations doivent vivre indépendantes les unes des autres. Il rejette et réfute le principe de l'intervention qui, depuis les traités de Westphalie et de la Sainte-Alliance, venait bouleverser la carte de l'Europe. Il proclame l'unité italienne sur la base de l'unité du droit politique et du droit privé. De cette dernière notion est né son système de la nationalité qui doit régir les relations juridiques privées des nationaux et des étrangers dans le royaume d'Italie. Dans ces soixante-dix pages de texte, l'auteur prend pour point de départ la communauté du droit de Savigny; il fait l'examen critique de tous les systèmes antérieurs de l'*hostilité réciproque*, de la *comitas gentium*, de la *réciprocité diplomatique*, de l'ombrageuse législation française; puis il conclut en affirmant la nécessité de donner une forme pratique aux idées de Savigny sur un droit universel. Il rencontre et étudie

deux voies différentes dont la première conduira à la codification universelle du droit.

Quand on lit Mancini, il faut avoir présents à l'esprit le milieu et l'époque où il soutenait ses théories. C'était en pleine période critique de la Révolution italienne et toutes ses pensées et tous ses actes conduisaient alors à l'unité de la patrie. C'est donc chez lui une opinion intransigeante : la nationalité en état de gestation ne transige pas avec l'ennemi en armes à la frontière. C'est d'ailleurs un sentiment qui répond à l'élaboration embryonnaire des idées juridiques de l'Europe à l'époque révolutionnaire qui s'écoule de 1848 à 1860. Ce n'est pas encore une parole pondérée et nettement déterminée dans l'ordre scientifique; sa pensée porte la marque des grandes qualités de l'objet qu'elle poursuit et des défauts profondément cachés du milieu et de l'époque. Pour cette raison, Mancini soutient — mais il se méprend — que la codification du droit privé humain est impossible; que l'on ne pourra jamais parvenir à codifier, par exemple, le droit sur le mariage et sur la propriété; il considère comme à peine possible la codification du droit maritime qui, en raison de son caractère commercial, ne saurait, selon lui, concerner des intérêts d'ordre public ou politique. Il admet que chaque État doit édicter ses lois selon son critérium, avec justice et en respectant les États étrangers (1).

Mancini est tombé dans l'erreur parce que la codification du droit privé humain était possible cependant, ainsi du reste que l'Italie le reconnaît, en ce moment même, par la part qu'elle prend, à La Haye, avec quatorze autres nations — de grandes puissances surtout — à la codification du droit sur le mariage, sur le divorce et sur d'autres institutions du droit privé humain. Ce qui était une utopie pour Mancini, et pouvait, d'après lui, porter atteinte à l'idéal de la nationalité militante, est devenu aujourd'hui

(1) Mancini, *texte castillan cité*, *Mémoire de 1874* cité.

même une réalité qui ennoblit les nations européennes, parce que nous voyons les nations les plus puissantes mettre de côté leur orgueil et leur égoïsme par esprit de bienveillance en faveur de pays plus petits, tels que la Suisse et le Luxembourg qui, comme membres de la communauté juridique, prennent part à la codification de ces droits fondamentaux (1).

(1) Il y a lieu de faire une digression en ce qui concerne Mancini et les autres professeurs italiens dont je parlerai par la suite. Si je m'adressais à un public européen, je ne ferais pas cette digression parce que les idées critiques et scientifiques sont en Europe le résultat de mûres réflexions et l'auteur ou le professeur n'ont pas besoin de se défendre contre des idées préconçues. Mais, en Amérique du Sud, la critique littéraire et la critique scientifique n'existent pas encore en général; un critérium de la droiture intellectuelle parfaitement établi n'a pas encore prévalu. On y juge les idées d'après le milieu politique dont elles proviennent et le professeur le plus savant doit toujours rencontrer quelqu'un qui le prend pour un ignorant et ce, en raison d'une empreinte psychologique explicable seulement dans les milieux intellectuels secondaires qui n'ont pas encore pris une forme bien distincte. Pour cette raison, quand on fait, dans l'Amérique du Sud, la critique d'une œuvre, on a pour habitude de considérer cette critique comme une sorte d'attaque contre les mérites de l'œuvre et le talent de son auteur. Au contraire, suivant la manière de voir européenne, la critique constitue l'honneur le plus grand que l'on puisse faire à un publiciste, parce que l'examen et la discussion de ses idées, leur approbation ou leur improbation comportent assurément la prise en considération de son œuvre. Dès le jour où j'ai étudié le droit international, j'ai ressenti une profonde admiration pour Mancini. Depuis que j'ai commencé à l'enseigner dans cette Université, cette admiration s'est encore accrue plus tard dans une circonstance particulière qui m'a lié intimement à son foyer. La fille unique de Mancini, M^lle^ Grazia Mancini, écrivain distingué, se maria avec le professeur Auguste Pierantoni, président de l'Institut de Droit international et sénateur du royaume d'Italie, l'un des internationalistes les plus célèbres d'Europe, qui mourut le 14 mars 1910. Pierantoni, comme il était naturel, professait un véritable culte pour la mémoire de Mancini. Il fut chargé d'exposer la doctrine et de publier les travaux du savant maître. Quand, en 1904, je me trouvais à Rome, Pierantoni donna une conférence à la Faculté de droit en mon honneur, dans laquelle il exposa la doctrine de la nationalité pour me permettre de me familiariser avec la signification que les professeurs italiens donnent à ce système. J'ai reçu dernièrement de sa veuve une lettre émue dans laquelle elle m'exprima les douleurs de son foyer mis en deuil par la mort du savant Pierantoni et d'une fille distinguée. De manière que si je m'étais livré à mes inclinations, je serais demeuré le commentateur et l'admirateur sans restriction de la doctrine de Mancini. Mais, comme professeur et comme membre d'une nationalité dont la Constitution est orientée vers

Mancini divise en deux grands groupes les institutions du droit, savoir : les institutions *volontaires* et les institutions *nécessaires*. Sont nécessaires les institutions juridiques qui, d'une manière quelconque, concernent l'organisation et le fonctionnement de l'ordre social. Ainsi, l'institution du mariage et toutes les règles qui caractérisent l'individu, son état et sa capacité civile sont dans ce cas. Aucun homme ne peut décider, d'accord avec son épouse, la dissolution des liens du mariage ; personne ne peut changer son nom de Juan Rodriguez, par exemple, contre celui de Estanislao Pérez, bien qu'en Amérique du Sud il ne manque pas de pays où domine l'esprit romanesque et où les journaux insèrent fréquemment les annonces d'une personne qui donne avis à ses relations que, dorénavant, elle cessera de s'appeler Manuel Albuquerque Baron Marqués y Lima, pour adopter, par exemple, un nom et des prénoms français, parce qu'elle est admiratrice d'un philosophe qui les rendit célèbres..... Nul ne peut se déclarer majeur s'il n'a pas encore atteint l'âge exigé à cet effet par la loi de son pays. Si de telles libertés pouvaient être autorisées, l'ordre social en éprouverait une perturbation par suite du défaut de stabilité et de sécurité. La personne majeure dans un pays et légitimement mariée dans ce pays est majeure et régulièrement mariée dans le monde entier.

Les conséquences de ces relations juridiques, qualifiées avec raison de *nécessaires* par Mancini, sont les mêmes que celles du droit *volontaire*. Tels sont, par exemple, les *obligations* et les *contrats*, dans lesquels la personne peut agir en toute liberté. La stabilité sociale ne dépend pas du fait que quelqu'un achète ou vend des propriétés ou des marchandises. De là Mancini tire la déduction que le

d'autres principes, j'ai le devoir de rendre justice à l'ami et d'honorer sa mémoire, mais aussi de conserver en même temps une attitude qui me permet de rendre à la législation argentine et à son école les honneurs qu'elles méritent.

droit volontaire est contingent et se trouve assujetti à l'application des lois qui sont choisies par les parties, lois qui interviennent dans leurs relations si ces mêmes parties n'ont pas établi au préalable dans la convention des règles comme loi des parties. Au contraire, les relations du droit nécessaire doivent être régies d'une manière permanente et par des lois d'origine connue. Savigny — réagissant contre huit siècles de mise en pratique du système romain du domicile, puis se séparant sur ce point des solutions de la doctrine de la communauté du droit — établit le principe de la nationalité auquel il donne cette portée : les institutions nécessaires du droit privé sont régies par la loi du pays de chaque personne. A un certain point de vue Savigny reproduit l'article 3 du Code civil français, mais alors sans idées préconçues et sous un horizon plus juste et beaucoup plus large. Il déclare que seront régis par la loi italienne non seulement les Italiens résidant à l'étranger, mais encore et réciproquement, que tous les étrangers qui résident en Italie le seront également pour tout ce qui concerne le droit privé dans la loi de leur propre pays. Dans ce sens, c'est une doctrine presque parfaite et presque complète (1).

(1) Code civil italien : *Art. 6.* L'état et la capacité des personnes et les relations de famille sont régis par la loi de la nation dont elles font partie. — *Art. 7.* Les biens meubles sont soumis à la loi de la nation de leur propriétaire, sauf les cas de dispositions contraires dans la loi du pays où ils sont situés. Les biens immeubles sont soumis à la loi du lieu de leur situation. — *Art. 8.* Les successions légitimes et testamentaires, en ce qui concerne l'ordre de successibilité, l'étendue des droits à la succession et la validité intrinsèque des dispositions testamentaires, sont régies par la loi nationale de la personne du défunt, quelle que soit la nature des biens et le pays de leur situation. — *Art. 9.* Les formes extérieures des actes entre vifs et de ceux de dernière volonté sont déterminées par la loi du lieu où ces actes ont été passés. Les personnes qui ont disposé, ou contracté, ont toujours la faculté d'employer les formes de leur loi nationale dans le cas où celles-ci seraient communes à tous. La substance et les effets des donations et des dispositions de dernière volonté sont toujours régis par la loi nationale des donateurs et des testateurs. La substance et les effets des autres obligations sont toujours régis par la loi du lieu où les actes ont été passés, et si les étrangers contractants appartenaient

Mais les inconvénients de la doctrine et des solutions positives de Mancini commencent à apparaître dès que l'on s'aperçoit de l'origine et de la tendance éminemment politique de cette doctrine. C'est un point que je devrai traiter dans les conférences ultérieures parce qu'il serait impossible de comprendre dans une seule tout ce qu'il y a à dire sur ce sujet. D'autre part, en examinant la question du domicile, en étudiant comment s'acquiert et se perd la nationalité, en traitant des conséquences de la suspension ou du changement de celle-ci, nous aurons soin de noter les désavantages du système de Mancini d'une manière successive et parallèle. Cette méthode est préférable parce que, en même temps que j'exposerai la critique, je donnerai les solutions qui se substituent avec avantage à celles qui ne sont pas approuvées.

Le système de Mancini se condense sous une forme positive dans les six articles du Code civil italien que nous venons de citer à la manière de l'essence que l'on extrait de volumineux éléments de matière première. Lesdits articles se réfèrent aux actes juridiques passés hors d'Italie par des Italiens, auxquels le droit de passer des actes

à une même nation, ils seraient toujours régis par leur loi nationale. Dans tous les cas, si de l'acte il résultait une intention différente des parties, cette intention devra être respectée. — *Art. 10.* La compétence et les formes de la procédure sont régies par la loi du lieu où la procédure s'accomplit. Les moyens de preuve des obligations sont déterminés par la loi du lieu où l'acte a été passé. Les jugements prononcés en matière civile par les tribunaux étrangers recevront leur exécution dans le royaume pourvu que ces jugements soient déclarés exécutoires dans les formes prescrites par les codes de procédure civile, sans se préoccuper des dispositions différentes des conventions internationales. Les modes d'exécution des actes et des jugements sont régis par la loi de leur exécution. — *Art. 11.* Les lois pénales, de police et de sûreté publique sont obligatoires pour ceux qui se trouvent dans le territoire du royaume. — *Art. 12.* Nonobstant les dispositions des articles précédents, dans aucun cas, les lois, les actes et les décisions de justice d'un pays étranger et les dispositions et conventions privées ne pourront produire effet à l'encontre des lois prohibitives du royaume concernant les personnes, les biens et les actes, ni à l'encontre des lois qui garantissent d'une manière quelconque l'ordre public et les bonnes mœurs. — *Art. 3* (livre I). L'étranger est admis à la jouissance des droits civils de la même manière que le citoyen.

juridiques conformément à la loi de leur pays est reconnu. Ainsi, deux Italiens domiciliés ou résidant à Buenos-Aires et qui veulent constituer une hypothèque sur des biens immeubles situés en Italie, ou les vendre, peuvent se présenter au consulat d'Italie (les consuls, conformément à une théorie généralement admise et acceptée par la République Argentine, ont des attributions notariales), et y rédiger l'acte de constitution d'hypothèque ou de vente-acquisition en observant les règles établies par le Code italien en ce qui concerne les opérations de ce genre. La forme de la loi argentine est obligatoire dans le cas seulement où les actes doivent produire leurs effets dans l'étendue du territoire de la République (1).

(1) Code civil argentin : *Art. 8.* Les actes, les contrats passés et les droits acquis hors du lieu du domicile de la personne sont régis par les lois du pays où ils ont été régularisés ; mais ils ne seront pas exécutoires dans la République, relativement aux biens situés dans son territoire, s'ils ne sont pas conformes aux lois du pays qui règlent la capacité, l'état et la condition des personnes. — *Art. 10.* Les biens immeubles situés dans la République sont exclusivement régis par les lois du pays relativement à leur nature, aux droits des parties, à la capacité pour les acquérir, à leur mode de transmission et aux formes solennelles qui doivent accompagner les actes y relatifs. Par conséquent le titre de propriété d'un bien immeuble ne peut seulement être acquis, transféré ou annulé que conformément aux lois de la République. — *Art. 11.* Les biens meubles qui ont une situation permanente et qui sont maintenus sans intention de les déplacer, sont régis par les lois du lieu où ils sont situés ; mais les meubles que le propriétaire emporte toujours avec lui ou qui sont à son usage personnel, entreposés ou non à son domicile, comme aussi ceux qui sont destinés à être vendus ou transportés dans un autre endroit, sont régis par les lois du domicile de leur propriétaire. — *Art. 12.* Les formes et solennités des contrats et de tout acte public sont régies par les lois du pays où ils auraient été octroyés. — *Art. 1007.* La forme est l'ensemble des prescriptions de la loi relativement aux solennités qui doivent être observées au moment de la formation de l'acte juridique ; telles sont : la rédaction matérielle de l'acte, la présence de témoins, que l'acte soit dressé par un notaire public, ou par un officier public, ou avec le concours du juge du lieu. — *Art. 1008.* Quand le présent code ou des lois spéciales n'indiquent pas la forme qui doit être observée pour un acte juridique quelconque, les intéressés peuvent faire usage des formes qu'ils jugent convenables. — *Art. 1009.* Dans les cas où la rédaction par écrit serait exclusivement ordonnée ou convenue, il ne peut y être suppléé par aucune autre preuve, quand même les parties se seraient obligées à le faire par écrit dans un délai déterminé et s'il avait été

Mais il y a lieu de remarquer que le principe est exclusivement national et non universel parce que si l'opération dont il s'agit, au lieu de se traiter entre deux Italiens, se passait entre un Italien et un Argentin, il ne serait pas possible de la régulariser immédiatement conformément aux dispositions de la loi italienne, si, comme il est probable, l'Argentin ne s'y prêtait pas. La règle *nécessaire* vient ainsi se transformer en règle *volontaire*, parce qu'il dépend de la volonté d'une seule des parties que la première ne puisse s'accomplir. Même encore dans le cas où les États sont plus sévères et plus exclusifs en ce qui concerne le régime des biens immeubles pour la raison que ceux-ci font partie du territoire sur lequel l'État possède le *dominio eminente*, même dans ce cas, la doctrine italienne est large et libérale puisqu'elle admet que les biens immeubles peuvent être partagés dans les successions ou les donations à cause de mort ou entre vifs, la relation juridique étant alors régie par la *lex patriæ*. De cette manière la règle fondamentale du droit privé humain établit que la personne doit être gouvernée par la loi de son pays. L'Argentin qui, en Italie, s'adresse aux tribunaux et invoque sa capacité juridique, trouve un juge parfaitement compétent qui reconnaît que sa capacité juridique n'est pas celle qui est en vigueur en Italie où il vient de réaliser l'acte, mais bien celle de la République Argentine qui lui a donné sa nationalité.

La doctrine apparut à une époque des plus singulières pour l'Europe, alors qu'après les perturbations de la

convenu de quelque clause pénale ; l'acte et la convention sur la clause pénale sont de nul effet. — *Art. 1010*. Dans les cas pour lesquels la forme de l'acte public aurait été exclusivement ordonnée, le défaut d'observation de cette forme ne peut être suppléé par aucune autre preuve, et l'acte lui-même demeurera nul. — *Art. 1011*. Quand il aura été ordonné exclusivement une espèce d'acte public, le défaut de cette espèce d'acte ne peut être suppléé par une espèce différente. — *Art. 1012*. La rédaction par écrit peut être remplacée soit par des actes publics, soit par des documents particuliers, sauf pour les cas dans lesquels la forme de l'acte public serait exclusivement ordonnée (Code civil argentin, numération nouvelle).

période napoléonienne les nationalités se réorganisaient, mais pas tout à fait encore sous la forme complète et nettement déterminée qu'elles présentent actuellement. La Grèce se rendait indépendante ; les Pays-Bas se constituaient. En France, la Révolution nationale de 1848 éclatait et les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie se formaient. Le sentiment de l'État fort s'affirmait ardent de toutes parts. On se rend compte ainsi que la doctrine de Mancini, qui contrecarrait tout le passé du droit européen et les grandes et savantes initiatives du droit humain allemand, dont Mancini lui-même faisait éloquemment l'éloge dans ses *Prelezioni*, finirait par s'imposer dans les codes à un tel point que ceux qui ont été sanctionnés à partir de 1865, depuis le Code italien, adoptent comme base le système de la nationalité du droit privé humain de Mancini.

Le très important progrès réalisé par l'école italienne dans la législation positive de l'Europe consista dans la franche adoption du principe argentin de l'égalité civile entre nationaux et étrangers. Ce principe qui ne figurait pas dans le Code civil français a fini cependant par s'imposer à la France, dans la dernière jurisprudence, afin de rendre viables les relations juridiques internationales. L'égalité civile entre nationaux et étrangers, proclamée par la doctrine de l'école italienne sur la nationalité comme moyen de protection du droit international privé est une déclaration que, presque un demi-siècle auparavant, la Révolution argentine de 1810 avait consacrée et qui fut incorporée à ses diverses Constitutions de 1812 à 1853, et réglementée par le Code civil de la République, rédigé avant que les principes de Mancini aient été codifiés dans celui de l'Italie (1).

VII. **L'étranger et l'État.** — J'étudierai l'importance de la législation argentine parallèlement à la théorie de

(1) E.-S. Zeballos, *ouvrages cités* dans la présente conférence, p. 186.

Mancini en tant qu'elle s'applique au domicile. Mais je veux, dès maintenant, arriver à cette conclusion qui se sépare de l'exposé succinct de la condition juridique des étrangers au point de vue de leurs droits privés dans les pays de civilisation contemporaine et qui est la suivante : le système de la nationalité et celui du domicile, quand ils établissent l'égalité civile entre les nationaux et les étrangers, incorporent résolument l'étranger à l'État moderne. C'est la grande conquête de la science actuelle.

Il existe des idées erronées relativement à la situation de l'étranger dans la nationalité. L'idée vulgaire, d'autant plus accentuée qu'un peuple est moins instruit et moins civilisé, est celle suivant laquelle l'étranger est simplement moins qu'un hôte, une sorte de personne rattachée, mais non incorporée à la population du pays. La doctrine juridique moderne, qui est la doctrine scientifique, la doctrine constitutionnelle argentine enseigne, au contraire, que l'étranger fait partie de l'État, et je vais vous démontrer quelque chose qui, à première vue, paraît un paradoxe, à savoir que l'étranger est aussi un *national,* avec des droits limités.

Au point de vue strictement juridique et scientifique, il suffirait de rappeler quelques-unes des définitions de l'*État* et de la *Nation* pour ceux qui prennent ces deux termes comme synonymes, en comparant les définitions que donnent l'école italienne et l'école française qui appartiennent à ceux des pays où la théorie de la nationalité est le mieux définie, avec les définitions de l'école allemande qui correspond au pays où est née la doctrine de la communauté du droit.

Mancini dit de la nationalité que l'on doit voir en elle *una società naturale di uomini da unitá de territorio, di origine, di costumi, di vita, e di lingua, conformali a comunanza di vita e di coscienza sociale* (1).

(1) *Prelezioni, ouvrage cité,* p. 37. « Le droit international ne reconnait d'autres *nations* que celles dont un État est le signe et la manifestation exté-

Si la nationalité provient de la communauté naturelle de personnes ayant une unité d'origine et de territoire, la définition convient à la doctrine politique de 1851 ; mais ce n'est pas là la théorie de l'Etat qui ne correspond ni à l'Italie, ni aux autres pays qui se sont constitués au XIX^e siècle. Les États n'ont pas une origine exclusivement naturelle. L'existence de l'Empire Britannique serait impossible si nous devions exiger cette condition de tous ses membres; de même que la République Argentine n'existerait pas, si toute sa population devait avoir une nationalité naturelle. En Italie même on comprend l'erreur de ce concept puisque les Napolitains et les Lombards ont des origines naturelles diverses. En faisant abstraction, par conséquent, de la communauté d'origine, les autres éléments de la définition sont exacts, parce qu'ils nous parlent d'une communauté de langue nécessaire pour que les habitants de l'État puissent s'entendre, et de communauté de vie que nous avons appelée l'idéal commun lorsque nous avons fait l'exposé de l'école argentine (1).

Fiore, aujourd'hui le plus autorisé des internationalistes italiens, sénateur du royaume d'Italie et conseiller du Ministère des Affaires étrangères, si connu dans l'Amérique du Sud, — quel est l'étudiant qui n'a pas eu en mains l'un de ses livres ? — soutient que l'État est une réunion d'hommes qui vivent sur un territoire déterminé, ont une organisation politique et sont soumis à un droit

rieure. De quelque manière, par quelques moyens que cet État se soit constitué, l'appréciation de sa légitimité échappe au jurisconsulte. Et tant que le *principe des nationalités* ne sera pas une vérité démontrée et n'aura pas définitivement prévalu dans les rapports politiques des peuples, la *nation* s'identifiera avec l'*État* lorsqu'il s'agira de déterminer la situation juridique de ceux qui en font la patrie *Nation* et *État* d'une part, *nationalité, sujétion, allégeance* de l'autre sont donc à nos yeux synonymes. *La nationalité est le lien qui rattache l'État à chacun de ses membres* ». (Weiss, *ouvrage cité,* I, 6 et 7). Nous sommes absolument d'accord avec ces conclusions de l'éminent professeur et ami.

(1) E.-S. Zeballos, *Discours d'inauguration*, 1902, cité ; Weiss-Zeballos, *ouvrage cité,* introduction x.

particulier pour se défendre et se procurer le bien-être (1). Bluntschli, l'éminent commentateur allemand du droit de l'État moderne, dit que l'État est un ensemble de familles qui obéissent à une autorité commune et se sont établies sur un territoire déterminé dans le but de faire respecter leur indépendance collective et d'assurer la conservation de chacun des membres qui le composent (2).

VIII. **L'étranger est aussi un national.** — Ces définitions de l'État ou de la nationalité sont éminemment juridiques et n'excluent nullement l'étranger; elles nous parlent en termes généraux d'*hommes* ou de *familles* réunies sous une autorité et dans un territoire avec un idéal et un but communs. Pourrions-nous, scientifiquement et en justice, exclure d'une nationalité comme la nationalité argentine ou la nationalité italienne, tous les étrangers qui vivent à l'intérieur de ces pays ? Les États ne sont pas des abstractions, des idées intangibles de philosophie. L'État est une solution pratique et positive qui, comme les individus, a besoin d'éléments moraux et matériels pour vivre et se développer; on pourrait presque dire que l'État a besoin de s'instruire et de s'alimenter comme l'homme. L'État a besoin d'argent pour pourvoir à son perfectionnement et à sa défense; et quelle est la source de tous ces éléments et de cet argent, sinon le travail national ? Or, le travail national n'est pas à la charge exclusive des nationaux, puisqu'il se partage entre tous les habitants. Dans les pays d'immigration, États-Unis, Australie, République Argentine, la plus grande proportion du progrès correspond originairement au capital et aux bras des Européens. Cette affirmation qui peut paraître aventurée à un amour-propre national excessif et mal inspiré est cependant l'expression de la vérité. La manière moderne, la plus efficace et la plus

(1) *Organisation juridique de la société internationale. Le droit international codifié et sa sanction juridique*, Paris, 1911, p. 106, n. 52.

(2) *Lehre von modernen Stat*, I, 24 et *passim*.

féconde de la constitution des États, consiste à accepter le concours de tous les hommes du monde qui veulent contribuer par leur activité à mêler leurs idéals à ceux d'une nouvelle nationalité (État moderne) ainsi que le proclame le préambule de la Constitution argentine.

De manière que les étrangers, au point de vue économique, font partie de l'État. Mais n'en est-il pas réellement de même au point de vue politique ? Le droit se divise en trois grands groupes : le droit *politique* proprement dit, le droit *politique privé* et le droit *privé*. Le premier, qui correspond au *jus suffragium* et au *jus bonorum* des Romains, est le droit de participer aux manifestations de la volonté active de la souveraineté, le droit de voter, le droit de gouverner l'Etat. Eh bien ! il y a des nations qui refusent à l'étranger toute participation quelconque à ce droit politique, tandis que d'autres, au contraire, lui permettent l'exercice partiel de ce droit, — comme dans la République Argentine, par exemple, dont les institutions écrites accordent le droit de vote politique et municipal aux étrangers qui réunissent des conditions déterminées (1). Par conséquent, en outre de leurs fonctions dans

(1) Il y a une tendance générale en Amérique du Sud à mêler les étrangers aux luttes politiques. Les partis politiques, qui ne sont pas toujours sincères, ont pour habitude de rappeler l'opinion étrangère avec plus de respect que l'opinion nationale. Aux jours de malheur on les entend condamner les événements et s'écrier : « Que pensera-t-on en Europe ? Que diront les étrangers ? » Cette tendance prend des formes positives dans le droit constitutionnel. Je le démontrerai plus loin en étudiant les Constitutions argentines de 1812 à 1853. La Constitution de Buenos-Aires de 1873 disposait (art. 200, § 3) : « Seront électeurs pour la nomination des députés ceux qui sont inscrits sur le registre civique du Municipe et, en outre, les étrangers majeurs de 22 ans d'âge qui sont domiciliés dans l'étendue dudit Municipe, qui paient l'impôt direct, qui savent lire et écrire et s'inscrivent sur un registre spécial qui sera tenu par les soins de la Municipalité ». La réforme constitutionnelle de 1889 maintint cette disposition (art. 204, § 3). La Constitution de Santa-Fé, de mars 1872, décide que seront électeurs municipaux les *habitants* (vecinos) (art. 130, § 6) ce qui comprend les étrangers. La Constitution réformée, en 1900, a supprimé cette clause ; mais elle fut maintenue dans la loi organique et les *étrangers* votent en Santa-Fé pour les élections municipales. La Constitution d'Entre-Rios de 1860 n'accorde le droit de vote municipal qu'aux *citoyens* seulement ;

la vie économique de l'État, les étrangers exercent une action politique des plus importantes, parce que, comme

mais elle permet l'élection des étrangers (art. 68, § 1er) et la réforme de 1903 reproduit le texte de Buenos-Aires précité (art. 234, § 4). La Constitution de Corrientes de 1889 copia le même texte (art. 180, §§ 2 et 3). Les articles 161 et 162 de la Constitution de Cordoba de 1870 donnent le droit aux *habitants* (vecinos) d'être électeurs et élus, et la réforme de 1883 maintint ce droit. La Constitution de San-Luis de 1871 permet seulement que les *étrangers* puissent être élus pour faire partie des corps municipaux; mais ils ne peuvent voter (art. 79, 80 et 81). La Constitution de Jujuy de 1866 est muette sur ce point; mais celle de Buenos-Aires, réformée en 1883, a copié les dispositions précitées de celle de Buenos-Aires. La Constitution de Santiago del Estero de 1864 est muette également, mais la réforme de 1903 a admis le vote des étrangers (art. 131, § 3). La Constitution de Salta de 1875 suit ce système (art. 182, § 3) et la réforme de 1888 (art. 178 et 179). La Constitution de La Rioja de 1865 a permis aux *étrangers* de voter et d'être élus (art. 108, § 1). Le même principe est suivi par la Constitution de Catamarca de 1855 (art. 77); la réforme de 1895 a adopté le système de Buenos-Aires (art. 214, § 273). La Constitution de San-Juan de 1856 concorde à cet égard avec celle de La Rioja de 1865; la réforme de 1868 maintient la franchise (art. 153, §§ 2 et 3). En Tucuman, la Constitution attribue cette matière à la loi et celle-ci accorde la franchise. La Constitution de Mendoza de 1900 suit le système de celle de Buenos-Aires (art. 187 et 188).

Les étrangers domiciliés au Pérou jouissent des mêmes droits et sont assujettis aux mêmes charges que les *habitants* (vecinos) *nationaux*. Ces droits et charges sont, notamment, l'exercice des emplois municipaux (C. civ., art. 53 et 54); S. C. C. Zegarre, *La condition juridique des étrangers au Pérou,* Santiago de Chile, 1892, p. 80.

Au cours de la campagne politique dans la province de Santa-Fé (1907-1911), il s'était formé un parti dénommé *Ligue du Sud*, dont les proclamations initiales étaient signées par la majorité des étrangers de marque domiciliés dans la ville de Rosario.

En 1911, quand on prit à Buenos-Aires l'initiative de l'organisation d'un parti politique dans un but économique et financier, les promoteurs lancèrent l'appel suivant aux étrangers : « DÉFENSE RURALE. *On invite les* CITOYENS *et les* ÉTRANGERS *qui sympathisent avec le but que poursuit ce groupement et qui ont des intérêts à défendre dans la province de Buenos-Aires à bien vouloir adresser leur adhésion et indiquer leur domicile au Secrétariat de ladite Défense rurale* ». Je dois prévenir qu'il ne s'agissait pas d'intérêts municipaux, mais de questions de politique générale.

La ville de Buenos-Aires a élu un conseil délibérant municipal le 26 novembre 1911. Voici la suggestive statistique concernant les votants étrangers; je la dois à l'amabilité du Secrétaire du Conseil municipal de Buenos-Aires, M. Rafael Carrasco :

Argentins, 6.602. — Italiens, 4.225. — Espagnols, 2.318. — Portugais, 38. — Français, 340. — Autrichiens, 51. — Uruguayens, 227. — Anglais, 10. — Suisses, 49. — Allemands, 40. — Hollandais, 4. — Grecs, 17. — Américains

on le sait, la vie municipale est le fondement de toute politique nationale.

Ensuite vient le droit *politique privé*. De ses institutions dépendent l'ordre et la stabilité sociale, c'est-à-dire la propriété, le mariage, l'organisation de la famille. Dans la majeure partie des nations civilisées, même dans la féodale Angleterre, les étrangers jouissent du droit d'acquérir des propriétés, de se constituer une famille et de développer les relations qui dérivent de ces institutions. Voici donc l'étranger incorporé non seulement à l'activité économique et partiellement à la vie politique de l'État, mais encore aux fonctions organiques du développement social (1).

Examinons, en dernier lieu, le droit *privé*, en tant qu'il se rapporte aux relations commerciales et aux nécessités de la vie civile qui n'affectent pas l'ordre public. L'exercice intégral de ce droit est accordé aux étrangers dans tous les pays. A ce point de vue, les étrangers se trouvent donc dans les mêmes conditions que les *nationaux*. Ils

du Nord, 4. — Danois, 2. — Russes, 53. - Paraguayens, 5. — Turcs, 7. — Belges, 15. — Arabes, 2. — Brésiliens, 3. — Roumains, 4. — Ottomans, 2. - Syriens, 22. — Égyptien, 1. — Chilien, 1. — Marocains, 2. — Bulgares, 2. — Cubain, 1. — Total : 14.047.

Sarmiento, président de la République en 1868, avait combattu dix années auparavant avec énergie, dans la législature de Buenos-Aires, la loi de 1858 qui accordait le vote municipal aux étrangers. Il désirait diminuer leurs privilèges pour encourager leur naturalisation (*Œuvres complètes*, XVIII-228). Le député argentin Victor Pesenti présenta à la Chambre fédérale, en 1912, un projet de loi accordant le droit de vote aux étrangers.

(1) « Sont étrangers ceux qui n'ont pas les qualités requises par l'article 30. Ils ont droit aux garanties octroyées dans la section Ire, titre I de la présente Constitution, sauf, en tout cas, la faculté qu'a le gouvernement d'expulser l'étranger dangereux. Ils ont pour obligation de contribuer aux dépenses publiques de la manière déterminée par les lois, d'obéir aux institutions, lois et autorités du pays et de les respecter en se conformant aux jugements et sentences des tribunaux, sans pouvoir prétendre à d'autres recours que ceux qui sont accordés aux Mexicains par les lois » (*Constitution du Mexique*, art. 33). Quelle différence peut-on remarquer entre le *national* et l'*étranger* ? C'est la même que celle qui existe entre le *citoyen national* et les femmes, les enfants et les incapables qui ne sont pas moins des nationaux.

sont nécessaires à l'État moderne, parce qu'ils contribuent à sa formation, à son maintien et à son développement, ainsi qu'à l'organisation de la propriété et à la constitution de la famille. Quelle est alors la différence qui existe entre le *national* proprement dit et l'*étranger?* Est-ce la naissance? Nullement. Les auteurs qui soutiennent encore que le mot *nation* renferme une idée politique dérivant du latin *nascere*, comprenant, par conséquent, ceux qui sont nés *dans un territoire, sont dans l'erreur s'ils entendent se référer à la civilisation actuelle. Il n'est pas nécessaire de naître dans le territoire d'un État pour être un membre de cet État*. La doctrine européenne des nationalités considère comme citoyens de pays européens tous ceux qui naissent en Amérique de parents européens; et nous-mêmes, nous permettons aux étrangers de prendre rang parmi nos nationaux au moyen de la naturalisation. La naissance n'a pas actuellement l'importance qu'elle a eue à d'autres époques pour le Droit et pour l'Histoire.

La différence qui existe entre le *national* et l'*étranger* ne peut être considérée que sous deux points de vue nettement circonscrits : 1° *l'étranger n'a pas, en général, le droit de prendre part au vote politique* qui organise l'État national ou l'État fédéral; 2° *on ne lui accorde pas les droits nécessaires à l'effet d'occuper les magistratures politiques et de remplir les ministères ecclésiastiques de l'ordre le plus élevé*. Dans l'ordre ecclésiastique, en effet, l'interdiction est limitée, mais seulement à la dignité d'évêque ou d'archevêque. L'étranger peut occuper tous les autres postes publics de caractère politique. C'est ainsi qu'il peut parvenir aux plus hautes charges de l'enseignement, et, en politique, rien n'est plus grave, incontestablement, que l'instruction publique dont la mission est de former le caractère, l'avenir et le sort des nations. L'étranger peut faire partie des tribunaux amiables d'arbitrage et remplir dans ce pays-ci et dans d'autres toute une série d'emplois qui le font participer au fonctionnement du droit public d'une manière formelle et décisive.

De sorte que la première restriction qui différencie les étrangers des nationaux consiste en ce que ceux-là n'ont pas droit au vote actif dans les élections pour les fonctions gouvernementales, et ne peuvent occuper les hautes magistratures politiques de l'Etat. Une seconde différence politique pourrait consister dans l'absence du droit de protection diplomatique dont jouissent les nationaux proprement dits. Mais ceci est aussi une idée restrictive que je dois expliquer en vous faisant remarquer que les étrangers ont droit à la protection diplomatique du pays de leur domicile et que les États accordent fréquemment cette protection (1).

En 1859, arrivait à Buenos-Aires le maréchal López, fils du président de la République du Paraguay, investi de la mission humanitaire d'offrir ses bons offices en vue de la conclusion de la paix entre Buenos-Aires et la Confédération argentine, alors divisées par la guerre civile. Ses démarches furent couronnées de succès : le maréchal

(1) Quand l'auteur était ministre des Affaires étrangères, en 1907, il se produisit un cas de cette nature, dans lequel il intervint conjointement avec le docteur L. Melo, le distingué professeur à la Faculté de droit, dont je remarque la présence à cette conférence et l'en remercie. Je veux parler du naufrage du vapeur *San-Lorenzo*, qui fut l'objet d'un procès au Brésil, pour le règlement duquel, à mon avis, et à celui de quelques personnes de ce pays, on avait procédé avec partialité. Ce vapeur, bien qu'il portât le pavillon argentin, était cependant la propriété d'un italien domicilié à Buenos-Aires, client du docteur Melo, et protégé diplomatiquement par la République Argentine. On dira que si l'on agit ainsi, ce fut en raison du pavillon. Mais pourquoi un bateau, propriété d'un sujet italien, portait il le pavillon argentin ? Le droit de porter pavillon, ou de nationalité d'un navire, est limité dans la majeure partie des pays au point de vue de la nationalité, puisque l'on connaît l'importance que les puissances maritimes attachent à l'autorité sur leurs bateaux dans toutes les mers. Le droit au pavillon est accordé, en général, pour faciliter le développement du trafic et du commerce au seul profit de la nation. Cependant, avec la liberté qui la caractérise, la République Argentine permet à un étranger d'arborer le pavillon argentin sur le navire qui lui appartient. En procédant ainsi, la République Argentine s'oblige à protéger le pavillon légalement arboré par l'étranger, pavillon qui, en définitive, donne sa nationalité au navire. Voici donc un exemple du droit diplomatique appliqué aux membres de la nationalité qui ne jouissent cependant pas de tous les droits politiques inhérents à ladite nationalité.

López réussit à ménager une entente entre les généraux Mitre et Urquiza pour rétablir la paix après la bataille de Cepeda, bien que d'une manière éphémère, dans la famille argentine. Quand l'ambassadeur de la nation amie, après avoir mené à bien une œuvre aussi généreuse, quitta Buenos-Aires, accompagné par la gratitude du pays, à bord de la canonnière paraguayenne *Tacuari,* il fut attaqué par la corvette *Buzzard* et par la canonnière *Grappler* de la marine britannique, sous les ordres de l'amiral Stephen Lushington. Ces deux embarcations de guerre vinrent dans nos eaux et s'approchèrent jusqu'à un kilomètre de la rive en donnant pour motif les préjudices que le gouvernement anglais alléguait avoir subis à l'Asunción. Les canonnières anglaises firent feu sur le bateau paraguayen, qui, plus faible et occupé par un personnage de l'importance du maréchal López, se réfugia à l'intérieur du port de Buenos Aires (1).

C'était là un cas bien caractérisé d'hostilité armée, commis par l'Angleterre contre l'État indépendant de Buenos-Aires dont elle venait violer les eaux en outrageant, par cette attaque inattendue, le pavillon buenosairien. Mais, qu'était alors l'État de Buenos-Aires, sinon une simple petite république ? Qu'était le Paraguay, sinon une faible nation sud-américaine ? Du côté opposé se dressait l'Empire Britannique. Quand le maréchal López fit connaître l'attaque dont il avait été l'objet dans les eaux de Buenos-Aires et réclama la protection à laquelle il avait droit, sinon matériellement, mais moralement tout au moins, en vertu des principes du droit local et du droit des gens, le gouvernement de Buenos-Aires dut se borner à déplorer que sa situation ne lui permît pas de résoudre la question dans les conditions où aurait pu le faire n'importe quelle puissance européenne, en raison de l'événement qui venait de surgir ! Au cours de ces der-

(1) C. Calvo, *Le Droit international,* etc. Paris, 1888, 130, § 1270.

nières années, il y eut beaucoup de cas importants de protection nationale diplomatique en faveur d'étrangers. Je rappellerai notamment ceux des révolutionnaires chinois Sun Yat Sen, à Londres et Savakar dans le port de Marseille (1).

Si nous avons déclaré que l'égalité civile existe entre les nationaux et les étrangers ; si nous autorisons ces derniers à intervenir dans toutes les relations juridiques d'ordre privé, et jusque dans les relations juridiques d'ordre public, dans les limites déterminées par la loi ; si notre Constitution invite tous les hommes du monde qui voudront habiter notre territoire et jouir des avantages qu'elle leur garantit ; si les étrangers, dans l'étendue du ressort de la juridiction argentine peuvent se trouver en contact avec des pouvoirs, même étrangers, qui portent atteinte à leurs droits, nous devons les protéger et les soutenir par la voie diplomatique, ou même par la force s'il est nécessaire. En résumé, il peut survenir des cas nombreux dans lesquels la protection diplomatique sera due et accordée aux étrangers sous la protection des lois locales et pour assurer les garanties et privilèges que celles-ci leur accordent.

IX. **Naturalisation qualifiée.** — Alors, la différence qui existe entre l'étranger domicilié dans la République Argentine et l'*Argentin* proprement dit est si minime que l'on a peine à l'apercevoir. Nous ne sommes séparés de l'homogénéité de la population que par une distance infime et qu'il suffirait de franchir pour que les étrangers et les Argentins se retrouvent nationaux au même point, même en ce qui concerne l'exercice des plus hautes

(1) Arrêté par surprise à Londres par la légation chinoise, Sun Yat Sen fut mis en liberté sur la réclamation de lord Salisbury (*Lord Salisbury and the chinese Legacion,* dans *The Times,* 24 octobre 1896). — Sur le cas de Savakar, consulter le *Journal de Droit international Privé,* etc., Paris, 1911, p. 155 et suiv., et *Sentences du Tribunal d'arbitrage*, etc., La Haye, 1911.

charges politiques : il suffirait simplement de retoucher un article de la Constitution. Dans la République Argentine, nous sommes à cet égard très près du point de vue du droit positif, bien que très éloignés de la préoccupation des moyens d'action universelle, parce que ce défaut n'est pas seulement le nôtre, mais qu'il est général. Nous nous trouvons dans la situation du voyageur qui parcourt la vaste plaine et aperçoit en face de lui une haute montagne. C'est une expérience, peu fréquente, que j'ai eu parfois l'occasion de faire, avec des Indiens comme guides, certains jours d'été, accablé par le soleil, la gorge irritée par la poussière, pressé par la faim et par la soif. Je demandais alors avec anxiété à l'Indien qui servait de guide *(vaqueano)* par combien de lieues nous étions séparés de la montagne où nous espérions trouver à boire, à manger et le repos, et l'Indien répondait : « Une lieue, peut-être deux !... ». Et nous marchions pendant de longues heures; la montagne bleue enchanteresse s'éloignait toujours alors que nous la croyions à la portée de la main... De la même manière, Mesdames et Messieurs, quand il s'agit d'unifier ces relations de droit, et alors que nous sommes à deux doigts de la solution, surgissent les résistances et les défiances et se dressent les intérêts des partis politiques. Mais c'est le devoir des hommes qui pensent, c'est l'obligation pour les professeurs d'attaquer de front les préjugés, d'aplanir tous les obstacles et d'établir définitivement la *nationalisation qualifiée* des étrangers. Si nous apprécions et aimons l'étranger qui nous aide à former et à agrandir notre pays; si nous aimons à le faire participer à notre vie politique; si, plus que la force du muscle et le travail manuel de l'homme robuste, nous cherchons en lui la pensée et le cœur, nous devons incorporer sans retard à la nationalité les plus dignes et les mieux préparés pour contribuer au perfectionnement de nos institutions!

SEPTIÈME CONFÉRENCE

La nationalité dans le droit privé.

Sommaire. — I. La codification civile en Europe au XIXe siècle. — II. Les Codes civils d'Amérique. — III. Code civil italien et Code civil argentin. — IV. Code civil brésilien. — V. Influence du Code civil italien en Europe. — VI. Code civil japonais. — VII. Législation comparée. — VIII. L'état et la capacité civils. — IX. Anarchie législative. — X. Le lien de la nationalité. — XI. Les dix axiomes de la nationalité. — XII. La femme et l'enfant dans la nationalité. — XIII. Révision législative nécessaire.

Mesdames,
Messieurs,

I. **La codification civile en Europe au XIXe siècle.** — Au cours de la première moitié du XIXe siècle, trois Codes civils avaient été l'objet d'un concert de louanges : ce sont ceux de France, de Prusse et d'Autriche-Hongrie, considérés tous les trois comme les sources les plus autorisées à cette époque. Le Code civil français établit le système de la *nationalité,* mais d'une manière incomplète que la jurisprudence, par suite d'une nouvelle interprétation de l'article 3, est venue, postérieurement, développer et rectifier. Le Code civil prussien s'est placé dans une situation diamétralement opposée, au moyen de l'incorporation dans ses articles du système du *domicile* servant de base à son développement du droit personnel. Le Code civil autrichien-hongrois occupe une position intermédiaire en adoptant pour principe le système du *domicile*, mais sans exclure complètement le système de la *nationalité*.

Le Code civil prussien et le Code civil autrichien portent la trace de l'influence du Code Napoléon, ce monument juridique des temps modernes, qui a servi de trait d'union, pour ainsi dire, entre le droit romain et la législation contemporaine (1).

II. **Les Codes civils d'Amérique.** — En même temps, en Amérique, on commençait alors la codification des lois civiles. L'un des premiers codes du Nouveau Monde fut celui de la Louisiane, aux États-Unis, où, comme on le sait, l'attribution de la législation privée n'appartient pas au gouvernement fédéral, mais se trouve, au contraire, réservée aux États qui composent l'Union. On peut encore citer le Code civil chilien. Ces deux codes sont remarquables, étant donnée l'époque où ils ont vu le jour.

Le Code de la Louisiane offre un intérêt spécial pour les juristes argentins puisque notre législateur l'a suivi en partie (2). C'est une œuvre éclectique qui contient le reflet de l'influence des statutaires du moyen âge, avec les

(1) Comme précédent dans la codification européenne, il y a lieu de rappeler que les premiers Codes civils ont été sanctionnés en Allemagne (Bavière) en 1756 et dans les États prussiens en 1794. Après le Code Napoléon, ceux qui méritent le mieux d'être mentionnés sont les Codes civils d'Autriche (1811), de Suisse (1831) et des Pays-Bas (1838). En 1749, Marie-Thérèse institua, pour l'ensemble des pays bohêmes et autrichiens, une autorité centrale en matière judiciaire, puis nomma, en 1753, une commission chargée de faire un projet de Code civil unique pour les différents pays de sa couronne, projet qui, terminé en 1766 et appelé *Codex Theresianus*, ne fut pas sanctionné. La commission, modifiée, s'occupait du remaniement du projet Theresianus lorsque Joseph II, ayant succédé à sa mère en 1770, édicta, en 1783 et 1786, des lois séparées sur le mariage civil et sur les successions *ab intestat,* puis promulgua la première partie du Code civil, relative aux personnes, partie qui fut quelque peu modifiée sous Léopold II, en 1791. La commission, modifiée, présenta ensuite un Code civil modifié qui ne fut promulgué, en 1797, que pour la Galicie seulement, Galicie récemment annexée. En 1801, une nouvelle commission fut instituée. Et c'est le projet rédigé par cette commission qui fut promulgué le 1er juin 1811 comme Code civil général pour toute l'Autriche (A. de Busschere, *Revue de l'Institut de droit comparé,* IV, 631).

(2) Un juriste argentin a relevé que notre Code civil a copié quarante-deux articles du Code de la Louisiane (Lisandro M. Segovia, *El Código civil de la República Argentina,* etc. Buenos-Aires, 1881, Introduction, XXII).

marques féodales qui caractérisent la vie juridique anglo-américaine. Il contient des dispositions tirées du Code civil français, mais refondues dans les nouvelles formes que prirent ces dispositions en Amérique dans le *Common law*, le droit coutumier des Américains, fondé lui-même sur le droit anglais.

Le Code chilien est aussi un code éclectique qui porte la trace de l'influence du Code Napoléon. Il procède d'une source d'érudition juridique qui n'appartient ni au système du *domicile*, ni au système napoléonien de la *nationalité*. Il se maintient dans une situation intermédiaire que nous pourrions appeler nouvelle dans le droit positif, et parfois extraordinaire, puisqu'elle ne correspond pas non plus à celle du Code autrichien. En effet, l'article 15 du Code civil chilien établit que les lois nationales ne sont pas obligatoires pour le Chilien quand celui-ci se trouve à l'étranger, et qu'il n'est encore tenu de les observer que s'il s'agit d'actes destinés à produire leur effet au Chili. En se référant aux relations du droit de famille, ce code adopte aussi un tempérament singulier : il applique la loi chilienne du mari à la femme et aux enfants quand ceux-ci sont chiliens ; mais il autorise la femme et les enfants à conserver leur loi nationale quand ils sont étrangers. Le Code chilien a été cité avec éloges par le Code civil argentin qui adopte quelques-unes de ses dispositions (1). Enfin, la majeure partie des républiques américaines et quelques-uns des États de l'Union américaine ont codifié leurs lois ou revisé leurs Codes civils en se conformant aux modèles connus, mais en y incorporant les dispositions locales nécessaires.

III. **Code civil italien et Code civil argentin.** — C'est dans cette situation juridique que le Code civil italien

(1) Le savant jurisconsulte brésilien Freitas en fait aussi l'éloge dans sa *Consolidação dos leis civis* (Rio de Janeiro, 3e édit., 1896, LVII, note 46) où on lit : « O Codigo civil chileno e un bello trabalho, mas seu methodo esta longe de agradarnos ».

apparut en 1865 avec son système complet sur la nationalité, conforme à la formule de Mancini adoptée par les codes postérieurement établis, sans différences sur le fond, avec des atténuations et des variantes de forme cependant, mais sans porter atteinte à la substance même de la doctrine. Le premier livre du projet de Code civil de la République Argentine parut à Buenos-Aires en 1865 ; il fut remis par son auteur à la discussion des juristes (1).

Ce travail, qui avait pour but de sonder le terrain, offrait des antécédents très intéressants. L'initiative de la codification avait appartenu au gouvernement de la Confédération argentine (2). Sous la présidence du général Urquiza, on promulgua au Parana le décret du 24 août 1852, instituant des commissions chargées de rédiger les codes fondamentaux du pays (3). La rédaction du Code civil fut

(1) Premier livre sur *Les personnes*, imprimé en 1865 ; second livre sur *Les obligations*, en 1866.

(2) Période de 1852 à 1862 pendant laquelle la province de Buenos-Aires, séparée du reste de la Confédération, formait un État indépendant ; le surplus de la Confédération se composait de treize provinces.

(3) Considérant qu'après quarante-deux ans de guerres et de désastres la République jouit enfin de la paix intérieure et extérieure et que l'on doit mettre à profit cet indéniable don du ciel pour préparer en parfaite tranquillité d'esprit la jouissance de la liberté si courageusement conquise sur les champs de bataille, mais non encore consolidée, en aucune manière, dans nos lois et dans nos institutions ; que ni la paix ne peut être durable, ni la liberté ne peut être pratiquée sans de bonnes lois, aussi bien dans l'ordre civil que dans l'ordre politique ; que, tandis que le Directoire provisoire fait tous ses efforts pour assurer à la Nation la grande charte politique qui doit lui être accordée, il lui faut, en même temps, aspirer à la réfection des codes qui concernent le droit privé ; puisque la République se trouve très peu avantagée par une constitution nationale et des constitutions provinciales dans lesquelles seraient établis les pouvoirs publics et leurs attributions définies et délimitées et dans lesquelles il serait déclaré que la personne de l'homme, ses propriétés, son honneur et tous les droits relatifs à l'individu sont choses sacrées auxquelles on ne peut porter atteinte qu'en se conformant aux lois ; si, en ayant recours auxdites lois, on ne trouve qu'un chaos dans lequel ces mêmes droits, si hautement proclamés, devaient demeurer sans cesse exposés aux coups de l'arbitraire et à l'action des mauvais instincts ; que, en effet, les droits individuels et ceux de la vindicte publique manquent d'une garantie suffisante par suite du mauvais état de nos lois civiles, pénales, commerciales et de procédure. Lois adéquates à une forme de gouvernement qui n'est pas la nôtre et a été écrite sous l'in-

confiée au docteur don Lorenzo Torres, juriste notable de Buenos-Aires, bien qu'il appartînt à l'État séparatiste. Par suite de circonstances spéciales, le docteur Torres renonça à cet honneur et le gouvernement du Parana nomma alors, par décret du 3 septembre 1852, un autre juriste qui, bien que né à Cordoba, était aussi l'un des membres du parti

fluence d'idées appartenant à des temps très anciens relativement aux nôtres. Lois recueillies, les unes dans de nombreux codes volumineux, promulguées par les législateurs espagnols à diverses époques et pour l'intelligence desquelles il faut se faire aider par les explications des commentateurs contenues dans les plus gros et les plus nombreux volumes. Lois dispersées en ce qui concerne les autres, celles qui contiennent la législation de deux siècles et demi et qui, cependant, sont inconnues du peuple qu'elles obligent, parce qu'elles sont enfouies dans les archives des hauts tribunaux et dans les bibliothèques d'un petit nombre d'individus qui les possèdent comme une précieuse curiosité. L'application improvisée de quelqu'une d'entre elles à des personnes qui en ignoraient l'existence, ainsi que l'ignore la société tout entière, y compris bien souvent les jurisconsultes et même encore les magistrats eux-mêmes, est aussi impropre que de juger en vertu de dispositions qui n'ont pas reçu une promulgation suffisante. Lois multipliées et au surplus contradictoires sur quelques points, sans qu'il soit possible à un studieux professeur de droit de pouvoir indiquer quelle est la dernière en date. Lois défectueuses sur d'autres points, comme le sont celles du Code de commerce et de l'ordonnance de Bilbao, en vigueur. Lois absolument inapplicables, comme le sont presque toutes les lois pénales qui édictent fréquemment des pénalités si cruelles et si extravagantes que les magistrats, pour ne pas encourir la flétrissure ou le ridicule de les mettre à exécution, font eux-mêmes la loi pour chaque cas particulier : et l'arbitraire, qui est l'ennemi de la justice, en arrive, par malheur, à être un bien quand on le compare à l'absurdité de la nécessité d'imposer ces peines. Lois qui laissent la porte largement ouverte aux procès, par où il arrive bien souvent aux deux compétiteurs d'entrer, preuve bien évidente de la défectuosité ou de l'obscurité de celles-ci. Lois qui, faisant naître ainsi des litiges, donnent aussi lieu à la promulgation de ceux-ci, puisque les écrits de procédure, au lieu de la simple assignation et de l'exposé de la loi, doivent s'étendre profusément pour faire la démonstration de l'existence d'une loi s'appliquant au cas dont il s'agit ou à une situation analogue entre ledit cas et un autre semblable expressément prévu par une loi. Lois enfin qui, pour tous ces motifs, et pour l'ennuyeux et le superflu de quelques formalités qu'elles établissent, font des procès un véritable tourment pour les personnes qui s'y trouvent engagées, un labyrinthe dont il n'est possible de s'échapper qu'au bout d'un temps prolongé et par de grands sacrifices de temps et d'argent, pertes sensibles qui ne sont pas plus grandes encore, grâce aux nobles efforts et aux soins assidus auxquels s'efforcent de tendre les magistrats pour les amoindrir (décret du gouvernement fédéral, Parana, 24 août 1852, dans le *Registro Oficial*, p. 33).

séparatiste de Buenos-Aires, le docteur don Dalmacio Vélez Sarsfield qui commença alors son étude préparatoire (1). A cette époque, il se livrait, en collaboration avec un juriste distingué de l'Uruguay, le docteur Acevedo, à la rédaction du Code de commerce de l'État de Buenos-Aires. Ce code, sanctionné en 1857, constitue un travail précurseur dans la science, puisqu'il contient des solutions, spécialement sur la lettre de change et sur le droit maritime, fondées sur la législation allemande et qu'il accepte, à cette époque, la science européenne et l'incorpore à la législation contemporaine. En 1862, la Confédération fut renversée à la bataille de Pavon et le gouvernement national établi avec l'incorporation de l'État indépendant de Buenos-Aires. On ratifia alors la nomination, faite en 1852 par la Confédération, du docteur Vélez Sarsfield comme rédacteur du Code civil et l'on adopta le Code de commerce de la province de Buenos-Aires comme Code fédéral. Puis, en 1865, en même temps que le Code civil italien, parurent les premier et second livres de son projet.

Il est véritablement extraordinaire que Mancini n'ait pas connu les travaux de Vélez Sarsfield, ni celui-ci les travaux du législateur italien. Notre pays était alors une contrée très lointaine pour l'Europe, avec laquelle les communications ne s'établissaient qu'avec peine au moyen de voiliers et très rarement par bateaux à vapeur ; dans ces conditions, la durée d'un seul voyage était de quatre-vingt-dix jours et pouvait même se prolonger jusqu'à six mois. De plus, et surtout, les échanges intellectuels avec l'Europe étaient des plus limités.

(1) *Registro Oficial de la Nacion,* 1852-1856, p. 33 et 48. Il n'est pas exact de dire que le docteur Vélez Sarsfield n'a consacré que cinq années (1865 à 1870) au travail de la codification civile ; il est seulement certain qu'il hâta la rédaction du livre IV (Successions), à la requête du gouvernement fédéral qui tenait à honneur d'incorporer à ses lois la sanction du Code civil (Cf. Segovia, *ouvrage cité, Introduction,* XVII). La confirmation du codificateur du Parana, dans sa fonction sous le nouveau régime politique présidé par Buenos-Aires, eut lieu en vertu de la loi du 9 juin 1863 et du décret du 20 octobre 1864.

Les deux œuvres juridiques coïncident cependant sur trois points de vue différents. Tout d'abord, le docteur Vélez Sarsfield et Mancini admettent tous les deux la nécessité de faire précéder leur code d'une *Loi d'introduction* ou *Titre préliminaire* contenant la définition des doctrines fondamentales qui seront développées dans le corps de l'œuvre. Cette « Loi d'introduction », comme on l'appelle en Europe, ou « Titre préliminaire », comme nous la dénommons chez nous, contient en effet la substance des doctrines qui ont inspiré le code. Le second des points sur lesquels les deux illustres jurisconsultes se trouvent d'accord est la déclaration de l'*égalité civile entre nationaux et étrangers,* inscrite pour la première fois dans un code. Dans cette conquête de l'esprit humain, la République Argentine a l'honneur d'avoir précédé l'Italie, parce que l'égalité devant la loi des nationaux et des étrangers est l'un des principes de la révolution de mai de 1810, ainsi que nous l'avons déjà démontré (1). Ce principe apparaît d'une manière certaine dans les premiers statuts provisoires, puis dans les Constitutions de 1819 et de 1826, dans la Constitution définitive de 1853 et enfin dans le Code civil. Finalement, les deux codes concordent encore sur un point d'importance capitale pour la civilisation juridique contemporaine. Tous les deux codifient les principes fondamentaux du *droit privé humain,* de manière à faire disparaître dans leurs pays respectifs les incertitudes des vieux systèmes en vertu desquels l'étranger n'était protégé que par charité et par faveur, et les deux législations nouvelles lui reconnaissent une protection absolue et égale à celle des nationaux, protection fondée sur les principes de la justice et la considération qui est due à la dignité humaine.

De plus, les deux codes coïncident de nouveau sur les fondements de la doctrine de Savigny dans laquelle ils

(1) V. cet ouvrage, quatrième conférence, § 11, p. 131.

prennent tous les deux leur inspiration; mais ils s'en écartent quand il s'agit d'appliquer cette doctrine à des faits positifs. Le Code italien, obéissant à des raisons locales et inhérentes à l'état politique et juridique de l'époque et de son pays, fait passer dans la loi le système de la *nationalité* en tant que moyen de consolider le nouveau royaume. Nous, qui nous trouvions dans une situation politique différente, et possédions déjà un droit privé unifié, — parce que nous appliquions les *Partidas* (célèbre collection de lois réunies au temps du roi Alphonse le Savant, 1256-1263), en même temps que la législation espagnole antérieure et postérieure à celles-ci, mais avec de profondes divisions dans l'ordre politique, — il nous fallait recourir à la législation privée comme moyen d'unification nationale; il nous suffisait d'anéantir la puissance des *caudillos* (féodalisme sud-américain) dans les provinces pour pouvoir organiser un système politique de justice et de liberté pour tous les hommes. Mais la République Argentine avait à résoudre des problèmes d'ordre international et des plus importants pour arriver à réaliser une codification susceptible d'exercer une influence sur ses destinées futures. En effet, la *nationalité politique*, en tant que principe, ne la préoccupait nullement. Elle avait seulement en vue la solution du problème de la *nationalité réelle* par le moyen du peuplement du désert. Elle s'était ainsi trouvée obligée d'attirer l'excédent de la population européenne pour la fixer, l'enraciner sur son sol, en lui procurant tous les avantages du bien-être. C'est ce qui rendit possible non seulement son développement mais encore sa transformation en foyer d'attraction destiné à augmenter le courant d'immigration qui avait alors à lutter contre les distances océaniques et contre le discrédit qui atteignait le pays. Notre code est donc un code destiné à favoriser le peuplement, la colonisation et la civilisation du territoire, à la différence des codes européens qui s'appliquent à une population déjà consolidée et même

excédante. Le nôtre répond à de multiples principes politiques, économiques et sociaux, de l'application desquels devait résulter la nouvelle nationalité que nous commençons à admirer. Cette claire vision des destinées de la République, qui caractérise l'œuvre du législateur avec honneur pour l'Amérique, est véritablement grande.

En pénétrant dans le champ d'action des moyens à employer pour obtenir la solution de la question, il était donc nécessaire que nous nous séparions du système de la *nationalité* pour suivre celui du *domicile* proclamé par Savigny. Celui-ci nous donnait la formule précise et concrète de nos destinées futures, en permettant à tous les étrangers domiciliés dans la République Argentine de jouir des bénéfices de sa législation et aussi de consacrer leur vie à leur propre bien-être et à l'augmentation de notre grandeur.

IV. **Code civil du Brésil.** — Après ces Codes américains, je dois citer un projet qui, tout en n'ayant jamais obtenu force de loi, a laissé cependant une semence féconde dans le silence. Je veux parler du projet de Code civil destiné au Brésil et rédigé par l'illustre jurisconsulte Teixeira de Freitas, l'un des savants du Nouveau Monde, projet qui n'eut pas les honneurs de la sanction, parce que dans ce pays d'imagination les rivalités sont parfois plus puissantes que la justice et l'intérêt national (1). Le Dr Vélez Sarsfield fut appelé à donner son avis sur cette œuvre véritablement scientifique et parfaitement bien équilibrée. Il eut la probité intellectuelle de déclarer, dans le préambule

(1) A. F. de Freitas, *Codigo civil. Esboço*, Rio de Janeiro. Le premier volume qui contient 1.829 articles sur les « personnes », les « faits » et les « choses », fut imprimé en 1860. Le second, qui traite des « droits personnels et des obligations », avec 3.078 articles, parut en 1865, soit au total 4.907 articles. Freitas échangea des lettres affectueuses et honorables pour les deux correspondants avec le législateur argentin Vélez Sarsfield; ces lettres font partie de ma collection et m'ont été offertes par la fille de l'illustre juriste argentin.

de sa publication préliminaire de 1865, son admiration pour l'auteur brésilien, en ajoutant qu'il l'avait suivi dans quelques-unes de ses clauses, bien qu'il les ait modifiées en vue de leur adaptation à notre milieu. D'ailleurs, à ceux qui répètent machinalement et inconsciemment que Vélez Sarsfield a copié Freitas, il est nécessaire de dire que tous les deux étaient d'illustres disciples de Savigny, comme l'était Mancini, et que précisément l'un des mérites de l'œuvre de Freitas se fonde sur l'adaptation des principes du glorieux allemand. Notre législation, en suivant quelques-uns des développements de la doctrine condensée par Freitas, ne fait que rendre hommage à la source originale, au grand maître de Berlin et à son traducteur et interprète brésilien (1).

V. **Influence du Code civil italien en Europe.** — En même temps, l'influence du Code italien se faisait sentir en Europe. Ce code constitua un stimulant énergique pour toutes les nations dont la situation juridique, dominée par les principes statutaires et féodaux, se trouvait confuse. Le Code civil italien, code de liberté et de justice, fut en réalité le promoteur en Europe d'un mouvement de réaction contre le Code Napoléon. La première manifestation de ce mouvement fut la sanction du Code civil portugais en 1868. Ce code a adopté le système de la *nationalité* selon la théorie de Mancini, mais il introduisit dans sa rédaction quelques atténuations singulières. Ainsi, par exemple, dans ses diverses dispositions, il a omis de parler

(1) Le Brésil n'a pas encore eu la bonne fortune de terminer ses essais de codification civile. Depuis le savant projet de Freitas (1860-1865), jusqu'au travail érudit de l'éminent professeur Clovis Bevilacqua et depuis celui-ci jusqu'aux abondantes critiques de l'illustre Rui Barbosa, les projets et les débats se sont succédé vaincus par les rivalités. Un nouveau projet est en préparation en ce moment. J'ai publié l'historique critique des initiatives et discussions sur la codification civile du Brésil dans mon *Bulletin argentin de Droit international privé*, I, 416 et suiv. Le gouvernement brésilien avait commissionné Freitas à l'effet de rédiger le Code civil le 11 janvier 1859, c'est-à-dire sept ans après la désignation du législateur argentin.

de la femme ; il déclare que les hommes seuls possèdent des droits. Peut-être, par suite d'une subtilité philosophique et juridique de langage, a-t-on entendu comprendre la femme dans le mot *homme*.

Après le Code portugais, — pour ne rappeler que les codes les moins importants, tel le Code polonais de 1825, reflet du Code civil français — apparut la savante réforme du Code espagnol, sanctionnée en 1889, qui transforme le vieux droit historique de cette nation par l'incorporation résolue des conquêtes du droit moderne. Ce code, qui est l'un des monuments de la législation contemporaine, adopte le système de la *nationalité* dans les mêmes termes que ceux qui sont formulés par le Code italien, mais sous une forme plus avantageuse cependant en raison de ce qu'il a été rédigé postérieurement.

Le mouvement de révision des codes a pénétré en Allemagne. Au point de vue juridique, ce pays se trouvait dans une situation extraordinaire. Une partie, sous l'influence de la conquête napoléonienne était encore régie par le Code civil français ; une autre région, spécialement le royaume de Prusse, avait son code propre ; quelques États suivaient le droit coutumier germanique ; les autres obéissaient aux règles du droit romain. L'illustre Savigny, en étudiant cette situation, nous apprend que, en 1845, une ligne tracée dans la ville de Breslau, et divisant un palais par le milieu, laissait les personnes qui vivaient dans le fond soumises à une loi civile déterminée et celles qui occupaient le salon assujetties à une loi différente : un homme se trouvait majeur dans le fond de la maison et mineur d'âge dans le salon donnant sur la rue. C'est là une manière d'exprimer, sous une forme graphique, la situation juridique de l'Allemagne, qui indique la cause du grand mouvement d'unification qui, à cette époque, tendait à la sanction d'un code unique pour tout le pays (1).

(1) « J'ai signalé ailleurs les droits particuliers qui existent dans un État sous

Jamais je n'ai pu m'expliquer cependant d'une manière satisfaisante la raison pour laquelle le génial Savigny, qui travaillait à l'unification du droit privé humain, s'est opposé énergiquement dans une page mémorable à la codification du droit privé en Allemagne. Dans le mémoire auquel je me réfère, Savigny critique les codes existants et trace le tableau de la situation interne et internationale qui influe sur leur rédaction et signale les qualités et les défauts de l'œuvre et de ses auteurs (1). Après la guerre

le nom même de droits particuliers par opposition au droit commun de cet État. Ces droits particuliers peuvent revêtir la forme de lois ou celle de coutumes. Leur origine historique et les limitations qui peuvent en être la conséquence sont extraordinairement variées. Au temps de l'Empire d'Allemagne, les relations entre les différents États qui composaient l'Empire donnaient lieu aux plus importantes applications des droits de cette catégorie. Des relations semblables existaient dans chacun des États que comprenait l'Empire, et elles existent encore aujourd'hui bien que l'Empire se soit dissous. Ces droits particuliers régissent soit une province, soit une partie de province, soit un municipe. Le plus fréquemment, ils étaient établis pour toute l'étendue d'une ville et encore quelquefois pour une partie de son territoire. Nous retrouvons une relation presque semblable entre les petits États souverains qui formaient l'union des Pays-Bas, mais qui n'étaient pas soumis comme les États allemands à un pouvoir politique supérieur ni à une législation commune. Les cas de conflits qui se présentent souvent ont conduit les jurisconsultes hollandais (Rodenburg, P. Voet, J. Voet, Huber) à étudier spécialement la question qui nous occupe. La même relation existe aussi entre les États de l'Amérique du Nord. Ainsi, par exemple, jusqu'au 1er janvier 1840, il y eut à Breslau cinq lois particulières différentes sur le droit de succession, le droit sur les biens entre époux, etc. qui constituaient autant d'autres juridictions locales. Le droit variait fréquemment d'une maison à l'autre ; quelquefois même une maison située sur la limite de deux juridictions se trouvait régie en partie par l'une et l'autre » (V. la loi du 11 mai 1839. Gesetzsammlung, 1839, p. 166) (Savigny, *Sistema del Derecho Romano actual,* etc., traduction castillane, Madrid, 1879, I, 135 et notes *b* et *c*).

(1) L'œuvre de Savigny a été traduite en langue castillane par l'érudit et laborieux professeur espagnol A. Posada, sous le titre suivant : *De la vocation de notre siècle pour la science du droit* (Madrid, sans date). Savigny consacre le chapitre VI, intitulé *Les trois codes modernes,* à l'examen critique des Codes français, autrichien et prussien auxquels je me suis référé précédemment. Dans le chapitre XI, il synthétise ainsi sa pensée : « Je résumerai maintenant brièvement les points sur lesquels mon opinion est conforme à celle des partisans d'un code et les points sur lesquels nous sommes en désaccord : Nous voulons ensemble l'établissement d'un droit certain, protégé contre les usurpations de l'arbitraire et les attaques de l'injustice ; ce droit doit être com-

franco-prussienne, dès que l'Empire allemand fut constitué, le gouvernement allemand créa une commission de juristes chargée de préparer un projet de Code civil, dans la pensée que rien n'est plus préjudiciable que de laisser subsister la coexistence des droits locaux dans une même nation, quand ces droits doivent satisfaire, ou tout au moins équilibrer une masse considérable d'intérêts. Cette commission a travaillé pendant plusieurs années ; ses travaux préliminaires forment une bibliothèque composée de nombreux volumes et elle a transmis à la discussion des juristes son projet de Code civil, qui a commencé à fonctionner comme loi d'Empire à partir de 1900.

Le Code civil allemand constitue le triomphe le plus signalé que les Italiens puissent invoquer en l'honneur de leur système et le plus grand exemple de l'influence de ce système en Europe, parce que l'Empire allemand, faisant table rase des traditions du royaume de Prusse, sous l'hégémonie duquel l'unification du pays s'était réalisée, a supprimé le *système du domicile* et adopté résolument le système italien de la *nationalité* à l'effet de régir la situation des personnes dans le droit personnel de la famille, des biens, des actes, du commerce et de la procédure.

Parmi les efforts récents qui, par leur sagesse et leur pondération au milieu des complications de la vie fédérale, méritent d'être étudiés, je citerai le Code civil suisse

mun à toute la nation et nous devons faire porter sur lui tous les efforts de la science. Mais, dans ce but, lesdits partisans désirent un code tel, qu'il assurerait à une moitié seulement de l'Allemagne l'unité à laquelle elle aspire, tandis que l'autre moitié demeurerait encore séparée davantage. Quant à moi, je vois la véritable solution dans une organisation progressive de la science du droit qui serait commune à toute la nation. Quant au jugement que mérite la situation actuelle, nous sommes complètement d'accord ; à l'unanimité, nous la considérons comme défectueuse. Mais eux voient la cause du mal dans les sources du droit, et ils estiment qu'un code sera un excellent remède, alors que pour ma part je trouve le mal en nous-mêmes et, par conséquent, je crois que nous ne sommes pas dans les conditions voulues pour procéder à une codification ».

approuvé à l'unanimité par le Conseil national et par le Conseil des États, le 10 décembre 1907, pour être mis en vigueur en janvier 1912. La science avec laquelle ce code a été rédigé a reçu des éloges unanimes. Sa méthode est logique et son développement bref et profond. Il est vrai qu'il ne fait la loi que sur les personnes, les droits de famille, les successions et les biens seulement. Les obligations font l'objet d'une loi spéciale qui constitue un véritable code de la matière, destiné à être incorporé par la suite au Code civil. Le nouveau Code civil suisse suit le système particulier argentin qui consiste à définir les idées directrices principales dans un *Titre préliminaire* ou *Loi d'introduction*. La Suisse avait été régie par des codes et des lois cantonales et cette circonstance donne au code sanctionné un caractère éminemment original et national, puisque, échappant à l'influence des codes étrangers, y compris le Code allemand, il a cherché de préférence ses inspirations dans son droit propre. C'est ainsi un code conservateur, évolutif et pondéré (1).

(1) L'édition officielle, dont chaque citoyen a reçu un exemplaire (Lausanne, 1908), contient une introduction sur les origines du Code. Elle est ainsi conçue :

« C'est dans l'article 48 de la Constitution helvétique du 12 avril 1798 que l'idée de la codification du droit civil suisse a trouvé sa première expression. Mais, quoiqu'il existe des fragments d'un projet de Code civil (1801), la question cessa bientôt d'être agitée et sommeilla pendant un demi-siècle. Reprise sans succès en 1848, puis en 1872, elle finit par être réalisée partiellement en 1874; la charte fédérale plaça dans la compétence législative de la Confédération, entre autres, « toutes les matières du droit se rapportant au commerce et » aux transactions mobilières : droit des obligations y compris le droit com- » mercial et le droit de change ». Bien que le principe de l'unification intégrale du droit privé ne fût pas encore consacré par un texte constitutionnel, M. L. Ruchonnet, alors chef du département fédéral de justice et police, chargea, en 1892, M. le professeur Eugène Huber qui venait d'être appelé, de Halle, à l'Université de Berne et qui terminait la publication de son *System des schweizerischen Privatrechts,* de préparer un projet de Code civil suisse. Son travail, revu par des commissions départementales, était très avancé déjà lorsque l'article 64 nouveau de la Constitution fédérale revisée étendit, en 1898, la compétence législative de la Confédération à l'ensemble du droit privé. L'avant-projet du Département, du 15 novembre 1900, fut soumis à une grande

VI. **Code civil du Japon.** — Le mouvement de codification s'est étendu au Japon qui a sanctionné son Code civil en 1898. Ce code est remarquable sur les droits de la femme, et, à d'autres points de vue, il consacre des progrès et offre des leçons utiles pour les États de l'Occident. Le Japon a aussi adopté le système de la *nationalité*, mais, au lieu de suivre l'exemple des codes européens qui diminuent la personnalité de la femme sur la scène juridique en raison de son absorption par l'homme, il l'élève, au contraire, parallèlement à l'homme et lui assure une situation digne d'elle. Ce code rectifie les tendances des juristes d'Europe chez lesquels, dans les matières qui concernent les droits de la femme, les préjugés ont encore le pas sur la science et sur la justice.

Par sa méthode, le Code du Japon diffère de ceux d'Europe et d'Amérique. Cependant, comme eux, il commence par établir les articles concernant les personnes, en laissant de côté les droits de famille, qui forment un

commission d'experts, qui le discuta dans le courant des années 1901 à 1903. Un *Exposé des motifs*, écrit par M. Huber, parut successivement en 1901 et 1902. Des commissions spéciales arrêtèrent, en 1903 et 1904, le texte d'un titre préliminaire et d'un titre final. L'avant-projet de 1900, ainsi complété et remanié, devint le projet que le Conseil fédéral soumit aux Chambres avec son message du 28 mai 1904 (le titre final, toutefois, se trouve à la fin du projet du 3 mars 1905 — droit des obligations — qui devait former le cinquième livre du Code civil et dont la discussion a été ajournée). En ce qui concerne l'économie même de notre code, il suffira de constater ceci : il comprend un *titre préliminaire* (art. 1 à 10), qui traite essentiellement de l'application de la loi et de certaines notions générales ; quatre livres (*Droit des personnes,* art. 11 à 89 ; *Droit de la famille,* art. 90 à 456 ; *Des successions,* art. 457 à 640 ; *Des droits réels,* art. 641 à 977) et un *titre final* (art. 1 à 63), qui a reçu une numérotation spéciale, afin que le droit des obligations revisé pût être facilement incorporé, plus tard, dans le texte du code (il en formera le cinquième livre, art. 978 et suiv.). Ajoutons que le titre final règle les matières de la vente d'immeubles et de la donation entre vifs et qu'il indique les modifications apportées par le nouveau code tant à la loi de poursuite qu'au Code fédéral des obligations et à la loi fédérale du 25 juin 1891 sur les rapports de droit civil. Ainsi que la commission de rédaction du Code civil l'a déclaré dans son rapport aux Chambres du 20 novembre 1907, aucun des trois textes, allemand, français, italien, « ne saurait être envisagé comme une simple traduction » ; ils ont toute la valeur de textes originaux.

autre chapitre, postérieur, dans l'ordre de développement suivant : personnes, choses, droits réels, obligations, contrats, famille et succession. De même que le Code argentin et ceux d'Europe qui ont adopté son système, le Code japonais contient un chapitre relatif à l'exposé des principes fondamentaux et intitulé *Loi générale.* Ce chapitre est l'équivalent de notre *Titre préliminaire* ou de la *Loi d'introduction* du Code allemand. Comme dans celui-ci, il se trouve imprimé à la fin. Le Code japonais est l'un des plus condensés, des plus philosophiques et des plus casuistiques de notre époque. Il ne contient, au total, que 1146 articles, et ce non compris les articles peu nombreux de la loi générale et d'un décret spécial sur la nationalité (1).

VII. **Législation comparée.** — Les observations précédentes étaient nécessaires pour démontrer que l'étude du système politique et juridique de la nationalité, au point de vue du droit comparé, est indispensable comme méthode à suivre pour comprendre les tendances des législations les plus importantes parmi celles qui ont tracé des lois sur cette question. Pour cette même raison, j'ai admis que les codes modernes ont pour base le Code italien, puisque tous l'ont imité à l'exception du Code civil argentin, du Code japonais, du Code chilien et de quelques autres de l'Amérique du Sud, qui ont conservé le principe de la nationalité, sans méconnaître la doctrine qu'il contient et en adoptant les mêmes formes techniques dans leur développement.

L'étude de la législation comparée peut être simplifiée si on la fait découler de trois sources dont la première est le Code Napoléon comme base du *système de la nationalité,* bien qu'elle y soit incomplètement codifiée ; la seconde est le Code italien dont le système de la *nationalité* prend des formes complètes et définitives ; et la troisième, en

(1) *The civil Code of Japan, translated by* Dr LUDWIG LÖNHOLM, professor of the Imperial University of Tokyo. Printed by the Kokubunsha Tokyo, 1898.

opposition à ces deux systèmes, le Code civil de la République Argentine, le plus avancé en ce qui concerne le système du domicile.

Quel horizon nous ouvre cette étude de législation comparée ? Si on devait expliquer le *système de la nationalité* appliqué aux droits de la personne dans la société et dans la vie juridique, aux développements de la famille, aux institutions de la propriété et de la succession, aux droits découlant des obligations et aux contrats, aux manifestations enfin du droit civil, commercial et maritime, à la procédure judiciaire et aux actes notariés, — un cours d'une seule année ne serait pas suffisant. Il n'est pas improbable cependant, — bien que je ne veuille pas m'obliger définitivement — que dans les années à venir je continue à étudier la nationalité sous ces formes techniques qui s'appliquent aux institutions des droits codifiés. Pour atteindre le but poursuivi dans ce cours, il est nécessaire de subordonner l'étendue de l'exposition aux exigences du temps disponible et du programme. Le plan consiste à aller jusqu'à la *naturalisation des étrangers*. Par conséquent, je puis donc faire abstraction de l'influence de la nationalité dans la législation comparée en tant qu'elle se trouve en relation avec les institutions du droit public et du droit privé auxquelles je me suis référé, pour me maintenir sur le terrain du droit public et du droit privé dans leurs rapports avec la population et avec les fonctions que celle-ci remplit dans l'intérieur de l'État relativement à la politique ou comme mode de procéder pour atteindre à la jouissance des droits privés au moyen de la *naturalisation* et de la *nationalité*. Un cours de droit public et privé sur la naturalisation des étrangers est sans aucun doute une matière politique ; mais cette question se trouve intimement liée au droit privé parce que la naturalisation donne à l'étranger toutes les aptitudes légales dans le *système de la nationalité* à l'effet de jouir des droits privés. Dans le système argentin, par le fait de la

naturalisation, il se trouve, de plus, habilité à l'effet de jouir des privilèges politiques que la constitution et les lois lui accordent aussi. Mais l'étude de la situation des étrangers dans le droit positif au point de vue de leur naturalisation comme but de propagande, ne peut pas se faire non plus en une seule ou en quelques conférences. C'est une matière étendue et complexe qui réclame des développements successifs, de manière que dans les conférences futures je ferai nécessairement des démonstrations de droit comparé, qui serviront de points de repère pour établir à la fin du cours le projet de loi qui restera comme un précédent scientifique et universitaire sur la naturalisation des étrangers dans la République Argentine et dans le Nouveau Monde.

VIII. **L'état et la capacité civils.** — Si nous considérons la question de la nationalité en droit privé, nous voyons qu'elle détermine la situation juridique d'une personne dans la société. En d'autres termes, d'après la formule italienne, la nationalité confère la jouissance des droits privés. La personne doit nécessairement avoir un état civil. Mais, qu'est-ce que l'état civil ? Si je parlais devant une assemblée de juristes, j'en donnerais la définition sous une forme savante ; mais, comme dans cet auditoire se trouvent des personnes qui n'ont pas encore reçu une préparation complète, il est préférable de faire l'exposé élémentaire qui s'y rapporte. L'état civil est la situation juridique occupée par la personne dans la société. La personne est majeure ou mineure d'âge ; enfant légitime, naturel, adultérin, incestueux ou sacrilège ; célibataire, mariée ou divorcée ; père, aïeul, oncle, cousin ou frère, fils adoptif, etc., etc. Chacune de ces situations juridiques détermine un ensemble de facultés et de droits inhérents à la personne, droits qui doivent nécessairement se manifester dans la vie de relation. La personne peut être capable, c'est-à-dire avoir atteint un point de maturité morale et

physique où elle est pourvue de toutes les qualités nécessaires pour se diriger elle-même. Elle est alors *sui juris*. Ce point de départ déterminé par les lois constitue l'état de capacité de la personne, le moment où la personne se gouverne elle-même et ne peut que, dans des cas spéciaux d'incapacité qui surviennent après coup, retomber sous l'autorité de ses parents, de ses aïeuls, de tuteurs ou de curateurs étrangers à la famille. Mais la personne peut aussi se trouver physiquement incapable, si elle a eu le malheur d'être atteinte par quelque maladie susceptible de troubler le fonctionnement normal de ses facultés intellectuelles.

L'état civil correspond au régime légal qui convient en général; le père doit avoir autorité sur ses enfants; les époux reconnaissent comme légitimes des droits et des devoirs réciproques; les membres de la famille recueillent les successions des prémourants suivant les formes et dans les proportions établies dans les codes ou dans les lois. L'exercice de ces droits, à l'intérieur et au dehors de la souveraineté, exige une harmonie qui permet la conservation et le développement social. Ces facultés d'agir juridiquement s'appellent *capacité de droit ou légale*. Sur cette capacité, des idées confuses ou erronées ont cours dans le Nouveau Monde. Des auteurs et des professeurs, parlent souvent de la *capacité de fait* et de la *capacité de droit*. Il n'existe cependant qu'une seule capacité : celle qui résulte de la loi, c'est-à-dire la *capacité de droit*. Les facultés actives attribuées par la loi à la personne selon son état constituent cette capacité. La manière d'exercer ces droits peut donner lieu à une distinction qui constitue ce que quelques-uns appellent la *capacité de fait*. Cependant, les règles de fait peuvent ne pas être d'accord avec les règles de droit. Au contraire, le fait se trouve souvent être la négation du droit. L'action qui a pour but de produire ou d'assurer les effets de la capacité de droit est la *capacité d'agir*. Quel est l'objet de cette distinction? Une

remarque élémentaire donnera la réponse à la question et servira à éclaircir les idées que nous avons exposées précédemment. L'enfant possède des droits avant de naître, c'est-à-dire à partir du jour où il a été conçu dans le sein maternel : *Infans conceptus pro nato habetur quoties de ejus commodis agitur,* dit la loi romaine. On voit ainsi combien cette règle de justice est ancienne. Un enfant simplement conçu a, en effet, la capacité de droit pour recevoir une donation et le bénéfice de successions. L'enfant, depuis sa naissance jusqu'à l'âge de sa majorité, jouit de droits personnels nombreux. De quelle manière pourrait-il user de sa *capacité de droit,* s'il ne peut pas encore *agir,* s'il n'a pas encore vu le jour, ou si, étant né, il manque de discernement ou des aptitudes suffisantes? Le dément — il s'agit d'un cas inverse — enfermé dans une maison de santé, a bien une *capacité de droit ;* il hérite, il achète, il vend ; il exécute enfin tous les actes de la vie civile. Pour l'enfant, ce sont les parents qui agissent en son nom, et, s'il est en tutelle, c'est le conseil de famille ou le juge. Pour les incapables, ce sont les juges et les curateurs légaux qui les représentent. Ils consomment l'exercice de la *capacité de droit* de ceux dont ils sont les mandataires légaux. La *capacité de droit* est ainsi une cause, et la *capacité d'agir* le moyen d'assurer les effets de la première.

On se rend donc compte de l'importance de la détermination de l'état civil des personnes, parce que cette fixation nous conduit à indiquer l'ensemble des droits qui leur appartiennent et les moyens d'agir pour leur faire produire effet, soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres personnes. Mais le problème se complique d'une manière extraordinaire et n'offre pas la facilité que je m'efforce de démontrer, si l'on examine la question préliminaire. Pour connaître l'état civil et la jouissance des droits qui en découlent, il est nécessaire de déterminer préalablement la *nationalité de la personne* ou son *domi-*

cile, parce que la personne aura l'état civil et les droits que lui reconnaissent la loi de son pays ou celle du domicile. Par conséquent, la détermination de la nationalité est une question préjudicielle.

IX. **Anarchie législative.** — Même pour les personnes qui ne se livrent pas habituellement à l'étude du droit, il paraît évident, quand il s'agit de la nationalité, c'est-à-dire d'une chose aussi simple, aussi sacrée et aussi solennelle, que la question préjudicielle ne devrait pas présenter de difficultés; que tous les peuples devraient se trouver d'accord sur la définition du lien juridique de la nationalité qui nous met en mouvement dans le champ immense des relations juridiques. Cependant, de même que lors des explications que nous avons données sur les idées de *Nation* et d'*État*, nous trouvons encore ici la plus grande anarchie dans les opinions. J'ai été ainsi obligé de donner six conférences pour m'efforcer de concilier les idées générales. Il n'existe pas, en effet, deux nations qui se trouvent d'accord sur le mode d'acquisition ou de perte de la nationalité, bien que la plupart des pays aient suivi la doctrine italienne. L'anarchie qui existe à cet égard dans le droit positif est très grande; elle explique les difficultés et les insuccès du système de la nationalité dans son application aux relations privées des personnes. Les échecs prouvent cette vérité : que la politique doit avoir son atmosphère propre et le droit doit se développer affranchi de son influence.

Les difficultés profondes que l'on rencontre quand on veut déterminer la personnalité juridique procèdent précisément des différences dans le concept politique et des aspirations contraires des États. Les pays européens qui sont guidés par une tendance *nationaliste* au point de vue politique et au point de vue économique, c'est-à-dire ceux qui suivent une politique dont l'idéal diffère du nôtre, opposent des difficultés à leurs sujets quand il s'agit de

l'exercice des droits de la libre activité de ceux-ci. Par exemple, l'homme qui émigre en Amérique représente une force économique perdue pour l'État. C'est un soldat qui disparaît pour son armée, c'est un élément de vie nationale dont s'affaiblit le pays d'origine et qui vient renforcer la patrie d'adoption. Nous, qui sommes placés au pôle opposé pour y recevoir les bénéfices de l'émigration, nous comprenons que chaque homme qui vient s'incorporer à nous est une force gagnée : c'est une impulsion de plus pour la richesse économique qui se développe, une pépinière de soldats pour l'avenir.... Politiquement, économiquement et socialement, nous sommes en opposition ouverte avec le système de la *nationalité,* en tant qu'elle se projette sur le droit privé. Nous devons constituer, développer et conserver une patrie fondée sur des principes opposés à ceux qui servent de fondement à la vie des pays européens. Mais s'il doit arriver un moment où ces idées politiques irréconciliables abandonneront le champ du droit public pour s'occuper seulement de la question de l'état et de la capacité civils comme d'un problème purement scientifique, on trouvera la solution de la question de la conciliation universelle dont la base est le système du domicile.

X. **Le lien de la nationalité.** — Abordons maintenant la question préjudicielle. Je remarque dans l'auditoire qui me fait l'honneur de m'écouter, des personnes qui n'appartiennent pas à la nationalité argentine et ont cependant la conviction d'appartenir à quelque nationalité européenne. En réalité, elles n'ont aucune nationalité. Ce phénomène se multiplie dans la société argentine à un tel point que parmi les deux millions d'étrangers établis en ce moment dans notre pays, il est infiniment probable que la majeure partie d'entre eux ont perdu la nationalité d'après les dispositions des lois de leur pays d'origine. On sait fort bien qu'ils aiment leur patrie lointaine, mais ce

sentiment est insuffisant pour le maintien d'un lien juridique.

Si nous nous occupons de déterminer le lien juridique dont il s'agit, nous trouvons les partisans du système de la nationalité profondément divisés. Ils ne nous offrent même pas les prémices de l'uniformité dans les idées et dans les solutions. Une école de juristes français, à la tête desquels marche l'un de mes amis de prédilection et dont l'amitié m'honore, le professeur Weiss, de l'Université de Paris, soutient que le lien juridique de la nationalité est un contrat synallagmatique conclu entre l'habitant et l'État (1), un contrat aux termes duquel la personne abdique

(1) « C'est dans un contrat synallagmatique intervenu entre l'État et chacun des individus qui le composent que se trouve, selon nous, le fondement juridique de la nationalité » (Weiss, *ouv. cité,* 2e édit., I, 8 et note 1, où on lit : « Cogordan, *op. cit.,* 2e édit., 3; Rouard de Card, *La Nationalité française,* V ». Le caractère contractuel que nous assignons au lien de la nationalité n'est cependant pas accepté par tous les auteurs. V. notamment Despagnet, *op. cit.,* 4e édit., n° 114, p. 247; Audinet, *Principes élémentaires de droit international privé,* 2e édit., n° 102; F. Stœrk, *Les changements de Nationalité et le droit des gens,* dans la *Revue générale de droit international public,* 1895, p. 276.

« De tout ce que nous venons de dire, il résulte que la nationalité est un lien volontaire entre l'État et l'individu. L'enfant ne choisit pas sa nationalité d'origine, mais l'homme peut à son gré la changer ou la conserver sans qu'on ait le droit d'entraver sa liberté » (Audinet, *loc. cit.,* 63).

On dit souvent que le lien de la nationalité résulte d'un contrat entre l'individu et l'État, d'après lequel le premier promet obéissance aux lois du pays et le second s'engage à protéger celui qui devient son national. Mais c'est là plutôt une explication des conséquences de la nationalité que la raison d'être de celle-ci et de ses effets. Prise au pied de la lettre, la théorie dont il s'agit conduirait à la doctrine du contrat social établie par J.-J. Rousseau, d'après laquelle l'individu se rattacherait volontairement à une société déterminée, en abdiquant une partie de sa liberté pour assurer le fonctionnement de la vie sociale, et obtiendrait, en retour, des avantages que celle-ci lui garantirait. Cette théorie est fausse en soi, comme on le sait, et elle est inadmissible spécialement au point de vue que nous considérons. Comment, en effet, trouver les éléments d'un contrat librement consenti quand il s'agit de la nationalité d'origine attribuée à un enfant qui vient de naître, à moins de recourir, assez arbitrairement, à l'idée d'une confirmation de la nationalité ainsi donnée, résultant du fait que l'intéressé ne l'a pas répudiée plus tard, lorsqu'il est maître de ses actes et de sa situation juridique ? D'ailleurs, s'il s'agit d'un contrat synallagmatique, comme on le prétend, passé entre l'individu et l'État, s'explique-t-on qu'il puisse être rompu d'une manière unilatérale, par la seule volonté de

une partie de sa liberté en faveur de l'État à la condition que celui-ci, par l'exécution de l'obligation qui lui incombe, lui soit utile et le protège. Mais la population des États se compose en grande partie d'incapables : des femmes *alieni juris*, des mineurs, des incapables proprement dits et des étrangers. Une faible partie de la population seulement jouit de la *capacité politique*, et si le lien de la nationalité est un contrat synallagmatique, un contrat civil, ce contrat demeurera nul pour plus des trois quarts des habitants de l'État. Il reste seulement une minorité de personnes capables d'exercer les droits politiques, c'est-à-dire possédant l'aptitude voulue pour passer le contrat et l'imposer aux autres. On pourrait objecter que, en ce qui concerne l'enfant, la situation est différente, puisque les pays qui suivent le système de la nationalité lui accordent le droit d'opter à sa majorité pour la nationalité de son choix. J'étudierai ce point particulier dans la conférence spéciale que j'ai l'intention de consacrer à la situa ion de la femme et de l'enfant dans la nationalité.

D'autres dissidents de la nationalité affirment que le lien ne peut être un contrat, parce que dans les contrats synallagmatiques, où il y a des intérêts opposés réciproques, une seule partie ne peut déclarer la caducité du contrat sans le concours de la volonté de l'autre partie (1). Alors qu'en fait tout citoyen peut abandonner son pays sans être tenu d'en donner avis au préalable à ses autorités, il en résulte que l'État ignore ainsi qu'il a été abandonné par son sujet cocontractant. Par contre, l'État ne peut agir de même ; il ne peut abandonner, ni cesser de protéger l'habitant, ni dépouiller de la qualité et des droits de citoyen

l'individu adoptant une nationalité nouvelle ? La vérité est que la nationalité, avec ses conséquences de soumission aux lois d'un pays de la part de l'individu et de protection de la part de ce pays, provient de la nécessité de l'état social pour l'homme et, par suite, de son rattachement à une société déterminée (Despagnet, *op. cit.*, 247-248).

(1) V. notamment F. Despagnet et d'autres auteurs cités ci-dessus, p. 231, note 1.

ceux qui en sont investis, si ce n'est dans des cas nettement prévus par la loi.

Une troisième école soutient que le lien de la nationalité dérive exclusivement de la nation naturelle ou de la résultante de son évolution, c'est-à-dire de l'État. La personne naît dans un pays ou s'incorpore à l'État par une manifestation spontanée de sa volonté. Dans ce cas il y a un acte psychologique, une impulsion mystérieuse de l'âme qui répond à de multiples tendances de la raison. Les intentions des hommes relèvent de Dieu seul, ainsi que le déclare le préambule de notre constitution. Les hommes en arrivent à faire partie d'une nationalité par suite d'évolutions spontanées de leur propre esprit. Le lien de la nationalité est comme l'intelligence des hommes, une chose inhérente à la nature humaine qui se forme par la *naissance* et par la *volonté*.

La détermination de la *nationalité d'origine*, comme nous le verrons, donne lieu aussi à la bifurcation des idées. Les uns l'attribuent au fait de la naissance dans un certain territoire et d'autres au sang des parents, abstraction faite du lieu de la naissance.

XI. **Les dix axiomes de la nationalité.** — Selon l'opinion du plus grand nombre, le lien de la nationalité est cependant un lien *naturel* qui repose selon ma doctrine (et il m'est permis de m'exprimer ainsi parce qu'elle constitue une conception personnelle, née comme une sorte d'arbitrage entre tous les systèmes opposés, qui se rapproche de la vérité scientifique, abstraction faite des intérêts politiques impérieux des pays européens et des nécessités des pays d'émigration), qui repose, dis-je, selon ma doctrine, sur dix axiomes rationnels. Il m'a paru utile de les mentionner parce qu'il s'agit de principes scientifiques. Ce sont les suivants :

I. La nationalité est un lien volontaire *bona fide*.
II. Toute personne doit avoir une nationalité.

III. Aucune personne ne peut avoir deux nationalités (Cicéron, *Oratio pro Balbo*, citée : *Duarum civitatum civis esse, nostro jure civile, nemo potest*).

IV. Toute personne a le droit de changer librement de nationalité (Platon, Socrate (Athènes), Cicéron, *ibid. Ne quis invitus in civitate maneat*, tous précités).

V. L'État n'a pas le droit d'interdire aux personnes le changement de nationalité.

VI. L'État n'a pas le droit de contraindre les personnes à changer de nationalité contrairement à leur volonté (Cicéron, *ibid. Ne quis invitus civitate mutetur*).

VII. Toute personne conserve le droit de recouvrer la nationalité qu'elle a abandonnée.

VIII. L'État ne peut imposer sa nationalité aux personnes domiciliées dans son territoire, et ce contre la volonté de celles-ci.

IX. La nationalité naturelle ou celle qui a été volontairement acceptée déterminent, quant aux personnes, l'application du droit public et du droit privé.

X. L'État a le devoir de déterminer la condition des personnes sans nationalité (*heimathlos*) en droit public et en droit privé.

Ces dix axiomes constituent la synthèse du droit public et du droit privé en matière de *nationalité*. Dans le développement de ce cours, ils me permettront d'écarter les obstacles qui s'opposent, dans la République Argentine et dans le Nouveau Monde, à l'exécution des lois sur la naturalisation.

La première règle établit qu'il est nécessaire d'avoir une nationalité *bona fide* par le moyen d'un lien volontaire. La nationalité, de même que le culte religieux, comme toute tâche scientifique et comme la célébration du mariage, est un acte de liberté civile. C'est un acte fondamental dont la vie dépend dans l'avenir. C'est une chose sacrée, avec laquelle il n'est pas possible d'agir comme pour les autres questions de droit relatives aux

obligations et aux contrats qui ont pour mobile la recherche d'un avantage en argent. La nationalité se prête, spécialement dans les pays d'immigration où l'on vient chercher la richesse, à des pratiques que la législation doit proscrire. Le « *far l'America* », attribué au modeste Italien, est une expression profonde et significative de philosophie populaire que nous ne devons pas oublier quand il s'agit de naturaliser l'étranger. Émigrer et prendre une lettre de naturalisation contre la promesse d'agents politiques qui offrent un emploi en échange d'un vote, ou parce que le gouvernement donne quelques acres de terre à celui qui se fait naturaliser, ou bien dans le but de s'assurer ainsi une plus grande chance dans la recherche en mariage d'une femme riche, — puis après la réalisation de cette opération, reprendre la nationalité malicieusement abandonnée par ruse — constitue un acte de mauvaise foi, une spéculation indigne du droit à la nationalité. Ces agissements absolument incorrects sont d'ailleurs d'un usage ancien. En Grèce et à Rome, on les poursuivait, et à notre époque même, aux États-Unis d'Amérique, on pourchasse ceux qui veulent s'y livrer.

Aux États-Unis, où vivent environ vingt millions d'Européens naturalisés, rien n'est plus commun. J'ai entendu quelques-uns d'entre eux parler de leur pays d'origine dans les termes les plus discourtois. Puis, plusieurs d'entre eux, après avoir constitué leur famille et édifié leur fortune dans des pays nouveaux en employant le moyen de la naturalisation, venaient déclarer qu'ils se trouvaient dans la nécessité de changer de climat, de retourner dans leur ancienne patrie et d'y reprendre leur nationalité d'origine pour des raisons de santé, ou financières, ou d'un autre ordre majeur. Ils ont pu, évidemment, se trouver contraints de suivre une mère âgée, ou de donner leurs soins à une épouse ou à un fils atteints de maladies réclamant la science ou le climat étrangers. Toutes ces raisons et d'autres du même genre obligent

souvent à de nouveaux changements de nationalité. Dans ces conditions, c'est une chose parfaitement légitime, parce que, comme nous l'avons dit, le lien de la nationalité est surtout *volontaire* et de *bonne foi*. Quand on abandonne sa nationalité d'adoption, mais seulement pour une raison morale digne de respect, dont l'appréciation reste livrée à l'appréciation de la société et des juges, il n'est pas possible de confondre ce fait normal avec des manœuvres dolosives.

Si on change de nationalité en obéissant à des mobiles honnêtes, dignes de respect dans une semblable circonstance, l'homme ou la femme qui quittent une nationalité pour recouvrer l'ancienne, suivent la règle d'après laquelle, en vertu du libre exercice de ses droits civils, toute personne a le droit de changer volontairement de nationalité et peut, par conséquent, recouvrer la nationalité qu'elle aurait abandonnée auparavant. C'est un point capital, tout particulièrement quand il s'agit d'un pays d'immigration. Il existe plus d'un million et demi d'Italiens dans la République Argentine où se trouvent des esprits, intéressés et mal préparés en droit, qui soutiennent la théorie d'une *doppia cittadinanza* (double nationalité) inacceptable au triple point de vue juridique, politique et social. Pour l'honneur de l'Italie et de la République Argentine, la double nationalité ne pourra jamais exister : il faut être ou Italien ou Argentin! La *double nationalité*, que j'étudierai en temps opportun, a préoccupé les anciens, selon les paroles de Cicéron que je viens de citer (1).

En 1848, la France a discuté ce point avec l'Angleterre, dans le cas de lord Brougham. Il y a, dans le monde, une idée erronée en ce qui concerne le caractère des Anglais. On les croit une race matérielle et positive, éloignée des

(1) Discours *Pro Balbo*, cité dans cette conférence, p. 234. Cf. onzième conférence sur la revision de la législation italienne.

enchantements et des séductions du romantisme. Mais on pourrait opposer à ce préjugé l'exemple de l'amiral Brown qui guerroya avec le plus grand désintéressement dans nos mers, non pour y poursuivre la fortune ou les jouissances matérielles, mais simplement parce que, aimant la liberté et notre pays, il voulait contribuer pour sa part à la fondation de la République. N'avons-nous pas aussi l'exemple de lord Byron, dont le romantisme est classique dans la littérature et dans l'histoire? Nous pourrions ajouter également le nom de lord Brougham, orateur, homme d'État et savant, qui écrivit sur le spectre solaire et gouverna l'Angleterre. Lord Brougham était romantique; il était propriétaire d'un petit palais sur la Côte d'Azur; il y vivait dans l'amour de la France. A l'époque où la Révolution nationale de 1848 était en pleine effervescence dans ce pays, lord Brougham, voulant mettre son bras et sa pensée à son service en acceptant un siège à l'assemblée révolutionnaire, s'adressa au gouvernement français pour solliciter la nationalité française sous la condition de conserver sa qualité et ses privilèges de sujet anglais. Le ministre Crémieux lui fit remarquer dans une lettre éloquente, pleine de bon sens juridique, qu'il ne pouvait être en même temps Français et Anglais. En adoptant le titre de citoyen français, lord Brougham aurait perdu tous les privilèges et les hautes prérogatives attachés à la noblesse anglaise. Il retira donc sa demande (1).

(1) A la demande de naturalisation formée par ce dernier, M. Crémieux objectait les inconvénients graves qui résulteraient pour l'illustre homme d'État de l'abandon de sa nationalité d'origine : « Si la France vous adopte pour l'un de ses fils, lui écrivait-il, vous cesserez d'être Anglais. Vous n'êtes plus lord Brougham, vous devenez le citoyen Brougham. Vous perdez à l'instant tous privilèges, tous avantages de quelque nature qu'ils soient, que vous tenez, soit de votre qualité d'Anglais, soit des droits que vous confèrent jusqu'à ce jour les lois ou les coutumes anglaises, qui ne peuvent se concilier avec notre loi d'égalité entre tous les Français. » Et comme lord Brougham protestait qu'il ne l'entendait nullement ainsi, que, s'il désirait la nationalité française, il voulait conserver en Angleterre, mais en Angleterre seulement,

L'État ne peut pas davantage obliger une personne à conserver sa nationalité, parce qu'il porterait ainsi atteinte à la liberté civile, en méconnaissant cette règle fondamentale en matière de nationalité d'après laquelle la volonté individuelle doit toujours prévaloir. Pour cette raison, Cicéron dans son plaidoyer « *Pro Balbo* », s'écrie : « *Ne quis invitus civitate mutetur* » ; « Nous ne pouvons obliger personne à changer de droit de cité ». Il n'est donc pas possible d'obliger qui que ce soit à conserver les droits et la qualité de national, et l'État ne peut pas, non plus, obliger une personne à changer sa nationalité. C'est le corollaire des démonstrations antérieures. Quand le national désire changer de nationalité, il est d'usage dans quelques pays d'Europe qu'il consulte l'État pour remplir ainsi une sorte de devoir de courtoisie en prenant congé de sa patrie d'origine. Mais l'État ne peut imposer à ses sujets le choix de la nationalité. L'individu donne à l'État un avertissement de convenance en conformité des lois qui l'exigent, mais cet avis préalable ne comporte nullement l'obligation d'accepter une nouvelle nationalité indiquée par l'État dont il se sépare.

Enfin, quant à celui qui jouit de bonne foi d'une nationalité par l'effet de sa propre volonté, il possède ainsi tous les droits civils inhérents à l'état et à la capacité civils dont j'ai parlé précédemment.

La dernière règle établit que l'État a le droit d'imposer une nationalité, c'est-à-dire une situation juridique nettement définie, aux personnes qui, tout en résidant sur son territoire, restent cependant sans patrie (*heimathlos*).

Cette disposition législative n'équivaut nullement à une

les privilèges résultant de sa naissance et de sa qualité d'Anglais, M. Crémieux de répondre qu'un semblable cumul serait contraire à nos lois : « La France, dit-il, n'admet pas qu'un citoyen français soit en même temps citoyen d'un autre pays. Pour devenir Français, il faut que vous cessiez d'être Anglais. Vous ne pouvez être Anglais en Angleterre, Français en France ; nos lois s'y opposent et il faut nécessairement opter » (Weiss, *op. cit.*, I, 28-29).

atteinte portée à la liberté civile. S'il est bien certain, en effet, que l'individu a le droit de se déclarer national d'une prétendue « république universelle », ainsi que l'exemple en a été donné parfois en Amérique du Sud, il n'en est pas moins évident qu'en agissant ainsi l'individu commet un acte qui trouble l'ordre juridique. Alors le droit et le devoir de l'État consistent à intervenir pour s'opposer à cet abus de la liberté individuelle.

Le fait des individus qui demeurent sans patrie a préoccupé les esprits en Europe. En 1851, une grande partie de la population suisse était formée par des gens qui se déclaraient sans patrie. Cette population spéciale se composait de réfugiés du monde entier, repoussant, en se déclarant étrangers, toutes les charges que la Suisse voulait leur imposer ; mais, par contre, revendiquant la protection de l'État et des municipalités à l'instar des autres nationaux. Les Suisses ont créé le mot de *heimathlosat,* destiné à qualifier la situation de ces personnes. De ce mot est dérivé bientôt le substantif *heimathlos* qui sert à désigner chacun d'eux. Une telle situation ne saurait être tolérée. Si une personne veut contracter mariage, il lui faut déclarer sa nationalité devant l'autorité civile ou ecclésiastique pour permettre de vérifier si elle jouit ou ne jouit pas de la capacité nécessaire. D'après les lois européennes, elle devra se conformer aux lois de son pays, qui fixent l'âge auquel le Français peut se marier. Mais, comment devra procéder l'individu qui n'a pas de patrie? Il apparaît qu'il lui sera impossible de se marier, ou bien que, si malgré tout il réussit à passer outre, il causera un dommage à la femme et aux enfants, en leur imposant, de son fait, une situation juridique incertaine. Alors l'État, de même qu'il nomme un tuteur à l'enfant, et un curateur au dément et à l'incapable, fixe à l'*heimathlos* une nationalité; et cette nationalité sera la dernière dont il aura été titulaire avant de pénétrer dans le pays où il vient la dénier. S'il n'a pas d'autre nationalité que celle-ci et s'il

est impossible de la déterminer, on considérera comme telle celle de son domicile, et s'il n'a pas de domicile, l'État l'oblige à prendre rang et à se maintenir dans l'ordre social, sans troubler les droits d'autrui, et il lui attribue comme loi nationale et nationalité celle de sa résidence (1).

(1) Le droit ancien s'occupait déjà de cette catégorie de personnes. De l'Orient il passa en Grèce avec son caractère juridique. Le droit athénien les appelait *apolides* et les Romains s'assimilèrent les institutions et le nom. Étaient aussi *apolidi*, en outre de ceux qui n'appartenaient à aucune *nationalité certaine* (*certa civitate*), les *citoyens romains* (*cives romani*), qui avaient subi une *capitis deminutio media*, les affranchis *latinus junianus* et les affranchis délictices.

« Uno de los primeros resultados que se han obtenido al lograrse la igualdad del extranjero con el nacional, alli donde se ha conseguido, y aun donde tan sólo ha podido alcanzarse una benevola tolerancia, ha sido el crear a muchos emigrados una situación especial, que los alemanes han definido graficamente con la palabra *Heimathlosat* de *heimathlos*, sin domicilio) ó sean verdaderos *peregrini sine civitate*, esto es, que son extranjeros en el país donde residen y extraños para su verdadera Patria, rehuyendo todos los deberes que como ciudadano les corresponderían en la nación en que viven, y los que tienen en la que nacieron; importandoseles poco la pérdida de los derechos politicos, que es en realidad lo único que les falta en su anómala situación, a cambio de no tener obligaciones que cumplir.... No negamos que la representación diplomatica ó consular en cada país sea la protectora natural de sus respectivos nacionales, revestida, como debe estarlo, de prestigio, autoridad é influencia para ello; pero esta protección, que ha debido ejercitarse con sumo tacto, y siempre dentro de las practicas del Derecho Internacional, se ha ido exagerando de tal manera, à nuestro juicio, que su abuso ha dado por resultado, como no podía menos de ser, que prescindiendo ya de la condición del *heimathlosat*, se busque con afan la de protegido contra las mismas autoridades de la Patria con mas frecuencia, desgraciadamente, como veremos mas adelante, de la que se cree en general » (Antonio de Castro y Casaleiz, *Conflictos de Nacionalidad*, Madrid, 1900, p. 29-31).

M. Ernest Lemonon a publié une intéressante étude intitulée : *De la condition juridique des « heimathlosen » ou « sans patrie » en France*, dans le *Journal de droit international privé* de Clunet, 1910, p. 403. Voici ses conclusions : « L'*heimathlose* est l'individu qui n'est sujet d'aucun État. Est théoriquement *heimathlose* l'enfant né de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue, l'individu qui a perdu sa nationalité originaire sans en acquérir une autre, celui qui pour une cause quelconque ne peut faire la preuve d'aucune nationalité. En fait, les enfants nés de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ne sont plus des *heimathlosen*, le législateur leur ayant le plus souvent reconnu la nationalité du pays où ils sont nés. En France, ces enfants sont de plein droit Français (art. 8, 2° C. civ.). La situation des *heimathlosen* résidant en France n'est pas réglementée par nos lois : il convient donc de

XII. **La femme et l'enfant dans la nationalité.** — Dans le système synthétisé par les dix axiomes que je viens d'étudier, il y a cependant un point de vue qui exige la réforme de la législation, tant dans le système de la nationalité que dans le système du domicile : je veux parler des droits de la femme et de l'enfant. Dans tous les systèmes juridiques, sous le lien volontaire et de bonne foi, la femme mariée disparaît; elle est traitée simplement comme une personne *alieni juris*. Majeure d'âge, se gouvernant elle-même, maîtresse de sa fortune, qu'elle administre utilement, elle en arrive cependant, par le fait seul de son mariage, à subir une véritable *capitis deminutio*; elle perd ses droits, elle peut devenir l'instrument des intérêts, des sentiments, des vices et de la volonté du mari. Sur la situation juridique de la femme, je donnerai une conférence spéciale dans laquelle, pour notre humiliation, à nous autres hommes de l'Occident, je devrai rendre hommage aux réformes du Code civil du Japon sur ce point. Je dois saisir l'occasion qui se présente de traiter à fond cette question qui concerne la disparition de la personnalité civile, politique et morale de la femme condamnée, suivant le droit de la nationalité, à ne pas avoir d'autre patrie que celle du mari ou à prendre la nouvelle patrie adoptée par son mari ou à la perdre avec lui. C'est la négation de toute aptitude mentale, de toute faculté de raisonner,

rechercher quel est leur statut, et quels droits ils peuvent invoquer. La doctrine a, pour déterminer la condition juridique des *heimathlosen,* proposé diverses solutions : certains auteurs, Bluntschli, Proudhon, Bard font de l'*heimathlose* un véritable citoyen de l'État sur le territoire duquel il réside. D'autres, Laurent, Heffter, le considèrent au contraire comme ne pouvant jouir d'aucun droit civil. D'autres enfin, Boileux, Demolombe, adoptant pour ainsi dire une solution intermédiaire, voient dans l'*heimathlose* un étranger ordinaire. La solution proposée par Demolombe est seule acceptable : certes, une objection peut dès l'abord lui être faite. Un « étranger », au point de vue de la loi française, est un individu qui n'est pas Français, mais qui relève d'un État déterminé, qui est par exemple citoyen allemand, belge ou russe. L'*heimathlose,* lui, ne relève, par définition même, d'aucun État, comment donc est-il possible de le qualifier d' « étranger » ?

de tout sentiment dans le cœur de la femme et de toute volonté!

XIII. **Révision législative nécessaire.** — Cette question est fondamentale pour le droit en raison de l'importance que commence à acquérir l'action de la femme sur les destinées du monde; et je la traiterai avec un enthousiasme affectueux d'autant plus grand, que je dois toute ma gratitude aux dames intelligentes et distinguées qui ont assisté à toutes ces conférences depuis le début; je poursuivrai non pas le but purement théorique de prononcer une série de paroles qui pourraient se disperser comme les feuilles mortes qui tombent des arbres, mais je serai animé par le désir intime de pénétrer dans l'âme nationale pour contribuer à la réforme de notre législation. Je sais qu'une réformation législative n'est ni l'œuvre d'un seul homme, ni l'œuvre d'un seul jour, mais au contraire le travail successif des générations. Cependant, tous, nous avons le devoir de déposer la semence et de la féconder pour permettre à d'autres de venir nous relever quand l'heure du départ aura sonné pour nous. Il y a trente ans, j'ai présenté au premier Congrès national le premier projet sur la naturalisation des étrangers, et, au bout de trente et un ans, je suis encore dans la chaire, au pied de mon drapeau, répétant ce que je crois juste et considère comme une nécessité urgente de notre civilisation! Cette unité de tendances et d'idées est ce qui constitue le caractère; et le caractère est une force qui nous soutient quand nous nous sentons accablés, abattus, poursuivis par l'opposition de tous et nous permet de discerner clairement où les autres n'aperçoivent rien. Le caractère nous oblige à persévérer; ceux de l'avenir triompheront, mais nous aurons accompli notre devoir en fécondant le terrain.

Il est certain que le jour viendra où nous disparaîtrons dans les ombres de l'infini. Alors les jeunes universitaires devront reprendre le drapeau et persévérer à le maintenir

flottant jusqu'à ce que les institutions argentines aient atteint leur perfectionnement. Ce sera votre mission, jeunes élèves de l'Université de Buenos-Aires, lorsqu'il s'agira d'établir la loi sur la naturalisation des étrangers, si les hommes du présent n'ont pas la bonne fortune de réaliser ce désir. Alors vous devrez vous souvenir que dans vos foyers vous trouvez l'encouragement de nobles femmes qui vous ont donné la vie, ou vous ont sauvés dans des moments difficiles ou de maladies, des femmes qui vous ont consolés avec abnégation dans la jeunesse et seront dans la vieillesse l'unique soutien sincère que vous retrouverez quand vous serez parvenus au bout de votre dernière étape. Et alors vous penserez avec moi qu'il est nécessaire de rendre plus digne la situation juridique de la femme américaine au moyen de la révision de la législation civile.

HUITIÈME CONFÉRENCE

Acquisition de la nationalité : Jus sanguinis.

Sommaire. — I. La détermination de la nationalité est une question préjudicielle. — II. Défaut d'uniformité des législations. — III. Comment s'acquiert la nationalité; législation comparée. — IV. Divers systèmes législatifs. — V. *Jus sanguinis*. — VI. Le *jus sanguinis* et l'émigration. — VII. Avantages de la méthode comparée.

Mesdames,
Messieurs,

I. **La détermination de la nationalité est une question préjudicielle.** — L'ordre social, la netteté et la stabilité des relations humaines exigent que toute personne possède une situation juridique bien définie et permanente dans l'État. Toute personne doit connaître le droit qui lui est applicable au sujet de l'accomplissement de ses devoirs et de l'exercice de ses facultés et pour revendiquer l'exécution des obligations qui incombent aux autres en raison des relations juridiques qu'elle a nouées avec eux. Cette situation permanente de la personne dans l'État la lie à un droit qui détermine la *juridiction* et la *loi applicable*.

Le mariage, par exemple, est une institution du droit civil qui, envisagée au point de vue du droit privé humain, comprend tout le cycle des relations juridiques que cette science étudie : le droit personnel dans ses relations avec les conjoints et avec ses diverses applications à la famille; le droit sur les biens et les formes des actes juridiques,

inhérentes à l'origine et au développement de cette institution.

Pour contracter mariage, il faut jouir de la capacité nécessaire à cet effet, être majeur d'âge, et même dans quelques pays, en plus de la majorité d'âge, l'approbation de la famille est encore requise ; il faut aussi régulariser, au préalable, certains actes de courtoisie et de respect à l'égard des parents. Comment doit être déterminée la situation juridique de la personne qui veut se marier, quand il s'agit de savoir si elle a atteint l'âge exigé, possède la capacité de droit, se trouve dans les conditions voulues par les lois locales pour s'engager valablement dans les liens du mariage? Comment s'obtient cette situation juridique selon les règles d'un droit déterminé ?

Deux moyens de solution correspondent l'un au droit privé et l'autre au droit public. La situation juridique des personnes se détermine au moyen du droit privé par le système du *domicile*, et dans l'ordre du droit public par le moyen de la *nationalité*. Ainsi, le monde est divisé en deux grands camps : un homme est majeur ou mineur d'âge, un mariage est valable ou nul, un enfant est légitime ou naturel, suivant que l'on applique la loi du *domicile* ou la loi de la *patrie*.

Pour le moment, nous nous bornerons à l'étude de la loi de la patrie, en laissant pour les conférences ultérieures toute la partie de la question qui se réfère au domicile. La détermination de la patrie d'une personne est une *question préjudicielle* des plus graves et des plus compliquées; de la solution de cette question dépendent en effet l'état civil et l'indication de la loi applicable. Une fois cette situation déterminée, on peut se marier valablement si l'on a la faculté d'agir en droit en toute liberté et en toute indépendance, si l'on ne reste pas soumis, soit à la puissance paternelle, soit à l'autorité d'un tuteur, d'un curateur ou du conseil de famille.

Toute notre vie sociale, notre vie juridique de relation

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

MOYENS NATURELS

JUS SANGUINIS	ALLEMAGNE.	— Loi du 1er juin 1870; constitution impériale du 16 avril 1871; lois des 2 mai 1874, 20 décembre 1875, 26 février 1876, 4 mai 1876; Code civil, 1900, loi d'introduction; revision de 1908-1913 (*V. cet ouvr.*, IXe Conf.).
	AUTRICHE.	— Code civil, 1811; lois des 24 mars 1832, 5 mars 1862, 3 décembre 1863, 21 décembre 1867, 11 avril 1889 et 5 décembre 1896 (Xe Conf.).
	CHINE.	— Ancien droit coutumier; constitution du 27 août 1908; loi du 28 mars ou 5 avril 1909 (Xe Conf.).
	FINLANDE.	— Ordonnances de 1626 et 1869; constitution de 1772 (Xe Conf.).
	HONGRIE.	— Loi du 24 décembre 1879 (Xe Conf.).
	JAPON.	— Code civil, 1898, loi additionnelle; loi du 15 mai 1899 (Xe Conf.).
	LICHTENSTEIN.	— Loi du 28 mars 1864 (Xe Conf.).
	MONACO.	— Code civil, 1881; loi du 26 juin 1889; ordonnance du 26 juin 1900; revision de 1911 (Xe Conf.).
	NORVÈGE.	— Constitution du 4 novembre 1814; lois des 15 juin 1878, 21 avril 1888 et 27 juillet 1896 (Xe Conf.).
	PERSE.	— Loi du 7 août 1894 (Xe Conf.).
	ROUMANIE.	— Code civil, 1864; constitution du 12 juillet 1866; traité de Berlin du 13 juillet 1878; loi du 18 octobre 1879 (Xe Conf.).
	SERBIE.	— Code civil, 1844; lois des 2 mai 1844, 14 août 1851, 24 novembre 1854 et 20 janvier 1860 (Xe Conf.).
JUS SOLI	CANTON DE GENÈVE.	— Loi du 21 octobre 1905 (Conf. spéciale).
	ÉTATS DU NOUVEAU MONDE.	— (Conf. spéciale).
JUS SANGUINIS COMBINÉ AVEC LE *JUS SOLI*	BELGIQUE.	— Constitutions des 24 août 1815, 7 février 1831, 1833 et 7 septembre 1893; code civil, 1804; lois des 27 septembre 1835, 21 juin 1865, 1er avril 1879, 6 et 15 août 1881, 6 février 1885, 6 mai 1888, 26 juillet 1889, 25 mars 1894 et 6 juin 1909 (XIe Conf.).
	ESPAGNE.	— Constitutions de 1837 et 30 juin 1876; décret du 17 novembre 1852; loi du 17 juin 1870; code civil, 1888-1889 (XIe Conf.).
	FRANCE.	— Code civil, 1804; décrets des 26 août 1811, 13 août 1889 et 7 février 1897; lois des 17 octobre 1814, 25 mars et 3 décembre 1849, 7 février 1851, 29 juin 1867, 16 décembre 1874, 14 février 1882, 28 juin 1883, 26 juin 1889, 17 juillet 1889, 22 juillet 1893, 21 mars 1905 et 5 avril 1909 (XIIe Conf.).
	GRÈCE.	— Code civil, 1856; loi du 16 janvier 1858; constitution de 1864; lois des 3 mars 1881, 19 février 1891, 10 février 1893 et 27 juillet 1895 (XIe Conf.).
	ITALIE.	— Code civil, 1865; lois des 24 septembre 1882, 31 janvier 1901, 17 mai 1906, 17 juillet 1910 et 13 juin 1912 (XIe Conf.).
	LUXEMBOURG.	— Code civil, 1804; loi du 12 novembre 1848; constitution de 1868; lois des 27 janvier 1878 et 5 février 1890 (XIe Conf.).
	RUSSIE.	— Code des conditions, 1857; ukase du 6 mars 1864 (XIe Conf.).
	SAINT-GALL.	— Loi du 18 février 1835; constitution du 16 novembre 1890 (Lehr, *ouvr. cit.*, 207) (XIe Conf.).
	SAINT-MARIN.	— (Lehr, *ouvr. cit.*, 173; *Raccolta delle legi et decreti della Rep. di San Marino*, 1900) (XIe Conf.).
	TURQUIE.	— Lois des 19 janvier 1869 et 17 mars 1884; circulaires ministérielles des 26 mars 1869, 15 juillet 1883 et 7 juin 1888; constitution de 1876 (XIe Conf.).
JUS SOLI ATTÉNUÉ PAR LE *JUS SANGUINIS*	BULGARIE.	— Constitution du 16 avril 1879; lois des 17 décembre 1880, 26 février 1886 et 4 décembre 1903 (XIVe Conf.).
	CONGO.	— Décret du 27 décembre 1892 (XIVe Conf.).
	DANEMARK.	— Constitution du 28 juillet 1866; lois des 29 janvier 1776, 25 mars 1871 et 19 mars 1898 (XIVe Conf.).
	ÉGYPTE.	— Loi ottomane de 1869; décret du 29 juin 1900 (XIVe Conf.).
	PAYS-BAS.	— Constitutions de 1814, 1848 et 30 novembre 1887; code civil, 1830; lois des 3 mai 1851, 6 avril 1875, 12 décembre 1892, 10 février 1910 et 15 juillet 1910; circulaire ministérielle du 27 août 1907 (XIVe Conf.).
	PORTUGAL.	— Constitution de 1826 et acte additionnel du 5 juillet 1852; code civil, 1867 (XIVe Conf.).
	SUÈDE.	— Constitution du 6 juin 1809 (modifiée en 1856 et 1866); lois des 27 février 1858 et 1er octobre 1894 (XIVe Conf.).
	SUISSE.	— Constitution du 29 mai 1874; lois des 8 juillet 1876 et 25 juin 1903; code civil, 1907; lois cantonales (XIVe Conf.).
POLITIQUES	GRANDE-BRETAGNE.	— 25, Ed. III, st. II; 7, Anne, chap. V, st. III; 12 et 13, Guill. III, chap. II *(Act of settlement)*; 4, Geo. II, chap. XXI, st. I; 13, Geo. III, chap. XXI; 33, Vict., chap. XIV; 33 et 34, Vict., chap. CII; 35 et 36, Vict., chap. XXXIV; 58 et 59, Vict., chap. XLIII; les statuts 33 et 34, Vict., loi du 12 mai 1870, et les statuts 58 et 59, Vict., loi du 6 juillet 1895, sont appelés dans le droit britannique *Naturalization Acts* (XVe Conf.).

MOYENS JURIDIQUES

DOMICILE	CONGO.	— (XVIIe Conf.).
	CYRÉNAÏQUE.	— (XVIIe Conf.).
	ÉGYPTE.	— (XVIIe Conf.).
	FRANCE.	— (XVIIe Conf.).
	MAROC.	— (XVIIe Conf.).
	PAYS-BAS.	— (XVIIe Conf.).
	SUISSE.	— (XVIIe Conf.).
	TUNISIE.	— (XVIIe Conf.).
	TURQUIE.	— (XVIIe Conf.).
COUTUMIERS	MONTÉNÉGRO.	— (Lehr, *ouvr. cit.*, 142) (XVIIe Conf.).
	SIAM.	— (Lehr, *ouvr. cit.*, 180) (XVIIe Conf.).
RELIGIEUX	PAYS ORIENTAUX.	— (XVIIe Conf.).
HONORAIRES		(XVIIe Conf.).
NATIONALITÉS EUROPÉENNES en Orient		(XVIIe Conf.).

dans le droit de la nationalité, se trouve soumise à cette détermination préalable qui, dans beaucoup de cas, constitue un problème désespérant et sans solution possible.

II. **Défaut d'uniformité des législations.** — Il semblerait évident que dans une question aussi grave, d'une importance aussi grande sur les destinées humaines, les nations civilisées devraient avoir unifié aussi ce qui concerne l'*acquisition de la nationalité* puisqu'elles sont si enthousiastes de la protection de l'humanité, font tant de sacrifices pour unifier les tarifs et les services postaux, télégraphiques et des chemins de fer, les institutions sanitaires, les lois sur les marques de fabrique, les brevets d'invention et d'autres intérêts moins graves. Il est facile d'unifier le droit sur toutes les matières de second ordre, tout ce qui affecte les intérêts contingents ; mais il devient très difficile et parfois impossible d'obtenir cette même unification en faveur des intérêts sociaux des États, parce que, souvent, les questions de cet ordre quittent le terrain du droit pur pour se convertir en questions politiques. Compliquées, en outre, par les intérêts économiques, religieux et militaires, ces questions ont pour conséquence une telle perturbation, même dans les pays les plus civilisés, que la plus grande diversité règne dans la manière de déterminer ce point de départ des relations juridiques.

III. **Comment s'acquiert la nationalité; législation comparée.** — Pour exposer les moyens juridiques que chaque État a adoptés dans ses lois pour déterminer dans quelles conditions une personne est un national, il est nécessaire de faire une étude de législation comparée que je vais avoir l'honneur de vous présenter succinctement. La méthode la plus sûre consiste à grouper, d'après leurs affinités, les législations distinctes qui forment des systèmes différents, ainsi qu'il est établi dans le tableau ci-contre.

IV. **Divers systèmes législatifs.** — En théorie, la nationalité peut s'acquérir effectivement de diverses manières : par les moyens naturels, en vertu de la loi ou par l'option, qui est aussi une voie légale à l'effet de faire obtenir la nationalité. La *nationalité originaire ou naturelle* est si incohérente que, même en faisant abstraction des différences de détail et en ne prenant seulement en considération que les caractéristiques fondamentales, l'humanité se trouve divisée en quatre groupes. La première catégorie comprend les nations qui admettent comme fondement de la nationalité le *droit du sang* ou de la naissance (*jus sanguinis*). Ce n'est ni le territoire, ni la volonté individuelle, mais seulement le sang des parents qui détermine la nationalité. L'enfant de père italien, né à l'étranger, est Italien ; le fils de père français, qu'il soit né en France ou au Japon, est Français ; le fils de père français, émigré à l'âge de cinq ans et qui a vécu pendant soixante ans à l'étranger, sans retourner dans sa patrie d'origine, conserve la nationalité paternelle ! Telle serait l'idée absolue professée dans la majeure partie des États du Vieux Monde et de plusieurs autres régions de notre planète (1).

(1) Bien plus fondée paraît être, au point de vue théorique, la présomption contraire qui détermine par la filiation, par le *jus sanguinis*, la nationalité de l'enfant nouveau-né. Celui-ci étant naturellement incapable de manifester son désir d'appartenir à telle ou telle patrie, il est raisonnable de penser qu'il a voulu se rattacher à l'État dont ses parents sont membres et obéir aux mêmes lois. Ces lois conviennent à l'enfant comme au père, parce qu'elles sont modelées sur les qualités et sur les habitudes constitutives de la race que ce dernier lui a transmises avec la vie ; et, ses intérêts se confondant ordinairement avec les intérêts paternels, leur administration souffrirait d'une diversité de législations, conséquence ordinaire de la différence des nationalités. « Qui peut douter que ce ne soit plus d'estre né d'un Français que d'estre né seulement en France ? Que le père ne soit plus à son enfant que le lieu où il vient au monde ? Le père luy est naturel ; le lieu luy est estranger. En l'un, c'est le sang qui est françois. En l'autre, il n'y a que l'air qui soit de France. » A l'enfant devenu capable, il appartient sans doute de détruire l'effet de la présomption tirée de son origine, en témoignant ses préférences pour le pays où il a reçu l'existence et en renonçant volontairement au bénéfice du *jus sanguinis*

Dans le *droit public* et dans le *droit privé humain*, c'est ce qui forme le système du *jus sanguinis : jure naturale ex sanguine*, c'est-à-dire le droit qui transfère, à la naissance, la nationalité avec le sang paternel ou maternel.

Le second système naturel fonde la nationalité sur l'influence du *territoire* dans lequel l'enfant est né. Né dans un certain pays, l'individu acquiert la nationalité de ce pays. Autour de ce système (*jus soli*) se groupe une autre partie importante de l'humanité (1).

Un troisième système suit à la fois le principe du *jus sanguinis* et celui du *jus soli* en les combinant. Il défend ainsi la nationalité des enfants de ses sujets nés à l'étranger et réclame, en même temps, la nationalité de ceux qui sont nés sur son territoire. Enfin, il existe un quatrième système d'après lequel la nationalité s'acquiert par le *jus soli*, avec certaines concessions faites à la loi du sang (2).

pour se placer sous l'empire du *jus soli*. « Il n'est pas douteux, écrit très justement notre éminent collègue M. Ducrocq, que le lien du sang constitue une présomption de nationalité plus logique que celle du sol, lorsque celle-ci ne repose que sur le fait accidentel de la naissance dans un lieu déterminé. Lorsque la question est ainsi posée entre les deux doctrines, la première apparaît comme l'expression d'une idée plus humaine, plus vraie, plus juste, plus spiritualiste, plus conforme aussi aux progrès du monde moderne, des relations de peuple à peuple et de la civilisation. Mais il faut se défier des doctrines absolues. S'il est peu judicieux de faire dériver la nationalité du simple hasard de la naissance sur un point déterminé du globe, n'est-il pas judicieux et légitime, au contraire, de la faire dériver de cette circonstance lorsqu'elle est précédée d'une longue présence des parents sur le même sol?... Est-il logique, est-il juridique, est il moral d'admettre qu'indéfiniment sur nos frontières ou au cœur de la France, une foule d'individus puissent se dire alternativement Français ou étrangers, suivant qu'ils ont intérêt à être l'un ou l'autre, spécialement afin d'échapper au service militaire? » (Th. Ducrocq, *De la Nationalité au point de vue du dénombrement de la population dans chaque pays*, etc. Nancy, 1890, p. 2, cité par Weiss, *La Nationalité*, ouvrage cité, IV, p. 50).

(1) Je consacrerai une conférence spéciale à cette matière dans le Nouveau Monde. C'est pour cette raison que je ne traite pas encore la question d'une manière complète.

(2) La victoire longtemps disputée de la royauté sur les prétentions féodales ne modifie en rien le système suivi jusque-là pour fixer l'allégeance de chacun. L'idée d'extranéité se précise et s'étend. L'aubain est désormais la personne étrangère aux possessions de la couronne ; mais le *jus soli* conserve tous ses

V. **Jus sanguinis.** — Chacun de ces systèmes suggère des considérations juridiques et philosophiques en même

droits. Au XVIe siècle, Bacquey professait que « les vrays et naturels François sont ceux qui sont naiz dedans le royaume, pais, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du Roy ». Et au temps de Domat (1625-1696), comme à celui de Pothier (1699-1772), cette doctrine n'avait subi aucun changement sensible : « Les enfants des étrangers, écrivait Domat, s'ils naissent dans un État où le père était étranger, se trouvent originaires de cet État; ils en naissent sujets et y ont des droits de naturalité, comme si leur père avait été naturalisé. » « On ne considère pas, dit d'autre part Pothier, si ceux qui naissent en France sont nés de parents français ou de parents étrangers, si les étrangers sont domiciliés dans le royaume ou s'ils n'y sont que passagers. La seule naissance dans le royaume donne les droits de naturalité indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure. »

Constitution des 3-14 septembre 1791, titre II, art. 2 : « Sont citoyens français : ceux qui sont nés en France d'un père français; ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France, et ont prêté le serment civique; enfin ceux qui, nés en pays étrangers, et descendant, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique. » Constitution du 24 juin 1793, art. 4 : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis... est admis à l'exercice des droits de citoyen français. » Constitution du 5 fructidor an III, art. 8 : « Tout homme né et résidant en France qui, âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République, et qui paie une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français. » Constitution du 22 frimaire an VIII, art. 2 : « Tout homme né et résidant en France qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal, et qui a demeuré depuis, pendant un an, sur le territoire de la République, est citoyen français. » Toutes les constitutions de l'époque révolutionnaire ont ce caractère commun, qu'elles font résulter la nationalité d'origine de la naissance sur le sol français, ainsi que l'avait fait la législation de l'ancien régime; mais elles s'écartent de celle-ci, en ce que, à l'exception de la constitution du 24 juin 1793, elles font intervenir un élément nouveau, la volonté de celui qu'il s'agit de rendre Français. Tantôt c'est par l'établissement de sa résidence en France et par la prestation du serment civique (Const. de 1791), tantôt par son inscription sur le registre civique, par un séjour prolongé sur notre territoire, par l'acquittement de certaines contributions (Const. de l'an III et de l'an VIII), que cette volonté d'appartenir à la France sera admise à se manifester. Dans les discussions qui précédèrent la rédaction et la mise en vigueur du Code civil, le système du *jus sanguinis* et du *jus soli* furent mis en présence. Tout le monde était d'accord pour attribuer la nationalité française à l'enfant né d'un Français en pays étranger; mais en ce qui touche les enfants nés d'un étranger sur notre territoire, l'article 2 du projet reproduisait la doctrine traditionnelle :

temps que de droit pratique. Pour le moment, nous nous spécialiserons dans le *jus sanguinis*, qui prévaut en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, au Japon, à Monaco, en Norvège, en Roumanie et en Serbie. Ces pays n'admettent aucune combinaison, aucune atténuation à la règle. Les enfants de parents qui ont la nationalité de ces pays sont aussi nationaux des mêmes pays.

Le *jus sanguinis* a une origine naturelle ; il est aussi ancien que l'histoire et que l'humanité elle-même. Au cours de cette exposition théorique et pratique de droit positif, nous rencontrerons, à chaque pas, la confirmation des doctrines philosophiques exposées dans les conférences précédentes, quand nous avons donné les définitions de la *Nation* et de l'*État*, dont quelques-unes ont causé quelque surprise, parce qu'elles constituent la contestation de notions courantes.

« Tout individu né en France est Français ». Et à l'appui de la disposition projetée, on invoquait plusieurs considérations. La première raison était une raison d'humanité : « Nous tenions autrefois pour maxime, disait Boulay dans son *Exposé des motifs*, que la France était pays naturel de la liberté, et que, dès qu'un esclave avait le bonheur de mettre le pied sur son territoire, par cela seul, il cessait d'être esclave. Pourquoi ne reconnaîtrait-on pas de même dans cette terre heureuse, la faculté naturelle d'imprimer la qualité de Français à tout individu qui y aurait reçu la naissance? » D'autre part, on faisait observer que l'intérêt français réclamait le maintien du *jus soli*. On disait que les événements de la guerre avaient amené en France beaucoup d'étrangers qui s'y étaient mariés, qu'il y avait avantage à regarder leurs enfants comme Français, parce qu'ils seraient soumis à la conscription et aux autres charges publiques ; que, s'ils recueillaient des successions à l'étranger, ils en rapporteraient le produit en France, et qu'il était probable que le plus grand nombre y resterait : d'après ces motifs, on décida d'abord que les enfants de ces étrangers jouiraient des droits civils, sans avoir besoin de déclarer qu'ils entendaient être Français. Enfin, le Premier Consul prétendait justifier, par l'attachement présumé de l'enfant pour sa terre natale, l'application du *jus soli* à la détermination de sa nationalité d'origine : « Il ne peut y avoir que de l'avantage, disait-il au cours de la discussion, à étendre l'empire des lois françaises. Les fils d'étrangers qui se sont établis en France ont l'esprit français, les habitudes françaises ; ils ont l'attachement que chacun porte naturellement au pays qui l'a vu naître » (Weiss, *Ouvrage cité*, IV ; citations de Weiss : Locré, *Législation civile*, I, 58 ; Malleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'État*, I, 18).

Dans la famille anthropologique qui formait l'embryon de l'État primitif, nous avons constaté, en effet, l'existence d'un lien entre les personnes qui constituaient cette famille et entre ces personnes et le monde extérieur. C'était le lien du sang dérivant de causes anthropologiques, soutenu et honoré par le sentiment politico-religieux et par l'autorité domestique.

On s'explique que, dans cet état social, chacun ait appartenu au groupe de familles dont il portait le sang dans ses veines. Mais l'embryon de société s'est transformé plus tard dans l'empire romain, par exemple, qui englobait des États éparpillés en Asie, en Afrique et en Europe, royaumes, provinces, territoires, îles, et même des propriétés particulières ayant un caractère politique et que l'on appelait *castella*. Tout se trouvant subordonné à l'autorité de Rome, il surgit alors le problème très grave qui consistait à déterminer la situation juridique des individus qui en habitaient les diverses régions et dans quelles conditions ils s'y étaient enracinés (1).

Il était très important de déterminer cette situation juridique parce que c'est sur elle que se basait l'application des lois aux personnes. Les lois classaient l'exercice des facultés humaines sous deux formes : active et passive. A la première correspondait l'obligation pour les personnes d'accepter les charges publiques de la cité dont ils faisaient partie ; et à la seconde était imposée la soumission à la juridiction et aux lois de la cité. De là provient le *jus origo*, qui détermine dans le droit romain le lieu où sont fixées les personnes en vue de la compétence de la juridiction qui les concerne et de l'application de la loi. Mais, le *jus origo*, qui, dans l'antiquité, avait permis de déterminer la fixation des personnes dans le *territoire*, et se fondait par conséquent sur le *jus soli* (naissance ou domi-

(1) A Rome, le mot *nationalité* ne pouvait être connu : le terme correspondant était *origo*, conformément à l'organisation politique de l'époque.

cile), se transforma avec les siècles ; et inversement, le *jus origo* du XX^e^ siècle ne correspond pas à la naissance dans un territoire donné. Il reste appliqué à la paternité ou à la maternité et correspond au lien du sang. Je me suis étendu sur cette digression, parce que dans les ouvrages modernes la confusion est fréquente entre le *jus origo* de l'antiquité et *l'origine* de notre époque.

Les États qui ont introduit dans leurs lois le principe du *jus sanguinis* soutiennent, en tant qu'origine de la nationalité naturelle, qu'il est logique que l'enfant suive la nationalité de son père. Les choses se passent ainsi dans le catholicisme, où l'enfant naît catholique de par la volonté de ses parents. Dans ces questions qui touchent à la liberté civile, et exercent une influence décisive sur l'avenir de l'homme pour tout le cours de son existence, on arrive à un point que l'on appelle *maturité juridique,* où la personne, déclarée par la loi avoir atteint cet état, possède toutes les aptitudes nécessaires, par suite de son développement physique et intellectuel, à l'effet de se gouverner elle-même : elle est devenue *sui juris*. Dans ces conditions, la personne peut jeter ses regards vers le passé et se demander : pourquoi suis-je de nationalité italienne, puisque je suis née dans la République Argentine ? Pourquoi suis-je catholique, si ma philosophie est contraire à la religion catholique ? Si, en religion, le fait est explicable et admissible, il ne peut l'être en matière politique. De là découle la nécessité de chercher un système susceptible de déterminer la nationalité, comme de sauvegarder la liberté civile, la conscience et le droit de chacun de prendre pour patrie celle qui lui plaît, à l'exclusion de celle qu'on veut lui imposer.

Pour les États européens, le *jus sanguinis* offre des avantages certains dans l'ordre politique, économique et militaire ; et comme la politique n'est pas une science exacte, mais au contraire une science de contingences et de combinaisons, il doit être permis à l'homme de se

déplacer, de changer d'idées, de méthode et de résultats quand il s'agit de servir sa patrie et d'atteindre ainsi un idéal si élevé. En toute justice, nous devons reconnaître que les puissances européennes ont des raisons très dignes de considération et de respect quand elles maintiennent le *jus sanguinis*.

VI. **Le jus sanguinis et l'émigration.** — L'importance attachée par ces États au phénomène de l'émigration est bien connue ; et, ce jour même, nous pouvons lire, dans les télégrammes du matin, la nouvelle de la réunion d'un « Congrès des Italiens à l'étranger », convoqué à Rome, et dans lequel on discute sur nos droits, c'est-à-dire sur ceux de nombreux nationaux argentins, enfants de parents originaires de la péninsule.

L'exode de ses éléments actifs représente pour l'Europe une perte de soldats, force militaire ; une perte de producteurs, force économique ; une perte d'éléments sociaux et intellectuels, force civilisatrice, qui partent de là-bas pour venir s'incorporer utilement dans les pays nouveaux. Il est vrai que les États européens se procurent en même temps des compensations parce que la richesse créée au loin de la mère-patrie par les éléments qui émigrent vient refluer chez eux pour y participer à l'entretien des familles pauvres, y être consacrée à l'acquisition de propriétés, et contribuer ainsi, en un mot, à l'accroissement du mouvement économique national. Mais, ainsi que nous pouvons le constater au « Congrès des Italiens à l'étranger », actuellement réuni et aussi dans la tendance de la législation sur la nationalité, le problème de la recherche de l'économie de ces forces qui se perdent, l'intention d'éviter que des soldats partent pour l'étranger, préoccupent l'Europe, profondément et avec raison.

Nous assistons, Mesdames et Messieurs, à un spectacle extraordinaire. L'Europe est le centre de la civilisation où tous vont chercher la lumière des lettres, des arts et

de la science, où nous achetons presque tout ce dont nous avons besoin, depuis le soulier jusqu'au chapeau qui, s'il ne porte pas une marque européenne, ne nous paraît ni de bonne qualité, ni élégant.... Là-bas se trouvent la civilisation et les capitaux ; là-bas éclosent les idées qui gouvernent le monde. Cependant, l'Europe, en matière de politique internationale, offre encore le même spectacle que celui des empires de l'Asie ou de l'empire romain, convertis en vastes camps militaires où les peuples engloutissent une bonne partie du fruit de leur travail pour payer des armements et équiper des soldats, parce que les uns se mettent sur le pied de la défiance à l'égard des autres et que le maintien de la paix reste toujours sous la dépendance d'événements si peu importants qu'ils ont l'allure de simples prétextes !

Cette circonstance explique l'intransigeance des pays d'Europe à l'égard des pays nouveaux où règne la paix, avec le travail et l'émigration qui leur enlèvent leurs éléments de lutte les plus sains et les plus vigoureux. Elle explique aussi l'ardeur avec laquelle les nations européennes soutiennent la théorie suivant laquelle les enfants d'Européens nés à l'étranger sont Européens. La majeure partie des jeunes gens qui me font l'honneur de m'écouter, fils de parents étrangers établis dans la République Argentine, seraient des étrangers et non des Argentins d'après la règle adoptée par ces puissances et par d'autres États plus petits.

Un puissant argument se dresse contre cette théorie : c'est la conscience de chacun. Connaissant toute la République comme je la connais, prenant sans cesse contact avec le peuple comme je le fais par système pour mieux comprendre sa formation composée d'éléments hétérogènes, ce n'est qu'exceptionnellement seulement que j'ai rencontré des jeunes gens, fils d'étrangers, ne se considérant pas comme Argentins (1).

(1) Il y a quelques années, je me trouvais au consulat d'Angleterre à Buenos-

Les fils d'étrangers aiment la nationalité argentine et la réclament. Les colonies de Santa-Fé, centre d'expérimentation admirable, démontrent jusqu'à quel point les enfants de Suisses et d'Italiens se sentent encore plus Argentins que les fils des vieux *gauchos* dont l'intelligence et les sentiments sont peu ouverts par suite du défaut de culture intellectuelle.

Je rappellerai qu'alors que l'auteur était ministre des Affaires étrangères, le cas se présenta d'un gouverneur de la province de Santa-Fé, fils en ligne directe de sujets italiens, sujet italien lui-même selon le Code civil italien. Il eut à résoudre un incident diplomatique dans une conférence qui eut lieu en ma présence avec le ministre d'Italie, duc de Liccignani, l'un des hommes les plus distingués que l'Italie ait envoyés pour la représenter à l'étranger, homme plein de bonté, de prudence et de respect à l'égard de notre pays. Le ministre réclamait courtoisement une indemnité en faveur d'un sujet lésé et le gouverneur se refusait à la lui accorder. Comme la conversation avait pris une tournure intime qui autorisait une certaine familiarité, le gouverneur en vint à dire qu'il convenait de donner de temps en temps une verte leçon à

Aires dans l'intérêt de la défense d'un ami éminent, M. R.-P. Houston, membre du parlement anglais et propriétaire d'une flotte de vapeurs qui comprend chaque semaine huit ou dix navires dans les ports argentins. M. Houston était alors accusé à Liverpool d'avoir suborné les employés de la préfecture maritime de Buenos-Aires en vue d'obtenir certains avantages pour ses vapeurs. Il s'agissait simplement d'une calomnie électorale ayant pour but de disqualifier le candidat. M Houston représente un district de Liverpool depuis plusieurs années à la Chambre des communes. Ses ennemis avaient cru très adroit de lui intenter ce procès dans un pays où, en matière électorale, on se montre très méticuleux. A Buenos-Aires, il fut facile de démontrer la fausseté de l'accusation portée contre M. Houston. Il gagna son procès. Dans ce procès, instrumentait comme secrétaire un jeune Argentin, fils d'Anglais, né à Lomas de Zamora, qui me fit la déclaration suivante : « J'ai toujours vécu dans un cercle d'Anglais ; toutes mes lectures, toutes mes affections sont anglaises ; par conséquent, je me considère comme Anglais et j'ai opté pour cette nationalité ». Cette option coûta cher à la Grande-Bretagne, puisque, un beau jour, ce jeune homme s'enfuit avec les fonds du Consulat.

des étrangers déterminés, pour leur faire respecter le pays.... Le duc de Liccignani fit remarquer avec bonté : « *Signore ministro, i figli d'Italiani cui sono i peggi!* » (Monsieur le Ministre, les fils d'Italiens sont ici les pires!)

Ce sont les faits naturels de cette nature qui feront que, par suite d'une évolution spontanée, le *jus sanguinis* perdra du terrain et que chaque jour la divergence pour la nationalité des fils d'étrangers s'amoindrira ; il en sera de même au sujet de la revendication de votre propre nationalité par les puissances européennes.

Les questions relatives au *jus sanguinis* passionnent les esprits en Europe sous la vague impression que les masses d'étrangers et leurs familles nombreuses établies dans la République Argentine y préparent en quelque sorte le moût d'une Allemagne, d'une Italie, d'une Angleterre futures et pourraient ainsi supprimer, en fin de compte, l'indépendance de notre nationalité. Il a été fait allusion, du reste, à cette circonstance dans cette Faculté même par le professeur Ferri quand, avec l'éloquence qui le caractérise, il nous expliqua comment, sur ce point, il y avait encore en Europe des rêveurs qui parlaient des *colonies* de l'avenir. Même au « Congrès des Italiens à l'étranger », quelques orateurs, peu au courant de ce qui se passe en dehors de l'Italie, ont parlé des *colonies italiennes soumises au régime officiel* et des *colonies italiennes qui ne sont pas soumises au régime officiel.* Les premières sont constituées par l'Erythrée et le pays des Somalis; les secondes sont formées par les masses d'Italiens établis en Amérique. Ces orateurs s'imaginent qu'un jour le Rio de la Plata pourrait se convertir en une sorte de prolongement de la nationalité italienne. Des hommes éminents, mais dont l'horizon politique est borné, parce que la notion de la réalité des choses leur fait personnellement défaut, paient tribut à cette erreur.

Mais l'Europe, par le fait de sa division sur la question dont nous nous occupons, — car, ainsi que nous l'avons

vu, le nombre des États qui soutiennent le *jus sanguinis*, exclusivement, est limité, — de même que par l'adoption du *jus soli* et de ses différentes combinaisons, atténue elle-même l'effet de ces idées préconçues en nous plaçant dans les meilleures conditions pour défendre la nationalité des fils de notre pays sans blesser pour autant la susceptibilité de l'étranger, tout en nous permettant de faire à l'Europe l'honneur de lui ouvrir nos foyers, nos champs et notre commerçe d'une manière sincèrement affectueuse. Au fur et à mesure que les États partisans du *jus soli* seront plus forts et plus influents, le *jus sanguinis* perdra du terrain dans le monde. Nous pouvons donc affirmer dès maintenant que lorsque nous établirons une balance à ce sujet, dans notre dernière conférence, nous fournirons la preuve du triomphe du *jus soli*, combiné toutefois avec le *jus sanguinis*, parce que le *jus soli* correspond au sentiment naturel de l'homme pour la terre où il est né.

VII. **Utilité de la méthode comparée.** — Nous sommes dans la zone froide et aride du droit comparé en tant qu'il s'applique à la nationalité. Mais les principes que nous avons exposés sont nécessaires pour préparer les bases de la législation d'un pays sur cette matière. En outre, cet exposé analytique et critique met en relief le manque d'unité et de stabilité des législations qui suivent le système de la *nationalité*. Il démontre par conséquent leur inefficacité, qui s'oppose à ce que l'on puisse se baser sur elles pour l'exercice des droits civils. Je vous expose les solutions que les États ont introduites dans leurs constitutions ou dans leurs lois spéciales sur la nationalité, et ce, sous une forme telle, que l'on se rend compte peu à peu des proportions suivant lesquelles elles diffèrent dans un même système; et que, même encore dans une nation donnée, les lois sont modifiées fréquemment; les tribunaux eux-mêmes ne sont pas tous du même avis quand ils se trouvent en présence de cas qu'il est impossible de résoudre en droit privé.

D'autre part, cet exposé a aussi des conséquences philosophiques et politiques, puisqu'il permet de mettre en pleine lumière les doctrines exposées, dans les premières conférences, sur l'*origine de la Nation* et la constitution des *États modernes*, en confirmant les conclusions scientifiques auxquelles nous arriverons en ce qui les concerne et qui, à première vue, paraissent inattendues et deviennent le point de départ des dissidences fondées sur le culte de la tradition.

NEUVIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : Jus sanguinis.

Sommaire. — I. Législation allemande. — II. Examen de la législation allemande. — III. Le service militaire et la nationalité allemande. — IV. L'immigration teutonique.

Mesdames,

Messieurs,

I. **Législation allemande.** — Mais voyons comment on applique le *jus sanguinis*. J'étudierai tout d'abord sa forme particulière dans l'Empire allemand, l'un des pays les plus importants parmi ceux qui l'ont adopté. Le *jus sanguinis* n'était peut-être pas aussi indispensable à l'Empire allemand qu'à la Grande-Bretagne qui étend ses domaines sur tous les continents et dans tous les océans, alors que l'Empire allemand, jusqu'au temps de Bismarck, s'est concentré en Europe. C'est seulement sous l'influence de l'empereur Guillaume III, plein d'énergie, de talent, d'abnégation, se consacrant tout entier à sa patrie, qu'a surgi, en Allemagne, la *weltpolitik*, la politique mondiale. L'Allemagne veut sortir d'Europe, étendre ses tentacules sur tous les continents et rivaliser avec l'Angleterre.

L'Empire allemand peut être considéré comme le type de cette nation anthropologico-politique où prédominent les éléments d'affinité, de consanguinité et de langage, puisque c'est une organisation teutonique formée par un

certain nombre d'États à peu près de même origine. L'unité de race que préconise l'école italienne, mais en employant un terme impropre, ainsi que nous l'avons vu dans les conférences précédentes, n'a pas permis cependant de constituer en Allemagne un empire unitaire, bien que dans ce pays l'unité anthropologique soit beaucoup plus accentuée que dans le royaume d'Italie. Alors qu'entre les Napolitains et les Lombards, par exemple, il n'y a rien de commun au point de vue anthropologique, on remarque, au contraire, entre les Saxons et les Wurtembergeois, entre les Prussiens et les Bavarois une communauté anthropologique originaire évidente.

Nous contrôlons ainsi un autre phénomène. Quand, dans les conférences précédentes, j'expliquais les raisons pour lesquelles l'élément anthropologico-juridique n'avait jamais produit les nations modernes et vous disais que celles-ci sont le résultat des combinaisons déterminées par les phénomènes politiques, moraux, physiques et économiques de la société, je vous avais fait remarquer que l'Empire britannique se compose de nombreuses nations parlant des langues différentes, depuis l'arabe et l'hindoustani, jusqu'à l'idiome celtique et à l'anglais, tandis que le Japon conserve l'unité anthropologique; et que nous-mêmes, nous nous formons, non par une agglomération de nations, mais par une juxtaposition de groupes humains qui parlent aussi des langues différentes. La preuve que ce concept est important nous est donnée par l'Empire allemand, où l'élément juridico-politique domine sur l'élément anthropologico-politique, parce que tous les Allemands, bien que d'origine teutonne, sont cependant subdivisés en royaumes et principautés autonomes qui ne voulaient pas sacrifier leur autonomie pour fonder l'« unité nationale ».

La première confédération allemande, appelée Confédération du Rhin, s'est formée sous la toute-puissance de l'épée de Napoléon I^er^. C'est le cas ou jamais de répéter la

remarque que j'ai déjà faite dans une conférence précédente en rappelant l'adage populaire : « A quelque chose malheur est bon ». La défaite des armées allemandes par Bonaparte a marqué pour l'Allemagne le commencement de l'évolution vers l'unité. La Confédération du Rhin n'eut qu'une courte durée. En effet, la Révolution française de 1848, dont la répercussion se fit sentir dans toute l'Europe en agitant toutes les nationalités, surexcita les sentiments d'indépendance, de telle sorte que les Autrichiens et les Prussiens, deux branches de l'arbre teutonique, entrèrent en lutte dans de telles proportions que la Confédération du Rhin fut dissoute après la guerre entre l'Autriche et la Prusse. Ce fractionnement de la famille teutonique, malgré les liens anthropologico-politiques qui unissent les Autrichiens aux Prussiens, fut un malheur en même temps qu'un bien pour l'Allemagne, parce que cet événement rendit possible l'hégémonie de la Prusse et la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, base de l'Empire actuel.

Ainsi, à deux reprises, d'abord sous l'influence des victoires françaises, puis, en dernier lieu, comme conséquence des revers de la France, l'unité allemande apparut, formée par un certain nombre de royaumes et d'États indépendants ayant tous leurs constitutions particulières écrites et constatant des intérêts préexistants. Mais, avec l'unité, surgit ce problème : Quelle est la nationalité allemande sous le nouveau régime ?

La solution de cette question était si urgente que, bien que la constitution de l'Empire ne fut pas encore écrite alors, l'Allemagne promulgua la loi du 1er juin 1870, établissant son système sur la nationalité. Depuis cette époque, l'acquisition, la suspension et la perte de la nationalité, de même que les droits et les devoirs qui en découlent, sont régis dans l'Empire allemand par les éléments juridiques qui procèdent de trois sources : la loi de 1870, la constitution de 1871 et le Code civil de 1900. Pour mieux com-

prendre les combinaisons de la loi allemande sur la nationalité et les difficultés, encore pendantes dans l'intérieur de l'Empire, du problème de l'acquisition de la nationalité, il est nécessaire que je m'arrête, en illustrant ce point, sur l'examen d'une autre question politique. Qu'est l'Empire allemand dans ses relations avec les formes politiques ? Ce n'est pas une *confédération* d'États, comme l'étaient la Confédération du Rhin ou la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le terme *confédération* est souvent employé improprement dans le droit politique. Notre constitution nationale autorise à employer indifféremment les noms de *Provinces-unies de Rio de la Plata, République Argentine, Confédération argentine*, en considérant, à tort, ces expressions comme synonymes, et il n'y a rien d'extraordinaire à ce que la chose se soit produite, comme je l'ai déjà fait observer, à une époque où nous manquions de préparation suffisante, bien que cette circonstance n'ait pas empêché cependant la rédaction d'une constitution d'inspiration admirable telle que l'est notre constitution de 1853. La *confédération* est une personne du droit international public, régie par des traités. On peut citer commes telles la Confédération du Rhin, qui naquit du traité de Vienne de 1815, comme conséquence de la Sainte-Alliance, et la Confédération de l'Allemagne du Nord, organisée immédiatement après les victoires de la Prusse par les traités qui furent conclus entre les États allemands en vue de leur défense commune. Mais on ne peut donner le nom de *confédération* à l'État organisé sous une forme telle que les diverses parties qui le composent ne dépendent ni de la politique extérieure, ni des traités, c'est-à-dire à l'État dont l'existence est permanente en tant qu'entité politique.

Les auteurs allemands ont discuté longuement sur le caractère politique de l'Empire allemand, de même que l'on a discuté pendant cinquante ans aux États-Unis et avec les armes à la main à l'époque où 3 millions d'hommes ont affronté les combats au sujet du caractère

de l'Union américaine. En d'autres termes, la discussion a porté sur la situation et les droits de l'État *national*, opposés à la situation et aux droits des États provinciaux (1).

A cet égard, en Allemagne comme aux États-Unis, il y a eu deux écoles où sont venus se grouper, d'une part, ceux qui estiment que les États composant l'union ont une souveraineté absolue, dont la conséquence serait l'attribution, en leur faveur, du caractère de la personnalité en droit international ; et, d'autre part, ceux qui soutiennent qu'il existe une autorité supérieure exerçant la prééminence sur les États locaux. C'est cette dernière doctrine que les armes ont imposée aux États-Unis et dans la République Argentine ; elle affirme le principe de l'autorité nationale sur les droits et les prétentions des États ou provinces.

En Allemagne, la doctrine a tendance à établir de la même manière — et c'est ainsi que la constitution de 1871 l'a sanctionné — la prédominance de l'État impérial sur les États locaux, de sorte que, si une loi de ceux-ci se trouve contraire à la loi nationale, c'est cette dernière qui doit être appliquée. Le sacrifice de l'autonomie, c'est-à-dire de la portion de la souveraineté locale qui n'a pas été déléguée au pouvoir central, est nécessaire à l'existence et à la conservation de l'unité nationale, pourvu que l'État se constitue par l'agrégation d'éléments politiques dispersés et indépendants. Il existe donc en Allemagne un État impérial (*Staatenstaat*) qui domine les royaumes, les principautés et les autres groupements politiques, États plus petits, qui possèdent leurs constitutions écrites et viennent pénétrer, comme un fleuve qui se jette dans l'océan, dans la grande communauté avec leurs nationalités propres. Ainsi les royaumes de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg conservent leur nationalité saxonne, bavaroise et wurtem-

(1) Cf. Paul Laband, *Le droit public de l'Empire allemand*, etc., Paris, 1900 et spécialement la bibliographie choisie que contient cet ouvrage, t. 15 à 18.

bergeoise. Il eût été facile cependant d'imiter ce qui se passe souvent dans certains pays lorsqu'un groupement politique, sans grande préoccupation de l'opinion publique et abusant de sa force, décide d'aller à l'encontre des faits en faisant une loi nouvelle. On aurait pu décider en Allemagne qu'il n'existerait plus dorénavant qu'une seule nationalité allemande ; mais on aurait ainsi porté atteinte à un siècle de droits acquis, à des siècles de traditions teutoniques locales. Les Allemands ont alors préféré suivre les principes politiques des Romains, c'est-à-dire pratiquer la tolérance des usages, laisser subsister la coexistence des droits préexistants, respecter les sentiments locaux sans les troubler, parce que c'est seulement ainsi qu'il est possible de constituer de grands Etats.

En suivant cette politique, la constitution de 1870 a établi et reconnu deux nationalités en Allemagne : la *nationalité d'État* (*Staatsangehörigkeit*) et la *nationalité impériale* ou d'Empire (*Bundesangehörigkeit*) ; puis, pour créer des bases plus solides encore et faciliter l'affermissement de l'Empire naissant qui avait pour fondement la victoire de ses armes, fondement qui n'est pas toujours le plus durable, cette constitution proclama que des deux nationalités la première et la principale serait la nationalité d'État et que, pour obtenir la nationalité allemande, il serait nécessaire d'acquérir préalablement celle d'un État quelconque de l'Union à l'inverse de ce qui se passe aux États-Unis où c'est la nationalité fédérale qui doit être d'abord accordée dans la République pour pénétrer ensuite dans les États locaux en s'imposant à ceux qui y sont domiciliés (1).

(1) La théorie jadis dominante de la nature de l'État fédéral conduisait nécessairement à admettre un droit de citoyen (*Burgerrecht*) divisé ou double. L'État collectif et l'État-membre étant deux États coordonnés entre lesquels la souveraineté est partagée, il en résulte que le particulier appartient sous certains rapports à l'un, sous d'autres rapports à l'autre, qu'il est citoyen de deux États coordonnés, mais que, aucun des deux États n'étant un État complet, son droit de citoyen n'est, ni dans l'un, ni dans l'autre, un plein « droit de

Avec le système de la coexistence des deux nationalités qui ne permet d'arriver à la nationalité d'Empire qu'en passant d'abord par la nationalité d'État, surgit toute une série de conflits de lois, parce qu'il n'existe aucune concordance entre les différents systèmes d'acquisition de la nationalité adoptés par les divers royaumes et principautés allemands. De là un nouvel acte de sagesse législative : les constitutions locales disposent que la nationalité de

citoyen d'État, *Staatsbürgerrecht* » (Laband, *Ouvrage cité,* I, 213, 214). « Comme la confédération se compose de deux sortes d'État, l'État fédéral et les États-membres, les habitants ont un double droit de citoyen : celui de l'État spécial qu'ils habitent, ensuite le droit général de citoyen de la confédération » (Mohl, *Bunderstaatsrecht der Vereinigten Staatein,* 380). Paroles de Radowitz : « Tout citoyen allemand est donc soumis sous certains rapports à la puissance centrale, sous certains autres à la puissance d'État particulière, mais sous aucun aux deux puissances à la fois » (Waitz, *Politik,* 171). « Les nationaux d'un État fédéral constituent un peuple qui a reçu une double organisation politique; ils ont part à l'une de ces deux organisations, quel que soit l'État particulier qu'ils habitent, car ce n'est pas par l'État particulier, mais indépendamment de celui-ci qu'ils sont citoyens de l'État collectif » (Waitz, *Politik,* 200). « Tandis que, dans un État unitaire, un double indigénat, à la fois dans cet État et dans un État étranger, apparaît comme une irrégularité, dans un État fédéral, chaque citoyen a nécessairement un double indigénat, de même que toute sa vie politique se meut dans une double sphère, celle de l'État central et celle de l'État particulier » (Schulze, *Preussicher Staatsrecht,* II, 338). L'observation de Schulze est excessive, parce que le système fédéral argentin ne comporte qu'une seule nationalité, sans que l'on ait jamais reconnu l'opportunité, ni la nécessité de la nationalité provinciale. Schulze lui-même paraît s'en être aperçu, puisque, dans un autre de ses ouvrages, il reconnaît « que le droit de nationalité d'Empire et le droit de nationalité d'État sont inséparablement unis et ne peuvent se concevoir séparément » (*Deutscher Staatsrecht,* I, § 138). Il eût été exact de dire que, comme il arrive dans la Fédération argentine, les deux nationalités sont confondues et refondues en une seule : la nationalité fédérale.

Mais ces doctrines allemandes ont aussi leurs adversaires. Seydel soutient que l'Empire est une confédération d'États et il n'admet que « le simple rapport de sujétion de l'individu vis à-vis de l'État auquel il appartient. En obéissant à la puissance fédérale, le particulier obéit à la puissance constituée par son propre État, il obéit à la puissance de son propre État » (*Bayerisches Staatsrecht,* I, 294). Bluntschli soutient la doctrine de la double nationalité : la nationalité impériale et la nationalité locale (*Le droit international codifié,* Paris, 1874, art. 373, note 2). Cf. Vilhelm Cahn, *Das Reichsgesek über die Erwerbung und den Verlust der Reichs und Staatsangehörigkeit,* etc., Berlin, 1896.

ces États sera déterminée par la loi, et comme la constitution de 1871 établit que les lois nationales auront la prééminence sur les lois locales, tous les États ont trouvé raisonnable que le mode d'acquisition de la nationalité dans chacun d'eux fût l'objet de lois édictées par l'assemblée nationale. Les nationalités saxonne, bavaroise, wurtembergeoise, etc., s'acquièrent donc d'après les règles fixées par la loi fédérale et non en vertu des dispositions des lois locales.

C'est de cette manière que l'on évite les conflits, car, bien que les autorités locales se soient réservé le droit d'accorder, de retirer ou de suspendre la nationalité, elles attribuent cependant à leur tour à l'Empire la faculté d'appliquer leur loi. C'est ainsi que le gouvernement devient une réalité, par une série de compensations et de transactions. Seuls, les hommes politiques de second ordre croient que l'absolutisme peut constituer une solution.

Le texte de la loi allemande sur la nationalité est difficile à comprendre pour ceux qui ne possèdent pas parfaitement bien la langue allemande. La science, la littérature et la politique allemandes ont une réputation bien méritée de choses abstraites et difficiles à dominer. Il s'agit d'un peuple où la pensée a coutume d'être profonde et exprimée sous des formes peu claires pour ceux qui ne possèdent pas le génie de la langue, ni la tradition intellectuelle du pays. Parfois, les Allemands ne se comprennent pas eux-mêmes sur le point qui nous occupe, puisqu'ils ne définissent pas toujours la nationalité dans des termes équivalents. Pour qualifier la nationalité d'État et la nationalité d'Empire, les Allemands ont dû recourir à trois expressions. Le mot *bürgerrecht* s'applique à la nationalité en général, en tant qu'elle constitue un fait juridique. En se rapportant à l'étymologie qui, aussi bien dans l'ordre juridique que dans l'ordre naturel, est un précieux élément d'investigation, nous trouvons que la racine *burg*, appar-

tenant à l'ancien allemand, fut importée en Angleterre par les Anglo-Saxons et servait à désigner la forteresse primitive, l'endroit où s'installaient les sociétés anthropologiques embryonnaires pour se défendre, les retranchements derrière lesquels elles vivaient protégées, sous des tentes. Le livre de Ulderic Schmidel nous en donne un exemple admirable quand il dépeint le *burg* de Buenos-Ayres comme un groupement de maisons protégées par un entourage de pieux pointus (1).

Mais quand il s'agit d'exprimer non plus le lien qui rattache la personne à la société originaire, mais les droits et les devoirs de la personne en relation avec l'État politique compliqué de l'époque moderne, formé par d'autres États, — un État d'États, selon l'expression allemande, — il est nécessaire de chercher un autre terme. Les Allemands l'appellent aussi *bundesreichsangehörigkeit* (le droit de la nationalité impériale allemande).

Mais il nous reste encore à donner la définition de la nationalité d'État, c'est-à-dire la notion de la soumission de l'Allemand aux lois locales en matière de nationalité, puisque la nationalité impériale impose certains devoirs et donne certains droits déterminés à la personne, en même temps que la législation des États lui attribue aussi certains autres droits et l'oblige à d'autres devoirs. A cet effet, ils se servent du mot *staatbürgerrecht* (le droit de nationalité d'État).

Voyons quelles sont les dispositions de la loi du 1er juin 1870 dont les stipulations respectent la constitution de l'Empire, et qui fut mise en vigueur en 1871, en même temps que ladite constitution, loi qui s'applique à la Bavière, incorporée à l'Empire en 1871, à l'Alsace et à la Lorraine, incorporées en 1873, et à l'île d'Héligoland, cédée par l'Angleterre en 1891 (2).

(1) Hulderichus Schmidel, *Vera historia admirandæ cuiusdam navigationis, etc.*, Noribergæ, 1859.

(2) La loi porte le titre suivant : *Loi allemande sur l'acquisition et la perte*

§ 1.

La nationalité d'Empire s'acquiert par le fait de posséder la nationalité dans l'un quelconque des États qui le composent et elle s'éteint par la perte de cette nationalité dans l'un d'eux.

de la nationalité allemande du 1er juin 1870, en vigueur depuis le 1er janvier 1871, etc.... Si l'on part de cette idée que l'Empire est une union des États allemands en un État, le rapport du droit de citoyen d'État au droit de citoyen d'Empire s'organise comme il suit : 1) Le droit de citoyen d'État est le rapport primaire ; il entraîne naturellement après lui le droit de citoyen d'Empire. Celui qui est citoyen d'un État appartenant à l'Empire n'a pas besoin d'un acte spécial pour acquérir le droit de citoyen d'Empire ; il participe à l'Empire comme membre de son État. Mais il ne peut pas être national d'Empire sans appartenir à un État allemand particulier ; car le substratum immédiat de l'Empire, ce sont les États allemands, et non pas le peuple allemand. Le droit de citoyen d'État est, par conséquent, la condition essentielle de l'acquisition de l'indigénat d'Empire. Nul ne peut devenir citoyen d'Empire, qui n'a pas acquis dans un État allemand la nationalité d'État : il n'y a pas de naturalisation du fait immédiat de l'Empire. De même, la nationalité d'Empire ne peut pas persister pour celui qui a cessé d'appartenir à un État allemand ; on ne peut pas se réserver le droit de citoyen d'Empire quand on abandonne ou quand on perd la nationalité d'État. Loi d'Empire du 1er juin 1870, § 1 : « La nationalité fédérale s'acquiert par la nationalité d'État dans un État confédéré et se perd par la perte de celle-ci ». C'est le rapport inverse, comme on sait, dans l'Union de l'Amérique du Nord. Le droit de citoyen fédéral est le rapport primaire ; celui qui est citoyen fédéral acquiert le droit de citoyen d'État par le fait qu'il élit domicile dans l'État particulier. Par suite, l'étranger ne peut être naturalisé que par l'Union, non par l'État particulier. Par contre, la Suisse reconnaît le même principe fondamental que l'Empire allemand (*Constitution fédérale suisse*, art. LXIII, sect. I) : « Tout citoyen de canton est citoyen suisse ». Un individu peut appartenir en même temps à plusieurs États allemands. Comme les plus essentiels intérêts politiques sont les mêmes pour tous, le fait d'appartenir à la fois à plusieurs États allemands ne saurait amener de collision considérable des devoirs de fidélité et d'obéissance. Par conséquent, les motifs tirés de la nature morale de la qualité de citoyen d'État, motifs qui régulièrement excluent la possibilité d'appartenir à plusieurs États, ne s'appliquent pas aux États réunis en Empire allemand. On s'est accoutumé à l'expression « droit de nationalité » d'Empire ou d'État ; pour cela, il convient de noter expressément, afin d'éviter des malentendus, que ces mots ne doivent pas caractériser, comme droits subjectifs, la nationalité d'Empire et la nationalité d'État. La nationalité d'État est une situation, un « status » personnel, comme la condition noble ou bourgeoise, l'âge, le sexe, la confession ; elle consiste dans la qualité de sujet d'une certaine puissance d'État. Mais cet état qu'est la nationalité fonde des droits et des devoirs, en ce sens qu'il en est la condition nécessaire ; c'est seulement dans ce sens que, dans les paragraphes suivants, il sera question du contenu de la nationalité d'Empire et de la nationalité d'État (Laband, *op. cit.*, I, 220-223).

§ 2.

Dans l'avenir, la nationalité pourra seulement s'acquérir par :

1° La naissance ou descendance;

2° La légitimation;

3° Le mariage;

4° L'admission (*aufnahme*) pour les Allemands de la Confédération du Nord;

5° La naturalisation pour les étrangers.

§ 3.

Par le fait de la naissance, même si elle a eu lieu à l'étranger, les enfants légitimes d'Allemands du Nord sont Allemands.

Les enfants naturels ont la nationalité de leur mère.

§ 4.

L'enfant naturel d'un Allemand et d'une femme non allemande, né à l'étranger, acquiert la nationalité allemande par la légitimation.

§ 5.

Le mariage avec un Allemand donne à la femme la nationalité du mari.

§ 6.

L'admission, de même que la naturalisation, se réalisent au moyen d'un décret ou d'une décision des autorités supérieures compétentes (1).

§ 9.

Les emplois au service de l'Empire donnent à l'Allemand ou à l'étranger les mêmes avantages qu'un décret d'*admission* ou de naturalisation, pourvu que la nomination ne déclare pas le contraire.

§ 10.

L'*admis* ou naturalisé acquiert les mêmes droits et contracte les mêmes obligations que l'Allemand, à partir de la date des décrets ou décisions.

§ 11.

L'acquisition de la nationalité s'étend à l'épouse et aux enfants mineurs sous la puissance paternelle, sauf stipulation contraire.

(1) Les articles 7 et 8 contiennent des dispositions de procédure relatives à l'*admission* et à la naturalisation.

§ 12.

Le domicile dans l'un quelconque des États qui forment l'Empir ne constitue pas par lui-même une cause suffisante pour donner au domicilié le caractère de natio nal (1).

L article 1er dispose que toute personne, pour acquérir la nationalité allemande, doit posséder, au préalable, la nationalité de l'un des États locaux. Ainsi, par exemple, l'étranger qui désire obtenir la nationalité allemande peut se faire naturaliser dans la ville hanséatique de Hambourg, qui constitue une république à l'intérieur de l'Empire ou dans les royaumes de Saxe ou de Wurtemberg, après avoir prêté le serment de fidélité aux autorités locales. Quelles sont les règles appliquées par les États locaux pour conférer ce double titre de citoyen particulier d'un État et de citoyen de l'Empire allemand? Il y a cinq modes d'acquisition de la nationalité. Le premier est constitué par la naissance ou la descendance (*jus sanguinis*). Le second résulte de la légitimation de l'enfant né dans des conditions irrégulières. Le troisième est la conséquence du mariage (la femme suit la nationalité du mari). Ensuite, viennent deux autres moyens de procéder qui réclament une explication préalable, parce qu'ils nous révèlent une nouvelle particularité de la mentalité allemande. Ils sont compris dans la naturalisation qui, en Allemagne, n'est pas considérée comme un acte aussi simple que dans les législations des autres pays.

La coexistence de l'État impérial et des États locaux a eu pour conséquence nécessaire l'organisation de deux *naturalisations*. L'une est destinée à l'Allemand qui désire passer d'un État dans un autre en se faisant naturaliser dans le second, cas dans lequel il n'est pas considéré comme naturalisé à proprement parler, mais seulement

(1) La traduction précédente est un extrait des dispositions principales. — Cogordan, *Ouvrage cité,* p. 456, publie une traduction en français, complète et annotée, de la loi allemande du 1er juin 1870.

Allemand admis (*aufnahme*). L'autre concerne l'étranger qui veut acquérir la nationalité allemande. Il est naturalisé simplement.

Tels sont, d'après les principes du *jus sanguinis*, les cinq moyens d'acquisition de la nationalité allemande. Mais cette législation a fait naître plusieurs questions difficiles à résoudre, analogues au cas précité de la princesse de Bauffremont qui, mariée légitimement dans le duché de Saxe-Altenbourg, en Allemagne, fut déclarée bigame à Paris, où encore semblables au cas d'une dame argentine distinguée, la princesse de Wrede, mariée légitimenient selon le droit allemand et qui, cependant, vit son mari poursuivi, à Paris, en territoire français par conséquent, pour avoir fait usage des droits qui lui appartenaient et inhérents à la nationalité allemande (1).

Ces faits sont suffisants par eux-mêmes pour démontrer combien le *jus sanguinis* est inefficace pour constituer la stabilité des droits privés. Pour prévenir quelques-unes de ces difficultés, on eut recours à la sanction de l'article 3 de la loi allemande sur les enfants d'Allemands nés à l'étranger.

L'article 4 dispose que « l'enfant naturel, issu des relations d'un Allemand avec une femme non allemande, né à l'étranger, acquiert la nationalité allemande par la légitimation ». De manière que si un Allemand, établi dans les colonies de Santa-Fé, par exemple, a un fils naturel et se présente devant un notaire (*greffier*) ou un juge pour le légitimer, cet enfant sera considéré comme Allemand en Allemagne (2).

(1) *Gazette des Tribunaux,* Paris, 1896, numéros des 24-25 décembre; 1907, 5 et 7 février; 1908, 18 juin et 10 juillet; 1900, 16 et 17 mai; *El Tiempo,* journal de Buenos-Aires, 18 juillet 1900.

(2) Je remarque, Messieurs, un certain sourire sur vos visages quand je vous adresse ces observations. Mais le bon sens humain est si rare que si je parlais dans une chaire de Berlin et si j'y disais que pour nous, Argentins, et dans les mêmes conditions, ce citoyen est des nôtres, mon auditoire sourirait cerlainement aussi.

L'article 9 établit que les emplois au service de l'Empire comportent la naturalisation des étrangers qui les acceptent. Nous autres, suivant nos inclinations libérales, nous exigeons simplement la capacité voulue pour remplir les emplois que nous accordons ; nous respectons la nationalité des étrangers qui les occupent et nous nous conformons au privilège inscrit dans la Constitution de la République Argentine (1).

L'article 12 déclare que « le domicile dans l'un quelconque des États confédérés ne constitue pas par lui seul une cause suffisante pour donner à ce domicile le caractère de domicile national ». Cette dernière question est importante ; nous devrons l'étudier plus tard, parce qu'en Allemagne ce domicile est considéré seulement comme le premier pas préliminaire vers la nationalité ; et en France, celui qui a obtenu l'autorisation d'y établir son domicile, est tenu de se faire naturaliser au bout d'un délai de cinq années (2).

La loi allemande de 1870 a servi de lien de conciliation entre les droits des États locaux et le droit impérial. La Constitution de 1871 a respecté les droits établis par cette loi jusqu'au moment où, en 1900, on mit en vigueur le Code civil qui introduisit quelques modifications à la loi de 1870 et réglementa le principe constitutionnel. Le Code civil allemand a opéré une réaction extraordinaire sur la vie juridique en Prusse et généralement en Allemagne, spécialement en ce qui concerne le droit romain, en écartant le système du *domicile* pour adopter intégralement

(1) Art. 16. « La nation argentine n'admet pas de prérogatives de sang ni de naissance ; elle ne reconnaît ni privilèges personnels (*fueros*) ni titres de noblesse. *Tous ses habitants* sont égaux devant la loi et admissibles aux emplois sans autres considérations que la capacité... ». Nous verrons plus loin cependant que l'on a présenté au Congrès argentin un projet de loi ayant pour objet d'obliger les étrangers qui ne se feraient pas naturaliser à donner leur démission des emplois qu'ils occupent ; ce projet n'a pas encore été adopté (V. cet ouvrage, p. 132).

(2) Loi du 26 juin 1889, décret du 13 août 1889, etc.

celui de la *nationalité*. A partir du jour où l'Empire a commencé à exercer une influence mondiale, l'affirmation du *jus sanguinis* s'est trouvée marquée dans les solutions du droit privé. Ainsi, le code établit que si un étranger majeur d'âge d'après la loi de son pays se fait naturaliser en Allemagne, il conserve la situation de majeur d'âge, bien que les lois allemandes en aient disposé autrement. Il stipule encore que les relations entre époux allemands, bien qu'ils vivent à l'étranger, sont régies par les lois allemandes, et que quand le mari perd la nationalité d'Empire cependant que la femme la conserve, on applique les lois allemandes à tous les deux. Les individus sans patrie (*heimathlos*) ont pour patrie celle de leur dernier domicile, et si on ne leur connaît aucun domicile, ils ont pour patrie le pays de leur dernière résidence. Enfin, « sauf dispositions contraires contenues dans l'acte qui confère la nationalité, celle-ci s'applique en même temps à la femme et aux enfants mineurs dont la représentation légale *appartient à l'admis ou au naturalisé* en vertu de la puissance paternelle. Sont exceptées les filles mariées et celles qui auraient été mariées ».

II. **Examen de la législation allemande.** — La consolidation de l'Empire, c'est-à-dire de la vie générale du nouvel Etat allemand, inspira les grandes tendances de réforme de la loi de 1870 sur la nationalité. Cette matière a été savamment traitée par un éminent diplomate, déjà cité dans cet ouvrage, M. Cahn, dans son livre important sur « *Reform des Reichs und Staatsangehörigkeitsgesetzes* (Projet de réforme de la loi sur la nationalité d'Empire et la nationalité d'État) (1).

Dans une note bibliographique que lui consacre la *Revue de droit international privé et de droit pénal inter-*

(1) Imprimé à Berlin en 1908. Cahn vit en Allemagne où il a le rang de « conseiller particulier de légation en disponibilité ».

national, on trouve les intéressantes observations suivantes :

« La nationalité est aujourd'hui encore régie en Allemagne par une loi de la Confédération de l'Allemagne du Nord, du 1er juin 1870, qui, elle-même, a pour prototype la loi prussienne sur l'indigénat, du 31 décembre 1842. Dès 1898, le chancelier de l'Empire chargeait une commission, spécialement instituée à cet effet, d'adapter ce texte, vieilli sur bien des points, aux nécessités actuelles. C'est pour avoir attendu, vainement, du reste, le résultat des travaux de cette commission, que le Dr Cahn a tardé depuis si longtemps à publier la troisième édition de son magistral commentaire. Il s'y est enfin décidé, récemment, le vote d'une nouvelle loi sur la nationalité étant remis à une époque indéterminée ; mais en novembre 1910, les journaux allemands marquaient la reprise de cette loi, et c'est ce qui donne à l'ouvrage de M. Cahn une actualité toute nouvelle. Le livre, dans cette troisième édition, garde l'abondance de documentation et la finesse de critique qui l'ont, depuis longtemps, rendu classique. Le commentaire de Cahn reste l'ouvrage fondamendal sur la nationalité allemande. Il utilise, par voie de synthèse, tous les éléments d'interprétation officielle de la loi, contenus dans les règlements administratifs, toute la pratique judiciaire à laquelle la loi a donné naissance, tous les travaux que lui a consacrés la doctrine. Il fait une large place au droit comparé et, à la fin du volume, donne une collection très complète des sources allemandes (lois, traités, décisions administratives et même judiciaires), en y ajoutant le texte (original ou traduit) de toutes les lois étrangères relatives à la nationalité. A maintes reprises, interprétant le droit actuel, M. Cahn formule les *desiderata* au sujet du droit de l'avenir. Il les réunit, en les développant, sous une forme de projet de loi, dans une brochure annexée à son commentaire. Une double réforme s'impose, à son avis, au législateur : l'abrogation du § 21 de la loi sur la

nationalité d'Empire, qui admet la perte de la nationalité par un séjour ininterrompu de dix ans à l'étranger et la suppression du système de l'*entlassung* (dénationalisation), tel qu'il est réglementé dans les §§ 14-19 de la loi. Le § 21 de la loi allemande sur la nationalité a été tiré du § 23 de la loi prussienne sur l'indigénat, d'après lequel tout sujet prussien qui émigre, sans y être autorisé, perd, au bout de dix ans de séjour à l'étranger, sa qualité de Prussien. Au moment où elle fut prise, cette disposition avait sa raison d'être; elle devait servir à retenir dans leur pays des Prussiens qui auraient été tentés de se soustraire, en émigrant dans un autre pays allemand, au service militaire obligatoire, qu'à cette époque la Prusse seule avait institué. Ce motif ayant disparu, il n'y a plus à maintenir cette cause d'extinction de la nationalité, qui ne convient guère à un grand État. La dénationalisation, dont la suppression forme le second point du programme de réformes présenté par M. Cahn, est accordée, en principe, à tout Allemand ayant accompli ses obligations militaires, sur sa demande, sous la seule condition du domicile à l'étranger dans les six mois. Comme, d'autre part, la législation de tous les autres États n'accorde la naturalisation qu'après un séjour plus ou moins long, l'Allemand qui émigre muni d'un certificat de dénationalisation est, pendant un certain temps, *heimathlos*. Il est inadmissible, dit M. Cahn, que l'Empire allemand, seul parmi les grands États, favorise une pareille situation; la perte de la nationalité ne devrait résulter que de l'acquisition d'une nationalité nouvelle. Parmi les autres réformes préconisées par l'auteur, nous citerons : l'introduction, en matière de naturalisation, d'une condition de séjour préalable de cinq ans, l'institution d'un droit d'option en faveur des enfants, nés sur le territoire allemand, d'une Allemande mariée à un étranger; l'octroi de la nationalité allemande aux enfants nés en Allemagne d'étrangers qui y sont nés eux-mêmes, sauf à eux de prouver qu'ils ont

conservé la nationalité de leurs parents; enfin la faculté accordée à la femme allemande de naissance, veuve ou divorcée d'un étranger, qui a continué à résider sur le territoire de l'Empire, de recouvrer sur sa demande, pour elle et ses enfants mineurs, sa nationalité primitive » (1).

III. **Le service militaire et la nationalité allemande** (2). — Les lois militaires allemandes concernent aussi la natio-

(1) *Revue de droit international privé et de droit pénal international,* année 1910, p. 1068-1069, sans nom d'auteur.

(2) Nous donnons ci-après une traduction en français du projet de loi de réforme, en matière de nationalité et de service militaire, pendant devant le parlement allemand. La réforme la plus importante, pour les intérêts communs des pays d'émigration, est, ainsi que nous vous en avons avertis précédemment (p. 277), celle qui supprime, parmi les causes de la perte de la nationalité allemande, l'absence pendant dix ans à l'étranger, dans les conditions de la loi de 1870, que nous avons commentée dans cette même conférence. Voici la partie substantielle du nouveau projet :

Article premier. La nationalité impériale s'acquiert par l'acquisition de la nationalité dans l'un quelconque des États de l'Empire et se perd quand celle-ci se perd. Aux effets de la présente loi l'Alsace-Lorraine est considérée comme État de l'Empire. — *Art. 2.* La nationalité dans un État de l'Empire s'acquiert : 1° par la naissance (§ 3) ; 2° par la légitimation (§ 4) ; 3° par le mariage (§ 5) ; 4° par l'adoption ou l'acceptation (§§ 6-12). — *Art. 3.* Par la naissance, acquiert la nationalité de son père allemand, l'enfant légitime, même quand il naît à l'étranger, et l'enfant illégitime acquiert la nationalité de la mère. — *Art. 4.* L'enfant d'un Allemand légitimé selon les lois allemandes acquiert la nationalité de son père en vertu de la légitimation. — *Art. 5.* La femme qui se marie avec un Allemand acquiert la nationalité de son mari. — *Art. 6.* Celui qui jouit de la nationalité de l'un des États peut solliciter qu'elle soit étendue en sa faveur en un autre État dans la juridiction duquel il s'établit. Et ce, sans préjudice des dispositions des §§ 3 à 5 de la loi sur l'émigration du 1er novembre 1867 sur le retour de ceux qui reviendraient dans l'État et sur l'interdiction d'y rester en permanence. La demande de la femme mariée devra être accompagnée de l'autorisation du mari ; et la demande de celui qui est soumis à la puissance paternelle ou à la tutelle de l'autorisation des représentants légaux. — *Art. 7.* La nationalité peut être accordée par un État à l'étranger qui la sollicite et qui s'est établi dans l'étendue de sa juridiction, dans les cas suivants : 1° quand, d'après les lois de sa patrie précédente, il est complètement capable, ou le serait d'après les lois allemandes, ou quand la nationalité est demandée par son représentant légal ou avec son consentement ; 2° quand il a eu une conduite irréprochable durant sa vie ; 3° quand, dans le cas où il s'établit, il a acheté une maison particulière ou y a trouvé des moyens personnels pour gagner sa vie ; 4° quand il est en mesure de s'entretenir par lui-même ou

nalité. La loi du 2 mai 1874 dispose que « les hommes qui auraient abandonné le territoire de l'Empire, qui auraient

par l'aide de ses parents. Avant son admission, il devra être fait une enquête relativement aux points 2 et 4 dans la commune de sa résidence, et, s'il y a lieu, au bureau de bienfaisance. L'admission aura seulement lieu quand, par l'intermédiaire du chancelier de l'Empire, on aura acquis la certitude qu'aucun des autres États n'a d'opposition à formuler. Si quelque État soulève une opposition, la question sera tranchée par le Parlement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux ex-nationaux de l'État, ni à leurs enfants, neveux, ni aux personnes. — *Art. 8.* A la veuve ou femme divorcée d'un étranger, qui pendant son mariage était allemande, et qui s'établit dans le pays, il sera accordé la nationalité par l'État auquel elle appartient, si elle la demande et est comprise dans les cas 1 et 2 de l'article 7 précédent On devra préalablement se renseigner dans la commune relativement au cas nº 2. — *Art. 9.* Il peut être accordé la nationalité de l'État fédéral de son origine à l'ex-national allemand bien qu'il ne s'établisse pas en Allemagne, s'il se trouve dans les conditions requises par l'article 7, nºs 1 et 2 ; il est assimilé à l'ex-national d'un État fédéral ainsi que tous ceux qui descendent de lui et ses fils adoptifs. Avant d'accorder la nationalité, il devra être donné connaissance de la demande au chancelier de l'Empire, et cette demande demeurera en suspens si celui-ci fait une objection. — *Art. 10.* L'admission définitive ou autorisée du natif d'un autre État fédéral ou d'un étranger, par le gouvernement ou par les autorités centrales ou administratives d'un autre État fédéral, pour l'occupation d'emplois dans le service direct ou indirect de l'État ou de la commune, ou d'institutions communales, ou dans les écoles ou dans les églises, tient lieu de nationalisation si aucune autorité ne s'y oppose. Cette prescription ne reçoit pas son application à l'égard de ceux qui servent comme officiers de l'armée ou fonctionnaires dans les réserves. — *Art. 11.* Sera considérée comme naturalisation dans un État fédéral la nomination au service de l'Empire d'un étranger qui a sa résidence dans cet État, si le brevet de nomination ne contient aucune restriction. Dans le cas où l'employé a sa résidence à l'étranger, la naturalisation lui sera accordée par l'État dont il l'a sollicitée, pourvu qu'il reçoive sa solde de la Trésorerie de l'Empire ; s'il ne reçoit pas sa solde de la Trésorerie de l'Empire, la naturalisation peut lui être concédée avec le consentement du chancelier. — *Art. 12.* La naturalisation entre en vigueur par la remise du titre de naturalisation octroyé par l'autorité supérieure administrative, ou par la remise du titre de nomination (comme employé) octroyé dans les conditions du § 10 ou du § 11, nº 1. Si le titre ne contient aucune restriction, la naturalisation s'applique aussi en même temps à la femme mariée et à ceux des enfants dont la représentation légale appartient au naturalisé en vertu de la puissance paternelle. Demeurent exclues les filles mariées ou celles qui l'ont été. — *Art. 13.* La nationalité d'un État se perd : 1º par la renonciation (§§ 14, 19) ; 2º par l'acquisition de la nationalité dans un autre État fédéral ou dans un État étranger (§§ 20, 21, 25) ; 3º par un jugement émanant de l'autorité (§§ 23, 24, 25) ; 4º par suite du défaut de l'accomplissement du service militaire (§§ 22, 25) ; 5º pour un enfant légitime, par la légitimation légale

perdu la nationalité, ou qui, l'ayant acquise, l'auraient perdue, sont tenus de se présenter quand ils reviennent (efficace aux yeux de la loi allemande) faite par un sujet d'un autre État ou d'un étranger ; 6° pour une Allemande, par son mariage avec le sujet d'un autre État fédéral ou avec un étranger. — *Art. 14.* La renonciation d'une femme mariée ne peut être sollicitée que par son époux seulement quand celui-ci est de nationalité allemande, et quand la demande est faite en même temps que la propre renonciation. La demande doit contenir le consentement de la femme. — *Art. 15.* La renonciation par une personne soumise à la puissance paternelle ou par une personne qui est en tutelle ne peut être demandée, uniquement, que par le représentant légal et seulement avec le consentement du tribunal des tutelles allemand. Le procureur général allemand a le droit de faire appel de la décision du tribunal des tutelles ; le nouvel appel contre la décision du tribunal d'appel est admis sans réserve. L'approbation du tribunal des tutelles n'est pas nécessaire quand le père ou la mère sollicitent la renonciation en vertu de leur droit propre, et en même temps, pour leurs enfants, en vertu de leur pouvoir paternel. Si la puissance paternelle de la mère se trouvait limitée à l'égard de son enfant par l'exercice des droits d'un tuteur, il serait nécessaire de joindre aussi le consentement de celui-ci à la demande de renonciation de l'enfant. — *Art. 16.* La renonciation est accordée à tout sujet de l'État à sa demande s'il prouve qu'il possède la nationalité d'un autre État fédéral. A défaut de ces conditions, la renonciation n'est pas accordée : 1° aux personnes astreintes au service militaire, et sur les obligations desquelles il n'aurait été encore pris aucune décision définitive, et si elles ne présentent pas un certificat de la commission de recrutement constatant que, d'après l'avis de cette commission, la renonciation n'est pas sollicitée avec l'intention d'éluder l'accomplissement de l'obligation du service militaire ; 2° aux hommes de l'armée active, de la flotte de guerre et aux troupes actives coloniales ; 3° aux hommes de la réserve dans le sens du § 6, nos 2 à 4 de la loi militaire, s'il ne leur a pas été accordé une autorisation dans ce sens ; 4° aux hommes de la réserve, après qu'ils ont reçu l'ordre de prendre du service actif ; 5° aux employés ou officiers assimilés à ceux de la réserve avant qu'ils aient été affranchis du service militaire. — *Art. 21.* L'Allemand qui n'a ni son domicile, ni sa résidence fixe dans le pays perd sa nationalité quand il acquiert la nationalité étrangère, s'il l'obtient sur sa propre demande. — *Art. 22.* L'Allemand soumis au service militaire qui n'a dans le pays ni domicile ni résidence fixe perd sa nationalité quand il atteint sa 31e année d'âge, si, jusqu'à cette époque, il n'a pris aucune décision définitive sur son obligation de servir, et que ce temps n'ait pas été prorogé en sa faveur. Le déserteur, dans des conditions égales, perd la nationalité deux ans après que son état de déserteur lui a été notifié. Celui qui, aux termes des paragraphes précédents, aura perdu la nationalité, peut la recouvrer par décret législatif. — *Art. 23.* Les autorités centrales du pays peuvent déclarer perdue la nationalité d'un Allemand qui réside à l'étranger, si, en cas de guerre ou de péril de guerre, il ne répond pas à l'appel de l'Empereur. — *Art. 24.* L'Allemand qui, sans permission de son gouvernement, prend du service à l'étranger peut perdre sa nationalité par-

fixer d'une manière permanente leur domicile en Allemagne et sont susceptibles d'être rétroactivement appelés pour le service militaire ; mais ils ne seront pas soumis à la même obligation en temps de paix s'ils ont dépassé l'âge de trente et un ans accomplis » (art. 11). Seront considérés comme se trouvant dans les mêmes conditions les fils des émigrés qui reviennent en Allemagne, dans le cas où ils n'auraient pas acquis une autre nationalité. Cette exception, qui a pour conséquence le respect du droit au changement de la nationalité, est une des conséquences des traités germano-américains, appelés de Bancroft, dont je m'occuperai plus loin. Enfin, les dispositions précédentes sont applicables aux émigrés qui, ayant acquis une autre nationalité, rentreraient en possession de la nationalité allemande avant d'avoir atteint l'âge de trente et un ans accomplis.

Les hommes qui, après avoir accompli leur service actif, auraient émigré et perdu la nationalité allemande et se seraient fait naturaliser de nouveau avant d'avoir atteint l'âge de trente et un ans accomplis, font partie de nouveau de la classe à laquelle ils auraient appartenu s'ils n'avaient jamais émigré (art. 68). Les hommes de la première classe de la *Ersatzreserve*, qui, après avoir émigré, se font naturaliser de nouveau avant d'avoir accompli leur trente-

décision de l'autorité centrale de son pays, s'il n'obéit pas à une intimation à lui faite d'avoir à abandonner le service. — *Art. 26.* L'Allemand qui, par suite de dispositions de lois antérieures aurait perdu sa nationalité par le fait d'une résidence de dix ans à l'étranger a droit à ce que sa réadmission ne lui soit pas refusée dans un État fédéral quelconque s'il n'appartient pas à un autre. — *Art. 27.* Celui qui, à la date de la promulgation de la présente loi, aura la nationalité dans deux ou plusieurs États fédéraux pourra déclarer dans le délai de deux ans quel est l'État auquel il désire appartenir désormais ; et s'il ne fait pas cette déclaration, il appartient à l'État de sa naissance ou à celui de son père. — *Art. 30.* Dans les protectorats, les natifs et les étrangers peuvent obtenir la nationalité impériale indépendamment de la nationalité de quelque État fédéral au moyen d'une demande présentée au chancelier. — *Art. 31.* Ne seront pas modifiés les traités publics passés entre États fédéraux et États étrangers avant la promulgation de la présente loi.

unième année, sont incorporés de nouveau avec la classe à laquelle ils auraient appartenu s'ils n'avaient pas émigré (art. 69). Ces personnes n'ont pas besoin d'obtenir une permission pour émigrer, excepté en ce qui concerne les dispositions prises pour le temps de guerre ou le cas de péril de guerre. Toutefois, elles sont tenues de donner avis à l'autorité militaire de leur intention d'émigrer. L'article 360 du Code pénal de l'Empire punit l'omission de cet avis (1). Le Code pénal de 1871 a été modifié sur ce point par une loi spéciale du 26 février 1876 (2).

Une loi du 4 mai 1876 dispose que si la nationalité allemande a été perdue par le fait de l'exercice indû des fonctions ecclésiastiques, il n'est possible de la recouvrer qu'au moyen d'un recours devant le Conseil fédéral.

Cette législation a donné naissance à diverses questions préjudicielles dans les pays américains, spécialement dans la République Argentine. Les enfants d'Allemands qui ont perdu leur nationalité par le fait d'avoir maintenu pendant

(1) Relativement aux permis d'émigration, voyez ce qui a été dit précédemment dans cette conférence à ce sujet.

(2) Art. 140. Sont punis pour infraction aux obligations du service militaire, savoir : 1° d'une amende de 150 à 3.000 marks ou d'un emprisonnement d'un mois à un an, tout homme assujetti au service militaire qui, en vue de se soustraire à l'incorporation dans l'armée de terre ou de mer, quittera sans autorisation le territoire de la Confédération ou séjournera à l'étranger après avoir atteint l'âge du recrutement; 2° d'une amende de 3.000 marks au plus, ou des arrêts, ou de l'emprisonnement pendant six mois au plus, tout officier, tout individu en état de congé avec rang d'officier qui émigrera sans autorisation; 3° d'un emprisonnement de deux ans au plus, et, en outre, d'une amende qui pourra s'élever jusqu'à 3.000 marks, quiconque, étant assujetti au service militaire, émigrera au mépris d'une ordonnance spéciale de l'empereur dûment publiée et rendue à l'occasion d'hostilités ouvertes ou imminentes. La tentative est punissable. Les biens du proscrit pourront être séquestrés jusqu'à concurrence de la somme reconnue nécessaire par le juge pour couvrir le montant de l'amende la plus élevée qui pourrait être prononcée ainsi que les frais de la procédure. — Art. 360. Sont punis d'une amende de 150 marks au plus : 1° les soldats en congé, soit de la réserve, soit de la *Landwehr*, soit de la *Seewehr*, qui auront émigré sans autorisation, ou les hommes appartenant à la première classe de l'*Ersatzreserve* qui auraient émigré sans avertir préalablement l'autorité militaire (*Landwehr*, sorte de garde nationale territoriale; *Seewehr*, la même pour la marine; *Ersatzreserve*, troupes de réserve).

longtemps leur domicile à l'étranger, conformément au droit allemand, ne peuvent être considérés comme Allemands dans l'étendue du territoire de leur pays. Dès qu'ils s'y rendent, et s'ils y sont appelés pour le service militaire, ils pourront revendiquer leur caractère incontestable d'Argentins en invoquant les lois de la République, les lois allemandes et le droit européen, en se basant sur la circonstance qu'ils sont enfants de parents sans nationalité parce que ceux-ci ont perdu leur nationalité originaire et n'en ont pas acquis une nouvelle.

IV. **L'immigration teutonique.** — Le temps me manque, Mesdames et Messieurs, pour vous expliquer le phénomène qui se produit en Autriche-Hongrie, dans cet État composé de Slaves et d'Allemands, c'est-à-dire de deux nationalités du type anthropologico-juridique, profondément différentes et antagonistes. Malgré la petite désillusion que peuvent en éprouver les partisans de l'école des nationalités, elles constituent cependant une forte nationalité, rivale de l'Italie, malgré l'alliance contractée avec elle.

L'étude de législation comparée que nous devrons faire successivement nous permettra de pénétrer l'influence exercée dans la République Argentine par les diverses masses d'étrangers et de comprendre les avantages que leur naturalisation est susceptible de procurer. Les Allemands, les Autrichiens, les habitants des États du Nord de l'Europe compris dans le tableau des pays qui acceptent le *jus sanguinis*, forment la grande famille teutonique qui a donné une impulsion puissante à la transformation politique du monde, à la prospérité des institutions libres, à l'organisation et à la discipline de la liberté civile au moyen du droit de vote et de la vie parlementaire. Les Teutons, pour comprendre sous une seule dénomination toutes les variétés dispersées, forment une masse humaine digne d'avoir succédé à celle qui a constitué l'Empire

romain et qui remplit glorieusement sa mission de purification et d'agrandissement de la civilisation romaine. Elle porte dans le monde entier un esprit de travail et de discipline caractéristique qui provient de ses longues traditions militaires; et bien que, en raison des difficultés de la langue, nous tenions parfois les Allemands pour froids et indifférents, on doit convenir cependant qu'il s'agit d'un peuple nerveux dont l'imagination est des plus vives, ainsi que le démontre leur poésie, en même temps qu'ils possèdent une solidité scientifique profonde, comme le démontre le développement de leurs études. L'incorporation de leurs émigrants à la nationalité argentine est un fait de la plus haute importance (1).

Le caractère argentin ne sera pas seulement formé par nos traditions historiques. L'État se constituera sous l'in-

(1) Les Allemands s'identifient rapidement avec les sociétés nouvelles de l'Amérique du Sud. Ils apprennent les langues locales avec une facilité dont les autres nations ne donnent que rarement l'exemple. Ils sont respectueux des pays où ils vivent, s'y marient avec les filles du pays et constituent des familles aussi vertueuses qu'utiles au bien-être social. Il y a quelques années, en visitant une école allemande à Buenos-Aires, en compagnie de S. E. le plénipotentiaire de l'Empire, M. Waldthaussen, je priai le Recteur de faire chanter aux enfants quelques-unes des chansons militaires du Rhin. « Ils ne les connaissent pas, me répondit le professeur. Ces enfants, bien que fils d'Allemands, sont des Argentins, et nous ne leur enseignons pas de chants contre la France! ..... ». Cette respectueuse aptitude d'adaptation des Allemands a provoqué, en 1910, la protestation, — à mon sens exagérée, puisque la bonne immigration est aussi un progrès pour l'Allemagne, — du royaume de Wurtemberg dont le gouvernement a publié une circulaire dans laquelle on lit : « Il y aura lieu d'attirer l'attention des élèves sur le fait que les nationaux des autres pays affichent plus ouvertement leur nationalité que les Allemands. Ceux-ci ont la regrettable habitude, dès leur arrivée dans un pays étranger, d'adapter leur prénom et même leur nom de famille à la langue du pays : un abus inconnu des autres nationaux étrangers. C'est un manque de dignité nationale, et souvent on conclut à l'étranger que nos compatriotes agissent ainsi par un esprit d'affaires sans scrupule et sans noblesse. Une telle pratique a pour résultat de porter atteinte à la considération des Allemands à l'étranger et à celle de toute la nation allemande. Il convient donc de faire comprendre aux élèves, avec insistance, le côté indigne et dégradant d'un semblable désaveu de la nationalité et de la langue maternelle » (*Journ. de dr. int. privé*, 1910, p. 1401).

fluence de multiples nationalités, par la fusion des qualités de tous les hommes venus s'associer à l'œuvre de l'élaboration d'une patrie nouvelle, juste, forte, prospère et heureuse. Nous devons voir, successivement, dans quelles proportions les Italiens, les Français, les Espagnols, les Anglais et les autres fractions d'émigrés concourent à la formation du caractère argentin. Mais, dès aujourd'hui, nous pouvons dire que les Allemands prennent part aussi à notre prospérité par leur esprit de discipline, de travail et leurs qualités militaires, représentées par la conscription de vingt années qui a inspiré les applaudissements et les encouragements du général Von der Goltz, lors de la visite qu'il fit à la République, en 1910, comme ambassadeur allemand. L'illustre militaire européen signala avec enthousiasme le sentiment altier de la jeunesse argentine née de parents européens et qui se prépare sous les drapeaux de la République (1). Bienvenus soient les Teutons dans la nationalité argentine !

(1) Un trait essentiellement patriotique et militaire est particulier aux Argentins. L'Argentin est fier de son pays, de sa nationalité, des qualités de ses soldats, de son passé guerrier, des chefs renommés de l'armée argentine. De nombreux monuments, érigés en l'honneur des généraux qui se sont distingués dans les guerres de l'Indépendance, dans les combats contre les Indiens, dans les guerres contre le Brésil et le Paraguay ornent les villes. La population est unanime à assurer la force militaire de la République. Elle ne cache pas sa prédilection et sa sympathie pour l'armée et la marine. On n'entend pas encore de plaintes sur le militarisme ni sur les charges du peuple pour le maintien de l'armée, on ne propage pas encore la sénile doctrine que le monde aboutit à la paix et que l'armement des peuples est une chose inutile. L'armée et la marine sont populaires à un haut degré. L'idée que tout citoyen doit être bon pour le service est reçue avec un vif enthousiasme. Pendant les fêtes du Centenaire, le gouvernement fit un appel spécial et réunit à Buenos-Aires les troupes des provinces ; il augmenta l'armée moyennant les réservistes, de façon que le principal jour des fêtes, le 25 mai, 20.000 hommes pussent défiler devant le président de l'Argentine et du Chili. Cette idée fut acclamée par tous, et les troupes furent saluées par le peuple avec de grandes manifestations d'allégresse ; le peuple était content de contempler l'imposante force militaire de la nation, laquelle défila sous les yeux des représentants de tous les pays du monde. Pas une seule voix discordante ne se fit entendre reprochant que des dépenses énormes eussent été faites uniquement pour un défilé.... Parmi les soldats, on ne voit que des corps agiles pleins de svelèsse, dépassant la taille

moyenne, se tenant droits sans effort, de façon qu'il est superflu de leur montrer la bonne tenue. On n'y voit pas d'hommes accablés par le travail monotone des usines; on n'y voit pas non plus des membres rigides et démesurés. Intelligence naturelle, bonne volonté, amour et prédisposition à la vie militaire, ainsi qu'une conscience propre; voici ce qui est particulier au soldat argentin, selon l'opinion de tous les officiers. La boisson est inconnue dans les casernes; les gens vivent avec modération et sans trop de besoins, comme ils en ont l'habitude à la pampa. Montés à cheval, ils ont une position nullement forcée, sans aucune sorte d'effort; ils savent guider le cheval, de façon qu'on en peut tirer d'excellents cavaliers, car ils montent depuis leur enfance (Von der Goltz, *Impressions sur l'armée argentine,* dans *Le Figaro,* Paris, 4 avril 1911; *Reiseindrücke aus Argentinien,* etc., Berlin, 1911).

DIXIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : Jus sanguinis.

Sommaire. — I. Législation autrichienne. — II. Législation chinoise. — III. Hongrie. — IV. Roumanie. — V. Serbie. — VI. Japon. — VII. Monaco. — VIII. Norvège. — IX. Finlande. — X. Principauté de Liechtenstein. — XI. Perse.

Mesdames,

Messieurs,

I. **Législation autrichienne.** — En reprenant le cours de la conférence précédente dans laquelle nous avons étudié la législation de l'Empire allemand sur la nationalité, nous devons continuer aujourd'hui en nous occupant de l'Empire austro-hongrois qui constitue une autre affirmation politique positive des doctrines philosophiques sur l'origine de l'État moderne. Si, comme le veulent quelques écoles, la nation doit avoir comme fondement les liens anthropologiques de l'unité de sang, de langue, de religion et autres, l'Empire austro-hongrois ne pourrait constituer une nation, puisqu'il est formé par l'union d'éléments anthropologico-politiques profondément dissemblables, c'est-à-dire de l'élément allemand dans l'ancien royaume d'Autriche et de l'élément slave dans le royaume de Hongrie. En outre, conformément à la logique de celles des vieilles doctrines que nous devons éliminer, l'empire d'Autriche-Hongrie, étant donnée la prépondérance de ses éléments allemands, devrait faire partie de l'Empire allemand. Cependant une très forte branche de la famille allemande s'est séparée du tronc teutonique

pour constituer cette monarchie que les juristes allemands eux-mêmes appellent *d'ordre composite*, en réunissant des éléments qui, malgré leurs différences anthropologiques, se fondent dans un idéal commun.

Quel est l'idéal poursuivi par la nationalité austro-hongroise? Ce n'est certainement pas la même fusion que celle qui a produit l'Empire allemand, fusion anthropologico-politique, fondée sur une constitution qui déclare la prééminence des droits de l'Empire sur les droits des États en cas de conflit. Ce n'est pas non plus la fusion des masses de populations diverses qui a donné naissance à des démocraties comme les États-Unis et la République Argentine où la *diversité* se traduit en une unité robuste. La monarchie austro-hongroise est le type de l'État qui répond à des causes qui ne sont pas exclusivement anthropologiques et juridiques : il vient s'y entremêler des combinaisons internationales et politiques.

Après la guerre contre la Prusse, l'Autriche, fraction détachée de la Confédération de l'Allemagne du Nord, se trouva affaiblie et dut se concentrer en face des empires qui l'entouraient de toutes parts. La monarchie hongroise étant passée par une période d'agitation nationale héroïque, se trouvait également affaiblie au regard des puissances de l'Orient et de l'Occident et encore vis-à-vis du royaume d'Autriche lui-même. C'est alors que s'opéra la jonction des deux États dans un but de défense commune et dont le résultat fut davantage qu'une alliance, moins qu'un État régulier. En effet, la monarchie austro-hongroise manque de constitution nationale. Elle fut créée, en 1867, en vertu de deux lois qui forment la base constitutionnelle de l'union et ont été promulguées, l'une par l'Autriche, l'autre par la Hongrie. Ainsi que le font observer les hommes politiques austro-hongrois eux-mêmes, ces deux lois coïncident sur beaucoup de points, mais elles sont disparates et se trouvent en contradiction sur d'autres. L'autonomie de l'Autriche, celle de la Hongrie sont abso-

lues pour chacune d'elles, à un tel point qu'il peut subsister dans la masse de la population, entre ceux qui vivent de simples préjugés et non de l'idéal élevé de la politique, des rivalités et des hostilités entre Hongrois et Autrichiens qui se manifestent souvent sous une forme si aiguë qu'elles vont parfois jusqu'à la haine. Seule, la sagesse des hommes d'État, la prudence et le tact des gouvernements centraux et locaux peuvent maintenir cette *union* qui a pour objectif la défense commune.

Trois attributions ont seules été déléguées au gouvernement impérial par les autorités locales de chacun des deux royaumes : 1° l'exercice des relations extérieures, sous la réserve que les traités seront sanctionnés par les deux parlements, celui d'Autriche et celui de Hongrie; 2° les questions relatives à l'organisation de l'armée sous la réserve, pour chaque État, de pouvoirs étendus, permettant à chacun des deux royaumes de légiférer sur l'organisation, l'administration et la législation civile de ses milices; 3° et enfin les questions concernant le trésor commun. Tout le surplus constitue un attribut de la législation locale et de la vie politique autonome des deux royaumes.

On s'explique ainsi que la question de la nationalité se présente sous un aspect très complexe en Autriche-Hongrie, à un tel degré, que si l'on examine la question au point de vue du système italien, il y aurait plusieurs nationalités à l'intérieur de l'Empire d'Autriche-Hongrie, parce que la *monarchie autrichienne* se compose d'États allemands et slaves qui ont des *nationalités locales* et que la monarchie hongroise est également formée de plusieurs États qui possèdent chacun leur nationalité propre.

Comme il n'existe pas de constitution générale définissant ce que l'on doit entendre par national de l'Empire d'Autriche-Hongrie, et comme les questions de nationalité n'ont jamais été prévues dans les lois constitutionnelles de 1867, la situation de l'État est la même que celle des deux

monarchies alliées dans un but politique, bien qu'elles aient conservé des nationalités et des qualité et droits du citoyen indépendants au point de vue du droit public et du droit privé.

La *monarchie autrichienne* a basé sa loi générale concernant la nationalité sur la constitution dans le but d'homogénéiser, dans son sein même, les éléments slaves et allemands : il y a donc, par conséquent, une nationalité autrichienne. Les Hongrois, à leur tour, ont uniformisé les nationalités locales au moyen d'une loi générale qui crée la *nationalité hongroise*. L'article 28 du Code civil autrichien supplée au silence de la constitution générale relativement à la nationalité en donnant, pour les différents royaumes qui composent cette monarchie, la définition des règles de droit qui ont pour point de départ la déclaration suivante : « *On acquiert la jouissance complète des droits civils par la nationalité. La nationalité autrichienne appartient, par le fait de la naissance, aux enfants de tout national autrichien* ». De manière que le Code civil autrichien, pour attribuer la jouissance des droits civils à un habitant du pays, commence par soulever une question préjudicielle très importante et qui, dans beaucoup de cas, donne ouverture à des procès longs et coûteux pour parvenir à la détermination de la nationalité.

Après avoir posé cette question préjudicielle de la règle, pour la résoudre, on se rend compte que cette règle place l'Autriche au rang des pays qui basent la nationalité sur le *jus sanguinis* d'une manière irréductible et intransigeante. L'article 28, dans sa deuxième partie, dispose en effet à ce sujet : « La nationalité autrichienne appartient par le fait de la naissance aux enfants de tout national autrichien ».

Les articles 155 et 158 du même code prévoient le cas de *l'enfant naturel* et lui accordent la nationalité de la mère. Mais l'enfant naturel peut être né de père autrichien ou de père étranger ; et alors une nouvelle question préju-

dicielle surgit sur l'attribution de la jouissance des droits civils, spécialement au point de vue de la succession. Le code déclare que l'enfant naturel de mère étrangère est étranger, quelle que soit la nationalité du père. Cette disposition veut dire que le *jus soli* est complètement éliminé, étant donné qu'il s'agit de personnes nées dans la monarchie autrichienne. Le code ajoute, immédiatement après, que l'enfant légitimé par un Autrichien prend la nationalité du père.

L'*adoption* qui, dans la majeure partie des législations que nous avons étudiées et dans celles que nous étudierons plus loin, constitue un moyen d'acquérir la nationalité du père adoptif, n'a aucune valeur en Autriche, en tant qu'élément déterminant de la nationalité.

Enfin, on fait une concession au *jus soli*, lorsque la loi ou les circonstances ne permettent pas de déterminer la nationalité au moyen du principe du sang ou de la filiation. Ainsi, quand il s'agit d'un enfant né de parents inconnus, on lui attribue la nationalité autrichienne jusqu'au jour où les parents viennent se faire connaître et réclamer la nationalité du mineur. Dans le cas où il n'en serait pas ainsi, c'est la règle du *jus soli* qui demeure consacrée: c'est la seule règle applicable en ce cas pour déterminer la nationalité. Dans cette situation se trouvent ceux que nous avons appelés *heimathlosen*, les vagabonds sans nationalité qui, dans quelques parties de l'Europe, forment des masses importantes de population, à un tel point qu'ils ont motivé des législations spéciales en Suisse, en Allemagne, en France, en Autriche-Hongrie, ayant pour objectif de donner la base et la stabilité des droits civils. Ces individus sans patrie, quand on les surprend sur le territoire austro-hongrois, sont déclarés nationaux par application du *jus soli*. Tels sont les deux seuls cas qu'accepte le Code civil autrichien pour l'application du *jus soli* à la détermination de la nationalité (1).

(1) « It is today at the basis of some of the largest questions of European

II. **Législation chinoise.** — Le réveil graduel du peuple chinois, si intelligent, à la vie de la liberté et des institutions exotiques a été la cause déterminante d'une ère révolutionnaire, dont les deux grands premiers pas ont été d'abord l'inauguration, le 14 octobre 1909, des législatures provinciales qui préparent l'avènement de la vie parlementaire nationale, puis la période révolutionnaire républicaine qui vient de triompher. D'après la nouvelle organisation constitutionnelle sanctionnée le 27 août 1908, le parlement national devait être le résultat d'une expérience politique destinée à se développer au cours de neuf années comptées à partir de ladite date.

Quels étaient les antécédents de la nationalité chinoise? Quelle est la condition juridique actuelle de cette nationalité? L'exposé de l'histoire du droit de ce pays si curieux a été fait par M. Gaston Cluzel, avocat du service de la législation au ministère de la Justice de France, et par

politics. It overlops all other questions in the politics of Austria-Hungary where the population is a conglomeration of different races, speaking different languages, having little common sympathy, and each animated by national aspirations of its own. In Austria, Bohemia demands national autonomy, the German element is struggling for supremacy of control, the Czechs are fighting for recognition of their language by the state, etc. In Hungary, the struggle between the various nationalities is intense, almost to the point of disruption. The Magyars demands official use of their language in the army and in the civil service; the Slovaks, Poles, Ruthenians, Serbs, Slowenians, Croatians, and other nationalities represent so many different ideals, temperaments and elements of dissension. The principle of nationality is at the botton of the Pan-Germanistic movement, which seeks to unite under a single state organization all the German-speaking populations of western Europe : the German Empire, Alsace, part of Lorraine, most of Switzerland, part of Holland and Schleswig, and part of Austria. It is at the foundation of the Pan-Slav movement, which would unite all the Slavs of eastern Europe under a common scepter : Poles, Slowenians, Moravians, Serbs, Czechs and Croatians, now found in Prussia, Russia, Austria, Saxony and Turkey. The same principle would bring together the Scandinavian races : Norvegians, Swedes and Danes; establish the independence of Finland; secure the autonomy of the Flemish population in Belgium; give home rule to Ireland; and lead to a readjustment of the boundaries between France and Germany and between Italy and Austria » (James-Wilforn Garner, *Introduction to Political Science, etc.* New-York, 1910, p. 50 et 51).

M. Camille Sainson, consul de France en Chine (1). D'après ces auteurs, on eût vainement cherché dans le recueil des lois chinoises une disposition quelconque relative à la nationalité. Seules, des règles, d'ailleurs incertaines et souvent contestées, de droit coutumier pouvaient être invoquées dans ces questions que le gouvernement chinois n'avait jamais été appelé à envisager jusqu'aux dernières années du siècle précédent. D'après l'éminent publiciste Ernest Lehr (2), on considérait comme Chinois *de naissance* tout enfant *né* d'un Chinois, *en Chine* ou à l'étranger. Était réputée Chinoise et traitée comme telle, au moins en théorie, toute personne *vivant* sur le territoire chinois, à moins que sa véritable nationalité ne fût reconnue et qu'elle ne pût se réclamer d'un État indépendant ayant signé un traité avec la Chine. Toutefois, les Chinois ne jouissaient du droit de cité qu'autant que leurs trois générations antérieures étaient inhumées dans la circonscription d'une ville. Ce droit était donc fondé sur le *jus soli*, quoique avec des combinaisons importantes avec le *jus sanguinis*. Mais il a été dérogé par la loi du 28 mars 1909, laquelle place la législation chinoise sur la nationalité parmi les plus favorables au *jus sanguinis*, à l'exception presque absolue du *jus soli*.

La nouvelle loi codifie donc complètement et définitivement le droit sur la nationalité et la naturalisation. Elle contient les divisions suivantes : *a*) possession naturelle de la nationalité ; *b*) acquisition de la nationalité ; *c*) perte

(1) *La nationalité dans le nouveau droit chinois, etc.*, dans le *Journal de droit international privé*, 1910, p. 407. Le même *Journal* publie dans le même volume, p. 1880, le texte traduit en français de la dernière loi chinoise sur la matière, sanctionnée le 28 mars 1909.

(2) Ernest Lehr, *La nationalité dans les principaux États du globe, etc.* Paris, 1909, 56-57. Sur la date de la nouvelle loi chinoise sur la nationalité, il a des doutes. La date du 28 mars 1909 est donnée par la légation de Chine à Paris. Le docteur Scié-Ton-Fa, de Nankin, donne la date du 5 avril 1909. La loi fut approuvée par décret impérial du 7e jour de la 2e lune intercalaire de la 1re année. Hsuan-Tong, 28 mars 1909 (*Journ. cit.*, 407, note 1).

de la nationalité; *d)* recouvrement de la nationalité; *e*) dispositions transitoires. Le premier chapitre donne la définition de la nationalité naturelle. Voici son texte :

Article premier. Toute personne se trouvant dans l'un des cas suivants, sera de nationalité chinoise, qu'elle soit ou non née en Chine : *a)* fils de père chinois; *b)* fils posthume d'un père chinois lors de sa mort; *c)* fils de mère chinoise et de père inconnu ou sans nationalité. — *Art.* 2. Seront également Chinois tous ceux nés en Chine de père et de mère inconnus ou sans nationalité, ainsi que les enfants trouvés en Chine et abandonnés, et dont le lieu de naissance serait inconnu.

La concession au *jus soli* est sans doute limitée et très semblable à d'autres législations européennes, que nous examinerons ensuite. Tout en écartant les dispositions relatives à la naturalisation des étrangers, nous trouvons les textes suivants sur les différents cas d'acquisition de la nationalité, en dehors des moyens naturels ou de la naturalisation :

Art. 5. Tout étranger ou toute personne sans nationalité se trouvant dans l'une des situations suivantes acquerra la nationalité chinoise : *a*) femme mariée à un Chinois; *b*) enfant ayant un beau-père chinois et vivant sous son toit; *c)* enfant naturel reconnu par son père sujet chinois; *d*) enfant reconnu par sa mère de nationalité chinoise et que le père ne consent pas à reconnaître. — *Art.* 6. Toute femme et tout enfant mineur, dont le mari ou le père sera naturalisé chinois, acquerront la nationalité chinoise en même temps que lui, à moins que d'après la loi de leur pays ils ne perdent pas *ipso facto* leur propre nationalité. Si la femme désire elle-même devenir chinoise ou si le père désire que son enfant mineur acquière cette nationalité, une demande pourra être présentée à cet effet sans qu'il soit besoin de satisfaire aux conditions de l'article 3. Le fils majeur, dont le père sera naturalisé chinois, pourra également introduire une demande à cet effet sans avoir besoin de remplir les quatre premières conditions de l'article 3. — *Dispositions spéciales.* — *Art. 1*[er]. Les sujets chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auraient sans autorisation abandonné la nationalité chinoise pour se faire naturaliser étrangers et qui rentreraient ultérieurement en Chine, devront, à leur arrivée dans le premier port, s'adresser au consul du pays dont ils sont les ressortissants et lui

demander d'aviser officiellement les autorités locales de la date de leur naturalisation pour pouvoir être reconnus comme ayant abandonné la nationalité chinoise. — *Art.* 2. Les sujets chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auraient sans autorisation abandonné la nationalité chinoise pour se faire naturaliser étrangers et qui demeureraient en Chine dans les concessions étrangères, devront, dans le délai d'un an, demander aux autorités locales d'écrire au consul compétent pour que celui-ci vérifie la date de leur naturalisation et qu'ils puissent alors être reconnus avoir abandonné la nationalité chinoise. — *Art.* 3. Ceux qui n'auront pas fourni, conformément aux dispositions des deux articles ci-dessus, la preuve de leur naturalisation continueront à être considérés en Chine comme sujets chinois. — *Art.* 4. Les sujets chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auraient sans autorisation abandonné la nationalité chinoise pour se faire naturaliser étrangers et qui auraient continué à demeurer à l'intérieur du pays et à s'y livrer au commerce ou bien y auraient acquis ou reçu des biens immobiliers et joui de tous les avantages spéciaux affectés à la qualité de Chinois seront considérés comme étant encore sujets chinois. — *Art.* 5. Les sujets chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, auraient, sans autorisation, abandonné la nationalité chinoise pour se faire naturaliser étrangers et qui auraient conservé un grade mandarinal seront considérés comme étant encore sujets chinois. — *Art.* 6. Les sujets chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, se seraient fait naturaliser étrangers pourront demander à recouvrer la nationalité chinoise, conformément à l'article 22; il ne sera pas nécessaire de remplir les formalités des articles 21 et 23. — *Art.* 7. Les Chinois qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, seraient nés à l'étranger, y auraient grandi et séjourné longtemps, pourront être encore considérés comme sujets chinois s'ils désirent conserver la nationalité. — *Art.* 8. Les Chinois qui, conformément aux dispositions de la présente loi, abandonneront la nationalité chinoise, ne pourront pas continuer à demeurer à l'intérieur du pays, sous peine de s'en voir expulser; toutes les propriétés immobilières qu'ils possédaient à l'intérieur avant leur naturalisation étrangère, comme tous les droits spéciaux réservés aux seuls Chinois, devront être cédés par eux dans le délai d'un an à dater de leur naturalisation. Tous les biens en question qui, passé ce délai, n'auraient pas été complètement vendus, seront confisqués.

III. **Hongrie**. — La monarchie hongroise a promulgué à son tour une loi spéciale portant la date du 24 septembre

1879 et contenant les règles nécessaires à l'effet de déterminer la nationalité hongroise. Son article 2 établit, comme le fait le Code autrichien, la règle générale du *jus sanguinis*, en prescrivant que la nationalité hongroise s'acquiert par la filiation ou par la légitimation. L'article 3 ajoute que les enfants *légitimes* d'un Hongrois, et les enfants *naturels* d'une Hongroise, acquièrent la nationalité hongroise par la filiation, *même lorsque, dans l'un ou l'autre cas, la naissance serait survenue à l'étranger.* L'article 4 dispose que les *enfants naturels* d'un Hongrois et d'une Hongroise acquièrent la nationalité hongroise par la légitimation.

L'article 33 fait une concession au *jus soli*, et place ainsi la législation autrichienne dans la voie du progrès. Il est à remarquer que deux royaumes, politiquement unis en vertu de pactes internationaux, font leurs lois d'une manière différente sur toutes les questions qui ont trait à la nationalité de leurs sujets respectifs, qui leur sont cependant communs en dernière analyse. Enfin, depuis que l'organisation militaire a été déférée à l'Empire d'Autriche-Hongrie, l'armée doit se composer de nationaux *austro-hongrois* parce qu'une telle nationalité n'existe pas, bien qu'il existe cependant, en réalité, un Empire austro-hongrois. Les deux éléments qui concourent à la défense nationale présentent un caractère national différent : c'est une incohérence dans le système de la nationalité.

En effet, l'article 33 déclare : « Les enfants *légitimés* par leur père naturel et qui suivent la loi du pays de ce dernier, perdent la nationalité hongroise, excepté dans les cas où ils n'acquerraient pas, par cette législation, la nationalité de leur père et habiteraient, depuis la légitimation, dans les pays de la Couronne de Hongrie ». Cet article se réfère à des enfants légitimés par des pères hongrois qui, résidant à l'étranger, ont adopté une nationalité différente et ont perdu, par conséquent, la nationalité

hongroise. Leurs enfants peuvent recouvrer la nationalité hongroise simplement en s'établissant sur le territoire hongrois.

Relativement à l'*adoption*, rejetée complètement par le Code civil autrichien, la loi hongroise de 1879 l'admet comme titre à l'effet d'acquérir la nationalité du royaume. Enfin, l'article 10 de la loi de 1879 présume que la nationalité hongroise appartient, sauf preuve du contraire, à ceux qui sont nés sur le territoire hongrois et à ceux, issus de parents inconnus, qui sont trouvés sur ce même territoire. De sorte que, tandis que l'Autriche se place à cet égard dans une situation complètement opposée à toute concession au *jus soli*, la Hongrie admet une solution mixte : le droit du sang ou de la naissance dans un cas, et quand celui-ci n'est pas très nettement établi, celui de la naissance dans le territoire, c'est-à-dire le *jus soli*.

IV. **Roumanie.** — En Roumanie, le droit sur la nationalité est régi par le Code civil, dont l'article 10 établit la règle générale dans les termes suivants : « *La nationalité roumaine appartient de droit à tout enfant né de parents roumains, même quand il est né en pays étranger* ». L'article 8 *in fine* dispose que « le fils de père et de mère inconnus et trouvé sur le sol roumain est Roumain ». Cette disposition contient en même temps une concession au *jus soli*. Le même article établit que l'enfant de parents étrangers, né sur le territoire du royaume, est étranger; l'enfant d'étranger chrétien, né et élevé en Roumanie jusqu'à sa majorité d'âge, peut acquérir la nationalité paternelle au moyen d'une simple déclaration formulée au cours de sa vingt-deuxième année, c'est-à-dire un an après avoir atteint l'âge de sa majorité. Ceci constitue une autre concession au *jus soli*. L'article se fonde sur la Constitution de 1866 qui établit des distinctions au point de vue religieux; mais une loi de 1878 a réformé la Constitution sur ce point en écartant toute disqualification motivée sur les

croyances. Depuis lors, les enfants de chrétiens se sont trouvés dans les mêmes conditions que les autres Roumains au point de vue de la nationalité. Le privilège du *jus soli*, pour acquérir cette nationalité, ayant été supprimé, le principe du *jus sanguinis* demeure seul en vigueur. L'article 7 de la loi du 13 octobre 1879 stipule, en effet, que « la différence de croyances et de communautés religieuses ne constitue pas en Roumanie un obstacle à l'acquisition des droits civils et politiques ni à l'exercice de ceux-ci ». Et l'article 8 ajoute : « Seule, la naturalisation assimile l'étranger au Roumain en ce qui concerne les droits politiques » (1).

V. **Serbie.** — Le royaume de Serbie, de même que la Roumanie ou la Hongrie, est formé par la dislocation de troncs anthropologico-politiques, — ce qui vient confirmer une fois de plus la doctrine qui admet que les affinités du sang perdent de leur importance dans la constitution des États modernes : la Serbie est un petit État qui maintient son indépendance et se défend contre les grands périls auxquels elle est exposée. Elle n'a pas cependant de règles constitutionnelles sur la nationalité. Le Code civil de 1844 admet le *jus sanguinis* d'une manière exclusive. D'après ses règles, les enfants d'étrangers nés dans le territoire serbe sont étrangers et les enfants de Serbes nés dans le pays ou à l'étranger sont Serbes. Dans cette législation, qui diffère des précédentes, il y a pour le moins un prin-

(1) « 1° En vertu de l'article 3 de la loi de 1880, sont devenus citoyens roumains tous les citoyens turcs qui habitaient le Dobroudja le 11 avril 1877, mais non pas ceux qui, établis à l'étranger, ne se rendaient dans cette province que pour un certain temps afin d'exploiter les terrains qu'ils possédaient ; 2° le fait de s'être servi à deux reprises de passeports bulgares, joint au fait d'avoir demandé, même sans l'obtenir, la naturalisation en France, et à celui de s'être fait inscrire à la Faculté de médecine de Berlin comme sujet bulgare, ainsi que d'avoir pris part en la même qualité au Congrès socialiste (1899), indiquent clairement l'intention manifestée d'une façon constante et indubitable de se soumettre de plein gré à une protection étrangère, et par conséquent est une cause de perte de la nationalité roumaine » (art. 17 C. civ.). *J. Clunet*, 1912, p. 603.

cipe loyal et logique : on attribue la nationalité serbe à l'enfant serbe qui naît à l'étranger et l'on respecte la nationalité étrangère de l'enfant de l'étranger qui naît en Serbie.

L'enfant légitime suit la nationalité du père ; l'enfant naturel celle de la mère ; l'enfant trouvé, de *parents inconnus*, est serbe, par application des principes du *jus soli*. Une loi du 24 novembre 1854 confirme la concession faite antérieurement au *jus soli* en ce qui concerne les enfants trouvés sans parents, puisqu'elle décide que les municipalités doivent les adopter, les élever, les instruire et les vêtir jusqu'à l'âge de leur majorité (1).

VI. **Japon.** — La doctrine du *jus sanguinis* a émigré d'Europe à l'extérieur de ce continent. L'un de ses bourgeons, qui a poussé au cours de sa vie transocéanique, apparaît dans le Code civil du Japon. Dans les précédentes conférences, j'ai parlé déjà de quelques-unes des dispositions de ce code qui paraissent surprenantes à première vue, mais qui ont un fondement philosophique et scientifique qui réalise un progrès sur les solutions européennes.

L'article 18 de la constitution sanctionnée le 11 février 1889 établit la règle suivante : « La loi détermine les conditions nécessaires pour être sujet japonais ». Dès que le Japon fut constitué, il s'efforça de se donner immédiatement un Code civil. Un juriste et résident français, M. Boissonade de Fontarabie, a établi un projet de Code civil qui, soumis à une commission de juristes japonais, a été rejeté. On estima qu'il était préférable d'adopter comme

(1) La guerre entre les pays balkaniques et la Turquie, qui se déroule au moment où s'imprime cet ouvrage, aura comme dénoûment probable, quel que soit le sort des armes, le renforcement d'une confédération future des États européens soulevés contre la domination musulmane. Cette concentration ne sera pas exempte de difficultés. Il sera nécessaire de conserver l'autonomie des royaumes et des principaulés avec leurs nationalités originaires (d'État) et de créer une nationalité commune fondée sur la possession de celles-ci.

modèle le nouveau Code civil allemand. Telle est la source de la législation japonaise en matière civile. C'est un code synthétique qui ne comprend pas plus de 1.500 articles, suivant le principe germanique qui consiste à ne donner seulement que la formule essentielle et concrète de la matière juridique pour laisser aux juges la liberté d'élaborer, dans les limites de cette formule, les solutions que les différents cas qui peuvent se présenter exigent dans la pratique, puisqu'il est impossible de prévoir dans la loi les différentes modalités que peuvent offrir les procès.

Pour accomplir la prescription constitutionnelle prérappelée, on promulgua la loi sur la nationalité de 1899 qui suit les principes généraux du Code civil sanctionné en 1897.

L'article 3 de la loi complémentaire sur l'application des lois en général (*Titre préliminaire* dans notre système), dit que : « *La capacité d'une personne est régie par la loi de sa nationalité* ».

De même que le Code autrichien et les autres Codes européens que nous avons étudiés, le Code japonais, dans ce cas, commence par poser la question préjudicielle de la détermination préalable de la nationalité des personnes à l'effet de savoir si elles sont capables ou incapables. La loi japonaise sur la nationalité dispose : « Article premier. *L'enfant de père de nationalité japonaise est Japonais. L'enfant d'un père qui décède avant la naissance est Japonais si le père l'était.* — Art. 2. Si le père cesse de conserver sa nationalité japonaise avant la naissance de l'enfant, par suite de divorce ou par la dissolution d'une adoption, les dispositions précédentes rétroagissent à l'époque du commencement de la grossesse de la mère ». De sorte que si, à l'époque à laquelle a commencé la grossesse de la mère, le père possédait la nationalité japonaise, l'enfant est Japonais ; si, après la naissance, le père cesse de conserver la nationalité, l'enfant cesse aussi de rester Japonais. Cet article, un peu obscur, présente une

question préjudicielle difficile à résoudre. C'est celle de la détermination de l'époque du commencement de la grossesse de la mère. On se conformera, en général, à l'affirmation sous serment de la femme.

« *Ces règles* — continue l'article précité — *ne sont pas applicables si les deux parents abandonnent la maison, à moins que la mère ne revienne au foyer avant la naissance de l'enfant* ». C'est là un principe nouveau, en droit civil et sur le droit de la nationalité, qui donne une importance extraordinaire au fait de l'*habitation au foyer conjugal*. On ne rencontre dans aucun des codes de l'Occident une clause qui attribue une telle influence au fait de l'abandon de l'enfant par le père ou la mère qui quittent le foyer domestique.

L'article 3 de la même loi dispose que lorsque *le père est inconnu* ou n'a aucune nationalité, l'enfant sera Japonais si la mère est Japonaise. Il ne s'agit donc pas, dans l'espèce, d'une concession au *jus soli*.

Enfin l'article 5 présente la solution la plus importante et la plus digne de louanges en matière de nationalité ; et, par suite d'un cas fortuit, — puisque je n'avais pas annoncé d'avance que je m'occuperais du Japon aujourd'hui, — je dois me féliciter de la présence dans cette enceinte d'un Japonais attaché par ses études à l'Université de Buenos-Aires et qui pourra, lors de ses fréquents voyages dans son pays, dire avec quelle sympathie nous rendons justice aux progrès du Japon. L'article cité dispose en effet que : « Un étranger acquiert la nationalité japonaise dans les cas suivants :

1° Quand la femme étrangère se marie avec un Japonais (1) ;

2° Quand le Japonais se marie à l'étranger avec une femme japonaise chef de famille et habite dans la maison de celle-ci (2) ;

(1) Principe du Code civil allemand et des codes européens en général.

(2) Loi argentine d'octobre 1869, art. 2, al. 7. Nous reviendrons sur cette question.

3° Par la reconnaissance faite par père ou mère japonais (1);

4° Quand un sujet japonais adopte un enfant.

Le droit occidental en matière de relations de nationalité entre l'homme et la femme dispose que la femme suit toujours la nationalité de son mari. L'homme impose son domicile et sa nationalité ; le mariage fait supporter à la femme une *capitis deminutio,* complète dans certains pays, atténuée dans d'autres, selon le critérium avec lequel on apprécie les aptitudes de la femme. Celle-ci apparaît toujours subordonnée au mari, à qui il appartient de déterminer son droit. Le § 2 de l'article 5 du Code civil japonais renverse complètement cette doctrine : la loi est faite pour le cas où c'est la femme qui est celui des deux époux qui détermine la condition civile de l'homme et lui imprime sa nationalité. Il en est ainsi quand un étranger se marie avec une femme japonaise chef de famille et qu'il la suit dans sa maison pour habiter avec elle. C'est un principe admirable, parce qu'un homme qui émigre dans un pays à la recherche de la fortune et s'y marie avec une femme au foyer de laquelle il vient vivre, dépend de son épouse, parce qu'il reçoit d'elle tous les bénéfices de la vie civile. Il est juste alors qu'il suive sa nationalité — nationalité qu'il ne devrait perdre que dans le cas seulement où la femme abandonnerait le foyer pour recouvrer ainsi sa nationalité propre.

Enfin, l'article 4 du Code civil japonais fait une exception très limitée en faveur du *jus soli* quand il dit : « *Si les père et mère de l'enfant sont inconnus ou n'ont aucune nationalité, l'enfant est Japonais* ». Comme on le voit, il est nécessaire, pour faire l'application du *jus soli,* que les père et mère soient Japonais, ce qui comporte une innovation inconnue dans le droit occidental.

VII. **Monaco.** — Dans la principauté de Monaco cette

(1) Règle qui dérive du droit romain.

matière est régie par la Constitution, par le Code civil et par diverses lois. Le code et les lois sont conformes aux principes français. Le Code civil de 1881 traite de la nationalité dans ses articles 8 à 10 et 17 à 21. Une loi du 26 juin 1889 avait introduit quelques modifications opportunes aux règles du Code civil français. Mais une nouvelle ordonnance du 26 juin 1900 fixe le droit sur cette matière dans une forme telle, que le *jus soli* conserve une influence importante. Sont nationaux de Monaco (*Monégasques*) ceux qui sont nés dans le territoire de la principauté, ou à l'étranger de père monégasque, et ceux qui sont nés sur le territoire de parents inconnus (art. 8, §§ 1 et 2). L'article 10 affirme le *jus soli* en accordant à l'enfant né dans le territoire de la principauté de parents qui auraient perdu la nationalité monégasque, le droit de réclamer cette nationalité, à quelque époque que ce soit à partir de l'âge de 21 ans accomplis, pourvu qu'ils aient leur domicile dans la principauté. Ceux qui sont nés dans le territoire, mais qui n'auraient pas acquis la nationalité en conformité de l'article 8, ne pourront l'obtenir ensuite que par la naturalisation dans la forme ordinaire (Code civil, *dispositions transitoires*). L'influence importante du *jus soli* est donc restée la caractéristique de ce Code (1).

(1) Cette législation a subi une révision fondamentale en 1911, comme conséquence de l'adoption de la nouvelle charte constitutionnelle de la principauté promulguée le 5 janvier de ladite année. Albert Ier, prince de Monaco, avait constitué une commission d'éminents jurisconsultes français : MM. Louis Renault, Jules Roche et André Weiss, à l'effet d'établir le projet de cette constitution. Un commentaire de ce projet, publié dans la *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1911, nº janvier-mars, p. 193, dit ce qui suit : « Après avoir entendu à Paris, au ministère des Affaires étrangères, une députation monégasque, la Commission de jurisconsultes français a rédigé un projet de Constitution auquel le prince a, sans rien y modifier, donné sa sanction. La loi constitutionnelle du 5 janvier 1911 est des plus curieuses. Cette originalité est très grande, mais toute naturelle. Elle est la conséquence même des données exceptionnelles du problème. La principauté est un État d'un caractère unique à l'heure actuelle : 1º par l'exiguïté de son territoire (elle n'atteint pas tout à fait 150 hectares); 2º par le nombre

VIII. **Norvège.** — Le droit du sang a été consigné sans exceptions ni réserves dans la loi norvégienne du 21 avril 1888, suivant laquelle les enfants légitimes suivent la nationalité du père. Les enfants trouvés dans le royaume

infime de ses nationaux, eu égard à celui des étrangers qui y sont fixés (17.639 étrangers contre 1.482 Monégasques, dont 847, plus de la moitié, sont naturalisés) ; 3° par la disproportion entre les biens et valeurs appartenant aux Monégasques et ceux appartenant aux étrangers (1.000 propriétaires étrangers possèdent 729.817 mètres carrés d'une valeur de 190 millions contre 300 Monégasques, possédant 170.000 mètres carrés, d'une valeur de 30 millions de francs) ; 4° par ce fait que, tout en étant pleinement indépendant, le prince est, à Monaco, personnellement garant envers les pays étrangers, et notamment la France, du maintien de la principauté dans l'état prévu par les traités. Comme dit très bien le *rapport sur l'organisation constitutionnelle présenté à son Altesse Sérénissime le prince de Monaco par la commission des jurisconsultes français,* le prince a la charge de maintenir l'équilibre entre ses sujets autochtones et naturalisés, très faibles numériquement et financièrement, mais justement désireux, parce que Monégasques, de participer à l'administration de la cité, et les étrangers, plus forts par le nombre, par les biens, par les intérêts, et soucieux de leur sauvegarde. Il est le répondant, le *trust* en quelque sorte, envers les différents pays dont les nationaux forment l'immense majorité de la population de la principauté, surtout envers celui de ces pays qui l'entoure presque de tous côtés, du respect de ses droits nationaux. De ces prémisses de fait, se dégageaient, avec netteté, les conclusions suivantes : Impossibilité, même matérielle, d'établir dans un pays qui compte quelques centaines d'électeurs, tous les organes et le fonctionnement du parlementarisme classique ; impossibilité morale de mettre le sort d'une majorité considérable d'habitants à la merci d'une minorité ; impossibilité de mettre la population autochtone à la merci de la population étrangère ; impossibilité au point de vue international de diminuer les garanties qu'offrait la principauté en 1861 et en présence desquelles fut conclu le traité franco-monégasque du 2 février, par lequel le souverain d'une nation de 40 millions d'hommes s'honorait en traitant avec le souverain d'une principauté qui n'avait alors que 1.200 habitants. Le titre du Code civil sur la nationalité a été remplacé par le texte constitutionnel suivant : « *Art. 5.* Les Monégasques sont égaux devant la loi. Il n'y a pas entre eux de privilèges. — Sont Monégasques : 1° tout individu né dans la principauté ou à l'étranger, d'un père Monégasque. L'enfant naturel, dont la filiation est établie pendant sa minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui de ses parents à l'égard duquel elle a été d'abord constatée. Si elle résulte, à l'égard du père ou de la mère, d'actes ou de jugements concomitants, l'enfant suit la nationalité du père ; 2° La femme étrangère qui épouse un sujet monégasque ». Il y a lieu de remarquer que tout en conservant le *jus soli* pour ceux qui sont nés sur le territoire de parents monégasques, on supprime le § 2, article 8 du Code civil qui se réfère aux enfants de parents inconnus.

de parents inconnus sont dans une situation spéciale : la loi présume qu'ils sont enfants de Norvégiens (1). Cette législation a été modifiée cependant par la loi constitutionnelle du 5 juin 1897 (2). Résumant l'état de la législation sur la matière, une publication officielle de Norvège nous donne les conclusions suivantes (3) : « Le droit de citoyen norvégien s'acquiert : 1° par la naissance, pour les enfants légitimes, si leur père ou leur mère a le droit de citoyen norvégien au moment de la naissance, et pour les enfants naturels s'il en est ainsi de la mère ; 2° par l'effet d'un des actes volontaires suivants : *a*) le mariage, lorsqu'une femme étrangère épouse un citoyen norvégien ; *b*) l'établissement d'un domicile en Norvège, lorsque celui qui veut s'y établir a le droit d'indigénat norvégien, sauf le cas où une femme indigène s'est mariée avec un étranger ; *c*) l'entrée au service de l'État norvégien (comparer l'art. 92 de la loi fondamentale) (4) ; s'il s'agit d'un service public

(1) Weiss, *ouvrage cité*, IV, p. 263.

(2) Les sources du droit constitutionnel de la Norvège jusqu'à sa récente séparation d'avec le royaume de Suède sont les suivantes : constitution du 14 mai 1814, revisée par le Storthing, le 4 novembre de la même année ; acte de l'union, appelé *Rigssakten*, d'août 1815 ; lois du 18 juillet et du 18 septembre 1815 ; lois du 7 juillet 1828 et du 21 avril 1888, des 21 et 24 juillet 1894, du 27 juillet 1896 et du 5 juin 1897. La constitution de 1815 règle spécialement la *ciudadania* (droit et qualité du citoyen), en relation avec le droit de vote, en la distinguant de la nationalité (titre III). Elle attribue au *Storthing* la faculté de faire la loi sur la *naturalisation* (art. 65, § 11).

(3) *La Norvège*, ouvrage officiel publié à l'occasion de l'exposition universelle de Paris, Christiania, 1900, p. 192 et 193.

(4) ART. 92. — Ne peuvent être nommés aux fonctions de l'État que les citoyens norvégiens qui parlent la langue du pays et qui : 1° ou sont nés dans le royaume de parents qui étaient alors sujets de l'État ; 2° ou sont nés en pays étranger de parents norvégiens, qui, à cette époque, n'étaient pas sujets d'un autre État ; 3° ou à l'avenir résideront dix ans dans le royaume ; 4° ou seront naturalisés par le Storthing. Toutefois, d'autres personnes peuvent être nommées aux fonctions de professeur à l'Université et dans les établissements supérieurs d'instruction, de médecin et de consul à l'étranger. Nul ne peut être nommé aux fonctions supérieures s'il n'est âgé de trente ans, ou aux fonctions de magistrat, ou à celles de juge ou de fogd avant l'âge de vingt-cinq ans. Nul ne peut être membre du conseil d'État s'il ne fait profession de

commun à la Norvège et à la Suède (c'est-à-dire le service diplomatique et consulaire), la nomination n'entraîne la qualité de citoyen norvégien que si le fonctionnaire en question a le droit d'indigénat norvégien et qu'il déclare rompu le lien de sujétion qui pourrait l'attacher à un autre État. Le droit de citoyen norvégien peut être aussi accordé par concession du roi ou de celui qu'il délègue à cet effet (actuellement le ministre de la Justice). D'une façon générale cette concession ne peut être accordée qu'à celui qui a eu un domicile fixe en Norvège pendant trois ans consécutifs, qui fournit une garantie suffisante que ni lui ni sa famille ne seront à la charge de l'assistance publique avant qu'il ait acquis le domicile légal dans un des districts d'assistance publique du pays, qui est majeur (1), et qui ne se trouve dans aucun des cas qui entraînent la perte ou la suspension du droit de suffrage. Le droit de citoyen acquis par acte volontaire ou par concession s'étend à la femme de l'impétrant et à ceux des enfants mineurs qui habitent chez leurs parents ou sont à leur charge.... Ceux qui ont le droit d'indigénat norvégien sont toujours libres de prendre un domicile fixe en Norvège. Ils conservent le domicile de secours résultant de la législation sur l'assistance publique. Tout citoyen norvégien est sujet norvégien. La dispense du service militaire accordée par les lois sur le recrutement aux étrangers immigrés leur est maintenue, lors même qu'ils sont devenus citoyens norvégiens. Aucune propriété immobilière ne peut, sans l'autorisation du roi ou par délégation du ministre de l'Intérieur, être acquise de plein droit par

la religion officielle de l'État. Pour ce qui concerne les autres fonctions de l'État, il sera statué par la loi.

(1) C'est-à-dire ayant accompli l'âge de vingt et un ans. Il existe pourtant, en droit norvégien comme en droit romain, deux degrés de minorité. La minorité absolue dure jusqu'à dix-huit ans, mais la majorité pleine n'est atteinte qu'à vingt et un ans. De dix-huit à vingt et un ans on est mineur sous curatelle, mais aple à agir soi-même, sauf pour contracter des dettes et aliéner ses biens meubles ou immeubles.

d'autres que des citoyens norvégiens ou suédois ou des sociétés ayant le siège de leur administration en Norvège ou en Suède, et que si cette administration est composée exclusivement de citoyens norvégiens ou suédois. Il en sera de même de tout droit d'usage sur le sol. Des dispenses pourront être accordées par le roi en ce qui concerne le droit de bail et autres droits d'usage, accordés pour dix ans au plus par le ministre de l'Intérieur. Il faut remarquer qu'en vertu d'une loi de 1888, le droit d'obtenir un permis d'exploiter des mines en Norvège n'est pas exclusif aux citoyens norvégiens. La chasse et la pêche le sont, sauf l'autorisation personnelle et restreinte qui peut être donnée à des étrangers.

IX. **Finlande.** — Conformément à la Constitution de 1772, paragraphe 10, et aux lois qui en découlent, la loi est fondée uniquement sur le *jus sanguinis* dans ce grand-duché, à l'exclusion de la naissance sur le territoire, au point d'y comprendre les enfants naturels de mère finlandaise et les enfants naturels d'une mère étrangère, légitimés par le mariage de celle-ci avec un père finlandais. L'influence du *jus soli* disparaît (1).

X. **Principauté de Liechtenstein.** — Le principe général admis dans cette principauté, d'après la législation de 1864, est celui de la nationalité d'origine, abstraction faite du lieu de la naissance, pourvu, toutefois, que les parents soient sujets de la principauté. En outre, la loi a établi une nationalité d'honneur (Ehrenstaatsbürgerrecht), qui donne à ceux qui en sont titulaires le droit d'éligibilité au

(1) Vechelin, *Staatsrecht des Grossfurstenthums Finland,* dans le *Handbuch des öffentlichen Rechts* de Marquardsen, 1re édit., t. IV, II, I, p. 256 et suiv. Nous devons d'intéressants renseignements à l'obligeance de M. le baron de Taube, professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg, à la légation impériale de Russie à Berne et au Consulat de France à Helsingfors (Lehr, *op. cit.*, p. 87).

Landtag. Cette nationalité d'honneur est accordée sur la proposition du *Landtag* de la principauté. C'est une naturalisation limitée à la durée des fonctions publiques (1).

XI. **Perse.** — Dans ce pays, c'est aussi la nationalité d'origine qui prévaut, c'est-à-dire que sont Persans les personnes nées de père persan et de mère persane. Les enfants nés en Perse de parents étrangers suivent la nationalité de ceux-ci; mais ils possèdent le droit d'option pour la nationalité persane à leur majorité, qui, dans les pays musulmans, est déterminée par l'âge de la puberté. Le mariage de la femme avec un Perse lui fait acquérir la nationalité de celui-ci (2).

(1) Loi du 28 mars 1864 sur l'acquisition ou la perte de la nationalité. Sieber, *Das Staatsbürgerrecht im internationalem Verkehr*, I, II, p. 146 (Lehr, *op. cit.*, p. 129).

(2) Loi sur la nationalité persane du 7 août 1894, *Répertoire général alphabétique du droit* (Sirey), t. XXX, v° *Perse*, n. 106 et suiv., et *Journ. du dr. int. privé*, 1897, p. 1111, trad. de M. le général Nazare-Aga, ministre de Perse à Paris (Lehr, *op. cit.*, p. 160).

ONZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : « Jus sanguinis et jus soli » combinés [1].

Sommaire. — I. Combinaisons du *jus sanguinis* et du *jus soli*. — II. Législation belge. — III. Espagne. — IV. *Modus vivendi* avec la République Argentine. — V. Italie. — VI. Révision de la législation italienne. — VII. La législation italienne et le service militaire. — VIII. Commentaire de la loi italienne de 1912. — IX. Grèce. — X. Luxembourg. — XI. Nationalité pontificale. — XII. Russie. — XIII. République de Saint-Marin. — XIV. Canton de Saint-Gall. — XV. Turquie.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Combinaisons du « jus sanguinis » et du « jus soli ».** — L'étude de la législation comparée correspondant au tableau des pays qui suivent exclusivement le *jus sanguinis* pour la détermination et l'acquisition de la nationalité demeure terminée par les observations que nous venons de faire.

Les autres nations, soit d'Europe, soit d'autres continents, abandonnent, ainsi que nous le verrons plus loin, ce système exclusif pour entrer dans la voie nettement tracée du *jus soli*, ou pour adopter un système transactionnel entre les deux principes. C'est cette dernière forme qui prédomine dans la majorité des législations.

(1) Cf. VIIIe Conférence, tableau des législations et des systèmes, p. 247.

Le *jus soli*, qui constitue la doctrine opposée à celle que nous venons d'étudier, est spécialement suivi par les États du Nouveau Monde, depuis les États-Unis jusqu'à la République Argentine. Étant donnée l'importance que présente pour nous l'étude du droit américain, et si nous considérons qu'il n'existe pas, non plus, d'uniformité dans les solutions chez les nations de ce continent, dont les législations forment une véritable mosaïque de règles différentes, il me paraît opportun de réserver l'analyse de ces législations pour les conférences ultérieures, afin d'établir leur classification spéciale en tenant compte des points de contact et des divergences que l'on remarque.

Examinons donc le troisième groupe d'États, ceux dans lesquels la nationalité s'acquiert en combinant les deux systèmes, le *jus sanguinis* et le *jus soli*.

La transaction entre ces deux principes n'est pas une chose facile à réaliser et l'on en arrive souvent à des résultats contradictoires; de telle sorte qu'à mesure que nous avancerons dans l'étude de la législation comparée, nous verrons comment la détermination de la nationalité devient la cause d'un véritable chaos de législations.

En étudiant le droit américain, j'aurai l'occasion d'exposer les doctrines générales sur le *jus soli* et d'examiner les objections soulevées. Cependant, nous considérerons comme établi qu'il s'agit d'un système combiné qui régit non seulement le Nouveau Monde, mais encore la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, la Perse, la Russie, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Égypte, dont les législations coordonnent le *jus soli* avec le *jus sanguinis* de la manière que nous allons étudier sommairement.

II. **Législation belge.** — Si, pour notre classification, nous adoptons l'ordre alphabétique, qui est le plus commode, nous trouvons en premier lieu la Belgique, pays dont la législation s'est inspirée du droit français. De plus, elle constitue un exemple à l'appui de la doctrine

moderne que je soutiens sur le caractère de l'État. La Belgique est un pays où coexistent, des Français et des Flamands, c'est-à-dire des éléments anthropologiques et politiques différents, qui se fondent cependant en un seul État, par suite d'idéals qui ont de profondes racines dans l'histoire. Ce peuple, débile et soumis à l'influence des armes françaises, a été contraint d'adopter le Code civil français au commencement du XIX^e^ siècle. Le *jus soli* fut donc éliminé dans ce pays, puisque, auparavant, la nationalité belge appartenait à tous ceux qui étaient nés en Belgique, ainsi qu'aux enfants d'étrangers nés eux-mêmes en Belgique. Les enfants de Belges, nés à l'étranger, suivaient la nationalité du pays de leur naissance. L'adoption du Code Napoléon modifia cette situation et la Belgique se vit contrainte d'adopter les dispositions du Code civil français, dans la forme suivante, prescrite par les articles 9 et 10, § 1 : « Sont Belges ceux qui sont nés de parents belges, bien qu'ils soient nés à l'étranger ». « Celui qui est né sur le sol belge, dit l'article 9, est étranger comme son père ; mais il peut réclamer la nationalité belge dans l'année de sa majorité ».

De même qu'en Serbie, la réciprocité est la règle : l'enfant de Belge, né à l'étranger, est Belge ; le fils d'étranger, né en Belgique, est étranger ; mais une exception est admise pour que le *jus soli* ne disparaisse pas complètement de la législation : on admet l'option pour la nationalité belge dans le cours de l'année qui suit l'accomplissement de la majorité. Cette option constitue un triomphe pour le *jus soli*. Le Code Napoléon établit que cette option n'aura pas d'effet rétroactif, mais la Belgique a promulgué, le 6 février 1885, une loi concernant l'expulsion des étrangers, dans laquelle il est stipulé que l'individu étranger, *né* en Belgique et *y résidant*, peut être expulsé comme un étranger ordinaire pendant tout le temps de la durée du délai qui lui est accordé pour exercer son droit d'option. D'où l'on déduit que ces personnes sont considérées comme

des nationaux soumis à une sorte de condition résolutoire de leur nationalité.

La constitution belge de 1815 a maintenu le *jus soli* pour le cas où ceux qui sont nés sur le territoire belge ont des parents qui y sont nés eux-mêmes. Mais il a été dérogé à cette constitution par celle de 1833.

Le 26 juillet 1889 est intervenue une loi sur la nationalité qui a modifié à son tour le droit français en établissant les combinaisons suivantes avec le *jus soli :* les enfants d'étrangers nés sur le territoire belge peuvent obtenir la nationalité belge, bien qu'ils soient encore mineurs d'âge, pourvu qu'ils formulent une déclaration dans ce sens à partir de l'âge de 18 ans, avec le consentement de leurs protecteurs légaux. Cette loi modifie la disposition courante en Europe en vertu de laquelle la manifestation d'option de la nationalité ne peut être faite seulement qu'après l'accomplissement de la majorité et dans le courant de l'année qui suit cette majorité.

L'article premier de la loi de 1889 réglemente cette option dans les termes ci-après : « Les dispositions suivantes sont ajoutées au Code civil, savoir : La déclaration pourra être faite, à partir de l'âge de 18 ans accomplis, avec le consentement du père, ou à défaut de celui-ci avec le consentement de la mère, et, à défaut du père et de la mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille ; elle sera donnée conformément aux prescriptions établies pour le mariage dans le chapitre I^er^ du titre V du livre I^er^. Le consentement du père, ou de la mère, de même que celui des autres ascendants, sera donné, soit verbalement au moment de la déclaration, soit par acte authentique. Dans l'acte rédigé pour établir l'option, il sera fait mention expresse du consentement ou de l'autorisation de la famille ». Toutes ces règles constituent des garanties en faveur des mineurs d'âge.

Enfin, le *jus soli* continue à demeurer impératif en Belgique pour les enfants de parents inconnus ; mais, rela-

tivement à cette question, il s'est élevé dans ce pays un débat autour de l'interprétation du Code Napoléon, de telle manière que trois cours d'appel ont admis les principes du *jus sanguinis ;* mais la Cour de cassation a réformé leurs arrêts et a décidé que le *jus soli* devait être appliqué. Pour des motifs tirant leur origine de la procédure, ces divergences de vues entre les trois cours d'appel, d'une part, et la Cour de cassation, d'autre part, s'opposent à la fixation d'une jurisprudence et constituent ainsi, à l'intérieur d'un seul et même État, un conflit judiciaire irréductible sur le mode de détermination de la nationalité, en tant que question préjudicielle pour l'attribution de la jouissance des droits civils. Il fut nécessaire de soumettre la question au Parlement pour résoudre la difficulté. La loi du 15 août 1881 fut promulguée en conséquence. D'après cette loi « *les enfants nés en Belgique de parents inconnus sont considérés comme Belges* ». Cette loi comporte une affirmation du *jus soli,* malgré l'opinion contraire des trois cours d'appel qui ont prétendu imposer le *jus sanguinis.*

Par conséquent, la législation belge a maintenu comme règle générale le *jus sanguinis ;* mais le *jus soli* prédomine dans tous les cas qui concernent ceux qui sont nés sur le territoire belge. La législation se borne donc à l'espérance de conserver la nationalité des enfants de Belges nés à l'étranger, espérance éphémère à l'égard de la majeure partie des pays américains, comme nous le verrons en étudiant notre droit. Mais la Belgique a revisé définitivement cette législation et a promulgué, en conséquence, la loi du 6 juin 1909 sur l'acquisition et la perte de la nationalité. Voici la partie du texte de cette loi qui se réfère à l'acquisition de la nationalité, texte qui confirme la combinaison du *jus soli* et du *jus sanguinis :*

ARTICLE PREMIER. Sont Belges : 1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée ; 2° L'enfant né d'un étranger, après

la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge au moment de la naissance. — ART. 2. L'enfant naturel, âgé de moins de vingt et un ans accomplis, dont la filiation est établie par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si cette preuve résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père. — ART. 3. Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge. — ART. 4. Est Belge, *l'enfant né en Belgique,* soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée. *L'enfant trouvé* en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, *être né sur le sol belge.* — ART. 5. L'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari. — ART. 6. Les enfants mineurs non mariés de l'étranger qui acquiert volontairement la nationalité belge deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge, en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère. — ART. 7. Deviennent Belges, à l'expiration de leur vingt-deuxième année, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère : 1° *L'enfant né en Belgique,* de parents étrangers *dont l'un y est né lui-même* ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ; 2° *L'enfant né en Belgique,* d'un étranger, et qui est domicilié dans le royaume depuis six ans sans interruption. — ART. 8. Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu qu'il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration. — ART. 9. Peut acquérir la qualité de Belge, dans sa vingt-deuxième année, *l'enfant né en Belgique,* d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent. — ART. 10. L'étranger, qui a obtenu la naturalisation, devient Belge..... — ART. 14. Les enfants mineurs seront admis à faire la déclaration prévue aux articles 6, 7, 8, 9, 12 et 13 dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre 1er du titre V du livre 1er du Code civil. Le consentement du père, de la mère ou des autres ascendants sera donné, soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authen-

tique. Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option. En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de la Belgique. — ART. 15. Des déclarations de nationalité seront faites, soit devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique. Elles sont inscrites dans les registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil. — ART. 16. Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19 et 20 du Code civil, ainsi que l'article 1er de la loi du 16 juillet 1889, sont abrogés. — ART. 17. Sont Belges ceux qui, nés en Belgique d'un père né lui-même dans le royaume et y sont domiciliés depuis dix ans au moment de la publication de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil, à moins que, dans un délai de deux ans à partir de cette publication, ils ne déclarent leur intention de conserver la nationalité étrangère. — ART. 18. Les individus nés en Belgique, qui auraient omis de faire la déclaration prévue à l'ancien article 9 du Code civil, pourront, dans un délai de deux ans à partir de la publication de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8.

L'application de la nouvelle loi a donné naissance à des difficultés et à des débats juridiques. La critique s'est prononcée en connaissance de cause. Une note, publiée dans le *Journal du Droit international privé*, de M. Clunet, résume avec clarté et dans le meilleur esprit les observations faites; elle se réfère aux débats qui eurent lieu en Belgique. Notre exposé serait incomplet sans la transcription de cette page autorisée que nous donnons ci-après (1) :

Nous possédons, depuis le 8 juin 1909, — ou depuis le 17 juin 1909, si l'on s'attache de préférence à la publication du texte au *Moniteur*, — une nouvelle loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité belge. Ne nous en plaignons pas. L'application des principes consa-

(1) *Nationalisation automatique* (*Journal des tribunaux de Bruxelles*, 17 mars 1910); *Des doubles nationalités résultant de la nouvelle législation belge* (Clunet, *Journal du Droit international privé*, 1911, p. 125).

crés par le Code civil et modifiés ensuite par tant de lois de circonstances aboutissait, dans maints cas, à de fâcheuses incertitudes ou à des anomalies ou conflits de lois plus fâcheuses encore. La nouvelle loi a voulu faire œuvre de progrès et de simplification tout ensemble : elle a substitué en bonne partie au système du Code civil, fondé sur le *jus sanguinis* et tempéré par le principe de la volonté, le système plus réaliste, plus empirique, en même temps plus certain dans ses applications pratiquès, du *jus soli*..... Mais il est un certain nombre de personnes qui ont trouvé, comme on dit, la mariée trop belle : ce sont certains étrangers à qui, par un résultat indirect de sa générosité, la loi nouvelle fait cadeau de notre nationalité sans les avoir consultés — ceci à la rigueur se peut admettre — mais même sans leur permettre d'échapper à cette munificence, ce qui est plutôt insolite. Quels sont ces étrangers ? Ce sont ceux qui, réunissant les conditions prévues en l'article 7 ci-dessus reproduit, et cependant ne voulant pas devenir Belges, sont, en fait, nés à une date telle que l'expiration de leur vingt-deuxième année est survenue au moment même de l'entrée en vigueur de la loi, ou très peu de temps après, par exemple vingt-quatre ou quarante-huit heures, mettons même quelques jours. Par l'effet de cette malechanceuse coïncidence de dates, il se trouve que ces intéressants compatriotes d'aujourd'hui n'ont pas disposé du temps matériellement indispensable à la manifestation de la volonté contraire dont la loi leur réserve pourtant la faculté. La loi est entrée en vigueur à minuit; ils sont nés, je suppose, vingt-deux ans auparavant, à quatre heures du matin : on ne peut pas décemment avoir voulu qu'ils se levassent avant l'aube et allassent carillonner à ces petites heures aux bureaux administratifs chargés de recevoir les déclarations de refus de nationalité belge. Les fonctionnaires et concierges eussent trouvé, les premiers, la plaisanterie mauvaise. Mieux que cela : il a pu se faire que, nés plusieurs jours après la date correspondant au jour d'entrée en vigueur de la loi, ils fussent, à ce jour, éloignés du pays, hors de portée de la promulgation, sans possibilité d'être avertis de la nécessité de se prononcer. Peut-être en est-il même qui, à l'heure présente, établis au bout du monde, ignorent encore que notre Parlement a réformé, à leurs dépens, le système d'acquisition et de perte de la nationalité belge; le cours des astres n'a pas été troublé pour si peu; et, dès lors, voilà nos étrangers de l'article 7 qui, bien que dûment nantis d'une nationalité étrangère qu'ils n'ont pas voulu et ne veulent pas aliéner, ont été, sans le savoir, investis d'une nationalité de surcroît dont ils se fussent bien passés. La fortune nous vient, dit-on, en dormant; une nouvelle nationalité aussi, parfois, à ce qu'il paraît..... Seulement, la fortune est toujours bien accueillie;

tandis qu'une seconde nationalité est un cadeau embarrassant. Toutes sortes d'obligations nouvelles peuvent s'ensuivre, de responsabilités aussi, et encore d'incertitudes et de troubles de toute espèce au sujet des actes dont l'effet dépend de la capacité personnelle. Bref, ce sont, en perspective, les conflits de lois avec tout le cortège de contradictions et de meurtrissures d'intérêts civils ou publics qu'ils entraînent. On eût pu, certes, remédier à cette situation en établissant un régime transitoire. Le législateur en a établi un (art. 17 et 18). Mais, chose étrange, il ne l'a fait qu'en vue d'étendre les facilités d'acquisition de la nationalité; il n'a pas pensé à établir des dispositions analogues pour rendre possible l'exercice de la faculté de refus inscrite au profit des étrangers dans l'article 7. Nouveau chapitre à ajouter à l'encyclopédie, toujours en cours de publication, de « la confection vicieuse des lois en Belgique ». Alors quoi ? Il est heureux, sans doute, que les étrangers, ainsi nationalisés Belges contre leur volonté, par un effet automatique de la loi, ne soient pas foule. Ils sont, pourtant, un certain nombre, et il paraît que les consulats et légations étrangers en Belgique ont jugé opportun de se préoccuper de leur sort. En tout cas, deux choses sont certaines : d'abord, la conséquence que nous signalons heurte le principe même de la loi nouvelle, fondée sur le respect de l'autonomie de la volonté; ensuite, les étrangers ainsi nationalisés de forme ne seront jamais que des citoyens belges fort tièdes. Il n'en faudrait pas tant, nous semble-t-il, pour que le Parlement sentît le besoin de voter un tout petit bout d'article complémentaire qui réparât la lacune de la loi du 17 juin 1909.

III. **Espagne.** — Dans l'ordre chronologique, le Code civil espagnol est le troisième des codes contemporains importants, le premier rang appartenant au Code civil argentin et le second au Code civil italien, promulgué en 1865. Les doctrines du Code civil espagnol constituent un progrès sur toutes celles de son époque à l'exception du Code civil italien. Il est le premier qui, après celui de Mancini, ait codifié le droit privé humain en fixant des règles pour résoudre les conflits.

Le Code espagnol suit donc le système de la nationalité du Code italien ; mais, dans un certain sens, il se rapproche de la loi française du 30 juin 1876, dont les dispositions, surtout grâce à la jurisprudence des tribunaux, réalisent

un progrès sur le Code italien. La constitution espagnole de 1837 avait établi les règles suivantes sur la nationalité : « Article premier. — Sont Espagnols : *a) Ceux qui sont nés en territoire espagnol ; b)* ceux qui ont acquis la *vecindad* (domicile) dans une localité quelconque du royaume ; *c)* les enfants de parents étrangers *nés en Espagne*, qui manifestent l'intention d'accepter la nationalité espagnole dans l'année qui suit leur majorité ou leur émancipation, par une déclaration faite soit à l'état civil du lieu de leur résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de leur pays à l'étranger, ou, à défaut de ceux-ci, par une communication directement faite au ministre des Affaires étrangères d'Espagne ». Dans ces textes, le *jus soli* prédominait. Dans le § *b*, on remarque une disposition que l'on ne retrouve nulle part, pas même dans la constitution argentine. Ce n'est pas par la naissance seulement que le territoire imprime la nationalité, mais encore par le domicile. Dans le droit ancien, spécialement, on appelait *vincidad* le domicile. Le § *c* est une concession faite au *jus sanguinis*. Nonobstant la déclaration que l'enfant d'étrangers né en Espagne est Espagnol, on prévoit le cas de l'émigration dans lequel cette personne peut opter pour la nationalité du père ou pour la nationalité espagnole et on lui donne les moyens de recouvrer ou de conserver la nationalité du jour de sa naissance.

La loi de 1889 modifie le texte constitutionnel et combine le *jus soli* avec le *jus sanguinis*, ce qui a fait naître une grave question dont je n'ai pu vérifier la solution en droit espagnol. La constitution de 1837 ayant suivi le *jus soli* en déclarant que ceux qui sont nés sur le territoire espagnol sont Espagnols, que les enfants d'étrangers nés dans le territoire sont également Espagnols, s'ils optent pour cette nationalité, — le Code civil a pu apporter une dérogation au texte constitutionnel qui donne une plus grande influence au *jus sanguinis*. Qu'est-ce qui doit prévaloir de la constitution ou de la loi ? Selon notre avis, la

constitution doit avoir la prééminence. Mais les auteurs européens citent les opinions d'auteurs espagnols qui interprètent la constitution d'une telle manière que l'on devrait en conclure que c'est le Code civil de 1889 qui doit prévaloir. Ils ajoutent l'argument suivant qui m'a paru imprévu : personne n'ayant protesté contre cette interprétation des auteurs, la loi doit prévaloir sur la constitution.

La loi, dans son article 17, § 2, dit : Sont Espagnols « *les enfants de père ou de mère espagnols, bien qu'ils soient nés hors d'Espagne* ».

Sur ce point, la loi espagnole suit la loi française du 26 juin 1889. L'article 19 ajoute : Deviendront Espagnols « *ceux qui optent dans le cours de l'année qui suit leur majorité* ». L'article 22 dispose que la femme mariée suit la nationalité du mari.

Dans le droit belge, on conserve la nationalité sans exiger ces diverses clauses d'option et cette option même peut avoir lieu à dix-huit ans accomplis, de sorte que le système diffère en lui-même par ses applications.

L'article 25, § *c*, dit que « *celui qui est né en pays étranger de père ou mère espagnols et qui aurait perdu la nationalité parce que ses parents l'auraient perdue peut recouvrer la nationalité espagnole au moyen d'une déclaration faite dans l'année qui suit sa majorité d'âge devant les autorités mentionnées dans l'article 19* ». L'article 26 suppose l'existence d'une double nationalité : « *Les Espagnols domiciliés en pays étranger, où, sans autre circonstance que celle de leur résidence dans ce pays, ils seraient considérés comme nationaux, peuvent conserver la nationalité espagnole en déclarant leur volonté devant les diplomates ou consuls. Ces agents les inscriront sur le registre des Espagnols résidants, avec leurs conjoints s'il y a lieu, ainsi qu'avec les enfants qu'ils pourraient avoir* ».

Si, dans un pays hors d'Europe, il était promulgué une loi générale et obligatoire sur la naturalisation, les habi-

tants espagnols de cette nation pourraient s'adresser à leur consulat pour s'y faire inscrire comme Espagnols; il adviendrait alors qu'ils posséderaient deux nationalités à la fois. Mais ce principe est condamné par toutes les législations, même par le Code italien et aussi par la loi française de 1889, où les Espagnols ont puisé les autres dispositions de leurs textes. On doit donc considérer comme une erreur de conception scientifique une telle prescription légale impraticable, qui viendrait placer les Espagnols dans la situation désespérante d'avoir à obéir à deux patries et de faire régir leur famille et leurs intérêts par deux lois civiles différentes.

IV. **Modus vivendi avec la République Argentine.** — La constitution argentine de 1853 contient encore les dispositions suivantes sur la nationalité (1) :

Les étrangers *ne sont pas obligés* de se faire naturaliser; mais ils peuvent l'obtenir par une résidence ininterrompue de deux années dans le pays. L'autorité a la faculté d'abréger ce délai en faveur de celui qui le sollicite en prouvant des services rendus à la République (art. 20).

Tout citoyen argentin est obligé de prendre les armes pour la défense de la patrie et de la constitution, d'après les lois que votera le Congrès et les décrets de l'exécutif national. Les nationaux par naturalisation restent libres de prêter ou non ce service militaire pendant une durée de dix années comptées à partir du jour où ils ont obtenu leurs lettres de naturalisation (art. 21).

Les provinces ne peuvent édicter des lois particulières sur la nationalité et la naturalisation (art. 108).

Conformément à ces bases, le Congrès national a sanctionné la loi sur la nationalité et la naturalisation du 8 octobre 1869, dont je donne ci-après divers extraits :

(1) Dans le chapitre relatif à la législation argentine, nous ferons l'exposé des négociations intervenues entre l'Espagne et la République Argentine en 1856 et 1859. Le résultat de ces négociations n'a pas été approuvé par le Congrès : elles n'ont donc aucune valeur légale.

Sont Argentins : 1° *Tous les individus nés et à naître sur le territoire de la République, quelle que soit la nationalité de leurs parents, à l'exception des enfants des ministres étrangers et des membres des légations résidant dans la République ; 2° les enfants d'Argentins natifs qui, étant nés en pays étranger, opteront pour la nationalité d'origine ;* 3° ceux qui naîtront dans les légations et sur les navires de guerre de la République ; 4° ceux qui sont nés dans les Républiques qui ont fait partie autrefois des Provinces Unies du Rio de la Plata avant leur émancipation, et qui ont établi leur résidence sur le territoire de la nation, en manifestant l'intention de devenir nationaux ; et 5° ceux qui sont nés en mer neutre sous pavillon argentin (art. 1er).

En 1885, un enfant né en Argentine de parents espagnols et emmené par ceux-ci avec eux en Espagne, avait été inscrit, par les soins de ses auteurs, sur le registre de nos nationaux parce qu'il était né sur le territoire de la République.

Arrivé à l'âge de faire son service militaire, ce jeune homme fut appelé sous les drapeaux en Espagne ; mais il sollicita aussitôt la protection de notre représentant diplomatique. Celle-ci fut intelligente, énergique et prêtée immédiatement. Le ministre argentin, l'éminent homme d'État José C. Paz, dut soutenir une discussion de principes avec la chancellerie argentine, qui fut surprise de la nature de la question comme de l'attitude à la fois constitutionnelle et bien fondée de son ministre. Ce dernier, à ce sujet, présenta une note concluante et claire qui illustrait largement cette question ardue et très importante. Dans ce document, daté de Madrid du 31 décembre 1883, le Dr Paz a étudié la portée des termes généraux de l'article 7 du traité hispano-argentin de 1863 ; il a fondé son exposé sur un précédent espagnol officiel, qui comporte la reconnaissance du principe de la nationalité naturelle. Il en fut ainsi, en 1873, quand le jeune Argentin Eduardo Romaguera del Alisal, né à Buenos-Aires de parents espagnols et inscrit sur le registre des Argentins du consulat de Barcelone, fut appelé à faire son service militaire et qu'il réclama aussi l'appui diplomatique de son pays. La récla-

mation présentée par le ministre de l'Intérieur à l'examen de la section de *Gobernacion et Fomento* du Conseil d'État, celle-ci se prononça dans les termes suivants, ainsi qu'il résulte du texte officiel communiqué à M. le Ministre Paz :

Vu les articles 7 et 9 du traité passé entre l'Espagne et la République Argentine le 21 septembre 1863 et ratifié le 9 janvier 1864; *Considérant que le jeune homme dont il s'agit doit être considéré comme national de la République Argentine*, conformément aux dispositions de l'article 7 du traité précité, *étant né à Buenos-Aires et étant inscrit comme tel* au consulat du même pays à Barcelone; Considérant par conséquent que l'article 9 dudit traité lui est parfaitement applicable : ces sections estiment *qu'on doit déclarer exempt du service militaire en Espagne* COMME ÉTRANGER ledit Romaguera del Alisal et ordonner, en conséquence, qu'on l'exclue de l'enrôlement à Barcelone, etc. etc. (1).

Les fondements de la déclaration Paz étaient donc irréfutables : le ministre argentin argumentait avec des principes déjà reconnus par les plus hauts conseillers d'Espagne. Cette note est restée comme un commentaire scientifique et éloquent de notre droit en matière de nationalité et d'interprétation de l'article 7 du traité entre les deux nations. Mais le Dr Paz avait mis à profit le cas qui s'était présenté, non seulement pour remplir son devoir élémentaire de protection à l'égard d'un compatriote, mais encore en vue de résoudre en termes généraux, pour l'avenir, la question si discutée entre les deux chancelleries, depuis les missions d'Albistur au Paraná et d'Alberdi à Madrid. Cependant l'éminent diplomate argentin ne vit point son désir patriotique couronné de succès, parce que, au cours de la négociation, il fut promu à la légation de Paris, où il devait prêter à la République de si distingués et longs services. En quittant l'Espagne, il y laissait des jalons plantés pour de futurs arrangements.

En 1889, le débat s'ouvrit de nouveau; et les principes

(1) *Memoria del ministerio de Relaciones Exteriores*, Buenos-Aires, 1884, p. 365 à 378.

reconnus par l'Espagne en 1873, et dont la généralisation avait fait l'objet de pourparlers en 1885 par le ministre Paz, furent appliqués ci-après dans le cas suivant :

Vu l'article 1er, cas 3e et l'article 12 de l'arrêté royal du 17 novembre 1852; Vu les articles 7 et 9 du traité célébré entre l'Espagne et la République Argentine le 21 septembre 1863 et ratifié le 9 novembre 1864; — Considérant que ledit jeune homme doit être considéré comme citoyen de la République Argentine, d'accord avec ce qu'établit l'article 7 dudit traité, *parce qu'il est né à Buenos-Aires et se trouve inscrit comme tel avec le consentement de son père au consulat du même pays, à Saint-Sébastien et Pasajes*; — Considérant, par conséquent, que l'article 9 dudit traité lui est parfaitement applicable; — Cette section pense qu'on doit déclarer exempt du service militaire en Espagne *comme étranger,* Jean Ildefonso Garmendia, et ordonner, en conséquence, qu'on l'exclue de l'enrôlement de Vera, on doit faire connaître cette résolution au consul de la République Argentine à Saint-Sébastien et Pasajes, afin que, par son intermédiaire, on puisse prendre les mesures nécessaires pour que ledit individu n'élude point le *service militaire auquel il est obligé dans son pays,* et le roi (Q. D. G.) *et en son nom la reine régente du royaume* ayant bien voulu *résoudre d'accord avec le rapport ci-joint.*

La politique royale d'Espagne se trouvait donc définie et confirmée par une série de résolutions. Un cas nouveau, qui se présenta en 1904, la mit toutefois de nouveau en discussion entre la légation argentine à Madrid et la chancellerie. Le gouvernement espagnol refusa la liberté de l'Argentin soumis au service militaire, en se basant, d'après une note de sa chancellerie (31 août), sur ce que la simple inscription dans les consulats *ne détermine pas la nationalité.* Mais elle la prouve d'après le traité de 1863. Ce qui *détermine* la nationalité de l'Argentin, c'est sa *naissance* sur le territoire de la République, et ce traité a accepté implicitement ce principe, ainsi que l'on vient de le lire. On jouait donc sur les mots; et la solution négative du gouvernement de Madrid impliquait évidemment un pas en arrière dans le long chemin parcouru depuis 1857 et 1859, lorsque l'on repoussa les traités.

Il fallait donc aborder de nouveau résolument la question, avec la ferme intention de lui donner une solution générale susceptible d'éviter des réactions partielles possibles, comme celle de 1904. Les négociations furent conduites par le plénipotentiaire argentin, Dr Mariano Demaria, qui parvint à conclure ce qui suit avec le gouvernement espagnol :

Dans le but d'éviter de nouvelles réclamations, comme celles présentées jusqu'aujourd'hui au gouvernement espagnol par Monsieur le Ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République Argentine, relatives à l'exemption du service militaire en Espagne des citoyens de cette nation et le gouvernement de S. M. désireux de fortifier encore plus les relations cordiales qui existent entre les deux pays, aplanissant les questions ou difficultés qui surgissent dans la pratique en faisant appliquer les dispositions ou décrets adoptés par les deux nations relatifs au service de recrutement et de remplacement de l'armée ;

Vu les articles 7 et 9 du traité de reconnaissance, de paix et d'amitié, conclu entre les deux pays le 21 septembre 1863, dont les ratifications du 7 novembre de la même année et du 9 janvier 1864 furent échangées le 21 juin suivant, S. M. (Q. D. G.) a daigné prescrire aux municipalités et aux commissions mixtes de recrutement des provinces de se souvenir des préceptes du traité de référence relatifs au service militaire, *pour que les citoyens argentins qui, en n'employant pas d'autres moyens de preuve, justifient leur qualité de tels avec les certificats expédiés par les légations et les consulats de ladite République, sur lesquels on fait constater leur inscription sur les registres correspondants des nationaux, soient exempts de le prêter en Espagne.*

Par ordre royal, je le fais savoir à S. E. pour son exécution et autres effets. Dieu garde S. E. en..... Madrid, 5 mars 1906. — *Romanones* (1).

(1) Au mois de novembre 1912, les commissions mixtes du recrutement et du remplacement militaire ont déclaré exempts du service militaire plusieurs Argentins, fils d'Espagnols, résidant à Madrid. Les jeunes gens dont il s'agit, après avoir été convoqués pour le tirage au sort dans les mairies respectives, ont présenté devant les commissions mixtes des certificats constatant leur nationalité argentine, délivrés par M. Jardon, vice-consul de la République, qui fit, en ce qui le concerne, toutes les démarches nécessaires auprès des autorités, en vue d'obtenir l'exemption du service militaire conformément à la législation argentine. La solution intervenue confirme les précédents que nous avons commentés.

V. **Italie.** — La législation italienne sur la nationalité appartient à un type spécial. Étant donné que l'Italie a une école propre en matière de nationalité où prédomine l'idée que la nationalité n'est pas formée simplement par une longue élaboration historique, mais aussi par des antécédents anthropologiques d'unité de race, de langue et de sentiments, cette nation a maintenu avec une certaine intransigeance sa doctrine et les solutions positives qui en dérivent. Au sujet de la terminologie du Code civil italien, je dois donner une explication qui peut s'étendre également à la majeure partie des codes européens dont je vous ai entretenus. Ces codes emploient le mot *ciudadano, citoyen;* les textes français emploient les termes de *citoyen* et *droits du citoyen,* et les Italiens disent *cittadino* et *cittadinanza* pour indiquer le citoyen (ciudadano) et la ciudadania (qualité et droits du citoyen). Dans les conférences précédentes, j'ai expliqué les différences juridiques et politiques qui existent entre l'idée de *nationalité* et celle de *ciudadania.* Les femmes et les enfants qui, en Italie comme dans d'autres pays, n'exercent pas de droits politiques, ne sont pas *cittadini,* si, par cette expression, on entend ceux qui jouissent de la qualité et des droits du citoyen, conférés avec la faculté de prendre part aux manifestations actives de la volonté nationale, c'est-à-dire à l'exercice de la souveraineté : ce sont des *nationaux* sans droits politiques. Les étrangers se trouvent dans la même condition que la femme et l'enfant, à ce point de vue. Les termes *cittadino* et *cittadinanza* ont un sens restreint qui peut porter à confondre les droits privés avec les droits politiques. Il est nécessaire de ne pas oublier le génie de chaque langue en tenant compte de ce que, s'il s'agit de trouver des équivalents français ou espagnols au mot *cittadinanza,* nous avons recours aux vocables *citoyens* ou *ciudadania,* qui renferment un sens limité. Le mot *ciudadano* (citoyen) exprime uniquement l'exercice de droits politiques, alors que, dans le droit italien, le mot *cittadinanza* comprend

tout ce qui constitue un attribut de la nationalité (1).

Le Statut italien du 4 mars 1848 ne traite pas de la *nationalité*. C'est une chose qui paraît étonnante, étant donné que ce statut a été rédigé à une époque révolutionnaire où le sentiment de la nationalité italienne était plein de ferveur. Cette matière a été codifiée par le Code civil promulgué le 25 juin 1865, qui établit dans son article premier, comme règle préliminaire, que la jouissance des droits civils exige la qualité de national. L'article 4 consacre le *jus sanguinis* dans les termes catégoriques suivants : « *Est national l'enfant de père national* ». L'article 6 dispose : « *L'enfant né à l'étranger de père qui aurait perdu la qualité et les droits du national avant la naissance de celui-ci, sera considéré comme étranger*. Il peut cependant opter pour la nationalité italienne : *a*) En faisant une déclaration formelle dans ce sens; *b*) En établissant son domicile dans le royaume au cours de l'année qui suivra la déclaration; *c*) Il sera réputé national sans qu'il soit nécessaire d'accomplir ces formalités : 1° s'il a accepté un emploi public dans le royaume; 2° s'il sert ou a servi dans les armées de terre ou de mer; 3° s'il s'est conformé, sous toute autre forme, aux lois du remplacement militaire; 4° s'il ne revendique pas sa qualité d'étranger ». — Art. 7. « L'enfant de père inconnu et de mère italienne suit la nationalité de celle-ci. Si le père avait perdu la nationalité avant la naissance de l'enfant, l'option lui serait permise comme dans les cas précédents » (art. 5 et 6). — Art. 9. « *La femme étrangère, mariée avec un Italien, suit la nationalité de son mari et la conserve, même si elle devient veuve* ».

Ces principes comportent l'incorporation intégrale du *jus sanguinis* au droit italien; mais comme l'Italie est un pays extrêmement fréquenté par les étrangers et que de nom-

(1) Pour maintenir la clarté et l'unité de la pensée, je traduis les mots *cittadino* et *citoyen* par *national*.

breuses naissances d'enfants étrangers y ont lieu, le législateur s'est préoccupé de donner une nationalité aux enfants nés dans ces conditions, tout en ayant soin de veiller en même temps à la conservation de la nationalité des enfants d'Italiens nés à l'étranger.

Ainsi le Code civil déclare que « *si le père italien a perdu la nationalité avant la naissance de l'enfant, celui-ci sera Italien s'il est né dans le royaume* ». Il peut opter pour la qualité d'étranger : *a*) dans l'année de sa majorité ; *b*) en déclarant son intention devant l'officier de l'état civil, ou, s'il se trouve hors d'Italie, devant les diplomates et consuls. *Est Italien l'enfant né dans le royaume de père et de mère inconnus* (art. 7), *l'enfant né dans le royaume de père étranger qui y a eu son domicile pendant dix années non interrompues* (art. 8).

Cette solution a une importance extraordinaire pour les pays américains ; et quand il s'agit de la question de l'acquisition de la nationalité, je dois démontrer que la plus grande partie des Italiens établis dans la République Argentine ne sont pas encore devenus Italiens du fait de leur propre loi, puisque ceux qui ont plus de dix années de domicile dans notre pays, bien qu'ils aient conservé la nationalité italienne, ne peuvent donner encore naissance à des enfants Italiens, puisque, en Italie, on considère que dix années de séjour dans notre pays suffisent pour déterminer la nationalité des enfants. Ce principe étant appliqué par réciprocité, il en résulte une grande atténuation dans la portée de la théorie qui se trouve discutée en ce moment au *Congrès des Italiens à l'étranger*, réuni à Rome, par des personnes qui traitent de cette question au point de vue sentimental au lieu de lui appliquer le critérium scientifique nécessaire.

VI. **Révision de la législation italienne.** — Cette législation, cependant, est en voie de réforme. Au cours des dernières années, la presse quotidienne et périodique

d'Italie a discuté la question de la double nationalité avec autant de véhémence que d'érudition. L'*Istituto coloniale Italiano,* lorsqu'il organisa le *Congresso degli Italiani all' Estero* (1), eut, parmi d'autres buts, celui de débattre d'une

(1) Dans le cours de 1913, j'étudierai probablement cette institution avec tout le développement qu'elle mérite. Dans les séances du premier congrès qui eut lieu à Rome en 1908. le vœu suivant a été sanctionné à l'unanimité après une longue et importante discussion : « Il Congresso degli Italiani all' Estero riconosce la necessita che una legge organica regoli al piu presto l'istituto de la cittadinanza, non bastando i ritocchi apportati fin qui da leggi speciali al relativo titolo, oramai invecchiato, del libro primo del Codice civile del regno, e formula fin d'ora il voto che vengano adottate facilitazioni al riacquisto della cittadinanza perduta; considerando poi la variela di aspetti che assume e di interessi che genera l'emigrazione, a seconda dei paesi a cui e diretta, e in particolare i conflitti che sorgono a tali riguardi fra le disposizioni della legislazione nostra e quelle degli Stati d'America, dell' Impero britannico e di altri dove il *jus soli* predomina ; fa voti che tali conflitti si definiscano per via di convenzioni internazionali, non escludendo che possa convenire di adottare criteri vari da paese a paese, et di ammetere, eventualmente, e disciplinare in dette convenzioni il fenomeno della doppia cittadinanza ». Le second congrès adopta comme première question de la troisième section le « *problema della cittadinanza, specialmente nei rapporti degli Italiani all' Estero* ». Le professeur V. Polacco et l'avocat Ricci-Busatti furent nommés rapporteurs. Leurs conclusions, publiées sous ce titre à Rome en 1911, conseillent d'approuver le vœu suivant : « 1° Che le disposizioni di leggi vigente circa la cittadinanza del regno siano, in conformita delle premesse considerazioni, modificate merce una nuova legge organica, regolatrice di tutta la materia ; 2° Che si riconosca, in massima, sotto determinate condizioni, con determinate cautele e riserve, ai figli di nostri emigranti, nati e residenti all' estero, la cittadinanza attribuita loro dalle leggi del paese di nascita ; 3° Che si facilili il ritorno alla cittadinanza del regno a coloro che per fatto proprio o in conseguenza del predetto criterio l'abbiano perduta, et l'acquisto di essa agli stranieri che abbiano con l'Italia qualque rapporto di origine ; 4° Che estendasi a tutti costoro quei benefici e quelle facolta proprie degli Italiani che siano compatibili con la loro cittadinanza estera ; 5° Che mediante speciali provedimenti ed accordi si adattino nei modi piu opportuni le disposizioni generali in vigore alle varie contingenze di tempo et di luogo. Il Congresso, frattanto, si compiace di sapere imminente la discussione di un progetto di legge che risponde, in massima, a siffati intendimenti ». Consultez en outre, *Atti del IV Congresso giuridico nazionale,* Napoli, 1897, IV, 31, etc. ; *Atti della societa nazionale « Dante Alighieri »,* n° 32, janvier 1910, page 64, ordre du jour voté le 25 septembre 1909 au Congrès de Brescia, conformément à une motion de G. Valli et dont le texte est le suivant : « Il Congresso riliene urgente la necessita di una legge organica che regoli al piu presto istituto della cittadinanza, adottando facilitazioni per il riacquisto di essa ; fa voti che nella legislazioni venga ammeso che gli

manière étendue la réforme du Code civil italien en matière de nationalité.

Enfin, ce mouvement d'opinion atteignit jusqu'au Parlement du royaume. Je citerai tout d'abord la loi sanctionnée le 17 mai 1906, réformant les lois antérieures relatives à l'acquisition de la nationalité italienne par les étrangers. C'est une loi sur la naturalisation proprement dite (1). Emilio M. Pagiano commente la loi dans les termes suivants : « Du jour où l'on acquiert la qualité de citoyen, l'assimilation doit être complète : celui qui devient citoyen italien doit en acquérir aussi tous les droits politiques. Avant d'accorder la qualité de citoyen, il est juste que l'État requière un noviciat ; mais lorsqu'il a reconnu que l'étranger est digne d'entrer dans la grande famille italienne, il doit lui ouvrir les bras en lui accordant les droits politiques, comme il a fait aux étrangers pour les droits civils ; quand l'État étranger est effacé, on ne doit plus distinguer l'Italien de naissance de celui qui l'est devenu. Ces divers degrés de naturalisation, qui rappellent les distinctions romaines relatives à la *deminutio capitis*, doivent disparaître d'autant plus que chez nous les étrangers jouissent de tous droits civils. L'exemple des législations étrangères confirme notre opinion : les distinctions de la naturalisation ont été effacées en France, en Belgique et en Danemark. La loi du 17 mai 1906, si elle a le mérite de favoriser l'acquisition de la qualité de citoyen, a augmenté les distinctions de la naturalisation, et en outre elle a le défaut d'empêcher, pendant un certain laps de temps, à un individu qui, ayant la petite naturalisation, est

Italiani, quando siano costretti dalla necessita del lavoro, o dalle leggi di altri paesi dove si sono stabiliti, ad assumere la cittadinanza locale, non abbiano per questo ad incorrere nella perdita della citadinanza italiana ». De ce qui vient d'être cité et d'erreurs semblables ayant pour cause le patriotisme, je m'occuperai dans mon cours de 1912 : telle est du moins mon intention.

(1) Je m'occuperai spécialement plus loin de cette matière. *Legge portante norme per la concessione della cittadinanza italiana*, dans la *Gazzetta ufficiale del Regno* du 31 mai 1906, n° 127.

nommé ministre, par exemple, de se présenter aux élections politiques ou d'être nommé sénateur. Tous ces défauts, les questions relatives aux personnes qui ont deux patries, ou qui n'en ont aucune, et les autres controverses sur la qualité originaire de citoyen et sur son recouvrement, discutées par de savants jurisconsultes italiens seront, je l'espère bien, des motifs suffisants à persuader le législateur italien de réformer cette matière d'une façon radicale et complète ».

Effectivement, le gouvernement de Rome a pris cette initiative. Le ministre a soumis au Sénat un projet de loi sur la nationalité (*cittadinanza*), qui a été lu à la séance du 22 février 1910 (¹). Dans la législation italienne, cette question présente trois faces principales : *politique, civile* et *militaire*. Le projet de Scialoja et de ses collègues donne la solution des deux premières. A la troisième se réfèrent des lois spéciales que j'examinerai ci-après (²).

Le cabinet de Rome a présenté le projet au Sénat en l'accompagnant d'un message important qui débute en faisant ressortir nettement l'importance et la portée de la question, « une des plus graves de la législation parce qu'elle a pour objet de déterminer les éléments fondamentaux de l'État et l'un des caractères essentiels de la personnalité ». Il rappelle que les dispositions du Code civil « ont été rédigées, il y a cinquante ans, dans des conditions sociales et politiques profondément différentes de celles actuelles, de sorte qu'elles ne répondent pas aux conditions présentes de notre vie nationale, phénomène grandiose alors presque inconnu, et ne s'harmonisent pas avec elles.

(¹) Ceux qui prirent l'initiative de ce projet et le signèrent furent : Scialoja, ministre de la justice et du culte; Sonnino, président du Conseil; Guicciardini, ministre des affaires étrangères; Spingardi, ministre de la guerre; Bettolo, ministre de la marine (*Senato del Regno,* nº 164. *Disegno de legge,* etc. Rome, 1910;. Loi du 17 mai 1906, relative à la concession de la nationalité.

(²) Lois du 31 janvier 1901 et du 17 juillet 1910 sur l'émigration. Le projet de la première a été présenté à la Chambre des députés le 18 novembre 1909.

Plusieurs voix autorisées se sont fait entendre pour réclamer la révision de ces vieilles dispositions ». La commission reconnaît, en outre, que les nations modifient leurs lois sur la nationalité et qu'il convient de les suivre dans ce mouvement, parce que cette matière ne peut dépendre exclusivement de la législation nationale. Les solutions sur la nationalité, spécialement dans l'ordre international, « représentent, à un certain point de vue, le dénouement d'une relation complexe qui trouve sa propre intégralité dans un champ législatif différent » (1). Mais le gouvernement italien s'aperçoit que cette législation est compliquée et doit résoudre de multiples questions d'ordre *individuel* et *collectif* que le projet n'aborde pas et qu'il serait imprudent qu'il abordât. Il préfère établir des réformes générales concernant le Code civil, en laissant au gouvernement une certaine liberté d'action lui permettant de suppléer au silence des lois avec des facultés limitées avec précaution et avec prudence pour l'exercice de leurs pouvoirs internes et par des conventions internationales (2).

Le message étudie judicieusement l'opposition radicale qui existe entre les solutions européennes et les solutions américaines, spécialement entre celles de la République Argentine et celles du Brésil en matière de nationalité, et il recherche la conciliation « avec le plus grand avantage et le moindre désavantage pour l'État et pour les personnes ». Pour l'Italie, dans le cas dont il s'agit, la question fondamentale, d'après l'opinion exprimée dans le message (3), consiste à légiférer sur l'*état des enfants*

(1) *Sen. del Reg.*, nº 64, p. 2.

(2) L'Italie a passé avec les États américains les conventions suivantes qui s'appliquent à la nationalité : avec la République du Nicaragua, traité d'amitié et de commerce du 6 mars 1868, art. 21, annulé par le nouveau traité du 25 janvier 1906; la République de Costa Rica, convention du 6 mai 1873, art. 1er; la République du Mexique, convention spéciale sur la nationalité du 20 août 1888; la République de Bolivie, traité d'amitié du 18 octobre 1890, art. 4, en vigueur depuis le 7 janvier 1901.

(3) *Sen. del Reg.*, nº 164, 3, 2e colonne.

d'Italiens nés à l'étranger auxquels les lois locales attribuent la nationalité du pays et auxquels on doit faciliter la réintégration dans la nationalité italienne s'ils le désirent. Cette tendance est équitable et juridique. En reconnaissant, en principe, l'impossibilité d'une situation légale comportant la *double nationalité* (*doppia cittadinanza*) ainsi que la libre manifestation de la volonté humaine, le gouvernement italien use d'un droit absolu en revisant sa législation sous une forme destinée à faciliter la naturalisation des personnes qui se trouvent dans ces conditions, puisque, en définitive, tout le problème se résume en une question de naturalisation dans un cas spécial : celui d'enfants nés de parents appartenant à la nationalité qu'ils désirent adopter en abandonnant leur nationalité de naissance. La question, posée sensément sur ce terrain, demeure à l'abri de toute complication juridique et internationale et se trouve réduite à la compétence interne relative au règlement de la naturalisation. Pour la même raison, elle laisse inutile et rend périlleuse la réalisation de conventions internationales, limitant les droits souverains et la liberté de leur fonctionnement. Il est préférable d'obtenir l'accord des idées entre les nations par la voie de la communauté du droit, communauté facile à établir en ce qui concerne la volonté des personnes. La communauté des règles sur la naturalisation ne présente pas de difficultés sérieuses et les législations coïncident naturellement sur les points substantiels.

Le projet Scialoja donne, à mon avis, une solution irréprochable de cette question, parce qu'il autorise la naturalisation (1) en Italie des enfants d'Italiens nés à l'étranger qui auraient acquis, par le fait de leur volonté ou pour

(1) Le projet emploie les verbes *riacquistare y recuperare* la nationalité, conformément à cette idée que ceux qui sont fils de parents italiens nés à l'étranger sont Italiens. Pour nous, ils sont Argentins et nous faisons usage du verbe *naturaliser*, parce que nous respectons le droit qu'ils ont de renoncer à notre nationalité pour se faire naturaliser Italiens.

toute autre cause, la nationalité locale. Le projet établit la procédure à suivre pour faciliter leur incorporation immédiate à la suite d'une courte période de *domicile* dans le territoire du royaume et d'une autre période, après permission préalable du gouvernement, qui pourra être accordée aussi par voie de décrets généraux afin d'éviter des demandes séparées pour chaque cas qui pourrait se présenter. Ce détail reste livré à l'appréciation du gouvernement.

Telle est la doctrine du message que j'accepte sans réserve. Elle constitue une solution simple, claire et juridique de la naturalisation. J'ai employé le mot *domicile* pour traduire la *breve residenza nel Regno* du message (1), parce que la condition du séjour permanent, *animus manendi*, est nécessaire pour toute incorporation ou soumission à la souveraineté. Un enfant d'Italien, *domicilié* dans la République Argentine, qui va faire un voyage de six mois en Italie, s'y fait naturaliser après cette *brève résidence*, et revient en Argentine pour éluder le service militaire n'est pas un naturalisé de *bonne foi*. Le gouvernement italien ne pourra le considérer comme ayant légitimement satisfait à sa loi, ni la République Argentine comme s'étant conformé à la sienne. C'est un devoir pour les gouvernements de faire respecter la nationalité en interdisant des agissements de cette nature et en les rendant passibles de pénalités. Mais si l'enfant d'Italien né en Amérique du Sud vient en Italie pour s'y établir définitivement, sa naturalisation est correcte et légale pour les deux nations.

Le projet de loi a été étudié par une commission composée de sénateurs, présidée par Maurigi et dont faisaient partie Cavasola, Cadenazzi et de Sonnaz, et dont le secrétaire, membre rapporteur, était M. Polacco (2). La commis-

(1) *Sen. del Reg.*, nº 164, p. 4.

(2) *Ibid., Relazione de l'Ufficio centrale sulla citladinanza,* Rome, 1911, p. 1.

sion rappelle que l'honorable assemblée s'est associée au mouvement prérappelé de l'opinion publique en sanctionnant, le 29 janvier 1901, un vœu ainsi conçu : « *Le Sénat, confirmant l'ordre du jour voté par le Sénat le 19 avril 1889, invite le gouvernement à présenter à très bref délai un projet de loi sur l'acquisition et la perte de la nationalité, réglant lesdites matières d'une manière conforme aux conditions actuelles des relations internationales et de l'immigration italienne* » (1). La commission du Sénat, prenant en considération les efforts faits en vue de la défense d'une *double nationalité* légale, n'a pas suivi ses auteurs jusqu'au bout dans toutes les conséquences de l'erreur et a cherché la solution dans les règles pondérées et transactionnelles, conformément au principe suivant lequel le droit se développe *usu exigente et humanis necessitatibus* (2).

(1) *Ibid.*, 2, note 1.

(2) G.-C. Buzzati, *La doppia cittadinanza studiata nei rapporta fra la Itália et la Republica Argentina,* Rome, 1908; *L'Italia, l'America latina et la doppia nazionalita*, dans la *Revista coloniale*, 1908, III, 8 à 16 et dans la *Revue de droit international privé et pénal,* Paris, 1910, p. 283. *Instituto Coloniale italiano* (*secondo Congreso degli Italiani all'Estero,* sezione prima, Tema I. *Il problema della cittadinanza, specialmente nei rapporti degli italiani all'Estero* (Relation : V. Polacco et Ricci-Busatti, Roma, 1911). *Questioni sulla cittadinanza degli Italiani emigrati in America,* par G.-C. Buzzati, dans la *Rivista di diritto civile,* 1909, p. 445 et suiv. N. Samama, *Contributo allo studio della doppia cittadinanza, nei riguardi del movimento migratorio,* Firenze, 1910. C'est un ouvrage du plus grand intérêt et très utile au point de vue des renseignements qu'il donne, même pour ceux qui se trouvent en désaccord sur sa propre doctrine de la double nationalité contraire à l'exercice de la libre volonté. — Cf. Fusinato, *Principio della scuola Italiana nel Diritto privato internazionale* dans l'*Archivio juridico,* Pise, 1884, vol. XXXIII, fascicule 5-6, p. 519 et suiv. *Acquisto et perdita della nazionalita nella legisluzione comparata e nel diritti internationale,* par Carlo Bisocchi, Milan, 1907. Il se montre aussi contraire à la double nationalité. Buzzati a étudié cette matière spécialement dans ses relations avec les intérêts de la République Argentine et de l'Italie.

Dans les arbitrages vénézuélo-européens de 1903, le commissaire Nalieri, dans l'affaire Brignone, affirma *que la coexistence de deux nationalités chez un même individu n'est pas, théoriquement, admise en droit international* (*Venezuelan arbitrations of* 1903, etc., *Senate documents,* n° 316, United States of America, LVIIIe Congrès, Washinglon, 1904, p. 713).

La commission du Sénat n'a pu méconnaître cette circonstance, que, bien que conservant la plus vive sympathie et éprouvant l'attraction la plus puissante pour l'Italie, ceux qui sont nés en Amérique de parents italiens ou en d'autres pays où le *jus soli* prédomine, se sentent attachés dans ce pays par l'amour sincère de la patrie, qu'inspire facilement la terre qui nous a vus naître et qui nous protège sous l'égide de ses lois; nous devons donc fermer les yeux sur la réalité des faits et prétendre à leur conserver à tout prix, à notre profit, la nationalité italienne (1).

Avec ces idées la commission centrale du Sénat a accepté les bases générales du projet du gouvernement : mais elle les a modifiées dans des détails techniques se rapportant principalement aux relations du droit privé. Le Sénat n'a pas approuvé toutes ces modifications et son vote avait une tendance à donner la préférence au texte du gouvernement. Il y a donc trois sources à consulter sur la question, savoir : *a*) le projet du gouvernement; *b*) le projet de la commission centrale du Sénat; *c*) le projet sanctionné par celui-ci. Je publie pour la première fois la traduction en français de ces textes, faite spécialement pour cet ouvrage. Ils sont suivis du projet qui a été sanctionné définitivement par la Chambre, c'est-à-dire du texte de la loi nouvelle actuellement en vigueur (voir aux Annexes).

VII. **La législation italienne et le service militaire.** — L'émigration a donné naissance à un autre point de vue juridique et à des débats non moins compliqués; il s'agit de l'obligation du service militaire à la charge des Italiens émigrés et des fils d'Italiens nés à l'étranger. L'obligation du service militaire dans le droit privé humain fera l'objet d'une conférence spéciale. Aujourd'hui, je donnerai seulement et par anticipation quelques considé-

(1) *Sen. del Reg.*, nº 164, A. 7.

rations sur l'évolution de la législation italienne. Le texte précité du Code civil italien a été modifié par les lois de 1901 et de 1906 que nous avons rapportées plus haut. La loi du 31 janvier 1901 débute en déclarant catégoriquement que « l'émigration est libre dans les limites établies par le droit en vigueur » (art. 10). Le chapitre IV contient « les dispositions spéciales sur le service militaire et la nationalité »; mais il commet l'erreur de confondre dans le même groupe les Italiens *émigrés* d'Italie et les enfants d'Italiens nés à l'extérieur qui se trouvent dans des conditions juridiques fondamentales différentes (1). Cette erreur avait été signalée au *Primo Congreso degli Italiani all' Estero* par son secrétaire, l'avocat Enricco Chicco, ancien consul d'Italie dans la République Argentine et plus tard attaché au ministère des Affaires étrangères de Rome (2). Chicco a présenté un vœu sanctionné par le congrès contenant, pour l'époque, les idées les plus avancées sur la matière et distinguant, naturellement, entre les effets juridiques de l'état civil de ceux qui sont nés hors d'Italie et des Italiens émigrés. Les conclusions du docteur Chicco sont les suivantes : « 1° Que les fils d'Italiens *nés et domiciliés* dans des pays où le seul fait de la naissance impose la qualité de national *sont exonérés de toute obligation de fournir le service militaire;* 2° Que les Italiens expatriés avant l'âge de seize ans et qui ont des ascendants ou des tuteurs dans les pays d'outre-mer, ou en Asie (à l'exception de la Turquie), ou dans l'Afrique centrale et méridionale *doivent être provisoirement dispensés du service militaire pendant tout le temps que dure leur séjour permanent dans ces pays* (3).

(1) Gli inscritti *nati* e *residenti* all' estero o espatriato prima de aver compiuto il sedicesimo anno di eta in America, Oceania, etc. (art. 33). En parlant de *inscritti*, on se réfère à l'enrôlement que doivent faire les consuls italiens à l'étranger.

(2) *Atti del Primo Congresso degli Ital. all' Est.* (oct. 1908), II, 331.

(3) *Citladinanza e servizio militare,* informe al *Primo Congresso,* etc. *Atti, cit.*, I, 1 et suiv.

Indépendamment des principes généraux susénoncés qu'il n'est pas opportun de traiter quant à présent, le vœu de Chicco contient d'autres détails. L'approbation de ce vœu indique l'échec du vœu formulé par G. Buzzati (1) dans le sens de la *double nationalité*. L'idée heureuse de Chicco, aussi avantageuse pour l'Italie que respectueuse et conciliante à l'égard des législations étrangères, a obtenu l'appui autorisé et décisif de l'éminent professeur et homme politique Ferri. Celui-ci, en effet, a critiqué cette confusion, dans le Parlement italien, en examinant les faits avec un esprit éminemment scientifique. Voici, textuellement, les paroles justes qu'il a prononcées : « Or, si les fils d'Italiens nés ici (2) doivent être astreints aussi au service militaire en Italie, d'après notre Code civil, il en résulte que les fils des Italiens nés dans l'Argentine ou au Brésil perdent tout esprit italien (*italianita*) en règle générale. Ils sont plus Argentins que les fils d'Argentins eux-mêmes, parce qu'ils disent que s'ils se déclarent Italiens, ils doivent quand même accomplir leur service militaire ici, et ils ne vont pas en Italie parce qu'ils y seraient traités comme insoumis et déserteurs. Ainsi, vous-mêmes, vous les obligez à ne jamais connaître l'Italie, pour conserver cette platonique exigence de nationalité, avec laquelle vous affaiblissez encore ce courant de sentiments vers la patrie, qu'il est avantageux pour nos intérêts de cultiver au point de vue moral et économique. De même, le gouvernement italien devrait renoncer, sans détour, à la nationalité de ceux des Italiens qui sont nés en Amérique et leur dire : « *Vous, soyez nationaux* (CITTADINI) *du pays dans lequel vous êtes nés...* ». Et remarquez que si nous ne nous désistons pas de nos droits, le résultat est le même pour nous ».

« La question est différente quand il s'agit de ceux qui

(1) Le projet de vœu établissant des bases législatives sur la *double nationalité* est imprimé dans le même volume, p. 27.

(2) Il se réfère à la République Argentine et au Brésil.

émigrent d'ici à l'âge de la jeunesse ; et dans le projet de réforme sur la loi d'émigration on prévoit quelque chose à ce sujet. On dit : jusqu'à trente-deux ans vous êtes soumis à l'obligation du service militaire en cas de mobilisation générale. Le ministre de la Guerre, à un moment donné, ajoute : Dans ce cas, nous vous appellerons sous les drapeaux. Mais je voudrais voir combien de ces fils d'Italiens, nés ici, viendraient en Italie en cas de mobilisation générale pour servir comme soldats! Ce sont là des choses en dehors de la réalité et de la vie pratique ! Pour le surplus, relativement aux Italiens qui émigrent à l'âge de quinze ou seize ans en Amérique du Sud, il existe un autre écueil que le gouvernement envisage avec épouvante. Il dit : mais si je les exonère de l'obligation du service militaire, j'encourage ainsi un grand courant d'émigration parce que de très nombreux jeunes gens, arrivés à l'âge de quinze ou seize ans, partiront en Amérique où ils se trouveront affranchis de l'enrôlement militaire. D'accord! C'est précisément pour cette raison que je distingue entre les *fils d'Italiens* nés de ce *côté-là* et les *émigrés d'ici* dans leur jeune âge » (1).

La question demeure ainsi posée sur un terrain raisonnable et solide et dans des termes clairs et pratiques; mais la réforme de la loi d'émigration, sanctionnée par le Parlement italien le 8 août 1910, est tombée dans les erreurs précédentes en ne marquant pas la différence soutenue d'une manière irréfutable par Chicco et par Ferri.

Les lois de 1901 et de 1910 produisent deux effets : l'un définitif quand la personne se trouve dans le territoire du royaume ; l'autre de simple surveillance, quand elle habite à l'étranger. Dans le cas que nous étudions, les enfants d'Italiens nés dans la République sont surveillés

(1) E. Ferri, *Discurso, cit.* Bolletino, etc., 25. *Conferenza all'Odeon,* etc., *cit.; Italia y La Argentina,* dans « *La Nacion* », *cit.; La ciudadania de los Italianos en la America meridional,* dans « *La Nacion* », *cit.*

par les consuls d'Italie, qui tiennent un registre les concernant et en donnent communication au gouvernement de Rome et, pour la même raison, aux subdivisions militaires du domicile des parents desdits jeunes gens avant leur émigration. Les fils doivent se présenter aux chefs-lieux desdites subdivisions aux époques de « mobilisation générale », et s'ils ne le font pas, on leur applique la note de déserteurs (1). Mais ces jeunes gens sont en même temps Argentins en vertu d'une disposition catégorique de la Constitution. Quand le gouvernement italien les trouve sur son territoire, il leur applique définitivement sa loi de nationalité de la même manière que nous les soumettons à la nôtre quand ils habitent dans la République.

La réforme ainsi projetée est timide et incomplète. Les hommes publics italiens, en général, ne conçoivent pas le problème dans son sens réel et pratique. L'éminent Martini, ambassadeur d'Italie à notre Centenaire, retourna dans son pays avec des idées vagues et erronées, parce qu'il ne possédait pas suffisamment la connaissance des causes des faits qu'il n'avait observés qu'en passant. Il déclare, par exemple, que beaucoup de fils d'Italiens nés dans la République se font Argentins pour éviter le service militaire. L'erreur est manifeste, parce que ces jeunes gens font leur service militaire dans la République, puisqu'ils y *naissent Argentins*. Il s'attache à la solution de la double nationalité et l'accepte (2).

(1) Loi italienne sur l'émigration, 31 janvier 1901, art. 33 et suiv., et du 8 août 1910, art. 33 et suiv.

(2) Molti giovani per sottrarvisi si fanno cittadini argentini. Addio ! Tutto finisce e non deve finire : *Quelle gente deve restare italiana?*

— Colla doppia nazionalita ?

— Si, la doppia nazionalita ; un altro problema arduo dibattuto sul quale ha portato molta luce il primo Congresso degli Italiani all' estero, promosso dell' *Istituto coloniale italiano*. Ma ci vuole altro, ci vuole un protocollo per regolare queste materie, la cui importanza non e solo di sentimento, ma di supremo interesse commerciale (Martini, *Secolo XIX*, Gênes, 6 juin 1911). L'honorable Martini emploie un langage impolitique quand il appelle « *notre colonie* » la collectivité italienne dans la République Argentine et quand il

L'éloquent Henri Ferri a, en effet, une opinion différente de celle de l'ambassadeur Martini. Ferri a étudié, avec la plus grande attention, la République dans tous ses champs d'action d'expérience sociologique et de travail. Observateur profond, il a appliqué son jugement équilibré de savant et d'homme politique aux solutions opportunes rationnelles, et il y réussit. Ses idées, exposées en Italie, du haut de la tribune de la Chambre des députés de Rome, ont été accueillies avec respect, avec sympathie, avec émotion, avec enthousiasme. Je m'en réfère à son discours prononcé à la séance du 22 juin 1909, lors de la discussion du budget des Affaires étrangères de l'exercice 1909-1910. Ce discours contient, sans doute, des erreurs et des exagérations de fait et de doctrine, ainsi que des conseils, au point de vue diplomatique, qui ne sont pas toujours pondérés et utiles. Mais ces détails ne diminuent en rien la sagesse et l'importance des conclusions générales positives et pratiques qui reposent sur la réalité des faits et sur la nécessité d'harmoniser la législation avec ces faits, pour la rendre utile et féconde.

Ferri n'accepte pas la solution de la double nationalité, qui n'est pas conforme à la raison ni à la dignité humaine (1). Au contraire, Ferri conseille de reconnaître les faits naturels nécessaires. Les fils d'Italiens nés dans la République Argentine sont Argentins. Les Italiens feront bien de prendre leurs lettres de nationalité dans la République. Loin de décourager et de blâmer leur conduite dans ce

parle de « *la piu lontana possibilita che quella nostra colonia possa mai essere altro que una grande fagilia italiana in terra argentina...* ».

(1) Discurso de Ferri, *Atti Parlamentari (Camara dei deputati),* législature XXIII, 1re session 1909, discussions, p. 2833 et suiv., *Bollelino del'Emigrazione,* année 1909, nº 12, Rome, 1909, p. 22 : « Chi fu un professore che propose la doppia cittadinanza; ma non e ammissibile una soluzione di questo genere. Io aveva pensato ad una soluzione che fortunamente ha trovato essere gia nel pensiero del nostro Governo, perche l'ha messa, come arlicolo, in quel progetto di riforma della legge sulla emigrazione, che spero disculiremmo in novembre ». Io dicevo : « Perche gli Italiani non si vogliono naturallizare argentini o braziliani ? Perche non vogliamo passare per rinegati ».

sens, on doit la favoriser et l'encourager. Le gouvernement italien et sa législation doivent adopter franchement et loyalement cette politique et la compléter par des facilités légales, permettant aux Italiens naturalisés ou aux fils d'Italiens, sujets des pays de leur naissance, de pouvoir, s'ils le veulent, s'incorporer facilement et rapidement à la nationalité italienne. Alors l'Italie ayant reconnu officiellement le droit des Italiens de se faire naturaliser à l'étranger, ainsi que la nationalité *ex jure soli* de ses enfants nés hors de la péninsule, ceux qui y retournent, y établissent leur domicile et y acquièrent la nationalité italienne ne seront pas considérés comme renégats parce que, antérieurement, ils auront vécu dans les liens d'une autre nationalité. Cette politique, ajoute Ferri, doit être sincère parce qu'elle ne rend pas les Italiens odieux et suspects en Amérique du Sud, puisqu'il est tout naturel que chaque pays aime et défende sa nationalité (1).

Permettez-moi de vous donner lecture, dans son intégralité, de la pensée éloquente et énergique de Ferri : « Quand, il y a vingt ans, certains ont parlé, en Italie, de marcher à la conquête de l'Amérique latine », ils ne se sont pas rendu compte de tout le préjudice qu'ils ont causé à nos Italiens établis ici, parce que les Argentins, les Brésiliens, ont le droit de dire : « Conquête ou non ! — Venez, travaillez, gagnez de l'argent, faites-vous nationaux; mais nous ne tolérerons jamais, en vertu du droit légitime de la défense nationale, que vous, Italiens, Allemands, Anglais ou Français, veniez conquérir l'Amérique latine. Il est nécessaire, par conséquent, que les agents du gouvernement italien sachent respecter ces sentiments légitimes de la nationalité ».

« En conséquence, ajoute Ferri, après d'autres démonstrations éloquentes et sensées, le gouvernement italien devrait renoncer, sans tergiverser, à revendiquer la natio-

(1) Discours, *Bolletino*, cit. 23.

nalité des Italiens nés en Amérique du Sud et leur dire : « *Soyez citoyens du pays dans lequel vous êtes nés...* ». Ces idées font leur chemin en Italie. La Chambre les a écoutées avec une fervente et sympathique attention (1). Elles tracent la direction de la future réforme législative dont le projet de Scialoja constitue un essai timide, critiqué par Ferri lui-même dans les termes suivants :

« Je déclare tout d'abord que l'ensemble de ces dispositions, bien qu'il représente un progrès en regard du Code civil italien en vigueur, ne correspond pas, d'une manière complète, à ce que je crois que devraient être des pratiques plus simples pour régulariser la nationalité des Italiens et de leurs enfants à l'étranger pour faciliter leur réintégration.

» En effet, bien que ce projet, par la substitution du fait matériel de la résidence à la condition du domicile, dans le sens juridique du mot (qu'il est beaucoup plus difficile de prouver), vienne faciliter les conditions du changement de la nationalité, il s'est arrêté sur divers points à moitié du chemin.

» Ainsi, dans l'article 7, au lieu de reconnaître, sans plus de formalités, que les enfants d'Italiens nés à l'étranger (considérés comme nationaux par la condition de leur naissance) sont nationaux italiens jusqu'à l'âge de 21 ans, il serait de beaucoup préférable de reconnaître le fait tel qu'il existe, c'est-à-dire d'admettre que les enfants d'Italiens nés au Brésil ou en Argentine ne sont pas nationaux italiens, tant par suite des lois locales qu'en raison de leurs sentiments (sauf exceptions). Et l'on devrait seulement se

(1) Le procès-verbal de la séance mentionne à la fin du discours : *Vivissime approvazioni. Vivissimi et prolongati applaussi. Lunghi commenti. Molti deputati vanno a congratularsi con l'oratore. La sedute e sospesa per pochi minuti* (Bollelino, *cit.*, 34). *Terza conferenza di Enrico Ferri all'Odeon,* à Buenos-Aires; *Patria degli Italiani*, 17 septembre. E. Ferri, *Italia y Argentina,* dans *La Nacion* de Buenos-Aires, 12 septembre 1909; E. Ferri, *La Ciudadania de los Italianos en la Republica Argentina,* dans *La Nacion,* 10 mars 1910.

borner à faciliter l'acquisition de la nationalité italienne, quand ils ont atteint leur 21e année et qu'ils établissent leur résidence en Italie.

» Les lois qui, pour ne pas avoir le courage de rompre avec le passé, ne suivent pas la ligne droite et se mettent en opposition avec la réalité des faits humains, ne servent à rien, et finissent par devenir lettre morte.

» En effet, cet article 9 maintenant, d'une part, assujettis au service militaire italien les fils d'Italiens nés à l'étranger, au moment même où l'armée italienne ne s'augmente pas d'un seul soldat (parce que le recrutement militaire a lieu à l'âge de 20 ans), enlève, d'autre part, aux enfants d'Italiens, toutes facilités et tranquillité pour visiter l'Italie avant l'accomplissement de leur 21e année. Cet article 9 constitue cependant un progrès important sur le Code civil qui maintient cet obstacle pour les fils d'Italiens pendant presque tout le cours de leur existence, c'est-à-dire jusqu'au jour où disparaît pour eux toute possibilité d'accomplir le service militaire. Mais il y a là un progrès partiel et timide qui ne nous donnera pas tous les bénéfices que pourrait procurer une loi plus simple et mieux en rapport avec la réalité des faits » (1).

Les idées de Ferri ont triomphé définitivement au second *Congresso degli Italiani all' Estero* (*Congrès des Italiens à l'étranger*), réuni à Rome en 1911. J'ai déjà rappelé le thème I de la première section : *Le problème de la nationalité spécialement dans ses rapports avec les Italiens établis à l'étranger*. Le Congrès avait nommé une commission pour étudier la question et faire son rapport (2).

(1) E. Ferri, *La Ciudadania de los Italianos en la America meridional*, imprimé à « *La Nacion* », Buenos-Aires, 10 mai 1910. J'ai conservé le texte castillan du journal qui fait usage improprement du mot *ciudadania* pour *nacionalidad*.

(2) *Instituto coloniale italiano. Secondo Congresso degli Italiani all' Estero*, etc.; Belatori, On. Sen. Prof. V. Polacco e avo. A. Ricci-Busatti, Rome, 1911.

La commission rappelle la gravité du problème et les discussions compliquées qui l'ont motivé. Elle fait l'éloge du projet de Scialoja, président du second Congrès. Elle rappelle les débats sur la *double nationalité* désapprouvée par ledit projet (1). L'éminent ministre n'estime pas que la divergence des opinions en cette matière soit aussi grave que pourrait le faire supposer la diversité des principes qui servent de point de départ. La commission, dans son rapport, arrive à la conclusion suivante, conforme au bon sens: « La vérité est qu'aujourd'hui la nationalité (sudditanza) implique un lien moral de *caractère exclusif*. Ce que le national doit à sa patrie ne peut être dû à un autre pays, ou, pour le moins, ne peut l'être de la même manière. L'exercice commun de la souveraineté directe par différents États présenterait des difficultés et donnerait lieu à des froissements beaucoup plus grands que ceux qui résultent de la théorie et de la pratique du droit international, le *condominium*, sur un même territoire (2). La commission, animée par cet esprit élevé de conciliation des droits des pays intéressés, a conseillé la sanction du vœu suivant :

« Le Congrès, considérant que pour assurer à la patrie les bénéfices moraux et matériels de nos colonies libres et de nos émigrants, il importe surtout de maintenir vivace chez eux le sentiment de leur nationalité propre; que, pour atteindre ce but, l'œuvre de l'État, celle des institutions nationales et des individus doivent converger de différentes manières même quand le lien qui les unit politiquement à la patrie d'origine aurait cessé d'exister; que la participation à la vie publique des pays dans lesquels les Italiens ont établi leur résidence et où ils ont acquis la nationalité locale, — actes motivés par des considérations raisonnables d'intérêts moraux et matériels qu'il

(1) Je citerai les travaux suivants imprimés en Italie en faveur de la double nationalité. A. Franzoni, *Cittadinanza e nazionalita,* 1909; N. Samana, *Contributo allo studio della doppia cittadinanza nei riguardi del movimiento migratorio,* 1910. En sens contraire : M. Vianello-Chiodo, *La cittandinanza del nostro emigrato : della contemporanea attribuzione della cittadinanza di Stati diversi,* 1910; Italico, *Il problema politico della nostra emigrazione e la questione della cittadinanza,* 1911.

(2) Polacco-Buzzalti, *op. cit.,* 23.

n'est pas possible ni opportun de qualifier en faisant abstraction des circonstances, — ne constitue pas et ne peut être considérée comme constituant un acte hostile à la patrie; que, conformément à une nouvelle loi organique qui règle la matière, il importe de réformer au plus tôt les dispositions en vigueur qui règlent la nationalité, et de pourvoir par des dispositions particulières d'une autre nature, et par des traités, aux conditions spéciales de catégories déterminées d'émigrants; fait des vœux pour : 1° qu'il soit reconnu aux fils d'Italiens nés dans les pays d'immigration transocéanique la nationalité que leur attribuent les lois locales du lieu de leur naissance, sauf le droit qu'ils ont, à toute époque quelconque de leur existence, d'opter pour la nationalité italienne; 2° que, dans la plus large mesure possible, on facilite l'acquisition ou la réacquisition des droits de nationalité italienne à tous ceux qui, Italiens d'origine, auraient possédé ou accepté une autre nationalité au cours de leur résidence à l'étranger et non seulement dans le cas de leur retour dans le Royaume, mais aussi (sous certaines précautions) dans le cas où ils abandonneraient la résidence dans l'État auquel ils appartiennent pour l'établir dans un autre pays étranger, sans adopter cependant la nationalité de ce dernier; 3° que l'on laisse toute faculté au gouvernement à l'effet de modifier, sous certaines précautions, les dispositions générales de la loi, tant en ce qui se réfère aux conditions de reconnaissance de la nationalité étrangère qu'à la manière de conserver et de recouvrer la nationalité italienne; 4° que, au moyen de traités ou d'accords, on obtienne le règlement dans les relations internationales de la condition juridique des Italiens résidant à l'étranger, tant à l'égard des États dans lesquels ils ont établi leur domicile qu'à l'égard des autres États; 5° que l'on étende à tous les Italiens d'origine, appartenant à diverses collectivités politiques, les facultés et avantages propres des nationaux du Royaume qui seraient compatibles avec leur nationalité étrangère.

En 1909 et 1910, surgit l'examen d'un cas intéressant à la fois l'Italie et l'Argentine et qu'il y a lieu d'analyser.

Deux enfants mineurs, nés à Córdoba (République Argentine) de père italien, furent emmenés par celui-ci en Italie et l'un d'eux y fut incorporé dans l'armée, en exécution de la loi générale sur le service militaire. Le père, sujet italien par son origine, voulut que ses fils restassent Argentins et réclama la protection de nos lois.

Le chargé d'affaires argentin à Rome entreprit des démarches au ministère de la Guerre ; mais, plus tard, le ministre plénipotentiaire titulaire les désapprouva et les abandonna.

Le cas dont il s'agit présente deux aspects : le premier, relatif à l'action du gouvernement italien ; le second se rapportant à l'attitude de la légation argentine. Examinons-les donc successivement. Tout d'abord, ce conflit, sur une question de double nationalité, laisse dans l'esprit une impression agréable au sentiment argentin. Il s'agit d'un sujet, originairement Italien, qui, dans l'exercice de ses droits qui résultent de la puissance paternelle, demande l'appui de la légation argentine à Rome en faveur de ses fils nés dans la République, dont il a décidé de leur conserver la nationalité. Il y a là un noble exemple d'attachement à la République Argentine. Ce n'est pas un cas isolé, mais fréquent, au contraire, parmi les Italiens et les autres étrangers. C'est un hommage rendu à notre pays, que nous devons signaler, et dont nous devons remercier ceux qui nous le rendent, dans des circonstances délicates, où le sentiment entre en jeu, quand, par le fait de la loi, les droits du pays du père et ceux de la patrie des enfants se trouvent en opposition.

Sur ce terrain, l'incident ne laisse rien derrière lui qui ne soit un motif de grande cordialité réciproque, s'il se peut, dans les relations entre Italiens et Argentins. Cette ambiance morale a-t-elle pâti de la ferme attitude du ministre de la Guerre d'Italie, établie par les lettres confidentielles qu'il adressa, en dehors de la voie diplomatique, à notre chargé d'affaires à Rome ?

Étudions sommairement les caractères juridiques et diplomatiques que présente cette affaire. Le Code civil italien, modifié par des lois postérieures à sa promulgation et dont l'une porte la date du 17 juillet 1910, établit le droit quant à la nationalité dans le Royaume, ainsi que les obligations militaires qui en dérivent. D'après les dispositions légales sur cette matière, les enfants d'Italiens,

nés à l'étranger, sont Italiens, si l'on ne prouve pas que les parents ont perdu la nationalité italienne avant la naissance desdits enfants (Code civil, art. 6). Le service militaire chez une puissance étrangère entraîne aussi la perte de la nationalité italienne (Code civil, art. 11, § 3). La loi du 17 juillet 1910 réglemente cette disposition du Code civil dans l'article 33, ainsi conçu :

§ 2. Les inscrits nés à l'étranger ou y résidant, ou qui se sont expatriés, avant d'avoir accompli leur seizième année d'âge, en Amérique, Océanie, Asie (la Turquie exceptée), l'Afrique (non compris les colonies et protectorats italiens, l'Égypte, Tripoli, Tunis, l'Algérie et le Maroc), pourvu qu'ils se soient enrôlés, demeurent provisoirement dispensés de se présenter sous les armes tant que dure leur résidence à l'étranger. En cas de mobilisation de l'armée et de la flotte, ils sont tenus de se présenter, en tenant compte des exceptions qui auraient été prévues relativement à la possibilité dans laquelle ils se trouvent de se rapatrier en temps utile.

§ 3. Les militaires auxquels se réfère le paragraphe précédent, quand ils viennent dans le Royaume avant d'avoir accompli leur trente-deuxième année d'âge, doivent en donner immédiatement communication au district militaire, s'ils appartiennent à l'armée, et à la capitainerie du port, s'ils appartiennent à la flotte et se présenter pour satisfaire aux obligations du service militaire. Ceux qui contreviennent à cette disposition sont déclarés déserteurs. Ceux desdits militaires qui seraient nés ou résideraient en pays étrangers dans lesquels, par le fait de la naissance, la nationalité locale leur serait imposée, demeurent exemptés de l'obligation d'accomplir le service, quand ils prouvent qu'ils ont effectué, dans le pays de leur naissance, une période effective de service militaire dans l'armée régulière. Cependant, ils pourront être appelés sous les armes avec une classe de la seconde catégorie, si l'on estime qu'il est nécessaire qu'il en soit ainsi pour compléter leur instruction militaire, conformément aux ordonnances sur l'armée royale.

§ 4. Les militaires compris dans les précédentes dispenses provisoires et dans des cas spéciaux, pourront obtenir de l'armée royale, par la voie diplomatique ou consulaire, la permission de retourner dans leur patrie et d'y demeurer pour une période qui ne sera pas supérieure à deux mois. Le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine pourront, suivant les cas et d'après les règles établies, prolonger le séjour dans le Royaume, pourvu que ces mili-

taires établissent qu'ils poursuivent le cours d'études régulières (1).

§ 5. Les inscrits qui auraient été admis à jouir des dispenses provisoires du service militaire en temps de paix et qui reviendraient dans le Royaume après avoir accompli leur trente-deuxième année d'âge, seront dispensés du service actif. Cependant, ils seront inscrits dans la milice territoriale avec la classe de mobilisation à laquelle ils appartiennent et devront répondre à tout appel éventuel de la même classe.

§ 6. Le règlement déterminera les cas dans lesquels les inscrits sur les rôles, non compris dans le § 2 précédent, peuvent, en cas d'enrôlement dans la première catégorie, être autorisés chaque année, pour des motifs d'importance reconnue, à retarder leur présentation sous les drapeaux, pourvu qu'ils ne laissent pas passer le 1er décembre de l'année dans laquelle s'accomplit leur vingt-cinquième année d'âge.

§ 7. Les inscrits qui résident à l'étranger, qui se seraient enrôlés dans la seconde catégorie, restent dispensés de répondre à l'appel sous les armes pour l'instruction, pendant toute la durée de leur résidence à l'étranger. S'ils viennent en Italie avant d'avoir accompli leur trente-deuxième année, ils demeurent obligés à se présenter sous les drapeaux avec les hommes de la seconde catégorie appelés à l'instruction immédiatement après leur arrivée de l'étranger. S'ils viennent en Italie après cet âge, ils sont dispensés de se présenter sous les drapeaux, ainsi qu'il a été dit précédemment; mais ils seront inscrits dans la milice territoriale avec la classe à laquelle ils appartiennent, et ils devront répondre à tout appel éventuel de ladite classe.

ART. 33 (1/3). — L'inscrit qui, pour se soustraire aux obligations du service militaire, commet en territoire étranger les actes prévus par les lois qui réglementent l'armée et par le Code pénal, sera puni

(1) Le contrôle de l'application des lois militaires et sur la nationalité est confié spécialement par les gouvernements européens à leurs consulats dans les pays d'Outre-Mer. Ces consulats sont admirablement organisés et fonctionnent comme de véritables bureaux de l'état civil. Au cours de la guerre italo-turque, en 1912, le consulat du royaume d'Italie, à Buenos-Aires, a publié dans les journaux des avis rappelant aux Italiens les dispositions légales sur le service militaire qu'ils doivent à leur pays. Le consul convoque ceux qui n'ont pas de permis de résidence à l'étranger, avec la mention *nulla osta* (dispensés de fournir le service militaire pendant toute la durée de leur séjour à l'étranger) à l'effet de régulariser leur situation. Il est bien évident que ces acles de juridiction consulaire manquent de sanction, puisque ceux que l'on convoque peuvent ne pas se présenter. Pour les résidants *italiens*, c'est donc une simple question de bonne volonté. Mais pour les *enfants d'Italiens*, nés dans le pays et, par conséquent, nationaux argentins, cette convocation est inopérante. Ces principes sont communs à tous les pays du Nouveau Monde.

par les lois italiennes, même quan l il est trouvé hors du Royaume. Le national ou l'étranger qui, en territoire étranger, prend part, d'une manière quelconque, à la perpétration du fait punissable commis par l'inscrit, sera passible de la peine établie par les lois italiennes, même s'il ne se trouve pas dans le territoire du Royaume. S'il avait été jugé à l'étranger pour le même fait, il peut être encore jugé dans le Royaume si le ministre de la Justice ne s'y oppose pas.

Le ministre de la Guerre d'Italie a donc procédé correctement et légalement à son point de vue ; et aucune plainte de la part de la République Argentine ne peut être motivée. Cependant la question est loin d'être épuisée. Pour le moment, il n'y a aucun remède au conflit; mais il est susceptible d'expédients et de solutions futures. Tout d'abord, dans le cas du jeune homme né à Córdoba, il y eut imprudence de la part du père d'emmener son fils en Italie, à un âge proche de celui de l'obligation effective du service militaire. Le remède à cette situation qui se présente fréquemment viendra de la réforme de la législation italienne, qui est déjà recommandée par des hommes politiques éminents, membres du Parlement de Rome (1).

(1) Le général Pelloux, ministre de la Guerre du royaume d'Italie, donna une forme claire, franche et noble à la reconnaissance de la réalité des faits fondée sur la nécessité d'une réaction dans le projet qu'il présenta en 1896 au Parlement italien dans les termes suivants :

. . . . . .

Dans le but d'améliorer les conditions des citoyens résidant à l'étranger, en ce qui se rapporte aux obligations de la levée militaire, et surtout afin de maintenir la discipline au moyen de dispositions encore plus efficaces que celles que contient le projet de loi déjà présenté, il fut jugé convenable de considérer lesdits citoyens dans les suivantes catégories :

1° Ceux nés dans des pays dans lesquels par le fait de la naissance la citoyenneté locale fut imposée ;

2° Ceux nés dans des pays dans lesquels par le fait de la naissance la citoyenneté locale leur fut imposée, mais qui depuis se soient transportés dans d'autres États ;

3° Ceux nés dans des pays où on ne leur impose pas la citoyennеté locale du fait de la naissance ;

4° Ceux nés dans le Royaume et émigrés avant d'avoir atteint l'âge de 16 ans ;

5° Ceux qui demeurent, quel que soit le lieu de leur naissance, dans certaines régions proches de l'Italie.

Au sujet de la première catégorie, le gouvernement a eu l'occasion de considérer que les constitutions des principaux États américains, c'est-à-dire de ceux qui reçoivent le plus grand nombre d'Italiens, attribuent la citoyenneté locale aux fils d'étrangers nés dans le pays. Si l'on tient compte que la population italienne dans les Amériques dépasse aujourd'hui

Quant à l'action diplomatique, que certains préconisent, il n'est possible de rien faire sur ce terrain.

S'il ne peut y avoir, par conséquent, de concessions réciproques entre les deux systèmes constitutionnels et légaux, le remède aux conflits qui naissent ne dépend nullement de l'accord diplomatique, mais bien de l'action législative qui commence à se développer favorablement

un million et demi de personnes, il est facile de déduire que les fils d'Italiens qui y sont nés seront plusieurs centaines de mille.

Une longue expérience, ajoute le gouvernement, prouve que l'Italie ne peut tirer d'eux aucun avantage.

Ils restent pour nous toujours ou presque toujours dans la condition d'oubliés dans la levée, et si quelques-uns sont inscrits par l'autorité sur les listes, ils ne retournent jamais en temps opportun.

Donc ces fils d'Italiens, une fois parvenus à l'âge du discernement, s'avouent résolument citoyens du pays où ils sont nés, où ils ont passé les premières années, où ils tirèrent des mœurs, de la langue, des affections, l'éducation et les sentiments qui les lient pour toujours à la nouvelle patrie.

Et leur indifférence envers l'Italie se change en une espèce d'aversion, quand l'époque où ils devraient satisfaire les obligations militaires approche. Ils ne comprennent point ni peuvent comprendre comment un pays qu'ils n'ont jamais vu, dont ils ne connaissent ou connaissent très peu les usages, la langue, l'organisation politique et administrative exige un long voyage, de grands frais, l'abandon de la famille et des affaires, alors que le pays qui les a vus naître les a inscrits déjà sur les listes locales de la Garde nationale et bientôt les inscrit sur les listes des électeurs, leur ouvrant ainsi le chemin à n'importe quelle haute charge de l'État.

Le milieu est donc contraire au maintien de la tradition italienne et la rigidité de nos lois en matière de service militaire y a contribué en grande partie.

Vu ces circonstances, le besoin s'imposait d'étudier la façon la plus propre pour concilier l'intérêt public en Italie avec celui du noyau déjà très nombreux de ceux qui sont nés de pères italiens dans des pays dans lesquels l'état de naissance équivaut à l'état de nationalité.

Non seulement elles ne mettent pas en communion leur vie avec la nôtre, mais elles nous sont en grande partie hostiles Il serait, au moins, nécessaire de dissiper cette version ; il est nécessaire de dispenser tout à fait et inconditionnellement du service militaire ces jeunes gens, une fois parvenus à un certain âge, quand ils ne seront jamais venus s'établir dans le Royaume ou sans qu'ils se soient volontairement offerts de faire partie de l'armée italienne ; il est nécessaire, alors qu'ils sont encore mineurs, de les attirer dans les collèges du Royaume et à l'étude des Beaux-Arts, de leur permettre de quelque manière de parcourir la péninsule et de les pousser vers les affaires et le commerce entre les deux pays d'origine et de naissance ; il est nécessaire surtout de les placer en condition d'apprendre combien fut justifié l'amour que leurs pères ont toujours eu pour l'Italie, quoiqu'ils se soient établis, depuis de longues années, dans des terres étrangères.

On peut présenter de nombreuses objections contre ce projet, fait avec la plus grande libéralité, mais à toutes on peut répondre par une seule considération, la suivante : Avec le système actuel, l'armée n'obtient le moindre avantage des forces italiennes d'Amérique, tâchons alors de les changer en forces morales et économiques et préparons-nous à combler l'abîme qui les sépare de l'Italie.

. . . . . .

en Italie. Celle-ci, en admettant que les enfants d'Italiens nés dans la République sont Argentins, cherchera et trouvera le moyen de faciliter leur incorporation à la nationalité italienne s'ils abandonnent volontairement la nationalité argentine, en faisant usage de leur droit indiscutable pour se fixer définitivement dans le Royaume. Telle est la tendance, bien que timide encore, de la loi de 1912 que nous insérons dans ce chapitre.

VIII. **Commentaire de la loi italienne de 1912.** — Le projet passa donc du Sénat à la Chambre des députés. Celle-ci a soumis ce projet à l'étude d'une commission composée de l'honorable Carcano, président; Ciralo, secrétaire; Camera, Cirmeni, De Marinis, Morpurgo, Luiggi, Rossi, Eugenio Valli, membres, et Alfredo Baccelli, rapporteur. Cette commission formula ses conclusions dans un rapport clair et sensé dont on donna lecture à la séance du 30 mars 1912 (1). Après avoir fait le résumé de la condition juridique du droit sur la nationalité à travers les âges, la commission reconnaît que de nos jours, « contrairement aux temps passés, le droit sur la nationalité s'adoucit, devient plus intelligible, est considéré comme le critérium des plus vastes horizons et que ses formules sont toujours conformes à l'équité » (2). La commission a sérieusement étudié le projet Scialoja, opportunément amendé par le Sénat, et, bien que cette assemblée considère « que quelques-unes des modifica-

(1) Chambre des députés, nº 966. A. *Relazione della commissione sul desegno di legge approvato dal Senato del Regno nella seduta del 4 luglio 1911 (Atti parlamentari).*

(2) « L'Italia, come abbiamo rilevato, fu, in questo, prima fra tutte le nazioni; ma, poi, ben disse Giuseppe Giusti :

Prima padron di casa in casa mia,
Poi cittadino nella mia città ;
Italiano, in Italia, en cosi via
Discorrendo, uomo nell' umanità ».

(*Relazione, cit.*, 2, 2e colonne).

tions suggérées par la doctrine, par la presse et par les citoyens ne manquent pas de valeur, elle affirme l'utilité de recommander à la Chambre l'approbation intégrale du projet de loi, tel que le Sénat le lui retourne » (1). En conséquence, la Chambre lui donna sa sanction; et ce projet devint ainsi la loi italienne qui porte la date du 13 juin 1912. Quand cette loi, dont on peut lire le texte dans le tableau précédent, réforme les articles inflexibles du Code civil, elle se rapproche de l'idéal exprimé et, si elle ne l'adopte pas résolument, elle l'incorpore tout au moins timidement dans ses articles. C'est le commencement d'une évolution.

L'article 1er confirme le texte du Code civil aux termes duquel la nationalité est fondée sur le *jus sanguinis*. La première solution qu'il contient pose une règle absolue qui diffère du principe admis en France, suivant lequel est Français celui qui est né sur le territoire français ou qui est né à l'étranger de parents français. La commission de la Chambre des députés, par le document précité, se place dans une position peu ferme quand elle maintient en de tels termes un droit factice en présence du *jus soli* qui se fonde sur la doctrine délaissée du contrat social (2). La commission a aussi étudié la question de la double nationalité; elle reconnaît que Buzzatti et Samama l'ont traitée savamment et virilement. D'après ces auteurs et leur école, l'Italien qui aurait voté dans des élections politiques pour le Parlement des États-Unis, de la République Argentine ou du Brésil, par exemple, pourrait prendre le

(1) *Ibid.*, 3, 1re colonne. Le lumineux rapport de la commission est signé par son rapporteur, M. Alfredo Baccelli.

(2) E cio anche independentemente dal concetto de Rousseau, seguito dal Weiss e dal Cogordan, pel quale il figlio nascendo credita l'obbligazione contrala dal padre, che strinse con lo Stalo un vero contratlo sinallagmalico. Ma il principio stesso non puo astrarre della condizione odiorne, della legislazioni circonstanli e dalle pratiche esigenze della vita; esso deve per opera del legisladore adattarsi e conciliarsi con queste nel modo che apparisca piu saggio (*Relazione*, cit. 3, 11).

bateau et se transporter en Italie dans le but de participer aux élections de son pays. D'autres auteurs, dit le rapport de la commission, moins fermes, voudraient une sorte de nationalité en suspens, une nationalité en léthargie. Et d'autres atténuent davantage encore leurs idées, en se bornant à faciliter le recouvrement de la nationalité en faveur des Italiens qui l'ont perdue. La commission rejette le principe de la double nationalité sous cette forme extrême qu'elle qualifie de téméraire et aussi dans la forme timide que d'autres lui attribuent ; elle adopte franchement le principe de Cicéron d'après lequel personne ne peut être en même temps sujet de deux États. Si l'on admet, déclare la commission, ou si l'on repousse le concept biologique qui admet que l'État est un organisme un, dont la nationalité formerait pour ainsi dire la cellule constitutive et inséparable, l'absurdité juridique d'une double nationalité apparaît toujours dès que l'on examine la question d'un peu près (1). La commission accepte les déclarations du sénateur Polacco qui, attaquant la double nationalité, s'exprime ainsi : « Il n'est pas utile de tenter de créer un « mort », il est préférable de faciliter le recouvrement de la nationalité » (2). D'autre part, le rapport admet qu'il

(1) *Relazione,* cit. 3 et 4.

(2) Ces principes furent, pour le surplus, incorporés aux règles sanctionnées par l'*Institut de droit international* lors de la session tenue à Cambridge en 1895. Dans cette session, un rapport sur les conflits de lois en matière de nationalité, spécialement au point de vue de la naturalisation, fut présenté avec des conclusions, au nom de la commission, par M. Weiss, l'un des rapporteurs (*Annuaire de l'Institut,* XIV, 66). Voici les conclusions approuvées : « *Premier principe.* Nul ne doit être sans nationalité. — *Deuxième principe.* Nul ne peut avoir simultanément deux nationalités ». M. de Martens constate que ce cas se présente quelquefois fatalement, lorsqu'une personne dont la première nationalité est indélébile est amenée par les circonstances à en accepter une seconde. Ainsi, M. Bluntschli, ancien membre de l'Institut, était à la fois Suisse et Badois. M. de Bar fait remarquer que ce sont de simples indications que donne la commission, sans nier qu'il puisse y avoir d'inévitables exceptions. Sir D.-M. Wallace s'intéresse à cette question. Il y a des points fort délicats qui peuvent en découler. Il prend comme exemple l'Angleterre et les États-Unis. Il y a quelques années, on pouvait être à la fois citoyen anglais et améri-

est tout naturel de chercher des solutions pratiques; il ajoute qu'il est évident que, si les Italiens, à l'aide de la double nationalité, pouvaient acquérir ainsi une grande puissance au point de vue électoral dans un État étranger, cette circonstance aurait pour conséquence immédiate de leur interdire toute participation à la vie politique de cet État. C'est ce qui s'est produit au Transvaal pour les étrangers domiciliés dans ce pays où ils formaient les deux tiers de la population de l'État. Enfin, la commission soutient que la double nationalité ne constitue ni un concept juridique, ni un concept civil; elle rappelle que le IV[e] congrès juridique international, réuni à Naples, approuva la règle fondamentale de Fiore, d'après laquelle la nationalité est une. Enfin, la commission ne fait pas absolument table rase du *jus soli;* elle maintient au contraire son influence dans des proportions telles qu'il peut être utile à l'Italie dans certaines circonstances déterminées. La commission établit à ce sujet une sorte de réciprocité. D'autre part, le *jus soli* lui permet de résoudre la question de la situation des personnes sans patrie, appelées par le droit allemand et par l'Europe *heimathlos* et par le droit italien *apolides* (1). Ainsi, ces personnes constitueraient des *nationaux* du Royaume et leurs enfants auraient la même condition juridique.

L'article 2 réforme le Code civil en statuant sur les enfants naturels et en édictant des dispositions sur leur nationalité. Cet article met sur le pied d'égalité le mineur émancipé et l'enfant devenu majeur: il essaye d'établir

cain. Cela présentait certains inconvénients; mais, si les États s'en accommodent, il faut les laisser libres. — « *Troisième principe.* Chacun doit avoir le droit de changer de nationalité. — *Quatrième principe.* La renonciation pure et simple ne suffit pas pour faire perdre la nationalité. — *Cinquième principe.* La nationalité d'origine ne doit pas se transmettre à l'infini de génération en génération établies à l'étranger » (*Annuaire,* XIV, 198-199).

(1) Les *apolides* du droit moderne correspondent aux *cives romani* qui ont subi la *capitis deminutio* moyenne, les affranchis *latini junianos* et les affranchis *dedicticios.*

l'égalité de leur condition au double point de vue politique et civil. Il n'est pas juste, en effet, de décider que si une personne possède la capacité voulue pour porter les armes et défendre sa patrie, ou pour se livrer au commerce, ou pour administrer son patrimoine personnel avant d'avoir atteint l'âge de sa majorité, elle ne l'ait pas aussi, de même, pour exercer les droits qui découlent de la nationalité. De cette manière, le mineur émancipé résout ainsi lui-même la question de sa nationalité. Cet article de la nouvelle loi nous paraît très important en raison de ce qu'il affirme la prédominance du droit individuel en cette matière. De cette règle nous déduirons par la suite des conséquences importantes. Le Code civil n'avait pas prévu la question de la nationalité dans le cas de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire. La nouvelle loi établit que ces actes juridiques servent de point de départ à la nationalité italienne. Dans le conflit qui naît de la reconnaissance successivement faite par le père et par la mère, cette nouvelle loi fait prévaloir la nationalité du père; elle invoque, dans ce but, le principe de l'unité de la famille et celui d'après lequel l'enfant continue, physiquement et moralement, la personne du père. Il serait possible de faire remarquer, dans ce cas, conformément aux jurisprudences européennes et en admettant une haute conception philosophique, que la règle italienne est trop sévère, puisqu'il pourrait arriver que la loi de la nationalité de la mère qui a reconnu l'enfant postérieurement à la reconnaissance faite par le père soit plus favorable aux intérêts de l'enfant. Cette loi devrait alors prévaloir.

L'article 3 réforme aussi le Code civil dans celles de ses dispositions qui se réfèrent à l'acquisition de la nationalité italienne. Le Code débute en déclarant que : « *est considéré comme national* ... ». La critique, les commissions parlementaires, la presse n'admettent pas cette forme parce qu'elle manque de précision. Elles n'approuvent nulle-

ment la simple présomption de la nationalité, mais seulement l'existence certaine de celle-ci dans les cas prévus par la loi. A ce point de vue, il n'est pas douteux que la réforme de l'article 3 de la loi mérite d'être admise, puisque cet article donne la solution du point à éclaircir en écartant les doutes et les questions préjudicielles pour arriver à la détermination de la nationalité. D'autre part, l'État ne doit jamais simplement présumer la nationalité de ses enfants; il doit la reconnaître formellement et la sauvegarder. Le même article incorpore la règle du service militaire comme moyen de définir la nationalité. Il établit le principe qu'aucun autre lien ne saurait déterminer une caractéristique plus nette au point de vue national. Enfin, cet article attribue la nationalité, dans des conditions données, à ceux qui occupent des *emplois* octroyés par des gouvernements étrangers. Le mot *emploi* a donné lieu à une discussion et à une interprétation qui ont été définies en termes très clairs par la commission de la Chambre des députés, qui a soutenu que l'on doit entendre par *employé* de l'État toute personne au service de l'État, qu'elle participe ou ne participe pas aux actes de l'autorité publique, qu'elle soit ou qu'elle ne soit pas officier public. La commission admet donc une règle générale et très large. Elle a cru nécessaire de poser cette règle afin d'éviter une controverse qui s'est produite entre différents auteurs italiens quand il s'est agi de déterminer le point de savoir quels sont ceux que l'on doit comprendre sous le terme général d'*employés*. La commission entend que la règle la plus large doit correspondre au principe, qui nous paraît très rationnel, et que, en cas de doute, on doit accorder la nationalité, laquelle ne doit pas être refusée pour de simples exigences de forme ou de procédure (1).

Les articles 4 à 6 ont pour objet de simplifier les règles relatives à la naturalisation, spécialement quand il s'agit

(1) *Relazione,* cit., 8.

de faciliter la réintégration dans la nationalité italienne pour ceux qui l'auraient perdue ou abandonnée. Le Code civil est aussi réformé sur le point de savoir s'il existe deux catégories de naturalisation (1) : la naturalisation individuelle, accordée par décret royal, et la naturalisation collective, fondée sur les lois, nationalité qui ne comportait pas toujours la jouissance des droits politiques. Le nouveau point de vue simplifie les questions en maintenant le droit du roi à l'effet de décréter la nationalité après avis préalable du Conseil d'État, et aussi la nationalité qui a été concédée par les lois dans des cas exceptionnels et à titre de récompense pour services extraordinaires. Les deux nationalités entraînent la faculté de l'exercice des droits civils et politiques.

En traitant de la naturalisation et du recouvrement de la nationalité italienne perdue, les projets de loi et la loi

(1) Buzzatti, *Relator*, « Si vorebbe raccomandare al nostro governo di facilitare il riacquisto della cittadinanza aciogli italiani che l'avessero perduto á causa della loro residenza all'estero. La cosa sarebbe facile del momento che il governo Italiano, dati i modi con cui si puo aquistare la cittadinanza nagli Stati Uniti, ignorando l'acquisto di tale cittadinanza da parte degli italiani, questi tornano cittadini italiani, senza alcuna formalita, appena riprendano domicilio in Italia ».

Luongo soulient : « Chi gli italiani immigrati, negli Stati Uniti devono acquistare la cittadinanza del paese perché cosi solo possono conseguire il voto politico ed i grandi vantaggi che questo apporta. E'contrario alla doppia cittadinanza anche perché é persuaso che gli americani non accettorabbero un talo ibvido istituto, vorebbe invece che il cittadino italiano naturalizzatosi americano potesse facilmente riacquistare la cittadinanza d'origine ».

Marasco dit : « Che, mentre gli oratori che lo hanno procedulo si sono principalmente occupati della emigrazione operaia, egli intende parlare anche degli emigrati appartenenti alla clase intellettuale. Nell' Uruguay per occupare pubblici impieghi ed anche per esercitare alcune professioni, ocorre avere cittadinanza del paese. Percio gli italiani che per la loro coltura possono aspirare a quegli impiegni ed esercitare quelle professioni, deveno previamente e forzosamente naturalizarri. Per aver compiuta questa necessaria formalita, gli italiani della clase colta non perdono pero l'anima ed il sentimiento de italiani. I figli di italiani poi nati nell' Uruguay sono anch' essi forzosamente uruguajani e fin dell' eta di 15 anni vengono inscritti nelle liste di leva » (*Atti del primo Congreso degli Italiani al' Estero, ottobre 1908)*, vol. II, Roma, 1910, p. 92 el 93.

elle-même ont écarté l'expression de *domicile* pour lui substituer celle de *résidence*. L'intention est évidente. La commission parlementaire fait l'éloge de la sagesse de cette rédaction. Nous ne pouvons pas la suivre parce que, bien qu'il y ait là un moyen utile ayant pour but de faciliter le recouvrement de la nationalité italienne, son exagération peut conduire à l'injustice et faciliter les pratiques de la mauvaise foi. En effet, la résidence peut ne durer que peu de jours, comme elle peut se prolonger pendant plusieurs années, si l'on conserve l'*esprit de retour* au domicile étranger. Il arrivera fréquemment que des personnes qui ont l'intention d'éluder le service militaire en Amérique se rendront en Italie. Par le moyen d'une simple résidence, de quelques jours ou de quelques mois, elles pourront y acquérir la nationalité italienne en se conformant à certaines conditions légales. Puis, elles reviendront ensuite dans le pays de leur domicile, dont elles sont aussi des *nationaux* d'après le *jus soli*. Elles opèrent ainsi un changement de nationalité qui n'est nullement le résultat de la bonne foi : nous avons déjà flétri cette manœuvre dans le présent ouvrage. La résidence ne peut donc pas constituer le fondement de la nationalité, puisqu'elle suppose la conservation du domicile dans un autre endroit. Le domicile, par son caractère permanent, doit être l'un des facteurs qui concourent à déterminer la nationalité ; la résidence, dans des circonstances semblables, ne doit être simplement acceptée qu'avec prudence dans des cas limités (1).

L'article 7 est très important. Il aborde résolument le conflit du *jus sanguinis* et du *jus soli;* il le résout sous une forme qui se trouve en contradiction avec quelques textes de la même loi et avec les doctrines exposées par la commission. En effet, d'après cette disposition, le national italien né dans un État étranger où il vit (l'enfant d'un

(1) *Relazione*, cit. 11.

Italien né et domicilié dans la République Argentine, par exemple), dont l'état serait d'être national argentin par la naissance *(jus soli)*, conserve la nationalité italienne ; mais dès qu'il a atteint sa majorité, ou dès qu'il a été émancipé, il peut y renoncer. Si l'on admet que cette personne est Argentine en vertu du *jus soli*, comment est-il possible de lui imposer en même temps la nationalité italienne? (1). La presse, les rapports des commissions et l'esprit de la loi conformes à ces mêmes rapports concourent au rejet catégorique de la double nationalité. Cependant l'article 7 reconnaît cette double nationalité et tombe ainsi dans une nouvelle contradiction avec les principes juridiques italiens ; il s'agit de celui de ces principes qui déclare que la nationalité est un acte volontaire en vertu duquel personne ne peut être contraint à conserver ni à accepter une nationalité déterminée, ni à y renoncer. Par conséquent, l'article en question incorpore à l'économie de la loi le principe de la double nationalité que son esprit condamne cependant. En réalité, il ne saurait y avoir double nationalité dès que l'on reconnaît qu'une personne appartient à une seule nationalité, et la prétention italienne, qui consiste à envisager l'espérance que cette personne pourra devenir un national italien, se tient difficilement debout. La commission de la Chambre des députés admet, dans son rapport, l'impossibilité de faire une loi susceptible de s'appliquer à des hommes qui se sont volontairement soumis à la législation d'autres pays. De quel droit, alors, l'article 7 de cette loi vient-il leur dénier la nationalité qu'ils ont spontanément conservée et leur offrir le droit d'option? C'est tout simplement légiférer dans le vide, c'est faire figurer dans la loi des règles factices et inapplicables. Ce même arti-

(1) « Ma il criterio oggi prevalente, quantunque non ancora da tutte seguito, è *quello che si basa sulla libera volontà dell' individuo e conduce all' affermazione del principio che uno Stato non possa mai imposse la nazionalità allo straniero che non la reclami* » (Mario Vianello Chiodo, *La Cittadinanza del nostro emigrato*, Roma, 1910, p. 11).

cle 7 ne se décide pas à accepter le principe de Chicco, dont nous avons parlé, et il maintient dans la pratique des règles factices éphémères, ainsi que Ferri l'a démontré, parce que le législateur n'a pas voulu prendre le parti d'admettre ce qui est irrévocable. La commission n'invoque aucune raison juridique ni philosophique quand elle se déclare conservatrice sur ce point, malgré les éloquentes démonstrations des auteurs italiens précités. Elle convient bien qu'elle reconnaît la difficulté, mais elle ajoute qu'elle ne croit pas digne de la tourner en se pliant à la volonté de gouvernements étrangers (1). Cet argument ne constitue pas la caractéristique des hommes d'État. Au Parlement italien, Ferri a démontré que par l'acceptation de la règle de Chicco on tiendrait plus utilement compte de la dignité et des intérêts du Royaume.

Dans l'article 8, la loi traite des causes de la perte de la nationalité italienne. L'esprit de cet article se trouve en contradiction avec celui de l'article 7, et cette contradiction est démontrée par la commission de la Chambre des députés elle-même dans les termes suivants : « Les dispositions de l'article 8 nous paraissent exactes quand elles stipulent que la nationalité est perdue par ceux qui acquièrent spontanément une nationalité étrangère, ou établissent, ou ont établi antérieurement leur propre *résidence* à l'étranger. Il est juste de reconnaître que celui qui, sans subir la dure contrainte des dispositions d'une loi étrangère, agit au contraire librement, selon sa propre volonté, préfère ainsi acquérir la nationalité d'un autre pays, tout en établissant en même temps sa résidence hors du Royaume, démontre d'une manière péremptoire qu'il se considère comme définitivement séparé de la patrie » (2). S'il en est ainsi, pourquoi l'article 7 exige-t-il

(1) *Relazione,* cit., *ibid.*

(2) Cette solution équitable concorde avec les faits. Voici l'une de ses manifestations au premier Congrès des Italiens à l'étranger :

« Ambrosètti afferma che i nati nella Republica Argentina da genitori ita-

qu'il continue à rester Italien jusqu'à l'époque de sa majorité? D'autre part, le terme de *résidence* que l'on emploie dans le texte précédent ne peut pas être autre chose que le *domicile*. Enfin, la commission nous déclare, dans le passage précité, que la prétention de conserver de tels citoyens, nonobstant leurs propres actes et contre leur propre volonté, est inopportune. L'article 8 contient une autre nouveauté qui consiste dans une limitation apportée à la règle d'après laquelle le service militaire, sous les ordres d'un gouvernement étranger, entraîne la perte de la nationalité. « Comment serait-il possible, se demande la commission de la Chambre, que Garibaldi, Byron, Lafayette aient perdu leur nationalité en servant glorieusement des pays étrangers? La loi italienne entend que ces actes peuvent honorer et non détruire le lien de la nationalité, et, pour cette raison, elle établit comme règle que la nationalité se perd seulement dans le cas où les personnes au service d'un gouvernement étranger ont reçu du gouvernement italien l'intimation de cesser leur service et n'obéissent pas à cette intimation » (1).

L'article 9 contient des dispositions nouvelles et importantes qui ont pour but de faciliter le recouvrement de la nationalité. Ces textes sont du plus grand intérêt pour les pays à émigration. Le droit de faciliter la réintégration des sujets perdus appartient à la législation interne de chaque État, et il dépend seulement du droit public d'avoir à le reconnaître et à l'honorer.

Les articles 10, 11 et 12 traitent de la condition de l'enfant et de la femme en ce qui concerne leurs droits quant

» liani si sentano niella massima parte argentini e percio dovorebbe esser loro
» lasciata la scelta di essere argentini o italiani. Nel primo caso dovrebbero
» essere dispensati da ogni e quialsiasi obbligo militare verso Italia. L'oratore
» aggiunge francamente che agli, nato in Argentina da genitori italiani, si sente
» completamente argentino, pur nutrendo per l'Italia e per gli italiani la mas-
» sima simpatid. Tommasi. Svolge gli stessi concetti del precedente oratore »
(*Atti*, etc. II, 88 et 89).

(1) *Relazione*, cit. 12.

à la nationalité. Je ne donne pas quant à présent le commentaire de cette matière; je l'exposerai dans mon cours universitaire de 1912.

L'article 14 légifère, dans le sens que j'ai indiqué, sur les *apolides;* et les articles 13 et suivants se réfèrent principalement aux règles de procédure qui assurent l'exécution de la loi sur la nationalité. Quelques-unes de ces règles sont assurément fondamentales; mais elles n'ont aucun rapport avec la question au point de vue international.

Il convient de faire remarquer, en termes généraux, que la nouvelle loi italienne sur la nationalité abroge les articles 4 et 15 du Code civil, l'article 36 de la loi sur l'émigration du 31 janvier 1901, la loi Sonnino du 17 mai 1906 et toutes les dispositions contraires antérieures. Il ne reste plus en vigueur, comme règles anciennes sur la nationalité, que celles qui sont basées sur des traités internationaux. Dans le rapport de la commission et dans le texte même de la loi (art. 7), on remarque la tendance à passer des traités sur la nationalité avec des pays étrangers, spécialement avec les pays américains d'émigration. Jusqu'à ce jour le résultat n'a pas été favorable pour l'Italie. Les grandes puissances et les nations américaines les plus importantes se sont refusées à la conclusion de ces traités, et il ne nous paraît pas que cette politique soit bien opportune, parce que, en matière de nationalité, dans laquelle intervient principalement la volonté de l'individu, les traités ne peuvent ni ne doivent établir des règles qui y portent atteinte (1).

Toutefois, si la loi dont nous terminons le commentaire

(1) Cassano, membre du premier congrès des Italiens à l'étranger, s'était exprimé ainsi en 1908 : « La materia della cittadinanza no puó essere abbandonata exclusivamente alle convenzioni internazionali, perché si verrebbe cosi a creare un trattamento trope difforme. *La legislazione interna debe regolare tale materia* » (*Atti*, II, 89). C'est là la véritable doctrine, celle que nous avons eu l'honneur de soutenir constamment dans cette chaire. Voyez ce que nous avons dit précédemment à ce sujet, p. 328.

et dont nous avons donné la traduction en castillan et en français pour la première fois, contient des dispositions qui tendent vers les idées modernes et les solutions prudentes, elle est cependant timide et ne peut être considérée que comme un premier pas préparatoire vers des solutions fondamentales plus importantes.

La commission de la Chambre rappelle la noble proposition de l'éminent professeur Weiss, en vue de la réunion d'une conférence internationale ayant pour objet d'établir des règles de conciliation entre le *jus sanguinis* et le *jus soli* applicables à toutes les nations. La commission donna son appui à cette proposition en tant qu'elle constitue une manifestation de l'esprit moderne sur la législation universelle ; elle a ajouté que l'Italie, tant en raison de son ancienne mission civilisatrice que de la largeur de vues dont elle a fait preuve dans la rédaction de son Code civil, se trouvait dans les conditions les plus favorables pour prendre l'initiative de cette conférence.

La commission termine son rapport à la Chambre des députés dans les termes suivants dont nous acceptons l'esprit sans réserve :

« Mais, à notre sens, l'Italie, après avoir sanctionné une loi sur la nationalité, ne doit pas oublier ceux qui, au point de vue politique, ne lui appartiennent plus, bien qu'ils lui soient encore rattachés par des liens ethniques. Serait de courte vue celui qui ne se montrerait pas clairvoyant, actuellement, au milieu des palpitations d'une vie internationale plus universelle et plus féconde, où se développent de nouveaux facteurs sociaux qui demain constitueront les causes déterminantes de conditions nouvelles. Tout particulièrement, une nation comme l'Italie, qui offre le merveilleux spectacle de sa fécondité et de son esprit d'initiative, assurée de sa force juvénile, doit prendre en considération, non seulement les nationaux italiens, mais aussi les Italiens non nationaux. La race se ramifie même encore au delà des frontières de la patrie, et les générations italiennes qui vivent dans les pays les plus lointains s'adaptent aux exigences du milieu ambiant; si elles ne peuvent être envisagées comme une force politique du Royaume, elles doivent être pour le moins vénérées comme une puissance d'expansion de la pensée, de

l'âme et des intérêts économiques de l'Italie, d'autant plus considérable qu'elle est plus loyale et plus grande, quelque entière que soit sa foi politique à l'égard des États qui lui donnent l'hospitalité. Que l'on retienne donc ceux de ces nationaux italiens qui n'ont pas rompu définitivement leur propre lien avec la terre natale; mais ceux qui, dorénavant portés plus loin, toujours plus loin, par la poussée de la vie, sont rattachés par le développement des intérêts et des relations civiles avec d'autres terres, reçoivent notre exhortation à être de bons et loyaux citoyens des États où ils vivent. Aucun conflit n'est à prévoir entre l'Italie et ces pays lointains ; au contraire, chaque jour, les relations qui sont le fondement de l'amitié se développent et se multiplient en même temps qu'eux. Nous devons donc déclarer que personne ne s'offense si les Italiens transformés en étrangers pour des raisons politiques conservent leur affection pour la mère patrie, s'ils n'oublient pas sa langue et ne portent aucun préjudice à sa vitalité ni à ses intérêts, même en servant les États où ils vivent. C'est à ce but que doit se consacrer l'œuvre de notre commissariat général de l'émigration, comme celle de nos agents à l'étranger, celle des écoles et celle de toutes les institutions coloniales. Avec ces idées modernes, nous concilierons nos intérêts avec les intérêts de ceux qui sont loin de nous; et par la sympathie qui entourera le nom italien, nous bénéficierons d'une force morale et d'une puissance économique » (1).

Dans les documents que nous venons de commenter, on rencontre souvent les mots « *colonies libres de l'Italie à l'étranger* », par lesquels on désigne la masse de population d'origine italienne et ses descendants établis dans les pays d'Outre-Mer. Pour notre part, nous n'acceptons pas cette expression, même avec la réserve du mot « libre ». Le bon sens des étrangers établis dans la République Argentine a éliminé spontanément, pour une raison de convenance personnelle et réciproque, le mot « *colonie* » de notre vocabulaire politique et social. L'Italie ne possède pas dans la République Argentine des « *colonies libres* » ni d'aucun autre caractère; il s'y trouve seulement des Italiens qui constituent une respectable, laborieuse et digne « *collectivité* » hautement estimée de tous.

(1) *Relazione,* cit. 20.

IX. **Grèce.** — La constitution de 1864 de ce pays dispose, par son article 3, que « sont *nationaux* grecs tous ceux qui ont la qualité de *national* (citoyen), conformément aux lois de l'État ». Le Code civil réglemente le texte constitutionnel. D'après son article 14, sont *Hellènes* les enfants de parents hellènes, les enfants de mère hellène non mariée, l'enfant de mère étrangère et de père hellène, né hors mariage si ce dernier l'a reconnu. Ces règles assurent l'application du *jus sanguinis ;* mais le Code accorde une place au *jus soli* pour celui qui est né en Grèce de parents inconnus ou de parents étrangers, si l'enfant fait connaître, dans l'année de sa majorité, son intention de fixer son domicile en Grèce. La déclaration doit être faite devant l'autorité du district où il s'établit. Enfin, sont Hellènes les enfants d'étrangers nés en Grèce et qui y ont fixé leur domicile. Le même droit s'applique à l'enfant naturel né en Grèce de mère hellène et de père étranger si celui-ci l'a reconnu. Le Code garde le silence sur les enfants adoptifs (Code civil, art. 14, 17 et 19).

Malgré cela, la nationalité des enfants naturels se trouve dans une situation anachronique et confuse, qui a été étudiée par l'avocat athénien Léon Maccas (1). Cette étude, qui tend à la réforme de la législation civile en Grèce et qui déplore la non-existence d'un Code de la matière, a pour objet de servir de base aux projets de lois dont le Dr Maccas est l'auteur. Le premier de ces projets se propose de remplacer le droit romain encore en vigueur en Grèce, et le second de modifier le Code pénal dans la partie relative à la filiation naturelle. L'étude précitée est un excellent guide théorique et pratique sur les questions de filiation et de nationalité dans le droit grec.

X. **Luxembourg.** — La constitution dispose que le

(1) *Journal du droit international privé,* 1912, p. 731 : *Condition juridique en Grèce des enfants naturels dans le droit privé et dans les rapports internationaux.*

caractère de *Luxembourgeois* s'acquiert, se conserve et se perd conformément aux règles déterminées par la loi civile (art. 9). La loi de 1848, révisée en 1878, se réfère spécialement à la naturalisation ; mais la législation civile suit les principes français en la matière de l'article 9, en affirmant, comme règle générale, le *jus sanguinis*. Ainsi, l'enfant de nationaux né à l'étranger, est Luxembourgeois; et l'enfant de père étranger, né sur le territoire, peut opter pour la nationalité du territoire ; de ce fait, il est rendu hommage au *jus soli* (Code civil, art. 9). L'option doit avoir lieu dans l'année de la majorité, ou bien à partir de l'âge de 18 ans accomplis, avec le consentement de ceux qui sont qualifiés pour donner leur consentement en cas de mariage d'après leur loi personnelle. Le *jus soli* cependant n'est pas applicable, conformément à la loi du 12 novembre 1859, à celui qui est né en Luxembourg d'un militaire ou d'un employé civil de pays étranger. La loi se réfère spécialement à l'Allemagne et aux enfants de diplomates étrangers. La loi du 27 janvier 1878 réglemente, par l'article 2, l'application du *jus soli*. Cet article dit : « Est Luxembourgeois tout individu ayant son domicile dans le *Grand-Duché* et né dans le pays d'un étranger qui y est né lui-même et y a eu sa résidence jusqu'à la naissance de cet enfant, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi luxembourgeoise, cet enfant ne réclame la qualité d'étranger. A cet effet, il devra en faire la déclaration devant l'autorité communale du lieu de sa dernière résidence et justifier d'avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme du gouvernement, laquelle restera annexée à la déclaration ».

Le droit luxembourgeois a été révisé en 1905 et l'article 9 du Code civil a été modifié dans les termes suivants par la loi du 14 mars : « Est également Luxembourgeois celui qui, lors de la promulgation de la présente loi, jouit des conditions énumérées à l'alinéa précédent, mais a

déjà atteint l'âge de la majorité d'après la loi luxembourgeoise, à moins que, dans l'année qui suivra la publication de la loi, il ne remplisse les devoirs imposés par ledit alinéa à ceux qui veulent conserver la qualité d'étranger ».

XI. **Nationalité pontificale.** — Enfin, il convient de rappeler qu'il y eut une nationalité pontificale quand Rome était gouvernée politiquement par le pape. Un cas relatif à cette origine a été jugé le 18 mai 1909 par la Cour de cassation de Rome. Les conclusions furent les suivantes :

« 1. Suivant le droit commun, déjà consacré sur ce point par la législation des États pontificaux, le domicile prolongé pendant dix années dans un État autre que l'État d'origine, fait acquérir par droit d'incolat la nouvelle nationalité, tout en conservant, à titre plus nominal que réel, la nationalité d'origine. Le Code civil italien n'admet plus la double nationalité. — 2. Le changement de domicile, pour procurer l'acquisition de la nouvelle nationalité, doit être fait, non pas avec la simple intention de transférer dans une nouvelle résidence le centre de ses intérêts, mais avec l'intention de pénétrer dans le nouvel État pour en devenir le citoyen. — 3. Un sujet des États de l'Église, émigré aux États-Unis d'Amérique avant 1870 et naturalisé citoyen américain, ne recouvre pas la nationalité italienne, si depuis 1870 il est revenu en Italie sans obéir aux formalités prescrites par l'article 13 du Code civil. — 4. La succession d'un sujet américain doit être régie par sa loi nationale. Peu importe que d'après le droit international américain la succession soit régie par la loi du domicile ; dans le conflit entre les dispositions du droit international privé des deux législations, la préférence doit être accordée à la loi italienne (*Journal du droit international privé*, Paris, 1910, p. 278).

XII. **Russie.** — La nationalité était régie en Russie par les articles 1538 à 1558 de la loi politique qui définissait la condition des personnes (1). Ces textes ont été remplacés

(1) *Code des conditions de 1857*, réédité en 1899, chap. III, art. 836 à 857. Sur le droit de la nationalité en Russie, cons. Ernest Lehr, *Des moyens de constituer un état de cité ou une nationalité à un enfant qui en est dépourvu*, dans le *Journal du droit international privé*, 1891, p. 105 ; Weiss, *ouvrage*

par l'ukase du 6 mars 1864 qui, en réalité, contient des règles sur la naturalisation. L'article 12 établit cependant certaines exceptions qui favorisent le *jus soli*. « Les enfants d'étrangers, stipule-t-il, non naturalisés Russes, *qui sont nés* et ont été élevés en Russie, ou qui, quoique nés à l'étranger, ont fait leurs cours d'études dans les établissements d'instruction supérieurs ou secondaires russes, acquièrent par ce fait le droit d'obtenir la naturalisation russe dans l'année qui suit leur majorité ». Le même article dispose que « les enfants d'étrangers qui n'auront pas prêté le serment de sujétion ou ne seront pas entrés au service dans le délai ci-dessus fixé ne pourront se faire naturaliser par la suite qu'en se conformant à toutes les règles générales prescrites dans le présent règlement pour les autres étrangers ». L'article 13 étend la faculté de la naturalisation en faveur des enfants majeurs des étrangers naturalisés. Enfin, conformément aux documents législatifs précités, la nationalité russe s'acquiert par le mariage et par la naturalisation. Aux termes de l'article 855 du Code des conditions, l'étrangère qui épouse un Russe dans l'Empire ou à l'étranger, acquiert la nationalité russe sans qu'il lui soit nécessaire de prêter le serment de fidélité à la Couronne, pourvu que le mariage soit célébré religieusement, puisque la loi civile russe ne reconnaît pas d'autre sorte de mariage (1).

XIII. **République de Saint-Marin.** — D'après la législation de ce pays, analysée et exposée par Lehr (2), sont nationaux de la petite République les individus qui sont nés de parents qui possèdent cette nationalité. Le fait de la naissance sur le territoire de la République ou celui

cité, I, 285-286; Cogordan, *ouvrage cité*, 69 et 519; Lehr, *La nationalité*, etc., *ouvrage cité*, 169.

(1) Lois civiles russes (*Svoc zakonov*), t. X, 1re partie, article 30, édition de 1887. Lehr, *ouvrage cité*, p. 169, qui contient quelques renseignements intéressants fournis par les professeurs de l'Université de Saint-Pétersbourg.

(2) *Ouvrage cité*, p. 173.

d'avoir continué à y demeurer pendant un temps indéterminé n'exerce aucune influence sur la nationalité. Pour le surplus, la nationalité s'obtient aussi par la naturalisation.

XIV. **Canton de Saint-Gall.** — Dans un chapitre suivant, j'étudierai la législation fédérale suisse et exposerai les droits qui appartiennent aux divers cantons à l'effet de légiférer sur cette matière. Une loi du canton de Saint-Gall, promulguée le 18 février 1835, établissait une nationalité locale. Ce système a été confirmé par la constitution du 16 novembre 1890, qui traite de l'acquisition et de la perte de cette nationalité. Les enfants, légitimes ou naturels, d'un sujet du canton, et les enfants naturels d'une femme de ce canton possèdent la nationalité municipale et cantonale de Saint-Gall, aux termes de l'article 35 de cette constitution. La naturalisation constitue aussi un moyen d'acquérir cette nationalité.

XV. **Turquie.** — La loi du 18 janvier 1869 (1), 7 Chevval 1285 de l'ère arabe, contient les dispositions suivantes : 1° Tout individu né de père ottoman et de mère ottomane, ou seulement de père ottoman, est sujet ottoman ; 2° Tout individu né en territoire ottoman de parents étrangers peut opter pour la qualité de sujet ottoman au cours des trois années qui suivent sa majorité ; 3° Le gouvernement ottoman peut accorder extraordinairement la nationalité à un étranger qui, sans avoir rempli les conditions ordi-

(1) En raison de la sanction de la loi ottomane de 1869 sur la nationalité, des critiques sévères et autorisées se sont élevées en Europe contre les limitations d'abandonner la nationalité qu'elle contient. Il y eut alors un échange de notes entre le gouvernement français et le gouvernement ottoman, au cours duquel celui-ci explique dans un *memorandum* la pensée dominante de la loi et la soutient en tant que moyen d'éviter que les sujets de l'Empire essaient d'échapper à leurs devoirs comme nationaux (De la Sublime Porte, 21 avril 1869 ; du ministère des Affaires étrangères de France, 21 mai de la même année, avec un rapport juridique des conseillers légaux desdits ministères).

naires sur la naturalisation, aurait été considéré comme digne de cette exception. La femme et les enfants sont assujettis aux règles suivantes, établies par la même loi : ART. 7. La femme ottomane mariée avec un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité d'ottomane en faisant une déclaration en ce sens au cours des trois années qui suivent le décès de son époux. Cette disposition est seulement applicable à sa personne ; ses propriétés restent soumises aux lois et règlements généraux qui les régissent. — ART. 8. L'enfant, même mineur d'âge, d'un sujet ottoman naturalisé ou qui aurait perdu sa nationalité continue à rester sujet ottoman, puisqu'il ne suit pas la condition du père. De la même manière, le fils d'un étranger, même s'il est mineur d'âge, même si le père est naturalisé ottoman, continue à rester étranger, puisqu'il ne suit pas la condition de son père. La loi ottomane précitée présume que tout individu domicilié dans l'Empire est Ottoman, sauf preuve du contraire. La loi du corps consulaire ottoman du 17 mars 1884 déclare qu'une étrangère qui se marie avec un sujet ottoman adopte la religion ottomane par le seul fait de son mariage, ce qui vient confirmer la loi précitée (1). Le ministre de l'Intérieur, le 7 juin 1888, émit une circulaire ayant pour objet de répondre à la question de savoir si les femmes ottomanes, en se mariant à des étrangers, étaient obligées de solliciter préalablement l'autorisation du gouvernement impérial, en raison de ce que ce mariage avait pour conséquence un changement de nationalité. Après avoir pris l'avis des conseillers légaux de l'Empire, le ministre a déclaré que, par le seul fait du mariage avec un étranger, les femmes ottomanes acquerraient la nationalité étrangère, en vertu du principe de la protection qui est due aux biens conjugaux. Au point

(1) Cette disposition a pour objet d'éviter la contradiction avec la loi religieuse appelée « *cheriat* » qui dispose que le mariage des mahométans avec des non mahométans est nul, par suite de la prohibition qu'elle contient, et que ce mariage n'a pas pour conséquence un changement de nationalité.

de vue du droit public, les femmes ont pour nationalité celle de leur époux, sans être tenues de se faire autoriser à cet effet par leur pays d'origine. Une circulaire du grand-vizir de l'Empire, en date du 26 mars 1869, contient ce qui suit : « La dernière disposition de la loi se réfère exclusivement aux individus qui pourraient être considérés, avec raison, comme sujets ottomans et qui prétendraient posséder une nationalité étrangère sans en justifier. Il est évident que, dans le cas où elle serait discutée, la preuve de la nationalité demeure à la charge de celui qui prétend qu'il est étranger ; et, jusqu'au moment où il justifie de sa nationalité étrangère, les autorités impériales doivent le considérer comme sujet ottoman et le traiter comme tel, étant donné qu'il se trouve en territoire ottoman ».

La Sublime Porte se réserve le droit d'établir elle-même, aux effets de sa législation, la nationalité des étrangers qui habitent dans l'Empire. Aux termes d'une circulaire du ministère de la Justice du 15 juillet 1883, ceux qui ne peuvent fournir la preuve de leur nationalité étrangère sont considérés comme Ottomans. L'Empire a créé un bureau de la nationalité qui est annexé au ministère des Affaires étrangères. Malgré les protestations des représentants des nations étrangères, les documents consulaires ne font pas foi dans l'Empire en matière de nationalité, puisque la loi locale réserve exclusivement l'établissement de la preuve au bureau susmentionné, dont les seules décisions font foi définitivement.

DOUZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : « Jus sanguinis » et « Jus soli » combinés *(suite)*.

Sommaire. — I. La nationalité en France. — II. Droit historique. — III. Le Code civil. — IV. Révision des lois françaises. — V. Droit d'option. — VI. Réaction en faveur du *jus soli*. — VII. La jurisprudence. — VIII. Questions de compétence.

Mesdames,
Messieurs,

I. **La nationalité en France.** — La France est vraisemblablement le pays d'Europe où il a été apporté à l'étude des questions qui concernent la nationalité l'attention la plus profonde et la plus persévérante. C'est ce que démontre sa littérature juridique, vaste et savante, dont la bibliographie, établie d'une manière très détaillée par le professeur Weiss, constitue le couronnement de son remarquable ouvrage sur la matière qu'il traite au point de vue de la législation comparée (1). D'autre part, l'exactitude de cette observation se trouve démontrée par le développement du droit constitutionnel et des lois générales en France, constamment révisées, depuis la sanction du Code civil jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle. La jurispru-

(1) *Traité théorique et pratique de droit international privé*, I, *La nationalité*, 2^e^ édit., Paris, 1907. V. *Bibliographie*, VII, où figurent de nombreux ouvrages généraux et une quantité vraiment extraordinaire de monographies.

dence, en dernier lieu, a étudié la question avec persévérance; elle a donné des solutions qui ont pour but d'éclaircir et même de développer les textes de lois, obscurs ou incomplets. Les tribunaux français du degré supérieur ont assumé en réalité, comme nous ne tarderons pas à le voir, le rôle de véritables législateurs, en comblant, par leurs arrêts, les vides laissés par la législation.

Ce droit constitue le commencement et marque, d'une manière bien caractéristique, les traits d'une évolution législative qui débute au XVI^e^ siècle et qui tend à atténuer l'inflexibilité des solutions du *jus soli*, en accordant une certaine place au *jus sanguinis* dans la pratique des relations qui résultent de l'hérédité.

L'opposition entre les deux systèmes, la prédominance du *jus soli* dans la législation, la suprématie du *jus sanguinis* dans les lois réformatrices postérieures, puis la réaction favorable, jusqu'à un certain point, au *jus soli* dans la dernière phase de la législation, — caractérisent l'activité juridique de la France à partir du XV^e^ siècle jusqu'au XX^e^ siècle. Exposons donc, d'une manière synthétique, ces savantes évolutions juridiques.

II. **Droit historique.** — Les auteurs qui étudient sur les origines de la France nous parlent d'une *nationalité gauloise* contemporaine de la conquête romaine et qui a subsisté malgré les rigueurs de celle-ci (1). Cette nationalité ne procède certainement pas d'une unité anthropologique, puisque le territoire de la Gaule française était occupé au moins par trois groupes profondément différents au double point de vue de la langue et des institutions : les Aquitains, les Belges et les Celtes ou Gaulois proprement dits (2). La nationalité gauloise, dont nous parlent les écrivains contemporains, ne peut donc s'appli-

(1) J. Lefort, *Les institutions et la législation des Gaulois*, Paris, 1881. « La nationalité gauloise ne se perdit pas tout à fait, etc... », p. 33.

(2) V. Jules César, *De Bello Gallico*, I, p. 1.

quer qu'aux nombreuses tribus ou groupements celtiques qui vivaient dans leurs *pagi*, constituant des *civitates*, ainsi appelées par les Romains, et que nous ne devons pas confondre avec les *villes* proprement dites. *Civitates*, pour Jules César, veut dire la nation elle-même (1), et il en est ainsi pour de nombreux investigateurs modernes (2).

Quels caractères présentaient ces *nations* belge, aquitaine et celtique? Dans quelle mesure existait leur cohésion interne? Par quelles règles de droit public les conditions de leurs sujets étaient-elles déterminées? Il nous paraît bien certain que c'était par le lien qui les unissait à la tribu (*pagus*). La véritable unité ou centre social entre les Gaulois, soit en France, soit en Italie et en Allemagne était formée par le *pagus* sédentaire ou nomade. Le lien social prenait son origine dans le *pagus*, et le fait de cette naissance équivalait à une formule du *jus soli*, c'est-à-dire à la naissance sous la tente de campagne, dans la grotte ou dans le foyer primitif. La personne s'incorporait aussi au *pagus* et le rattachement reposait sur un lien politique de soumission au droit du *pagus*. Le *jus sanguinis* ne jouait aucun rôle. Nous pouvons donc ainsi conclure que la nationalité, dans les tribus gauloises, était déterminée par deux éléments, l'un naturel et l'autre politique : le territoire, *jus soli*, et l'*incorporation* ou soumission au droit local.

Dans les confédérations plus étendues qui résultaient des nécessités de la guerre et de la politique, chacun de ces *pagi* entrait dans l'alliance en conservant son propre caractère national. Nous savons qu'à ce type de *nationalité locale* n'a jamais correspondu une *nationalité générale*. Cette dernière nationalité nous apparaît comme un phénomène exclusivement postérieur.

(1) *Ibid., Commentarii*, III, 18.

(2) Bulliot et Roidot, *La cité gauloise selon l'histoire et les traditions*, Paris, 1879, p. 38. « La cité c'est une nationalité, c'est un peuple avec ses habitations, ses bourgades, ses places fortes, lieu de refuge ou *oppidum*, et tout ce que comprend son territoire ».

L'invasion germanique suivie de son développement politique acquiert de la stabilité à partir du v^e^ siècle ; c'est alors que surgit le concept juridique du territoire. Le *pagus* se transforme en *châtellenie* et le chef de la tribu devient le seigneur féodal. Du système féodal naît, enfin, le concept social politique et juridique du territoire. La châtellenie imprime une sorte de sceau à l'individu. Appartient à la châtellenie celui qui naît dans l'étendue de sa circonscription : c'est la solution naturelle du *jus soli*. Telle est la règle générale de la nationalité locale, ou du château féodal, pourrions-nous dire. Lui appartient aussi celui qui s'y incorpore et prête le serment de vasselage. Tel est l'élément politique. Il constitue une sorte de naturalisation qui vient favoriser ceux qui se trouvent en dehors du *jus soli*. Cette idée paraît exclusivement prévaloir dans les annales juridiques françaises jusqu'au XVI^e^ siècle, époque à laquelle les statutaires avaient amené le droit privé à un haut point de maturité. « Les vrays et naturels Français sont ceux qui sont naiz dedans le royaume, pais, terres et seigneuries de la nation, domination et obéissance du Roi » (1).

En 1550, on discuta cependant sur le point de savoir si l'enfant conçu et né hors de France, de père français d'origine, peut succéder à celui-ci dans l'étendue du territoire français dans les mêmes conditions que les nationaux et se trouver à l'abri des effets des incapacités qui frappent les *aubains*. La jurisprudence s'est partagée. Des arrêts pour et des arrêts contre ont été rendus (1576-1579).

« Les juges, dit Weiss, se sont bornés à admettre, dans une espèce particulièrement favorable, la rétroactivité de la naturalisation par égard pour la filiation française de celle à laquelle son bénéfice avait été octroyé ; mais, en consacrant ces droits héréditaires, ils n'ont nullement entendu reconnaître à cette filiation un effet attri-

(1) Weiss et divers auteurs français cités par lui, I, 42, note 2.

butif de nationalité, opposer au principe, alors dominant, du *jus soli* l'affirmation du *jus sanguinis* » (1).

Quelques textes isolés des grands jurisconsultes du XVII^e^ siècle laissent l'impression que le *jus soli* continuait à être appliqué d'une manière absolue (2). Cependant, de nombreuses décisions des tribunaux français, citées et commentées par Weiss (3), démontrent le contraire. Il est certain qu'il ne s'agit pas là d'une règle générale, qui donnerait au *jus sanguinis* une position dominante dans le droit français, au point d'en arriver à équilibrer les solutions du *jus soli*. La jurisprudence n'a pas abordé le problème générique et universel de la condition, au point de vue de la nationalité, de ceux qui sont nés en dehors du territoire de leur patrie et des enfants d'étrangers nés en France. On s'est préoccupé simplement de certains droits civils, des droits de succession par exemple, des enfants de Français nés à l'étranger et qui, plus tard, invoquaient des droits en France. Comme on le voit, les solutions de la jurisprudence étaient incomplètes et faisaient absolument abstraction de la condition nationale des enfants d'étrangers nés en France et de leurs droits. Mais la jurisprudence timide que nous venons de mentionner devait servir de base à des développements futurs et elle inspire les réformes législatives des siècles suivants que nous allons analyser.

Au XVIII^e^ siècle, la France se trouvait livrée au mouve-

(1) *Ibid.*, I, 43, notes 2 et 3.

(2) Domat (1625-1696), *Droit public,* lib. I, tit. VI, sect. IV, n. 51. « Les enfants des étrangers, s'ils naissent dans un État où le père était étranger, se trouvent originaires de cet État; ils en naissent sujets et y ont des droits de naturalité comme si leur père avait été naturalisé ».

Pothier (1699-1772), *Traité des personnes,* 1re partie, tit. II, sect. I, n. 45. « On ne considère pas si ceux qui naissent en France sont nés de parents français ou de parents étrangers, si les étrangers sont domiciliés dans le royaume ou s'ils n'y sont que passagers. La seule naissance dans le royaume donne les droits de naturalité indépendamment de l'origine des père et mère et de leur demeure ».

(3) Weiss, *Ouvrage cité,* t. I, p. 44, note 1.

ment révolutionnaire, dont l'une des conséquences fut la sanction de constitutions successivement abrogées (1789-1804). Dans les textes de ces constitutions, que nous étudions d'après ceux qui ont été acceptés comme authentiques par le professeur Weiss, on avait traité de la question de la nationalité en lui donnant diverses solutions dérivées de la jurisprudence commentée et conformes aux réformes dont l'initiative avait été prise au cours des dix dernières années du siècle dont il s'agit. Ce droit a régi la matière en France jusqu'à la promulgation du Code Napoléon, en 1803. Voici le texte des solutions contenues dans les constitutions prérappelées :

Constitution des 3-14 septembre 1791, titre II, art. 2. —Sont citoyens français : ceux qui sont nés en France d'un père français; ceux qui, nés en France d'un père étranger, ont fixé leur résidence dans le royaume; ceux qui, nés en pays étranger d'un père français, sont venus s'établir en France et ont prêté le serment civique; enfin ceux qui, nés en pays étranger et descendant, à quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française expatriés pour cause de religion, viennent demeurer en France et prêtent le serment civique.

Constitution du 24 juin 1793, art. 4. — Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis..., est admis à l'exercice des droits de citoyen français.

Constitution du 5 fructidor an III, art. 8. — Tout homme né et résidant en France qui, âgé de vingt-cinq ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son canton, qui a demeuré depuis pendant une année sur le territoire de la République et qui paie une contribution directe, foncière ou personnelle, est citoyen français.

Constitution du 22 frimaire an VIII, art. 2. — Tout homme né et résidant en France qui, âgé de vingt et un ans accomplis, s'est fait inscrire sur le registre civique de son arrondissement communal et qui a demeuré depuis pendant un an sur le territoire de la République, est citoyen français.

III. **Le Code civil.** — Au cours de la même période de dix années, la matière de la nationalité fut l'objet de débats approfondis et savants entre les jurisconsultes des différentes commissions et du Conseil d'État, qui intervinrent

dans la préparation et la révision du projet du Code civil. Napoléon lui-même lui attribua une importance toute particulière, à un tel point qu'il prit part aux délibérations, en soutenant les conclusions juridiques qui intéressaient l'avenir politique et militaire de la France pour tout cé qui se réfère à la qualification et à la conservation des diverses nationalités (1).

Les règles exceptionnelles des arrêts et des constitutions assument des formes générales et systématiques en ce qui concerne le Code civil, qui donne la définition de la nationalité française, établit ses privilèges et dresse l'énumération des incapacités juridiques qui atteignent ceux qui ne possèdent pas la jouissance de cette nationalité.

Il y a lieu de faire remarquer que les Français ont maintenu, dans leur droit, les termes de *droit de cité, citoyen* et *citoyenneté* qui, dans le langage moderne, pourraient paraître impropres, puisque nous avons démontré que la majeure partie des *nationaux* d'un pays ne sont pas des *citoyens* (2). Ils donnent à l'idée de nationalité un caractère plus politique que juridique. Ceci s'explique par la raison que le droit français a conservé le système du droit romain, d'après lequel le droit privé se divise en *droit naturel* et en *droit civil*, avec les définitions bien connues de ces deux concepts dans le droit romain, mais qui ne sont pas aussi claires dans le droit français. De manière que seraient seulement des nationaux français ceux qui jouissent des droits politiques basés sur la nationalité. Cependant cette même règle comporte des exceptions, puisqu'il existe des nationaux qui sont investis du *droit de cité* et qui, cependant, n'exercent pas tous les droits inhérents à la qualité

(1) Cette discussion a été exposée en résumé par la majeure partie des auteurs et par Weiss qui rappelle quelques-uns des arguments fondamentaux de Napoléon. Pour pousser plus loin cette étude, il est nécessaire cependant de recourir notamment au grand ouvrage de Locré, *Commentaire sur le droit civil,* qui a groupé tous les discours et toutes les opinions écrites des jurisconsultes pour les commenter avec sa science reconnue.

(2) Cf. cet ouvrage.

de citoyen ordinaire. D'autre part, le concept adopté par la doctrine et les idées admises par la jurisprudence ne se sont pas uniformisés en France ni en Europe, en ce qui concerne la division bien nette des droits qui appartiennent aux hommes en droits naturels et en droits civils.

L'exposé critique de cette matière et les difficultés auxquelles a donné lieu la définition des qualifications ont été éloquemment mis en lumière, entre beaucoup d'autres, par le publiciste Laurent (1), qui a signalé les écueils contre lesquels la doctrine et la jurisprudence sont venus échouer quand il s'est agi d'établir la différence entre ces deux droits. Ainsi, on discute sur le point de savoir si l'*adoption* est un droit naturel ou un droit civil, si la *tutelle* est un droit civil, de même que la faculté de faire partie d'un conseil de famille. On sait que, d'après les lois françaises, personne ne peut être tuteur s'il ne jouit pas du droit de cité ; et Laurent rappelle (2) que cependant les femmes peuvent être tutrices, bien qu'elles ne soient pas *citoyennes*. Il consacre des observations analogues à la question de la nationalité des témoins en justice, et de ceux qui interviennent dans les actes publics, dans les arbitrages et dans d'autres actes sociaux et juridiques.

Je me borne à faire remarquer les difficultés introduites dans le droit français par cette division et je renvoie pour son étude plus étendue aux sources précitées. Au surplus, pour l'objet de cet exposé, je considérerai les mots *droit de cité*, *citoyen* et *citoyenneté* comme l'équivalent de ceux de *droit sur la nationalité*, *national* et *nationalité* en termes génériques qui comprennent l'espèce des nationaux-citoyens qui en dérivent : ceux qui ont la qualité voulue pour exercer le droit de vote (3).

Cette différence entre le national et le citoyen avait été admise comme exacte par Cogordan (4), qui rappelle qu'en

(1) Laurent, *Droit civil international*, t. III, p. 599, n. 343 et suiv.
(2) *Ibid.*, p. 604 *in fine*.
(3) Cf. cet ouvrage.
(4) *De la nationalité au point de vue des rapports internationaux*, p. 8.

France les mineurs, les femmes mariées et les interdits ne sont pas citoyens, mais possèdent cependant la nationalité française. Ils sont privés des droits politiques, mais jouissent des droits civils. Dans le même cas se trouvent les Algériens, qui suivent la loi musulmane pour le droit privé, et ont néanmoins été déclarés solennellement français aux termes du *sénatus-consulte* de 1865, en raison du fait que cette qualité leur avait été reconnue par diverses décisions des tribunaux.

La législation sur la nationalité se trouve établie dans le Code civil par les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19, 20 et 21, dont il convient de transcrire ici les solutions positives :

« *Art. 9.* Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile, et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission de fixer en France son domicile et qu'il l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. — *Art. 10.* Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français. Tout enfant, né en pays étranger d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français, pourra toujours recouvrer cette qualité en remplissant les formalités prescrites par l'article 9. — *Art. 12.* L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari. — *Art. 17.* La qualité de Français se perdra : 1° par la naturalisation acquise en pays étranger ; 2° par l'acceptation non autorisée par l'empereur de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger ; 3° enfin, par tout établissement fait en pays étranger sans esprit de retour. Les établissements de commerce ne pourront jamais être considérés comme ayant été faits sans esprit de retour. — *Art. 18.* Le Français qui aura perdu sa qualité de Français pourra toujours la recouvrer en rentrant en France avec l'autorisation de l'empereur et en déclarant qu'il veut s'y fixer et qu'il renonce à toute distinction contraire à la loi française. — *Art. 19.* Une femme française qui épousera un étranger suivra la condition de son mari. Si elle devient veuve, elle recouvrera la qualité de Française pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y rentre avec l'autorisation de l'empereur et en déclarant qu'elle veut s'y fixer. — *Art. 20.* Les individus qui recouvreront la qualité de Français dans le cas prévu par les articles 10, 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir qu'après avoir rempli les conditions qui

leur sont imposées par ces articles, et seulement pour l'exercice des droits ouverts à leur profit depuis cette époque. — *Art. 21*. Le Français qui, sans autorisation de l'empereur, prendrait du service militaire chez l'étranger ou s'affilierait à une corporation militaire étrangère, perdra sa qualité de Français. Il ne pourra rentrer en France qu'avec la permission de l'empereur, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées à l'étranger pour devenir citoyen, le tout sans préjudice des peines prononcées par la loi criminelle contre les Français qui ont porté ou porteront les armes contre leur patrie » (1).

IV. **Révision des lois françaises.** — Les dispositions du Code ont fait l'objet de divers décrets et de diverses lois postérieures qui concernent la naturalisation et dont je traiterai dans de prochaines conférences. Les difficultés dans l'application des textes codifiés devinrent chaque fois plus sérieuses, au fur et à mesure que, avec la consolidation de la paix en France, les relations internationales de cette puissance acquirent une importance de plus en plus grande.

Au mois de mars 1849, fut promulguée la première loi modificative de l'article 9 du Code civil; elle avait pour but de faciliter la naturalisation des enfants d'étrangers nés en France, dont quelques-uns, à l'expiration du délai d'une année accordé pour le droit d'option, avaient omis d'exercer ce droit. La réforme de la loi les autorisait à opter même après l'année qui avait suivi la date de leur majorité, pourvu que celui qui voulait exercer le droit d'option se soit trouvé dans l'une des conditions suivantes : de servir ou d'avoir servi dans les armées françaises de terre ou de mer; d'avoir été inscrit sur les rôles du recrutement sans avoir revendiqué sa qualité d'étranger. Les dispositions de cette loi, qui a été abrogée, se retrouvent dans les lois réformatrices ultérieures dont il sera traité plus loin.

Le 7 février 1851, on promulgua une autre loi relative aux individus nés en France de parents étrangers, *nés eux-*

(1) Dispositions abrogées par les lois de 1889, 1893 et 1907.

mêmes en France. Voici le texte de cette loi qui a été aussi abrogée dans les mêmes conditions que la précédente :

Article premier. Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires accrédités en France par le gouvernement étranger. — *Art.* 2. L'article 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique nés en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation. A l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger qui étaient majeurs à cette même époque, l'article 9 du Code civil leur est applicable dans l'année qui suivra celle de ladite naturalisation.

Une nouvelle loi, celle du 16 décembre 1874 sur la même matière et qui remplaça la précédente, est conçue dans les termes suivants :

Article premier. L'article 1^er^ de la loi du 12 février 1851 est ainsi modifié : Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, à moins que, dans l'année qui suivra l'époque de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, il ne réclame la qualité d'étranger par une déclaration faite soit devant l'autorité municipale du lieu de sa résidence, soit devant les agents diplomatiques et consulaires de France à l'étranger, et qu'il ne justifie avoir conservé sa nationalité d'origine par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration. Cette déclaration pourra être faite par procuration spéciale et authentique. — *Art.* 2. Les jeunes gens auxquels s'applique l'article précédent peuvent soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément à la loi du 27 juillet 1872, titre IV, 3^e^ section, soit entrer dans les écoles du gouvernement à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étranger dans l'année qui suivra leur majorité. Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père, ou, à défaut de père, de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation du conseil de famille. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission et s'ils sont favorables.

Le 14 février 1882, une nouvelle loi fut sanctionnée.

Elle avait pour objet de faire disparaître certaines lacunes que la pratique avait signalées; elle se proposait de reconnaître les droits des enfants nés à l'étranger de père étranger naturalisé en France après la naissance de l'enfant. Le texte de cette loi qu'il est intéressant de connaître, bien qu'elle ait été également abrogée, contient les dispositions suivantes :

« *Article unique.* L'article 2 de la loi du 7 février 1851, relative aux enfants d'étranger naturalisé, est modifié ainsi qu'il suit : L'article 9 du Code civil est applicable aux enfants de l'étranger naturalisé, quoique né en pays étranger, s'ils étaient mineurs lors de la naturalisation. A l'égard des enfants nés en France ou à l'étranger, qui étaient majeurs à cette même époque, l'article 9 du Code civil leur est applicable dans l'année qui suivra la naturalisation. Les enfants mineurs, même ceux nés à l'étranger avant la naturalisation des parents, peuvent soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer, soit contracter l'engagement conditionnel d'un an, conformément à la loi du 27 juillet 1872, titre IV, section III, soit entrer dans les écoles du gouvernement, à l'âge fixé par les lois et règlements, en déclarant qu'ils renoncent à la qualité d'étranger et adoptent la nationalité française. Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial du père; à défaut du père, de la mère, et, à défaut du père et de la mère, avec l'autorisation de la famille conformément au statut personnel. Elle ne doit être reçue qu'après les examens d'admission et s'ils sont favorables. La même faculté est accordée, et aux mêmes conditions, aux enfants mineurs d'un Français qui aurait perdu la qualité de Français par l'une des trois causes exprimées dans l'article 17 du Code civil, si le père recouvre sa nationalité d'origine, conformément à l'article 18. Les enfants majeurs pourront réclamer la qualité de Français par une déclaration faite dans l'année qui suivra le jour où le père a recouvré sa nationalité ».

Une autre loi complémentaire porte la date du 28 juin 1883. Elle est relative aux enfants mineurs nés en France d'une femme française mariée avec un étranger. L'article unique de cette loi contient ce qui suit :

« *Article unique.* Pourront, à l'âge fixé par les lois et règlements, s'engager dans l'armée de terre et de mer, contracter l'engagement volontaire d'un an, se présenter aux écoles du gouvernement, les

enfants mineurs, nés en France d'une femme française mariée avec un étranger, lorsqu'elle recouvre la qualité de Française conformément à l'article 19 du Code civil. Auront les mêmes droits les mineurs, orphelins de père et de mère, nés en France d'une femme française mariée avec un étranger. Lesdits mineurs pourront, dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, s'engager, concourir pour les écoles et opter pour la nationalité française aux conditions et suivant les formes déterminées par la loi du 14 février 1882 ».

On se rend compte, immédiatement, que les réformes et développements du Code civil privaient le droit sur la nationalité en France d'un caractère organique, systématique et précis. Les lois elles-mêmes manquent de clarté ainsi que le révèlent les conflits judiciaires et les jugements contradictoires auxquels elles ont donné lieu et à la critique desquels les commentateurs les plus autorisés ont pris part. Une révision fondamentale des lois sur la matière était donc devenue nécessaire : elle fut consacrée le 27 juin 1889. La nouvelle loi sur la nationalité, qui porte cette date, a modifié les articles précités du Code civil et a abrogé les lois occasionnelles précédentes, que j'ai transcrites. Le texte de ce que nous appellerons une loi de correction et de développement du Code civil en matière de nationalité est le suivant :

« *Article premier.* Les articles 7, 8, 9, 10, 12, 13, 17, 18, 19, 20 et 21 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit : « *Art.* 7. L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits politiques, lesquels s'acquièrent et se conservent conformément aux lois constitutionnelles et électorales. — *Art.* 8. Tout Français jouira des droits civils. Sont Français : 1° tout individu né d'un Français en France ou à l'étranger. L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite. Si elle résulte, pour le père ou la mère, du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père; 2° tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue; 3° tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né; 4° tout individu né en France d'un étranger et qui,

à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration et qu'il n'ait, en outre, produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues aux traités; 5° les étrangers naturalisés. Peuvent être naturalisés : 1° les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13 ci-dessous, après trois ans de domicile en France, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministère de la Justice; 2° les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années. Est assimilé à la résidence en France le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement français; 3° les étrangers admis à fixer leur domicile en France, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la France, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé, soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés, à un titre quelconque, au service militaire dans les colonies et les protectorats français; 4° l'étranger qui a épousé une Française, aussi après une année de domicile autorisé. Il est statué par décret sur la demande de naturalisation, après une enquête sur la moralité de l'étranger. — *Art. 9.* Tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la Justice. S'il est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle ou dans les cas prévus par les articles 141 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille. Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité. — *Art. 10.* Tout individu né en France ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Français, pourra réclamer cette qualité à tout âge, aux conditions fixées par l'article 9, à moins que, domicilié en France et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger. — *Art. 12.*

L'étrangère qui aura épousé un Français suivra la condition de son mari. La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Français et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le demandent, obtenir la qualité de Français, sans condition de stage, soit par le décret qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 9. Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se fait naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4. — *Art. 13.* L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France, y jouira de tous les droits civils. L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée. En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation. — *Art. 17.* Perdent la qualité de Français : 1° le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi. S'il est encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le gouvernement français; 2° le Français qui a décliné la nationalité française dans les cas prévus au § 4 de l'article 8 et aux articles 12 et 18; 3° le Français qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du gouvernement français de les résigner dans un délai déterminé; 4° le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Français qui se soustrait aux obligations de la loi militaire. — *Art. 18.* Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4. — *Art. 19.* La femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, à moins que son mariage ne lui confère pas la nationalité de son mari, auquel cas elle reste Française. Si son mariage est dissous par la mort du mari ou le divorce, elle recouvre la qualité de Française avec l'autorisation du gouvernement, pourvu qu'elle réside en France ou qu'elle y

rentre, en déclarant qu'elle veut s'y fixer. Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Français peut être accordée, par le même décret de réintégration, aux enfants mineurs, sur la demande de la mère ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille. — *Art. 20.* Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19, ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque. — *Art. 21.* Le Français qui, sans autorisation du gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger, ne pourra rentrer en France qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Français qu'en remplissant les conditions imposées en France à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire ». *Art. 2.* La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Continueront toutefois de recevoir leur application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie. — *Art. 3.* L'étranger naturalisé jouit de tous les droits civils et politiques attachés à la qualité de citoyen français. Néanmoins, il n'est éligible aux assemblées législatives que dix ans après le décret de naturalisation, à moins qu'une loi spéciale n'abrège ce délai. Le délai pourra être réduit à une année. Les Français qui recouvrent cette qualité, après l'avoir perdue, acquièrent immédiatement tous les droits civils et politiques, même l'éligibilité aux assemblées législatives. — *Art. 4.* Les descendants de familles proscrites lors de la révocation de l'édit de Nantes continueront à bénéficier des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, mais à la condition d'un décret spécial pour chaque demandeur. Ce décret ne produira d'effet que pour l'avenir. — *Art. 5.* Pour l'exécution de la présente loi, un règlement d'administration publique déterminera : 1° les conditions auxquelles ses dispositions seront applicables aux colonies autres que celles dont il est parlé à l'article 2 ci-dessus, ainsi que les formes à suivre pour la naturalisation dans les colonies ; 2° les formalités à remplir et les justifications à faire relativement à la naturalisation ordinaire et à la naturalisation de faveur, dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du Code civil, ainsi qu'à la renonciation à la qualité de Français, dans les cas prévus par les articles 8 (§ 4), 12 et 18. — *Art. 6.* Sont abrogés les décrets des 6 avril 1809 et 10 août 1811 ; les lois des 22 mars 1849, 7 février 1851, 29 juin 1857, 16 décembre 1874, 14 février 1882, 28 juin 1883 et toutes les dispositions contraires à la présente loi. — *Dispositions transitoires.* Toute admission à domicile, obtenue antérieurement à la présente loi, sera périmée si, dans un délai de cinq années à compter

de la promulgation, elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation, ou si la demande en naturalisation a été rejetée ».

Le commentaire des réformes successivement entreprises jusqu'à la loi de 1889 a été fait par les auteurs français, et, d'une manière synthétique et magistrale par le professeur Weiss. Étant donné le caractère particulier et national du débat, il ne me semble pas nécessaire d'insister sur le résumé des arguments mis en avant par ces auteurs auxquels je me réfère quand je renvoie aux sources autorisées qui doivent être consultées lorsque l'on étudie les doctrines et quand on examine les cas particuliers qui se présentent dans la pratique. D'autre part, quand je traiterai, dans le cours de 1912, de la nationalité de l'enfant, je m'occuperai longuement des différentes doctrines que la jurisprudence a dû développer pour faire l'application du *jus sanguinis*, étant donnée la multiplicité des concepts qui surgissent des diverses filiations.

Comme synthèse de cet exposé, nous pouvons dire que les réformes législatives réalisées au cours du XIX^e^ siècle tendaient à affirmer le *jus sanguinis*. Les jurisconsultes et les tribunaux se sont préoccupés de la conservation de la nationalité des enfants de Français nés à l'étranger, du droit d'option de ceux qui étaient nés en France et qualifiés de nationaux sous *condition suspensive* et de la manière d'éviter l'amoindrissement des contingents militaires. Dans ce sens, la législation française a répondu à des intérêts nationaux d'un caractère politique et militaire. Elle a fait sentir immédiatement son influence en Europe en servant de modèle à la majeure partie des législations réformées, et ce comme conséquence de l'identité des intérêts.

Mais, la réforme de 1889 n'a pas donné satisfaction aux exigences que la pratique mettait fréquemment en lumière. Aussi, la loi de 1889 fut de nouveau réformée par celle de 1893, loi de développement et explicative, dont le texte est le suivant ;

« *Article premier.* Le § 3 de l'article 8 du Code civil est ainsi modifié : Est Français..... 3° tout individu né en France *de parents étrangers dont l'un y est lui-même né, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner, dans l'année qui suivra sa majorité, la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du § 4. L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du § 1er, deuxième alinéa, suivre la nationalité. — Art. 2. Les individus auxquels l'article 8, § 3 modifié, réserve la faculté de réclamer la qualité d'étranger et qui auront atteint leur majorité à l'époque de la promulgation de la présente loi, pourront réclamer cette qualité en remplissant les conditions prescrites dans le délai d'un an à partir de cette promulgation. — Art. 3.* L'article 9 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit : tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en France son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, réclamer la qualité de Français par une déclaration qui sera, à peine de nullité, enregistrée au ministère de la Justice. *L'enregistrement sera refusé s'il résulte des pièces produites que le déclarant n'est pas dans les conditions requises par la loi, sauf à lui à se pourvoir devant les tribunaux civils, dans la forme prescrite par les articles 855 et suivants du Code de procédure civile. La notification motivée du refus devra être faite au réclamant dans le délai de deux mois à partir de sa déclaration. L'enregistrement pourra, en outre, être refusé, pour cause d'indignité, au déclarant qui réunirait toutes les conditions légales, mais, dans ce cas, il devra être statué, le déclarant dûment avisé, par décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'État, dans le délai de trois mois à partir de la déclaration, ou, s'il y a eu contestation, du jour où le jugement qui a admis la réclamation est devenu définitif. Le déclarant aura la faculté de produire devant le Conseil d'État des pièces et des mémoires. A défaut des notifications ci-dessus visées dans les délais susindiqués, et à leur expiration, le ministre de la Justice remettra au déclarant, sur sa demande, une copie de sa déclaration, revêtue de la mention de l'enregistrement. La déclaration produira ses effets du jour où elle aura été faite, sauf l'annulation qui pourra résulter du refus d'enregistrement. Les règles relatives à l'enregistrement prescrites par les §§ 2 et 3 du présent article sont applicables aux déclarations faites en vue de décliner la nationalité française, conformément à l'article 8, §§ 3 et 4, et aux articles 12 et 18. Les déclarations faites, soit pour réclamer, soit pour décliner la qualité de Français, doivent, après l'enregistrement, être insérées au* Bulletin des lois. *Néanmoins l'omission de cette formalité ne pourra pas préju-*

dicier aux droits des déclarants. Si l'individu qui réclame la qualité de Français est âgé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père; en cas de décès, par sa mère; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, ou dans les cas prévus par les articles 141, 142 et 143 du Code civil, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille. Il devient également Français si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité » (1).

Cette loi, comme on l'a vu, se préoccupe spécialement des individus nés en France d'un père étranger qui n'y possède pas son domicile à l'époque de la majorité des enfants. Dans le but de conserver la nationalité de ces personnes, on a introduit dans la loi l'élément du domicile, qui doit être transféré sur le territoire français. La loi indique la procédure à laquelle il y a lieu de se conformer dans ce cas. Sa critique a aussi été faite d'une manière savante et étendue par le professeur Weiss dans l'ouvrage précité (2).

V. **Droit d'option.** — Parmi les points importants que laisse établis ce droit définitif, nous devons rappeler la faculté ou droit d'*option* accordé en faveur des enfants de Français nés à l'étranger considérés comme Français sous *condition résolutoire* et des enfants d'étrangers nés aussi en France, considérés comme nationaux sous *condition suspensive*. Si ce droit n'est pas une création de la loi et de la jurisprudence françaises, il a cependant reçu en France ses formules précises et les plus efficaces, incorporées, depuis, au droit européen et au droit d'autres continents. L'option peut être *expresse* ou *tacite ;* et ce point est de la plus grande importance pour ce que nous aurons à dire ultérieurement dans notre exposé du droit américain.

(1) La partie en italique indique les réformes apportées à la loi de 1889.

(2) La majeure partie des auteurs contemporains font aussi cette critique. Cf. Despagnet, Surville et Arthuys, Audinet, etc.

L'option est *expresse* lorsque, conformément à la législation nouvelle, celui qui opte se soumet aux lois françaises au moyen de l'accomplissement de quelques-uns des actes de procédure administrative ou consulaire prévus par les lois précitées. Ces formalités sont requises en tant que manifestation de l'intention de devenir un national français, ou de la volonté de *décliner* la nationalité française.

L'établissement du domicile a acquis aujourd'hui une importance extraordinaire en France depuis la loi du 26 juin 1889, puisque de la constitution de ce domicile dépend, en quelque sorte, la nationalité. En effet, l'étranger admis à fixer son domicile en France, aux termes d'un acte administratif dressé en conformité des règles connues, doit se faire accorder la nationalité française dans les cinq années de son établissement, d'après les textes légaux (1). Les autorisations antérieures à fin de constitution de domicile ont été déclarées caduques. Cette loi, qui modifie le Code civil, a été incorporée à celui-ci, article 13. Voici les deux textes dont il s'agit et qu'il est utile de citer : celui des dispositions transitoires de la loi de 1889, et celui du Code civil qui la comprend :

« Toute admission à domicile obtenue antérieurement à la pré-

(1) Devant les tribunaux argentins on a discuté dernièrement cette question. Il s'agissait de déterminer le domicile du consul argentin, M. Casto Martinez Ituño, décédé à Marseille. J'eus l'honneur d'être chargé de la défense des intérêts de la famille du consul devant les tribunaux civils de la ville de Buenos Aires. Nous réclamions pour le consul la conservation du domicile dans la République Argentine, en raison du fait que ce domicile n'avait pas été légalement constitué en France. Un des arguments décisifs qui fut opposé à l'allégation que le consul avait eu son domicile en France, fut celui qui consistait à affirmer qu'il n'avait jamais constitué son domicile dans ce pays au moyen de l'accomplissement des formalités requises par la loi de 1889, et autres en concordance avec elle, et qu'il n'avait jamais exprimé l'intention de changer son domicile argentin. La chambre d'appel au civil de la capitale de la République a consacré ma doctrine en établissant la première jurisprudence sur ce point dans le pays. Le domicile des consuls existe dans l'État qui les nomme, sauf dans le cas d'une constitution effective et volontaire de domicile dans le pays où ils exercent leur fonction (V. *Revista de derecho, Historia y Letras*, janvier 1912).

sente loi sera périmée si, dans un délai de cinq années à compter de la promulgation de ladite loi, *elle n'a pas été suivie d'une demande en naturalisation,* ou si la demande en naturalisation a été rejetée ». Code civil, art. 13 (loi du 26 juin 1889) : « L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France y jouira de tous les droits civils. L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration des cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée. En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation ». Ancien texte de l'article 13 : « L'étranger qui aura été admis, par l'autorisation du Roi (*du Président de la République*), à établir son domicile en France, y jouira de tous les droits civils, tant qu'il continuera d'y résider ».

Jusqu'à la promulgation de la loi de 1889, l'*option tacite* n'était pas admise. Cependant, antérieurement « il avait paru juste, dit Weiss (1), de témoigner quelque faveur à l'étranger qui, après avoir laissé passer le délai imparti par l'article 9, aurait manifesté son dévouement à la France en acceptant de la servir. Et la loi du 22 mars 1849 venant à son secours l'avait relevé de la déchéance encourue à la suite d'une erreur ou d'une négligence, en l'admettant à faire, *à toute époque*, la déclaration prévue par l'article 9 ».

Et le même auteur ajoute plus loin (p. 135) :

« Désormais, le fils d'étranger né sur notre territoire, qui, par suite d'une erreur d'administration, a été inscrit sur les tableaux de recensement et qui a pris part aux opérations du recrutement sans exciper de son extranéité, ne jouit d'aucun délai supplémentaire d'option; mais le silence qu'il a gardé est, par lui-même, considéré comme une affirmation suffisante de sa volonté d'être Français; il vaut l'*option tacite* pour la France, et affranchit en conséquence l'étranger de l'observation des formalités de l'article 9, § 1. *Et cette option tacite a même sur l'option expresse un grand avantage, c'est que, une fois formulée, elle échappe à l'action gouvernementale; elle est définitive; il n'est pas possible en effet à l'administration de refuser de l'accueillir, pour cause d'indignité de l'optant, ainsi qu'elle*

(1) Weiss, *ouvrage cité,* p. 133.

le pourrait, depuis la loi de 1893, dans le cas d'une déclaration proprement dite. En appelant au service militaire un fils d'étranger qui régulièrement devrait remplir certaines formalités pour y être admis, elle l'a elle-même induit en erreur; elle lui a fait croire qu'elle le tenait pour Français; et dans ces conditions, comme il s'agit d'un individu dont il n'y a en général aucune raison de suspecter le dévouement à la France et qui, en fait, a donné la mesure de ses sentiments en acceptant de la servir, il est naturel de consolider sur sa tête la qualité qu'il s'imaginait avoir ».

D'autre part, Cogordan s'exprime, au milieu du XIX^e^ siècle, avec son bon sens habituel, dans les termes suivants :

« La volonté est *tacitement* manifestée par l'individu qui, sujet d'un pays dès sa naissance, ne fait rien pour secouer cette sujétion. Son silence vaut adhésion et acquiescement à la nationalité qui lui est conférée soit par la *lex originis*, d'après laquelle le fils suit la condition de ses parents, soit par la *lex soli,* d'après laquelle l'enfant naît sujet du pays sur lequel il a vu le jour, même si ses parents sont étrangers. Toutefois, cette adhésion tacite n'a de valeur qu'autant qu'il peut rompre l'allégeance naturelle, si ses goûts, ses intérêts, ses besoins le poussent à se rattacher à une nouvelle patrie. Il serait choquant et contraire à la liberté humaine qu'un individu fût indéfiniment enchaîné dans l'allégeance que sa naissance lui a attribuée, ce serait comme une sorte de servage, à laquelle répugnent tous les esprit libéraux ».

La faculté de l'option tacite, propagée avec le système français dans le droit européen en conformité des principes de l'école du *jus sanguinis*, acquiert, ainsi que nous l'avons déjà dit, une importance capitale pour les pays du Nouveau Monde où les enfants d'Européens qui y sont nés sont nationaux *ex jure soli*. Les Européens ne peuvent en tirer la conséquence que notre doctrine équivaudrait à leur imposer la nationalité, puisque, à la disposition constitutionnelle du *jus soli*, s'ajoute l'option tacite qui se continue pendant toute la vie de la personne depuis le jour de sa majorité. Ce fait est confirmé par le défaut de naturalisation à l'étranger, par l'omission d'*option expresse* dans les consulats des pays de leur père et par

la circonstance de demeurer spontanément soumis aux lois locales, de servir dans les armées du pays de la naissance et d'accepter des emplois publics ou des situations politiques dans ce pays (1). Ce sont là des actes exprès de la volonté qui tombent sous la protection de la règle de l'*option tacite* européenne. De même, si les pays du Nouveau Monde promulguent des lois générales sur la naturalisation établissant que les étrangers, qui n'accomplissent pas des actes certains et précis de la volonté marquant l'intention de conserver la nationalité originaire, seront considérés comme nationaux des pays américains, ces pays appliquent le même droit que celui qui découle de la législation française et de la législation européenne en général quand ces législations consacrent l'option tacite. Le défaut de la manifestation expresse exigée par les lois sur la naturalisation doit raisonnablement signifier que l'étranger ne désire pas persister dans sa situation comme tel et que, au contraire, il se soumet, sans contrainte, à la nouvelle nationalité.

Le droit d'option affecte principalement les enfants d'étrangers nés en France ou de Français nés à l'étranger et donne naissance aux deux catégories de nationaux français que j'ai appelés nationaux *sous condition suspensive* et nationaux *sous condition résolutoire*. Sont compris dans la première catégorie les enfants d'étrangers nés en France, bien que leurs parents y soient aussi nés. Tel serait, par exemple, le cas de l'enfant d'une personne née en France de parents argentins, et qui, domiciliée en France, est, d'après la loi française, national argentin en vertu du *jus sanguinis*. L'enfant de cette personne est Français sous *condition suspensive*, puisque l'on reconnaît à ses parents, pendant la minorité de l'enfant, et à celui-ci, pendant l'année qui suit la date de l'accomplissement de sa vingt

(1) Les présidents, ministres, sénateurs, députés, etc., sont toujours en grand nombre fils d'Européens. Les Français sont nombreux parmi eux.

et unième année d'âge, le droit de *décliner* la qualité de Français *ex jure soli,* pour suivre la nationalité argentine ou la nationalité paternelle *ex jure sanguinis.*

Sont compris dans le groupe des nationaux français sous *condition résolutoire* les enfants de Français nés à l'étranger auxquels la loi française offre aussi l'occasion de manifester leur désir d'acquérir définitivement la qualité de Français en déclinant la nationalité du *jus soli.* Le droit d'option se présente ainsi sous deux aspects : *positif* pour celui qui, né à l'étranger, opte pour la nationalité française, et *négatif* pour celui qui, né en France, *décline* cette même nationalité.

La jurisprudence a soutenu des débats longs et confus sur tous ces points et ses solutions sont loin d'être fermes et claires, étant donnée la série de difficultés qui résultent tant de la pratique que des règlements relatifs à l'application des lois et qui sont exposées *in extenso* par les auteurs français que j'ai cités. Ceci explique la série de modifications qui se sont produites jusqu'à la dernière, qui est l'œuvre de la loi promulguée le 5 avril 1909, en vue de régler certains points du droit d'*option négative* ou de faculté de *décliner* la qualité de Français par les Français nationaux sous condition *suspensive.*

Le texte de cette loi contient les dispositions suivantes :

Article premier. Il est ajouté à l'article 20 du Code civil un paragraphe 2 ainsi conçu : Quand les personnes désignées à l'article 9, § 10, auront, au nom d'un mineur, renoncé à la faculté qui lui appartiendrait à sa majorité, dans le cas de l'article 8, §§ 3 et 4, de l'article 12, § 3, et de l'article 18, de *décliner* la qualité de Français, celui-ci ne sera plus recevable à user de cette faculté. — *Art.* 2. Les individus auxquels la faculté de *décliner* la qualité de Français est réservée par l'un des articles ci-dessus, qui se trouveront, lors de la promulgation de la présente loi, dans l'année de leur majorité, pourront, pendant ladite année, renoncer au bénéfice de la déclaration souscrite en leur nom par leur représentant légal au temps de leur minorité. Il en sera de même de ceux qui, mineurs au moment de la promulgation de la loi, deviendront majeurs dans les six mois qui la suivront. Les autres mineurs conserveront définitivement le

bénéfice de la déclaration souscrite en leur nom si, dans le même délai de six mois, leur représentant légal n'y a pas renoncé.

La dernière loi promulguée en France sur cette matière dispose que si les parents, au cours de la minorité du sujet, ont renoncé à la faculté de *décliner* la nationalité française, les enfants ne pourront exercer ce droit quand ils seront devenus majeurs. Toutefois, l'article 2 contient une exception en faveur de ceux qui, à la date de la promulgation de la loi, avaient accompli l'âge de leur majorité et se trouvaient, quant à leur âge, dans l'année pendant laquelle il est possible d'user du droit d'option.

Cependant, l'esprit libéral de cette disposition se trouve confirmé par le dernier paragraphe de la loi, qui maintient pour les mineurs la faculté de décliner la qualité de Français, si, dans le délai de six mois, leurs représentants légaux n'ont pas renoncé à ce droit, au nom de l'enfant mineur.

Despagnet s'exprime ainsi :

« Il est bon cependant de tenir compte, dans une certaine mesure, du lieu de la naissance, qui, joint à une manifestation sérieuse d'adopter la nationalité du pays où l'on est né, doit faciliter l'acquisition de cette dernière. On permet ainsi aux étrangers d'acquérir la plénitude des droits dans le pays où ils sont fixés, et l'État évite d'être envahi par des étrangers qui se perpétuent de génération en génération, au risque de compromettre l'unité nationale. C'est cette théorie intermédiaire, adoption du *jus sanguinis* avec facilité pour la naturalisation à raison du *jus soli,* qui tend à l'emporter aujourd'hui et qui est particulièrement consacrée en France (art. 9 C. civ., loi du 7 février 1851 et loi du 26 juin 1889) » (1).

VI. **Réaction en faveur du « jus soli ».** — L'exposé précédent, qui marque l'évolution du droit français pendant le siècle dernier, met en évidence, en effet, une réaction favorable au *jus soli*. Établir sa portée et ses caractères fut précisément l'objet des lois de 1889 et de 1893. Sa

(1) Despagnet, *Précis de droit international privé,* Paris, 4e édit., 1904, p. 250 et 251.

comparaison avec le Code civil, que ces lois réforment, révèle que la doctrine, la jurisprudence et l'administration françaises se sont aperçues des inconvénients de l'application excessive du *jus sanguinis*. Alors que presque tout le monde admettait le *jus soli* comme base de la nationalité, les Français avaient généreusement renoncé à la nationalité des enfants d'étrangers nés sur leur territoire. L'excès d'application du *jus sanguinis* a été corrigé en partie par les lois dont il s'agit, qui ont pour objet d'établir les conditions et les règlements en vertu desquels, pour obtenir la nationalité française, des facilités sont offertes aux enfants d'étrangers qui se trouvent dans des conditions déterminées *ex jure soli*.

Les fondements de ces privilèges ont été éloquemment exposés par Weiss, dans les termes suivants :

« Le législateur a pensé que le fait d'être né sur le sol français est de nature à inspirer à l'étranger quelque attachement pour la France, et que cet attachement pour son pays natal peut suppléer dans une certaine mesure à l'identité d'origine. Ce n'est pas assez sans doute pour le déclarer Français de plein droit, comme jadis; mais, quand à la circonstance qu'il est né sur notre territoire se joint une volonté formellement exprimée de le devenir, il est juste d'accueillir ce désir et de faciliter sa réalisation par l'octroi de certains privilèges. Ses premiers pas ont vu le sol français; c'est sur cette terre hospitalière qu'il a souri pour la première fois aux caresses maternelles, qu'il a senti ses premières émotions, que se sont développés ses premiers sentiments. Les impressions de l'enfance ne s'échappent jamais; tout lui retracera dans le cours de la vie ses premiers plaisirs. Pourquoi lui refuserait-on le droit de *réclamer* la qualité de Français, que tant et de si doux souvenirs pourront lui rendre chère? C'est un enfant adoptif ».

On pourrait cependant faire remarquer à l'éminent professeur français qu'il a atténué le concept de l'influence du territoire, c'est-à-dire de la nature, sur la personne qui est née sur ce territoire. C'est une influence presque absolue, ainsi que le démontre l'expérience de tous les pays qui pratiquent le *jus soli*. Les enfants d'étrangers

nés sur un autre territoire se considèrent comme nationaux de celui-ci en vertu d'une force irrésistible. Le phénomène est universel. Ni les démonstrations de tendresse au foyer domestique, ni le culte constant du sentiment patriotique pour le pays lointain qui se développe chez eux sous l'influence paternelle, ni l'autorité des parents ne peuvent faire dévier cette inclination naturelle des jeunes gens qui les éloigne de la nationalité traditionnelle du sang et les maintient solidement fixés à la nationalité du pays où ils ont vu le jour.

Le professeur Weiss aurait donc pu dire, et il l'aurait dit avec raison, que cela est la règle générale. La statistique démontre, en effet, que les enfants d'étrangers qui abandonnent spontanément la nationalité du territoire où ils sont nés, pour suivre celle du sang de leur père, constituent une infime minorité (1). Le plus vaste champ d'expérience de notre temps est constitué par les États-Unis et la République Argentine. Dans ces pays, un adage, sans cesse répété par les étrangers, consiste à dire que leurs enfants se sentent plus Américains ou Argentins que ceux qui se trouvent unis au pays par le double lien du sang et du sol natal. J'ai déjà rapporté plus haut les paroles d'un diplomate italien accrédité en République Argentine qui, en parlant de certaines difficultés entre les sujets de son pays et les nationaux, avait pour habitude de répéter souvent que les fils d'Italiens « *étaient les pires* » ; mots par lesquels il voulait donner à entendre que ceux-ci se montraient moins affectueux pour les Italiens que les Argentins d'une autre origine.

VII. **La jurisprudence.** — La jurisprudence a dû se préoccuper aussi de la grave question de savoir si ceux qui sont déclarés Français par l'application des articles du Code civil après leur option, possèdent cette qualité à

(1) Plus loin, quand je traiterai du service militaire, je reviendrai sur ce point, et à l'appui, je citerai des autorités françaises.

partir du jour de leur naissance, ou si, au contraire, elle ne leur appartient que pour l'avenir seulement. La loi de 1889 n'accordait pas un effet rétroactif à ces dispositions. Elle résolvait ce point de manière à faire commencer les effets de la nationalité à partir de la date de l'option. Quant aux Français qui optent dans les conditions de l'article 8, § 4, du Code civil, l'effet rétroactif paraît également admis par la jurisprudence qui leur attribue la qualité de nationaux français à compter du jour de leur naissance. L'article concerne ceux qui sont nés en France d'un père étranger qui, à l'époque de la majorité de l'enfant, y était domicilié.

L'effet rétroactif de la qualité de Français que la loi établit pour cette catégorie de nationaux est le point de départ de toute une série de conséquences pratiques en droit privé que le professeur Weiss a groupées dans la forme suivante :

« 1° Son état, sa capacité, ses relations de famille seront rétroactivement gouvernés par la loi française, même pour le temps où il était mineur; 2° le Français appelé conjointement avec lui à une succession ouverte pendant sa minorité ne pourra, la condition de l'article 8 une fois réalisée, opposer à son cohéritier, le cas échéant, sur les biens situés en France, le droit de prélèvement que la loi du 14 juillet 1889 (art. 2) accorde aux héritiers français à l'encontre des successibles de nationalité étrangère; 3° l'infraction commise en pays étranger par le mineur né en France sera justiciable, après sa majorité, en admettant qu'il y ait eu son domicile à cette époque et que la prescription ne soit pas acquise, des tribunaux répressifs français, dans les mêmes conditions que tout crime ou délit dont l'auteur est né de parents français (C. inst. crim., art. 5); 4° de même, le gouvernement français refusera d'accorder à une puissance étrangère l'extradition de l'individu auquel la nationalité française a été reconnue par l'effet de l'article 8-4°, dans le cas où il viendrait à être recherché à raison d'un crime dont il se serait rendu coupable hors de France étant encore mineur; 5° le fils d'étranger né et domicilié en France lors de sa majorité étant réputé avoir toujours été Français, on ne saurait, cette majorité une fois atteinte, relever contre lui une contravention, à raison de ce qu'il n'a pas fait la déclaration de résidence que la loi du 8 août 1893 impose aux

étrangers; même mineurs; 6° le même individu expulsé de notre territoire pendant sa minorité ne pourra, en admettant, comme nous l'avons fait, qu'il puisse avoir un domicile en France et devenir, en conséquence, Français de droit à l'échéance de ses vingt et un ans, être poursuivi en France, à raison de l'infraction qu'il aurait commise en y revenant avant d'être majeur; 7° enfin, la femme et les enfants du fils d'étranger, né et domicilié lors de sa majorité en France, seront eux-mêmes réputés avoir acquis cette qualité, l'une par son mariage (C. civ., art. 12), les autres en venant au monde (C. civ., art. 8-1°). »

Cependant, le dernier point ne paraît pas aussi clairement résolu, puisque les deux époux ne sont pas considérés comme nationaux *pendente conditione*. On leur refuse la faculté de réclamer, dans la période qui sépare la date de leur naissance de l'époque de leur majorité, les droits et avantages qui résultent de la nationalité. C'est seulement après qu'ils ont atteint l'âge de la majorité que l'on sait s'ils se trouvent ou non dans les conditions nécessaires pour être reconnus Français. Jusqu'à ce moment, ils sont considérés comme étrangers et on peut leur appliquer le droit d'expulsion; ils ne peuvent faire partie de l'armée, ni ne sont pas admis dans les Écoles du Gouvernement, si ce n'est dans le cas où les personnes chargées de les représenter juridiquement ont opté, pour eux, pour la nationalité française.

Les différentes tendances juridiques, qui ont donné lieu à de si importants débats et à des interprétations si différentes devant les tribunaux, ne nous intéressent pas, puisque ce sont des questions qui présentent un caractère purement local. Cependant, leur étude peut être utile quand il s'agit de chercher à définir la condition des enfants d'Américains nés en France de parents américains, ou nés de Français en Amérique. Alors, d'après les circonstances de chaque cas particulier, il sera nécessaire d'étudier la jurisprudence française, souvent en contradiction avec elle-même, pour en déduire les solutions définitives.

D'autre part, cette jurisprudence a exercé son influence sur le droit européen. Dans ce but, je recommande tout particulièrement, comme guide, l'admirable collection du *Journal de Clunet,* où toutes les lois, tous les décrets, jugements et doctrines se trouvent réunis et critiqués depuis 1874, jusqu'à aujourd'hui avec un développement qui a rendu les services les plus importants au monde juridique.

Comme synthèse de ce grand débat et comme source définitive de jurisprudence, je recommande également le dernier ouvrage de l'illustre professeur Weiss. Finalement, quelques cas spéciaux ont été illustrés par de très nombreuses monographies que le même auteur cite dans le chapitre préliminaire de son ouvrage.

Les inconvénients fondamentaux du *jus sanguinis* sont exposés au cours de ces discussions et sont mis en évidence à l'occasion de certains procès retentissants dont je me suis déjà occupé dans ces conférences, tels les procès de Beauffremont et de Wrede (1), dans lesquels les problèmes posés apparaissent impossibles à résoudre, en raison de la fausse idée d'une prétendue double nationalité.

A mon avis, la législation française n'a pas encore dit son dernier mot. Au fur et à mesure que les hommes éminents de France se mettent plus facilement en contact avec le reste du monde au moyen des voyages, de nouveaux concepts viennent s'incorporer à leurs idées et exercent leur influence sur la jurisprudence française si compliquée. On a dit que les Français voyageaient peu ; qu'à cette circonstance on devait attribuer une certaine étroitesse de vues dans les grandes conceptions juridiques, politiques et sociales. Mais, maintenant, les esprits supérieurs commencent à s'apercevoir, en France, qu'il est nécessaire d'élargir les horizons de l'expérience politique person-

(1) Voir cet ouvrage, *Discours d'ouverture,* p. 4.

nelle, et, par conséquent, de la législation ; de se soumettre à la fatalité des événements naturels pour retirer des avantages sociaux, politiques et économiques de ce que les préoccupations et le manque de largeur de vues pouvaient avoir de préjudiciable à l'intérêt de la France.

TREIZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : « Jus sanguinis » et « Jus soli » combinés (*suite*).

Sommaire. — I. Le droit sur la nationalité en France (*suite*). Questions de compétence. — II. Principes directeurs acquis. — III. Applications au service militaire. Législation sur le recrutement. Révision partielle. — IV. Opinions françaises sur le double service militaire. Situation des fils de Français nés dans la République Argentine. Projets et solutions chimériques. — V. Nouvelles orientations efficaces. — VI. Droit conventionnel. — VII. Conflits franco-américains.

Mesdames,
Messieurs,

1. **Le droit sur la nationalité en France** (*suite*). **Questions de compétence.** — La science de la jurisprudence française a suppléé aux obscurités et aux lacunes des lois; elle a inspiré les réformes que nous avons étudiées. Mais la question qui a toujours donné lieu aux plus grandes complications fut toujours celle de la compétence judiciaire, quand il y a lieu de se prononcer en matière de nationalité et quand le cas qui se présente se trouve en contact avec des législations étrangères. Ces espèces sont comprises sous la dénomination générique de conflits sur la nationalité (1). La question de la compétence décide

(1) En ce moment je traite de la question au point de vue du droit des pays d'outre-mer. Dans la partie qui concerne le Nouveau Monde, je m'étendrai sur les conflits entre le droit de ces pays et le droit américain, et je ferai l'exposé de la solution des cas où la compétence entre en jeu.

naturellement de celle de la loi applicable, de même que de la détermination de la nationalité qui en forme l'objet. Les différentes législations et la jurisprudence sont d'accord pour admettre le principe en vertu duquel chaque État est le maître souverain en cette matière, alors même que sa législation s'en trouve à peine affectée. Mais quand la nationalité du sujet est réclamée en même temps par la législation d'un autre État, quelle loi devra être appliquée par le juge de la cause (1) ? Tel serait par exemple le cas de l'enfant d'un Français né dans la République Argentine.

La doctrine européenne répondra que le tribunal compétent est le tribunal indiqué par la loi de la nationalité du sujet. Cependant cette réponse ne constitue pas une solution, mais plutôt une simple pétition de principes, puisqu'il s'agit précisément de fixer le caractère national, objet de la discussion, mis en doute ou inconnu.

Le juge compétent, d'après le système argentin, serait celui du domicile de la personne au sujet de laquelle la discussion est ouverte. La question de la nationalité constitue une question *relative à la personne;* de plus, c'est une question *préalable.* La règle du domicile est claire; elle offre des garanties pour le droit de l'individu qui peut, au moyen de cette règle, défendre la nationalité qu'il lui plaît d'accepter ou de conserver. Elle coïncide ordinairement avec la *lex fori.* Ceux qui sont nés, ceux qui sont domiciliés dans un pays donné et sont soumis à ses tribunaux quant à la solution préjudicielle de la question de leur nationalité, trouvent dans ce pays tous les éléments de défense dont ils ont besoin, s'ils ont, en réalité, la ferme intention de conserver la nationalité dudit pays. La juridiction protège également ceux qui sont nés dans le pays et ceux qui y ont été *naturalisés.*

Si, au contraire, ceux qui sont enfants de parents européens ne veulent pas conserver la nationalité du *forum*

(1) Despagnet, *ouvrage cité,* p. 240, § 110.

domicili pour lui préférer l'une des nationalités européennes, ils peuvent se défendre à l'aide des mêmes garanties en revendiquant le droit et en manifestant leur intention de *se faire naturaliser* dans le pays dont leurs parents sont originaires. Le système américain du *jus soli* présente donc l'avantage de ne pas contraindre celui qui est national par la naissance ou par la naturalisation à persister quand même à demeurer attaché à la nationalité. Ce que l'on appelle improprement conflit entre les lois *soli* et *sanguinis* disparaît ainsi par l'exercice de la libre volonté de l'individu, respectée par les lois de notre système.

Si, au contraire, la nationalité de celui qui est né dans la République Argentine, de parents français, par exemple, se trouvait discutée en France, deux cas pourraient se présenter. D'abord, dans le premier, le sujet a son *domicile* dans le pays où il est né et *réside* simplement en France. Les tribunaux de ce dernier pays se déclareront-ils compétents par suite du fait que la personne dont il s'agit se trouve temporairement dans le ressort de leur juridiction? Que décideront-ils? S'il s'agit d'un mineur d'âge, lui imposeront-ils la nationalité sous condition résolutoire? Le sujet pourrait alléguer, par l'organe de ses parents, ou lui-même personnellement, qu'il a l'intention de conserver sa nationalité *ex jure soli,* qu'il a accompli son service militaire dans ce pays, qu'il y conserve son domicile et qu'il réside en France avec *animus revertendi.* La justice française, éclairée et loyale, comme on le reconnaît universellement chez nous, devrait forcément admettre la nationalité étrangère du sujet par suite de *l'option tacite* antérieurement faite par celui-ci, et ratifiée, au surplus, dans le cas dont il s'agit. N'aurait-il pas été plus expéditif et plus avantageux pour les droits de cet homme, qu'elle déclarât *de plano* son incompétence, en reconnaissant dans la loi elle-même la situation voulue par la personne, c'est-à-dire admettre que la question préjudicielle n'existe pas?

Le second cas serait celui de l'enfant né dans la République Argentine de parents français et qui, ayant transféré son domicile ou sa simple résidence en France, verrait sa nationalité mise en question par ceux qui lui attribuent la nationalité du *jus soli*. Pour ce pays, ce serait l'option d'un national sous condition résolutoire. Pour la République Argentine, ce serait, au contraire, le cas ordinaire d'un Argentin qui accepte une nationalité étrangère et se fait naturaliser selon les formes légales de sa procédure. La volonté du sujet étant alors respectée, le conflit de compétence ne saurait exister (1).

De l'exposé qui précède, nous déduisons cette règle générale sur la compétence : *la compétence appartient à la juridiction librement acceptée par la personne dont la nationalité est mise en cause, si cette personne est majeure, ou à la juridiction qui lui serait le plus favorable dans ce sens, si elle est mineure.*

L'objection tirée de la question d'*ordre public* ne serait pas applicable, puisqu'il est aussi d'ordre public interne et de consentement international que l'on ne peut imposer à personne une nationalité quelconque. *La volonté est le fondement de la nationalité* (2).

La juridiction compétente se trouvant déterminée, quels sont ceux de ces tribunaux qui pourront connaître de l'affaire? Sera-ce l'autorité administrative (3), ou bien l'autorité judiciaire? Une circulaire ministérielle française du 23 août 1889 consacre la compétence judiciaire que Weiss établit, avec sa science habituelle, dans ces termes précis :

« La nationalité, en effet, est un des éléments, — le plus important peut-être, — dont se compose l'état des personnes; elle figure au nombre des matières de notre droit privé que le Code civil a réglées; les contestations qui s'y rattachent rentrent donc naturellement dans le domaine de l'autorité judiciaire, comme celles qui

(1) V. cet ouvrage, VII^e Conférence, axiomes 1°, 5° et 6° de la Nationalité, p. 233.

(2) Cogordan, *ouvrage cité*, II, 7 à 9.

(3) Loi d'Autriche-Hongrie, du 3 déc. 1863, § 36.

sont relatives aux rapports de famille, au régime des biens, aux contrats. Et cette compétence se justifie d'autant mieux que la détermination de la nationalité nécessite souvent des recherches, des interprétations de textes obscurs ou équivoques, une connaissance des lois étrangères, que l'on ne saurait raisonnablement exiger d'un agent administratif, quel que soit son rang. Sans doute, il arrivera souvent que, par la délivrance d'un passeport ou d'un certificat d'immatriculation dans un consulat français, l'administration semble reconnaître et attester la nationalité française de telle ou telle personne, sur laquelle un autre État n'a pas renoncé à toute prétention d'allégeance ; mais une semblable attestation ne lie en aucune manière les tribunaux, devant lesquels elle peut être valablement attaquée et contredite par les ayants droit (Cass., 26 octobre 1891, S., 91. 1. 537, D. P., 92. 1. 41) ».

Le point de vue pourra être différent si l'on considère la question dans ses relations avec les législations du Nouveau Monde, et spécialement avec la législation de la République Argentine, pays où la nationalité n'exerce aucune influence sur le droit privé, où elle ne constitue pas un *état civil*, mais bien une condition *politique*. Cependant, sa détermination revêt une grande importance, puisque la nationalité habilite le *citoyen* ou le disqualifie. Il serait impolitique et dangereux de confier cette grave décision à des fonctionnaires de l'ordre administratif, sur l'impartialité desquels il n'y a pas toujours lieu de compter. Il est au contraire convenable que les tribunaux, étrangers à la politique, soient chargés de résoudre les très nombreux procès qui s'élèvent au sujet de la qualification ou de la disqualification des votants. Nous nous décidons donc pour la règle suivante : *La compétence appartient aux tribunaux ordinaires dont la juridiction s'étend aux actions personnelles.*

Ces règles sur la compétence étant établies, quelle sera la loi applicable ? Les opinions sont nombreuses et les solutions varient (1). Weiss formule la même doctrine par

(1) Despagnel, *ouvrage cité*, p. 240, § 110, donne une intéressante analyse des différents systèmes. Il se décide pour la *lex fori*.

la règle suivante : « Lorsque le conflit s'élève entre deux nationalités dont l'une est celle des magistrats saisis du litige, ils doivent tenir un compte *exclusif* de la loi au nom de laquelle ils rendent la justice, de la *lex fori* (1) ».

Nous ne pouvons rappeler cette jurisprudence sans observation. Contraindre les juges à procéder avec une rigueur excessive ne nous semble pas être la caractéristique de notre époque; et telle serait l'application forcée d'une loi qui peut parfaitement bien se trouver en opposition avec la volonté de l'individu. Nous préférons le système argentin qui met mieux en harmonie la loi avec la nature juridique de la question dont il s'agit et se conforme à la règle bien connue de Savigny. Les lois modernes doivent autoriser et les lois argentines autorisent, en effet, les juges à appliquer les lois étrangères, sauf dans les cas où il existe des dispositions expresses en sens contraire. Il nous paraît donc raisonnable d'appliquer *la loi qui, de l'avis du tribunal compétent, protège la volonté de la personne dont on discute la nationalité* (2). De plus, la manifestation de la volonté, pour les mineurs en état d'accomplir leur service militaire, ou qui l'ont accompli, doit être admise, de même que l'expression de la volonté de ceux qui sont capables quant aux droits civils. Avant l'époque de cette capacité, la volonté des représentants légaux doit être suivie par les juges, pourvu qu'il soit bien évident qu'elle ne porte aucun préjudice aux mineurs.

D'autre part, les conflits des lois en matière de nationalité ne s'élèvent pas exclusivement entre le système du *jus soli* et le système du *jus sanguinis*. Le droit français a résolu de nombreux cas de contestations entre le *jus sanguinis* même de différents pays.

(1) Weiss, *Ouvrage cité,* t. I, p. 305.

(2) Dans la XIe Conférence sur le droit italien, on trouve une confirmation remarquable de notre règle dans le cas de parents italiens, d'enfants nés dans la République Argentine, qui opposent dans le royaume la nationalité de ce dernier pays, contre les réquisitions du service militaire.

Les tribunaux français ont étudié d'une manière étendue la question de la compétence dans ses relations avec la nature de la filiation, de la paternité et de la maternité et encore avec les *heimathlos*. L'étude de ces diverses modalités juridiques ne fait pas partie de notre programme d'exposé de solutions générales. Je me borne à illustrer le point de vue pratique à l'aide de quelques exemples tirés du dernier ouvrage de Weiss (1), qui résume la jurisprudence la plus récente.

« Prenons un enfant naturel reconnu d'abord par son père, qui est de nationalité française, puis par une femme allemande. En admettant que la reconnaissance paternelle soit intervenue pendant sa minorité, cet enfant est Français au regard de la loi française (C. civ., art. 8-1°); mais, d'autre part, l'Allemagne le réclamera comme sien, par application de la règle *Partus ventrem sequitur,* qui est écrite dans la loi du 1er juin 1870 (art. 13); il aura donc deux patries. Il en sera de même de l'enfant mineur de vingt et un ans, reconnu successivement par une mère française et par un père italien. La loi française s'attachant à l'antériorité de la reconnaissance le déclare Français (C. civ., art. 8-1°); au contraire, le Code civil italien lui donne la nationalité de son père et en fait, en conséquence, un sujet italien (C. civ. italien, art. 4 et 7). Enfin, l'enfant, même légitime, d'un père, Français au jour de sa naissance, mais dont la nationalité était étrangère à l'instant de la conception, sera réputé Français (C. civ., art. 8-1°) en France, tandis que l'ancienne patrie de son père le revendiquera peut-être en vertu de la règle romaine *Infans conceptus*..... Ce cumul de nationalités, également acquises *jure sanguinis*, ne pourra être évité que si les divers États, dont les codes attribuent à la filiation une influence prépondérante sur la détermination de la nationalité d'origine, arrivent à s'entendre : 1° pour donner la préférence soit à la nationalité du père, soit à celle de la mère quand il s'agit de fixer la condition de l'enfant; 2° pour considérer, à ce point de vue, soit l'époque de la conception, soit l'époque de la naissance. »

Enfin, des conflits surgissent entre le *jus sanguinis* et ses combinaisons avec le *jus soli*. Voyons ce que dit Weiss (2) :

(1) Weiss, *ouvrage cité,* t. I, 307.
(2) Weiss, *ouvrage cité,* t. I; 314.

« Un individu est né en France d'un sujet allemand, et il possède lui-même, au regard de la loi française, la qualité de Français, soit qu'elle lui ait été conférée de plein droit aux termes des articles 8-3° et 4° du Code civil, soit qu'il l'ait acquise par l'effet d'une déclaration formulée dans l'année de sa majorité, conformément à l'article 9. Cet individu n'en conserve pas moins en Allemagne la nationalité allemande s'il n'en a pas été déchu par une décision gouvernementale (loi allemande du 1er juin 1870, art. 13-2°), s'il n'a pas obtenu un permis d'émigration des autorités de son pays d'origine (loi de 1870, art. 13-1°), ou, enfin, s'il n'a pas résidé pendant dix ans hors du territoire de l'Empire (loi de 1870, art. 13-3°); en dehors de ces trois hypothèses, il ressortit donc simultanément à deux patries. »

Les précédents et les conflits dont nous avons fait l'exposé compliquent, au surplus, les questions sur la compétence sous ses multiples aspects et constituent un motif de plus pour que les hommes d'État et les jurisconsultes se vouent à l'accomplissement d'un programme ayant pour but la *simplification* et l'*uniformité* des législations. Tel est, d'autre part, l'idéal universitaire argentin.

Enfin, il convient d'ajouter que le ministère public doit être partie aux procès sur la nationalité, comme représentant des droits et des devoirs de l'État envers ses sujets.

II. **Principes directeurs acquis.** — Nous avons vu, dans l'exposé qui précède, que l'évolution du droit sur la nationalité commence en France vers le milieu du XIXe siècle, en assumant la forme de corrections ou de développements apportés au Code civil. L'évolution ne s'est pas achevée avec ce siècle, puisque la loi la plus récente porte la date de 1909; et, ainsi que nous l'avons démontré, elle ne constitue pas le dernier mot du droit français. Mais, si les textes positifs et les solutions de la jurisprudence sont incertains et exigent la réforme successive de la législation, il n'en est pas moins exact que si par suite du défaut de décision et d'esprit pratique, la jurisprudence n'est pas arrivée à des solutions catégoriques, l'évolution du droit français a cependant obéi à des principes directeurs.

Le publiciste Cogordan, dont le nom a été si souvent cité dans ces conférences, a fait l'exposé de la situation du droit sur la nationalité en France et en Europe au milieu du XIX^e^ siècle. Il a alors remarqué l'existence des principes directeurs qui inspirent et conduisent la réforme législative postérieure, et il les a étudiés. De l'exposé doctrinal de cet auteur, nous déduisons les principes directeurs suivants :

1° En matière de nationalité, la volonté de l'individu doit prévaloir ;

2° Comme conséquence du principe précédent, on doit admettre la liberté de changer de nationalité ;

3° La perte de la nationalité doit être corrélative à l'acquisition d'une autre nationalité ;

4° Toute personne doit posséder une nationalité déterminée ;

5° Personne ne peut être naturalisé dans un pays s'il n'a complètement rompu les liens qui le rattachent à son ancienne patrie.

Ces idées fondamentales qui président à l'évolution du droit français coïncident avec les principes directeurs qui inspirent notre cours. Ce sont les mêmes principes que ceux qui, à la fin du XIX^e^ siècle et au commencement du XX^e^ siècle continuent à diriger le droit français et constituent une école en Europe. Elles sont aussi plus scientifiques et plus décisives que celles qui sont soutenues par quelques théoriciens italiens dont nous avons critiqué les opinions. Alors qu'en France, en effet, la *double nationalité* est rejetée par la science et par la jurisprudence, elle est, au contraire, soutenue en Italie par un groupe de publicistes et dans les lois. Au cours de la discussion au sujet de la nouvelle loi italienne sur la nationalité, promulguée en 1912, les commissions du Parlement italien se sont prononcées contre la double nationalité. Cependant quelques-uns des textes sanctionnés admettent cette double

nationalité, mais d'une manière ambiguë (1). Le droit français est plus précis sur ce point.

La longue élaboration législative et judiciaire en France, en matière de nationalité, depuis 1850 jusqu'à nos jours, a discipliné les doctrines exposées par Cogordan, en leur donnant une forme plus synthétique et plus scientifique. Les auteurs des ouvrages les plus récents, spécialement Weiss, les exposent sous forme d'axiomes. D'après cet auteur, le principe qui domine en France est celui de la nationalité *non imposée* (2). Weiss formule ses conclusions dans les termes suivants :

« Tout homme, en effet, a le droit de vivre et de développer sans contrainte ses facultés physiques et intellectuelles : comme conséquence de ce droit naturel, il doit être libre de chercher, loin de la patrie que lui ont donnée les circonstances, les intérêts, les relations, les avantages de toute nature que celle-ci lui refuse et qu'il considère, à tort ou à raison, comme nécessaires à son existence ».

Audinet se base sur le même principe de la volonté en affirmant que personne ne peut être contraint de conserver sa nationalité actuelle (3). Despagnet soutient que la nationalité ne doit pas être imposée à des étrangers qui n'ont pas manifesté l'intention d'abandonner celle dont ils sont déjà investis et que l'on ne doit pas les enlever ainsi, malgré eux, au pays qui a le droit de les revendiquer tant qu'ils n'ont pas manifesté l'intention de le répudier (4). Surville et Arthuys ont adopté ces mêmes principes dans la nouvelle édition de leur important ouvrage (5).

Le second principe de la synthèse moderne en droit

(1) V. cet ouvrage, 11e Conférence, p. 351 ; E. Pagliano, *Nueva legislacion italiana sobre ciudadania (Revista Argentina de Ciencias Politicas,* Buenos-Aires, novembre 1912, p. 132). Comme nous l'avons déjà dit, l'auteur commet l'erreur de confondre la nationalité avec le droit de cité (citoyenneté).

(2) Weiss, *ouvrage cité,* t. I, 11.

(3) Audinet, *Droit international privé,* p. 97.

(4) Despagnet, *ouvrage cité,* p. 237 et suiv.

(5) Surville et Arthuys, *Cours élémentaire de droit international privé,* Paris, 1910, p. 60 et suiv.

français établit que *toute personne doit avoir une nationalité* (1).

Le troisième principe déclare que *personne ne peut avoir deux nationalités*. Sur ce point, Despagnet soutient que l'idéal du droit serait que tout homme eût une nationalité bien certaine et qu'il n'en eût qu'une seule (2). Il admet cependant le fait de la possibilité de l'existence de deux nationalités en tenant compte des dispositions de quelques-unes des nationalités européennes. Weiss établit le principe dans les termes suivants :

« La nationalité, plus jalouse que ne le serait une société civile ou commerciale, n'admet pas de partage : elle réclame du citoyen toute son activité, tout son dévouement; elle absorbe sa personnalité tout entière. Aussi bien les droits et les obligations que la nationalité engendre sont-ils le plus souvent exclusifs et font-ils obstacle à ce que le même individu puisse se dire à la fois citoyen de deux États. « On ne peut avoir deux patries, comme on ne peut avoir deux » mères. » Prenons l'exemple du service militaire. Le même homme ne peut acquitter en même temps sa dette envers deux États différents. Qu'une guerre vienne à éclater entre eux, sous les drapeaux duquel ira-t-il se ranger? Et s'il est vrai qu'il lui est impossible de satisfaire simultanément aux obligations dont il serait tenu envers deux pays, il n'est pas moins évident qu'il ne saurait, sans déloyauté, sans trahison, exercer, parallèlement dans chacun d'eux, les droits politiques contradictoires et veiller à des intérêts diamétralement opposés. Peut-il se dédoubler au point d'invoquer ses prérogatives de citoyen dans deux États différents, au point d'être en même temps électeur, député à Paris et à Londres? « Les devoirs que » l'exercice des droits politiques imposerait à l'étranger implique- » raient contradiction avec ceux qu'il tient de sa naissance et de sa » nationalité. Il faut qu'il abdique ceux-ci pour pouvoir acquérir » ceux-là, et qu'il devienne étranger dans son pays natal pour cesser » de l'être dans le pays où il a transféré son domicile. » Enfin, comment déterminera-t-on l'état et la capacité des personnes dans le domaine des intérêts privés, si, comme on le décide généralement à cette heure (cf. C. civ., art. 3, § 3), c'est à leur loi *nationale* qu'il appartient de les régir ? »

(1) *Op.* et *loc. cit.*

(2) *Op. cit.*, p. 244.

Bien que la jurisprudence et les auteurs français nous montrent quelques dissidences dans la manière de formuler les règles, toutes ces règles sont cependant uniformes quand il s'agit de faire prévaloir le principe de la *volonté*. Les diverses dispositions légales offertes par la loi pour opter, pour décliner ou adopter une nationalité constituent des moyens qui facilitent à la volonté de l'individu l'exercice de ce droit fondamental ; mais les lois dont il s'agit ne peuvent ni annuler, ni limiter ce droit.

Telles sont les bases doctrinales des lois de 1889, 1893 et 1909, dont l'application la plus importante se présente au double point de vue civil et militaire. Leur influence directrice ayant été étudiée dans l'ordre civil, il y a lieu d'examiner cette action dans l'ordre militaire, où les solutions paraissent habituellement en contradiction avec les principes directeurs que j'ai exposés.

III. **Applications au service militaire. Législation sur le recrutement. Revision partielle.** — Cette matière est régie par les lois sur le recrutement militaire. En bornant notre examen à l'époque moderne, qui nous touche de plus près, nous rappelons que la loi la plus importante sur la matière, depuis la guerre franco-allemande, a été promulguée le 27 juillet 1872. Cette loi établit le principe du service militaire obligatoire *pour tous les Français*. Elle a été abrogée par la loi du 25 juillet 1889, qui a limité les exceptions aux seuls cas d'incapacités physiques et a maintenu, *pour tous les Français,* l'obligation de servir dans l'armée. Enfin, cette loi a été réformée par la loi concernant le service militaire personnel, *égal pour tous*, sanctionnée en 1905 ; c'est le dernier mot du droit français sur la matière. La législation invoquée, et qui est conforme aux principes établis dans les lois précédentes, peut donner lieu à la question préjudicielle de savoir si : sont ou ne sont pas nationaux ceux qui sont assujettis à la condition *résolutoire* ou à la condition *suspensive*, dont je me

suis occupé antérieurement et qui, aux termes des lois françaises, sont nationaux de plein droit.

Nous savons déjà que ceux qui ont la qualité de Français sous la condition suspensive ne la possèdent que sous réserve du droit de *décliner* la nationalité pendant le cours de l'année qui suit leur majorité. Ce cas ne peut intéresser les pays américains, si ce n'est à titre exceptionnel, quand il s'agit de fils de leurs nationaux nés en France, toujours en très petit nombre, et pour lesquels la France réclamerait la nationalité en vertu du *jus soli* combiné avec le *jus sanguinis*, en invoquant les principes déjà étudiés. Pour la France, la question présente la plus grande importance quand il s'agit d'enfants de Français nés à l'étranger, qui atteignent le chiffre de plusieurs centaines de mille hommes, considérés comme soldats par les lois françaises. Et cela parce que les pays où ils sont nés les réclament à titre de propres nationaux et les incorporent dans leurs armées. C'est ainsi que deux questions préjudicielles peuvent rester posées avant que la qualité de Français soit déterminée quant aux effets de la loi sur le recrutement.

Ainsi qu'il est naturel, la loi de 1905 se place à deux points de vue différents. Elle prend tout d'abord en considération la situation des jeunes Français qui se sont expatriés sans avoir, au préalable, servi dans les rangs de l'armée. Puis, en second lieu, elle s'occupe de la condition des fils de Français nés à l'étranger. Ceux-ci, ainsi que l'ont démontré plusieurs publicistes et orateurs italiens, et ainsi que nous l'avons vu, se trouvent dans des conditions essentiellement distinctes.

La première question ne présente aucun intérêt pour nous. Il appartient au droit souverain de chaque pays d'établir ses règles propres pour contraindre ceux qui sont indiscutablement ses nationaux à l'accomplissement de tous les devoirs qui leur incombent en tant que citoyens.

L'article 11 de la loi de 1905 dispose que l'on doit inscrire sur les rôles du recrutement de la classe dont la

formation suit l'époque de la majorité, les jeunes gens qui, en vertu du Code civil et des lois sur la nationalité, ont la faculté de décliner la nationalité française au cours de leur vingt-deuxième année d'âge. Cet article concerne les enfants d'étrangers nés en France. La loi ne paraît pas claire quand elle a en vue les fils de Français nés à l'étranger. Mais ce point est régi par les lois de 1889, 1893 et 1909 sur la nationalité. De manière que le service militaire est également obligatoire pour ceux-ci. Cette circonstance donne naissance à un quadruple conflit de lois et d'intérêts à la fois politiques, économiques, militaires et moraux.

La réforme législative n'a pas donné satisfaction à toutes les aspirations, ni résolu les difficultés fondamentales que l'on avait prévues. Les dispositions de la loi du 26 juin 1889 sur la nationalité et celles de la loi sur le recrutement du 15 juillet de la même année ne se sont pas trouvées en harmonie, bien qu'elles aient été promulguées presque en même temps. Il se produisit alors de véritables conflits entre les diverses dispositions de ces deux lois, dont l'interprétation a mis à contribution tant le critérium des auteurs que les décisions des tribunaux. Dès l'origine, Weiss en fit un clair exposé analytique dans le *Journal de Clunet*, de la manière suivante :

« En vain quelques auteurs avaient-ils soutenu que l'option formulée par le Français d'origine en faveur de la patrie sur le sol de laquelle il a vu le jour, lui faisait perdre la qualité de Français, aux termes de l'article 17-1° du Code civil et, par conséquent, l'affranchissait de tous les devoirs civiques. La jurisprudence n'avait pas hésité à condamner cette manière de voir, et à affirmer, par plusieurs jugements ou arrêts, que les dispositions, quelles qu'elles soient, d'un Code étranger ne peuvent prévaloir en France contre la règle si générale et si formelle de l'article 10 du Code civil; que, dans tous les cas, l'acquisition d'une nationalité étrangère par le bienfait de la loi ne présentant pas les caractères de la *naturalisation* en pays étranger, à laquelle l'article 17 de ce code attachait la perte du droit de cité, celui de nos nationaux qui en aurait reçu le

bénéfice ne serait pas fondé à en exciper pour se soustraire en France au service militaire. Ainsi, le même individu avait à la fois deux patries, toutes deux le revendiquant sans partage, l'une, l'incorporant dans son armée, l'autre, lui préparant une prison pour le punir d'avoir abandonné ses drapeaux..... On le voit, la loi de 1889 n'a ni prévu ni résolu toutes les difficultés qui résultaient du régime antérieur, au point de vue spécial du recrutement, pour l'individu né hors de France de parents français. D'une part, et c'est là un oubli inexplicable, le nouvel article 17-1° du Code civil réserve le bénéfice de la dénationalisation autorisée aux seuls enfants de Français qui auront acquis, *sur leur demande*, la nationalité étrangère; il ne dit rien de ceux auxquels la loi de leur pays natal attribuerait, de plein droit, à l'exemple de la loi française (C. civ., art. 8-3° et 4°), la qualité de régnicoles, en dehors de toute manifestation expresse de leur volonté, et il leur conserve ainsi, dans tous les cas, avec la nationalité française, tous les devoirs qui en procèdent. D'un autre côté, l'individu dont ce texte sanctionne le changement de patrie aura lui-même été le plus souvent déjà saisi par la loi militaire française, lorsqu'il sera admis à faire connaître ses préférences, puisque l'âge auquel les différentes législations placent l'ouverture du droit d'option qu'elles lui accordent est presque toujours supérieur à la vingtième année. Peut-être serait-il possible d'obvier, dans une certaine mesure, à cet inconvénient, en retardant l'époque du tirage au sort » (1).

Il y a tout lieu de supposer qu'en France, de même que dans les autres pays, les majorités parlementaires ne sont pas toujours formées par des hommes suffisamment préparés par leurs études antérieures à l'effet d'intervenir dans des questions très complexes au point de vue technique. Weiss, en se référant à la loi de recrutement de 1889, reconnaît que cette loi a été sanctionnée « sans tenir peut-être compte suffisant des exigences de la haute culture intellectuelle » tout en donnant satisfaction cependant aux revendications des patriotes qui tendaient à faire augmenter les effectifs militaires (2). Mais j'ai démontré que ce but n'avait pas été atteint non plus.

(1) A. Weiss, *La nouvelle loi sur la nationalité dans ses rapports avec le recrutement militaire*, dans le *Journal de Droit international privé*, 1890, p. 5 et suiv.

(2) Weiss, *ibid.*, p. 27.

Jusqu'à présent, nous avons étudié les conflits entre deux législations fondées sur le principe commun du *jus sanguinis*. La réforme, au point de vue civil et militaire, de la loi de 1889 a fait faire un pas en avant pour aborder et résoudre, avec une martiale assurance, les conflits qui, auparavant, se trouvaient absolument irréductibles, entre les législations du *jus sanguinis* et les législations du *jus soli*. Dans l'étude fondamentale du professeur Weiss que je viens de citer, la question a été synthétisée dans les termes suivants :

« *Français jure soli*. La loi sur la nationalité du 28 juin 1889, tout en déterminant en principe, ainsi que l'avaient fait les textes qu'elle est destinée à remplacer, la nationalité d'origine de la filiation, par le *jus sanguinis*, attribue à la naissance sur le sol français, au *jus soli*, des effets importants, plus importants que ceux qui lui avaient été reconnus par la législation antérieure. Coupant court à toute controverse, elle déclare Français l'enfant né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est incertaine (C. civ. art. 8-2°); elle impose l'allégeance française à l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né, et lui refuse la faculté de se prononcer, à sa majorité, pour la patrie dont relèvent ses auteurs, faculté qui lui était accordée par les lois du 7 février 1851 et du 16 décembre 1874 (C. civ. art. 8-3°); enfin, parmi les enfants nés sur notre territoire de parents étrangers qui eux-mêmes sont nés hors de nos frontières, elle fait une distinction : l'enfant a-t-il son domicile en France, au jour où il a atteint ses vingt et un ans, il est Français sous la condition *résolutoire* d'une option contraire (C. civ. art. 8-4°); est-il domicilié à l'étranger, il peut acquérir la qualité de Français, en exprimant sa volonté à cet égard avant l'expiration de sa vingt-deuxième année, en d'autres termes, il est Français sous condition *suspensive* (C. civ. art. 9). Comment ces diverses règles se concilieront-elles avec le système appliqué au recrutement militaire par la loi du 15 juillet 1889 ? De l'article 8-4° du Code civil, il résulte que l'individu né en France de parents étrangers, et y ayant son domicile à l'époque de sa majorité, ne peut décliner la qualité de Français que s'il produit, d'une part, une attestation en due forme de son gouvernement, établissant qu'il a conservé la nationalité de ses auteurs, de l'autre, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays. Cette dernière exigence a pour but d'empê-

cher qu'à la faveur d'une option opportune le fils d'étranger puisse se soustraire au service militaire, à la fois en France et dans sa patrie d'origine » (1).

Les lois, la jurisprudence et les hommes d'État français n'ont pas examiné la question sous toutes ses faces. Leur critérium est limité, puisqu'il se réfère au point de vue matériel des intérêts militaires, et, dans une certaine mesure, économiques, en raison des relations du droit de propriété dans l'ordre civil. Ils discutent, cependant, les questions morales et économiques relatives au conflit dont il s'agit.

La question morale est capitale. Elle se réfère au droit qu'ont les fils de Français, nés à l'étranger, de ne pas adopter la nationalité de leurs parents, bien que ceux-ci aient conservé l'amour de la France ; c'est là l'inclination fatale qu'ont ces jeunes gens à suivre la nationalité du pays de leur naissance, en déclinant la nationalité d'un pays d'Europe, — inclination que ne réussissent à faire dévier ni les affections intimes du foyer, ni les lois platoniques françaises.

Les législateurs français se sont simplement préoccupés soit de faire figurer des soldats sur les rôles de l'armée, soit de discuter les droits héréditaires, ou de tout autre ordre, des enfants de Français nés à l'étranger. Il est extraordinaire que des hommes d'État et des juristes éminents ne se soient pas rendu compte de l'importance de la dernière face de la question, du point de vue moral, qui est décisif, puisque ces soldats inscrits sur les rôles de l'armée sont des nombres qui figurent seulement sur le papier et s'appliquent à des hommes qui ne fourniront jamais le service sous les drapeaux français. Les publicistes italiens l'ont démontré en s'occupant de leur propre pays et de respectables autorités françaises l'ont reconnu également. Dans ce sens, le droit italien, bien que timide, évolue plus

(1) Weiss, *ibid.*, p. 14, 15, 16.

directement dans la voie des solutions inéluctables et réelles !

Nous avons démontré de quelle manière la Suède, la Norvège et l'Espagne tendent vers la solution définitive de la reconnaissance de la nationalité étrangère en faveur des enfants de leurs nationaux qui naissent dans notre pays. Nous avons signalé l'évolution de la législation allemande et de la législation italienne dans le même sens. Le problème est posé en France : voyons en quels termes.

IV. **Opinions françaises sur le double service militaire. Situation des fils de Français nés dans la République Argentine. Projets et solutions chimériques.** — Il y a plusieurs années déjà la République Argentine reçut la visite de M. Calvet, sénateur, chargé d'une mission par le ministre de l'Instruction publique de France. Après des démonstrations d'amitié à l'égard de la République, il fit en Europe une propagande en vue de rapprocher plus étroitement les deux pays. Il dut aborder, tout naturellement, la question du conflit de la nationalité au point de vue du service militaire des fils de Français. Malgré les observations qu'il recueillit sur les lieux mêmes, le sénateur Calvet ne se rendit pas très exactement compte de la nature du remède qu'il convenait d'apporter aux difficultés qu'il avait sous les yeux : il paya tribut à des préoccupations d'ordres divers, même à la fantaisie, bien qu'il eût reconnu l'indépendance réelle qui existe entre les droits des fils de Français nés à l'étranger et les droits des enfants de Français, d'une nationalité indiscutée, qui émigrent.

Pour le sénateur Calvet, ceux qui sont nés à l'étranger, de même que ceux qui ont émigré de France, doivent au même titre le service militaire en France. Puisque les premiers n'ont à leur disposition aucun moyen qui leur permette de se soustraire au service militaire dans la République Argentine, ils devraient demeurer astreints, selon lui, à l'accomplir dans les deux pays. Comme solution, —

qui en réalité n'en serait pas une, — le sénateur Calvet propose de contraindre les fils de Français nés dans la République Argentine, en Uruguay, au Paraguay, au Chili ou au Brésil, à accomplir leur service militaire sous le climat meurtrier de Cayenne, dans les garnisons des bagnes français. Mais, *quid* du service militaire accompli dans le pays de la naissance? Le sénateur Calvet ne nous donne pas son avis sur ce point.

L'effet produit par la proposition de M. Calvet fut, en vérité, peu flatteur pour la fierté de la jeunesse américaine. On avait absolument ignoré, tout simplement, la psychologie du Nouveau Monde. C'était une chimère.

Un autre de ses collègues, l'éminent sénateur Pierre Baudin, — qui a laissé un si agréable souvenir de son passage en Argentine, où il est venu remplir la charge élevée d'ambassadeur extraordinaire, accrédité comme tel auprès du gouvernement, à l'occasion des fêtes du Centenaire de mai 1910, — étudia aussi le même problème. Son opinion philosophique sur ce point fut exposée dans une conférence sur la République Argentine qu'il donna à l'*Union des Associations des Anciens élèves des écoles supérieures de commerce de France*, le 27 janvier 1911, où il s'exprima ainsi :

« Ici se pose une question extrêmement délicate que je veux indiquer, parce qu'il est bon qu'on médite. La France considère comme réfractaire le fils d'un Français né en Argentine; nous sommes impitoyables à l'égard de ces jeunes gens, Argentins suivant la loi argentine, mais encore Français suivant la loi française; de sorte qu'ayant fait leur service militaire en Argentine, et n'ayant pas voulu assumer un double devoir militaire et venir en France faire une période de deux années de service, ils n'ont pas le droit de franchir nos frontières ! Il y aurait peut-être là une amélioration à réaliser. Sans doute ils ne se refuseraient pas à subir les lois militaires, et je suis convaincu que l'Argentine ne verrait pas d'un œil jaloux ces fils de Français, en cas de guerre, à l'heure du danger, venir à la première alerte se ranger sous nos drapeaux (1). Mais il faudrait,

(1) C'est une erreur fondamentale. La République Argentine n'y consentirait

cependant, leur adoucir la tâche, ne pas leur imposer un devoir double qui porte leur service à trois ans, alors que pour les Français en France il n'est que de deux ans. Je sais bien que cette question est délicate; mais en laissant nos frontières fermées à ces jeunes Argentins, qui ont conservé l'amour de la France, notre loi les écarte plus de nous que des étrangers. Et n'est-il pas à craindre que ces jeunes gens nous en gardent rancune? Nous avons en Argentine des éléments excellents, une colonie française très nombreuse, probe, admirablement réputée, et qui peut donner à notre exportation une base extrêmement solide. Il faut que nous ayons souci d'elle et que nous lui facilitions, autant qu'il sera en notre pouvoir, sa tâche de fidélité et son devoir d'amour envers notre pays. Propagandiste ardent et sincère de la sympathie franco-argentine, je crois que nous serions là-bas plus forts si nous avions été plus attentifs à développer notre influence ».

Mais, alors, c'était le propagandiste qui parlait. L'homme de gouvernement s'est manifesté devant la commission du service militaire du Sénat, en 1911. Le sénateur Baudin exposa devant cette commission que les Français d'outre-mer ne pouvaient effectuer en même temps leur service militaire en France et dans la République Argentine. Il proposa de réduire les obligations militaires de ces fils de Français à une année de service et de les appeler à une époque différente de celle qui est adoptée dans la République Argentine.

De même que son collègue le sénateur Calvet, M. Baudin n'obtint pas autre chose qu'un résultat négatif, puisque sa solution, loin de résoudre le conflit, le confirme au contraire et le laisse subsister tout entier. Il en résulte deux obligations militaires, par conséquent deux patries! Pour la France, la question continue à rester sur le terrain de la théorie : aucun Argentin, en effet, ne sortira de la République pour s'en aller fournir le service militaire à l'étranger, pas plus pour six mois que pour un an. Les Jamais. Le jeune homme dont il s'agit perdrait tout simplement la nationalité argentine. Nous étudierons cette question plus loin quand nous traiterons de notre législation.

exceptions, si toutefois il s'en trouve, seront toujours extrêmement rares.

La Chambre de commerce française de Buenos-Aires a critiqué le projet de M. le sénateur Baudin dans les termes suivants (1) :

« Cet amendement, louable en son motif, mais accueilli très mal par la presse argentine, n'amènerait aucun résultat appréciable, car les fils d'étrangers, y compris les nôtres, sont indéniablement Argentins; nous en avons indiqué les multiples et puissantes raisons. Ils ne consentiraient pas plus à accomplir un an qu'à en accomplir deux. D'ailleurs, ceux pris dans la marine argentine ont souvent deux ans à servir et ne pourraient être enrégimentés aux mêmes conditions et en même temps que les autres. Il faut donc chercher une solution plus large pour que cesse ce conflit des deux législations ».

On éprouva une réelle désillusion quand l'on vit qu'une personne d'un talent aussi net que M. Baudin ne prenait pas en France l'initiative de la solution énergique et définitive qui consiste à reconnaître comme Argentins les enfants de Français nés dans notre pays. Si la France adoptait cette ligne de conduite, elle ne perdrait pas un seul national en plus de ceux qui disparaissent actuellement pour elle. D'autre part, ces fils de Français restent libres de se faire naturaliser en France, si telle est leur volonté, en prenant la seule précaution de se conformer aux institutions tutélaires de la liberté civile en vigueur dans la République Argentine.

Après la visite de M. Baudin, la République reçut celle d'un illustre homme d'État français, M. Clémenceau, ancien président du Conseil des ministres. En raison de l'énergie de son tempérament et de l'influence qu'il exerce dans son pays, il paraîtrait être l'homme d'État destiné à

(1) Rapport que la Chambre de commerce française de Buenos-Aires présenta sur ce sujet au Congrès national du commerce pour la défense et le développement du commerce extérieur (*Courrier de La Plata*, de Buenos-Airès, 18 juin 1912).

aborder et à résoudre le problème dans ses termes rationnels. Cependant, il l'a posé avec la même indécision que ses prédécesseurs et sans aucun critérium positif ou efficace. Il a consacré un chapitre à cette question dans ses *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud* (1), sous le titre *Les Franco-Argentins et la loi militaire*. Après avoir fixé les conditions du conflit, il s'exprime dans les termes suivants :

« Que faire? En Argentine, où le service militaire n'est que de courte durée, sont tous ses intérêts d'avenir, tandis que dans le cadre de la vie française aucune place ne lui est réservée. Si la France en péril réclamait son aide, il n'hésiterait pas. Mais on n'en est pas là. L'entourage retient de toutes ses résistances le jeune homme hésitant, incertain. La plupart répondent à l'appel du drapeau argentin, et les voilà du coup « insoumis » sur le territoire français, à moins que le père, par un acte de prévoyance peu recommandable, n'ait laissé le service du recrutement dans l'ignorance à l'égard de son fils, en omettant la formalité de l'inscription au consulat. Si j'ai bon souvenir, sur une quarantaine d'inscriptions, *dix jeunes gens environ quittent annuellement Buenos-Aires pour faire acte de présence sous le drapeau français* (2). Ce résultat vaut-il qu'on trouble profondément les relations de la colonie française avec la mère-patrie? Car le jeune insoumis ne peut plus mettre le pied sur la terre de France sans se voir recherché par la gendarmerie. Ses affaires cependant l'appellent en Europe au premier jour. Où portera-t-il ses commandes quand la France lui est fermée? L'Angleterre, la Belgique, la Suisse, l'Allemagne lui sont ouvertes. On m'a cité le nom d'un Français de Buenos-Aires qui crut pouvoir se risquer à Lille dernièrement et n'eut que le temps de franchir la frontière sur l'avis opportun d'un ami. Sans que j'aie besoin d'insister on comprend à quel point un tel état de choses est préjudiciable aux familles françaises vivant en Argentine, au Brésil et dans tous les pays d'Amérique, aussi bien qu'à la France elle-même. Nous arrivons ainsi à rejeter hors du giron national, par un excès de rigueur, des jeunes gens qui, s'il était besoin, répondraient des premiers à l'appel de la patrie menacée. Aussi n'ai-je recueilli qu'une même plainte — et très vive — partout où je suis allé. Les consuls, le ministre de France ne peuvent que répondre : « C'est la loi ». Mais le

(1) *Ouvrage cité,* Paris, 1911, p. 68 à 70.
(2) Ce fait me paraît exagéré et ne me semble pas prouvé.

Français qui, à sa façon, tient le drapeau en pays étranger, demande qu'on adoucisse une loi qui ne saurait être la même pour le jeune homme résidant à Bâle, à Bruxelles, à Genève et pour celui qui a trouvé son champ d'activité productrice dans les pays d'outre-mer. Il me paraîtrait juste d'établir une distinction, par voie législative, entre ces deux catégories de Français résidant à l'étranger : d'autant que la pratique peut conduire à d'étonnantes contradictions. On m'a cité, par exemple, le cas d'un homme politique éminent, M. Pellegrini, fils de Niçois, et Français par conséquent, qui, dans sa jeunesse, se trouva en conflit, dans les conditions que je viens de dire, avec le service de recrutement et qui, devenu plus tard président de la République Argentine, reçut le grand cordon de la Légion d'honneur. Le ruban rouge ou le conseil de guerre, quel est des deux traitements celui qui paraît le mieux approprié à cette catégorie de citoyens? Certes, il est permis de regretter que d'excellents citoyens se trouvent, par la force des circonstances, enlevés à la nationalité française en des temps surtout où la France n'a pas trop des communs efforts de tous ses enfants. Cependant il faut dire qu'un Français devenu Argentin n'est point du tout perdu pour la France, comme il pourrait arriver aux États-Unis, par exemple, où l'esprit latin est bientôt submergé dans l'océan d'anglo-saxonisme irrésistible ».

La distinction ainsi offerte entre les prétendus citoyens français nés dans la République Argentine et ceux qui habitent les pays voisins de la France, de même que l'atténuation du service militaire déjà proposée par M. Calvet et par M. Baudin pour les premiers, ne constituent que des moyens illusoires qui laissent le problème debout dans toute son intensité.

La Chambre de commerce française de Buenos-Aires, dans son rapport précité, fait remarquer que le projet de M. Clémenceau n'est pas pratique, puisque les fils de Français, dans la République Argentine, ne se trouvent pas, matériellement, dans les mêmes conditions que les fils de Français de la côte d'Afrique, à proximité de l'Europe, ou que ceux qui habitent sur les frontières de la Belgique ou de la Suisse. La distinction qui pourrait favoriser ceux-ci, en raison de la communauté du système de la nationalité en Europe, n'est nullement applicable

aux fils de Français qui habitent la République Argentine.

D'autres critiques autorisées ont été adressées à M. Clémenceau. On lui a rappelé un fait organique, que tout homme est impuissant à faire disparaître, qu'aucune loi ne peut méconnaître sous peine de rester frappée d'impuissance : c'est le fait que la personne née et élevée dans la République Argentine, quelle que soit la nationalité de ses parents, est Argentine, et considérée comme exclusivement Argentine. « L'homme, dit la critique, continue l'enfant; l'influence du milieu est toute-puissante, en dépit de la race » (1).

Un autre voyageur de marque, M. Henri Turot (2), parle avec stupéfaction de la puissance d'assimilation du pays; de sorte que si la République Argentine apparaît aux Européens comme une mosaïque de nationalités, cette mosaïque est fondée sur le lien d'un patriotisme si puissant et si actif, qu'il a pour effet d'engendrer une robuste nationalité.

M. Turot parle ensuite de la situation des fils de Français dans le pays. Il estime que le problème de la nationalité pourrait être résolu en faisant revivre l'ancien article 50 de la loi abrogée du 15 juillet 1889, dont le texte est le suivant :

« *En temps de paix,* les jeunes gens qui, *avant l'âge de dix-neuf ans* révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, hors d'Europe, et qui y occuperont une *situation régulière*, pourront, sur l'*avis du consul de France*, être *dispensés* du service militaire *pendant la durée de leur séjour à l'étranger*. Ils devront justifier de leur situation *chaque année*. S'ils rentrent en France *avant l'âge de trente ans,* il devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi, sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de l'âge de trente ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. S'ils rentrent *après l'âge de trente ans,* ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe. Pendant la durée de leur séjour à l'étranger, ils ne pourront séjourner *accidentellement*

(1) P. Groussac, *Le Courrier de la Plata*, Buenos-Aires, 18 décembre 1911.
(2) Henri Turot, *En Amérique latine,* Paris, 1908, p. 272.

en France plus de *trois mois* et sous la réserve *d'aviser le consul* de leur absence ».

M. Turot trouve déplorables les effets des dispositions de la loi militaire française actuellement en vigueur. Il estime que pour éviter les inconvénients de cette loi, il serait nécessaire de rétablir l'article aboli. Mais le résultat que l'on obtiendrait ainsi ne ferait que confirmer le conflit, comme dans tous les cas précédents. D'autre part, l'article 50 s'applique au jeune Français établi à l'étranger et dont personne ne conteste la nationalité. La République Argentine revendique comme nationaux les jeunes fils de Français nés sur son territoire, et l'article 50 néglige cette question.

La Chambre de commerce française de Buenos-Aires, dans son rapport précité, désapprouve les idées de M. Turot dans les termes suivants :

« D'une part, ce que nous demandons pour nos enfants nés ici, ce n'est pas de pouvoir séjourner de temps en temps en France, durant une période maximum de trois mois, mais de pouvoir y résider pendant toute la durée nécessaire, soit aux études supérieures qu'ils voudraient suivre dans nos écoles ou facultés, soit aux affaires de leur commerce ou de leur industrie. D'autre part, l'obligation où ces jeunes gens se trouveraient d'accomplir le service actif dans le cas où ils séjourneraient en France pendant plus de trois mois avant d'avoir accompli l'âge de 30 ans, ce qui serait le cas de la plupart d'entre eux, rendrait absolument illusoire la dispense accordée par l'article 50 ».

L'article 50 de la loi de 1889 fut rédigé avec la collaboration de M. Emile Daireaux, avocat français distingué, qui a vécu pendant longtemps dans la République Argentine et dont les fils sont Argentins *ex jure soli*. M. Daireaux, dans divers articles de presse et dans ses ouvrages a étudié la possibilité de reconnaître le fait fatal de la nationalité argentine des fils de Français. Cependant, lors de son séjour en France, en 1889, il exerça son influence sur la commission chargée de rédiger ce projet de loi, et

ce en vue de faire admettre l'article 50 comme mesure transactionnelle et comme moyen transitoire d'aplanir certaines difficultés, mais nullement pour résoudre le conflit. Il s'exprime ainsi :

« Cette solution existe, aussi ample, aussi libérale qu'on peut la désirer. Elle est contenue dans l'article 50 de la loi sur le recrutement, du 15 juillet 1889, et je constate ici, non sans une certaine satisfaction, que j'ai collaboré activement au succès de l'idée qui a pris placé dans cet article de la loi, et à laquelle, je vous assure, personne n'avait songé avant les campagnes que j'ai faites dans l'*Union française,* ici, en 1882, et un peu plus tard dans la *Revue des Deux-Mondes,* les *Débats* et le *Temps.* J'avoue que jamais je n'avais pu espérer que la réforme ou, si vous voulez, la faveur que je demandais pour les fils de Français serait consignée dans la loi dans des termes aussi amples que ceux de l'article 50 » (1).

La critique, bien que d'origine française, n'admet la solution précédente qu'à titre de simple illusion et, comme nous l'avons déjà fait remarquer, elle ne s'applique qu'aux seuls jeunes gens de nationalité française dont il ne saurait être question.

Le docteur Daireaux a étudié la question au point de vue juridique, pour la première fois, dans le *Journal de Clunet* (2). Il avait alors admis que le *jus soli* était une

(1) *Le Courrier de la Plata*, cité, Buenos-Aires : *Le Droit des étrangers*, articles signés : Dr Pangloss. M. Emile Daireaux, avocat dans la République Argentine et en France, a résidé très longtemps dans notre pays. Il est le chef d'une famille argentino-française distinguée. Ses fils, Argentins par leur naissance et par leur propre volonté, occupent des situations élevées, soit à notre barreau, soit dans notre marine de guerre. L'un d'eux a fait souvent escale en France comme commandant de navires de guerre argentins. M. Emile Daireaux est un juriste érudit et d'un talent reconnu. Depuis 1882, il a écrit et parlé sur les questions relatives à la nationalité. Il a professé des doctrines évolutionnistes et rationnelles, sans parvenir cependant à mettre debout la solution définitive imposée par la force des choses et par l'expérience. Ainsi qu'il le dit lui-même dans les lignes précédemment rapportées, il a discuté la question dans la presse parisienne et dans la presse de la République Argentine.

(2) Emile Daireaux, *De la condition légale des étrangers dans la République Argentine,* dans le *Journal de droit international privé, etc.*, Paris, 1886. p. 286-414.

« *solution nécessaire* » pour les États du Nouveau Monde. Tout en rendant hommage cependant à la loi française, il avait reconnu que les deux lois, la loi argentine et la loi française, ont créé le conflit bien connu et il avait accepté la double nationalité. Ensuite il décrit la situation fâcheuse faite aux fils de Français nés à l'étranger, et ne trouve de solution que dans la conclusion d'un traité d'une réalisation chimérique si l'une des deux lois ne le cède pas à l'autre.

Mais, si M. Daireaux ne se décide pas à accepter la solution définitive, il la présente cependant et l'expose avec exactitude. Il dit en effet :

« La seule patrie que la loi puisse imposer au fils est celle du lieu où le père aura son domicile légal au jour de sa naissance; nous disons domicile légal et non pas résidence de fait, parce qu'un domicile légal qui comporte des conditions de fait et d'intention, l'existence d'un établissement principal, concordant avec la résidence stable de la famille, ne se modifie pas sous l'influence d'un simple caprice ».

Cependant, il ne va pas jusqu'à reconnaître, en faveur de ce groupe de personnes, la nationalité telle qu'elle résulte du *jus soli*, et il propose que le droit d'*option* leur soit octroyé. Qui le leur accordera? Pour que la solution réponde au désir des fils de Français nés dans la République Argentine et qui veulent acquérir la nationalité française avec effet rétroactif à partir du jour de la naissance, il est nécessaire que la législation et la jurisprudence françaises deviennent claires et uniformes en ce qui concerne la condition passée, présente et future de ces *nationaux sous condition résolutoire,* puisque cette matière est du ressort exclusif de la législation française. Ni les traités, ni la loi argentine ne pourraient intervenir dans le conflit avec un résultat pratique. D'autre part, l'intervention de la législation argentine n'est pas nécessaire, puisque, ainsi que je l'ai démontré, nos lois n'obligent pas

celui qui est né sur notre territoire à demeurer, d'une manière permanente et irrévocable, attaché à la nationalité argentine. Elle reconnaît à tous, absolument, le droit de s'expatrier et de se faire naturaliser dans un autre pays. Le conflit ne saurait donc exister, étant donné l'esprit libéral de la Constitution argentine.

D'autre part, l'option tacite, parfaitement valable selon le droit français, a plaidé en faveur du *jus soli* dans les cas visés par M. Daireaux. La question n'existe donc pas.

M. Daireaux, dans son ouvrage sur la République Argentine, publié avec l'appui officiel, et destiné à faire connaître le pays lors de l'exposition de Paris de 1889, a reproduit les idées exposées dans l'article précédent; mais, guidé par un esprit plus positif qu'auparavant, il a mis en lumière tout le préjudice que ce conflit cause à la France. Voici ce qu'il écrit (1) :

« Il n'y a pas de loi plus funeste au commerce international de la France que cette loi paternelle et de protection, cause de ces maux privés qui ont un caractère public. Premier résultat : le Français établi à l'étranger qui sait ces choses, très patriote, je le veux bien, mais prévoyant, prend, contre ces conséquences d'une loi qui l'inquiète, des précautions, dès le jour de la naissance de son fils. Il sait bien qu'il y a, au consulat de France, un registre des naissances; convaincu que ce registre n'a d'autre objet que de dénoncer, dans l'avenir, les soldats exotiques à l'officier de recrutement, il ne fait au consulat aucune déclaration. Cette omission, qu'il croit prudente, n'est qu'inutile et n'a pas pour résultat de modifier l'état de son fils, mais il croit généralement qu'elle a ce résultat, et il se frotte les mains de cette supercherie, qui a des conséquences plus graves que l'on ne croit. Si elle ne détache pas légalement ce citoyen de sa patrie d'origine, elle le détache de fait, entraîné par la force des choses vers la patrie où il est né, il ne songe même plus à l'autre avec laquelle il a supprimé ce dernier lien de l'acte de naissance dressé en français par un fonctionnaire français. Plus tard, s'il étudie le droit et reconnaît que cette omission n'a rien corrigé, ses affections sont ailleurs. Second résultat : il prend une certaine irritation contre cette patrie qui a pour lui des exigences et ne les compense

(1) E. Daireaux, *La vie et les mœurs à La Plata*, etc., Paris, 1888, t. II, 18.

par aucun service. De ce jour, et c'est là ce qui nuit gravement à notre industrie, si les besoins de ses affaires, de son commerce lui imposent la recherche d'un correspondant en Europe, il le cherchera le plus souvent ailleurs qu'en France, il craint que des relations ne l'obligent un jour à s'y rendre de sa personne et à s'exposer à toutes les taquineries d'une loi mauvaise ».

La publication de cet ouvrage donna naissance, à Buenos-Aires, à un nouveau débat sur la condition des fils de Français nés dans la République. Les idées de M. Daireaux furent critiquées par l'une des plus hautes autorités du pays, le général B. Mitre (1). M. Daireaux publia alors ses précédents travaux sous une troisième forme, et avec la plus grande liberté d'expression de la pensée et d'allure que permet le journal (2), mais sans faire progresser cependant la question dans un sens positif.

Le ministre de la Guerre de France, consulté, en 1912, par le père d'un enfant né dans la République Argentine, devait fournir une réponse s'appliquant à la fois aux deux groupes de personnes : à ceux de nationalité non discutée et aux fils de Français nés sous le régime du *jus soli*. La réponse ne fut pas claire cependant et il confirma le conflit des deux législations dans les termes suivants :

« En réponse à votre lettre par laquelle vous me demandez à être autorisé à résider en France sans avoir satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'état actuel de la législation française et à défaut de convention entre la France et la République Argentine, vous êtes né et demeurez Français et devez, par conséquent, être astreint à toutes les obligations militaires dues par tous les citoyens français. Un seul moyen pourrait vous permettre de ne pas faire de service militaire. Ce serait d'obtenir l'autorisation du gouvernement français de vous faire naturaliser Argentin. Il vous appartient de faire, dans ce but, les

(1) *La Nacion* de 1898 et 1899 et *Le Courrier de La Plata.*

(2) Dans *Le Courrier de La Plata* des mêmes années. Cette série d'articles politiques et juridiques est intéressante. L'auteur les intitula : *Les droits des étrangers.* Ils étaient signés du pseudonyme Dr Pangloss, mais quelques-uns ont paru sous son nom.

démarches nécessaires auprès de M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice ».

Je dois faire remarquer que la procédure concernant la naturalisation, recommandée par le ministre de la Guerre de France, est contraire aux principes que j'ai soutenus. De plus, elle est inutile. Ce qui est juste, ce serait la franche adoption par la France du principe qui a aidé les Italiens, les Espagnols et les Norvégiens à réaliser déjà de grands progrès.

Les projets parlementaires n'ont pas été davantage opérants. Au mois de février 1911, on présenta au Sénat un projet de loi destiné à compléter le système connu de l'article 50 de la loi de 1889. La modification cherchée consistait dans un amendement à l'article 90 de la loi du 21 mars 1905 qui aurait alors accordé au ministre de la Guerre et au ministre des Affaires étrangères la faculté de réglementer les conditions dans lesquelles les nationaux émigrés et les enfants de Français nés à l'étranger seraient astreints à fournir le service militaire. La question reste toujours sans solution. Du reste le ministre de la Guerre de France prétend exercer indirectement sa juridiction dans les pays étrangers pour tout ce qui concerne l'application de cette matière. C'est ce qui résulte d'un avis comminatoire publié à Buenos-Aires en 1912, qui contient notamment ce qui suit :

« Les réservistes et territoriaux résidant à l'étranger, hors d'Europe, sont dispensés des périodes d'exercices auxquelles sont astreints les hommes de leur classe, mais à la condition qu'ils soient établis à l'étranger et qu'ils y occupent une situation régulière. Le simple séjour pendant un voyage, même de plusieurs mois, ne suffit pas pour obtenir la dispense des périodes militaires; tout au plus peut-il motiver une demande d'ajournement. L'administration militaire a donc le plus grand intérêt à être exactement renseignée et à éviter que, sous prétexte d'un séjour à l'étranger, des hommes susceptibles d'être appelés à accomplir une période militaire trouvent moyen de s'en affranchir. Aussi invite-t-elle les consuls, auxquels la loi de 1905 a confié le soin d'apprécier la légitimité des demandes

d'exemption, à lui faire connaître, chaque année, si chacun des réservistes et territoriaux porté comme résidant dans leur circonscription y est toujours régulièrement établi. Lorsque la preuve de cette situation régulière ne peut être faite, l'homme cesse d'être considéré par le recrutement comme se trouvant à l'étranger et il est immédiatement convoqué pour accomplir une période d'instruction. S'il ne répond pas à la convocation qui lui est adressée, il est déclaré insoumis et poursuivi comme tel. A son retour en France, il peut être mis en état d'arrestation. Le consulat de Buenos-Aires qui ne peut convoquer individuellement chaque année les 7.500 Français qui sont inscrits sur ses registres comme appartenant à la réserve ou à la territoriale, se voit dans la nécessité de procéder, avant la fin de cette année, à une vérification générale de la situation de nos compatriotes soumis à la loi militaire. Ceux-ci seront ensuite invités à tenir désormais le consulat au courant de tous leurs changements d'adresse et à y présenter, une fois chaque année, leurs livrets. Ceux qui omettraient cette formalité ne seront plus considérés comme résidant régulièrement en Argentine et risqueront de se voir convoqués pour une période ou d'être poursuivis et arrêtés, à leur retour en France, comme insoumis à la loi militaire » (1).

En résumé, la majeure partie des publicistes et hommes d'État français reconnaissent le préjudice qui résulte pour la France de l'application inflexible de son système. Ils conviennent, implicitement ou explicitement, que personne ne subirait aucun dommage, mais au contraire trouverait avantage à ce que l'on reconnût *de plano* la qualité de nationaux argentins aux fils de Français nés dans notre pays. Mais ces publicistes et hommes d'État s'attardent avant d'arriver à une solution positive. C'est ainsi que les préjugés triomphent. Cependant, il est impossible de ne pas reconnaître que l'opinion française réagit. L'esprit élevé et le bon sens qui ont permis à cette nation d'échapper à de graves difficultés internationales feront aussi leur chemin sur le terrain qui nous occupe. Nous citerons à l'appui de notre prévision d'autres autorités françaises qui mettent en lumière cette réaction bienfaisante.

(1) *Le Courrier de La Plata,* jeudi 14 novembre 1912.

V. **Nouvelles orientations efficaces.** — Malgré les idées dont nous venons de faire l'exposé, la Chambre de commerce française de Buenos-Aires n'a pas tracé le plan d'une solution radicale parce qu'elle n'a pas envisagé la question de la nationalité. Mais elle se trouve en progrès sur les opinions que nous avons commentées quand elle donne une solution nette de la question du service militaire. Son projet est le suivant :

« En temps de paix comme en temps de guerre, les fils de Français nés hors d'Europe, considérés comme nationaux et soumis au service militaire dans le pays où ils sont nés : *a*) seront dispensés du service militaire en France pendant toute la durée de leur séjour à l'étranger ; *b*) ils seront autorisés à séjourner en France alternativement ou consécutivement jusqu'à l'âge de trente ans, sous la réserve d'aviser le consul de leur absence et de lui prouver, s'ils ont atteint leur majorité, qu'ils sont en règle avec la loi militaire de leur pays de naissance. Après l'âge de trente ans, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois par an, à la condition d'aviser le consul de leur absence temporaire ; *c*) s'ils devaient séjourner davantage en France ou s'y fixer, ils devraient en informer également le consul et seraient soumis aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent ».

La *Société d'échange international des enfants et des jeunes gens pour l'étude des langues étrangères*, à son assemblée tenue à Paris en 1912, a traité de la question dans les termes que nous rapportons. Un de ses membres, M. Maurice Rondet-Saint, qui a voyagé dans le Nouveau Monde, s'est exprimé ainsi :

« J'ai rencontré, pour citer seulement ces cas, en Colombie Britannique un important négociant, au Chili un ingénieur des chemins de fer, en Argentine un ingénieur des mines, ancien élève de l'École Centrale, tous trois nos compatriotes, hommes encore jeunes, demeurés très avertis, très au courant du mouvement intellectuel de la mère-patrie. Ils avaient épousé des femmes de leur pays d'adoption. Elles ne parlaient pas français ! Et les enfants, pas davantage ! Ne croyez pas à une exception : le fait est constant. Et, si cela n'est pas connu en France, c'est que notre corps consulaire

s'est invariablement désintéressé, dans ses rapports, des élément démographiques français de chaque circonscription, en dépit de l'importance d'une semblable donnée. Ainsi donc, voilà des enfants astreints, d'après notre législation, au service militaire en France. Qu'arrive-t-il? Le père est resté Français de cœur et de mentalité. *Mais il est établi au loin, souvent sans idée de retour.* Ses enfants fussent peut-être demeurés eux aussi Français. Qui sait? La vie les aurait-elle un jour ramenés vers la patrie d'origine? Mais l'époque du service militaire arrive : moment décisif, qui arrache définitivement, volontairement ou non, à sa souche naturelle, ce rejeton déraciné de la famille nationale et l'incorpore irrémédiablement à sa nouvelle patrie. Quelle que soit notre législation, l'armée n'eût pas compté une recrue de plus, recrue médiocre, au demeurant, parce que non acclimatée, dépaysée. Mais la France compte au dehors un citoyen de moins..... C'est qu'on se trouvait en présence du « seul » cas comportant peut-être une exception. Qui a parlé, lors des débats, de la dénationalisation des jeunes Français nés à l'étranger? Personne. Qui a envisagé la répercussion de la loi sur la formation de notre indispensable personnel de commerce extérieur? Qui a fait ressortir la difficulté d'obtenir l'acceptation de la loi métropolitaine par des citoyens possédant déjà un statut différent et attirés par l'ambiance, la vie courante, le mariage quelquefois, vers leur patrie d'adoption? S'est-on préoccupé de l'importance de nos colonies au dehors? Y a-t-il eu préalablement enquêtes simultanées conduites sur tous les points du globe par nos consulats? Savait-on seulement que nos compatriotes sont 100.000 en Argentine (1), 18.000 au Chili, 15.000 au Mexique, sans parler du Canada, des États-Unis, du Brésil, où les Français représenteront un chiffre si important? Qui, surtout, a fait ressortir l'impossibilité matérielle d'appliquer la loi militaire aux Français établis définitivement à l'extérieur et montré leur dénationalisation de ce chef comme la conséquence obligée pour un grand nombre d'entre eux? Notre législation actuelle fait chaque jour de nos jeunes compatriotes nés ou fixés à l'étranger des Français définitivement perdus pour la France ».

Dans un rapport qu'il a présenté à Paris, en 1912, au Congrès précité du commerce extérieur de la France, M. Georges Scelle, chargé du cours de droit public à la Faculté de droit de Lille, s'est révélé un publiciste à l'es-

(1) On estime à 150.000 le nombre des Français qui résident dans la République Argentine.

prit perspicace. Comme rapporteur de la Commission du service militaire, il fit une étude approfondie et remarquablement bien orientée de la question qui nous occupe. Sa parole claire et documentée a illustré notre matière, et je reproduis littéralement, ci-après, les conclusions et les points principaux de son rapport.

« La question du service militaire des Français à l'étranger intéresse tout particulièrement l'Amérique, car c'est vers l'Amérique, et surtout vers l'Amérique du Sud, que le courant de notre émigration a conservé le plus de vigueur..... La situation se complique de ce que dans la plupart des Républiques de l'Amérique latine la nationalité est organisée sur la base du *jus soli*. Tout enfant né en Argentine, par exemple, est Argentin, même s'il est né de parents étrangers. Il se trouve donc, en fait, investi d'une double nationalité, il est Français et Argentin. A l'heure où la loi militaire française le réclame, la loi militaire locale l'incorpore, et à moins que de demander des sursis et d'avoir l'héroïsme de faire son service successivement dans les deux pays, — ce qui est une supposition invraisemblable, — il se trouve fatalement insoumis dans l'un ou l'autre et entravé, par suite, dans son désir légitime de séjourner ou de s'établir à son gré dans l'un ou l'autre. Il n'est pas besoin d'insister pour comprendre quelles gênes et quelles entraves ces circonstances de fait apportent aux relations économiques, intellectuelles et familiales entre la France et l'Amérique latine. Il nous paraît qu'il est nécessaire de bien faire sentir les défauts et les résultats néfastes de la loi du 21 avril 1905. La loi de 1905, en soumettant, sans distinction d'aucune sorte, tous les Français en état de porter les armes, à deux années de service actif, a adopté une mesure de stricte uniformité, et obéi au double souci de réaliser une égalité absolue et de pourvoir aux nécessités du recrutement par l'incorporation de tout le contingent disponible. L'expérience prouve aujourd'hui que le législateur n'a atteint aucun de ces deux buts. Il apparaît tout d'abord que les sacrifices imposés ne sont pas égaux pour les jeunes gens qui se trouvent en France, à proximité de leurs familles et de leurs occupations, et pour ceux qui résident à l'étranger et se trouvent obligés, par l'incorporation, à faire des frais inévitables, à abandonner leurs familles et leurs occupations, et parfois à compromettre et à perdre des situations qu'il ne leur sera pas possible de retrouver, parce qu'ils ne conserveront que fort difficilement le contact avec les pays où ils habitaient et les maisons qui les employaient. Il leur sera impossible de profiter des permissions qu'ils auront obtenues pour reprendre

pied dans le milieu qu'ils ont dû quitter. La situation est particulièrement grave pour les jeunes gens fixés outre-mer, hors d'Europe ou du bassin de la Méditerranée. Pour ceux-là, revenir en France à l'occasion du service militaire, équivaut d'ordinaire à la perte définitive de leur situation. L'égalité, telle que la conçoit la loi de 1905, n'est donc qu'une égalité théorique et brutale qui aboutit en fait à un supplément des charges pour quelques-uns. Quant au maintien des effectifs, il n'est pas mieux obtenu. On a constaté que le nombre des insoumissions s'était singulièrement accru depuis la loi de 1905. Nul doute que cet accroissement ne se manifeste surtout sur le terrain où nous nous plaçons. C'est, en effet, pure utopie que de croire que le souci patriotique l'emportera d'ordinaire sur l'intérêt personnel. Plus le sacrifice à faire sera grand, plus les jeunes gens seront tentés de profiter de l'abri que leur offre la souveraineté étrangère. Mais il faut aller plus loin. Non seulement la loi de 1905 n'a pas atteint le double but qu'elle se proposait, non seulement elle crée aux jeunes Franco-Américains une situation pénible, elle a, de plus, sinon fait naître, du moins singulièrement aggravé un autre danger, qui, à l'heure actuelle, constitue un véritable péril national. Nous voulons parler de la dénationalisation des Français établis à l'étranger. Beaucoup de jeunes gens seront d'autant moins tentés de regagner la France pour satisfaire aux obligations militaires que le pays où ils se trouvent leur offre, non seulement un abri contre les poursuites pour insoumission, mais encore l'accès de sa nationalité, c'est-à-dire une situation stable et honorable. Dans ces conditions, le jeune Français expatrié songe d'abord à recourir à la naturalisation. Dans certains pays, elle est extrêmement facile, par exemple aux États-Unis, où il suffit pour l'obtenir de cinq ans de séjour, et, dans plusieurs États sud-américains où il suffit d'épouser une femme originaire du pays. Sans même avoir besoin de recourir à la naturalisation, ceux des jeunes Français qui seront nés en pays étranger pourront, nous l'avons dit, profiter des conflits de lois sur la nationalité et choisir, entre les deux nationalités dont ils sont revêtus, la nationalité française et la nationalité locale. Partout où cette option lui est offerte, en Amérique, il est fatal que le fils de Français qui est né dans le pays et connaît à peine la patrie de ses parents choisisse la nationalité de l'État où il se trouve matériellement forcé de résider ou de revenir. Cela d'autant plus que la durée du service s'y réduit d'ordinaire à quelques mois et que la loi militaire comporte de nombreuses facilités, ajournements et dispenses. D'ailleurs, si le fils de Français était par hasard disposé à revenir en France pour faire son service militaire, il devrait s'imposer de lourds sacrifices. Aux termes du décret du 12 juin 1908 (titre IV, art. 68 à 83), on rapatrie

seuls, au compte du budget de la guerre, les appelés qui justifient ne pas posséder les moyens de faire face aux frais du voyage.

Ce qu'on demande aux Français nés de parents français au Chili ou en Californie, ce n'est pas seulement d'être de bons Français, mais encore de véritables héros, et cela pour le service d'une patrie que beaucoup, répétons-le, ne connaissent que de réputation. Il semble vraiment que l'on se soit ingénié à perdre à tout jamais les jeunes gens qui se trouvent dans cette situation. Tel est bien, en effet, le résultat auquel on aboutit. Non seulement ces jeunes gens ne pourront plus revenir s'établir en France avant l'âge avancé où ils auront prescrit les peines de l'insoumission, mais il leur est même impossible de venir faire leurs études en France, car il leur faudrait les interrompre pour rentrer à la caserne, tout en restant exposés à être incorporés dans l'armée du pays de leur résidence lors de leur retour en Amérique. Il s'ensuit que les jeunes gens d'origine française qui veulent acquérir une culture occidentale sont obligés d'aller la chercher dans les universités de Suisse, d'Italie, parfois même d'Allemagne..... Ainsi, pour quelques dizaines de conscrits, nous perdrons des centaines de citoyens. Que dis-je, citoyens ! Ce sont, en réalité, des centaines de familles qui nous échappent, car, bien souvent, les parents de ces jeunes gens, peu désireux de rompre l'unité du foyer, resteront auprès d'eux, feront souche là-bas, et ce seront autant de cellules sociales qui disparaîtront à tout jamais de la grande famille française. Vraiment, lorsque l'abaissement de notre natalité pose le problème le plus angoissant de l'heure présente, allons-nous continuer à sacrifier tous ces éléments de richesse, d'énergie morale et intellectuelle qui reviendraient se fixer sur notre sol en y apportant leur expérience et leur vitalité, après avoir été, à l'étranger, les instruments de notre pénétration et les porte-drapeau de notre culture ? Ce serait le cas de rééditer le mot célèbre : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ». Il faut de toute nécessité trouver le moyen de remédier à une situation déplorable qui a frappé tous ceux qui ont voyagé dans l'Amérique latine, tels que MM. Baudin, Clémenceau, etc. Il faut que les fils de Français établis là-bas, et auxquels il est matériellement impossible de venir faire en France leur service militaire, ne puissent plus y être considérés et traités comme des réfractaires ; il faut même qu'ils puissent y venir chercher la culture française dans nos universités et nos écoles de commerce et qu'ils aient toute facilité pour y revenir un jour s'établir eux et leur famille. Il est impossible, malheureusement, de chercher à obtenir ces résultats par le moyen des conventions diplomatiques analogues à celles que l'Espagne a conclues avec ses anciennes colonies émancipées ou à celle

que les États-Unis et l'Angleterre ont passée et qui est restée célèbre sous le nom de traité Baucroft. Entre ces deux groupes d'États, il existait des relations, des affinités de races, des intérêts spéciaux qui ne se retrouvent point entre la France et les pays hispano-américains.

Nous ne voulons pas d'ailleurs, comme l'a fait l'Espagne, abandonner nos prétentions sur la nationalité des jeunes gens dont il s'agit. D'autre part, nous ne pouvons demander aux États américains de nous sacrifier les principes sur lesquels est basée leur nationalité et qui sont pour eux l'agent le plus efficace de leur peuplement. En admettant que certaines de ces nations soient disposées envers nous à des concessions que la faiblesse numérique de notre émigration rendrait peu dangereuses, elles ne sauraient pourtant les consentir sans imprudence, parce qu'il leur faudrait agir de même vis-à-vis d'autres pays, tels que l'Allemagne et l'Italie dont l'émigration considérable forme l'élément le plus précieux de leur croissance économique et sociale. D'autre part, nous ne disposons d'aucun moyen de pression effective. Nous ne pouvons ni offrir, ni imposer la réciprocité, car, s'il y a de jeunes Français en Argentine, il n'y a pour ainsi dire pas de jeunes Argentins en France. *Il faut donc accepter les faits tels qu'ils sont*..... La proposition de loi visait ensuite les fils de Français « nés » outre-mer et proposait de les dispenser du service militaire à condition qu'ils présentassent annuellement un certificat de présence à l'étranger jusqu'à la date de la libération de leur classe. L'exposé des motifs ajoutait qu'à défaut de cette faveur, il convenait de ne pas fermer la porte de nos écoles à ceux d'entre ces jeunes gens qui auraient adopté la nationalité et obéi à la loi militaire étrangères. Mais il semble bien qu'il ne s'agit là que d'une simple tolérance et d'un vœu platonique. Cette proposition, très timide on le voit, laissait en dehors de ses préoccupations les jeunes Français émigrés tout enfants ou très jeunes dans les pays d'Amérique et ne réclamait pour eux aucun allégement des obligations militaires. Cette exclusion nous semble tout à fait illogique, car ces jeunes gens qui, précisément, n'ont pas acquis de nationalité étrangère, en vertu de la loi locale, conserveront plus facilement la nationalité française que ceux qui sont pourvus d'une double sujétion. Il serait donc particulièrement déplorable de les pousser, par des obligations militaires trop rigoureuses, vers la naturalisation étrangère. Plus timide et plus insuffisant encore que cette proposition de loi, le rapport présenté à son sujet par M. Marc Sauzet, au nom de la commission de l'armée, le 1er décembre 1911, ne crut pas possible d'obtenir une dispense quelconque du service effectif, même pour les fils de Français nés à l'étranger hors d'Europe. Assimilant

les trois classes de jeunes gens dont nous nous occupons, ceux qui seraient nés à l'étranger, ceux qui y seraient déjà fixés, ceux qui désireraient s'y fixer, il proposait simplement de les autoriser à devancer l'appel à l'âge de dix-huit ans. Il est d'évidence que cette solution n'en était pas une, que les jeunes gens fixés ou nés à l'étranger ne reviendront, pas plus à dix-huit qu'à vingt et un ans, accomplir leur service en France. Il est curieux de noter le motif donné à l'appui de cette fin de non-recevoir : toute autre solution, dit-on, « se heurterait à des objections de principe contre lesquelles aucun argument ne saurait prévaloir »..... En second lieu, sans modifier en rien les principes fondamentaux de la loi de 1905, en utilisant, au contraire, une de ses dispositions, le projet dont il s'agit permet de donner satisfaction aux jeunes gens nés à l'étranger dans les pays d'outre-mer. Il les traite à peu près comme la loi de 1905 traite les jeunes Français résidant dans certaines colonies ou pays de protectorat. Aux termes de l'article 90 de cette loi, les Français et naturalisés Français, résidant dans une colonie ou pays de protectorat, ne sont astreints à la présence effective sous les drapeaux que s'il existe un corps stationné dans un certain rayon fixé par arrêté ministériel. Cette disposition a été édictée afin de diminuer le nombre des insoumissions et de multiplier les naturalisations des jeunes colons étrangers. On n'en bénéficie, d'ailleurs, qu'en demeurant aux colonies jusqu'à trente ans. Le ministère de la Guerre a pensé à juste titre que les services rendus par les jeunes gens de nationalité française qui s'expatrient hors d'Europe valent bien ceux des jeunes gens qui viennent coloniser dans nos possessions, et, l'article 2 du projet assimilant ces deux catégories d'individus pour leur appliquer l'article 90, les Français ou naturalisés Français nés à l'étranger, hors d'Europe et des pays limitrophes de la Méditerranée et qui y seront domiciliés au moment de l'appel de leur classe, pourront également n'être plus astreints à la présence effective sous les drapeaux. Voici donc pour toute une catégorie de jeunes gens, ceux qui sont « nés » en Amérique, la situation réglée. Ils pourront rester Français et revenir en France après l'âge de trente ans sans être inquiétés, étant considérés comme en règle avec la loi militaire..... En résumé, nous arrivons aux conclusions suivantes et proposons : 1° que les jeunes gens domiciliés en France à l'âge de dix-huit ans et désireux d'aller se fixer à l'étranger outre-mer soient admis, s'ils présentent la résistance physique nécessaire, à contracter un engagement de devancement d'appel de trois ans, avec libération anticipée au bout de deux ans, en définitive au bout d'un séjour décennal hors d'Europe; 2° *que les jeunes gens nés à l'étranger, hors d'Europe, soient dispensés de la présence effective sous les drapeaux, à*

condition de prolonger leur résidence d'outre-mer jusqu'à la libération de leur classe; 3° que les jeunes gens fixés hors d'Europe avant l'âge de dix-huit ans ou qui, n'ayant pas été jugés aptes à contracter un engagement de devancement d'appel, s'y seraient fixés même après cet âge, soient admis à bénéficier de la même dispense, à condition de justifier d'un séjour décennal effectif outre-mer; 4° que les jeunes gens fixés dans les pays outre-mer et poursuivant en France leurs études supérieures soient admis à bénéficier des sursis d'incorporation prévus par la loi de 1905, sans être incorporés à l'âge de vingt-cinq ans, s'ils rétablissent leur résidence outre-mer à partir de cet âge jusqu'à leur trentième année ».

La solution proposée et soutenue par M. Scelle conduit donc à la compétence exclusive de la législation française. Cependant nous ferons remarquer que, dans l'exposé que nous avons rapporté, le judicieux auteur a fait abstraction d'un facteur décisif, c'est-à-dire de l'amour des enfants de Français, nés à l'étranger, pour la terre qui les a vus naître. Ce fait est tout particulièrement remarquable dans la République Argentine. A un semblable phénomène sont pleinement applicables les paroles suivantes de cet auteur : « *Il faut donc accepter les faits tels qu'ils sont* ».

L'importante revue *France-Amérique*, fondée à Paris en 1910 par des hommes éminents, sous la présidence de l'illustre Gabriel Hanotaux, pour favoriser le développement des relations entre leur pays et le Nouveau Monde, a consacré au projet Baudin des observations qui marquent un pas en avant du progrès des idées dans les limites du critérium politique français. L'opinion autorisée de cette revue me paraît déjà très rapprochée de la vérité, ainsi que je l'ai déjà expliqué dans ce même chapitre. Du reste M. Daireaux et M. Laure l'avaient exprimé précédemment. Si leur opinion diffère de celle de la revue *France-Amérique*, elle ne s'en sépare peut-être que par suite d'une simple question de mots, peu importante (1). Voici du reste l'opinion de la revue dont il s'agit :

(1) *France-Amérique*, mars 1912, p. 196, signé U. D. Ces initiales ne nous

« En vue de remédier à cette situation inextricable, M. Pierre Baudin avait proposé de réduire les obligations militaires de ces jeunes gens à un an de service, à accomplir à une époque distincte de celle de l'appel sous les drapeaux dans la République Argentine. La presse argentine a reproché à cette occasion à M. Pierre Baudin de vouloir faire de la France une grand'mère qui prétendrait avoir, sur ses petits-enfants, plus de droits que la mère elle-même. Quant aux milieux français intéressés, ils estiment que le projet Baudin a le tort de ne pas résoudre la question essentielle des deux nationalités. Les fils de Français nés en Argentine n'en demeureraient pas moins pourvus d'un double statut personnel : Français vis-à-vis de la loi française, Argentins vis-à-vis de la loi argentine. Aussi l'opinion qui semble prévaloir chez nos compatriotes des rives du Rio de la Plata est-elle que la seule solution raisonnable sera celle qui accordera aux fils de Français nés en Argentine un droit d'option pour l'une ou l'autre des deux nationalités. Ce serait assurément le seul moyen d'avoir des citoyens étant vraiment de cœur des Argentins ou des Français ».

Dans l'une des fêtes offertes à Buenos-Aires à l'ambassadeur français, M. Baudin, accrédité près du gouvernement argentin lors de la célébration du Centenaire de la Révolution de mai, le président du *Club français* de Buenos-Aires, M. le Dr Laure, chef d'une digne famille franco-argentine, lui adressa un discours aussi judicieux que sensé, où il exposait les idées suivantes sur la condition des fils de Français nés dans la République Argentine :

« Et je dois maintenant, Monsieur l'Ambassadeur, vous demander de prêter votre puissant concours pour une question, dont nous parlons toujours. Il s'agit de nos enfants! nos fils sont-ils Argentins, sont-ils Français? Permettez-leur de répondre, et ils vous répondront, ceux-là surtout dont la naissance a été déclarée au Consulat de France, sans une seconde d'hésitation : Argentins! Ils ont donc hérité de la plus belle de nos qualités, l'amour du sol où ils sont nés. Nous ne pouvons pas lutter contre cette tendance. Et lorsque, suivant l'expression du poète, nous avons doucement brodé leurs esprits dans sa trame, nous avons ajouté aux fils bleus et blancs le plus grand nombre possible de fils rouges, nous pouvons en faire de

grands amis de la France et de son influence, mais ils ne peuvent pas servir deux drapeaux! En leur imposant le service militaire, vous leur fermez le chemin de notre pays, vous les obligez à perfectionner leurs études, à connaître la vieille Europe chez nos rivaux; et puis dans la France, pays de justice et du bon sens, pouvez-vous admettre que lorsqu'un fils de Français qui s'appelle Pellegrini ou Bebbeder y débarque, le Président de la République lui fait remettre les insignes les plus élevés de la Légion d'honneur, et lorsque ce fils de Français porte un nom moins illustre on lui envoie les gendarmes? Non, Monsieur, au nom de notre colonie, obtenez le droit d'option pour nos fils et qu'ils puissent aimer et respecter la France! »

Le docteur Laure formule une pensée bien nette : il conseille à la France de renoncer franchement à la nationalité des enfants que vise son discours. Ses idées sur l'option signifient cela et non autre chose. Il donne un noble et loyal conseil à sa patrie en faveur de laquelle il affirme, à juste titre, le respecteux amour des Argentins.

Ce même conseil qu'il donne à la France de renoncer à la conservation simplement chimérique de citoyens, fut appuyé, en 1912, par la *Société des vétérans des armées de terre et de mer*, à Paris (1).

Nous terminerons cet examen critique des diverses opinions émises par l'exposé de celle de M. Paul Groussac, publiciste, directeur de la Bibliothèque nationale de la République Argentine, et chef d'une famille franco-argentine, dont les fils sont Argentins par la naissance et par l'amour de notre pays. Le fils aîné de M. Groussac occupe actuellement la haute fonction politique et administrative de sous-secrétaire d'État du ministère de la Justice et de l'Instruction publique de la nation. M. Paul Groussac est le publiciste français qui a abordé cette question avec la plus grande fermeté et, en même temps, avec le critérium philosophique le plus exact. Au moment où nous remettons ce chapitre à l'impression, il n'a pas encore publié l'étude fondamentale annoncée par les lignes suivantes,

(1) *Le Courrier de La Plata*, 2 avril 1912.

brèves, mais capitales et décisives, que nous lisons dans un compte rendu critique publié à Paris sur le livre de Clémenceau (1).

« A propos du patriotisme argentin, qu'il admire et respecte même en ses exagérations, M. Clémenceau voit se poser devant lui la grave question relative à la nationalité des fils de Français nés et élevés dans l'Argentine. On pense qu'il n'est pas homme à esquiver cette difficulté, non plus que les autres. Il l'examine donc et en propose une solution excellente au point de vue français, mais qui n'effleure même pas le côté argentin, qui est tout le problème : c'est une clef qui ouvre la porte, du dedans, où l'on pourrait s'en passer, mais n'agit pas de dehors, où elle est indispensable. Nous nous en voudrions d'étrangler un débat de cette importance et que, d'ailleurs, nous nous proposons de traiter prochainement, avec l'ampleur qu'il exige. Bornons-nous à dire qu'en cherchant simplement à concilier les lois militaires ou civiles de deux nations, on ne fait que retourner un terrain stérile où rien de viable ne poussera. Ce qu'il faut scruter, ce sont moins les prescriptions légales, élaborées par nous, que les conditions psychologiques, imposées par la nature ; or, celle-ci a fait du patriotisme un sentiment, avant que la loi n'en fît une observance. Voici le fait organique, indéracinable, inébranlable, dont toute loi survenante, sous peine de nullité pratique, ne devra être que la sanction ; l'enfant né et élevé en Argentine, quelle que soit la nationalité paternelle, se considère, se sent exclusivement Argentin. Et l'homme continue l'enfant. L'influence du milieu est toute-puissante malgré celle de la race. En allant contre, nous ne ferons qu'augmenter la clientèle argentine de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Allemagne. Le conflit de la double nationalité, c'est nous qui le créons par nos lois arbitraires, qui ne dérivent pas de « la nature des choses », suivant la belle définition de Montesquieu, mais de nos préjugés politiques : loin d'être essentiel, il apparaît aussi artificiel que celui qui placerait l'enfant entre sa mère et son aïeule, non pour les aimer toutes deux, mais pour rejeter celle qu'il ne préférerait pas. Cet antagonisme n'éclate que par exception, mais, en tel cas, on sait bien comment le résout la nature : celle qui nous a enfantés emporte tout ».

Enfin, voici un acte officiel qui constitue un premier pas dans le sens de la note précitée.

(1) Article intitulé *M. Clémenceau et la République Argentine*, publié à Paris, réimprimé à Buenos-Aires dans *Le Courrier de La Plata*, lundi 18 décembre 1911.

Dans le but de diminuer la fréquence des complications internationales en matière de nationalité, le ministre français des Affaires étrangères a adressé, le 16 juin 1873, aux diplomates français accrédités à l'étranger, une circulaire pour les aviser que le gouvernement avait décidé de refuser sa protection « aux Français nés à l'étranger qui ne rempliraient pas les devoirs militaires qui leur incombent d'après la loi française ».

Cette circulaire, peu connue, puisque les autorités françaises les mieux qualifiées à cet effet ne la citent pas (1), donne, à mon sens, la solution de la question dans la forme rationnelle et définitive que je soutiens. Cette circulaire, en effet, reconnaît, d'une manière indirecte, que les personnes dont il s'agit ne jouissent nullement de la nationalité française, et cela par le fait même que la France les abandonne tout à fait à l'action des lois et de l'autorité militaire des pays régis par le *jus soli*. Cette solution confirme une fois de plus le principe français d'après lequel « le service militaire est un *droit politique* dont l'exercice ne peut appartenir qu'aux *citoyens français* » (2).

Cette réaction a fini par se faire sentir, enfin, jusque devant les tribunaux français eux-mêmes. D'après la réforme du Code civil, qui résulte des lois de 1889 et de 1903, l'individu né en France de père étranger, non domicilié à l'époque de sa majorité, sera considéré comme Français, si, étant inscrit sur les registres militaires, il se soumet aux opérations du recrutement sans invoquer sa qualité d'étranger. La Cour de cassation a décidé cependant, le 22 juin 1899, que l'inscription sur les rôles du recrutement n'est pas suffisante pour faire obtenir la qualité de Français. Il est nécessaire que, de plus, l'individu manifeste expressément son intention en prenant

(1) C. Calvo en a publié un extrait dans son *Droit international théorique et pratique*, Paris-Berlin, 1888, II, 48, note 1.

(2) *Journal de Clunet*, etc., 1890, p. 5 et *Tables générales*, IV, 687, nº 15.

part aux opérations du recrutement, comme il le ferait, par exemple, en se présentant devant le conseil de révision. Cette jurisprudence a été confirmée par la Cour de cassation, le 9 février 1909 ; elle fait prévaloir le principe ci-dessus mentionné, suivant lequel la nationalité résulte d'un acte de la volonté et ne saurait être imposée. Il est donc impossible de considérer comme Français les fils de Français nés dans la République Argentine et qui n'ont jamais fait aucune manifestation pour le devenir.

Cette jurisprudence tranche la question dans le sens des doctrines que j'ai eu l'honneur de soutenir dans cet ouvrage.

VI. **Droit conventionnel.** — La France a conclu des conventions avec divers États européens pour régler les questions de nationalité. Bien qu'il s'agisse de pays qui suivent le même système du *jus sanguinis*, ces conventions n'ont été ni nombreuses ni d'une réalisation facile. Pour les examiner, je les diviserai en deux groupes : *a*) Conventions européennes ; *b*) Conventions américaines, en étudiant plus particulièrement les conventions contemporaines de l'époque de l'évolution du droit concernant la nationalité.

a) *Conventions européennes.* Modus vivendi *entre l'Espagne et la France.* — Le traité signé par les deux pays le 7 février 1862 établit la règle de la réciprocité. D'après cette règle, les Français nés en Espagne, appelés à faire le service militaire dans ce pays et qui ne représentent que des documents insuffisants pour établir leur origine, devront, pour être admis à tirer au sort, fournir aux autorités, dans le cours de l'année suivante, un certificat constatant qu'ils ont satisfait aux exigences de la loi française sur le recrutement. A défaut de ce document authentique, l'individu tombé au sort devra faire partie du contingent de la commune espagnole de sa naissance.

Cette convention, comme l'indique son texte, s'incline

vers la prédominance du *jus soli* en territoire espagnol, conformément à la Constitution espagnole. Cependant, quand le traité fut soumis à l'interprétation des tribunaux français, ceux-ci, établissant la première jurisprudence sur la question, ont déclaré ce qui suit :

« Attendu que les gouvernements français et espagnol ne paraissent avoir d'autre but que celui d'empêcher que leurs nationaux ne puissent se soustraire d'une manière absolue au service militaire dans l'un et l'autre pays; que rien, dans les termes de cette convention, ne peut faire supposer qu'ils aient entendu que leurs nationaux perdraient leur qualité par cela seul qu'ils auraient été incorporés dans l'armée étrangère et aient voulu ainsi faire échange de nationaux; que la loi du 22 mars 1849 s'y opposerait, puisque cette loi dispose que l'étranger né en France n'est pas de droit Français, s'il a satisfait en France à la loi du recrutement et qu'il faut, pour le devenir, une déclaration de sa part; que le Français qui subit passivement le service militaire en Espagne, par application du traité international susénoncé, ne fait donc pas un acte d'abdication de sa nationalité, alors que c'est le gouvernement de son pays, qui, faisant plus que l'autoriser, l'astreint au service étranger dans le cas où il n'a pas fait certaines justifications. — Attendu que le demandeur qui, par application de ce traité, a subi la loi du tirage au sort en Espagne, qui a obtenu un numéro qui le dispense du service actif et l'a fait mettre dans la réserve, ne peut donc être considéré par cela seul comme ayant pris du service à l'étranger sans autorisation du gouvernement et tombant sous l'application rigoureuse de l'article 21 du Code civil. — Attendu, en outre, qu'on ne peut opposer au demandeur aucun acte d'après lequel il aurait revendiqué la qualité de sujet espagnol ou ait abdiqué celle de citoyen français; ..... déclare qu'Émile Fermaud est citoyen français et n'a jamais perdu cette qualité; dit, en conséquence, qu'il peut exercer tous les droits civils et politiques de tout citoyen français et notamment les droits électoraux; et condamne le préfet de la Seine ès nom aux dé ens ».

Le considérant qui se réfère au défaut de la manifestation de la volonté de la personne nous paraît important, puisque l'intention, jointe au fait de la naissance, auraient sans doute décidé le tribunal français à admettre la natio-

nalité espagnole. C'est ce qui résulte de l'argument tiré *a contrario sensu* de la décision précitée (1).

Modus vivendi avec la Grande-Bretagne. La sanction de la loi anglaise de 1870 sur la naturalisation comporte, selon le droit anglais, une réaction favorable au *jus sanguinis*, ainsi que nous en donnerons plus loin l'explication. La première sanction internationale de cette nouvelle législation et de cette nouvelle politique anglaises motiva l'ouverture de pourparlers diplomatiques avec la France. Il s'agissait de la situation, quant au recrutement, des fils d'Anglais, nés en France. Ceux-ci pouvaient être issus d'Anglais nés ou non eux-mêmes en France. Les deux États convinrent de laisser prévaloir le *jus sanguinis quel que soit le lieu de la naissance du père*. En conséquence, le gouvernement français décida le 26 décembre 1877, que les jeunes gens qui se trouveraient dans ces conditions ne figureraient pas sur les listes d'appel s'ils présentaient des certificats émanant des autorités anglaises compétentes établissant le fait de la nationalité réclamée par l'Angleterre *ex jure sanguinis* (2).

Convention franco belge : Le 5 juillet 1879, la France et la Belgique signèrent une convention relative aux conflits militaires dont la nationalité est l'origine. Aux termes de cette convention, les jeunes gens de chacune des deux nations contractantes qui n'ont pas accompli leur vingt-deuxième année d'âge, ni rempli les autres conditions prévues par le texte, ne figurent pas sur les listes de recrutement.

Cette prorogation de la date du service militaire confirme notre théorie de la *volonté* parce que cet ajourne-

(1) Le *Journal de Clunet* transcrit intégralement cette décision et en donne le commentaire, 1885, p. 92 et suiv.

(2) Circulaire du ministre de la Guerre de France aux préfets, du 26 décembre 1877. Cogordan, *op. cit.*, annexe II, 539, rapporte le texte intégral de la circulaire et des certificats de nationalité anglaise, quand le père est né en France, ou simplement dans l'étendue des domaines britanniques.

ment n'a pas d'autre but que de permettre d'attendre l'époque à laquelle ces jeunes gens peuvent user de leur droit d'option en pleine capacité civile.

La convention, de courte durée — cinq ans — ne fut pas ratifiée. Les intransigeances de la théorie du recrutement l'empêchèrent d'aboutir; mais, ni la France, ni la Belgique ne gagnèrent un seul national comme conséquence du succès remporté par ce système rigoureux.

Je ne m'occuperai pas, en suivant l'ordre chronologique, des négociations poursuivies entre la France, l'Allemagne et l'Italie depuis 1870, à la suite de l'annexion de l'Alsace-Lorraine et de celle de la Savoie et du comté de Nice. Il ne s'agit pas là, en effet, de questions générales de nationalité, mais de circonstances exceptionnelles (1).

Convention franco-suisse : Le nombre toujours croissant des jeunes gens qui, fils de parents français et nés sur le territoire suisse, suivent la nationalité de ce dernier pays, a reçu des auteurs français la dénomination « naturalisation en Suisse ». Suivant notre opinion, ces jeunes gens ne sont pas naturalisés Suisses, mais Suisses de plein droit.

Les autorités de la Confédération helvétique devaient partager cette opinion lors des négociations de la convention du 23 juillet 1879 avec la France. Mais dans la rédaction du traité, elles n'employèrent pas les termes propres. C'est sans doute comme moyen terme que les Suisses admirent que l'incorporation à leur nationalité des fils de Français constituait un acte de *naturalisation*.

En réalité, ce traité avait eu en vue la régularisation de la condition des jeunes gens mineurs d'âge dont les parents se faisaient naturaliser en Suisse. Ce pays accorda à la France l'extraordinaire concession de la reconnais-

(1) Nous traiterons plus loin dans la partie de ce cours qui s'y rapporte, de la perte et de la conservation de la nationalité dans les cas de changement de la souveraineté politique.

sance de la nationalité française à ces jeunes gens sous condition résolutoire, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge nécessaire pour opter pour la nationalité suisse (art. 1er).

Cette solution nous donne satisfaction cependant au point de vue de la force reconnue de la volonté. Dès que le mineur a atteint l'âge de la capacité, *il décide de sa nationalité*. Le traité exige des actes certains pour la manifestation de la volonté (art. 2). Comme dans le cas de la convention ci-dessus, non ratifiée, avec la Belgique, l'obligation du service militaire demeure suspendue pour ces jeunes gens jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur vingt-deuxième année, c'est-à-dire jusqu'à l'âge légal nécessaire pour leur permettre d'exprimer leur volonté (art. 3 et 4).

La convention de 1879 avec la Belgique ne fut qu'une convention d'essai, conclue pour cinq ans. Ce traité, revisé par celui du 30 juillet 1891, avait pour objet d'établir un *modus vivendi* relativement au service militaire en cas de double nationalité. Il dispense de tout service militaire les fils de Belges (père et fils nés en France), considérés comme nationaux belges *ex jure sanguinis*. La même exonération favorise les fils nés en France de parents belges susceptibles d'être déclarés Français de plein droit à l'époque de leur majorité, s'ils ont alors leur domicile en France. Elle s'applique encore aux fils, nés en France, de parents belges, qui peuvent réclamer la nationalité belge entre leur vingt et unième et leur vingt-deuxième année ; aux fils mineurs de Belges, naturalisés Français et réintégrés dans cette qualité, qui deviennent Français de plein droit, sauf la faculté de réclamer la nationalité belge à leur majorité ; enfin, aux fils mineurs de Français naturalisés Belges, qui peuvent réclamer la nationalité belge entre leur dix-huitième et leur vingt-deuxième année.

Le traité laisse donc dans une situation *indécise* la

nationalité des personnes de ces divers groupes jusqu'à l'époque où elles peuvent *exprimer, sui juris, leur volonté* (1).

b) *Conventions américaines.* — Je ne connais pas d'autres traités intervenus entre la France et d'autres nations européennes. Quand les difficultés entre les pays du Nouveau Monde et la France surgissent dans leurs relations diplomatiques, il est fréquent de lire, dans les documents échangés, les grandes espérances fondées sur la conclusion de traités destinés à solutionner les conflits.

Les hommes d'État et les auteurs se leurrent à cet égard. Les pays les plus importants du Nouveau Monde ne consentiront jamais à faire aucune concession, même partielle, sur le point qui nous occupe. Les traités restent ainsi impossibles à conclure. Les conflits ne peuvent recevoir d'autres solutions que celles qui prennent leur source dans les lois nationales. Ces lois doivent modérer leur intransigeance et prendre en considération les principes directeurs affirmés dans cet ouvrage. Le petit nombre de conventions conclues entre la France et les pays européens qui suivent le même système confirme mes conclusions sur l'inefficacité des solutions diplomatiques. J'attends bien davantage de l'harmonie croissante du droit local des divers États.

L'Italie, ainsi que je l'ai rappelé plus haut en temps opportun, a pu conclure certaines conventions avec quelques États du Nouveau Monde. Mais ces traités ne sont pas des conventions générales sur la nationalité. Ce sont de simples actes déclaratifs concernant la nationalité des enfants d'Italiens nés sur le territoire de ces États. Ni la France, ni tout autre État européen n'a réussi à signer des conventions analogues dans le Nouveau Monde; et j'ai

(1) Cf. une intéressante étude de E. Roche sur ce traité, intitulée *De la Convention destinée à mettre fin aux difficultés résultant de l'application des lois sur le service militaire entre la France et la Belgique,* dans le *Journal de Clunet,* 1888, p. 731 et suiv.

tendance à croire que si les nations mêmes qui ont négocié ces conventions avec l'Italie avaient été requises de les renouveler à leur expiration, le renouvellement en aurait été refusé. Ces conventions italo-américaines sont la conséquence d'un moment de surprise, alors que les études et les orientations en matière de droit international privé n'avaient pas encore reçu dans le Nouveau Monde toute l'attention qu'on leur consacre actuellement.

VII. **Conflits franco-américains.** — Sans aucun doute, parmi ces conflits, les plus graves se sont produits entre la France et la République Argentine. Je ne m'occuperai cependant de ces conflits que dans l'exposé que je ferai ultérieurement du droit argentin.

D'ores et déjà, je rappellerai les incidents courants ou ordinaires, sans m'occuper des conflits proprement dits, survenus dans les relations de la France avec le Brésil, le Chili, Haïti, le Mexique et le Vénézuéla, au sujet de questions concernant la nationalité.

France et Brésil : Le cas qui s'est produit et dont je vais parler, n'a présenté aucun caractère politique international. C'est un simple conflit de droit international privé, dans lequel interviennent cependant des éléments politiques, en raison des personnes mises en cause.

En effet, la première chambre du tribunal civil de Nice a rendu un jugement le 12 mai 1902, dans une instance concernant la nationalité de deux princes de la ligne impériale de la maison de Bragance (anciens souverains du Brésil), dans le règlement de la succession de la princesse doña Januaria de Bragance, veuve de Louis de Bourbon-Sicile, comte d'Aquila, appartenant à la ligne royale des Bourbons de Naples. On discutait sur le point de savoir si ce mariage avait modifié ou non le *status* national de la princesse, en raison de son mariage.

Si la question avait été envisagée au seul point de vue du droit commun, elle eût été résolue dans le sens de

l'affirmative : la femme suit la nationalité du mari. Cependant, cette règle de droit devait comporter une exception, puisqu'il s'agissait du mariage des comtes d'Aquila, célébré en vertu du traité du 26 janvier 1844, intervenu entre l'empereur du Brésil et Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, puis suivi de l'acte additionnel du mois d'avril de la même année. Ces actes diplomatiques établissent que la princesse Januaria, fille de dom Pedro Ier et de l'archiduchesse d'Autriche Leopoldina, conserverait la nationalité brésilienne durant son mariage avec le comte d'Aquila, fils du roi Ferdinand. La cour d'appel de Nice a donc décidé que la princesse Januaria était brésilienne, incontestablement, et que, en conséquence, les dispositions testamentaires qu'elle avait prises conformément à la loi du Brésil étaient valables (1).

France et Chili : Est de la même nature, mais dépourvu de complications politiques, le conflit qui a été résolu le 21 mai 1863 par le tribunal civil de Valparaiso, dans une question de contestation de la nationalité chilienne, en vertu des lois françaises.

Un Français, domicilié à Paris, mourut à Valparaiso, laissant une fille naturelle pour héritière universelle. Relativement à cette succession, le tribunal civil de la Seine ordonna les mesures provisoires prescrites par la loi française. Des mesures analogues avaient été prises à Valparaiso par l'autorité compétente, et c'est alors que le conflit prit naissance. Le tribunal civil de la Seine soutenait que le *de cujus* n'avait qu'une simple résidence au Chili; qu'il n'avait jamais manifesté l'intention de s'établir au Chili sans esprit de retour; que, par conséquent, l'ouverture et le règlement de la succession tombaient sous la compétence du tribunal de son domicile à Paris. Le tribu-

(1) Cet arrêt se prononce aussi, en passant, sur d'autres points de fait et sur les conséquences résultant pour les princes de leur résidence hors du Brésil. Il a été inséré *in extenso* dans le *Journal de Clunet*, 1893, p. 375 et suivantes.

nal de Valparaiso, à son tour, maintenait le bien-fondé de son droit juridictionnel, basé sur la circonstance que « le fait seul de la naissance de la fille naturelle au Chili, conférait à celle-ci la nationalité chilienne; que l'enfant, étant mineure d'âge, n'avait pu opter pour la nationalité de son père; que, par conséquent, la compétence à l'effet de lui nommer un tuteur appartenait à la juridiction chilienne ». La Cour suprême de Valparaiso approuva cette décision et la famille du *de cujus* fit formuler des réclamations diplomatiques que le gouvernement français abandonna depuis, en laissant l'affaire livrée au cours des événements. En tenant compte de ce précédent, sans aucun doute, le ministère du Commerce de France publia le 12 avril 1886 un avis aux Français résidant au Chili, pour leur rappeler que les fils de parents étrangers, nés sur le territoire chilien, sont considérés comme Chiliens, « même quand ils sont inscrits sur les registres des consulats étrangers ».

France et Vénézuéla : En matière de nationalité, les complications franco-vénézuéliennes prirent toujours une tournure plus compliquée.

Tout d'abord, le gouvernement du Vénézuéla, aux termes d'un simple décret du 14 janvier 1874, avait violé le principe fondamental suivant lequel « la nationalité ne peut jamais être imposée », puisque ce décret confirmait les lois et décrets préexistants en vertu desquels « les étrangers qui émigrent au Vénézuéla acquièrent la nationalité vénézuélienne par le fait de leur arrivée sur le territoire de la République ». Cette politique, très avancée, devait tout naturellement alarmer les gouvernements européens. Le gouvernement français se hâta donc d'appeler l'attention de ses nationaux sur une semblable mesure, par la publication d'un *Avis aux émigrants* (1), conçu dans les termes suivants :

(1) *Journal officiel*, 18 et 20 mai 1875.

« Le décret du président de la République de Vénézuéla, en date du 14 janvier 1874, relatif à l'émigration, n'a pas abrogé les dispositions des lois et règlements antérieurs, d'après lesquels les étrangers, qui émigrent au Vénézuéla, acquièrent la nationalité vénézuélienne par le fait de leur arrivée sur le territoire de cette République.

Il en résulte que les Français qui se rendent dans ce pays en qualité d'émigrants ne sauraient compter sur la protection de nos agents consulaires pour obtenir des autorités vénézuéliennes le passeport dont ils auraient besoin, dans le cas où ils voudraient rentrer en France ».

L'impression pénible que produisait cet avertissement a trouvé écho dans la presse. « Cela équivaut, a dit un journal, à la fermeture du pays et il nous semble que le gouvernement français pourrait et même devrait réclamer en faveur des nationaux égarés dans ce pays peu hospitalier.

En 1902, surgit un nouveau conflit de droit international privé entre la France et le Vénézuéla, motivé par la tutelle des mineurs Lasserre, nés au Vénézuéla de parents français. Les tribunaux vénézuéliens soutenaient le *jus soli* avec toutes les conséquences qu'il comporte en droit privé. Ils attribuèrent à la juridiction et aux lois nationales de leur pays la connaissance de tout ce qui concerne la tutelle (1).

La République de Vénézuéla se rendit compte des inconvénients de certaines concessions, en 1903, au moment de l'intervention des puissances européennes, comme conséquence des réclamations pécuniaires dirigées contre le gouvernement du président Castro. Les puissances lésées organisèrent alors une démonstration navale devant les ports vénézuéliens en vue d'obtenir la reconnaissance des créances réclamées par leurs nationaux. Cette démonstration eut pour résultat la conclusion d'une série de traités

(1) *Gaceta oficial* de Vénézuéla, 1er mars 1902. Quand nous traiterons du droit vénézuélien, nous reviendrons sur ce cas.

aux termes desquels on organisa des commissions mixtes, constituées par des sujets des puissances intéressées, des Vénézuéliens et des nationaux de puissances tierces. Ces commissions, revêtues du caractère de tribunaux d'arbitrage, furent chargées de juger les réclamations portées devant elles. Dès que ces traités furent signés, les puissances cessèrent les démonstrations navales et laissèrent les juges se prononcer en toute indépendance, rendant ainsi hommage aux progrès des idées morales, puisqu'ils n'exercèrent pas la moindre pression sur les travaux de ces tribunaux mixtes.

Le 19 février 1902, la France avait déjà signé avec le Vénézuéla un protocole de ce genre (1).

Les résultats obtenus fixent l'attention du droit public, parce qu'ils constituent la révélation d'une justice internationale qui se dresse, puissante, devant l'exagération des plaintes des étrangers lésés. Assurément, le Vénézuéla n'offrait pas alors le modèle d'un pays bien gouverné. C'était la conséquence de ses divisions intestines. Mais les réclamations des étrangers, dans tous les cas, se sont montrées tellement exagérées que la majeure partie de ces revendications ont été réduites à de faibles sommes par les juges européens eux-mêmes.

Au moment de la constitution de ces commissions, la première question préalable posée fut de préciser la compétence des tribunaux d'arbitrage chargés d'évaluer les réclamations. Par exemple, l'Italie ou la France présentaient un de leurs nationaux qui réclamait une indemnité pour le préjudice qu'il avait subi. Quelle était sa nationa-

(1) Jackson H Ralston et W.-T. Sherman Doyle, *Venezuelan arbitrations of 1903. Senate's Documents,* n° 316, 58e Congrès, 2e séance, Washington, édition officielle, 1904 ; Jackson H. Ralston et W.-T. Sherman Doyle, *Report of the french-venezuelan mixed claims commission of 1902,* édition officielle, 1906; J. Basdevant, *Conflits de nationalités dans les arbitrages vénézuéliens de 1903-1905*, dans la *Revue de droit international privé et pénal,* 1909, p. 41 et suiv.; Angel César Rivas, *Le droit international privé et pénal du Vénézuéla,* dans la même *Revue,* 1912, p. 5 et suiv.

lité? Il était né à Paris de parents vénézuéliens ou était fils d'Haliens, né au Vénézuéla. Les juges vénézuéliens opposaient, séance tenante, l'exception d'incompétence pour défaut de nationalité. Du moment que ces tribunaux apportaient l'appui national aux revendications, les intéressés devaient commencer par prouver que les réclamants possédaient la nationalité étrangère en vertu de laquelle on les indemnisait. Alors le Vénézuéla, appliquant la règle du *jus soli*, signalait comme Vénézuélien le jeune homme né sur son territoire de parents étrangers, ce qui n'empêche pas qu'il réclamait aussi comme son national le jeune homme né en France de parents vénézuéliens, ces derniers étant fils de Français. Et cela parce que la Constitution de Vénézuéla établit que les enfants de Vénézuéliens nés à l'étranger sont Vénézuéliens dans certaines conditions déterminées.

C'est ainsi que des incidents relatifs à la nationalité furent soulevés sous la forme de questions préjudicielles. Puis, par suite des déclarations très opportunes des arbitres nord-américains qui faisaient partie du tribunal, on décida que ces points ne sauraient être régis par les principes généraux du droit international qui ne peuvent s'appliquer, d'autre part, à cette question. L'Italie soutenait le *jus sanguinis* et prétendait l'appliquer à la personne née au Vénézuéla de parents italiens. Le Vénézuéla, à son tour, revendiquait le *jus soli* et affirmait que seul il était susceptible de permettre de résoudre la question. Lequel de ces deux principes devait prédominer? Aucun; parce que tous les deux étaient invoqués par des États également souverains. Le conflit devait-il rester ainsi pendant? Conformément à l'opinion des arbitres des États-Unis, les tribunaux mixtes décidèrent que l'on devait appliquer la règle suivante, parfaitement juridique et exacte, à savoir que le droit du pays où se trouvait domicilié le réclamant devait prévaloir. En conséquence, les tribunaux mixtes se déclarèrent incompétents en décidant que la nationalité

dont il s'agissait était la nationalité vénézuélienne, conformément aux principes du *jus soli*, soutenus par le Vénézuéla. Les juges européens qui faisaient partie de ces tribunaux prirent part à cette résolution, tout en faisant leurs réserves au sujet de leur désaccord (1).

(1) Je reviendrai sur cette matière dans la conférence consacrée à la nationalité au Vénézuéla.

QUATORZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : le « jus soli » dans le droit général (1).

Sommaire : I. *Jus soli*. — II. Atténuations. — III. Législation de la Bulgarie. — IV. Législation du Congo. — V. Législation du Danemark. — VI. Législation de l'Égypte. — VII. Législation des Pays-Bas. — VIII. Législation du Portugal. — IX. Législation de la Suède. — X. Législation de la Suisse. — XI. Le droit fédéral. — XII. Le droit cantonal.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Jus soli.** — L'incorporation à la souveraineté par la naissance présente deux origines différentes, l'une *naturelle*

(1) Voyez le cadre général des législations et des systèmes dans cet ouvrage, VIIIe Conférence, p. 247 : « Les pays où domine le *jus soli* pur, et où les enfants, même issus de parents étrangers, suivent la nationalité du pays où ils ont vu le jour, sont essentiellement les États suivants de l'Amérique méridionale et centrale : République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, République Dominicaine, Guatémala, Équateur, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Vénézuéla. Mais ce système a aussi été adopté, très logiquement dans un grand nombre d'autres États, pour les enfants trouvés et, en général, pour tous ceux dont les parents sont inconnus ou possèdent une nationalité qu'on n'arrive pas à déterminer (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Costa-Rica, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Serbie, Suède, Turquie). Enfin, dans les pays où la législation tient compte tout à la fois, suivant les circonstances, du *jus sanguinis* et du *jus soli*, tantôt les enfants d'étrangers suivent, en principe, la nationalité de leurs parents, mais sont obligés, dans certains cas, d'accepter celle du pays où ils sont nés; tantôt ils sont, en principe, les ressortissants du pays où ils sont nés, mais ont, à leur

et l'autre *politique*. Le fait de la naissance dans un lieu donné précise cette incorporation depuis les temps les plus reculés où la société politique prit un caractère sédentaire sur le sol où elle dominait. Telle est la tradition historico-juridique générale. C'est un phénomène *naturel* simple. Il nous montre une exception dans l'histoire, quand les populations se sont éloignées ou ont été chassées du territoire où elles étaient venues se fixer. Elles errèrent alors à l'aventure au hasard des événements, pendant des périodes de temps plus ou moins longues, jusqu'à ce qu'elles soient venues s'établir de nouveau sur un point quelconque du globe. C'est ce que firent — pour employer un terme contemporain — les nationalités d'Israël au cours de leur exode de Chaldée en Égypte, à la péninsule du Sinaï et aux rives du Jourdain; puis les tribus germaniques et agaréniennes dans leurs migrations d'Orient en Occident. Le fait de la naissance dans le sein de la tribu errante déterminait, pour elle, le lien politique et juridique. L'origine *naturelle de la naissance sur le sol* est alors supplantée par l'origine *naturelle politique* (1).

L'organisation des nationalités, conformément à leur type contemporain, devait naturellement conserver, en plein moyen âge, la majeure partie des institutions du droit

majorité, la faculté de revendiquer leur nationalité d'origine, de telle sorte qu'en réalité leur nationalité ne se détermine plus exclusivement ni d'après le *jus sanguinis,* ni d'après le *jus soli,* mais d'après les combinaisons très variables des deux systèmes. Ce groupe mixte compte aujourd'hui la moitié des États du globe : Belgique, Bulgarie, Chine, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Honduras, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Monténégro, Pays-Bas, Perse, Portugal, Russie, Salvador, Suède, Suisse, Turquie. Dans sept pays, les enfants nés d'un étranger, qui lui-même y est né ou depuis longtemps domicilié, ont de droit la nationalité du pays où ils ont vu le jour, sans pouvoir la répudier (Bulgarie, France, Suède), ou moyennant un droit d'option à leur majorité (Danemark, Honduras, Italie, Luxembourg) » (Lehr, *op. cit.,* p. 2-8). Nous avons rectifié cette classification dans le tableau précité.

(1) *Deutéronome,* XXVI, 18, 19. Cette idée ressort clairement de la parole du Seigneur : « Je suis l'Éternel, votre Dieu, qui vous a séparés des autres peuples pour que vous m'appartenez ».

public et du droit privé établies par le féodalisme. L'une d'elles fut le droit de la *nationalité*, fondé sur le sol.

Il serait oiseux de rechercher des antécédents identiques dans le droit romain qui, avec les institutions germaniques, domine tout ce passé. Le *jus soli* prédominait cependant dans le droit local, dans l'étendue des juridictions, à l'effet de déterminer la soumission des personnes à ces institutions (1).

L'*origo* des Romains constituait une relation qui présentait un double caractère. Il avait pour fondement la naissance sur le territoire d'une juridiction déterminée (*origo nativitas*) parmi les nombreuses circonscriptions qui formaient l'*Orbe romanus*. Mais le même état juridique résultait aussi de l'*adoption*, de l'*allectio* et de la *manumissio* (2).

Les Romains fondaient le droit de cité *(jus originis)* sur la naissance. D'autres textes, dit Savigny, donnaient le nom de *patria* ou *civitas* à la relation de droit qui en résultait. D'autre part, les enfants naturels acquéraient par leur *origo* le droit de cité qui appartenait à la mère par sa naissance (3). Mais ces relations étaient des relations intermunicipales, et, par cela même, différentes de celles que nous appelons aujourd'hui *internationales*.

D'après le droit du moyen âge, et de la même manière qu'à tout homme est applicable la loi du pays où il a son domicile, l'enfant acquiert la nationalité du lieu où il est né. Selon Weiss (4), le *jus soli* apparaît avec le féodalisme. Cette opinion, combattue par d'autres auteurs (5), me

(1) Nous avons reconnu, en outre, que, d'après une règle depuis longtemps admise, l'état juridique de la personne est déterminé par le *territoire* et non par l'*origine* (§ 346-348). Savigny, *Sistema del Derecho Romano actual*, trad. castillane de 1879, t. VI, 146.

(2) Municipen aut nativitas facit, aut manumissio, aut adoptio. *Cives* quidem origo, manumissio, allectio, vel adoptio.

(3) *Ouvrage cité*, t. VI, 150-151.

(4) Weiss, *ouvrage cité, La nationalité*, I, 41.

(5) Von Martitz, *Staatsangehœrigkeit in Volkerrechte* (*Annalen des deuts-*

paraît cependant fondée, et je l'accepte en tant qu'elle se rapporte à l'époque postérieure à la chute de l'Empire romain. Les seigneurs féodaux encourageaient ce système pour des motifs d'intérêt personnel, puisqu'il leur permettait d'augmenter le nombre des habitants de leurs châtellenies. Bien que je répète ainsi les idées que j'ai précédemment résumées, je donne ici la reproduction de la page suivante, claire et définitive de Weiss :

« Dans les discussions qui précédèrent la rédaction et la mise en vigueur du Code civil, le système du *jus sanguinis* et du *jus soli* furent mis en présence. Tout le monde était d'accord pour attribuer la nationalité française à l'enfant né d'un Français en *pays étranger;* mais, en ce qui touche les enfants nés d'un étranger sur notre territoire, l'article 2 du projet reproduisait la doctrine traditionnelle : « Tout individu *né en France* est Français ». Et à l'appui de la disposition projetée, on invoquait plusieurs considérations. La première raison était une raison d'humanité : « Nous tenions autrefois pour maxime, disait Boulay dans son *Exposé des motifs,* que la France était pays naturel de la liberté, et que, dès qu'un esclave avait le bonheur de mettre le pied sur son territoire, par cela seul, il cessait d'être esclave. Pourquoi ne reconnaîtrait-on pas de même dans cette terre heureuse, la faculté naturelle d'imprimer la qualité de Français à tout individu qui y aurait reçu la naissance ? » D'autre part, on faisait observer que l'intérêt français réclamait le maintien du *jus soli :* On disait que les événements de la guerre avaient amené en France beaucoup d'étrangers qui s'y étaient mariés, qu'il y avait avantage à regarder leurs enfants comme Français, parce qu'ils seraient soumis à la conscription et aux autres charges publiques; que, s'ils recueillaient des successions à l'étranger, ils en rapporteraient le produit en France et qu'il était probable que le plus grand nombre y resterait : d'après ces motifs, on décida d'abord que les enfants de ces étrangers jouiraient des droits civils, sans avoir besoin de déclarer qu'ils entendaient être Français. Enfin, le premier consul prétendait justifier, par l'attachement présumé de l'enfant pour sa terre natale, l'application du *jus soli* à la détermination de sa nationalité d'origine : « Il ne peut y avoir que de l'avantage, disait-il au cours de la discussion, à étendre l'empire des lois françaises. Les fils d'étrangers qui se sont établis en France ont l'esprit

chen Reichs, 1877, p. 1127); Schulze, *Lehrbuch des deutschen Staatsrecht,* I, 350 et autres.

français, les habitudes françaises ; ils ont l'attachement que chacun porte naturellement au pays qui l'a vu naître ».

Nous avons expliqué déjà (1) de quelle manière la loi du 21 juin 1889, réformée par celle du 22 juillet 1893, avait marqué un progrès décisif par le retour, en France, au *jus soli*. D'autre part, ce système est le même que celui que l'on suit en Angleterre, comme nous le verrons plus loin. Le *jus soli* a donc constitué une institution politique et juridique acceptée par l'Europe entière et dans tous les pays d'outre-mer, jusqu'au XVII^e^ siècle, époque à laquelle, ainsi que nous l'avons démontré et le confirmerons par la suite, commença une réaction en faveur du *jus sanguinis*.

Le célèbre auteur allemand Bar (2), bien qu'il se soit déclaré partisan du *jus sanguinis*, reconnaît cependant l'importance du *jus soli*.

Une réaction analogue s'est produite dans la République fédérale suisse. A l'occasion de la révision de la loi fédérale sur la naturalisation des étrangers et sur la renonciation à la nationalité suisse, le Conseil fédéral a adressé à l'assemblée son message du 21 mars 1901, aux termes duquel il exposait des principes qui comportent une réaction énergique dans le sens du *jus soli*. Dans ce message, on remarqua ce qui suit :

« Les considérations développées à l'appui de ce postulat peuvent se résumer comme suit :

Le dernier recensement de la population a démontré que la Suisse donne l'hospitalité à près de 250.000 étrangers; dans les grandes villes frontières, la population étrangère menace de dépasser la population indigène. On peut dire que sur dix hommes il y a un étranger. Il est donc facile de se rendre compte des dangers résultant de la concurrence d'étrangers qui ne font pas de service militaire, vis-à-vis des indigènes astreints à ce service, sans parler des dangers politiques. Le seul moyen pratique de remédier à ces incon-

(1) Voir cet ouvrage, *ibid.*

(2) Bar, *The theory and practice of Private International Law*, traduction G.-R. Gillespie, Edimbourg, 1892, p. 107.

vénients serait de faciliter la naturalisation des éléments étrangers aptes à s'assimiler aux nôtres.

On devrait tendre surtout à naturaliser les étrangers nés en Suisse; car il est certainement très regrettable que des personnes qui sont, de fait, Suisses par leur naissance, leur éducation, leur domicile et leurs intérêts, soient réclamées par les États étrangers comme leurs ressortissants et tenues d'y faire du service militaire, et ne puissent prétendre à la naturalisation, soit à cause des taxes de naturalisation très élevées, parce qu'il leur est impossible de fixer leur domicile dans un rayon soumis à une législation plus libérale. Si l'on songe qu'il y a près de 90.000 étrangers nés en Suisse, ce point paraît bien mériter d'être pris en considération et étudié avec une attention toute particulière ».

. . . . . .

. . . . . .

« Si l'on peut considérer comme une tâche de l'avenir la création d'un droit de cité suisse, nous estimons cependant que sur le terrain du droit constitutionnel en vigueur une disposition de droit fédéral, portant que la naissance sur territoire suisse confère la nationalité suisse, serait inadmissible.

Il ne nous paraît pas opportun, à l'heure actuelle, d'entreprendre une révision de la constitution, car il ressort des réponses des gouvernements cantonaux que la majorité du peuple suisse et des cantons ne serait guère acquise à un changement de l'état de choses actuel.

Si donc une solution sur le terrain du droit fédéral est exclue et si le point de vue admis par la loi de 1876 doit être maintenu en principe, il reste à examiner s'il serait possible de trouver, sur le terrain du droit cantonal, un moyen terme pour améliorer la situation. Ce moyen serait que la Confédération accordât aux cantons le droit d'attribuer par voie législative à la naissance une influence déterminante pour l'acquisition de la nationalité suisse, sans qu'il soit nécessaire de requérir l'autorisation du Conseil fédéral pour les naturalisations conférées dans ces conditions. Les cantons obtiendraient le droit de déclarer que les enfants d'étrangers domiciliés dans le canton depuis six ans au moins lors de la naissance, sont de droit citoyens du canton.

Les cantons tels que Genève, Bâle, Zurich et Tessin, qui ont le plus à souffrir de l'état de choses actuel, pourraient ainsi, de leur propre chef, remédier à la situation. Si les cantons faisaient usage de cette faculté, on créerait ainsi une situation transitoire qui pourrait préparer l'introduction en Suisse du *jus soli* ».

Dans la session de l'Institut de droit international de Cambridge (août 1895), la question de la nationalité fut nouvellement posée à l'occasion d'un rapport du président de la commission, M. Weiss. Le savant publiciste anglais, M. Westlake, déposa la proposition suivante :

« Toutefois, il sera loisible à un État d'attribuer sa nationalité à une personne née sur son sol d'un père étranger né, lui aussi, sur le sol; et la nationalité ainsi attribuée sera reconnue par l'État auquel la personne aurait été attribuée par la filiation. En tout autre cas, l'enfant, etc. » (1).

Ultérieurement, nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, quand nous nous occuperons spécialement de la Suisse.

II. **Atténuations.** — Cependant, la solution fondée sur le *jus soli* n'était pas acceptée en France pour les fils de Français nés en pays étranger, considérés comme Français *ex jure sanguinis*. Dans ce cas exceptionnel, c'était donc la filiation seule qui déterminait la nationalité des personnes. Le lieu de la naissance, selon Weiss, ne peut priver l'enfant de ce que la nature lui a donné, c'est-à-dire de la condition de ses parents (2). L'enfant est incapable de manifester la volonté d'appartenir à telle ou telle patrie. Il est raisonnable de penser qu'il a préféré se lier à l'Etat dont ses parents font partie, de même qu'il a mieux aimé obéir à ses lois. Il est évident que le lien du sang constitue une présomption de nationalité plus logique que celle qui résulte du sol, quand cette présomption ne repose que sur la circonstance accidentelle de la naissance dans un lieu donné (3).

Le Code civil de 1804 renferme ces doctrines définitive-

(1) L'Institut l'avait traitée, depuis 1891, dans ses séances de 1894, 1895 et 1904. Dans la session de 1904, la majorité adopta le projet que nous transcrivons dans une autre partie de cet ouvrage.

(2) Weiss, *ouvrage cité*, t. II, p. 47.

(3) E. Ducrocq, *De la nationalité au point de vue du dénombrement de la population dans chaque pays*, Nancy, 1890, p. 2.

ment établies par la solution contenue dans l'article 10, § 1 : « Tout individu né d'un Français en pays étranger est Français ». Le droit personnel suit donc le Français à l'étranger.

Mais cette réaction constitue par elle-même une confirmation du *jus soli*, puisque, en réalité, elle étend à l'extérieur l'influence de ceux qui sont nés en France, à l'effet de revendiquer la nationalité de leurs enfants, que nous pourrions tout aussi bien appeler les enfants du *jus soli*. Ainsi, par exemple, tout d'abord la France, puis, ensuite, les pays qui ont suivi son droit, n'ont pas créé un système *international*, mais un système simplement *local*. En effet, la France impose sa nationalité à l'enfant de l'étranger né sur son sol; mais elle ne reconnaît pas aux autres pays la réciprocité du même droit. La doctrine française combine donc le statut territorial avec le statut personnel. Elle applique le premier à l'égard des enfants d'étrangers nés en France et le second aux enfants de Français nés à l'étranger. Le droit personnel du Français, qui est celui de son pays, le suit et le protège, même en pays étranger.

Le Code civil ne se propose pas de donner la solution des conflits des lois. Au contraire, il les fait naître. Les autres nations, en effet, peuvent réclamer leur nationalité pour les enfants de leurs sujets nés en France. Quelle sera l'attitude de celle-ci en présence du silence de la loi?

La question présentait un caractère territorial exclusif, sans offrir les tendances universelles et scientifiques sur lesquelles repose le droit international privé. Elle eut cependant un certain prestige dans les pays d'une même hégémonie nationale, comme ceux de l'Allemagne pendant la première moitié de ce siècle. Dans les cas semblables, le *jus sanguinis* conservait simplement, pour ainsi dire, le lien provincial de l'individu, étant donné que la nationalité germanique donnait, le cas échéant et pour tous, le caractère national définitif (1).

(1) Traités de la Prusse avec le grand-duché de Saxe-Weimar (25 juin 1824);

Fœlix fut le premier commentateur français de la solution que j'étudie. Il a signalé, tout d'abord, les inconvénients déjà indiqués du Code Napoléon en ce qui concerne les autres nations. Selon lui, une longue pratique a pourtant établi certaines règles qu'il est nécessaire d'exposer. La première de ces règles a trait au statut personnel. Les lois personnelles suivent l'homme partout où il se trouve ; leur force et leurs effets s'étendent à tous les territoires. Les lois nationales d'un État ne s'appliquent qu'à ses nationaux et n'ont pas d'action sur les étrangers qui se trouvent momentanément sur son territoire (1). Cet auteur rappelle que malgré la déclaration de l'article 10 précité sur la nationalité, la solution est claire dans les cas que l'on discute sur l'état et la capacité ou l'incapacité des personnes. L'article 3 du Code Napoléon dit en effet : « Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étranger ». Les étrangers qui résident en France se trouvent-ils dans les mêmes conditions ? C'est là le cas du silence de la loi auquel je me suis référé. Merlin a fixé la jurisprudence à cet égard. Il fait remarquer que du principe que les lois françaises relatives à l'état et à la capacité des personnes régissent les Français, même résidant en pays étranger, il découle naturellement que, par réciprocité, les lois qui régissent l'état et la capacité des étrangers suivent ceux-ci en France, et que les tribunaux français doivent juger en se conformant à ces lois pour décider s'ils possèdent l'état civil ou en sont privés, s'ils sont capables ou incapables. La jurisprudence française interprète donc la loi : elle reconnaît comme statut personnel celui de la nationalité. L'influence extraordinaire du Code Napoléon sur

avec le duché de Saxe-Altenbourg (18 fév. 1832) ; avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha (23 déc. 1833) ; avec la principauté de Reuss-Plawen (5 juill. 1834) ; avec la Saxe (14 oct. 1839) ; avec le duché de Brunswick (14 déc. 1841) et autres.

(1) *Répertoire de jurisprudence*, au mot *Loi*, § 6, n° 6.

l'évolution du droit civil au XIX^e^ siècle a donné à cette solution un caractère universel en l'incorporant au droit international privé. L'Italie a universalisé ce système.

Les nations du quatrième groupe de notre tableau (VIII^e^ conférence, p. 247) suivent le *jus soli* atténué par le *jus sanguinis*. Chez ces nations prévaut ce que nous pourrions appeler le droit argentin, puisque la nationalité s'y acquiert en premier lieu par le lien du *jus soli ;* mais elles ont fait des concessions au *jus sanguinis,* concessions qui ne portent pas atteinte toutefois au fondement du principe.

De l'exposé qui précède, ainsi que du nombre et de l'importance des nations qui suivent le système, on a pu déduire, mais à première vue seulement, que la République Argentine, en adoptant ce système dans sa constitution d'une manière absolue et tel qu'il ne se rencontre dans aucun autre pays, a peut-être commis une erreur, puisque cette constitution se trouve en contradiction avec les principes suivis par de nombreux États. Cependant, en approfondissant l'étude de la question et en rectifiant l'idée de quelques auteurs européens qui placent certains pays du *jus soli* sous l'empire du *jus sanguinis,* en raison de la seule circonstance qu'ils auraient fait des concessions à ce dernier en prenant notre classification comme base principale, et non accessoire, nous arrivons à une conclusion rassurante, qui met en relief la constitution argentine, en appelant l'attention sur un groupe de pays qui, bien qu'appartenant au système intransigeant de la nationalité européenne, accordent cependant une place au *jus soli,* qui a été le principe directeur du droit européen jusqu'à la fin du XVIII^e^ siècle.

L'Empire britannique, — l'État qui, ainsi que je l'ai démontré dans ma conférence d'inauguration, comprend le plus grand nombre d'habitants et tient le plus grand nombre de nations sous son autorité, — suit le *jus soli.* Les Pays-Bas, la Suisse, modèle d'une république de

républiques, c'est-à-dire d'un État composé d'États, et enfin la Bulgarie, le Danemark, l'Égypte, le canton suisse de Genève, le grand-duché de Finlande et la Suède, font partie du même groupe. Dans ces pays, la nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire ; mais, ainsi qu'il arrive avec les systèmes précédemment expliqués, il leur manque une législation uniforme pour réglementer le principe commun.

Si en droit privé on fait la loi en prenant pour base un principe politique, ces divergences sont déplorables, parce que la politique est instable et contingente de sa nature : ce que les hommes défendent aujourd'hui avec passion, sera condamné et rejeté par eux peu de temps après. Cette caractéristique dépend des intérêts personnels collectifs dont l'influence en politique ne permet pas d'établir de règles scientifiques, si ce n'est occasionnellement. C'est ainsi que s'expliquent les profondes différences qui existent entre des législations qui se rapportent à un même système. La science a pour devoir de combattre ces divergences. Elle les combat en cherchant à atteindre l'unité, dont on se rapproche au fur et à mesure que l'élément moral prédomine sur l'élément militaire, qui gouverne aujourd'hui le monde.

III. **Législation de la Bulgarie.** — Cette principauté du Danube se trouve soumise à un régime international spécial. Elle ne constitue pas, à proprement parler, une nationalité autonome, mais plutôt une *nationalité subordonnée*, de la catégorie de celles auxquelles les puissances attribuent des modalités successives au gré des intérêts de la politique européenne, comme par exemple, l'annexion récente de la Bosnie et de l'Herzégovine, par l'Autriche, l'ont mis en évidence dernièrement. Par la volonté des puissances — et comme conséquence des exigences des Turcs, qui conservent encore un pied en Europe malgré l'influence de la chrétienté et des grandes campagnes de

Gladstone pour les rejeter en Orient, — le sort de la Bulgarie est régi par le traité de Berlin de 1878. C'est une principauté qui demeure sujette de l'Empire Ottoman, tout en conservant son autonomie législative. Comme conséquence, il lui a été réservé le droit de faire des lois en matière privée et sur la nationalité (1).

En raison de cette faculté, la Bulgarie, en 1903, a promulgué sa loi sur la nationalité, qui contient des règles en harmonie avec le droit argentin. L'attention est retenue par ce fait que cette héroïque principauté sollicitée par les puissances européennes qui la protègent sous l'empire du principe de la nationalité, et soumise en même temps aux Turcs, qui, à leur tour, soutiennent le même principe, s'est rendue indépendante de la double influence du christianisme et de l'islamisme et a réussi à maintenir le système du *jus soli*. L'article 54 de la Constitution de 1903 dispose, en effet, ce qui suit : « Sont réputés sujets bulgares : 1° les individus *nés en Bulgarie* et qui n'ont pas acquis une nationalité étrangère ; 2° les individus nés hors du territoire de parents bulgares ».

Comment peut-il se faire qu'un homme, né dans un pays, appartienne cependant à une nationalité différente de celle de ce pays ? Le fait se produit quelquefois, par l'exercice du droit d'option, question que j'ai étudiée en étudiant le *jus sanguinis*.

L'idée que renferme le second paragraphe de l'article ci-dessus transcrit correspond au *jus sanguinis*, puisque cet article base la nationalité sur le lien du sang ; mais sur le lien du sang qui rattache à celui qui est né sur le territoire. Cette particularité constitue aussi une application lointaine du *jus soli*.

La loi du 4 décembre 1903, qui modifie les lois antérieures de 1880 et de 1883, dispose que sont Bulgares :

(1) Cet ouvrage est imprimé au cours de la guerre d'Orient de 1912, qui affirme l'importance internationale et l'indépendance de la Bulgarie, qui a remporté une éclatante victoire.

a) Les enfants légitimes ou reconnus, même ceux qui sont nés à l'étranger de parents bulgares, s'ils sont nés hors mariage de père ou de mère de nationalité bulgare. Cette prescription coïncide avec le texte de la Constitution quand celle-ci exige que les parents soient nés sur le territoire bulgare *(jus soli)* pour que leurs enfants nés à l'étranger soient Bulgares, par opposition aux enfants de ceux qui se sont fait naturaliser Bulgares et qui, n'étant pas nés sur le territoire, ne transmettent pas le *jus soli* à la génération née à l'étranger.

Mais la clause *b)* est plus importante ; elle établit que l'enfant de père étranger, né en Bulgarie, est Bulgare, si son père est né également dans le royaume et n'est pas un étranger naturalisé. Il peut sembler qu'il y a contradiction à parler d'un étranger né en Bulgarie ; mais j'expliquerai plus loin que ce point se rapporte à ceux qui naissent dans ce pays et optent pour une nationalité étrangère.

Plus loin la loi précitée ajoute : *c)* L'enfant d'étranger *qui naît dans la principauté*, et qui, y étant encore domicilié à l'époque où il a terminé sa minorité, ne fait pas alors la déclaration de sa préférence pour la nationalité de ses parents ; *d)* ceux qui, *nés en Bulgarie*, n'y ont pas leur domicile, peuvent opter pour la nationalité bulgare ; *e)* ceux qui sont nés à l'étranger de parents dont l'un d'eux n'aurait pas perdu la nationalité bulgare ; *f)* l'enfant trouvé sur le territoire, né de parents inconnus.

Le *jus soli* est donc le principe directeur de cette législation ; mais l'on fait une concession quand on permet à ceux qui sont nés sur le territoire bulgare d'opter, en déclarant, quand ils ont atteint leur majorité, leur intention, non pas de conserver la nationalité bulgare, mais celle de leurs parents, bien que, pour pouvoir faire cette option, ils doivent être fils de parents nés sur le territoire, c'est-à-dire d'un individu né sur le territoire qui opte pour la nationalité étrangère et qui, en même temps, est domicilié dans

le pays. De manière que la législation de la Bulgarie a toujours exigé deux conditions pour la nationalité : d'abord la naissance et ensuite le domicile dans le pays.

La principauté de Bulgarie a subi une transformation constitutionnelle. Elle est devenue royaume en vertu de l'acte de Tirnova, approuvé par les hautes parties signataires du traité de Berlin de 1878. En conséquence de ce traité, les lois sur la nationalité ont été révisées. Tout d'abord, la loi du 5 janvier 1904 avait modifié la loi précitée de 1903 et enfin la loi du 10 janvier 1908 a donné des formes définitives à ce droit. Cette dernière loi a maintenu une partie importante de la loi de 1904 et a dérogé à une autre partie de celle-ci. En conséquence, le droit sur la nationalité dans le nouveau royaume affirme le *jus soli* conformément aux règles suivantes : *a*) sont nationaux du royaume bulgare tous ceux qui auraient obtenu cette qualité, depuis la constitution de la principauté, par la *naissance* ou par l'établissement du domicile dans son territoire; *b*) la qualité de Bulgare s'acquiert par la *naissance*, par la naturalisation ou par le mariage; *c*) est national bulgare par la naissance : 1° toute personne *née en Bulgarie* ou à l'étranger de père bulgare; 2° l'enfant naturel dont la filiation demeure établie au cours de la minorité par la reconnaissance ou en vertu d'une décision judiciaire suit la nationalité du père; 3° les enfants nés dans le royaume de parents inconnus ou dont la nationalité serait inconnue; 4° toute personne *née en Bulgarie* de père né lui-même dans ce pays (cette disposition de la loi de 1904 a été supprimée par celle de 1908); 5° toute personne *née en Bulgarie* d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, aurait été domiciliée dans le royaume, si elle ne décline pas la qualité de Bulgare dans le cours de l'année qui suit sa majorité et si elle ne prouve pas, au moyen d'un certificat délivré en due forme par son gouvernement, qu'elle a conservé la nationalité de ses parents et pourvu qu'elle ait produit à l'occasion du cas qui la concerne un

certificat constatant qu'elle a répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la loi militaire de son pays; 6° toute personne *née en Bulgarie* qui n'y serait pas domiciliée à l'époque à laquelle elle a accompli sa majorité peut fixer son domicile dans le royaume et se soumettre à sa souveraineté jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis. Si elle a constitué son domicile au cours de l'année qui suit sa majorité, elle peut réclamer la nationalité bulgare au moyen d'une déclaration qui doit être enregistrée au ministère de la Justice sous peine de nullité; le père peut faire cette déclaration pour son fils mineur; en cas de décès du père, la déclaration peut être faite par la mère et, à défaut des deux ou d'exclusion de la tutelle, par le tuteur autorisé par le conseil de famille; 7° la même personne sera considérée comme Bulgare si, étant enrôlée, elle prend part aux opérations du recrutement sans invoquer sa qualité d'étrangère; 8° toute personne *née en Bulgarie ou à l'étranger* et dont l'un des parents aurait perdu la qualité de Bulgare pourra la réclamer, à quelque époque que ce soit, en se conformant aux règles prescrites par les numéros 6 et 7, pourvu que, établie en Bulgarie ou appelée au service militaire, elle n'ait pas excipé de sa qualité d'étranger; 9° toute personne de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare, peut obtenir la nationalité du royaume, si elle y fixe son domicile, en demandant une permission dans ce sens au ministère de la Justice.

La nationalité bulgare s'acquiert aussi par la naturalisation qui est réglementée dans les articles 9 à 14 de la loi. Elle s'acquiert enfin par le mariage dont s'occupent les articles 15 et 16 de la même loi de 1908 (1). Les articles 25 à 36 réglementent la marche à suivre pour acquérir la nationalité.

IV. **Législation du Congo.** — L'État du Congo était la propriété particulière du roi Léopold II de Belgique, ce

(1) Ces moyens feront l'objet d'études postérieures.

qui plaçait cet État, en droit international, dans une situation anormale qui a été étudiée par M. Pierantoni, fils du célèbre internationaliste du même nom, dans un ouvrage intitulé : *Le Congo en droit international.* Ce livre signale les conditions irrégulières de cet État africain qui conserve jusqu'à un certain point une nationalité indépendante, mais subordonnée au roi lui-même, sous une forme de gouvernement plus ou moins autonome qui lui permet de faire des lois.

Ainsi, le décret du 27 décembre 1892 dispose ce qui suit : 1° Est national du Congo *l'enfant né sur le territoire de ce pays* de parents congolais ou de parents inconnus ou sans nationalité déterminée ; 2° l'enfant trouvé qui n'a pas de parents connus dans le territoire, sauf preuve du contraire ; 3° l'enfant naturel dont la filiation est établie alors qu'il est encore mineur d'âge suit la condition du père si la reconnaissance par ses deux auteurs est faite dans un seul-et même acte ; 4° dans le cas contraire, il suit la nationalité de celui de ses auteurs qui l'a reconnu le premier ; 5° l'enfant d'étranger *né dans le territoire* peut opter pour la nationalité congolaise dans le cours de l'année qui suit sa majorité, à condition de faire une déclaration expresse dans ce sens.

C'est donc le principe du *jus soli* avec des concessions au *jus sanguinis*, limitées, qui est la règle. Quand on n'est pas familiarisé avec ces questions, et que l'on parle d' « enfants d'étrangers nés dans le territoire », on peut tomber facilement dans l'erreur. Étant donné notre concept de la nationalité, il ne nous est pas facile de concevoir, à première vue, que celui qui est né au milieu de nous est un étranger. Mais l'enfant issu d'un mariage italien dans la République Argentine ou au Congo est Italien d'après la loi italienne. Mais, suivant la loi argentine, il est Argentin, ou, selon la loi congolaise, il est Congolais. Les lois ont à se référer à ce principe général, parce que les individus qui sont nés dans de telles conditions ont la

faculté d'opter pour la nationalité de leurs parents, et alors, dans ce cas, bien qu'ils soient nés dans le pays, ils en arrivent à se trouver étrangers.

L'article 6 du décret de 1892 contient la disposition suivante : « Est présumé Congolais, sauf preuve du contraire, l'enfant né de père étranger et qui aurait été domicilié au Congo pendant l'année au cours de laquelle il a accompli sa majorité d'âge et durant les trois années précédentes. La présomption se trouve établie à l'expiration de la première période ». De sorte qu'aussi au Congo, le domicile, l'habitation permanente, l'incorporation définitive au pays, constituent la nationalité.

Ces principes généraux sont importants pour la République Argentine, où habitent des étrangers qui, bien qu'ils aient plusieurs dizaines d'années de domicile dans le pays, et bien qu'ils ne soient pas réclamés par leurs États respectifs, ne sont pas considérés comme Argentins par notre législation. Avec la plus complète imprévoyance, elle les maintient dans la situation désespérante de l'homme à qui ses deux patries, celle de la naissance et celle d'adoption, imposent l'obligation de n'en avoir aucune.

V. **Législation du Danemark.** — Le royaume de Danemark, malgré sa surface restreinte, intéresse par le développement admirable de sa civilisation. Il ne possède qu'une étendue si réduite, en effet, que sa superficie n'atteint peut-être pas celle de la plus petite des provinces argentines. Cependant, ce pays exporte tous les ans en Angleterre une quantité de beurre qui dépasse la valeur de la production de laine de la République Argentine. C'est, d'autre part, un pays de haute valeur morale, dont l'immigration constitue un élément choisi et avantageux.

Dans sa législation, le Danemark maintient notre principe du *jus soli* et le défend avec opiniâtreté (1). Aux

(1) Loi des 15-29 janvier 1776 ; constitution du 28 juillet 1866 ; lois du 25 mars 1871 et du 19 mars 1898. Ces lois ont été traduites en français par Dareste et dans l'*Annuaire de législation étrangère*, XXVIII-578.

conférences de La Haye, où se codifie le droit privé humain, le Danemark en est venu jusqu'à se retirer parce que l'on ne prenait pas en considération le système du domicile. Les questions qui concernent la nationalité sont régies au Danemark par une loi du 19 mars 1898 qui établit deux formes de nationalité, — ce qui paraît étrange quand il s'agit d'un petit pays homogène, d'origine teutonique, et qui ne comprend pas d'éléments anthropologico-politiques différents. Ces deux formes de nationalité s'appellent *indigénat* (Indfodsret) et *soumission* volontaire à l'État (Undersaatret).

Ce sont donc là deux nationalités qui répondent à deux formes d'acquisition et à des droits différents qui sont inhérents à celles-ci. L'indigénat, aux termes de la loi de 1898, s'acquiert, en premier lieu, par la *naissance sur le territoire* au moyen du domicile sans interruption jusqu'à l'âge de dix-neuf ans accomplis. De manière que, pour caractériser la nationalité, non seulement la naissance est exigée, mais encore le domicile est nécessaire comme preuve de l'intention de vivre sous l'autorité des lois danoises. Il en est de même dans le cas où, avant l'expiration de la dix-neuvième année d'âge, l'intention de conserver la nationalité étrangère n'a pas été déclarée devant l'autorité municipale de Copenhague. Se trouvent dans ce cas ceux qui sont nés de parents étrangers, c'est-à-dire de parents qui, vivant en Danemark ou nés dans ce pays, sont cependant réclamés par la loi d'un pays étranger comme nationaux de celui-ci. C'est un cas qui pourrait se présenter avec les enfants de Français, nés à Copenhague, et qui opteraient pour la nationalité française, pour la raison qu'ils deviendraient Français, bien qu'ils soient nés dans le pays ; ou encore quand il s'agit d'une personne qui y est simplement domiciliée. Voici donc une troisième condition exigée aux termes de la loi : être *né* sur le territoire et y avoir son *domicile* et prouver que les parents *ont opté* pour une nationalité étrangère, ou que l'enfant

a déjà opté pour une autre nationalité qui ne serait pas la nationalité danoise.

Ces conditions à réaliser rendent l'option difficile. Un homme qui habite la campagne danoise, fils de Français par exemple, devra commencer par se rendre en France et y opter pour la nationalité française, à l'effet d'obtenir les documents nécessaires. Tout au plus lui permettra-t-on d'exercer son option à la légation ou au consulat de Copenhague, ce qui signifie qu'il faut faire cependant un voyage, là où les dépenses ne se font qu'avec tant de parcimonie, et suppose une connaissance des moyens légaux qui ne se trouve pas toujours à la portée des gens de la campagne. Mais il existe encore d'autres conditions : l'option ne peut être faite par l'enfant d'un étranger, si celui-ci a lui-même réclamé sa nationalité étrangère. De sorte que si le père, né dans le territoire, a réclamé la nationalité étrangère, le fils perd tout droit à l'option et demeure converti en sujet danois. Ainsi le *jus soli* se trouve consolidé et on limite le principe français, italien et espagnol, aux termes duquel l'enfant d'un étranger né dans le territoire est étranger par suite de la loi de la filiation. « La nationalité acquise en vertu du *jus soli* — ajoute l'article 2 de la loi danoise — dans les circonstances ci-dessus, s'applique à l'épouse et aux enfants. » Cette disposition constitue une exception qui amplifie, en Danemark, l'importance du *jus soli*. L'article 10 s'exprime ainsi : « Les enfants *nés dans le royaume*, de nationalité inconnue, sont Danois, sauf preuve du contraire ». Le *jus soli* domine donc d'une manière presque absolue en Danemark, sauf pour une exception relative au droit d'opter, dans une forme limitée, et au moyen de la procédure restrictive que je viens d'exposer.

VI. **Législation de l'Égypte.** — L'Égypte possède une législation originale sur la nationalité. La souveraineté, oscille entre deux puissances, l'une l'Empire britannique

qui soutient le *jus soli*, et l'autre l'Empire ottoman qui suit le *jus sanguinis*. La condition internationale de l'Égypte est ambiguë. S'agit-il d'un État ou d'une province d'un autre État ? Géographiquement, l'Égypte fait partie de l'Empire ottoman ; mais, politiquement, elle se trouve subordonnée à l'Empire britannique. Depuis 1882, elle est sous la dépendance de l'intervention européenne qui a abouti à un gouvernement politique et militaire anglais. Elle conserve cependant son autonomie gouvernementale. Le *khédive* gouverne avec un conseil parlementaire électif.

Comment a-t-on pu atteindre à ce résultat ? C'est un phénomène manifeste de la politique européenne. L'amour des souvenirs de l'histoire et des monuments qui ont survécu en Égypte n'a certainement pas été la cause déterminante de l'intérêt apporté par l'Europe au maintien de la paix et de la civilisation dans ce pays ; la richesse de son sol n'a pas constitué non plus une attraction pour les Européens, puisque seule la vallée du Nil se prête à la culture. Les événements ont été produits par l'intérêt politique de deux puissances, la France et l'Angleterre, qui avaient besoin de l'Égypte pour assurer leurs communications avec l'Orient. Si ce pays n'avait pas été traversé par le canal que le savant pharaon Nekos avait déjà commencé à prolonger à travers l'isthme de Suez et que la France acheva sous la direction de De Lesseps, il n'aurait pas inspiré aux puissances européennes un aussi grand intérêt. Mais l'Égypte est la clef maîtresse de la route entre l'Orient et l'Occident !

La Turquie est un empire puissant et héroïque, dont l'armée compte un million de soldats qui, selon le général von der Goltz, peuvent figurer parmi les meilleurs du monde, ainsi que les Turcs l'ont prouvé dans plusieurs guerres. Mais cette circonstance n'a pas empêché les grandes puissances européennes dont le pouvoir naval est décisif de limiter la souveraineté des Turcs et de mettre un frein à leur ardent désir de se précipiter de nouveau sur

l'Europe, comme ils le firent aux fameux temps de Lépante. L'influence européenne commença à s'exercer en Égypte en 1882, comme conséquence des désordres du gouvernement d'Ismaïl Pacha, qui avait livré le pays à la corruption et apporté des obstacles à la liberté des communications faciles avec l'Orient. La France et l'Angleterre avaient été alors chargées par le concert européen d'interposer leur autorité pour rétablir l'ordre. La France et l'Angleterre se trouvèrent ainsi dans l'obligation de bombarder Alexandrie, puis d'intervenir militairement et politiquement dans le pays; mais, soit en raison du caractère de la diplomatie française, soit défaut de moyens d'action, ou par suite de l'habileté reconnue de la diplomatie anglaise, la France se retira de l'action commune, après en avoir subi les charges, en en laissant tous les avantages à l'Angleterre qui, pour consolider sa position, acheta moyennant quatre millions de livres sterling, les actions du canal de Suez qui appartenaient au Khédive. Peu à peu, avec la dissolution du concert européen, l'Angleterre continua à absorber le gouvernement égyptien. L'habileté de la politique anglaise, qui a toujours su conserver d'énormes avantages, a été mise également en évidence dans la République Argentine. En 1845, après le combat d'Obligado, livré, comme on le sait, par l'intervention anglo-française contre les armes de Rozas, les Anglais comprirent toutes les difficultés de cette expédition. Il était impossible en effet de dominer avec des escadres de bateaux à voiles un pays sans ports d'appui et dans les eaux duquel il aurait été nécessaire de croiser pendant des mois et des mois en se trouvant exposé aux tempêtes du Rio de la Plata, sans bases d'opération. Ils abandonnèrent aux Français la direction de cette grande et difficile entreprise et se mirent d'accord avec le gouvernement de Buenos Aires au pavillon duquel ils rendirent les honneurs royaux en restituant les prisonniers, les armes et l'argent séquestrés. Les Français continuèrent à soutenir coura-

geusement la guerre contre le tyran qui finit par triompher et les obligea à renoncer à la lutte sans qu'ils en aient obtenu aucun avantage. La même situation s'est donc reproduite en Égypte. Les Anglais ont dû y soutenir une lutte de seize années jusqu'au jour où le général Wolseley, à la célèbre bataille de Teb-el-Khévir mit en déroute les Égyptiens soulevés, et empêcha l'Egypte de tomber de nouveau dans la barbarie après la déroute du général Gordon et sa mort à Karthoum.

Après avoir ainsi analysé en passant la situation politique de l'Égypte, voyons maintenant quelle est sa législation en matière de nationalité. Ceux qui vivent ou naissent dans ce pays sont-ils Anglais ou Égyptiens ? Les lois égyptiennes établissent deux sortes de nationalité : *une nationalité générale ottomane,* puisque le pays fait partie de l'Empire, et un *indigénat égyptien* créé par les Anglais en vue du droit de *voter*, c'est-à-dire un instrument de gouvernement local ayant pour objet la défense contre l'influence de la cour de Constantinople. La Turquie suit le système de *jus sanguinis ;* mais la loi du 29 juin 1900, qui crée le système électoral, a établi l'indigénat égyptien correspondant aux citoyens qui ont qualité pour voter. Pour exercer cette faculté, il ne suffit pas d'avoir la simple qualité de citoyen ottoman ; il faut encore posséder la qualité subsidiaire de citoyen égyptien. La loi de 1900 dispose : « *Article premier :* Pour l'application de la loi électorale de 1883 (1er mai), sont considérés comme Égyptiens de plein droit : *a*) les individus *établis* en Égypte avant le 1er janvier 1848 (an 1264 de l'Hégire) ». Cette disposition constitue une nouvelle variante du *jus soli* parce qu'elle ne parle pas de ceux qui sont *nés en Égypte,* mais simplement de ceux qui y sont *établis*. Dans quelles conditions cet établissement doit-il avoir lieu ? Tout d'abord, il ne doit pas être transitoire, mais permanent.

L'article précité continue ainsi qu'il suit : « *b*) les sujets

ottomans *nés en Égypte*, de parents qui y sont domiciliés, quand lesdits sujets ottomans y ont conservé aussi leur domicile; *c*) les sujets ottomans *nés et domiciliés en Égypte* qui se seraient conformés à la loi militaire égyptienne, soit en effectuant le service militaire, soit en payant la taxe de remplacement ». De sorte que les Ottomans n'ont pas tous la faculté de voter, mais l'ont seulement ceux qui se sont établis au moyen d'un domicile ou qui auraient accompli le service militaire. L'application de ce principe serait opportune dans la République Argentine puisqu'il y a dans ce pays un grand nombre d'étrangers qui ont fourni de longs services militaires et qui ne sont pas, cependant, considérés comme Argentins. On s'occupe en ce moment de la situation du général Fotheringham, né en Angleterre, qui a servi la République Argentine pendant cinquante années de glorieuse carrière militaire, marquées par les blessures qu'il a reçues dans divers engagements et qui, après s'être toujours conduit comme un défenseur héroïque de notre drapeau, éprouve cependant des scrupules pour demander la nationalité. Cette pensée correspond à un sentiment naturel et noble envers sa vieille patrie anglaise qu'il a abandonnée pour toujours, parce qu'il est retenu ici par sa gloire, sa famille et son tombeau. Pourquoi la République Argentine n'accorde-t-elle pas la nationalité à ce glorieux soldat et à tous ceux qui, en grand nombre, se trouvent dans son cas ? Le président de la République m'a fait l'honneur de me consulter sur ce point, et je lui ai immédiatement répondu que toutes les nations d'Europe auraient fait au général l'honneur de lui permettre d'opter pour leur nationalité; que le cas est prévu dans notre loi imparfaite de 1869, et que, s'il y avait des doutes, une sanction parlementaire pourrait les dissiper.

La loi égyptienne que nous venons d'étudier ajoute : « *d)* les enfants *nés en Égypte* de père et mère inconnus; *e)* sont exceptés de ces dispositions les sujets et les pro-

tégés d'une nation étrangère. — *Art. 2 :* Peuvent être reconnus comme Égyptiens, aux effets de l'application de la loi électorale du 1er mai 1883, les sujets ottomans établis en Égypte depuis quinze années et qui auraient fait dans ce but une déclaration devant le gouvernement de leur domicile ». Ces prescriptions nous révèlent l'habileté de la politique anglaise qui tend à s'opposer à ce que les Turcs puissent s'ingérer dans la politique interne égyptienne, avant les élections, dans le but d'assurer le triomphe de leurs candidats.

L'article 3 dispose ce qui suit : « Pour être reconnu Égyptien dans les conditions établies par l'article 2, il faut avoir satisfait aux lois égyptiennes sur le recrutement militaire. Cependant, pour les déclarants âgés de dix-neuf ans, le service militaire sera remplacé par le paiement d'une taxe de vingt livres égyptiennes, même dans le cas où ils auraient accompli le service militaire conformément à la loi turque ». Tandis qu'un sujet ottoman suit la loi de la filiation pour obtenir la nationalité ottomane, en Égypte cette même nationalité ne s'obtient seulement qu'au moyen du domicile, quel que soit le pays de provenance de la personne dont il s'agit ou de sa naissance.

VII. **Législation des Pays-Bas.** — La constitution révisée le 30 novembre 1887, la loi du 23 juillet de la même année, modifiée par celle du 3 mai 1851, et l'article 50 du Code civil de 1850 établissent le *jus soli* comme règle générale à l'effet d'acquérir la nationalité. Quelques auteurs européens placent cependant les Pays-Bas dans le groupe de ceux qui soutiennent le *jus sanguinis*. Ils tombent dans la même erreur pour l'Égypte, le Portugal, la Suède et la Suisse.

Le texte précité établit, en effet, que sont Hollandais : 1° tous ceux qui sont nés dans le territoire du royaume ou dans les colonies et, en outre, ceux qui y sont domiciliés ; 2° les enfants nés dans le royaume de parents non domi-

ciliés, mais qui, depuis, y ont fixé leur domicile; 3° les enfants de Hollandais nés à l'étranger de parents qui se sont absentés de leur domicile pour cause de service public ou sont allés à l'étranger avec esprit de retour; 4° les enfants nés dans le royaume ou dans les colonies de parents inconnus.

Ce droit traditionnel a subi l'influence du droit français, de l'évolution qui s'opérait en France en matière de législation sur la nationalité. En conséquence, le 12 décembre 1892, fut sanctionnée la loi relative à la condition des Hollandais et des *régnicoles* (1). Cette loi avait pour objet d'harmoniser les différentes dispositions légales sur la qualité de Néerlandais, de déterminer en même temps, conformément à l'article 6 de la constitution, ceux à qui doit être attribuée la qualité de *régnicoles,* et de réglementer, enfin, tout ce qui a trait à la naturalisation de la femme et des mineurs.

Les États généraux sanctionnèrent la loi de 1892, et le Conseil d'État la promulgua. Cette loi, dans son article 1er, contient de franches concessions au *jus sanguinis* suivant les termes des textes, qui limitent le *jus soli* à l'enfant naturel né dans le royaume et qui n'a été reconnu par aucun de ses auteurs :

« *Article premier.* Sont Néerlandais de naissance : *a*) l'enfant légitime, légitimé ou naturel reconnu par le père dont, à l'époque de la naissance, le père possède l'état de Néerlandais : *b*) l'enfant légitime d'un Néerlandais, décédé dans le délai de trois cents jours avant la naissance de l'enfant; *c*) l'enfant naturel reconnu seulement par la mère dont, à l'époque de la naissance, la mère possède l'état de femme néerlandaise; *d*) l'enfant naturel né dans le Royaume qui n'est reconnu ni par le père ni par la mère. — *Art. 2.* Sont de même Néerlandais : *a*) l'enfant d'un régnicole qui — soit père, soit mère d'après les distinctions faites à l'article 1er — est né lui-même d'une

(1) *Journal officiel,* nº 268. Je dois à l'obligeance de S. E. M. Léonard van Riel, ministre de Hollande en République Argentine, des renseignements complets sur le droit hollandais en cette matière, ainsi que des traductions en français qui m'ont permis de le traiter directement et complètement.

mère demeurant dans le Royaume, à moins qu'il ne soit constaté que l'enfant comme étranger appartient à un autre pays; *b*) l'enfant trouvé ou abandonné dans le Royaume, tant que sa filiation soit comme enfant légitime ou légitimé, soit comme enfant naturel reconnu, n'aura pas été constatée. — *Art. 5*. La femme suit pendant le mariage l'état de son mari. Aucune demande de naturalisation ne peut être formulée par une femme mariée. La naturalisation accordée au mari s'étend de droit à sa femme. L'article 8 ou 9 est applicable en cas de dissolution du mariage. — *Art. 6*. L'enfant légitime ou légitimé d'un père naturalisé comme Néerlandais, et né avant la naturalisation de celui-ci, de même que l'enfant naturel reconnu par un père naturalisé comme Néerlandais, et né avant la naturalisation de celui-ci, est considéré comme naturalisé avec lui et conserve la nationalité néerlandaise jusqu'à ce que, devenu majeur aux termes de la loi néerlandaise, il déclare, dans le délai d'un an après avoir atteint sa majorité, au bourgmestre ou chef de l'autorité locale de sa dernière résidence dans le Royaume ou ses colonies ou possessions dans d'autres parties du monde, ou bien à l'envoyé des Pays-Bas ou à un officier consulaire néerlandais qu'il n'a pas l'intention de rester compris plus longtemps dans la naturalisation. La même disposition est applicable à l'enfant légitime ou légitimé, dont la mère, devenue veuve, est naturalisée, de même qu'à l'enfant naturel reconnu seulement par la mère et né avant la naturalisation de celle-ci. — *Art. 13*. Sont régnicoles ceux qui ont leur domicile dans le Royaume et l'ont eu pendant les dix-huit mois précédents dans le Royaume ou ses colonies ou possessions dans d'autres parties du monde. — *Art. 14*. La qualité de régnicole finit par l'établissement du domicile hors du Royaume. — *Art. 15*. Le mineur aux termes de la loi néerlandaise, dont le père ou tuteur est régnicole, est considéré comme tel. Après avoir atteint sa majorité, il conserve la qualité de régnicole, s'il s'établit dans le Royaume » (1).

Le 10 février 1910, les États généraux sanctionnèrent une autre loi sur la matière, qui maintenait les principes antérieurs avec quelques modifications, dont celle de l'article 5 nous intéresse. Son texte est le suivant :

« L'article 22 de la loi du 6 avril 1875 (J. O., nº 66), réglant les con-

(1) Voyez la circulaire du 27 août 1907, nº 15100, du ministère des Affaires étrangères de Hollande, adressée aux consuls de ce pays et relative à la loi du 8 juillet 1907, qui modifie la loi du 12 décembre 1892, relativement à la qualité de *Hollandais* et de *régnicoles*.

ditions générales auxquelles les traités pour l'extradition d'étrangers pourront être conclus avec les puissances étrangères, tel que cet article a été modifié par la disposition finale de la loi du 12 décembre 1892 (J. O., nº 268), est modifié comme suit : Sont Néerlandais, aux termes de cette loi, ceux qui sont Néerlandais aux termes de la loi relative à la qualité de Néerlandais et de régnicole, ainsi que ceux qui sont sujets néerlandais pour d'autres raisons ».

Enfin, le 15 juillet 1910, les États généraux donnèrent leur sanction à une nouvelle modification aux lois de 1892 et de février 1910. La modification consiste dans un article unique dont nous rapportons le passage suivant :

« En ce qui concerne les Néerlandais, nés hors du Royaume et de ses colonies ou possessions dans d'autres parties du monde, par l'établissement de leur résidence, excepté pour le service de l'État, hors du Royaume et de ses colonies ou possessions dans d'autres parties du monde, pendant dix années consécutives, à moins qu'avant l'expiration de ce terme l'absent ne déclare son intention de rester Néerlandais au bourgmestre ou chef de l'autorité locale de sa dernière résidence dans le Royaume ou ses colonies ou possessions dans d'autres parties du monde, ou bien à l'envoyé des Pays-Bas ou un officier consulaire néerlandais dans le pays où il réside. Du jour où cette déclaration aura été reçue, le terme de dix années commence à courir de nouveau. Par rapport aux mineurs, le terme de dix années commence à courir du jour de leur majorité aux termes de la loi néerlandaise ».

Il y a lieu d'observer que la loi de 1892 était conçue dans un esprit qui, scientifiquement, ne consacre pas la règle du *jus sanguinis* selon le concept du droit français. La loi hollandaise doit être considérée comme une simple confirmation et extension du *jus soli* dans le but de conserver la nationalité des enfants d'étrangers nés sur le territoire.

Relativement à l'article 1er de la loi de 1892, suivant lequel l'enfant naturel non reconnu par ses parents et né dans le royaume est Hollandais, Lehr fait remarquer que c'est peut-être par suite d'une erreur que l'article a été ainsi rédigé, puisqu'il en résulte que l'individu est Hollan-

dais par la filiation. Les parents, dans l'espèce, étant inconnus, la filiation n'intervient en rien pour déterminer la nationalité de l'enfant, et c'est précisément parce que l'on ne connaît rien de plus que le lieu de la naissance de cet enfant, qu'il sera considéré comme Hollandais *jure soli*. L'enfant exposé ou l'enfant trouvé sont dans les mêmes conditions (1).

VIII. **Législation du Portugal.** — Les dispositions législatives sur la matière sont contenues dans la constitution du 26 avril 1826 et dans les articles additionnels du 5 juillet 1852. Leurs principes ont été incorporés au Code civil promulgué le 1er juillet 1867.

Le droit portugais combine la naissance avec la paternité. C'est ainsi que, conformément à l'article 71 de la constitution et à l'article 18 du Code civil, sont Portugais tous les individus nés dans le royaume et dont les parents ont été Portugais; l'enfant naturel de mère portugaise et les enfants nés en Portugal de père étranger, pourvu qu'il ne s'y soit pas trouvé en résidence comme fonctionnaire public de son pays. Ces individus ont le droit de réclamer la nationalité d'origine à partir de leur majorité ou de leur émancipation. Les parents ont aussi le droit de réclamer la nationalité de l'enfant pendant la minorité de celui-ci. Cependant, ces concessions au *jus sanguinis* sont atténuées par la règle favorable à la solution du *jus soli*, d'après laquelle les enfants qui se trouvent dans ces derniers cas, dès qu'ils sont devenus majeurs ou émancipés, peuvent réclamer les avantages qui résultent en leur faveur de leur naissance sur le sol portugais.

Sont aussi Portugais les enfants nés à l'étranger de père portugais, bien que celui-ci ait été expulsé, ou bien nés du mariage avec une mère portugaise, si après s'être établies dans le royaume, ces personnes réclament la

(1) Lehr, *ouvrage cité*, p. 155, note 1.

nationalité portugaise. Enfin, sont Portugais les individus nés en Portugal de parents inconnus ou de nationalité inconnue. La femme étrangère suit la condition du mari.

IX. **Législation de la Suède.** — Le droit sur la nationalité en Suède est régi par la constitution de juin 1809, modifiée par celles de 1856 et de 1866. Les principes constitutionnels ont été développés dans les lois du 27 février 1858 et du 1er octobre 1894 (1).

D'après l'article 2 de la loi de 1894, sont Suédois ceux qui sont nés dans le territoire suédois et qui y résident sans interruption jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis; mais ils ont le droit de décliner la nationalité suédoise, pendant le cours de la dernière année, au moyen d'une déclaration écrite devant le gouvernement de la province de leur résidence, en justifiant de leur état politique. Ne jouissent pas de ce droit d'exception les individus nés en Suède d'un père qui aurait déjà exercé ce droit antérieurement. La nationalité suédoise, ainsi acquise par le *jus soli*, s'étend à l'épouse et aux enfants.

L'article 1er de ladite loi établit des atténuations d'après lesquelles est Suédois l'enfant légitime de père suédois; l'enfant naturel de mère suédoise, sans que le mariage ultérieur de celle-ci avec une personne différente du père exerce une influence sur la nationalité de l'enfant. Du texte combiné avec l'article 9 de ladite loi, on déduit que si le père se marie avec la mère de l'enfant naturel, celui-ci, légitimé par le mariage subséquent, acquiert la nationalité du père. Enfin est Suédois, *ex jure soli*, l'individu trouvé sur le territoire suédois, de nationalité inconnue (art. 10).

X. **Législation de la Suisse.** — En 1850, il y avait en Suisse, pays de réfugiés politiques, une quantité extraor-

(1) Cf. *Journal de droit international privé*, 1895, p. 699, et Lehr, *ouvrage cité*, p. 184.

dinaire d'étrangers sans nationalité. Le fait fut envisagé au point de vué juridique et donna lieu à l'institution de l'*heimathlosat,* qui traite de la situation, relativement au droit de la nationalité, des individus qui prétendent n'en avoir aucune et vivent cependant dans le pays dans de semblables conditions. Cette situation inspira un certain mouvement législatif, qui présentait des difficultés, pour des raisons constitutionnelles. Le droit sur la nationalité était incorporé à la compétence constitutionnelle des vingt-cinq cantons et demi-cantons. D'autre part, conformément à la constitution fédérale du 29 mai 1874, tout national d'un canton est national suisse. La même constitution, dans son article 44, attribue aux cantons fédéraux la faculté de déterminer les conditions suivant lesquelles un étranger peut devenir Suisse.

La législation constitutionnelle, ainsi que le fait remarquer Lehr (*ouvrage cité*, p. 189), fut, jusqu'à ces dernières années, très réservée à l'égard du *jus soli,* puisqu'il n'était pas possible, en principe, d'avoir la nationalité suisse d'origine, si ce n'est par le fait de naître de parents qui auraient été Suisses eux-mêmes. Le texte constitutionnel paraissait incompatible avec la quantité extraordinaire d'étrangers réfugiés ou établis en Suisse. Il était nécessaire d'obtenir que les enfants de ces étrangers puissent conserver la nationalité suisse.

Non seulement la question constitutionnelle a été une préoccupation, mais elle agite encore la nation suisse embarrassée par la question de la réforme de la législation sur cette matière. C'est sans doute pour cette raison que la *Société des jurisconsultes suisses*, institution savante qui se réunit périodiquement pour étudier les questions juridiques de la République, a toujours consacré de préférence son attention aux problèmes relatifs à la nationalité. Les dernières opinions émises et les récents rapports publiés sont de la plus haute importance. Ils ont été présentés à la dernière session tenue à Genève les 12 et 13 septembre 1910.

M. Eugène Borel donna lecture d'un mémoire rédigé en français et M. Gœttisheim, conseiller national, communiqua un autre rapport écrit en langue allemande. Il me paraît utile de présenter un résumé de cette étude substantielle, dont nous devons la traduction française à la savante *Revue de droit international privé et du droit pénal international*, fondée par l'illustre jurisconsulte Darras et dirigée par notre éminent collègue, M. de Lapradelle (année 1910, p. 940 et suiv. et 1911, p. 463 et suiv.) (1).

XI. **Le droit fédéral.** — La constitution de 1848 soumet la nationalité suisse au régime de l'autonomie cantonale. Chaque canton possède en principe le droit d'établir librement les conditions de l'acquisition et de la perte de la nationalité locale. La confédération est privée de toute compétence à cet égard, et ne peut prendre aucune part non plus aux actes de naturalisation. Le système, fait observer Gœttisheim, favorisait les plus grands abus, puisque certains cantons en arrivèrent à un véritable trafic de leur nationalité, en la vendant ainsi qu'une marchandise, par l'intermédiaire d'agents, à tout nouvel arrivant quelconque. Ces agissements provoquèrent des représailles d'États étrangers, qui alarmèrent le Conseil fédéral suisse. On forma alors le projet, en 1881, de la réforme de la constitution, en ajoutant une disposition d'après laquelle le régime de la liberté cantonale en cette matière se trouvait atténué en donnant au Conseil fédéral un droit d'intervention à l'effet d'exercer une certaine surveillance. Ce projet de réforme est contenu dans l'article 43, § 2, de la constitution, modifiée dans le courant de ladite année, et d'après lequel les autorités cantonales ne sont pas obligées d'accorder la naturalisation, si ce n'est aux étrangers dûment autorisés par le Conseil fédéral, après une enquête

(1) Le rapport en allemand de Gœttisheim a été publié en Suisse sous le titre de *Verhandlungen des Schweizerischen Juristenvereins, 2 Heft. Die Einbürgerung der Ausländer in der Schweiz.*

établissant que les liens qui unissent les sollicitants à leur pays d'origine demeureront définitivement rompus, et que ceux ci acceptent la nationalité suisse. Les questions soulevées par ce droit inspirèrent une nouvelle modification constitutionnelle, qui fut incorporée au texte de 1874 que nous avons cité; elle a été sanctionnée par l'assemblée générale. L'article 44, § 2, dit, en effet :

« La législation fédérale détermine les conditions de l'octroi de la nationalité aux étrangers ainsi que celles de la renonciation par un Suisse à sa nationalité en vue de l'acquisition d'une nationalité étrangère ».

Gœttisheim remarque, cependant, qu'il ne faut pas prendre cette disposition à la lettre, puisqu'elle n'a pas pour objet d'attribuer une compétence législative à la confédération en matière de naturalisation en général, mais seulement au point de vue des conditions de son autorisation préalable. Toutefois, les jurisconsultes admettent que cette réforme constitutionnelle établit le principe d'une surveillance ou intervention de la confédération en matière de nationalité. Mais l'article était incomplet parce qu'il ne déterminait pas les conditions de l'intervention dans la législation cantonale. Cette lacune inspira au Conseil fédéral le projet de loi, soumis à l'assemblée, sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse, qui fut consacré par la loi du 3 août 1876. Gœttisheim commente cette loi dans les termes suivants :

« Cette loi maintient la compétence cantonale en matière de naturalisation, mais subordonne l'octroi de la nationalité à une autorisation préalable du Conseil fédéral que seuls peuvent obtenir les étrangers domiciliés en Suisse depuis deux ans, à condition que leur naturalisation ne soit pas de nature à créer à la Suisse des difficultés avec leur pays d'origine. Elle réglemente, en outre, la renonciation à la nationalité suisse, la réintégration et, pour éviter les conflits internationaux résultant nécessairement du principe que la nationalité suisse ne se perd pas, dispose, dans son article 5, que les personnes qui ont, en dehors de la nationalité suisse, la natio-

nalité d'un autre État ne peuvent, tant qu'elles résident sur le territoire de cet État, prétendre ni aux droits ni à la protection du citoyen suisse ».

De 1888 à 1900, les préoccupations de la Suisse se renouvelèrent par suite de l'augmentation croissante de la population étrangère et l'on songea à étendre les conditions de la naturalisation des assimilés aux enfants de cette population. Telle est l'origine de la loi du 25 juillet 1903 qui conserve à la naturalisation son caractère d'institution cantonale en réduisant le rôle de la confédération à une autorisation préalable du Conseil fédéral. Mais cette loi contient une innovation importante qui résulte de l'article 5 dans des termes qui consacrent une réaction en faveur du *jus soli*, savoir :

« Les cantons sont autorisés à insérer dans leur législation une disposition imposant, sans le consentement de la confédération, *jure soli*, la nationalité cantonale et, par là même, la nationalité suisse, à certaines catégories d'étrangers (1) nés sur le territoire, sous réserve toutefois du droit d'option ».

Cependant, la loi de 1903, ainsi que l'indique Gœttisheim, constitue une tentative infructueuse puisque, jusqu'à ce jour, aucun canton n'a usé de la faculté qu'elle lui accorde d'imposer sa nationalité. L'éminent jurisconsulte suisse le déplore, parce que les cantons ont perdu une belle occasion de diminuer le nombre des étrangers et parce que, étant données les diverses circonstances dans lesquelles ces étrangers y arrivent, il était préférable que l'autonomie cantonale pût résoudre les difficultés qui sont souvent insolubles pour la législation fédérale. Gœttisheim reconnaît que la diversité des législations applicables à la nationalité constitue une source de difficultés pour le

(1) *a)* Aux étrangers nés d'une mère d'origine suisse; *b)* aux enfants d'étrangers qui, au moment de leur naissance, résidaient depuis trois ans sans inte ruption dans le canton.

Conseil fédéral qui peut faire naître de nombreux et inévitables conflits.

Les cantons n'ont pas fait usage des facultés que leur accorde l'article 5 de la loi de 1903, naturellement, parce que la nationalité a pour conséquence le droit aux secours et au partage des biens communaux. Les cantons ont donc cherché à diminuer le nombre de leurs pauvres.

D'autres jurisconsultes attribuent l'abstention des cantons à des difficultés d'ordre public et aux conflits de droit international auxquels elles donnaient lieu. Serait-il possible, se demandent-ils, de prouver, d'une manière définitive, la résidence non interrompue dans le canton pendant cinq années des parents de l'étranger pour lui accorder la nationalité suisse *jure soli ?* Quelle serait la nationalité de l'enfant jusqu'au jour où la question serait résolue ? Quelles seraient les conditions de l'exercice du droit d'option pour éviter l'*heimathlosat?*

Ces questions donnent lieu à des controverses qui ne sont pas encore terminées ; mais elles font comprendre pourquoi la loi fédérale de 1903 n'a fondé aucun progrès : depuis 1900 jusqu'en 1908, d'après les statistiques, le nombre des étrangers incorporés à la nationalité suisse, *ex jure soli*, n'a pas augmenté. Les étrangers n'éprouvent aucune tendance pour l'acquisition de la nationalité suisse, ainsi que le prouve la statistique relative au canton de Bâle, dont la législation est très libérale. Cette statistique établit que, dans les nombreux cas où la naturalisation a été offerte gratuitement aux étrangers, ceux-ci l'ont refusée. Les efforts tentés pour obtenir des nationaux *ex jure soli* dans les cantons de Genève et de Zurich sont demeurés également infructueux. Quelle est la raison de ce phénomène ? Pourquoi les enfants d'étrangers nés en Suisse ne veulent-ils pas être Suisses, malgré le phénomène contraire qui se produit en Angleterre, dans l'Amérique du Sud, aux Etats-Unis et dans d'autres pays ? Gœttisheim, dans son célèbre mémoire, répond dans les termes suivants :

« Toutes ces expériences prouvent surabondamment que la raison pour laquelle les étrangers recherchent avec si peu d'enthousiasme la nationalité suisse, est le peu de valeur que cette nationalité présente pour eux. Ces étrangers sont attirés en Suisse par des intérêts purement matériels : or, pour satisfaire ces intérêts, il suffit qu'ils habitent le pays ; il n'est pas nécessaire qu'ils en deviennent citoyens. Bien au contraire, ces étrangers ont tout intérêt à conserver leur nationalité d'origine, puisque, de cette façon, ils ont tous les avantages des indigènes, sans en avoir les charges. Ce n'est donc pas en facilitant l'acquisition de la nationalité qu'on résoudra le problème des étrangers en Suisse ».

Gœttisheim, et avec lui d'autres autorités éminentes de la *Société des jurisconsultes suisses,* ont émis l'avis, dans la réunion précitée, que le problème des étrangers ne peut être résolu que par l'extirpation de la racine des causes qui l'ont engendré. Il propose qu'il soit donné à la confédération les pouvoirs qu'elle ne possède pas en matière de nationalité. En d'autres termes, il propose que la Suisse abandonne le système des États-Unis et de l'Allemagne, le système de la nationalité d'État, pour adopter franchement le système de la constitution argentine de 1853, qui admet seulement la nationalité fédérale. Cette matière, dit avec raison Gœttisheim, n'est pas de la compétence locale ou cantonale, mais de la compétence nationale, pour les relations de droit public auxquelles celle-ci est soumise. Il est admissible que les cantons n'éprouvent aucune tendance à abdiquer complètement leur compétence en faveur de la confédération ; mais, dans la pensée du jurisconsulte précité, ils peuvent continuer à légiférer sur la nationalité, d'autant plus que pour l'acquisition de la nationalité *ex jure soli,* ils peuvent obtenir quelques résultats appréciables. Gœttisheim, après avoir indiqué le nombre d'enfants d'étrangers qui pourraient prendre la nationalité conformément au *jus soli* en vertu de la législation fédérale, ajoute le commentaire suivant :

« Les trois principes suivants sont généralement admis en matière de nationalité : *a)* chacun doit être libre de changer de nationalité ;

b) chacun doit appartenir à un État, mais à un seul ; *c*) personne ne doit être sans nationalité. *a*) La constitution et la législation helvétiques ne respectent qu'assez imparfaitement le principe que chacun est libre d'appartenir à l'État de son choix. Si les citoyens suisses ont le droit d'acquérir une autre nationalité, ils conservent, même lorsqu'ils se font naturaliser à l'étranger et sauf renonciation expresse de leur part, leur nationalité d'origine. La Suisse admet donc l'allégeance perpétuelle. Ce système, très louable au point de vue patriotique, présente de graves inconvénients pratiques, et suscite de nombreux conflits avec l'étranger : il doit, pour cette raison, disparaître de la législation fédérale. A l'instar de la plupart des pays étrangers, la Suisse doit admettre que la perte de la nationalité s'opère *ipso jure* par le seul fait de l'acquisition d'une autre nationalité, tout au moins lorsque cette acquisition est volontaire. *b*) Le système de l'allégeance perpétuelle entraîne nécessairement la pluralité des nationalités, contraire, ainsi que nous l'avons vu, au droit des gens moderne. La loi fédérale du 25 juin 1903 refuse au citoyen, qui a acquis une autre nationalité, la protection de la Suisse, lui dénie l'exercice des droits fondés sur son ancienne nationalité pendant la durée de son séjour dans le pays dont il est le ressortissant, écarte enfin toute responsabilité pour le cas où cet autre État l'oblige à remplir ses obligations de citoyen. Avec ces précautions, les chances de conflits se trouvent ainsi considérablement réduites, mais il faut aller plus loin en empêchant autant que possible les doubles nationalités de se produire. *c*) Personne ne doit être sans nationalité. Nul ne doit pouvoir perdre sa nationalité s'il n'en acquiert immédiatement une autre. L'article 2 de la loi fédérale du 4 janvier 1853, qui punit de bannissement dans certains cas les citoyens suisses, ne les déclare cependant pas déchus de leur nationalité. Cette disposition vétuste devrait disparaître de la législation. Il importe, d'ailleurs, pour éviter les conflits de nationalité, que la Suisse signe le plus grand nombre possible de traités avec les autres pays. La confédération le pourra, dès que ces questions seront de sa compétence, avec les pays dans lesquels se trouvent les colonies suisses les plus fortes : l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, les États-Unis d'Amérique où, en 1890, 114.959 Suisses étaient établis ».

M. Gœttisheim n'admet pas le contenu du projet présenté par M. Roguin à l'Institut de droit international et dont nous nous occuperons plus loin. Il est certain que ce projet tient compte de tous les facteurs possibles ;

mais Gœttisheim le trouve trop compliqué pour qu'il puisse donner des résultats pratiques. Il propose, au contraire, de se maintenir sur le terrain déjà préparé par l'article 5 de la loi de juin 1903 et de s'inspirer des systèmes de France et d'Italie en tant qu'ils font place au *jus soli*, et il ajoute :

« Dans cet ordre d'idées, pourront être Suisses, *jure soli*, les enfants nés en Suisse : 1° de parents étrangers habitant la Suisse à l'époque de la naissance de l'enfant, lorsque la mère est d'origine suisse ; 2° de parents habitant la Suisse à l'époque de la naissance de l'enfant, si le père ou la mère eux-mêmes y sont nés ; 3° de parents habitant, à l'époque de la naissance, la Suisse depuis au moins dix années consécutives. Ces différents cas correspondent, dans leurs données essentielles, à ceux que vise l'article 5 de la loi fédérale de 1903. Mais alors que cet article fixe, en ce qui concerne le troisième point, le délai à cinq ans, nous estimons qu'il est nécessaire de le porter au moins à dix ans ; une résidence quinquennale est insuffisante et beaucoup de législations attachent pour leurs nationaux la perte de la nationalité à une résidence décennale à l'étranger (Cf. loi allemande sur la nationalité du 1er juin 1870, § 13 ; C. civ. italien, art. 8 ; loi hollandaise sur la nationalité du 12 décembre 1892, art. 7 ; loi norvégienne du 21 avril 1888, § 6 ; loi suédoise du 1er octobre 1894, § 7). Le n° 2 constitue, au contraire, une innovation ; il est calqué sur l'article 8, § 3, du Code civil français, avec une modification importante. Nous ne reconnaissons pas, comme la loi française, à l'enfant d'étrangers né sur le territoire, dont la mère est elle-même née sur le territoire, un droit d'option en faveur de sa nationalité d'origine : du moment qu'on admet le système du *jus soli* dès la deuxième génération, pourquoi faire une différence suivant que le père ou la mère sont nés en Suisse ? Nous voudrions, en thèse générale, entièrement éliminer le droit d'option de notre législation, puisqu'il est nettement opposé au but que nous poursuivons. S'il était néanmoins jugé indispensable, il faudrait, à notre avis, lui faire une place très restreinte, en lui donnant la forme d'un congé ou d'une dispense qu'accorderait, dans des cas exceptionnels, le Conseil fédéral. En tout cas, le droit d'option ne saurait faire l'objet d'une mesure législative générale. Il pourrait être seulement prévu par des accords internationaux imités de la convention avec la France du 23 juillet 1879 (V. les circulaires du Conseil fédéral aux États, des 19 janvier et 4 décembre 1883, 5 juin 1890, 24 janvier et 18 juin 1891, 6 mai 1894 et 15 novembre 1904) et du traité d'établis-

sement avec l'Italie, du 22 juillet 1868, qui règle les cas d'option dans son article 4. L'expérience de ces deux traités prouve combien notre intérêt nous commande d'être circonspects dans la conclusion d'accords de ce genre ».

J'ai déjà fait remarquer précédemment que le droit suisse confond la naturalisation avec l'acquisition de la nationalité de plein droit, *jus soli.* Pour cette raison, Gœttisheim propose de faire reconnaître aux étrangers, dont les enfants acquièrent la nationalité suisse *jus soli,* le droit de se faire naturaliser eux-mêmes de plein droit et dans le même canton. Le projet de M. Gœttisheim ne nous paraît pas suffisamment clair. En effet, à quelle naturalisation se réfère-t-il? A celle des parents ou à celle des enfants? La loi ne devrait pas avoir à parler de la naturalisation à l'égard des enfants, puisque par le fait de naître, *jure soli,* ils demeurent incorporés à la nationalité. Il s'agit simplement d'avouer légalement ce fait. Leurs auteurs ne se trouvent pas dans le même cas, parce que, étrangers de plein droit, comme tels ils doivent solliciter la naturalisation s'ils veulent l'obtenir. Le projet paraît s'appliquer aux étrangers et non à leurs enfants, puisqu'il s'étend aussi à ceux qui justifient d'une résidence suffisamment longue.

Parmi les jurisconsultes suisses, les opinions sont très différentes. M. Roguin, professeur éminent, propose de régler la situation des fils d'étrangers par la disposition suivante qu'il ajoute à l'article 1^er^ du projet :

« Toutefois, la loi du pays de la naissance peut attribuer à celle-ci l'effet de permettre à l'enfant devenu majeur, ou à son père ou tuteur en son nom, d'opter pour la nationalité de cet État. Si le père déjà est né dans le pays, la loi de celui-ci peut attribuer à l'enfant cette même nationalité, mais seulement sous la réserve d'une option contraire, faite soit pendant la minorité, soit depuis la majorité de l'intéressé. Si le grand-père déjà est né dans le pays, la loi de celui-ci peut attribuer à l'enfant cette même nationalité, sans aucune réserve d'option. Le fait que la mère ou la grand'mère de l'enfant sont nées dans le pays ne peut servir en aucune façon

à modifier la nationalité de l'enfant ou petit-enfant. La circonstance de résidence ou de domicile de l'intéressé ou de sa famille ne peut exercer aucune influence sur sa nationalité d'origine. Dans les limites ci-dessus, l'effet de la naissance en faveur de l'indigénat de l'État où elle a lieu pourra être consacré sans aucune considération de la loi de l'État auquel appartient ou appartenait l'enfant. Cet État devra, dans les mêmes limites, reconnaître la dénationalisation opérée en vertu de la législation du pays de la naissance. L'enfant illégitime a la nationalité de la mère à laquelle il est rattaché légalement par la loi qui le régit. Mais si un père d'une autre nationalité reconnaît l'enfant à une époque quelconque, celui-ci partage, à dater de cette époque, le nouvel indigénat, à la condition que la loi du père l'exige ou le permette » (1).

La conclusion de M. Roguin sur les fils naturels fut critiquée dans la même séance par M. Weiss, éminent rapporteur de la commission de la nationalité. M. Weiss disait :

« Ce système revient à maintenir, toujours, dans tous les cas, en ce qui concerne la nationalité d'origine de l'enfant naturel, la suprématie de la filiation paternelle sur la filiation maternelle, à rattacher cet enfant, pour l'avenir seulement, il est vrai, à la patrie de son père, dès que celui-ci s'est fait connaître. Mais ne fait-il pas en vérité trop bon marché de la nature juridique de la reconnaissance d'enfant naturel? Cette reconnaissance n'est autre chose qu'un aveu de paternité ; dès lors, elle produit nécessairement ses effets dans le passé. Le père qui avoue son enfant, fût-ce bien longtemps après la naissance de ce dernier, se place, par cet aveu, dans la situation qui aurait été la sienne s'il avait été connu dès l'instant même de cette naissance: il ne peut pas faire que, dans l'intervalle, il n'ait pas été le père de l'enfant, et par suite, si sa nationalité doit être acquise à ce dernier, elle doit l'être rétroactivement. Il est de l'essence de la reconnaissance d'enfant naturel de rétroagir. Et cette rétroactivité de la reconnaissance paternelle, ramenant en quelque manière au second plan celle dont l'enfant a été l'objet de la part de sa mère, le dépouillant de la nationalité que sa mère lui avait transmise, sera pour lui, sera pour les tiers la source d'inconvénients sans nombre. J'estime que ma proposition est de nature à les prévenir ; la majorité de la commission l'accepte » (2).

(1) *Annuaire de l'Institut de droit international*, session de Cambridge, 1895, p. 71 et 69.

(2) *Annuaire, cit.*, p. 70.

Le professeur Eugène Borel, membre de la commission nommée par la *Société suisse des juristes*, chargée d'étudier la question de l'assimilation des étrangers, y compris ceux qui sont nés en Suisse de parents étrangers, se montre en désaccord avec les opinions de M. Roguin et de M. Gœttisheim. M. Borel ne paraît pas partisan de l'application du *jus soli* sans le droit d'option pour les étrangers nés en Suisse. Il estime que cette application est difficile, et il passe en revue les difficultés avec l'intention de voir s'il est possible de les résoudre. Voici les opinions fondamentales de M. Borel :

« Pour commencer par le droit international, le premier et le plus grave inconvénient à signaler réside dans la double nationalité que l'application du *jus soli* sans droit d'option créera pour les étrangers régis par elle, aussi longtemps que leur manumission n'aura pas été obtenue de leur pays d'origine. L'on ne saurait assez appuyer les observations de M. le Rapporteur quant à la nécessité pour la Suisse d'abandonner cette tradition, plus respectable que fondée, qui veut que notre nationalité soit imprescriptible. Il est évident, en tous cas, que, si nous cessons d'accorder le droit d'option aux étrangers, nous ne saurions guère nous refuser à reconnaître et accepter l'application du *jus soli* que les États étrangers feront aux Suisses établis sur leur territoire. C'est un mal qu'il faudra savoir accepter, si l'on veut véritablement sortir de la situation actuelle par la naturalisation de droit des étrangers nés chez nous dans les conditions à déterminer par la loi. Et l'on ne saurait, à mon avis, considérer que comme un pis aller le système mentionné avec bienveillance par M. le Rapporteur et consistant à admettre la coexistence de deux nationalités, alternant selon que l'individu qui les possède se trouve sur le territoire de l'une ou l'autre de ses patries. Il suffit, pour s'en convaincre, de songer à la situation d'un individu appartenant à l'armée dans deux États différents et faisant successivement et alternativement son service dans chacune d'elles. Si la perspective de devoir ainsi accepter qu'un certain nombre de nos concitoyens perdent la nationalité suisse ne paraît pas opposer un obstacle infranchissable à la solution préconisée, doit-on, d'autre part, se laisser arrêter par la perspective de voir les autres États maintenir la nationalité de ceux de leurs ressortissants que nous aurons naturalisés de droit Suisses? Assurément, cette perspective ne saurait nous laisser indifférents, car elle pourrait rendre fort

désagréable la situation de nos nouveaux compatriotes. Mais, à l'examiner de près, il ne semble pas qu'on ait affaire à un problème insoluble. Il est permis de croire que l'application chez nous du *jus soli,* dans les termes où le Code civil français l'institue, ne pourra soulever de réclamations ni de la part de la France même, ni de la part des autres États, dont les ressortissants ont été appelés à subir en France, sans observation de la part de leur gouvernement, le régime inauguré par les lois françaises du 26 juin 1889 et du 22 juillet 1893. Et à supposer même que la Suisse maintienne ses arrangements internationaux actuels en matière de droit d'option, l'on pourrait toujours, sous réserve de ces arrangements, introduire le principe de la naturalisation de droit, en supprimant la réserve d'option dans les termes absolus où elle figure encore à l'article 5 de la loi fédérale de 1903. »

Au fond, M. Borel accepte le principe du *jus soli*, mais suivi du droit d'option. Il se montre partisan de la disposition de la loi française du 26 juin 1889, d'après laquelle les enfants d'étrangers sont Français, *jure soli*, à la seconde génération (Code civil, art. 8). Cependant, il trouve que cette disposition n'est pas complète, puisque l'on pourrait fort bien étendre la nationalité du *jus soli* aux étrangers nés sur le territoire suisse de parents dont l'un ou l'autre y serait également né, ou de parents établis en Suisse dix années avant la naissance de l'enfant. M. Borel admet que cette nationalité est la nationalité fédérale suisse et non la nationalité cantonale. Voici les termes du projet, tels qu'ils figurent dans le rapport présenté par M. Borel à la *Société suisse des juristes :*

« 1° La confédération devrait instituer, par voie législative, et d'une manière uniforme pour toute la Suisse, la naturalisation *jure soli*, sans droit d'option, si ce n'est celui que réservent les stipulations internationales en vigueur, des étrangers nés en Suisse de parents dont l'un ou l'autre y est né lui-même ou qui, au moment de la naissance de l'enfant, y sont établis depuis au moins dix années consécutives; 2° si ce postulat ne paraît pas être réalisable actuellement, la confédération devrait tout au moins autoriser les cantons à légiférer comme il vient d'être dit, et réviser à cet effet l'article 5 de la loi fédérale du 25 juin 1903 » (1).

(1) De Lapradelle, *Revue citée*, 1911, p. 469 et 470.

A la même assemblée de la Société, M. Ador, conseiller fédéral, a proposé la résolution suivante :

« La Société suisse des juristes, convaincue de l'importance de la question de l'assimilation et de la naturalisation des étrangers, exprime le vœu que l'étude de la révision de la loi fédérale du 25 juin 1903 soit activement poursuivie, afin d'apporter un remède efficace aux réels dangers de la situation actuelle » (1).

Le professeur Kebedgy présenta une intéressante étude sur le point de savoir dans quelle mesure doit influer la naissance sur la nationalité des fils d'étrangers en Suisse ; et il se déclara partisan de leur nationalisation *ex jure soli*, mais avec le droit d'option. M. Adrien Lachenal, député au Conseil des États, qui partage les opinions du professeur Borel, lui répondit en déclarant que le débat se résume à résoudre la question de l'option. Voici sa manière de voir :

« En principe, sans doute, il n'y a pas de raison de limiter l'option; mais c'est une question vivante. L'étranger, né sur le territoire, doit être, de par la loi, national, l'option n'étant réservée que par les négociations diplomatiques. Car ce serait aujourd'hui une erreur de supprimer complètement le droit d'option. Les Français ont résolu le problème d'une manière juste. Pour la seconde génération, il n'y a vraiment aucune rigueur à imposer le *jus soli*. La tâche du Conseil fédéral est ardue. La convention de 1879 avec la France repose sur une base fragile. Et l'article 5 de la loi de 1903, dont aucun canton ne s'est servi, pourra peut-être avoir encore une réelle utilité. Il sera très difficile de faire une loi fédérale sur les naturalisations. L'influence des communes est considérable : on le voit chaque jour dans l'application des dispositions relatives à la réintégration des veuves et des femmes divorcées. Il faut surtout compter beaucoup sur nos institutions pour réaliser l'assimilation des étrangers ».

Comme on le voit, le droit fédéral suisse sur la nationalité traverse une période de transition troublée par la grave question constitutionnelle qui attribue traditionnel-

(1) *Ibid.*, 471.

lement aux cantons la faculté de faire des lois sur la matière. Il y a lieu de noter cependant une évolution accentuée, qui a déjà reçu des sanctions législatives dans le sens de l'intervention du pouvoir fédéral. Il ne paraît pas facile d'arriver à la suppression de la nationalité du canton et d'empêcher le droit local d'exercer ses prérogatives dans un pays aussi conservateur que la Suisse; mais il est évident que l'échec du droit cantonal et la perte continuelle de citoyens nés en Suisse, obligera ce pays à l'esprit pratique à réagir enfin, et à adopter le *jus soli*, avec le caractère de nationalité fédérale unique pour tous ceux qui sont nés sur le territoire uni de la République. D'après les études qui précèdent, il est évident que la réaction en faveur du *jus soli* est instaurée avec énergie.

XII. **Le droit cantonal.** — Je présenterai ici, en passant, quelques observations sur le droit cantonal et ses solutions positives. Pour exposer méthodiquement les idées sur ce sujet, il convient de diviser la vie politique et juridique des cantons suisses en deux périodes séparées par l'année 1848 (1).

Avant cette date, la Suisse était constituée par une confédération de souverainetés, d'États souverains (*Staatenbund*). Chaque État, ou canton, conservait donc sa souveraineté originaire. L'union était fondée sur des conventions ou traités de confédération librement contractés. Dans de semblables conditions politiques, on s'explique la prééminence de la nationalité cantonale. Une nationalité commune n'était pas nécessaire.

En 1848, une réaction constitutionnelle se produit. Les cantons délèguent à l'Union une partie de leur souveraineté, de manière à parvenir à constituer un nouvel et véritable État fédéral (*Bundestaat*). C'est alors que surgit logique-

(1) Ernest Roguin, *Conflits des lois suisses en matière internationale et intercantonale*, Lausanne, 1898; M.-H. Fromageot, *Notice sur la loi fédérale du 25 juillet 1903*, dans les *Annales de législation étrangère*, 1893, p. 427.

ment le problème de la *nationalité fédérale*. Ainsi que je l'ai fait observer, la sanction des lois sur cette nationalité n'était pas facile, parce que le principe de la souveraineté cantonale prédomine encore dans la Fédération suisse (1).

La constitution fédérale de l'année 1848 se bornait à établir la règle de l'article 43 sur la nationalité dans les termes suivants :

« Aucun canton ne peut priver un de ses ressortissants du droit d'origine ou de cité. Les étrangers ne peuvent être naturalisés dans un canton, qu'autant qu'ils seront affranchis de tout lien envers l'Etat auquel ils appartenaient ».

La constitution de 1874, comme nous l'avons dit, condense les idées prédominantes sur la réaction politique et législative en Suisse. Elle a remplacé ce texte par l'article 44, ainsi conçu :

« Aucun canton ne peut renvoyer de son territoire un de ses ressortissants, ni le priver du droit d'origine ou de cité. La législation fédérale déterminera les conditions auxquelles les étrangers peuvent être naturalisés, ainsi que celles auxquelles un Suisse peut renoncer à sa nationalité pour obtenir la naturalisation dans un pays étranger ».

Le 5 novembre 1875 le tribunal fédéral suisse, interprétant le texte de la constitution de 1874 (articles 44 à 60), a déclaré, aux termes d'un jugement important, que les tribunaux d'un canton ne peuvent expulser un Suisse sujet d'un autre canton, de même qu'ils ne pourraient expulser un de leurs propres nationaux (2).

Le nouveau texte constitutionnel de 1874 rendit nécessaire une loi organique sur la naturalisation, qui fut promulguée le 8 juin 1876. Mais cette loi s'appliquait princi-

(1) « La Suisse peut être actuellement considérée comme formant un État fédératif dans lequel toutefois la souveraineté cantonale prédomine encore, en principe tout au moins » (Cf. Brocher, dans le *Journal de Clunet*, 1876, p. 452).

(2) *Gazette des tribunaux suisses*, 1875, p. 363.

palement à la naturalisation, et se bornait à établir, comme je l'ai démontré, une autorisation préalable du Conseil fédéral à l'égard des sollicitants.

A cette époque, le droit fédéral suisse était entré dans une période de crise. Une tendance générale à la réforme des lois d'un caractère universel, c'est-à-dire applicables à tous les cantons, se faisait remarquer dans les cercles politiques et parlementaires. De nombreuses lois, parmi lesquelles la loi sur la naturalisation, avaient été soumises au peuple des cantons sous forme de consultation plébiscitaire ou de *referendum*. Le peuple se montra tenace et trop conservateur pour accepter les lois fédérales, avec l'intention visible de rester fidèle aux lois cantonales. Cependant, la loi du 25 juin 1903, qui avait pour objet de faciliter l'assimilation des nombreuses personnes nées en Suisse et qui conservaient le *status* étranger, passa à une faible majorité. La loi de 1903 constitue une réaction contraire à l'exclusion en vigueur, presque absolue, du *jus soli*. Son article 14, que j'ai déjà cité, autorise les cantons à décider, par une loi locale, approuvée par le Conseil fédéral, que les enfants nés sur leur territoire, de parents étrangers, sont de plein droit nationaux du canton, et, par conséquent, nationaux de la République Suisse, sans qu'une autorisation spéciale du Conseil fédéral soit nécessaire, ainsi qu'elle est requise en matière de naturalisation. Si la mère de l'enfant est d'origine suisse, et si à l'époque de la naissance de l'enfant ses parents étaient domiciliés dans le canton au moins depuis cinq ans sans interruption, ledit enfant a la nationalité suisse. L'article 5 de la loi de 1903 ordonne, cependant, de respecter le droit d'option de ces jeunes gens. D'une manière plus franche que la loi de 1876, celle de 1903 donne aux cantons une règle pour faire des lois sur la nationalité.

Un gouvernement cantonal est-il obligé de reconnaître la nationalité suisse en faveur d'un étranger, né en Suisse, par exemple, et qui se trouve dans les conditions exigées par la loi fédérale du

3 juillet 1876? La doctrine uniforme établit que le permis de naturalisation délivré par le Conseil fédéral ne lie pas les cantons. Il leur garantit seulement que, pour sa part, la confédération ne fait aucune objection à ce que la naturalisation soit accordée, mais la question de savoir si le requérant doit ou non être admis au droit de cité est régie par la législation cantonale, seule applicable aux termes du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi fédérale (1).

En résumé, la nationalité s'acquiert en Suisse, comme aux États-Unis et en Allemagne, en acquérant la nationalité du canton, subordonnée aux lois locales qui ont été réformées pour se conformer à l'esprit de la constitution révisée en 1874, et de la loi de 1903. Il existe donc, en Suisse, vingt-cinq législations locales sur la matière; mais toutes ne définissent pas la nationalité et ont plutôt un caractère de lois sur la naturalisation (2).

Canton de Bâle. — La matière est régie par les constitutions du 27 janvier 1879 et du 2 décembre 1889. Dans ce canton, pour obtenir la nationalité, on doit solliciter le domicile dans la commune ou dans le municipe où l'on habite, ou dans lequel on est né, pourvu que l'on ait habité dans le canton pendant dix années. Les enfants trouvés ont la nationalité du canton dans lequel ils ont été recueillis.

Canton de Berne. — Dans ce canton sont en vigueur la constitution du 4 juin 1893 et le règlement du 21 décembre 1816 relatif aux étrangers. Le domicile dans le municipe est la base de la nationalité cantonale, et cette dernière est le fondement de la nationalité suisse, conformément à l'article 64 de la constitution. Le grand conseil, en matière de nationalité, interprète conformément à l'article 26 de ladite constitution.

(1) *Journal de Clunet,* 1893, p. 1296; E. Estoppey, *La naturalisation et la renonciation à la nationalité d'après la législation suisse,* dans le *Journal de Clunet*, 1889, p. 565.

(2) Le texte de toutes les lois cantonales sur l'acquisition et la perte de la nationalité se trouve dans *Die in den Europäischen Staaten geltenden Gesetze über die Ewerbung und den Verlust der Staatsangehörigkeit, im Auftrag der Polizeibëhorde der... Staat Hamburg herausgegeben und erläntert,* 2 vol. in-8°, Berlin, 1898.

Canton de Genève. — La matière est régie par des lois, dans ce canton, depuis 1794, date de sa constitution, révisée en 1796. Finalement, le 21 octobre 1905, fut promulguée la loi sur la naturalisation genevoise, à l'occasion de la réforme constitutionnelle fédérale.

Un jugement du tribunal civil de Genève du 28 décembre 1879 fait mention de l'esprit de l'ancien droit. On lit dans ce jugement que c'était un principe de droit public genevois que la nationalité du canton, attachée à l'enfant depuis le moment de sa naissance, était indélébile et ne pouvait se perdre par l'acquisition d'une nationalité étrangère, ni même par la déclaration de l'intention de devenir national d'un autre pays. Il était aussi absolument interdit au gouvernement et aux autorités de Genève d'admettre de semblables renonciations.

L'esprit de la loi a varié, et, conformément à la loi de 1905 (art. 2), il n'est pas suffisant d'être né dans le canton pour obtenir la nationalité locale. Il faut avoir atteint l'âge de vingt ans accomplis ; et s'il ne s'agit pas de Suisses de plein droit, mais d'enfants d'étrangers, on doit demander, dans l'année qui précède la vingtième, l'autorisation fédérale à l'effet de se faire naturaliser, autorisation qui n'est accordée qu'avec le consentement des parents ou tuteurs. Il faut, en outre, avoir résidé dans le territoire du canton pendant les cinq années consécutives antérieures à la demande ; ne pas avoir encouru de condamnation entraînant la privation ou la suspension des droits politiques ; produire un certificat de bonnes vie et mœurs délivré par l'autorité municipale ; et, enfin, prouver que l'on est en état de travailler, sans être un vagabond qui serait tombé quelquefois à la charge de la charité publique. L'étranger né dans le canton, mais de mère d'origine suisse et dont les parents étaient domiciliés antérieurement dans le canton depuis cinq ans, sans interruption, à l'époque de la naissance, peut obtenir la qualité de national genevois à partir de l'âge de sa majorité, compté conformément à

la loi de son pays d'origine. Dans ce cas, l'autorisation du Conseil fédéral n'est pas requise. Les enfants trouvés sur le territoire du canton sont Genevois de plein droit.

Canton de Neuchâtel. — La matière est régie par la loi du 6 novembre 1889 et par le décret du 10 décembre 1898. Le droit de nationalité cantonale est basé sur le domicile acquis dans un lieu et sur la naissance.

Canton de Saint-Gall. — Selon la loi du 18 février 1835 et la constitution du 16 novembre 1890, la nationalité cantonale est fondée sur le *jus sanguinis* pour les enfants légitimés ou légitimés des nationaux du canton et pour les enfants naturels d'une femme du même canton.

Canton du Tessin. — Ce canton a promulgué sa loi sur la naturalisation des étrangers le 19 novembre 1807. La nationalité y est fondée sur la naissance et sur le *jus sanguinis*. Les fils d'étrangers établis dans le Tessin et qui y sont domiciliés peuvent être admis à la nationalité cantonale avec l'autorisation préalable du Conseil fédéral, à condition que la mère soit Suisse de droit ou originaire, au moment de la naissance des enfants, et pourvu que les parents aient eu dans le canton cinq années de domicile non interrompu (art. 6).

Canton de Vaud. — Le Code civil de 1819 et la loi du 3 décembre 1881 traitent de la nationalité qui se fonde sur la naissance sur le territoire et sur la nationalité des parents.

Canton de Zurich. — Selon la loi du 15 juillet 1888, qui réglemente la constitution du 27 juin 1875, le droit sur la nationalité s'appelle dans ce canton *Landrecht*. On combine la naissance et le *jus sanguinis* pour les nationaux cantonaux de plein droit. Quant à ceux qui sont nés sur le territoire suisse, qui suivent la nationalité des parents, ils peuvent obtenir la nationalité dans le canton (*gemeinderburgerrecht*), en prouvant simplement leur capacité juridique et leur honorabilité. Il n'est pas exigé de domicile en Suisse, si ce n'est pour les étrangers qui sont nés dans la République.

QUINZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique.

Sommaire. — I. Moyens politiques. — II. *Empire britannique* : Droit teutonique. — III. Son évolution politique jusqu'à la monarchie normande. — IV. Du vasselage ou allégeance. — V. Réaction et réforme législative de 1870. — VI. Rapport de la commission de réformation de 1891 ; ses conclusions. — VII. Existe-t-il une nationalité britannique ?

Mesdames,
Messieurs,

I. **Moyens politiques.** — La nationalité, dans le droit moderne, possède des fondements de cet ordre, indépendamment des bases naturelles que nous avons étudiées dans les précédentes conférences.

La naissance sur le territoire (*jus soli*) et le *status civitatis* des parents influent, sans nul doute, sur l'acquisition de la nationalité par les moyens politico-juridiques, non pas dans la forme décisive que nous avons étudiée, mais seulement d'une manière accessoire. Les premiers sont les moyens décisifs.

L'un des exemples le plus frappant, et qui met en lumière cette idée, nous est donné par l'Empire britannique, où subsiste en réalité la multiplicité la plus extraordinaire des nationalités locales, ainsi que nous l'avons expliqué dans notre conférence d'inauguration et le rappellerons bientôt de nouveau.

La nationalité impériale n'a pas encore été codifiée ; mais, d'autre part, elle doit cependant exister, à la manière des nationalités locales de l'Allemagne ou des États-Unis d'Amérique. La nationalité britannique se fonde sur l'*allégeance* (vasselage) (1), c'est-à-dire sur un certain lien entre le sujet et le souverain. Ainsi que je le démontrerai bientôt, il ne suffit pas de naître sur le territoire britannique (*jus soli*) pour acquérir la nationalité ; il faut, en outre, descendre de parents qui, au moment de la naissance de l'enfant, se trouvaient *vassaux* du roi d'Angleterre, empereur des Indes.

La même observation suggère la combinaison du *domicile* avec la naissance sur le territoire (*jus soli*) pour donner la caractéristique de la nationalité. Dans les législations européennes et américaines, que nous étudierons dans une autre conférence, le *domicile* est la circonstance ou le fait juridique prédominant. La naissance sur le territoire ne constitue qu'un élément secondaire et concurrent qui perd parfois toute influence quand il s'agit de déterminer l'état politique.

Dans un autre groupe de législations, le domicile concourt à établir la nationalité ; mais avec un caractère simplement *préparatoire*, jamais décisif. Tel est le groupe des législations qui autorisent la fixation du domicile pour un certain nombre d'années, à l'expiration desquelles la naturalisation doit être sollicitée.

La *coutume*, en tant que consécration de circonstances indépendantes du fait de la naissance sur un territoire, ou du sang des parents, sert aussi de fondement au *status civitatis*.

Les *éléments religieux* exercent une influence sur la détermination de la nationalité dans les pays où les institutions présentent une origine et un caractère divins. Chez

(1) Nous avons expliqué le sens du mot *allégeance* dans cet ouvrage, VIII^e^ Conférence.

les musulmans, le Koran, ainsi que nous le verrons bientôt, constitue un Code général.

Les auteurs européens, dans la classification qu'ils font des États, rangent ceux qui forment les groupes dont nous nous occupons parmi ceux qui suivent le *jus soli* ou ses combinaisons avec le *jus sanguinis*. L'erreur est manifeste. Le *jus soli* est une relation entre l'individu et le sol où il est né. Le *jus sanguinis* constitue une relation entre la nationalité de la personne des parents et celle de l'enfant. On peut dire que le premier est un lien *réel*, tandis que le second crée un lien éminemment *personnel*. Le vasselage (ou allégeance), qui prend son origine dans la force, a eu pour principe le fait de naître sous l'autorité d'un seigneur ou d'un roi déterminé. Puis, il se transforme par la suite en une relation, nettement définie, de droit politique et de droit *personnel*, parce qu'il vient s'interposer entre le souverain et le *sujet*. Il est fondé sur la volonté de celui-ci. L'élément réel de la naissance sur le territoire soumis à l'autorité du souverain n'intervient que dans certains cas déterminés. Dans d'autres cas, il ne garde aucune influence. C'est pour ces raisons que nous rectifions la classification prérappelée et que nous séparons l'Empire britannique du groupe des États compris dans le système du *jus soli* par les auteurs européens.

J'ai donc reconnu un nouveau groupe d'États, dérivé du concept scientifique que les éminents auteurs qui m'ont précédé dans l'étude de la matière n'ont pas encore fait ressortir. Au nouveau groupe correspond le système politico-juridique qui établit les fondements de la nationalité.

Le groupe se complète par les nationalités *honoraires*, connues depuis l'antiquité la plus lointaine, et acceptées dans la pratique jusqu'à nos jours. C'est là un moyen qui permet d'incorporer des étrangers distingués à la nationalité, à la cité, qui ont eu fréquemment recours à ce procédé.

II. *Empire britannique* : **Droit teutonique.** — On trouve

à l'origine de la nation anglaise les populations indigènes (*celtiques*) sur lesquelles sont venus se greffer les éléments de la conquête teutonique (Saxons, Angles et Jutes). Pendant la période de l'invasion, qui peut être fixée vers l'année 290, — alors que les pirates germaniques venaient déjà étendre leurs ravages sur les côtes que les passagers de l'Amérique du Sud admirent dès qu'ils sont en vue de l'Angleterre (Needles, Solent, île de Wight, etc.) — les Bretons et autres peuplades celtiques furent exterminés; ils s'enfuirent sur le continent ou s'assimilèrent à leurs vainqueurs. Ainsi s'instaura une longue période de l'histoire au cours de laquelle on ne cessa jamais cependant de parler d'une véritable nationalité britannique (1).

Les institutions britanniques de cette époque étaient donc d'origine teutonique. Freeman, dans ses belles

(1) « The three invading tribes of Engles, Saxons and Jules divided the conquered area among themselves in very unequal proportions. The Jules, who were the first to establish a permanent Teutonic settlement in Britain, founded only the kingdom of Kent, and a small principality embracing the Isle of Wight and a part of Hampshire. All the remaining English territory south of the Thames, together with some districts to the north of that river, was occupied by the three kingdoms of the South, East, and West Saxons. North of the Thames lay the three great kingdoms of the Engles. In the eastern peninsula, between the fends and the German Ocean, the Engles settled down thickly upon the soil; there the Northfolk and the Southfolk united in founding the kingdom of East Anglia. Between the Humber and the Forth lay the realm of the Northumbrians, which arose out of the union of Bernicia and Deira. In Central Britain the West Engle, whose limits became a march or borderland against the Welsh, established the kingdoms of the Mercians, or men of the March » (Hannis Taylor, *The origin and growth of the English Constitution,* etc., 1890, I, 150-151).

Britain as a country never cessed to exist, however, until the invaders, trough the results of two momorables battles, were able to desmember the British nation, and to dissolve it into distinct groups of isolated peoples..... When ritten history first reveals to us, trough the pages of Baeda, the form which the new society in Britain had assumed, the seven or eight aggregates, generally known as heptarchic states, were even then manifestating a tendence to group themselves in three great masses, soon to be known as the kingdoms of North, Central and Southern Britain. The limits of the northern kingdom, the realm of the Northumbrians, stretched from the Humber to the Forth (Taylor, *op. cit.*, 149, 154).

études sur l'origine de la nation anglaise (1), rappelle que, à l'époque où les Germains de la Gaule, de l'Italie et de l'Espagne se transformaient en Romains, les Saxons conservaient leur langue, leur caractère propre et leurs manières, et créaient sur le territoire britannique une Allemagne hors de l'Allemagne (*A Germany outside of Germany*).

Les envahisseurs, dit Taylor (2), établirent ainsi une nouvelle nationalité du type teutonique le plus pur sur le territoire britannique, dont les habitants parlaient les dialectes bas-allemands. Depuis les temps les plus reculés de l'histoire insulaire, ces envahisseurs se sont appelés le peuple britannique. C'est de leur assimilation réciproque qu'est née la nation anglaise. La langue anglaise fut le résultat de la fusion des dialectes bas-allemands et hollandais, parlés par les conquérants (3).

Fowler fait remarquer que l'on ne rencontre pas plus de trente mots celtiques dans la langue anglaise, et que la majeure partie de ces trente mots s'applique spécialement aux travaux particuliers des femmes (4). Freeman ajoute (5) que les Normands ont fondé, en substance, sur le territoire britannique, la nation anglaise même, telle qu'elle existe de nos jours, en occupant en réalité le même territoire. Ceux qui furent conquis se transformèrent en

(1) *Normand Conquest*, I, 15.

(2) *Op. cit.*, I, 86.

(3) Out of the fusion of the Teutonic settlements, made within the limits and during the period to which we have referred, has grown the English nation : out of the primitive political institutions embedded in these settlements has grown the English constitution. It is therefore impossible to exaggerate the historic importance of this period of conquest and settlement. It is the starting-point of everything. Its importance, however, is fully equalled by its obscurity (*op. cit.*, 120).

(4) *Fowler's English grammar*, 1881, 76-78; Freeman, *Origin of the English nation*, 53.

(5) *Ouvrage cité*, 1, 6. Max Muller (*Science of Language*, p. 67) confirme ces observations en les déduisant de la philologie. Cet auteur dit : English is Teutonic, and nothing but Teutonic (*ouvrage cite*, 69).

Normands, parce que les conquérants se transformèrent en Anglais.

Les conquérants transportèrent sur le territoire britannique leur rustique mais vigoureux système politique et militaire. Ce système reposait sur la liberté individuelle des hommes. Ceux-ci se réunissaient pour délibérer dans des assemblées populaires dont les pouvoirs s'étendirent tout d'abord aux affaires les plus communes pour s'élever ensuite aux questions nationales les plus importantes. Le système teutonique fut donc l'infrastructure de la constitution anglaise. Cette organisation militaire donna, dès le principe, des formes à l'organisation civile (1).

Au x^e^ siècle, la monarchie avait consolidé cette nationalité et le souvenir des anciens Bretons allait s'affaiblissant au point que le pays prit le nom de *Englaland,* terre des hommes anglais (2).

Dans cette première période, le lien de l'individu à son groupe résultait de la relation politique de la naissance dans ce même groupe. Le territoire ne constituait alors qu'une simple expression géographique qui ne présentait aucun caractère permanent : il servait seulement de simple point de référence. L'élément politique et militaire prédominait, puisque la tribu était fréquemment contrainte par

(1) Green, *Making of England,* 160, et *History of the English people,* I, 14.

(2) Eadwig died in 958, and the realm was then reunited under Eadgar the Peaceful, whose tranquil reign of seventeen years constitutes the most glorious period in the history of the West Saxon Empire. The death of Eadwig and the final extinction of all provincial royalty paved the way for Eadgar's accession to the threefold sovereignty of the West Saxons, Mercians and Northumbrians. Engle, Saxon and Dane were united under his sway; he became the sole and immediate king of all the English; and in his time the name of Britain passed into that of Englaland, the land of Englishmen. The growth of a real national unity was now complete; the consolidated kingdom of England was made not only in fact but in name « Wessex has grown into England, England into Great Britain, Great Britain into the United Kingdom, the United Kingdom into the British Empire. Every prince who has ruled England before and since the eleventh century has had the blood of Serdic the West Saxon in his veins » (Taylor, *op. cit.,* 169).

les circonstances à abandonner ses enceintes fortifiées ou ses terres pour venir se transporter dans d'autres pays conquis.

Si l'on admet qu'à cette période originaire il existait, comme nous l'avons dit, une nation anglaise, — sans qu'elle ait eu alors, naturellement, le caractère moderne de la nation actuelle où la souveraineté politique se combine avec le territoire, — ses sujets lui appartenaient en vertu d'un lien naturel politique, celui de la naissance dans la tribu. Conformément aux traditions teutoniques communes, la population était divisée en plusieurs classes : les nobles, les hommes libres et les esclaves. Entre ces derniers et les hommes libres, il existait un degré intermédiaire appelé *freedmen*. Ceux qui en faisaient partie étaient un peu au-dessus des esclaves, comme conséquence de leur participation à la vie commune.

Dans ces groupes, l'enfant n'acquérait pas la nationalité britannique par le fait de la naissance (*ius soli*). Quand le jeune homme, ainsi que le dit Taylor (sauf le fils d'un noble ou d'un homme libre), avait atteint sa majorité, il n'entrait pas en possession de sa pleine liberté s'il n'avait d'abord été émancipé par l'État. Pendant toute sa minorité, il était simplement considéré comme un membre de la famille ou du foyer. Dès qu'il était devenu majeur, on l'introduisait dans l'assemblée de la tribu, où, en présence de tous, il recevait l'investiture, soit d'un magistrat, soit de l'un de ses proches parents, puis était armé du bouclier et de l'épée. *Ainsi revêtu du droit de porter les armes, il cessait de rester un simple membre de la famille pour devenir un membre de l'État.* On ne pense pas cependant que, même après cette émancipation, ce jeune homme entrait en pleine possession de ses droits politiques. Pour les obtenir, il lui fallait encore posséder un droit sur des terres (1).

(1) Taylor, *ouvrage cité*, p. 98.

III. **Son évolution politique jusqu'à la monarchie normande.** — Cette nationalité naturelle et politique, fondée sur la naissance dans la tribu, suivie de la reconnaissance par celle-ci du droit d'en faire partie, a évolué en même temps que les institutions teutoniques ; ces institutions prennent un caractère véritablement anglais dès les origines de la monarchie. Il existait alors la relation de *comitatus*, c'est-à-dire du *clan*, qui combattait pour son chef et sous ses ordres. Les relations entre le *comitatus* et le chef donnèrent naissance au féodalisme anglais, parce que ces mêmes relations existaient entre le seigneur et le vassal ; elles présentaient un caractère purement personnel parce qu'elles étaient fondées sur la volonté réciproque. Cette relation de droit personnel subit une nouvelle modification quand les seigneurs concédèrent des terres à leurs vassaux, comme récompense de services rendus et dans l'espérance que les vassaux cultiveraient ces terres, gages de services militaires futurs. Quand la relation personnelle entre les membres du *comitatus* et le chef prend le caractère de relation réelle entre le vassal et la terre concédée, le féodalisme anglais prend alors lui-même son véritable caractère au double point de vue du droit personnel et du droit réel.

L'origine de la royauté en Angleterre prend sa source dans l'institution des chefs de tribus ; mais ces chefs sont nés du principe représentatif, à l'imitation des institutions des Germains. Ils étaient donc libres. On doit tenir compte du fait que le nouveau roi de la nation anglaise était le chef de son peuple ; qu'il était la tête de la race, sans se trouver pour autant le roi du pays, ou roi et seigneur du territoire. L'idée de la souveraineté territoriale, distincte de la souveraineté de la tribu, est une élaboration politique des temps qui ont suivi.

« Il y a quelques années, j'ai expliqué, dit Freeman, que l'histoire du droit international a démontré jusqu'à l'évidence que la notion de la souveraineté territoriale, base

du système international, et inséparablement liée à la possession d'une étendue de terre délimitée, fut peu à peu substituée à la notion de la souveraineté de la tribu. Des preuves évidentes de cette nouvelle orientation se trouvent dans les actes officiels des rois. Parmi nos propres rois, « le roi Jean » fut le premier qui se donne à lui-même le titre de *roi d'Angleterre*. Ses prédécesseurs, communément ou toujours, s'appellent *rois des Anglais* » (1).

Le féodalisme embryonnaire que nous avons décrit a pris sa forme définitive à l'époque où les institutions combinèrent ces deux éléments, savoir : la relation du seigneur avec l'homme et la possession de la terre pour le service militaire. Ce système commença à se manifester à partir de la conquête teutonique. La relation de lord et de vassal existait, comme existait la relation résultant de la possession militaire ; mais le vasselage et la possession militaire n'étaient pas inséparablement unis. Sans doute, la conquête favorisa énergiquement le plus grand développement de l'élément féodal. Mais, comme toujours, elle n'a fait que préparer la voie pour des transformations futures (2).

Avec cette évolution du droit coïncide la fixation successive, jusqu'à ce qu'elle prenne un caractère permanent, de la nouvelle civilisation teutonique sur le territoire britannique. Les conquérants, déjà affermis, s'établirent dans des districts appelés *pagi* ou provinces (3). La naissance dans le territoire de ceux qui étaient unis à la couronne anglaise par l'allégeance a déterminé, à cette époque, le droit que nous appelons aujourd'hui la nationalité et qui, alors, n'était pas autre chose que le lien qui rattachait l'homme au seigneur et à sa terre, c'est-à-dire le lien qui constituait une double relation de droit personnel, fondée

(1) Freeman, *ouvrage cité,* I, 82-84 ; Maine, *Early history of the Institutions*, p. 73.

(2) Freeman, *ouvrage cité,* I, 63.

(3) Ce terme équivaut au *shire* moderne.

à la fois sur le *jus soli* et sur la volonté de l'individu. Il est important de reconnaître cette influence de la volonté, parce que les vassaux avaient le droit de se séparer de l'autorité royale et du territoire, ainsi que nous le démontrons plus loin en nous basant sur l'autorité de Blackstone et des lois anglaises postérieures au règne de Guillaume III.

IV. **Du vasselage ou allégeance.** — Le système du vasselage ou allégeance, en tant que fondement de la nationalité, a évolué dans le droit européen de telle manière que ses caractères féodaux disparaissent sous l'influence des nouvelles institutions. L'Angleterre est le seul pays où il a conservé son caractère originaire. La nationalité, donc, y est déterminée par le vasselage ou allégeance dans la seconde période que j'appellerai la période *anglaise*, pour la distinguer de la période du vasselage teutonique.

Le droit de la nationalité anglaise est fixé dans les lois suivantes : XXV, Édouard III, statut II; VII, Anne, chapitre v, statut III; XII et XIII, Guillaume III, chapitre II, statut dénommé *Act of settlement*; IV, George II, chapitre XXI, statut I; XIII, George III, chapitre XXI; XXXIII, Victoria, chapitre XIV; XXXIII et XXXIV, Victoria, chapitre CII; XXXV et XXXVI, Victoria, chapitre XXXIX; LVIII et LIX, Victoria, chapitre XLIII. Les statuts XXXIII et XXXIV, Victoria — loi du 6 juillet 1895 — forment dans le droit britannique ce que l'on appelle les *naturalization acts*.

Il serait hors de propos de rechercher, dans cet ensemble de lois, des doctrines et des règles générales sur le fondement de la nationalité. Elles constituent un corps de lois accidentelles, inspirées par des circonstances spéciales ou personnelles, dans le but de résoudre des incidents déterminés de la vie juridique et sociale. Il faut en excepter la loi de 1870, dont nous nous occuperons spécia-

lement plus loin. Dans ces conditions, il serait donc peu utile de traduire ces lois *in extenso*. Leurs textes contiennent comme préambule, pour une bonne part, des références historiques, politiques et administratives, étrangères aux questions de droit sur la nationalité, pour en arriver à quelques dispositions particulières sur cette même matière (1). Après la révision générale de ce droit, comprise dans la loi de 1870, son étude ne présente plus qu'un intérêt historique, qui nous servira à donner l'explication du vasselage.

En effet, la nationalité anglaise, d'après toutes ces lois, ne s'impose pas seulement par la naissance dans le territoire (*jus soli*). Ceux des auteurs qui ne procèdent pas avec un esprit philosophique et critique sévère répètent que l'Angleterre a été le pays classique du *jus soli* jusqu'à la promulgation de la loi de 1870. Ce concept est trop vague. Le *jus soli* a été l'un des éléments qui ont servi à déterminer la nationalité; mais il ne fut qu'un moyen concurrent. Dans le droit historique que nous venons de mentionner, il était nécessaire que ceux qui étaient nés, sur le territoire, sujets (*subjects*) du roi d'Angleterre, fussent enfants de personnes qui avaient prêté le serment de vasselage (*allegiance*) au souverain (hommes liges); qu'ils fussent, en outre, enfants d'étrangers *amis* de l'Angleterre; et qu'ils fussent, enfin, enfants de personnes qui, au moment de la naissance, ne remplissaient pas, en Angleterre, de fonctions officielles d'un gouvernement étranger, soit diplomatiques, soit de tout autre ordre.

Avant la loi de 1870, la législation à laquelle nous nous sommes reportés avait deux sources : le *common law* et les lois spéciales ou *Acts* ci-dessus mentionnés. Conformément au *common law*, le *jus soli* déterminait l'une des

(1) Je dois à la courtoisie de S. E. M. le Ministre britannique à Buenos-Ayres, sir Reginald Tower, la communication des textes officiels de ces lois qu'il a bien voulu mettre à ma disposition, — ce qui m'a permis d'en faire directement l'étude et la critique.

conditions de la nationalité; le vasselage (allégeance), réuni à la naissance sur le territoire, donnait le caractère de sujet britannique. Ce caractère, d'après les règles du *common law*, établissait un *status civitatis* parfait et auquel on ne pouvait renoncer. La règle du *common law* était la règle romaine : *nemo potest exuere patriam.* D'après le *common law*, le *ligamen* ou vasselage (allégeance) était si essentiel que l'enfant d'un étranger *ami*, né dans une partie quelconque des domaines de Sa Majesté, occupée par l'ennemi, n'était pas sujet anglais.

L'interprétation du *common law* a donné lieu à de sérieuses discussions relativement à ce que l'on doit entendre par domaine britannique aux effets de la combinaison de la naissance et du vasselage (allégeance) (1) : il y a là une réelle difficulté. Le rapport de la commission chargée d'étudier la question de la nationalité, nommée en 1891, et dont je m'occuperai plus loin, s'exprime ainsi :

« Quand on applique le principe d'après lequel toute personne née dans l'étendue des domaines britanniques demeure investie de la nationalité britannique, quel est le sens exact, quelle est la portée des termes *british dominions ?* Sont-ils seulement applicables à ceux des pays qui font partie du territoire britannique, ou comprennent-ils aussi quelques-uns seulement de ces domaines, ou tous les pays dans lesquels Sa Majesté exerce une juridiction ou une autorité d'un caractère plus ou moins étendu, tels par exemple que les *protectorats* ou les *sphères d'influence ?* Il nous semble que le principe est seulement applicable à ceux des pays qui sont venus à faire partie du territoire britannique par voie de conquête, par cession, par occupation, et qu'il ne s'applique nullement aux pays qui ne font pas partie intégrante du territoire britannique, quelque grands et

(1) Sur les points que je traite en ce moment, il y a lieu de consulter : *Report of the inter-departmental committee appointed by the secretary of State for the Home Department to consider the doubts and difficulties which have arisen in connexion with the interpretation and administration of the Acts relating to naturalization, and to advise what amendment, if any, of the law indesirable ; with an appendix containing the laws of the several british colonies and possessions on the subject of naturalization. Presented to boble houses of Parliament by command of His Majesty*, London, 1901.

étendus que puissent être les pouvoirs d'administration et de juridiction que la couronne possède dans ces pays « en vertu de traités, capitulations, concessions, usage, domicile ou autres moyens légaux » (1).

Les lois antérieures à 1844 permettent seulement à un étranger d'acquérir la nationalité britannique en dehors de la naissance et du vasselage (allégeance) aux termes de lois spéciales du Parlement ou par lettres de *denization*. Les statuts VII et VIII, Victoria, chapitre LXVI, sanctionnés en 1844, ont modifié la situation, de manière que les lois individuelles sur la naturalisation sont devenues moins fréquentes. Cependant le Parlement en a promulgué quelques-unes de temps en temps. Dans de nombreux cas, dit la commission précitée dans son rapport (2), les lois antérieures à celle de 1844 et les lois spéciales promulguées par le Parlement, ont été si imparfaitement rédigées, qu'elles ont donné naissance à des questions difficiles à résoudre et des motifs à de sérieux mécomptes. On doit rappeler, ajoute-t-elle, que l'on rencontrait souvent dans le Parlement une vigoureuse opposition à l'adoption de lois individuelles sur la naturalisation.

D'autre part, on voit que les difficultés d'interprétation de ces lois sont très grandes, si l'on veut se remémorer que la matière de la nationalité, malgré son importance, fut rarement jugée par les cours de justice, de sorte que les sources judiciaires sont rares. La matière a été examinée plus fréquemment en Angleterre, pour des raisons administratives, sous forme de questions internes, étrangères, coloniales, ou s'appliquant aux tribus indigènes.

Les questions de la naturalisation spéciale donnèrent lieu à des études officielles faites par des commissions nommées en 1843, 1869, jusqu'à celle de 1901. Les pre-

(1) *Report, cité,* p. 8, nº 11.

(2) *Report, cité,* p. 8, nº 14. La commission était composée des personnalités anglaises suivantes : Kenelm E. Digby, F. H. Villiers, D. Fitzpatrick, W.-E. Davidson, H. Bertram Cox y W. Wheeler, secrétaire.

miers statuts cités, depuis Édouard III jusqu'à Guillaume III, étaient inspirés parfois par la nécessité de résoudre des questions politiques de succession au trône d'Angleterre. Les auteurs européens rappellent quelques espèces et l'éminent Fiore, notamment, donne le commentaire suivant :

« En Angleterre, par exemple, où les traditions féodales ont été conservées avec plus de ténacité, le vasselage (allégeance) dépend du fait d'être né dans l'étendue ou au dehors du royaume et ce principe a été tellement exagéré que l'on en est arrivé jusqu'à dire que les enfants d'Anglais nés hors du Royaume-Uni devaient être considérés comme étrangers. Ces deux maximes furent appliquées avec tant de rigueur que, pour faire dépendre le vasselage du simple fait de la naissance dans les domaines d'un souverain, on a imaginé d'émettre un doute sur le point de savoir si le fils du roi, né accidentellement hors du royaume, pouvait hériter de la couronne. Le doute était logique. Le statut XXV, Édouard III, après l'avoir éliminé absolument comme héritier de la couronne, a établi que tous les enfants nés à l'étranger de père et de mère anglais devraient jouir du bénéfice de pouvoir accepter la succession en Angleterre, pourvu cependant que la mère ait obtenu l'autorisation du mari à l'effet de traverser l'Océan » (1).

Les statuts XXV, Édouard III, VII, Anne, IV, George II et XIII, George III, eurent pour objet d'établir que l'enfant du roi ou du sujet britannique jouissait, vis-à-vis du *common law*, du caractère de sujet britannique, quel que soit le lieu de sa naissance. L'acquisition du *status civitatis* britannique procédait du sang, d'après la loi. Telle est la première réaction en faveur du *jus sanguinis* que, pour des raisons politiques, nous trouvons dans le droit combiné du *jus soli* et du vasselage (allégeance) anglais.

En même temps, ces statuts confirment la doctrine du vasselage, quand ils établissent qu'une personne, dont le père ou l'aïeul paternel est né dans l'étendue des domaines

(1) Fiore, *Derecho International privado*, etc., traduction espagnole, Madrid, 1889, t. I, p. 84; Westlake, *The Conflicts of Laws*, chap. II; *Report, cité*, p. 7, nº 9.

de Sa Majesté, doit être considérée comme sujet britannique naturel, même quand elle est née à l'étranger. On doit remarquer, dit la commission dont il s'agit dans le passage cité, que l'expression « enfant d'un sujet naturel britannique par la naissance », n'est pas correcte, si on l'interprète dans le sens que, dans tous les cas, il est sujet britannique. Les statuts que nous avons mentionnés et d'où l'on déduit la règle précédente exigent que le père ou l'aïeul soient nés dans les limites des domaines du roi pour que l'enfant ou le petit-fils puissent être considérés comme sujets britanniques.

Ce point fut matière à discussion devant les cours de justice, où a prévalu la doctrine qui admet que la nationalité anglaise, concédée par les statuts prérappelés, depuis la reine Anne jusqu'à George III, n'a pas un caractère général, mais seulement personnel. La Cour suprême d'Angleterre a déclaré « qu'il n'existe aucun fondement permettant de soutenir que, d'accord avec le *common law* d'Angleterre, la postérité d'un sujet né britannique, bien qu'il reste à l'étranger, puisse jouir du privilège de la nationalité » (1).

(1) Du Digeste de Mews, intitulé : The Digest of English case law, etc., Londres, 1898, VIII, 195-198, nous extrayons les cas suivants de jurisprudence : « The status of naturalborn, British subjects, which by the acts VII Anne, c. v, IV Geo. II, XXI and XIII Geo. III, c. xxi, is conferred on children and grandchildren born abroad of natural born British subjects, is a merely personal status, and is not be those acts made transmissible to the descendents of the person to whom that status is thereby given. There is no foundation for the notion that by the common law of England the prosterity of a natural born British subject, though born abroad must be treated as British subject for ever. The rule that children born abroad of ambassadors in the service of the Grown of England abroad are treated as natural born, British subjects, does not apply to the children born abroad of officers in the military service of the Crown in foreign parts. De Geer V. Stone, 52, L.-J. Ch., 57; 22 Ch. D.; 47 L. T., 434; 31 W. R., 241. Status of son of alien before VII Vict., c. LXVI, s. IV. The son of an alien father and English mother born out of the kings allegiance, could not inherit to his mother in this country before, VII, VIII Vict., LXVI. s. IV. Duroure v. Jones 4 Term Rep., 300; 2 R. R., 390. And see further col., 212 post. Persons born in the United States of America since the trealy of 1783 by which the independence of those state was acknowledge

Parmi les caractères de ce droit historique que nous analysons en ce moment, on doit retenir celui de la perpétuité du vasselage, suivant lequel la qualité de sujet britannique est perpétuelle *(once a subject always a subject)*. Enfin, toutes les lois antérieures que nous avons mentionnées présentent le caractère de lois sur la naturalisation. Je m'en occuperai ultérieurement.

Du droit historique que nous venons d'exposer, nous isolons trois principes fondamentaux nécessaires pour acquérir la nationalité britannique : 1° la naissance dans l'étendue du territoire des domaines royaux, quand les parents sont sujets étrangers ou de pays amis du roi d'Angleterre; 2° la naissance de parents soumis au vasselage du roi; 3° la naissance à l'étranger de père anglais quand la mère a traversé l'océan avec la permission du mari ou de l'aïeul, sujets britanniques. Le troisième point constitue, comme nous l'avons dit, une exception personnelle en faveur du *jus sanguinis*, inspirée par des raisons politiques. Les deux premiers points sont ceux qui constituent la nationalité.

Nous connaissons l'étendue du *jus soli* et l'exception contenue dans les anciens statuts. Examinons maintenant en quoi consiste le vasselage (allégeance), dont l'incorporation à la naissance dans le territoire est indispensable pour caractériser le sujet britannique (1).

Le vasselage était, au moyen âge, le lien qui détermine la subordination de l'individu (homme lige) au seigneur

by this country, are aliens, and cannot take land by the descent, or inherit in this country. Doc. d. Thomas v. Aclau, 4 D. R., 394; 2 B. C., 779; 2 p. L. (o s.) K. B., 129; 26 R. R., 544.

(1) Des auteurs importants ont étudié la question du vasselage pendant tout le moyen âge, soit au point de vue spécial anglais, soit à tout autre point de vue. Parmi ceux qui se trouvent le mieux à la portée des universitaires sud-américains, nous rappellerons Fiore, *ouvrage cité,* I, 80, et W. Blackson, dans ses fameux *Commentaires sur les lois de l'Angleterre,* traduits en plusieurs langues. Dans nos citations, nous suivrons la traduction française, *Commentaires sur les lois anglaises,* etc., Paris, 1882.

du territoire. C'est la source du droit de « *encomiendas* » de la législation coloniale espagnole. Au sein d'une société livrée à toutes les violences, les propriétaires allodiaux, exemptés de toutes charges et redevances, mais isolés et, par conséquent, dans une situation périlleuse, cherchaient un appui auprès des grands et *se recommandaient,* imploraient un appui auprès de quelque homme puissant à proximité de leurs terres. « La *encomienda* était donc l'acte par lequel un propriétaire allodial opérait une cession fictive de sa terre en faveur du protecteur qu'il avait recherché, pour la recevoir de nouveau de ses mains, non pas comme *alleu,* mais comme *bénéfice,* avec toutes les charges du service militaire et autres dont était grevée la propriété bénéficiaire » (1).

Ainsi, ajoute Fiore dans le passage cité, par le moyen de la division progressive, on vit prendre chaque jour une plus grande extension à cette série de grands et de petits vassaux, unis les uns aux autres par des obligations égales, dont la première était la fidélité, qui constituait le titre à la possession. La soumission des vassaux au roi et non plus aux seigneurs locaux, ou châtelains, fut l'origine de la lutte de Charlemagne contre les féodaux. Pour exiger le serment de ses sujets, il voulait prendre contact avec eux et leur imposer son vasselage sans passer par l'intermédiaire des seigneurs féodaux, de manière que les relations des hommes libres et du roi fussent directes; c'est-à-dire que la nationalité royale fût supérieure à la nationalité de la châtellenie. La réaction dont Charlemagne prit l'initiative était trop grave pour rester susceptible de conserver du succès après sa mort. D'autre part, l'ignorance des propriétaires de peu d'importance ne pouvait concevoir le vasselage à l'égard d'un roi éloigné et inconnu; elle préférait donc respecter l'autorité du seigneur qui pesait constamment sur eux.

(1) Fiore, *ouvrage cité,* p. 81, note 6. Les notes de l'ouvrage de Fiore ont été rédigées par l'éminent jurisconsulte espagnol don Alejo Garcia Moreno.

Ces antécédents du moyen âge européen passèrent en Angleterre; et, dans les premières années de son règne, le roi Edmond exigea que les hommes libres lui prêtassent serment. Guillaume le Conquérant se montra inexorable à cet égard; il fut le fondateur du premier droit positif en la matière dans sa fameuse *Carta de quibusdam statutis.* Le serment de fidélité à la couronne, c'est-à-dire l'acte de vasselage (allégeance), commença à devenir un fait accompli en 1086, et il fut prêté par tous les propriétaires de terres d'Angleterre. Il y a lieu de remarquer que Charlemagne n'avait pas défini résolument le serment prêté à sa personne en tant qu'exclusif des serments prêtés aux vassaux. En cas de conflit, les sujets demeuraient donc dans une situation perplexe. Mais Guillaume le Conquérant établit une formule de serment à sa personne, à l'exclusion de toute autre. Sur le continent, Frédéric Barberousse établit le même principe, qu'il fit sanctionner par la Diète de Roncaglia, en 1158. Aux termes de cette loi, le sujet s'oblige à nommer roi celui à qui il prête serment.

La fidélité fut tout d'abord considérée comme unie au sol, comme une obligation réelle. C'est pour cette raison que l'on appelait *sujets* ou *non sujets* ceux qui étaient nés à l'intérieur ou au dehors du territoire. Pour ce motif, on considérait que la terre (*encomendada*) était préférée à l'homme. Plus tard, ces relations de vasselage furent modifiées; on les dépouilla de leur caractère exclusivement territorial pour considérer le lien de la nationalité comme un droit personnel de l'homme, qui dépend principalement de son libre choix (1). Alors, dans l'évolution du vasselage vers le serment des hommes libres, le territoire perd une partie de son influence, qui est remplacée par l'élément politique.

Il est à remarquer que, dans le droit historique anglais, nous trouvons toujours la « population » divisée en deux

(1) Fiore, *ouvrage cité,* I, 85.

catégories : les étrangers et les nationaux du pays. Blackstone (1) définit les habitants originaires ou naturels du pays en disant que ce sont « ceux qui sont nés dans l'étendue du domaine de la couronne d'Angleterre », c'est-à-dire, suivant l'expression généralement adoptée dans le pays, sous l'autorité de l'allégeance du roi. Sont étrangers « ceux qui sont nés en dehors de la portée de cette autorité ».

Cette définition de Blackstone a une importance extraordinaire. Elle démontre immédiatement la subordination ou lien secondaire qui, dans ce droit, est attribuée au fait (*factum*) de la naissance et de l'influence décisive de l'obédience ou serment au roi; de telle sorte que ceux qui ne veulent pas prêter le serment au roi restent étrangers (2).

Pour cette raison, ajoute l'éminent auteur, le vasselage est le *lien* (*ligamen*) qui soumet le sujet au roi en échange de la protection que le roi lui accorde. Voici ce que dit Blackstone à ce sujet dans l'édition française :

« La chose en elle-même, en ce qui en fait la substance, est fondée sur la raison et sur la nature de tout gouvernement : le mot et la forme nous ont été transmis par les Goths nos ancêtres. Sous le sys-

(1) Blackstone, *ouvrage cité*, 57.

(2) Allegiance was due to the King from his subjects, just as homage and fealty were due from a tenant to his feudal lord. It is true that an English King could insist upon an oath of allegiance from all his subjects, whose ever men they were. It is true that an English in later law many deductions as to the subjects position in relation to the crown were drawn from the nature and consequences of allegiance. But these deductions were not drawn in this period; and the idea that allegiance constituted a mutual tie to which either party could out an end leaves its traces even in English history. Provided that here been solemn notice (diffidatio) that allegiance had been renuonced, the leying of war against the King was probably not treason till Edward III's statuts. — (W. S. Holdsworth, *History of the English Law*, London, 1909, III, 353.) *Ligeance is the mutual bound and obligation* between the King an his subjects, because they are bound to obey and serve him. Therefore it is truly said *proleclio trahit subjectionem et subje·tio prolectionem* (Calvin's case, 1680, dans l'importanl ouvrage de Earl of Halsbury, *The Laws of England*, 1907, p. 302).

tème féodal, tout propriétaire de terres tenait ces terres sous la dépendance de quelque supérieur ou seigneur, duquel ou des ancêtres duquel le tenant ou le vassal les avait reçues : et d'après une confiance, une foi mutuelle entre le seigneur ou lord et le vassal, le seigneur devait protéger le vassal dans la jouissance du territoire qu'il lui avait concédé, et de son côté, le vassal devait être fidèle au seigneur, et le défendre contre tous ses ennemis. On nommait *fidélité* ou *foi féodale (Fealty)* cette obligation du vassal ; et suivant la loi féodale, tous les tenants devaient prêter à leur seigneur un serment de fidélité, conçu à peu près dans les mêmes termes que notre ancien serment d'allégeance (2 *Feud.*, 5, 6, 7), si ce n'est que le serment féodal usité contenait souvent une réserve, une exception de la foi due à un seigneur suzerain y dénommé, dont le seigneur de la terre lui-même pouvait n'être que le tenant ou le vassal. Mais quand le serment se prêtait au seigneur absolu, qui ne relevait de personne, on ne l'appelait plus le serment féodal, mais le serment d'allégeance, par lequel le tenant s'engageait à garder fidélité à son seigneur souverain, contre tous, sans réserve ni exception, « *contra omnes homines fidelitatem fecit* » (2 *Feud.*, 99). La terre tenue sous cette espèce élevée de féodalité prenait la dénomination de fief-lige, *feudum ligium* ; les vassaux étaient hommes-liges, *homines ligii,* et le souverain était le seigneur-lige, *dominus ligius.* Et quand les princes souverains se devaient hommage entre eux pour des terres tenues sous leurs souverainetés respectives, on distinguait toujours entre l'hommage *simple*, qui n'était qu'une reconnaissance de tenure (7 Rep., *Calvin's case,* 7), et l'hommage *lige* qui renfermait l'espèce de foi féodale dont nous venons de parler, et les obligations de service qui en étaient la conséquence. Aussi, lorsque le roi d'Angleterre Édouard III fit un hommage en 1329 à Philippe VI, roi de France, pour les duchés et domaines qu'il possédait dans ce dernier royaume, on contesta avec chaleur sur l'espèce dont devait être l'hommage, ou *lige* ou *simple* (2 Cart., 401). Mais comme, en Angleterre, il est de principe, en matière de tenure, que *toutes* les terres sont tenues du roi, leur souverain, leur seigneur par excellence, il ne peut être prêté aux seigneurs inférieurs que le serment féodal, le serment d'allégeance étant nécessairement réservé à la seule personne du roi. Par une analogie facile, la signification du terme *allégeance* fut bientôt étendue à tous les devoirs dus par les sujets à leur prince, de même qu'aux devoirs purement et simplement territoriaux : et le serment d'allégeance, tel qu'il a été prêté pendant plus de six cents ans (Mirror, c. 3. Fleta, 3, 16. Britton, c. 29), contenait la promesse « d'être loyal et fidèle envers le roi et ses héritiers, de lui garder la foi au péril de la vie, des membres et de

l'honneur terrestre, et de le défendre de tout mal ou dommage dont on le saurait menacé » (1).

Tel est le devoir du national. Le droit historique divise le vasselage ainsi défini en vasselage naturel et perpétuel ; en vasselage local et temporaire. Le vasselage naturel est celui qui est dû au moment de la naissance pour tout homme qui naît sous la puissance du roi, puisque, dès que cet homme a vu le jour, il tombe sous la protection royale et vit sous cette sauvegarde tout le temps pendant lequel il est impuissant à se protéger lui-même. On disait que le vasselage était perpétuel parce que celui qui naissait sujet d'un prince (on ne parle pas du territoire) ne pouvait, par aucun acte de sa volonté, ni encore par le serment de fidélité à un autre, s'affranchir du vasselage naturel envers son premier seigneur, qui est son suzerain d'une manière intrinsèque, primitivement et antérieurement à tout autre, et dont il ne peut se dégager sans le consentement du prince (2). Le vasselage local est celui qui est dû par un étranger pourvu qu'il vive sous l'autorité d'un prince, et cesse à partir du moment où cet étranger change sa situation.

Dans les premiers temps, la doctrine du vasselage perpétuel se manifestait avec une extrême rigueur. Ainsi Enée Macdonald, né en Angleterre, élevé depuis son enfance en France, où, par la suite, il occupa de hautes situations et fournit ses services au roi de France, fut pris un jour les armes à la main contre le roi d'Angleterre. On le jugea et il fut déclaré coupable du crime de haute trahison. Cependant, par suite de circonstances particulières, il obtint sa grâce, mais sous la condition de sortir banni du royaume et de ne jamais reparaître sur le territoire anglais. D'où l'on conclut que le vasselage perpétuel ou naturel concer-

(1) Blackstone, *ouvrage cité*, II, 57-59 ; Cf. cet ouvrage, V^e *Conférence*, p. 157.

(2) Blackstone, *ouvrage cité*, II, 62.

nerait les sujets et que le vasselage local ou temporaire s'appliquerait aux étrangers seulement.

L'idée que le vasselage est la condition déterminante de la nationalité britannique a été affirmée par la suprême Cour de justice de Londres dans deux *leading cases.* La première affaire est celle d'Isaac Son contre Durant, à la suite des élections parlementaires de 1885. Il s'agissait de personnes nées dans le royaume de Hanovre antérieurement à 1837 et qui n'avaient pas juré obéissance au roi d'Angleterre; de personnes nées dans le même royaume depuis 1837 de parents nés antérieurement à ladite date et qui n'auraient pas non plus juré fidélité à la couronne britannique; enfin d'une personne née en Prusse depuis 1837 de parents nés au Hanovre en 1802 et qui ne possédaient pas la nationalité anglaise. Les opinions précédentes furent opposées malgré les relations de la couronne britannique avec le royaume de Hanovre; et la Cour suprême déclara, conformément à la loi, que les électeurs en question étaient étrangers et n'avaient pas qualité à l'effet de voter, quand bien même ils auraient été inscrits sur le registre civique (1). Dans l'affaire *Wals,* il s'agissait d'un *sujet* britannique né en Irlande, marié avec une femme française domiciliée en France. Les époux avaient résidé en France jusqu'à l'époque où la Révolution éclata. Cette circonstance les fit émigrer en Allemagne. La femme, qui n'avait jamais résidé sur le territoire britannique, mourut la première. La Cour déclara que le mariage ne constituait pas, par lui seul, une raison suffisante pour donner à la femme la nationalité britannique, parce que, tant que ce mariage avait duré à l'étranger, aucun des époux n'avait vécu sous le vasselage de la couronne d'Angleterre *(She was not within the allegiance of the Crown of England)* (2).

Enfin, la définition du mot *alien* dans le *common law,*

(1) Mews, *ouvrage cité,* VIII, 195-198.

(2) Mews, *op.* et *loc. cit.,* VIII, 195-198.

donnait des arguments qui confirment les précédents. *Alien*, l'étranger, est le sujet d'un État étranger *qui n'est pas né* sous le vasselage de la couronne (1).

V. **Réaction et réforme législative de 1870.** — Au milieu du XIX^e^ siècle, les hommes d'État anglais se préoccupaient de la nécessité de réformer leurs lois sur la nationalité et sur la naturalisation. Deux causes exerçaient leur influence chez eux : l'une interne et l'autre externe. La cause interne provenait des difficultés d'interprétation survenues fréquemment à l'occasion de litiges privés sur l'état civil, les successions et autres analogues et au sujet de questions politiques à propos d'élections parlementaires. D'autre part, les questions externes avaient leur origine dans les conflits des lois par suite des progrès réalisés par le *jus sanguinis* sur le continent et même au delà. Enfin, il était nécessaire aussi de tenir compte de la diversité des législations des États composant l'Empire britannique sur la nationalité, pour se rendre compte d'une nouvelle source de difficultés judiciaires.

Parmi ces complications, la question de la double nationalité posait le problème dans des conditions qui en rendaient la solution difficile. Il fallait, en effet, arriver à obtenir que les sujets britanniques puissent conserver l'intégralité de leur nationalité, et il était impossible à la loi britannique d'établir qu'une personne, par le fait qu'elle devient sujet britannique, cesse de rester le sujet d'un pays étranger quand elle insiste pour réclamer sa nationalité étrangère.

La tradition du *common law*, d'après laquelle *once a*

(1) « *Alien*. An alien is, at common law, a subject of a foreign State who has not been born within the allegiance of the Crown » (Halsbury, *The Laws of England, ouvr. cité*, t. I, 302). « *Statutory alien* est le sujet britannique qui perd la nationalité par le fait d'avoir acquis la nationalité d'un autre pays » (*Ibid.*, t. I, 308). « *Alien friend*. Le sujet de souverains qui sont en paix avec le souverain anglais (*Ibid.*, t. I, 304).

subject always a subject, constituait un autre des points capitaux de la discussion. On jugeait qu'il était nécessaire de faire fléchir l'inflexibilité de la règle. L'acquisition de la nationalité par la consanguinité formait une question qui se trouvait sous la dépendance de la loi. Sous les Normands, le droit monarchique établit qu'une personne dont le père ou l'aïeul paternel était né dans l'étendue des domaines de Sa Majesté serait considérée comme sujet britannique naturel, bien que sa naissance ait eu lieu à l'étranger (1).

Enfin, les statuts résolvent la question de la naissance des personnes sur les navires britanniques. Celui qui est né à l'étranger à bord d'un bateau britannique est national naturel. Telle était la règle qui avait donné lieu à des controverses dans son application. S'il est hors de doute que celui qui est né sur un navire de guerre, quelle que soit la situation de ce navire, ou que celui qui est né sur un bateau marchand, en haute mer, sont sujets britanniques, les questions suivantes ont cependant été soulevées en droit anglais : 1° celui qui est né à bord d'un navire marchand britannique dans un port étranger ou dans des eaux étrangères est-il sujet britannique? 2° celui qui est né à bord d'un bateau anglais dans les eaux territoriales britanniques ou dans l'étendue du territoire du pays est-il sujet britannique?

La Cour suprême d'Angleterre a déclaré que, bien qu'une personne doive être considérée comme étrangère ou comme nationale, d'accord avec les lois britanniques, les droits et les responsabilités inhérentes au *status civitatis* ainsi acquis sont déterminés par la loi des colonies où ces personnes sont domiciliées. Par conséquent, un Français qui aurait résidé à l'île Maurice en y occupant un emploi de syndic de faillite et qui aurait été admis à

(1) XXV, Edouard III, statut II; VII, Anne, chap. v, statut III; IV, George II, chap. XXI, statut I; XVIII, George III, chap. XXI; *Report*, 1901, cité, p. 7.

prêter le serment de vasselage se trouvait évidemment un étranger; puisque, conformément à la loi française qui prévaut dans cette île en vertu du traité de cession de 1810, les circonstances de la cause ne constituent pas « l'autorisation du gouvernement pour acquérir une nouvelle nationalité » (1).

Ces antécédents provoquèrent la discussion sur la question des réformes à introduire en Angleterre dans les lois sur la nationalité. En 1843, le Parlement nomma un *select commitee* qui, sous le règne de la reine Victoria, dressa le projet de la loi de 1844 que nous avons cité plus haut, en donnant un intéressant rapport sur ce sujet. Cependant les difficultés continuèrent et le gouvernement nomma, en 1869, une *commission royale* qui remit une autre étude et un nouveau rapport concernant le droit sur la naturalisation et les réformes qui devaient en être la conséquence.

Le résultat de ces études et de ce rapport se trouve condensé dans la loi de 1870. Cependant cette loi n'est pas une loi générale sur la nationalité britannique. Dans les rapports des commissions de 1843 et de 1869, dans les arrêts judiciaires et dans la doctrine des auteurs, on montre une certaine appréhension quand il s'agit d'aborder la question de la nationalité britannique en face des nationalités locales. Les susceptibilités des colonies ont constitué un point noir pour la politique anglaise, et, seul, le tact spécial de leurs hommes d'État a pu éviter des scissions. La loi de 1870, comme son titre l'indique, s'applique principalement à la naturalisation dans les domaines britanniques : *Naturalization Act*.

Les traits caractéristiques de la loi de 1870 consistent dans les concessions faites au *jus sanguinis*, dans le but de ressaisir les sujets britanniques à l'étranger.

En combinant la législation anglaise depuis la réaction monarchique postérieure au droit teutonique jusqu'à la loi

(1) Mews, *ouvrage cité*, 198.

de 1870, on observe que, dans l'Empire britannique, l'acquisition de la nationalité a été et est encore soumise à douze modalités combinées qui sont les suivantes : 1° naissance dans les domaines de Sa Majesté britannique ; 2° vasselage ; 3° descendance, c'est-à dire le cas dans lequel l'enfant de parents étrangers opte pour la nationalité anglaise ou si l'enfant est né de parents anglais ou est né à l'étranger ; 4° combinaison de la descendance et du domicile ; 5° réintégration dans le cas où un Anglais aurait été naturalisé et demande immédiatement à recouvrer la nationalité perdue ; 6° *denization ;* 7° naturalisation ; 8° nationalité dans une partie autonome de l'Empire ; 9° mariage (la femme suit la nationalité du mari) ; 10° nationalité locale ou nationalité des États ; 11° cession territoriale ; 12° soumission politique d'États secondaires.

Le caractère de sujet britannique s'acquiert donc, d'après le nouveau droit, par la naissance avec les exceptions suivantes : 1° il faut que l'individu ne soit pas né sur le territoire britannique au cours d'une occupation militaire ennemie, dans lequel cas ceux qui sont nés dans ces conditions ne sont pas, comme le dit la loi, sujets de Sa Majesté britannique ; 2° ne sont pas sujets britanniques les enfants des diplomates et des fonctionnaires étrangers en vertu du principe de l'exterritorialité qui protège les légations ; 3° les enfants de diplomates britanniques qui naissent à l'étranger, lesquels, en vertu de la même fiction, acquièrent la nationalité de leurs parents ; 4° il est nécessaire que ceux qui sont nés sur le territoire ne soient pas issus d'*ennemis* du roi ; 5° ni enfants de parents condamnés pour haute trahison ; 6° ni issus de parents qui, au moment de leur naissance, se trouvaient au service d'un pays étranger ennemi de la couronne britannique (1).

Nous avons dit que, dans la loi de 1870, ce droit a subi

(1) William Edward Hall, *A treatise on the foreign power and jurisdiction of the British Crown,* Oxford, 1894, p. 18 et suiv. ; IV, George II, chap. XXI, statuts I et II.

de grandes atténuations en faveur du principe du sang. En effet, la loi considère comme sujet britannique : *a*) toute personne issue de père né dans les domaines britanniques; *b*) ou dont l'aïeul paternel est né dans les mêmes domaines. Ainsi, par exemple, Walker, fils de l'Anglais William, est né à Naples. Aux termes de la loi italienne, il serait Anglais et, selon la loi anglaise, il serait Italien (*jus soli*); mais la loi de 1870 dit que cet enfant, né à l'étranger de parents anglais, est Anglais. Walker est père de Peter, né à Naples; Peter, Anglais, a un fils, Alfred, né à Naples. D'après la loi de 1870, quelle est la nationalité d'Alfred, fils d'un Anglais né à Naples et petit-fils d'un Anglais né en Angleterre? Alfred est aussi Anglais. Les enfants et les petits-enfants d'Anglais nés à l'étranger, mais de parents anglais, sont Anglais. Là se termine cependant la concession faite au *jus sanguinis*. Dans les branches suivantes, la nationalité ne se produit pas. Cas inverse : Walker, né en Angleterre, émigre, se fait naturaliser Italien et a un enfant à Naples : cet enfant n'est déjà plus Anglais. Il est nécessaire que le père, ou l'aïeul, ses ascendants dans la ligne paternelle aient la nationalité au moment de la naissance de l'enfant.

Dans la loi de 1870, le droit d'option était rédigé dans des termes très clairs qui intéressent spécialement la République Argentine, parce qu'ils s'appliquent à la masse des enfants d'Anglais nés dans notre pays, mais que l'Angleterre considère comme siens dans les conditions que je vais exposer. En effet, cette loi (*naturalization Act*) dispose dans son article 49 que : « une personne quelconque née hors des domaines britanniques d'un père sujet britannique au moment de la naissance, s'il n'était pas alors disqualifié de quelque manière, pourra déclarer qu'elle opte pour la nationalité étrangère (*alienage*); et à partir du moment où elle a fait cette déclaration, elle cesse de rester sujet britannique et devient étrangère ». Cependant, la majorité des jeunes Anglais nés dans la République

Argentine ne se hâtent pas de venir à la légation britannique pour y déclarer leur intention d'abandonner la nationalité anglaise et de suivre la nationalité de leurs parents; ils préfèrent s'abstenir, et, le jour où notre pays les appelle sous les drapeaux, ils entrent dans l'armée et servent la République avec un véritable enthousiasme. Ils affirment ainsi leur volonté de rester Argentins. Mais, comme ils n'ont pas accompli la formalité prescrite par l'article 49 précité, seront-ils considérés comme Anglais s'ils se rendent en Angleterre? C'est une autre question préjudicielle et diplomatique qui surgit, sur laquelle la législation britannique doit décider libéralement par la sanction de règles générales et uniformes. Cette même observation doit s'étendre à la majeure partie des nouvelles sociétés américaines.

Il y a quelques années, quand le colonel Holdich vint visiter la République Argentine pour étudier sur place la question des limites entre le Chili et l'Argentine en qualité de délégué du roi d'Angleterre, il eut l'occasion de constater ce que nous venons de dire. Il assista à une fête militaire au camp de Mayo, à laquelle j'eus l'honneur de l'accompagner pour lui servir d'interprète. L'un des régiments de cavalerie qui se trouvait au camp se composait en majeure partie de conscrits fils d'Irlandais. Tous parlaient l'anglais, mais déclaraient volontiers aussi, avec une certaine fierté, qu'ils étaient *Argentins*. Le colonel Holdich se montra très impressionné par la puissance d'assimilation de la République Argentine qui se faisait sentir jusque chez des jeunes gens qui parlaient plus facilement l'anglais que le castillan ; ce qui, cependant, ne les empêchait pas de se sentir Argentins et de servir comme de bons soldats. Il résulte de ce fait que l'influence de la langue est inefficace.

La loi de 1870 ajoute : « Tout individu qui serait sujet naturel britannique par suite de sa naissance dans l'étendue des domaines britanniques et qui aurait été en même

temps sujet d'un autre État étranger, conformément aux lois de cet État, peut faire, à sa majorité, une déclaration d'option pour la *nationalité étrangère,* dans la forme prescrite, et il cessera alors de demeurer sujet britannique ». On se rend donc ainsi compte que cette loi s'inspire de celle qui fut sanctionnée sous Édouard III, XXV, statut II, disposant que les enfants nés à l'étranger seraient sujets britanniques si les parents étaient vassaux du roi à la date de la naissance de ceux-ci, quand la mère aura traversé l'Océan avec l'autorisation du mari. Le statut avait pour objet d'habiliter cette catégorie de sujets à la succession des biens situés en Angleterre. Les statuts VII, Anne, chapitre v, sanctionné en 1709 ; IV, George II, chapitre xxi, sanctionné en 1731, XIII, George III, chapitre xxi, sanctionné en 1773, affirment cette orientation vers le *jus sanguinis,* en disposant que toutes les personnes nées à l'étranger de parents et d'aïeuls paternels qui, au moment de la naissance, auraient été sujets du roi, seraient consi dérées comme nationaux naturels nés dans le royaume, sauf dans le cas où il s'agit de transmettre le même état civil à leurs descendants nés à l'étranger. D'où l'on conclut que l'Angleterre a devancé la France de plusieurs siècles dans l'évolution vers le *jus sanguinis.*

VI. **Rapport de la commission de réformation de 1891 ; ses conclusions.** — Les résultats de la loi de 1870 ne furent pas satisfaisants, non plus, au point de vue de la nationalité, comme il était naturel ; et le 9 février 1889, le ministre de l'Intérieur d'Angleterre, sir Mathew Withe Reedley, nomma la commission de réformation que nous avons mentionnée précédemment; elle avait pour objet d'étudier l'application de la loi et d'indiquer les réformes à y apporter.

La commission devait passer en revue tous les précédents juridiques positifs et doctrinaires sur la matière. Pour cette raison, elle estima que ses pouvoirs devaient

s'étendre à d'autres points de vue. Elle étudia le privilège dû à la protection diplomatique dans le cas où la demande du postulant quant à sa nationalité est aussi soumise à la réclamation d'un autre Etat. Elle étudia aussi : le droit, avec les responsabilités qui en découlent, d'intervenir, au cours de la procédure, devant les cours consulaires britanniques établies par le *foreign jurisdiction Act* de 1890 (LIII et LIV, Victoria, chapitre XXIII); les responsabilités spéciales imposées aux sujets britanniques en raison d'actes accomplis à l'étranger par un sujet britannique sont justiciables des cours britanniques du royaume (XXXV, Henri VIII, chapitre II); ou pour assassinat commis à l'étranger (XXIV et XXV, Victoria, chapitre C, statut IX; ou pour bigamie (XXIV et XXV, Victoria, chapitre C, statut V); ou pour infraction au *merchant shipping Act* de 1894 (LVII et LVIII, Victoria, chapitre LX); à l'*explosive substances Act* (XLVI et XLVII, Victoria, chapitre III, statut III). Elle examina aussi les responsabilités encourues par les sujets britanniques dans les domaines de Sa Majesté, spécialement dans l'Inde anglaise, pour délits commis au dehors des limites de la possession britannique; et, finalement, les questions relatives aux traités d'extradition qui contiennent les dispositions relatives à la remise des nationaux.

Après avoir fait le résumé du droit sur la nationalité, ainsi que l'abrégé des rapports des commissions de 1843 et de 1869, la commission en arriva à formuler les conclusions suivantes :

1° Supprimer les différences entre les droits attribués au sujet naturel et au sujet naturalisé;

2° Éviter la double nationalité chaque fois qu'il sera possible. La commission comprit cependant que, pour éviter dans la pratique des conflits entre ces divers cas, il était nécessaire d'obtenir l'uniformité de toutes les législations des pays civilisés, idéal désirable, mais d'une

réalisation difficile (1). La commission royale de 1869 composée de lord Brandwell, Montagne, Bernard et sir W. Harcourt, conseillait avec insistance au Parlement — pour établir l'harmonie entre les lois de l'Angleterre et celles des autres nations européennes — d'abandonner le principe suivant lequel le fait seul de la naissance dans l'étendue des domaines britanniques confère la nationalité. La commission de 1870 propose qu'il soit fait quelque chose dans ce sens au moyen de traités internationaux destinés à faciliter l'abandon des réclamations ayant pour objet de retenir les sujets qui se font naturaliser dans l'un des autres États contractants. La loi de 1870 contient l'autorisation de faire une tentative dans ce sens; mais la diplomatie anglaise n'a pas fait de démarches positives pour arriver à la conclusion de traités. La commission de 1869 recommande aussi que le secrétaire d'État, en exerçant son pouvoir discrétionnaire pour délivrer des certificats de naturalisation, prenne en considération la circonstance que l'intéressé aurait abandonné, ou n'aurait pas abandonné sa nationalité antérieure. Mais la commission de 1870 entend que si ce point est digne d'attention, il offre de sérieuses difficultés dans la pratique si l'on veut observer ce conseil (2).

3° La commission de 1891 admet qu'il est naturel d'exclure de la législation anglaise le concept féodal en vertu duquel le *status civitatis* ne peut pas être abandonné. La commission de 1870 est d'accord avec celle de 1869 pour conseiller le maintien des cas dans lesquels la loi de 1870 permet d'abandonner la loi sur la nationalité britannique. La commission de 1870 reconnaît que le lieu de la naissance offre souvent des preuves plus certaines pour démontrer ladite nationalité; mais elle recommande de ne pas

(1) Il y a lieu de remarquer que la commission, quand elle parle de cette question, lui donne le nom de *double allegiance*, en employant ces mots comme synonymes de double nationalité.

(2) *Report*, 1891, *cité*, p. 6.

oublier les exceptions fondées sur la règle d'après laquelle sont sujets britanniques tous ceux qui sont nés sous le vasselage (allégeance) (*within the allegiance*).

4° La commission conseille de se conformer à l'opinion de la commission royale de 1869 en limitant la transmission de la nationalité britannique à la première génération; mais elle fait remarquer qu'il serait nécessaire, à cet effet, de réformer la loi de 1870 en décidant qu'aucune personne née hors de l'étendue des possessions coloniales ne serait sujette britannique, à moins que son père ne soit né dans l'intérieur desdites colonies et qu'il ait été sujet à l'époque de la naissance de cette personne.

La loi de 1870 dispose que la condition requise, pour qu'un enfant étranger acquière la nationalité britannique, consiste dans la nationalisation de ses parents, au moyen de la résidence dans le Royaume-Uni. La commission de 1891 dit que la loi paraît trop compliquée à cet égard et que l'on doit laisser indéterminés, dans chaque cas particulier, l'étendue et le caractère de la résidence nécessaire pour devenir national. Elle recommande l'adoption d'un critérium plus clair et plus praticable en faveur des mineurs. S'occupant des enfants nés en dehors de la naturalisation des parents, elle admet qu'il n'existe aucune raison de s'opposer, si le père le désire et si le secrétaire d'Etat l'approuve, à ce que l'enfant puisse adopter la nationalité anglaise. Une déclaration faite par le père de son intention de faire naturaliser son fils serait suffisante. Le pouvoir discrétionnaire du secrétaire d'État résoudrait chaque cas particulier. « La nationalité des enfants acceptée suivant notre conseil, ajoute la commission, serait prouvée par un simple certificat du secrétaire d'État et ne serait pas assujettie aux questions de fait et de droit pour éviter toute incertitude sur son véritable caractère. » Enfin, la commission croit qu'elle a dû respecter le droit d'option de l'enfant pour lui permettre de l'exercer à l'époque de sa majorité.

Les pouvoirs attribués au secrétaire d'État pour cette réforme doivent être susceptibles de s'étendre aux autorités chargées de la naturalisation dans les domaines britanniques. La commission ajoute : « Si notre conseil était adopté dans le sens de l'abolition de toute différence entre le sujet naturel et le sujet naturalisé, il serait nécessaire d'établir aussi que tout enfant né d'un père naturalisé, après la naturalisation de celui-ci dans l'étendue des domaines britanniques, est sujet britannique; et l'on doit supprimer les exigences de la législation actuelle quant au domicile ». En traitant des mineurs, la commission de 1870 se préoccupe de la nationalité de la femme britannique qui a perdu sa nationalité par suite de son mariage avec un étranger, ou qui reste veuve avec des enfants mineurs. Si elle désire maintenir son lien avec la nation britannique et si ses enfants sont incorporés à l'armée ou à la marine, ou acceptent des emplois publics, elle ne pourrait être admise à la nationalité britannique que si elle prouvait une résidence de cinq années; et, en conséquence, ses enfants ne peuvent obtenir la naturalisation nécessaire. L'examen de cette difficulté a été proposé par le secrétaire d'État; il l'a résolue lui-même en se considérant comme investi de pleins pouvoirs à l'effet d'étendre le bénéfice des certificats de naturalisation à ces mineurs dans le but de les habiliter pour entrer dans les services publics. Cependant, on a objecté qu'il est douteux que la loi de 1870 autorise un semblable procédé; et nous pensons que cette procédure doit être formellement exprimée dans la réforme. Nous pensons, en outre, que le secrétaire d'État doit être muni d'un pouvoir discrétionnaire pour délivrer des certificats de nationalité aux mineurs, sans être soumis aux règles générales. La commission fait remarquer que la section X de la loi de 1870 est obscure en ce qui concerne le *status civitatis* des enfants de la veuve d'un sujet britannique qui perd sa nationalité par son nouveau mariage avec un étranger. Quelques-uns

pensent que non seulement elle devient étrangère conformément à la loi anglaise, mais encore qu'elle devient nationale de l'État étranger; et que, par conséquent, son fils résidant dans un pays étranger peut être naturalisé dans ce pays et perdre la nationalité britannique. « Nous recommandons, dit la commission, que cette obscurité soit éclaircie, bien que nous n'ayons pas une idée arrêtée sur ce qui pourrait constituer la meilleure réforme de la loi. » La majorité de la commission émet l'opinion que le nouveau mariage d'une veuve de nationalité britannique avec un étranger n'affecte pas le *status* national de l'enfant, tel qu'il résulte de celui de son père, le premier mari, qu'il soit sujet ou ne soit pas sujet du pays du second mari de sa mère. Elle admet, en outre, que dans le cas où les enfants seraient obligés de suivre la mère et recevraient la nationalité de leur beau-père, ils doivent avoir le droit de faire une déclaration de nationalité à leur majorité. La minorité de la commission admet qu'il serait plus pratique de décider que, si une veuve cesse de rester britannique par suite de son couvol en secondes noces avec un étranger, son enfant cesse aussi de rester Anglais parce qu'il demeure autorisé à l'effet de recouvrer la nationalité britannique par une déclaration faite un an après sa majorité (1).

5° La commission admet, relativement à la naissance à bord d'un navire, que la loi de 1870 doit être rendue plus claire, en établissant la règle simple que toute personne née à bord d'un navire anglais dans les eaux étrangères doit être sujet britannique, mais qu'elle ne serait pas considérée comme telle par le simple fait que le navire se trouvait dans les eaux britanniques au moment de la naissance.

Nous avons dit que la loi de 1870 s'applique principalement à la naturalisation, et quand nous nous en occupe-

(1) *Report, cité*, p. 16 et 17.

rons, nous aurons l'occasion de revenir sur son texte. En attendant, voici les conclusions finales, ou le résumé des réformes que la commission de 1891 a proposées au Gouvernement (1) :

1° Nous recommandons que les mêmes statuts qui existent sur l'acquisition et sur la perte de la nationalité britannique soient refondus, et qu'il soit dérogé aux statuts XXV, Édouard III, spécialement au statut II; VII, Anne, chapitre v, statut III; XII et XIII, Guillaume III, chapitre II; IV, George II, chapitre XXI, statut I; XIII, George III, chapitre XXI; XXXIII, Victoria, chapitre XIV; XXXIII et XXXIV, Victoria, chapitre CII; XXXV et XXXVI, Victoria, chapitre XXXIV; LVIII et LIX, Victoria, chapitre XLIII.

2° Nous recommandons que le droit existant de l'acquisition de la nationalité britannique par la parenté soit modifié dans une forme simple avec l'exception que quand le père sera né en dehors des domaines de Sa Majesté, l'enfant né en dehors de ces domaines ne sera pas sujet britannique. Nous recommandons aussi que le droit de naître à bord d'un bateau britannique soit reconnu dans la forme que nous avons indiquée.

3° Nous recommandons que l'on donne des autorisations légales au secrétaire d'État ou aux gouverneurs des possessions britanniques à l'effet de conférer le *status* de sujet britannique aux personnes qui réunissent les conditions requises en quelque partie que ce soit des domaines britanniques; et que le *status* ainsi conféré soit reconnu partout par la loi britannique, dans l'étendue et au delà des domaines britanniques sans porter atteinte au pouvoir de la législature d'une possession britannique quelconque à l'effet de sanctionner des lois accordant, à toute personne qui se trouve dans les conditions qu'elle juge convenables, les droits de sujet britannique, en totalité ou en partie, dans les limites de son propre territoire.

4° Nous recommandons que la condition nécessaire pour l'acquisition et la perte du *status* de sujet britannique soit maintenue comme il est établi dans la loi de 1870 et dans les lois corrélatives avec la modification relative à la résidence, au certificat et autres dispositions mentionnées dans ce rapport.

5° Nous recommandons que le droit concernant l'acquisition et la perte du *status* de sujet britannique, par des personnes déclarées incapables, soit simplifié ou modifié dans la forme conseillée par ce rapport (2).

(1) *Report, cité,* p. 18.
(2) *Ibid.*

La réforme projetée par la commission de 1901 porte, comme on le voit, sur des détails et des éclaircissements, mais sans lui donner toute la portée et toute l'importance d'une loi générale sur la nationalité que l'on n'encourageait même pas à mettre en projet. La question reste sur le terrain de la loi sur la naturalisation de 1870. Par conséquent, le grand problème de la nationalité britannique est posé devant le Parlement anglais. Il faut noter cependant que la commission, dans l'article 3 de son projet de réforme, signale l'urgence de déterminer la nationalité britannique avec un caractère général, c'est-à-dire susceptible de la rendre efficace dans tous les domaines de la couronne, sans méconnaître les droits des diverses régions qui composent l'Empire et qui ont le droit de faire des lois sur la matière. La commission a porté la question sur le même terrain qu'en Suisse : celui de la coexistence des droits de la nation et des États qui la composent, à l'effet de promulguer des lois sur la matière.

VII. **Existe-t-il une nationalité britannique?** — Évidemment, l'Empire britannique constitue une organisation *sui generis* qui n'a eu de semblable que dans l'Empire romain, au temps d'Auguste, quand cet empire se composait d'une union mondiale de royaumes, de provinces, de villes, de territoires, d'îles, de *castella*, que Rome avait soumis à son hégémonie par la raison, par la force, par les traités ou par les largesses. L'Empire britannique, de même que l'Empire d'Auguste, constitue peut-être une imitation qui pourrait s'expliquer par l'éducation classique que reçoivent les Anglais. Il se compose aussi d'une série de royaumes, d'États, de provinces, de villes, d'îles, de territoires, de tribus qui, successivement, sont passés sous sa domination dans tous les continents et dans toutes les mers pour les mêmes raisons et par les mêmes moyens

que ceux dont les Romains faisaient usage et que la loi de Manou conseillait (1).

Quelle est la forme politique de cet empire? Il serait difficile, parfois impossible d'en donner la définition exacte par suite de l'absence d'une constitution écrite. Sa vie publique et privée repose sur les principes du droit politique et privé coutumier, et chaque État conserve le gouvernement et les lois locales qu'il possédait avant son incorporation. Ainsi, à l'intérieur de ce vaste empire, se sont formées trois catégories de grandes républiques dont le fonctionnement institutionnel est plus calme et plus régulier que celui de n'importe laquelle des républiques américaines que j'ai mentionnées, à l'exception des États-Unis d'Amérique : je veux parler des États-Unis du Canada et des nouveaux États constitués par les colonies australiennes (*Australian commonwealth*) et de l'Afrique du Sud. Elles sont même allées plus loin que le Canada, puisque celui-ci conserve son titre de Dominium, tandis que les Australiens et les Sud-Africains ont adopté celui de Communauté ou République et élisent, absolument comme dans notre pays, un congrès général en coordination avec le pouvoir exécutif et avec le pouvoir judiciaire, et maintiennent dans chaque province les mêmes organes pour ces divers services. Ces républiques ou communautés subsistent dans l'ensemble de l'Empire britannique, en même temps que les autres colonies, gouvernées par le même système de l'unité, comme, par exemple, le vice-royaume des Indes. Ceci nous montre que l'organisation de l'Empire britannique diffère de toutes les formes connues.

Le récent conflit entre les lords et les communes est une question constitutionnelle; et la révolution qu'il détermina, sans bataille ni effusion de sang, est l'une

(1) On peut étudier l'organisation des nouveaux États *in imperium*, dans Bryce, *Studies in History and jurisprudence*, Oxford, 1901.

des plus graves de l'histoire. On a discuté avec passion sur les périls qui menacent une nation qui n'arbore pas un drapeau unique, qui est constituée par des nationalités multiples, non groupées dans une nationalité commune. L'idée de constituer l'Empire sous la forme fédérale émeut beaucoup de penseurs. D'autres estiment que le moment favorable est passé et que la discussion sur le système de la *fédération* et le système de la *dévolution* se trouve engagée dans une passe difficile. En dernière analyse, la *dévolution* est la reconnaissance et la confirmation des souverainetés des différentes parties qui composent l'Empire. La *dévolution* a déjà parcouru un tel chemin qu'il paraît difficile que les colonies qui en sont investies consentent à rétrocéder leur autonomie et à s'en dépouiller. M. J.-A. Morgan, professeur à l'Université de Londres, a traité à fond, en même temps que succinctement, cette grave question dans un article intitulé *The constitution in writing* (1).

Voici ses conclusions :

« It is an Empire without an Imperial citizenship, without Imperial taxation, without an Imperial Court of appeal; an union of communities in every degree of policial *status* from the Federal Commonwealth of Australia; an Empire in which a citizen in one part of it is an alien in another part; an Empire in which one Colony may be bound by commercial treaties to a foreign State, without binding the others; an Empire in which a British subject may be prevented by industrial and immigrant legislation from landing on British territory; an Empire in which even the law of treason varies withthe *lex loci,* and the superb writ of *Habeas Corpus* itself has lost its Imperial character ».

« Devolution within these islands is possible though the problems of central and local finance which it will raise will be anything but simple and it might be effected without any serious changes in the constitution; but the moment the larger question of Imperial Federation is opened up we shall find ourselves beset with difficulties,

(1) *The Nineteenth Century and after*, nº 405, novembre 1910, p. 765 et suiv.

policial, legal and economic, such as are likely to prove insuperable. It is too late. To make of our *Staatenbund* a *Bundesstaat* is beyond our powers. Colonies whose executives enjoy the prerogative in all its potency, whose Legislatures have been declared practically sovereign will not surrender their habitual autonomy. Having begun by devolving, it is too late to think of federating » (1).

Les considérations précédentes révèlent les difficultés institutionnelles que l'on remarque dans l'Empire britannique au sujet de la promulgation de la loi générale sur la nationalité. Cependant, on ne peut affirmer d'une manière absolue qu'il n'y a pas de nationalité britannique. Cette nationalité existe en principe et dans les faits avec un caractère politique, puisque le gouvernement britannique accorde sa protection diplomatique à ceux qui prouvent qu'ils possèdent cette nationalité conformément aux statuts que nous avons cités. Les confusions qui résultent de l'application de ces statuts sont toujours matières à délibérations judiciaires, administratives et parlementaires et l'on arrive à cette conclusion finale que le caractère du sujet britannique ayant été établi, ce sujet jouit des privilèges inhérents à cette qualité. Ce qui manque en réalité

(1) Consultez en outre, sur ces graves questions, les ouvrages suivants : Henry Jenkiyns, *British Rule and Jurisdiction beyond the seas, with a Prefacy by sir Courtenay Ilbert,* Oxford, 1902; George T. Demson, *The Struggle for Imperial Unity. Recollections and Experiences,* Londres, 1909; James Bryce, *Studies in History and Jurisprudence,* Oxford, 1901, en deux volumes; Harold W. V. Temperley, *Senate and Upper Chambers,* London, 1910; Charles W. Dilke, *Problems of Great Britain,* Londres, 1890; I. Disraéli. *Curiosities of Literature,* Londres, 1889; Joseph Chamberlain, *Foreign and Colonial Speeches,* London, 1897; Arthur F. Flux, *The Building of British Empire*, Londres, sans date; lord Landsdowne, *Parliament*, 22 novembre 1909 (*The Times* du 23); lord Ashborey, lord Balfour, *Parliament*, 25 novembre 1909 (*The Times* du 26); *Sir Edward Grey and the lords* (*The Times* du 25 nov. 1909); lord Salisbury, lord Milner y lord Rosebery, *Parliament*, 24 novembre 1909 (*The Times* du 25); lord Cromer, *Parliament*, 23 novembre 1909 (*The Times* du 24); Jean Malcoln, *Home Rule all Round* (*The Nineteenth Century,* nov. 1910, p. 791); E.-S. Zéballos, *Justicia Internacional Positiva,* 1911, p. 53-55; V. *cet ouvrage,* Discours d'ouverture, p. 17-187; V^e^ *Conférence*, p. 148.

à l'Empire britannique, c'est une loi sur la nationalité qui définisse, en droit public et en droit privé, d'abord les formes à observer pour l'obtenir, puis les privilèges et les obligations du sujet; une loi qui établisse en même temps les règles pour la solution des conflits qui surgissent avec les lois locales. Il serait nécessaire aussi de fixer des limites aux droits des diverses fractions qui, politiquement, font partie de l'Empire britannique et ont le droit de faire des lois sur la nationalité. Le problème délicat à résoudre qui résulte des susceptibilités ou des autonomies locales se trouverait résolu par une transaction analogue à celle du droit fédéral et cantonal de la Suisse que j'ai exposé. Nous pensons que sur ces bases il est possible de faire dans l'Empire britannique, sous une forme claire et scientifique, des lois générales sur la nationalité qui établiraient le *status civitatis* de l'Empire.

SEIZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique (*Suite*).

SOMMAIRE. — I. Droit colonial. — II. Déclarations parlementaires et de la Conférence des *premiers* de 1911. — III. Fédération australienne. — IV. Australie méridionale. — V. Australie occidentale. — VI. Archipel de Bahama ou Iles Lucayes. — VII. La Barbade. — VIII. Les Bermudes. — IX. Nouvelle-Guinée britannique. — X. Guyane anglaise. — XI. Cap de Bonne-Espérance. — XII. Ceylan. — XIII. Iles Fidji. — XIV. Gambie. — XV. Colonie de la Côte de l'Or. — XVI. La Grenade. — XVII. Guernesey et Alderney. — XVIII. Hong-Kong. — XIX. Inde britannique. — XX. Ile de Man. — XXI. Jamaïque. — XXII. Jersey. — XXIII. Labuan. — XXIV. Leeward Islands. — XXV. Malte. — XXVI. Ile Maurice. — XXVII. Natal. — XXVIII. Terre-Neuve. — XXIX. Nouvelle-Galles du Sud. — XXX. Nouvelle-Zélande. — XXXI. Queensland. — XXXII. Rhodésia du Sud. — XXXIII. Sainte-Hélène. — XXXIV. Sainte-Lucie. — XXXV. Saint-Vincent. — XXXVI. Sierra-Leone. — XXXVII. Straits Settlements. — XXXVIII. Tasmanie. — XXXIX. Trinité et Tobago. — XL. Victoria. — XLI. Observation générale.

MESDAMES,
MESSIEURS,

I. **Droit colonial.** — Jusqu'en 1844, le droit sur la nationalité dans les colonies qui faisaient partie de l'Empire britannique était soumis au droit commun (*common law*), d'après lequel ceux qui sont nés dans chacune de ces colonies de parents qui ont vécu sous le vasselage (allégeance) du roi au jour de la naissance, étaient sujets de la colonie.

Cette nationalité coloniale produisait trois effets : l'un

général, accordé dans l'étendue des domaines britanniques, l'autre intercolonial et le troisième extérieur. Le premier accordait au sujet britannique la protection diplomatique du gouvernement britannique à l'étranger. Le second limitait les effets de la nationalité à la colonie originaire, de manière que le national britannique d'Australie, par exemple, quand il était naturalisé, n'avait pas la même qualité dans les autres colonies. En troisième lieu, les effets à l'étranger de cette naturalisation étaient également limités, puisqu'ils n'avaient aucune valeur dans le pays d'origine du naturalisé si celui-ci y retournait.

Pendant longtemps ces questions ont préoccupé les hommes d'État anglais, parce qu'elles se trouvent compliquées par les droits que possèdent les législatures et les autorités coloniales à l'effet d'édicter des lois sur la nationalité. Déjà à l'époque où l'éminent homme d'État, sir Charles Dilke, exerçait une grande influence sur les destinées de l'Empire, avant et après 1890, la question de la nécessité urgente d'une législation impériale sur la nationalité s'était déjà posée : il s'agissait de résoudre les difficultés évidentes que l'on signalait dans le droit colonial. Il est indispensable d'établir des règles, disait-on, pour permettre à la nationalité britannique, accordée dans une colonie, de produire des effets uniformes dans tout l'Empire et à l'étranger. Sir Charles Dilke signalait cependant que la question était extrêmement délicate, puisque l'on pouvait porter atteinte, en cherchant à la résoudre, aux autonomies des colonies, dans la majeure partie desquelles on remarquait des tendances vers l'indépendance. En visant d'une manière toute particulière les colonies australiennes, il avait prévu le danger d'une concentration prochaine de celles-ci sous la forme nationale ; il observait attentivement et étudiait les symptômes de mouvements d'indépendance déjà prononcés (1).

(1) Charles Dilke, *Problems of Great Britain*, 1890, p. 272. Il y a lieu de lire spécialement le chapitre intitulé : *Imperialism, Federation and Union*.

En général, les auteurs qui ont écrit sur le droit international anglais se montrent jaloux des facultés et des pouvoirs des législatures coloniales. Ils enseignent qu'il existe de grandes divergences d'idées sur les droits et pouvoirs des législatures coloniales, à l'effet de promulguer des lois relatives à la nationalité, spécialement quand il s'agit d'accorder les privilèges résultant de la qualité de sujet britannique dans les limites du territoire. Dans quelques possessions britanniques la loi accorde aux autorités le droit de promulguer des lois et d'en assurer l'exécution. Pour d'autres parties de l'Empire, on estime qu'elles sont contraires aux pouvoirs de la législature et requièrent la sanction royale.

On essaya de résoudre ces difficultés, en 1844, par les statuts X et XI Victoria, chapitre LXXXIII, que j'ai cités, — statuts inspirés précisément par les incertitudes et les discussions dont il s'agit. Depuis cette époque et, d'accord avec le *Colonial Act of naturalization*, les législatures coloniales obtinrent la confirmation des droits réclamés par elles à l'effet de promulguer des lois sur la matière. Ce droit, reconnu par le Parlement royal en faveur des domaines, a été maintenu et confirmé par la loi de 1870 (1).

Moore, publiciste australien, en se reportant à la nationalité au Canada, rappelle que la section XIX du *British north-american Act* ne développe pas clairement les questions relatives au vasselage et à la naturalisation ; mais il interprète le silence de cet *act* dans le sens que le Parlement considérait que la matière était du ressort de la juridiction exclusive des domaines. En conséquence, il appartient à ces domaines de faire des lois sur la matière. Cependant, la question de savoir quels seraient les effets de ces lois demeure intacte.

(1) W. Harrisson Moore, *The constitution of the commonwealth of Australia*, Melbourne, 2e édit., 1910, p. 262.

Dans la République australienne, ce sont les mêmes principes que ceux qui règnent au Canada qui font autorité. Il y a lieu de rappeler, cependant, que la Cour suprême de la *Commonwealth* n'admet pas une disqualification imposée par les lois provinciales à l'égard d'un Chinois naturalisé. Dans d'autres cas, on a déclaré qu'une loi provinciale disqualifiant un Chinois parce qu'il travaillait dans une mine souterraine, est une loi *ultra vires*, et, par conséquent, une loi qui porte atteinte au pouvoir exclusif du Dominion sur les étrangers et sur la naturalisation. On déclara aussi que le pouvoir de la législature du Dominion s'étend à toutes les matières qui concernent directement les droits, privilèges et incapacités des Chinois qui résident au Canada, et que la législature a le pouvoir de faire des lois, soit sur les conséquences de leur naturalisation, soit sur les droits et privilèges appartenant à tous ceux qui résident au Canada après avoir acquis la nationalité britannique. Il est de principe établi par la jurisprudence que la faculté de faire des lois concernant les étrangers et sur la naturalisation, renferme en soi le pouvoir souverain d'expulser les étrangers du pays. On ajoute que ce pouvoir comprend aussi celui de fixer les conditions dans lesquelles les étrangers peuvent être admis dans le Dominion, sous quelles réserves ils peuvent être autorisés à y séjourner et pour quelles causes ils peuvent être déportés (1).

De l'exposé qui précède, on déduit que le droit colonial dans l'Empire britannique réserve aux législatures la faculté de stipuler des dispositions sur la nationalité avec des effets purement locaux, et que le droit sur la nationalité dans les mêmes colonies est assujetti à l'évolution qui s'opère dans le droit impérial, — évolution qui tend à établir une législation uniforme sur la matière. Enfin, on fait observer que l'on ne peut rien dire de définitif à ce

(1) Moore, *ouvrage cité*, pp. 463-464.

sujet et que l'opinion de l'assemblée des *premiers*, de 1891, n'a pas encore donné de résultats. Cependant, l'éparpillement des sujets britanniques à travers le monde et la fréquence des conflits internationaux obligeront le Parlement anglais à résoudre la question par la promulgation de la loi générale sur la nationalité dans l'Empire, dans des termes susceptibles de concilier l'autonomie des États, ainsi que l'ont fait les Allemands, les Américains et les Suisses.

Du reste, il convient de donner une idée générale du droit en vigueur dans les domaines et dans les colonies relativement aux questions sur la nationalité. Dans ces divers territoires, c'est toujours le *common law* qui a commandé avec autorité jusqu'au jour de la promulgation des lois de 1843 et de 1870, qui n'ont pas abrogé le droit colonial en tant qu'il régit l'acquisition de la nationalité par les moyens naturels. Cette règle, dans toutes les colonies, a toujours décidé et continue à décider que, sont sujets desdites colonies ceux qui sont nés dans l'étendue de leur territoire sous le vasselage du roi dans les conditions que nous avons expliquées dans la conférence précédente (1). Il existe une volumineuse législation antérieure et postérieure aux lois impériales de 1844 et de 1870; mais cette législation se rapporte généralement à la naturalisation dans les colonies. Elle contient cependant quelques déclarations générales de droit en faveur des étrangers et sur l'acquisition de la nationalité, dont je donnerai un résumé ci-après.

Dans ces déclarations générales, on élimine les domaines anglais situés dans le Nouveau Monde, pour s'en occuper dans la partie du travail qui s'applique au droit américain. On en élimine aussi le droit qui régit les îles Malouines ou Falkland, parce que ces îles, qui appartiennent origi-

(1) Milord Coke disait : « Car ce n'est *nec cœlum nec solum*, mais la naissance sous la protection du roi et parmi ses sujets qui constitue ses privilèges ». Blackstone, *ouvrage cité*, II, p. 70.

nairement à la République Argentine, sont retenues injustement par l'Empire britannique, malgré les protestations sans cesse renouvelées de notre pays. Par conséquent, je considère que ces îles constituent un domaine argentin. Je m'occuperai donc des îles Malouines et de leur législation dans la partie de cet ouvrage qui concerne le droit argentin.

II. **Déclarations parlementaires et de la Conférence des « premiers » de 1911.** — Les diverses Conférences coloniales qui ont été tenues à Londres par les *premiers*, (c'est-à-dire *ministres chefs de cabinets*) des colonies britanniques ont groupé les observations précédentes relatives à la nationalité et les ont examinées d'une manière approfondie.

En 1907, le Parlement britannique se préoccupa de la matière à la suite d'une interpellation adressée à lord Russel à la Chambre des Lords (1) et qui provoqua une crise à la Conférence impériale des *premiers* de 1911. A cette Conférence, on fit des observations fondamentales sur la situation et on sanctionna un projet de déclarations sur la nationalité britannique.

Le comte de Russel fit remarquer au Parlement que la loi de 1870 manquait de clarté et que, en conséquence, un sujet britannique pouvait être considéré comme tel dans l'Empire, sans qu'il en soit de même dans son pays d'origine, à moins qu'il n'existe un traité. Lord Russel ajouta que la loi ne définit pas la situation du sujet britannique dans d'autres pays de l'Empire; qu'elle ne se prononce pas davantage sur l'application des lois coloniales relatives à la nationalité et à la naturalisation. La nécessité d'une nationalité impériale, fondée sur un droit uniforme, était donc évidente.

(1) *Parliament's Debates*, 1907; Ernesto Restelli, *Adquisition de la nacionalidad en el Derecho Argentino*, en la *Revista de Derecho, Historia y Letras*, décembre 1911 et réimpression en brochure, chez Peuser, Buenos-Aires, p. 3 et 4.

Le lord chancelier fit encore remarquer que la question était très compliquée, suffisante pour confondre l'esprit de toute personne de sens commun. Sa réponse, comme on le voit, était évasive; mais il reconnaissait cependant qu'il existe de grandes anomalies dans la matière.

Étant admis qu'il peut arriver que l'on reconnaisse à un sujet britannique, naturalisé dans le Royaume-Uni, la même qualité dans toutes les parties de l'Empire, — cependant que des nationaux d'une colonie ne posséderaient que la nationalité locale, — il était évidemment nécessaire d'ajouter un article à la loi de 1870 dans le but d'établir que la nationalité britannique obtenue dans une colonie devait produire ses effets dans tout l'Empire. Toutefois, on ne pouvait oublier qu'il existe des difficultés locales inévitables. Dans quelques colonies d'Australasie, par exemple, les personnes de couleur ne sont pas admises à la nationalité, parce que l'on veut maintenir à ces colonies le caractère de pays de race blanche.

Le secrétaire d'État des colonies, M. Harcourt, président de la cinquième assemblée des *premiers* de 1911, déclara à la séance du 8 juin que cette matière était compliquée au point que lui-même n'avait pas réussi à fixer ses idées sur le sujet, — malgré six mois d'études faites en suivant les traces de ses prédécesseurs, qui avaient consacré la plus grande attention à la question. Il rappela qu'il était parvenu, dans les Conférences antérieures, à un accord sur les effets généraux que devait produire la naturalisation dans les colonies; mais que depuis que cette résolution avait été soumise à l'étude des gouvernements des différents domaines impériaux, les manifestations d'opinion les plus contradictoires s'étaient montrées (1).

Le célèbre *premier* du Canada, sir Wilfrid Laurier, appuya ces indications. Il mit en avant l'opinion que la Conférence devait s'occuper de la question, quand bien

(1) *Minutes of Proceedings of Imperial conference*, Londres, 1911, p. 191.

même on rencontrerait des points impossibles à résoudre, tel que celui du désaccord au sujet des hommes de couleur. Puis il affirma que la difficulté constitutionnelle reposait sur la conséquence des pouvoirs attribués aux États au sujet de la nationalité. « Les pouvoirs existants, dit-il, sont limités au territoire de chacune des possessions britanniques et la législation de ces domaines ne produit pas d'effet exterritorial. Si un Danois, un Suisse, un Suédois ou un Norvégien vient au Canada et s'y fait naturaliser comme sujet britannique, il ne possède cette qualité qu'au Canada seulement. Il ne sera considéré comme sujet britannique qu'en tant qu'il est domicilié au Canada ; mais du jour où cette personne abandonne le territoire canadien pour revenir dans son pays d'origine, elle reprend la nationalité danoise, ou suédoise, ou norvégienne, etc., suivant le cas. En conséquence, elle possède un vasselage (allégeance) divisé en deux parties ; elle est sujette britannique au Canada, mais reste nationale dans son pays d'origine à partir du moment où elle abandonne les domaines britanniques. Par exemple, ajoute sir Wilfrid Laurier, si, actuellement, un Canadien, né aux États-Unis et sujet britannique au Canada, vient dans la Grande-Bretagne, il n'y sera pas reconnu comme national de l'Empire. Le cas est d'autant plus important que, ajoute l'orateur, il arrive chaque année au Canada plus de cent mille Américains, parmi lesquels beaucoup se font naturaliser et peuvent facilement se transporter dans la Grande-Bretagne. » Sir Wilfrid Laurier plaide donc en faveur de l'urgence d'uniformiser la législation impériale, de manière qu'il soit possible de dire que la nationalité britannique sera telle dans toutes les parties de l'Empire.

La discussion ne fut pas importante cependant ; elle ne prit aucun caractère doctrinaire. Il régnait plutôt dans l'assemblée une tendance à écarter le débat, étant donnée la gravité des difficultés pour la solution desquelles les principaux orateurs qui intervenaient dans les débats ne se

montraient pas suffisamment préparés. Toutefois, la Conférence a sanctionné le présent projet, contenant un exposé des bases de la nationalité britannique :

« La Conférence recommande un projet de *naturalisation impériale*, basé sur les principes suivants : 1° la *nationalité impériale* doit produire des effets uniformes dans le monde entier, chacune des possessions conservant toutefois la liberté d'accorder la nationalité locale dans les termes que les législatures estimeront convenables; 2° la mère patrie considère qu'il est nécessaire de maintenir le temps de cinq années de domicile comme période qualificative à l'effet d'accorder la nationalité. C'est là une sauvegarde en faveur des domaines de même qu'en faveur de la mère patrie; mais les cinq années peuvent être passées dans n'importe quelle partie de l'Empire et même encore dans le Royaume-Uni; 3° la concession de la nationalité impériale, dans tous les cas, ne peut être accordée qu'à titre discrétionnaire, et ce pouvoir discrétionnaire sera exercé par ceux qui détiennent les responsabilités de l'autorité dans le territoire où le sollicitant aurait résidé pendant les douze derniers mois; 4° la loi impériale doit être sanctionnée en termes tels que chacun des domaines autonomes puisse l'adopter; 5° aucun projet ne pourra porter atteinte à la validité et aux effets des lois locales qui règlent l'immigration et les similitudes, ou différences, entre les diverses catégories de sujets britanniques » (1).

III. **Fédération australienue.** — A l'occasion du soixantième anniversaire du règne de la reine Victoria, la Fédération australienne a promulgué, le 1er février 1897, une loi concernant les étrangers qui peuvent désormais acquérir la nationalité britannique dans l'étendue des colonies de l'Australasie et dans l'une quelconque d'elles, pourvu qu'il s'agisse de personnes d'origine européenne.

On se rend compte, immédiatement, que cette loi ne s'applique qu'aux blancs; elle exclut les nègres et les hommes de race jaune. La loi rappelle que les législatures des colonies de Victoria et de Queensland, conformément à une clause du *Federal Council of Australian Act* de 1885,

(1) *Minutes of Proceedings, ouvrage cité*, p. 16. On peut lire la discussion de ces propositions aux p. 191, 192, 249 et 271 de ces *Minutes*.

avaient attribué à la compétence du *Federal Council* tout ce qui a trait aux étrangers de descendance européenne. Cette loi mentionne aussi l'opportunité, en faveur des étrangers qui ont obtenu la nationalité dans l'une des colonies de la Fédération, de pouvoir jouir de cette nationalité dans toutes les autres colonies. En conséquence, on a sanctionné deux articles de la loi (2 et 3) qui disposent que la nationalité accordée à un étranger doit être basée sur un certificat constatant qu'il est européen ; — et que tout européen qui aurait acquis la nationalité britannique dans une colonie sera considéré comme sujet de cette colonie après l'accomplissement du temps de résidence fixé par les lois. Ledit étranger pourra jouir de tous les droits, pouvoirs et privilèges, et, en même temps, il sera tenu à toutes les obligations et supportera toutes les incapacités stipulées dans l'une quelconque des autres colonies. La loi termine en déclarant que l'expression *a person of european descent* signifie personne dont la lignée appartient exclusivement à l'une quelconque des races qui habitent l'Europe.

Comme on le voit, la loi de la Fédération australienne est incomplète; elle manque de caractère général et doctrinal ; elle constitue plutôt une série de simples règles sur la naturalisation. Cependant, une loi postérieure a formulé les règles qui concernent la naturalisation. Je m'en occuperai quand je traiterai de cette matière.

L'article 13 du *naturalization Act* établit que le droit de délivrer des certificats de nationalité appartient au gouvernement de la République d'Australie et que, par conséquent, les lettres de naturalisation octroyées par les colonies de la Fédération ne produiront plus d'effet dans l'avenir. Il y a lieu de remarquer toutefois que la faculté de faire des lois sur la nationalité et sur les étrangers n'appartient pas spécialement au Parlement de la République, d'après la Constitution. Quoi qu'il en soit, on admet que, malgré le silence de celle-ci, la faculté doit

être entière pour tous ses effets; et l'on doit conclure que, tant que la législation actuelle existe, toute lettre de naturalisation délivrée par un État, conformément à sa législation locale, est nulle (1).

IV. **Australie méridionale.** — La législation du *Dominion* a sanctionné, le 3 novembre 1864, la loi destinée à reviser et à consolider les lois relatives aux étrangers. La nouvelle loi porte le nom de *Aliens Act* de 1864. Par conséquent, l'article 2 abroge la loi de 1860 qui a pour objet d'accorder des privilèges, dans la province de l'Australie méridionale, à certains étrangers investis de la nationalité britannique. Toutefois, la nullité n'affecte pas les droits acquis en vertu de ces lois ou de l'une d'elles quelconque. L'article 4 dispose ce qui suit :

« Toute personne actuellement née ou qui naîtra dans l'avenir, hors des domaines de Sa Majesté, d'une mère qui serait sujette naturelle de Sa Majesté britannique, par la naissance ou par la naturalisation, aura la faculté d'acquérir, pour elle-même, toutes propriétés quelconques, réelles ou personnelles, dans les limites de la province, par tous les modes d'acquisition, et ce droit passera à ses héritiers, exécuteurs ou administrateurs ».

La faculté est étendue par l'article 5 aux étrangers amis. L'article 8 contient la disposition suivante :

« Quand une femme étrangère contracte mariage avec un sujet naturel de Sa Majesté britannique par la naissance ou par la naturalisation, elle acquiert la nationalité dans l'intérieur des limites de la province ».

Les autres dispositions de la loi et de ses amendements des 28 décembre 1890 et 22 août 1895 concernent le droit sur la naturalisation, dont je traiterai dans l'autre volume de cet ouvrage.

(1) Moore, *ouvrage cité*, 465.

V. **Australie occidentale.** — Le 4 août 1871, la législature locale a sanctionné une loi générale appelée *naturalization Act de 1871*, qui contient quelques principes généraux sur le droit des étrangers, spécialement dans son article 2, qui leur concède le droit d'acquérir des biens meubles et immeubles de toute nature dans les mêmes conditions que les sujets britanniques naturels par la naissance. Cependant, la même loi déclare :

« Cette circonstance ne donne pas qualité aux étrangers à l'effet d'exercer un emploi municipal ou parlementaire ou de profiter de toutes autres franchises. Le fait d'acquérir la propriété ne confère aucunement à l'étranger le privilège de la nationalité britannique; cette circonstance ne lui procure que ceux des droits et privilèges expressément mentionnés dans la loi. La personne ainsi qualifiée ne peut pas non plus être propriétaire d'un navire anglais » (art. 2, §§ 1, 2, 3 et 4).

L'article 3 déclare que les étrangers compris dans cette loi peuvent être jugés dans la même forme que les sujets britanniques naturels par leur naissance dans la colonie.

Les articles 12 et 13 disposent ce qui suit :

« Art. 12. — Toute femme quelconque mariée ou qui se marierait avec un sujet naturel par la naissance ou avec une personne naturalisée dans la colonie doit être considérée comme naturelle de la colonie et jouira de tous les droits et privilèges qui appartiennent au sujet naturel par la naissance.

Art. 13. — Quand le père, ou la mère devenue veuve, se sera fait naturaliser dans la colonie, le fils de ce père, ou de cette mère, qui aurait résidé pendant son enfance dans la colonie, sera considéré comme sujet britannique naturalisé ».

Les autres dispositions de la loi se réfèrent à la naturalisation en elle-même.

VI. **Archipel de Bahama ou Iles Lucayes.** — Le 22 mars 1848, cette colonie a promulgué une loi générale sur la naturalisation des étrangers fondée sur les facultés accordées par les statuts X et XI, Victoria, de 1844. Cette loi

détermine les formes de la naturalisation et les pouvoirs des autorités. En même temps, elle précise la formule du serment (1). Le 28 mai 1872, la législature a sanctionné une loi complémentaire du statut impérial XXXIII, Victoria, chapitre XIV. C'est une loi de procédure relative à la naturalisation.

VII. **La Barbade.** — Le Dominion n'a pas promulgué de lois générales sur la matière. On trouve seulement dans ses recueils les lois de 1892 et de 1893 qui accordent la nationalité à des personnes déterminées sans établir de règles ni de principes.

VIII. **Les Bermudes.** — En 1857, on a promulgué une loi relative aux étrangers qui habitent les îles. Cette loi est basée sur les statuts X et XI Victoria, chapitre LXXXIII. Elle rappelle le préambule de la loi établie par ledit statut impérial d'après lequel tous les statuts, lois et ordonnances qui seront édictés dans l'avenir par les législatures de l'une quelconque des colonies ou possessions à l'extérieur en matière de nationalité auront, dans l'intérieur des limites desdites possessions, force et autorité légale malgré toutes dispositions contraires quelconques des lois. Le statut Victoria précité se réfère, dans l'une de ses parties, à la naturalisation des étrangers. L'article 1^er^ de la loi de 1857 établit que toute personne actuellement née, ou qui naîtrait dans l'avenir, dans les domaines de Sa Majesté, de mère sujette naturelle par la naissance du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, sera capable d'acquérir des biens réels ou personnels, par elle-même ou par l'intermédiaire d'exécuteurs testamentaires ou administrateurs et par tous les modes d'acquisition de la propriété.

(1) Les formules du serment relatif à la nationalité octroyée par les colonies sont différentes et intéressantes. Je publierai leur traduction quand je traiterai spécialement de la naturalisation des étrangers. A cette occasion, je m'occuperai aussi de la naturalisation spéciale appelée *denization*.

L'article 2 étend cette franchise aux étrangers amis, mais seulement pour les biens de caractère personnel, à l'exception des biens meubles appelés *chattel real* (1). L'article 3 les autorise à posséder des propriétés pendant une résidence de vingt et un ans seulement. L'article 13 contient les dispositions suivantes :

« Il demeure sanctionné que toute femme mariée ou qui se marierait avec un sujet national naturel par la naissance ou la naturalisation sera considérée comme naturalisée et jouira de tous les droits et privilèges accordés dans lesdites îles aux sujets britanniques naturels de naissance ».

Le surplus de la loi vise la naturalisation.

La loi antérieure a été modifiée le 21 octobre 1897 dans le but d'interpréter ce que l'on doit entendre par *étranger* (*alien*) et par *étranger légal* (*statutory alien*). On considère comme étranger tout individu qui, ayant été sujet britannique naturel par la naissance, est devenu étranger depuis la sanction de la loi. On considère comme *statutory alien* la femme qui, ayant été sujette britannique, se serait fait naturaliser étrangère, avant ou après la sanction de cette loi, par suite de son mariage avec un étranger, ou par la circonstance que son époux se serait fait naturaliser à l'étranger depuis le mariage. La loi détermine quels sont ceux qui appartiennent à cette catégorie d'étrangers en vue de l'administration de leurs propriétés; et elle ajoute une série de dispositions réglementaires sur la naturalisation. L'article 10 dispose :

« L'épouse d'un étranger quelconque, que cet étranger ait été ou non sujet naturel britannique par la naissance, et qui depuis la sanction de cette loi aurait obtenu un certificat de naturalisation conformément aux dispositions de l'*aliens Act* de 1857, jouira seule-

(1) On appelle *chattel real* certains droits spéciaux en Angleterre, que nous pourrions appeler *mixtes*, parce qu'ils affectent aussi, indirectement, les biens immeubles en frappant sur les loyers, les garanties, les fermages, les moissons des superficies ensemencées en grains, etc. « Such rights in land as are less than a *freehold*, as leases mortgages, growing, corn », etc.

ment des privilèges qui appartiendraient à son époux et de la capacité reconnue au sujet britannique naturel par la naissance dans ces îles ».

Enfin, le 1er mars 1900, la législature a prononcé une nouvelle modification à la loi de 1897 qui concerne les propriétés acquises par les étrangers par l'intermédiaire de mandataires officiels.

IX. **Nouvelle-Guinée britannique.** — Le 15 novembre 1889, la législature de la colonie a établi sa loi qui abroge certaines lois de 1888 s'appliquant aux étrangers; et elle a tenté de mettre les lois de la colonie en harmonie avec les nouveaux statuts impériaux. L'article 4 dispose que les principes et les règles du *common law* et de l'équité observés en Angleterre seront applicables dans la colonie pour les cas de nationalité et de naturalisation.

X. **Guyane anglaise.** — Le département politique de la colonie a édicté, le 27 avril 1891, une ordonnance relative à la condition légale des étrangers et des sujets britanniques. La première partie de l'ordonnance, intitulée *status of aliens,* c'est-à-dire condition civile des étrangers, les autorise à acquérir des biens meubles et immeubles de quelque nature qu'ils soient et par tous les modes de transmission de la propriété, sous la réserve de quelques limitations à l'égard des emplois publics dans la colonie. La seconde partie fixe la procédure sur la naturalisation des étrangers, dans laquelle nous trouvons l'article 6 ainsi conçu :

« Quand le père, ou la mère devenue veuve, auront obtenu un certificat de naturalisation dans cette colonie, tout enfant dudit père ou de ladite mère, dans la colonie, sera considéré comme sujet britannique dans toute l'étendue de la colonie ».

Le 8 août 1891, le même département a rendu une nouvelle ordonnance qui a pour but d'interpréter et d'amender

les précédentes sur la procédure de la naturalisation. Enfin, le 15 septembre 1894, le département de police a pris une autre disposition sur les étrangers naturalisés.

XI. **Cap de Bonne-Espérance.** — Le 22 août 1883, la législature a promulgué une loi très importante concernant les étrangers. Cette loi consolide et réforme toutes les lois précédentes. La première partie est relative à l'acquisition de propriétés par les étrangers. La seconde s'applique à la naturalisation de ceux-ci. L'article 8 contient les dispositions ci-après :

« Les personnes suivantes devront être considérées et tenues comme naturalisées et jouiront de tous les droits et privilèges attribués au sujet de Sa Majesté britannique naturel par la naissance dans la colonie :

1° La femme étrangère mariée ou qui se marierait dans l'avenir avec un sujet naturel par la naissance ou par naturalisation ;

2° Tout enfant mineur étranger, issu de père étranger, qui aurait été naturalisé ou qui se fait naturaliser sous l'empire de cette loi et dont l'enfant aurait vécu dans la colonie à l'époque de la naturalisation de son père ou y aurait été domicilié pendant le temps de sa minorité ».

XII. **Ceylan.** — Le gouverneur de cette île a édicté, en 1890, une ordonnance qui rend le droit sur la naturalisation locale conforme à la loi impériale de 1870. C'est une loi sur la procédure qui ne formule pas de règles juridiques sur l'acquisition de la nationalité en dehors de la naturalisation.

XIII. **Iles Fidji.** — Le 30 octobre 1875, le gouverneur de la colonie a soumis à la sanction de la législature locale — et celle-ci l'a approuvée — une loi en faveur des étrangers. Cette loi définit les droits des étrangers relativement à l'acquisition des biens et à la marche à suivre pour se faire naturaliser. Dans son article 6, ladite loi déclare que lorsqu'une femme étrangère se mariera dans la colonie

avec un sujet de Sa Majesté, naturel par la naissance ou par la naturalisation, cette femme sera considérée comme naturalisée dans la même colonie. Le 20 octobre 1893, la législature a sanctionné une autre loi sur la réintégration de sujets britanniques qui auraient perdu leur nationalité.

XIV. **Gambie.** — La législature (*legislative council*) a sanctionné, le 7 juillet 1894, une ordonnance relative aux étrangers et à la naturalisation dans la Gambie, basée sur la section XVI de la loi impériale de 1870 et abrogeant une disposition coloniale analogue de 1873. Cette loi concerne, en général, la naturalisation, mais les articles 9 et 10 donnent la prééminence au vasselage (à l'allégeance) ou serment de fidélité (*oath of allegiance*), au point que si ce serment n'a pas été prêté dans les quatorze jours de la concession de la nationalité, cette concession devient nulle.

XV. **Colonie de la Côte de l'Or.** — Il n'a pas été fait de loi générale sur la matière; mais on a accordé la nationalité de la colonie par des lois spéciales et personnelles. Les effets locaux de la nationalité sont ceux qui correspondent au *naturalborn british subject*.

XVI. **La Grenade.** — Les *revised statutes* de cette colonie contiennent une loi sur la naturalisation des étrangers qui porte la date du 7 octobre 1872, et définit les droits et privilèges de ceux-ci au point de vue du droit à la propriété mobilière et immobilière. Ils ne mentionnent pas de déclarations générales sur la nationalité.

XVII. **Guernesey et Alderney.** — Il n'a pas été édicté de lois sur la matière; mais il existe quelques précédents judiciaires et administratifs sur la nationalité dans ces îles. De 1586 à 1688, on rendit des ordonnances en vertu desquelles le serment de vasselage (*oath of allegiance to*

the sopereign) pouvait être prêté par un étranger devant la Cour royale et d'accord avec le gouverneur du territoire. Le droit, quant à la nationalité, était soumis au *common law*, c'est-à-dire à la naissance dans la colonie suivie de l'allégeance (serment de vasselage). Cependant, sous le règne de James II, on admit dans la colonie deux classes d'étrangers : les étrangers proprement dits, et les autres, non résidants, qui désiraient jouir des privilèges des habitants sans prêter le serment de vasselage. Une ordonnance règle la procédure qui doit être observée par les uns et par les autres pour entrer dans la colonie.

Le 18 avril 1726, on rendit une ordonnance qui avait pour objet de s'opposer à ce que l'île en général, et particulièrement le port de Saint-Pierre, soient envahis, comme ils l'avaient été précédemment, par un grand nombre de vagabonds et de malfaiteurs étrangers « au grand préjudice non seulement des habitants pauvres, mais encore de la classe moyenne qui devait payer de grosses contributions pour pourvoir à leurs besoins ».

L'article 1[er] fixe les conditions requises pour s'établir dans la colonie. L'article 2 vise les habitants qui ne sont pas nés dans l'île et qui veulent s'y établir. Les articles 3, 4 et 5 ordonnent de faire le recensement des étrangers. L'article 6 interdit à tous les capitaines de navires, barques ou chaloupes, d'accoster dans les îles avec des étrangers pieds nus et de mauvaise réputation, ou avec tous autres étrangers qui constituent une charge publique, — sous peine d'être astreints de les transporter à leurs frais hors des îles et de solder leur entretien, ainsi que celui de leur famille, sans préjudice de l'application des pénalités prévues (1).

Le 30 avril 1891, la Cour de la colonie a nommé une commission chargée d'établir une ordonnance générale sur le domicile où chacun doit payer ses contributions

(1) *Recueil des ordonnances* de l'Ile, p. 251.

dans l'île, ainsi que sur la manière de les imposer. L'article 24 de l'ordonnance établit qu'il ne sera pas admis que les étrangers auront acquis le droit d'*habitants* par le seul fait de la résidence dans l'île, si ce n'est après avoir été admis à cet effet par la Cour fédérale. Cette ordonnance établit la procédure à suivre pour obtenir le droit d'admission (1). D'autres documents des archives de l'île, publiés dans le même *Recueil,* visent des naturalisations particulières.

XVIII. **Hong-Kong.** — Il n'a pas été fait de lois générales et l'on trouve seulement dans les Annales de cette colonie la loi administrative de gouvernement du 5 septembre 1898 qui naturalisait un Chinois.

XIX. **Inde britannique.** — Le 16 juillet 1852 fut publiée la loi n° 30 qui concerne la naturalisation des étrangers résidant sur le territoire de la colonie *East Indian C°.* Cette loi mentionne les règles de la procédure à suivre pour obtenir la naturalisation. Elle n'indique pas de règles générales sur la nationalité.

XX. **Ile de Man.** — Cette colonie n'a pas fait non plus de lois sur la matière. Mais il existe un rapport en droit présenté par M. George-A. Ring, procureur général de l'île, et adressé au secrétaire de l'Intérieur du département de la naturalisation à Londres. Ce rapport, qui porte la date du 5 octobre 1899, établit que, autrefois, dans l'île de Man, tous les habitants étaient considérés comme étrangers, à l'exception des Anglais et de ceux qui étaient nés dans l'île appelée Manxmen.

En 1422, sir John Stanley, roi de Man, rendit une ordonnance aux termes de laquelle il disposait que tout résidant quelconque dans le territoire de Man qui serait décédé sans avoir prêté serment au seigneur du pays per-

(1) *Recueil cité,* 11, p. 263.

drait ses biens en faveur du roi et que son testament n'aurait aucune valeur. Ces incapacités devaient cesser s'il avait prêté le serment de fidélité. Ces institutions démontrent l'importance de l'allégeance (vasselage) dans l'île.

Dans une assemblée qui eut lieu à Tynwald, en 1429, sous la présidence de sir Henry Byron, connue sous le nom de *Court of all the commons of Man*, il fut déclaré qu'aucun Écossais, ni Irlandais, ni aucun autre étranger ne pourrait résider dans la terre de Man. En 1696, ces lois furent abrogées par d'autres, sanctionnées par la législature constituée dans sa forme actuelle. Cette loi du 7 décembre érigeait le gouverneur en représentant du souverain d'Angleterre et organisait la protection des étrangers qui voulaient résider dans le pays. Elle décidait, en outre, que tous individus sujets des royaumes d'Écosse et d'Irlande ou tous autres étrangers quelconques de tous autres royaumes ou nations — pourvu que leur pays entretienne des relations d'amitié avec la couronne d'Angleterre — qui voudraient venir résider dans l'île auraient et jouiraient dans l'avenir des mêmes immunités, privilèges et avantages que ceux que possèdent, ou posséderaient dans l'avenir, les sujets et habitants de l'Angleterre, d'après les lois et coutumes de l'île, et ce nonobstant toutes dispositions contraires à d'autres lois, usages ou coutumes.

M. Ring ajoute que jusqu'à l'année 1846, et malgré le statut de 1696, toutes les personnes nées hors de l'île demeureraient dans une situation différente relativement à la procédure criminelle d'arrestation. Cette distinction fut abolie en 1846. Les prescriptions de la loi de 1696 ne produisent aucun effet hors de l'île. Quant à la loi impériale de 1870, elle n'est pas applicable à l'île. Elle recommande de prendre des mesures générales en vertu du grand nombre d'étrangers qui passent dans l'île.

XXI. **Jamaïque.** — En 1683, on édicta le statut XXXV de

Charles II, qui, dans le chapitre III, stipulait l'initiative de l'organisation de la colonisation de cette île ; en outre, ce chapitre s'appliquait aux étrangers qui consentaient à prêter le serment de vasselage. Ce statut fut réformé par le statut XIV, Victoria, chapitre XL, qui s'occupe des droits des étrangers. Ses principes se rapportent aux privilèges dont jouissent les nationaux naturels par la naissance ; mais il n'établit pas de règles sur la nationalité. L'article 6 dispose ce qui suit :

« Il demeure aussi sanctionné que toute femme quelconque mariée ou qui se marie avec un sujet naturel par la naissance, ou avec une personne naturalisée dans cette île, sera considérée comme naturalisée et jouira des droits et privilèges des sujets naturels par la naissance ».

En 1856, on édicta une autre loi sur la procédure relative aux statuts III, George IV, chapitre XIII, et XVIII, Victoria, chapitre XXVII, qui établissent un droit de timbre sur les lettres de naturalisation : la nouvelle loi décide l'exonération de cet impôt.

XXII. **Jersey.** — On ne trouve, dans les Annales de cette île, aucune loi sur la nationalité ; mais il a été publié un memorandum officiel rédigé par son bailli, M. Venables Berghmans, en septembre 1899 (1). Le bailli déclare que dans les anciennes Annales de l'île, c'est seulement depuis le XVI^e^ siècle qu'apparaît la naturalisation des étrangers en tant qu'institution établie par une loi de la *Real Court,* qui, quelquefois, procédait seule, et d'autres fois d'accord avec la législature de l'île. A une date ultérieure, cette question fut résolue par une loi de la législature seule. Depuis 1841 jusqu'à maintenant, il est légiféré

(1) *Report of the interdepartmental committee, appointed by the secretary of State for the home department to consider the doubts and difficulties which have arisen in connexion with interpretation and administration of the acts relating to naturalization and to advise what amendment, if any, the law is desirable.* Londres, 1901, p. 80.

sur la matière par des actes de la législature soumis à la confirmation où au rejet de Sa Majesté. On trouve aussi dans les Annales quelques enregistrements d'actes de naturalisations accordées par le Parlement britannique et inscrits dans la colonie. Le 28 mars 1771, un ordre édicté par le conseil de gouvernement confirma le code de lois de Jersey, aux termes duquel l'assemblée plénière des États peut faire des lois sur la matière; mais ces lois ne pourront avoir une durée de plus de trois ans.

Quoi qu'il en soit, les États continuèrent à promulguer des lois particulières sur la naturalisation, jusqu'en 1840, époque à laquelle ils reçurent une intimation du département de l'Intérieur de la couronne d'Angleterre qui exprimait l'opinion que de telles lois sur la naturalisation étaient nulles parce qu'elles n'avaient pas reçu la sanction royale. La législature des États créa une commission chargée de se livrer à des recherches sur la question depuis la promulgation de la loi sur la naturalisation du 28 mars 1871 jusqu'à la date de sa nomination; puis, de donner son avis.

Le 8 juillet 1840 on sanctionna une loi pour solliciter l'approbation de Sa Majesté au sujet des naturalisations postérieures à 1771. Cette loi, ratifiée le 21 août 1841, a fixé des règles pratiques sur la naturalisation, qui, jusqu'à présent, sont en vigueur dans l'île de Jersey.

Postérieurement, on édicta des lois spéciales pour naturaliser certaines personnes déterminées et, le 4 juillet 1898, on nomma un comité spécial chargé d'étudier la matière. La nomination de ce comité avait été faite en conséquence d'une note du bailli de Jersey, du 26 mai, réglant les conditions dans lesquelles, une fois la loi de 1870 sanctionnée, on devait préciser les points relatifs à l'expatriation et aux effets de la naturalisation dans le pays d'origine. Le comité de 1898 émit l'avis qu'il y avait lieu d'insérer dans les lois futures sur la naturalisation, sanctionnées par la législature, une disposition ayant pour

objet l'incorporation expresse au droit colonial des règles de la loi de 1870 sur l'expatriation et sur les effets de la naturalisation dans le pays d'origine. Cette recommandation fut adoptée tant par le comité que par l'assemblée des États le 19 décembre de la même année. Le chapitre XI du rapport du bailli Berghmans contient ce qui suit :

« L'opinion générale acceptée par les autorités les plus compétentes de Jersey en matière constitutionnelle paraît être la suivante : *a*) une loi personnelle sur la naturalisation à Jersey devrait conférer à la personne tous les droits et privilèges dont jouit le sujet naturel par la naissance; *b*) cette concession ne devrait pas produire d'effet hors de l'île ».

Le bailli termine son exposé en rappelant l'opportunité d'adopter les mesures suivantes :

« 1° Que la nationalité impériale doit produire ses effets, bien qu'elle ne soit seulement octroyée que dans le Royaume-Uni sous la condition de l'enregistrement local; 2° que la nationalité octroyée dans les colonies ou possessions britanniques, considérée comme valide dans le Royaume-Uni, et, en conséquence contresignée par le secrétaire d'État, doit produire ses effets dans la colonie, après enregistrement préalable; 3° que la nationalité accordée par les États de Jersey et confirmée par le Conseil de Sa Majesté sous des conditions non moins sévères que celles observées dans le Royaume-Uni, doit avoir plein effet dans tout l'Empire en se conformant aux formalités requises dans chaque colonie ».

Un arrêt de la Cour de l'île rappelle qu'il est de principe fondamental dans la Constitution britannique que, quelle que soit l'origine d'une personne née sur le territoire britannique ou dans l'un quelconque des domaines de Sa Majesté, elle est sujette britannique et est obligée de prêter le serment de vasselage, et que, en conséquence, une personne qui, bien qu'elle soit sujette britannique en raison de la naissance, se trouve devenir depuis le jour même de la naissance, le sujet d'un gouvernement étranger en vertu des lois de ce gouvernement, ne peut se dépouiller de la nationalité britannique, ni se soustraire à l'allé-

geance qu'elle doit au roi, mais seulement faire ce que la loi de son pays natal peut exiger à cet effet. Cet arrêt se réfère au cas d'un nommé De la Rivière, né de parents français et considéré comme Français, au sujet duquel la Cour de Guernesey avait déclaré qu'il ne pouvait renoncer à son *status* de sujet britannique, si ce n'est en réalisant tous les actes que les lois de son pays natal prescrivent à ce sujet. De la Rivière déclara formellement à la Cour qu'il n'avait accompli aucun de ces actes pour renoncer à son caractère de sujet britannique et la Cour admit à l'unanimité qu'il devait conserver la nationalité britannique.

On oppose à cette solution que la loi exige une résidence de dix années au moins dans l'île pour admettre la nationalité britannique. La Cour a décidé que, effectivement, De la Rivière ne pouvait exercer de fonctions publiques, parce que, bien que sujet britannique naturel par la naissance, il lui manquait le temps requis pour la résidence.

XXIII. **Labuan.** — Le gouverneur commandant en chef de la colonie rendit l'ordonnance de 1871, modifiant la loi de 1868 sur la naturalisation des étrangers qui fut abrogée. On n'y trouve aucune disposition de principes sur la nationalité.

XXIV. **Leeward Islands.** — En 1880, cette colonie promulgua une loi qui avait pour objet de modifier et de consolider les lois relatives à la condition légale des étrangers et des sujets britanniques dans les îles. Le chapitre II de la loi s'occupe des droits et de la capacité des étrangers à l'effet d'acquérir des propriétés. Le chapitre III concerne la naturalisation ; le chapitre IV précise le serment de vasselage et le chapitre V légifère sur le *status* de la femme mariée et des enfants. Ces dispositions sont les suivantes :

« Demeurent en vigueur les sanctions suivantes concernant le *status* national des femmes et des enfants :

1° La femme mariée sera considérée comme sujette de l'État auquel son mari appartient; 2° la veuve sujette britannique par la naissance, qui aurait perdu la nationalité par le mariage, sera considérée comme *statutory alien;* mais, à toute époque, elle pourra obtenir sa réintégration dans la nationalité britannique durant son veuvage, conformément aux dispositions du statut impérial XXX, Victoria, chapitre XIV, section VIII; 3° dans le cas où le père, sujet britannique, et où la mère, sujette britannique, ou veuve, deviennent étrangers conformément aux lois de quelque statut impérial, tout enfant d'un tel père ou d'une telle mère, qui, pendant son enfance, aura résidé dans le pays où le père, ou la mère, est naturalisé, et qui, par conséquent, se trouverait naturalisé lui-même, sera considéré comme sujet de l'État auquel le père ou la mère appartenaient en cette qualité et non comme sujet britannique; 4° quand le père, ou la mère devenue veuve, aura obtenu un certificat de réintégration dans la nationalité britannique, tout enfant de père ou de mère se trouvant dans ces conditions, qui pendant son enfance aura résidé dans la colonie, avec son père, ou sa mère, sera considéré comme réintégré dans sa qualité de sujet britannique pour tous les effets de ladite qualité. Quand le père, ou la mère devenue veuve, aura obtenu un certificat de naturalisation, l'enfant de père et de mère dans ces conditions, qui, pendant son enfance, aurait résidé, avec le père ou la mère, dans une partie quelconque de la colonie, sera aussi considéré comme sujet britannique naturalisé ».

L'article 6 stipule, comme réserve, qu'aucun étranger, malgré les dispositions de la loi, ne peut acquérir la propriété de navires anglais. L'article 7 incorpore à la loi locale le statut XXXIII, Victoria, chapitre XIV, section VIII, sur la réadmission à la nationalité britannique, et l'article 8 abroge toutes les lois antérieures.

XXV. **Malte.** — Le gouverneur de cet État a pris, en 1892, une disposition particulière aux termes de laquelle il accordait la naturalisation à un étranger d'origine italienne et qui avait résidé dans l'île de Malte depuis 1866; mais il n'établit aucun principe général.

XXVI. **Ile Maurice.** — Le 18 octobre 1872, le gouverneur de cette colonie rendit une ordonnance par laquelle

il réformait la législation concernant les étrangers dans la colonie et formulait les règles nécessaires pour leur naturalisation. L'article 8 autorise le gouverneur à résoudre les questions douteuses qui peuvent se présenter quant à la nationalité d'un sujet britannique; mais ces décisions ne produisent d'effet que dans les limites du territoire de la colonie. L'article 11 établit :

« Si le père, ou la mère devenue veuve, ont obtenu la naturalisation dans l'intérieur de cette colonie, tout enfant de père ou de mère dans ces conditions, qui aurait résidé pendant sa minorité avec ledit père ou avec ladite mère dans une partie quelconque de la même colonie, sera considéré, dans l'étendue de ses limites, comme sujet par la naissance de Sa Majesté britannique, et, en conséquence, jouira de tous les droits, privilèges et capacités concédés aux sujets britanniques dans la colonie ».

La loi abroge les dispositions légales de 1868 et de 1869 sur la nationalité. Elle n'établit pas d'autres règles de caractère général. Les législations antérieures ont été réformées le 29 novembre 1887 et 14 décembre 1888; mais les réformes concernent seulement la procédure.

XXVII. **Natal.** — Le lieutenant-gouverneur du Natal a promulgué une loi de sa législature, votée le 30 septembre 1874, qui a pour objet d'abroger, d'amender et de rédiger les lois qui facilitent la naturalisation des Européens par la naissance ou la descendance. Elle ne contient, comme règles générales, que l'indication de la procédure à suivre pour prouver qu'une personne n'a pas été condamnée pour crime infamant ou pour délit qui rende impossible son admissibilité à la nationalité britannique. L'article 5 établit que les intéressés qui auraient prêté le serment de vasselage (allégeance), demeurent autorisés à user de leurs droits politiques et de tous les privilèges inhérents à la personne du sujet britannique de naissance.

XXVIII. **Terre-Neuve.** — La loi sur la naturalisation des étrangers sanctionnée le 30 mai 1891, qui comprend

les règles générales pour octroyer la naturalisation et l'allégeance, met le sujet naturalisé sur le pied de l'égalité avec le sujet britannique de naissance. Elle ne contient pas d'autres règles générales.

XXIX. **Nouvelle-Galles du Sud.** — Le 27 juillet 1898, on édicta une loi dont le préambule rappelle la loi impériale de 1870 pour se mettre en concordance avec elle. La loi de la Nouvelle-Galles du Sud traite de la naturalisation et de la *denization*. La seconde partie établit les droits des étrangers relativement aux biens. La troisième partie s'occupe spécialement de la procédure de la naturalisation, mais elle établit les conclusions suivantes :

« 8° *a*) Dans la Nouvelle-Galles du Sud, toute femme mariée sera considérée comme sujette de l'État auquel appartient son mari actuel ; *b*) toute femme étrangère mariée avec un sujet britannique de naissance ou avec une personne qui aurait obtenu la naturalisation britannique conformément à cette loi, sera considérée comme naturalisée et jouira, dans la Nouvelle-Galles du Sud, à partir du jour de son mariage, de tous les droits et privilèges du sujet naturel britannique de naissance ; *c*) l'enfant mineur de six ans, dont le père ou la mère aurait été étranger au moment de la naissance, mais qui aurait obtenu depuis un certificat de naturalisation, ou dont la mère étrangère se marie avec un sujet britannique naturel de naissance, et pourvu que cet enfant ait résidé dans la Nouvelle-Galles du Sud à un moment quelconque pendant cet âge, il sera traité comme un sujet britannique de naissance ».

XXX. **Nouvelle-Zélande.** — La législature de la colonie a voté, le 17 août 1880, sa loi sur les étrangers (*Aliens Act*). La première partie fixe la procédure à suivre pour obtenir la nationalité par naturalisation. La troisième partie établit les droits des étrangers quant à la propriété dans l'île. Les articles 13 et 14 disposent ce qui suit :

« Art. 13. Toute personne actuellement née ou qui naîtrait dans l'avenir, hors des domaines de Sa Majesté, de mère sujette du Royaume-Uni par la naissance, aura la capacité nécessaire à l'effet d'acquérir par elle-même ou par l'intermédiaire de ses héritiers,

exécuteurs testamentaires ou administrateurs, toutes sortes de biens dans la colonie, soit réels, soit personnels, et par tous les modes de transmission de la propriété. — Art. 14. Toute femme étrangère quelconque actuellement mariée, ou qui se marierait dans l'avenir avec un sujet naturel britannique de naissance, ou avec une personne naturalisée, jouira des mêmes droits et privilèges que les sujets naturels de naissance dans l'intérieur de la colonie ».

Le 24 septembre 1892, la colonie a revisé cette loi pour en édicter une autre qui vise le *status civitatis* des enfants de parents naturalisés. Voici la disposition sanctionnée :

« Quand le père, ou la mère devenue veuve, aura obtenu la naturalisation en Nouvelle-Zélande, tout enfant de père ou de mère qui se trouvent dans ces conditions, qui aura résidé pendant son enfance avec le père ou avec la mère, dans une contrée quelconque de la Nouvelle-Zélande, jouira de tous les droits et privilèges d'un sujet naturel de naissance ».

Le surplus de la loi concerne la naturalisation. Enfin, en 1896, la législature de la colonie a voté une loi très importante, qui comprend vingt-quatre articles et a pour objet de sauvegarder la pureté de la race de la population de la Nouvelle-Zélande. Elle s'oppose à l'introduction de personnes de race étrangère dans la colonie. Cette loi porte le titre de *The asiatic restriction Act*. La loi entend par le terme *asiatique*, la personne originaire d'une contrée quelconque de l'Asie ou des îles adjacentes situées dans les mers asiatiques, en y comprenant ceux qui sont issus des mêmes individus. Le mot *asiatique* ne s'applique pas cependant aux personnes d'origine européenne ou de race hébraïque, ni aux sujets britanniques nés dans la partie des domaines britanniques connue sous le nom d'Empire des Indes. La première partie de la loi établit les limitations et les pénalités concernant les capitaines de navires qui transportent des émigrants ; elle réglemente la condition de ces navires. L'article 17 déclare que tout Asiatique, qui n'aurait pas pris la nationalité de la colonie, serait considéré comme étranger. L'article 18 interdit

d'incorporer les Chinois à la nationalité de la colonie, à l'exception des ministres du culte ou de ceux qui enseignent la religion chrétienne, dûment accrédités à la satisfaction de la colonie. L'article 19 tient la main à ce que toute question quelconque, qui serait soulevée à propos de l'interprétation de cette loi, soit résolue par la suprême Cour de justice, d'après sa propre jurisprudence. L'article 21, § 2, dispose que le fardeau de la preuve incombe à la personne qui allègue qu'elle n'est pas comprise dans les dispositions de la loi. L'article 23 abroge la loi de 1881 sur l'immigration chinoise et les amendements de 1888 et de 1889 à cette dernière loi. Enfin, l'article 24 déclare que les prohibitions de la loi ne sont pas applicables aux forces de terre et de mer de Sa Majesté britannique, ni aux officiers et hommes d'équipage des navires de guerre des gouvernements asiatiques, ni aux personnes dûment accréditées en Nouvelle-Zélande sous l'autorité du gouvernement impérial ou d'un autre gouvernement, ni aux ministres de la religion chrétienne, ni à ceux qui l'enseignent, quand ils sont dûment accrédités.

XXXI. **Queensland.** — Le 28 décembre 1867, le Parlement (*Legislative Council* et *Legislative Assembly*) a édicté une loi ayant pour but de consolider et de reviser la législation relative aux étrangers. Dans cette loi, on trouve les dispositions générales suivantes :

« 1° Toute personne actuellement née ou qui naîtra dans l'avenir au dehors des domaines de Sa Majesté britannique de mère sujette naturelle par la naissance du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, peut acquérir des propriétés réelles et personnelles dans la colonie de Queensland par tous les modes de transmission de la propriété; 2° la femme mariée, ou qui se marierait, avec un sujet naturel de naissance, ou avec une personne naturalisée, sera considérée comme une nationale et jouira de tous les droits et privilèges des statuts naturels par naissance dans la colonie ».

L'article 3 traite des droits des étrangers admis relati-

vement à l'acquisition de propriétés personnelles; et l'article 4 limite le droit d'acquérir des terres à une durée de vingt années. Suivent des règles sur la naturalisation et des dispositions pour naturaliser les Asiatiques.

XXXII. **Rhodésia du Sud.** — La Cour de la Rhodésia du Sud a sanctionné, le 7 mai 1899, une ordonnance appelée *Southern Rhodésia naturalization order de 1899.* Elle fixe les droits des étrangers à l'égard de la propriété. L'article 5 établit la règle suivante :

« Toute personne résidant en Rhodésia du Sud qui aurait préalablement obtenu le certificat de nationalité de sujet britannique hors de la Rhodésia du Sud, pourra, bien qu'elle n'ait pas résidé à l'intérieur du territoire de la Rhodésia du Sud pendant une période non inférieure à neuf mois, antérieurement à la date de sa présentation, acquérir la nationalité de la colonie pourvu que le certificat qu'elle représente ne soit pas vicié par des actes frauduleux, ou par de faux témoignages, et qu'il soit authentique ; 8° *a*) Dans la Rhodésia du Sud, la femme mariée sera considérée comme sujette de l'État auquel appartient son mari actuel ; *b*) les personnes suivantes seront considérées comme sujets naturels de Sa Majesté britannique et jouiront, dans la Rhodésia du Sud, de tous les droits, privilèges et obligations de ceux-ci : 1° toute femme quelconque qui sera mariée ou qui se mariera plus tard avec une personne qui possède la nationalité; 2° quand le père, ou la mère devenue veuve, acquiert la nationalité sous l'empire de cette loi, l'enfant du père, ou de la mère, qui se trouve dans ces conditions et qui, pendant son enfance, aura résidé avec le père, ou avec la mère, dans la Rhodésia du Sud ».

XXXIII. **Sainte-Hélène.** — En 1868, le gouverneur de cette île a déclaré que la matière serait réglée dans l'île par les lois de l'Angleterre, dans le cas où il n'y serait pas dérogé.

XXXIV. **Sainte-Lucie.** — En ce qui concerne cette île, dans ses Annales spéciales sur la matière, on ne trouve que des certificats de naturalisations personnelles.

XXXV. **Saint-Vincent.** — Le 31 juillet 1866, cette colonie a fait une loi destinée à faciliter l'incorporation

des étrangers, fondée sur la loi impériale de 1844. La loi concerne seulement la procédure de la naturalisation. En 1880, on a promulgué une nouvelle loi relative à l'immigration d'Africains ou de descendants d'Africains. Je m'occuperai des détails de cette loi dans une autre circonstance.

XXXVI. **Sierra-Leone.** — La législature a voté, le 26 novembre 1876, une loi sur la naturalisation qui établit des règles générales sur la matière, mais ne contient pas de principes généraux sur la nationalité.

XXXVII. **Straits Settlements.** — Le 15 mai 1867, la législature a voté une loi qui réforme la loi de 1852 sur la naturalisation des étrangers. Cette loi établit les règles générales de la matière et ne fait pas de déclarations de principes. Le 22 août 1870, il a été dérogé à la loi de 1867 dans sa section X, qui se réfère à la question de procédure sur les fausses déclarations.

XXXVIII. **Tasmanie.** — Le 7 novembre 1871, le Parlement de la colonie, composé du conseil législatif et de l'assemblée des députés, a fait la loi sur les étrangers qui établit leurs droits à l'effet d'acquérir la propriété et la nationalité britannique. L'article 14 dispose que la femme déjà mariée, ou qui se mariera ultérieurement avec un sujet naturel britannique par la naissance, jouira dans la colonie des droits et privilèges des sujets britanniques.

XXXIX. **Trinité et Tobago.** — Le 2 novembre 1878, ce pays a fait sa loi sur la naturalisation en établissant la procédure à suivre.

XL. **Victoria.** — Le 10 juillet 1890, cette colonie australienne a édicté sa loi qui modifie *the aliens statute* de 1865, qui fixe les règles sur la naturalisation des étrangers, mais ne contient pas de déclarations de principes. Le

24 décembre 1896, la loi de 1890 a été modifiée en matière de serment et de procédure.

XLI. **Observation générale.** — Il est possible que quelques colonies aient promulgué des lois depuis les dates que j'ai mentionnées, en modifiant les résumés que j'en ai fournis. Il ne m'a pas été possible de le vérifier à Buenos-Aires ; de sorte que le lecteur devra y suppléer par lui-même.

DIX-SEPTIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique *(Suite)*.

Sommaire. — I. Le domicile, son influence sur la nationalité : Cyrénaïque, Congo, Égypte, France, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Turquie. — II. Nationalité religieuse : Pays d'Orient. — III. Pays de coutume : Siam, Monténégro. — IV. Nationalité honoraire : Époque grecque et romaine. Époque contemporaine. Caractères et condition juridique. — V. Nationalités européennes en Orient.

Mesdames,
Messieurs,

I. **Le domicile, son influence sur la nationalité : Cyrénaïque, Congo, Égypte, France, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Turquie** (1). — Le domicile, quand on l'étudie dans ses relations avec la nationalité, se présente à nous sous deux aspects différents principaux : celui du droit public et celui du droit privé humain : Peut-être pourrions-nous dire avec exactitude qu'il existe un droit public universel en tant qu'il établit des principes généraux acceptés par toutes les nations et que le domicile joue un rôle double dans ce droit quand il s'agit de déterminer des relations entre les sujets et la souveraineté, puis des relations du droit privé, lorsque les législations

(1) Je traiterai spécialement de cette matière au point de vue de l'acquisition de la nationalité et je renvoie à une autre partie de cet ouvrage pour la question de l'influence du domicile dans la naturalisation et dans le droit américain.

des divers pays ont pour mission de déterminer la juridiction compétente.

Au point de vue du droit public, le domicile offre deux apparences différentes : c'est d'abord son influence *ex jure soli* et *ex jure sanguinis* sur la nationalité naturelle considérée sous ses diverses modalités : politiques, juridiques, religieuses et honoraires; puis, c'est ensuite son action à l'égard de la nationalité légale, c'est-à-dire sur les conditions de la naturalisation. Dans le droit privé humain, le domicile détermine le lien qui unit la personne à la souveraineté et il agit sur les relations du droit personnel réel et des actes.

Ces questions seront étudiées successivement au cours du développement de cet ouvrage. Pour le moment, le point qui nous intéresse est de connaître l'influence du domicile sur l'acquisition de la nationalité naturelle. En temps opportun, j'étudierai aussi son influence sur la perte de la nationalité au sujet de laquelle la législation européenne commence à réagir, ainsi qu'il est prouvé par le projet de réforme législative soumis au Parlement allemand et dont je me suis déjà occupé dans cet ouvrage (1).

Le domicile d'origine coïncide souvent avec la nationalité. Sous le système germanique de la personnalité de la loi, on devait lui accorder la préférence pour déterminer la capacité ou l'incapacité des personnes. Il produisait alors le même effet que le système actuel de la nationalité. Froland fut le premier auteur qui soutint le domicile originaire en tant qu'il devait déterminer quelle devait être la loi applicable à l'état civil des personnes. Il a été suivi par d'autres jurisconsultes (2) et l'on en arriva à établir une distinction entre une capacité générale (mino-

(1) Voir cet ouvrage, VII^e Conférence.

(2) Froland, *Mémoires,* etc., 1re partie, chap. VII, § 14, t. I, p. 418; Boullenois, *Dissertations,* etc., quest. 2, p. 40; Bouhier, *Observations,* etc., chap. XXII, t. I, p. 418; Pillet, 245, *passage cité* plus loin dans cette conférence, p. 584.

rité, interdiction, émancipation, état résultant de l'application de peines afflictives et infamantes, réhabilitation) et une capacité spéciale à l'effet de réaliser certains actes juridiques. La première capacité était soumise à la loi du domicile naturel ou originaire, tandis que pour la seconde la loi du domicile actuel était applicable (1). Du reste, les auteurs des siècles passés, pour la plupart, ne pouvaient parler d'une manière expresse des lois nationales, puisque les lois de cette nature n'existèrent qu'à partir de la fin du XVIII^e^ siècle (2).

L'institution politique de la nationalité, combattue par le féodalisme, fit son chemin lentement. Les tentatives qui avaient eu pour but d'atteindre à l'unité de législation, au fur et à mesure de l'affermissement des monarchies, avaient échoué devant les résistances locales. Dans tous les pays, dit le professeur de Grenoble, il existait bien une loi commune ; mais, sauf de rares exceptions, on ne remarquait aucune législation civile, mais seulement des lois sur l'administration et la police, qui constituent la préoccupation de tout pouvoir encore embryonnaire (3).

Les premiers travaux réalisés en vue de substituer au système du domicile celui de la nationalité sont l'œuvre de l'école des jurisconsultes français postérieurs à la Révolution. Les constitutions de la période révolutionnaire, de 1791 à 1800, ont conservé le principe du *jus soli*, soutenu par Bacquet, Domat, Pothier et autres juristes, du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle, ainsi que je l'ai démontré (4).

(1) Laîné, *Introduction au droit international*, t. II, p. 116 et suiv.

(2) Pillet, *ouvrage cité*, p. 244.

(3) Bacquet, *Droit d'aubaine*, 1re partie, chap. I, n° 2. « Les vrays et naturels Français sont ceux qui sont naiz dedans le royaume, pais, terres et seigneuries de la nation, dominalion et obéissance du roi ». Domat (1625-1696), *Droit public*, liv. I, tit. VI, sect. IV, n° 5 ; Pothier (1669-1772), *Traité des personnes*, 1re partie, tit. II, sect. I, n° 45 ; Weiss, *ouvrage cité*, t. II, *De la nationalité*, p 40.

(4) « Le fait seul de naître dans le royaume donne le droit à la nationalité, indépendamment de l'origine du père et de la mère et de leur résidence ». Pothier, *ouvrage cité*, 1re partie, tit. II, sect. I, n° 45. Voir cet ouvrage, XII^e^ et XIII^e^ Conférences.

Les concepts *juridiques et politiques* sur la nationalité appartiennent au XIX^e^ siècle à proprement parler. Cependant les temps intermédiaires en présentent certains précédents ou certaines origines juridiques et historiques. Je me réporte aux discussions sur le domicile d'origine (1) et sur le domicile actuel, au cours desquelles ceux qui soutenaient le domicile d'origine se plaçaient au même point de vue que les nationalistes modernes. « Le choix entre le domicile d'origine et le domicile actuel a donné lieu à l'une des plus graves controverses qui aient divisé nos auteurs anciens, controverse qui rappelle singulièrement celle qui, de notre siècle, s'est agitée entre la nationalité et le domicile » (2).

Le premier exposé didactique contemporain que je connaisse sur cette question est l'œuvre de l'éminent juriste français Fœlix (3). Je l'étudierai spécialement, en raison

(1) Le domicile d'origine est le domicile des parents au jour de la naissance *(ratione originis)*. La naissance de la personne peut être survenue accidentellement hors de ce domicile. Cette naissance, cependant, sera soumise à la loi du lieu du domicile paternel. Le domicile actuel d'une personne est celui où elle demeure et où elle a son principal établissement d'une manière véritable et permanente, et où elle a l'intention de revenir quand elle s'en absente (*animus revertendi*). Dr Lieber, *American cyclopedia*, au mot *Domicile;* Story, *Conflicto de las Leyes*, traduction de C. Quiroga, Buenos-Aires, t. I, p. 50; Wharton, *A Digest of the International Law of the United States,* etc., t. II, p. 482 et suivantes.

(2) A. Pillet, *Essai d'un système général de solution de conflits des lois,* dans la *Revue de droit international privé et de la jurisprudence comparée,* 1895, nos III-IV, p. 244, note 2.

(3) Au milieu du XIX^e^ siècle, cet illustre auteur, que nous avons déjà cité, avait acquis une réputation européenne. Parmi ses principales initiatives, je dois mentionner la fondation faite par lui, en 1834, de la *Revue étrangère de législation et d'économie politique*. En 1841, il publia dans cette revue quelques études de droit privé humain, spécialement sur les mariages célébrés en pays étrangers. En 1843, les diverses études juridiques de ce genre auxquelles l'avait obligé l'exercice de sa profession, ainsi qu'il nous l'explique lui-même dans la préface de la seconde édition de son ouvrage, le décidèrent à réunir ses observations pour en former un livre qu'il publia la même année sous le titre de : *Traité de droit international privé ou du conflit des lois des différentes nations en matière de droit privé*. Le succès obtenu par cet ouvrage, le premier publié en Europe dans une forme systématique — en

de l'influence qu'il a exercée de nos jours dans la doctrine, dans la jurisprudence et dans le droit privé. Pour cet auteur, le domicile d'origine et la nationalité se confondent, c'est-à-dire que ce sont deux concepts qui peuvent être usités indifféremment. Voici sa doctrine :

« La nationalité et le domicile d'origine se conservent pendant tout le temps que l'enfant reste dans l'état de minorité : car durant cette période il n'a, légalement parlant, aucune volonté. Mais aussitôt que, conformément à la loi du domicile d'origine, l'enfant a atteint l'âge de la majorité, il devient libre de changer de nationalité et de choisir un autre domicile. Il y a présomption légale pour la conservation de la nationalité originaire ou du domicile d'origine, jusqu'à la preuve du changement. De là il suit que, lorsqu'un individu a deux domiciles dans divers territoires, on doit de préférence avoir égard au lieu de sa naissance. Du reste, c'est un principe non contesté que l'absence momentanée ne suffit pas pour former la preuve du changement de nationalité ou de domicile. Après le changement de nationalité ou de domicile, changement dont nous parlerons ci-après, la loi de la nouvelle patrie ou du nouveau domicile exerce sur l'individu les mêmes effets que celle de la patrie originaire ou du domicile d'origine avait exercés jusqu'alors. Mais il va sans dire que la loi

même temps que Savigny se livrait à des études générales en allemand dans l'ouvrage sur le droit romain que j'ai cité, — appela l'attention des jurisles, particulièrement de ceux qui ne connaissent pas les langues allemande et anglaise. Puis, en 1847, une nouvelle édition parut, suivie d'autres successives, jusqu'à celle de 1866, publiée à Paris, révisée, développée et annotée par le remarquable professeur Charles Demangeat. Ces notes sont basées à la fois sur la doctrine et sur la jurisprudence, ce qui leur donne une importance toute particulière au point de vue de l'information. M. Demangeat se trouve souvent en contradiction avec Fœlix qui est un partisan décidé du droit réel, puisque son œuvre, ainsi que je l'ai déjà signalé plus haut, est inspirée par les statutaires du moyen âge et par le livre de Story, statutaire américain du XIXe siècle. J'ai dit que l'ouvrage de Fœlix fut le premier traité systématique publié en Europe sur la matière du droit privé humain ; mais Fœlix lui-même reconnaît qu'il fut inspiré par les travaux américains ; de sorte que l'Europe reçut l'impulsion du Nouveau Monde pour le développement de ces études. Fœlix s'exprime ainsi : « Ce résultat, auquel nous ont conduit nos recherches et nos méditations, nous l'avons trouvé confirmé et développé dans le savant ouvrage de M. Story, professeur de droit à l'Université de Harward, à Cambridge, et juge à la Cour suprême des États-Unis de l'Amérique septentrionale. Dès lors, nous n'avons pas hésité à adopter définitivement cette doctrine, et nous l'avons suivie dans tout le cours de notre travail ».

de la nouvelle patrie n'a pas d'effet rétroactif sur les actes passés antérieurement par l'individu. Les obligations résultant d'engagements privés, contractés au domicile d'origine, reçoivent leur exécution dans le domicile de l'individu naturalisé. Il en est autrement des obligations résultant du droit public. La succession de cet individu se règle par la loi de sa nouvelle nation. Suivant les données qui précèdent, les expressions de « lieu du domicile de l'individu » et de « territoire de sa nation ou patrie » peuvent être employées indifféremment ».

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que Fœlix se méprend sur la doctrine de Story, quand il affirme que celui-ci suivait son système. Par la confusion entre la nationalité et le domicile, loin de suivre Story, il s'en sépare au contraire et fait abstraction de la nationalité d'une manière absolue.

Dans une note finale s'appliquant aux doctrines précédentes, M. Demangeat fait avec raison remarquer l'erreur dans laquelle tombe Fœlix, non seulement en confondant le domicile d'origine, mais encore en énonçant la règle qu'une personne ne peut avoir son domicile ailleurs que dans le territoire du lieu de sa naissance ou dans le territoire du pays dont elle est le sujet. A mon sens, l'erreur de Fœlix provient d'une remarque élémentaire, d'après laquelle la patrie coïncide souvent avec le domicile d'origine. Ceux qui naissent sur un territoire pour y vivre sans en sortir jamais ont, en même temps, leur domicile d'origine dans leur patrie. Mais, si le fait naturel est identique, les conséquences juridiques en sont différentes, spécialement dans le droit privé humain, parce que la personne peut avoir son domicile dans sa patrie, sans que ses relations juridiques se trouvent régies par les lois de celle-ci. Donc, par suite de la coïncidence de la loi de la patrie et de la loi du domicile, ce sera toujours la loi du domicile qui devra prévaloir. Mais, si l'on change de domicile, la loi du pays d'origine disparaît pour donner lieu à l'application de la loi du nouveau domicile. Naturellement quand il

s'agit de pays qui n'acceptent pas le système de la nationalité, il y a lieu à discussion.

M. Demangeat soutient que le domicile doit prévaloir sur la nationalité, spécialement dans le droit français, par suite de la rédaction de l'article 13 du Code civil, d'après lequel il ne doit exister aucune différence entre les Français et l'étranger quand celui-ci a été autorisé à établir son domicile en France. Une doctrine contraire, ajoute cet éminent auteur, conduirait à priver les étrangers de certains avantages consacrés par la loi française (1).

On évite ces confusions en tenant compte du fait que le domicile est une institution du droit privé, tandis que la nationalité est un concept éminemment politique. Le domicile, même dans les pays qui acceptent la nationalité comme base de l'application du droit privé humain, n'est pas éliminé complètement puisqu'il a sa place dans les législations comme moyen supplémentaire, tandis que la nationalité ne joue aucun rôle dans les pays qui la rejettent et lui substituent le domicile dans les décisions du droit privé humain. Par conséquent, nous devons asseoir deux concepts fondamentaux : traiter de la nationalité sous le point de vue du droit public, avec ses effets incidents en droit privé; et traiter du domicile en tant qu'institution purement privée. Alors les confusions disparaissent et il n'est pas possible d'adopter un système pour un autre comme le prétend Fœlix. D'ailleurs, il convient de rappeler que les erreurs de Fœlix ont été rectifiées par les législations et par les auteurs qui ont suivi.

Le célèbre auteur allemand Bar se prononce contre l'influence du domicile pour l'acquisition de la nationalité. En même temps, cependant, il ne serait pas désirable que l'on prît une résidence dans un pays quelconque, pour une période de temps considérable, comme fondement

(1) Note 6 à la p. 56 de l'ouvrage de Fœlix intitulé : « *Histoire de la condition civile des étrangers en France* »,

exclusif de la sollicitation d'une nationalité. La durée nécessaire d'une telle résidence ne peut être fixée que d'une manière incertaine d'après Bar, et l'intérêt individuel lui-même est souvent impuissant pour déterminer cette période. La question de savoir si la résidence a été établie dans un lieu déterminé est l'origine d'incertitudes fréquentes; et il est beaucoup plus difficile de résoudre la question controversée quand une résidence commence à se fixer, puisque la résidence qui, au commencement, peut être considérée comme simplement temporaire, peut se convertir peu à peu, imperceptiblement, en un véritable domicile. D'autre part, une résidence continue peut se convertir en nationalité. Ainsi en Norvège et au Danemark, l'étranger qui y possède son domicile permanent ne peut être expulsé. Par ce fait, l'étranger à acquis la nationalité, bien qu'il n'ait pas obtenu l'exercice des droits politiques (1).

D'autre part, dans différents États, un grand nombre de personnes possèdent la nationalité sans jouir des droits politiques.

On doit aussi reconnaître que, pour qu'une personne puisse posséder une nationalité déterminée, il ne suffit pas qu'elle exerce les droits politiques dans leur sens propre, ainsi que le fait fort bien remarquer Karminski, non pas les droits qui comportent tous les avantages du droit public, mais seulement ceux qui constituent une participation certaine et déterminée au gouvernement de l'État, soit directement par eux-mêmes, soit au moyen de groupements organisés dans le même État. Ordinairement, ce n'est qu'à titre exceptionnel que les étrangers peuvent exercer les droits politiques. En outre, il y a des cas, bien que paraissant exceptionnels, où, soit par la force de la coutume, soit en vertu de législations spéciales, les étrangers propriétaires de certains biens réels dans un pays, y

(1) Bar, *ouvrage cité*, p. 134 et suiv.

exercent des droits politiques et peuvent y être membres de la haute chambre des pairs. Karminski a fait une étude approfondie de cette matière en ce qui concerne l'Autriche, où le prince-évêque de Breslau et le prince de Liechtenstein sont membres de la Chambre haute autrichienne. De même, dans quelques provinces de l'Allemagne, ceux que l'on appelle *Standesherrn*, et le représentant du prince d'un État subalterne peuvent appartenir à ce que l'on appelle les premières chambres sans faire partie de la catégorie des sujets (1). D'autre part, ajoute Bar, la nationalité ne demeure pas caractérisée par le fait qu'une personne, domiciliée dans un État, se soumet à ses lois privées. A mon sens, la nationalité même n'est pas autre chose que la résidence sous des qualifications et conditions spéciales. Par conséquent il me paraît exact de séparer, comme le propose Lorinier, les droits politiques des droits privés des personnes et de permettre aux familles dont les membres ont vécu pendant plusieurs générations à l'étranger d'exercer leurs droits politiques dans notre pays. L'opposition entre le fait et la loi apparaîtra moins importante si nous séparons les droits privés des droits politiques de l'individu (2).

Cyrénaïque. — Le droit, en Cyrénaïque, est fondé, en général, sur des principes religieux, comme dans tous les pays musulmans. Le domicile dans la tribu, généralement fixée dans une oasis, détermine la soumission de la personne au droit privé ; mais la nationalité est toujours subordonnée à la loi musulmane, qui, ainsi que je le démontre dans une autre partie de cette même conférence, possède un caractère universel.

Tant que ce pays resta soumis à l'Empire ottoman, on y appliqua la loi impériale du 19 janvier 1869, dont l'article 9 est ainsi conçu :

(1) Bar, *ouvrage cité,* p. 135, note 3. Cf. les conférences de cet ouvrage sur le droit de nationalité dans la République Argentine et les droits politiques accordés aux étrangers.

(2) Bar, *ouvrage cité, ibid.*

« Tout individu habitant le territoire ottoman est réputé sujet ottoman et traité comme tel jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée ».

Il convient de remarquer que, pour cette raison, Estoublon, quand il traite de la nationalité des pays musulmans, s'exprime ainsi :

« La nationalité d'un musulman, au sens européen du mot, se détermine uniquement d'après la résidence. Si donc un musulman réside successivement dans plusieurs États différents, sa condition juridique à ce point de vue est fixée d'après les règles suivantes : d'une part il devient, par le seul fait de sa résidence et sans avoir à remplir aucune formalité, sujet de l'État dans lequel il réside ; il jouit de toutes les prérogatives attachées à cette qualité, notamment de la protection du souverain, et il est soumis aux lois et juridictions de cet État, lois et juridictions qui, dans tous les pays musulmans, sont basées sur la loi koranique, et que, dans chaque pays, la coutume, sanctionnée par l'autorité du prince, ne peut modifier qu'à la condition de respecter les principes fondamentaux de cette loi » (1).

Il me semble cependant que cette manière de penser contient une confusion. Le mot « résidence » doit être compris comme « domicile ». Or, le domicile, conformément à la loi ottomane que nous venons d'énoncer pour la Cyrénaïque, de même que dans toutes les autres parties de l'Empire ottoman, ne détermine pas une nationalité définitive. Au contraire, cette nationalité demeure soumise à la preuve contraire. Ainsi, la personne domiciliée dans le pays peut démontrer sa nationalité étrangère, et tous les modes de preuve sont admis à cet effet. Ces preuves doivent être administrées principalement au moyen de certificats consulaires. La Cour suprême d'Alexandrie, par son arrêt du 16 juin 1904, a établi comme principe que les certificats consulaires doivent prévaloir, même sur les certificats de nationalité délivrés par les autorités locales sans responsabilité.

(1) *Journal de Clunet*, 1905, p. 1206.

Congo. — L'influence du domicile, dans le droit sur la nationalité au Congo, est aussi importante. Le droit sur la matière, nous le savons déjà, consiste dans le décret de 1893, du roi Léopold II (1). L'article 6 reconnaît un droit d'exception en faveur du fils de l'étranger né au Congo. Ce droit d'exception ne peut cependant être exercé si l'enfant n'a pas été domicilié au Congo au cours de l'année qui suit sa majorité et pendant les trois années précédentes. Ce domicile de quatre années, antérieures et postérieures à la date de la majorité de l'enfant né au Congo, établit une présomption, *juris et de jure,* que l'enfant est Congolais. C'est précisément pour ce motif que le décret précité lui accorde le droit d'option pour la nationalité étrangère.

Égypte. — L'Égypte se trouve dans une condition politique peu commune. Formant partie de l'Empire ottoman, elle est occupée par les Anglais et administrée par eux. Cependant, sur la question de la nationalité, ce sont les lois ottomanes qui régissent ses sujets, et ce sont les principes que j'ai expliqués relativement à la Cyrénaïque et aux autres pays musulmans qui sont applicables à la matière. En outre de l'article 9 de la loi de 1869 de l'Empire ottoman, je dois citer la loi spéciale égyptienne du 29 juin 1900, ainsi conçue :

« *Article premier.* Pour l'application de la loi électorale du 1er mai 1883, seront considérés comme Égyptiens de plein droit : *a)* les individus établis en Égypte antérieurement au 1er janvier 1882 (an 1264 de l'Hégire) ; *b)* les sujets ottomans nés en Égypte de parents domiciliés, pourvu que lesdits parents y aient conservé leur domicile; *c)* les sujets ottomans nés et domiciliés en Égypte qui se seraient conformés à la loi militaire égyptienne » (2).

France. — Même dans le droit européen qui détermine la nationalité *ex jure sanguinis,* ou par la naissance, le

(1) Voir cet ouvrage, XIe Conférence.
(2) Voyez à ce sujet ce que j'ai dit dans la XIVe Conférence.

domicile a toujours présenté une importance concurrente. et parfois décisive, ainsi que le démontre notamment le droit français.

Les jurisconsultes discutent sur les questions relatives au changement de domicile et de nationalité. Si l'on conçoit que le choix d'une nationalité est une question absolument personnelle, personne ne peut, en général, exercer le droit de choisir une nationalité pour autrui, mais il est possible qu'une personne choisisse un domicile pour une autre; c'est ce qui arrive pour les mineurs qui sont en tutelle ou sous la puissance paternelle. Cette observation marque une différence importante dans l'influence du domicile sur la nationalité, puisque, en conservant leur nationalité, les mineurs peuvent cependant changer de souveraineté, c'est-à-dire de juridiction (1).

Les premiers exemples de nationalité en droit politique, quand il est en relation avec la souveraineté déterminée par le domicile, se trouvent dans la *loi salique*, suivant laquelle l'étranger devait cesser de faire partie de la tribu germanique, si une seule personne de cette tribu s'opposait à son incorporation ou à son séjour permanent au sein de la tribu. Dans le cas où aucune opposition ne surgissait, cette personne ne pouvait être expulsée et elle devenait un compagnon (*genoss*) avec tous les droits et privilèges attachés à cette qualité. Ainsi, ce que nous appellerions aujourd'hui la nationalité, c'est-à-dire le caractère de membre de cette tribu salique, naît de la condition du domicile pendant une année et un jour.

En vérité, dit Bar (2), le domicile et l'acquisition du droit à la nationalité, si ce droit n'est pas limité aux membres de la même race, se distinguent simplement par le fait que, dans le cas du domicile, l'étranger est

(1) Celle matière a été étudiée par Bar d'une manière savante, *ouvrage cité*, p. 119.

(2) *Ouvrage cité*, p. 124.

admis *tacitement* à la communauté qui résulte de la loi, alors que, pour acquérir la nationalité, il doit être admis d'une manière *expresse*. On ne doit cependant attribuer aucune importance à la condition nécessaire d'une admission expresse à la nationalité, qui peut être refusée par légèrelé ou par simple caprice de la communauté intéressée. Depuis la fin du moyen âge, à l'époque où la grande majorité des peuples avaient perdu leurs droits politiques, cette circonstance ne pouvait se produire. Ainsi, quand nous prenons l'exemple de la France, la question de savoir si un homme établi en France était Français ou n'était pas Français n'avait pas plus d'importance que celle de démontrer si l'on avait pu, ou non, lui appliquer le *droit d'aubaine*. Pour le surplus, ajoute le même auteur, le domicile et la nationalité furent généralement identifiés; il était alors facile qu'il en fût ainsi, puisque l'on n'observait aucune distinction entre les étrangers et les nationaux, même quand il s'agissait de l'expatriation ou de l'expulsion. Cependant, à cette époque, la nationalité n'avait pas d'autre valeur que de créer une situation favorable aux individus dans une certaine mesure. Elle excluait l'application du *jus albinagii* aux personnes qui en jouissaient et les favorisait par le maximum de capacité légale. D'autre part, une nationalité de cette nature était susceptible d'être invoquée dans les questions internationales les plus fantaisistes, puisque les intérêts de ceux que l'on appelait nationaux de cette catégorie donnaient ouverture à des interventions en matière de droit public. De plus, ces nationaux pouvaient être enrôlés avec plus de facilité comme marins ou comme soldats, bien qu'à cette époque la nationalité ne fût pas une condition *sine qua non* pour servir dans les armées. La nationalité n'avait alors aucune importance quand il s'agissait de déterminer la loi personnelle. Dans l'intérieur d'un même État, on reconnaissait un ensemble de différentes lois privées; et, en franchissant la frontière

de l'État, on trouvait, dominante, la même variété. Pour ces raisons, le moyen âge a traité les questions relatives à la nationalité sans leur attribuer une grande importance. Ces doctrines et ces systèmes juridiques se transformèrent, tout naturellement, quand les divers Etats, se concentrant en eux-mêmes, unifièrent leur souveraineté et concédèrent à leurs sujets des droits politiques bien définis. La déclaration de droits et de garanties en faveur des habitants d'un pays est liée intimement à la déclaration de l'adoption de ces mêmes personnes par une partie de l'État. La nationalité moderne est un des axiomes du droit international, qui dépend de la législation de chaque État; et c'est à la Révolution française que revient le mérite d'avoir pris l'initiative, bien que d'une manière irrésolue et parfois erronée, de sa législation en relation avec le droit public et avec le droit privé (1).

La Constitution de 1793, par son article 4, établit que :

« Tout homme né et domicilié en France, âgé de 21 ans accomplis; tout étranger âgé de 21 ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard; tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français ».

Les tribunaux français ont décidé — spécialement la cour d'appel d'Aix dans un arrêt du 18 août 1858 — que l'article de la Constitution précitée vise un cas de naturalisation d'enfants d'étrangers nés et domiciliés en France. Mais cet article pourrait aussi se référer à des Français qui auraient perdu la nationalité française et auraient rétabli leur domicile en France. Dans quelques cas, le droit français a remplacé la déclaration exigée à l'étranger par plusieurs lois qui permettent d'obtenir la nationalité française par le simple fait de la constitution du domicile

(1) Bar, *ouvraye cité*, p. 125 et 126.

pendant une durée de dix années à compter de la majorité, c'est-à-dire à partir de l'âge de vingt et un ans accomplis. Telle était la loi du 14 octobre 1814, qui concerne les habitants des départements ou provinces qui ont appartenu à la France avant 1791, et qui, depuis, en ont été séparés. Ce texte est ainsi conçu :

« *Article premier*. Tous les habitants des départements qui avaient été réunis au territoire de la France depuis 1791, et qui, en vertu de cette réunion, se sont établis sur le territoire actuel de la France et y ont résidé sans interruption depuis dix années et depuis l'âge de 21 ans, sont censés avoir fait la déclaration exigée par l'article 3 de la loi du 22 frimaire an VIII, à charge par eux de déclarer, dans le délai de trois mois à dater de la publication des présentes, qu'ils persistent dans la volonté de se fixer en France. Ils obtiendront à cet effet, de nous (du roi), des lettres de déclaration de naturalité, et pourront jouir dès ce moment des droits de citoyens français, à l'exception de ceux réservés dans l'article 1er de l'ordonnance du 4 juin, qui ne pourront être accordés qu'en vertu de lettres de naturalisation vérifiées dans les deux Chambres. — *Art.* 2. Ceux qui n'ont pas encore dix années de résidence réelle dans l'intérieur de la France acquerront les mêmes droits de citoyens français le jour où leurs dix ans de résidence seront révolus, à charge de faire, dans le même délai, la déclaration susdite. Nous (le roi), nous réservons néanmoins d'accorder, lorsque nous le jugerons convenable, même avant les dix ans de résidence révolus, des lettres de déclaration de naturalité. — *Art.* 3. A l'égard des individus nés et encore domiciliés dans les départements qui, après avoir fait partie de la France, en ont été séparés par les derniers traités, nous pourrons leur accorder la permission de s'établir dans notre royaume et d'y jouir des droits civils ; mais ils ne pourront exercer ceux de citoyens français qu'après avoir fait la déclaration prescrite, après avoir rempli les conditions imposées par la loi du 22 frimaire an VIII, et avoir obtenu de nous (le roi) des lettres de déclaration de naturalité. Nous nous réservons néanmoins d'accorder lesdites lettres, quand nous le jugerons convenable, avant les dix ans de résidence révolus » (1).

(1) Il y a lieu de remarquer que cette loi parle de *naturalité* et de *naturalisation*, c'est-à-dire de deux concepts différents. La *naturalité* est la situation de l'individu qui possédait antérieurement la qualité de Français, et les *lettres de naturalité* avaient pour objet de conserver cette qualité. La *naturali-*

Bar reconnaît que la résidence est un élément concurrent important dans la nationalité française. Dans ce sens, l'orientation de la jurisprudence française la plus récente tend à recommander la transformation du domicile en nationalité. Cet auteur considère qu'une résidence prolongée pendant une durée présumée de deux générations confère la nationalité ; de sorte que, si le père est né en France, son fils, né en France, devient Français, *ipso facto*. Bar cite l'article 1er de la loi française du 6 juin 1889 ; et se reportant à l'exception que cet article contient à l'égard des étrangers qui se fixent avec l'intention de se livrer au commerce, il considère que cette disposition constitue une cause d'incertitude et un motif à procès. Il rappelle que la législation moderne française établit l'exception en faveur des enfants domiciliés en France. Il donne aussi le commentaire de l'article 9 de la même loi s'appliquant aux individus nés en France de père étranger qui n'y aurait pas été domicilié à l'époque de la majorité (1).

Effectivement, la loi de 1889 attribue au domicile une importance majeure au point de vue de l'acquisition de la nationalité par certains jeunes gens spécialement déterminés. Il s'agit non seulement du domicile des intéressés, mais encore de celui de leurs parents. L'article 8 de la loi de 1889 et l'article 9 de la loi de 1893 concernent les cas dans lesquels les parents étaient ou n'étaient pas domiciliés pour produire des effets juridiques déterminés que j'ai déjà commentés quand j'ai traité du droit français. La femme française, qui perd la nationalité par son mariage avec un étranger, peut obtenir la qualité de Fran-

sation s'applique seulement à l'étranger. Cependant, ceux qui ont des *lettres de naturalité* ne pourraient pas occuper un siège dans le Parlement sans se faire naturaliser en bonne et due forme. Il ne faut pas confondre les Français favorisés par les *lettres de naturalité* avec les Français qui ont perdu leur qualité de Français pour avoir pris du service militaire à l'étranger, puisque ceux-ci ne peuvent obtenir que des cédules de naturalisation.

(1) Bar, *ouvrage cité*, p. 123 et suiv.

çaise après la dissolution du mariage si elle obtient du gouvernement l'autorisation de résider en France, ou si elle s'établit en France avec l'intention de se fixer dans le pays. La déclaration de domicile doit être faite devant le maire de la commune où la veuve a l'intention de s'établir. De la même manière, les Français qui ont perdu la nationalité pour avoir pris du service militaire à l'étranger sans autorisation peuvent se faire réintégrer dans leur ancienne condition en établissant leur domicile en France.

Enfin, la loi de 1889 qui réforme, en France, des lois sur la nationalité et sur le domicile, établit que l'autorisation à l'effet d'y fixer son domicile n'est accordée que pour cinq années seulement et constitue une condition obligatoire pour acquérir la nationalité française.

D'ailleurs, l'influence du domicile et la naturalisation formeront la matière d'études ultérieures (1).

Maroc. — On applique à la nationalité marocaine les mêmes principes musulmans dont je me suis occupé jusqu'à présent. Cependant, comme des étrangers habitent l'Empire du Maroc, il y surgit des conflits de droit entre l'indigène et l'étranger. J'ai déjà démontré dans cette même conférence que les puissances européennes, dans les dominations d'Orient, attribuent à chaque groupe la nationalité que sa loi religieuse lui avait originairement donnée, sauf dans les cas de naturalisation sous l'empire des lois européennes.

Le décret du 26 octobre 1861, qui organise la régence de Tunis, établit que les Marocains sont assujettis au droit de l'Islam dans la même forme que la Cyrénaïque et la Tripolitaine. Dans ces pays, la loi ottomane du 19 janvier 1869 est en vigueur, spécialement son article 9 précité. Le gouvernement du Maroc considère comme

(1) Ceux qui désireront approfondir cette matière devront consulter les *Tables générales* de Clunet, III, 68 et 629, au mot *Admission à domicile;* Chausse, *Du rôle international du domicile, Journal de Clunet,* 1897, p. 5 et suiv.

sujets marocains, et comme tels soumis aux lois et à la juridiction marocaines, tous les musulmans qui résident dans les limites de son territoire, à l'exception de ceux qui auraient adopté une nationalité étrangère, conformément aux stipulations des traités conclus entre le gouvernement marocain et les puissances. On accorde sur ce point une importance spéciale au traité de Madrid qui a précisé strictement toutes les conditions suivant lesquelles un sujet marocain peut se soustraire temporairement aux lois de l'Empire.

Le gouvernement chérifien vient d'inviter les diverses puissances à se conformer, pour leurs listes de protégés, aux dispositions de la convention de Madrid de 1912 qui limite la protection aux individus suivants :

1° Aux sujets marocains (secrétaires, interprètes, mokhazénis, domestiques) employés par les légations;

2° Aux Marocains employés par les consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui ont le droit de protéger chacun un interprète, un secrétaire, un soldat et deux domestiques;

3° Aux sujets marocains qui remplissent les fonctions d'agents consulaires ou de gérants d'un vice-consulat, et dont la protection s'étend aux membres de leur famille habitant sous le même toit et à un soldat;

4° Aux Marocains employés comme censaux (facteurs, courtiers, agents commerciaux) par les négociants étrangers établis au Maroc. La qualité de négociant n'est reconnue qu'à celui qui fait en gros le commerce d'importation ou d'exportation, et le nombre des censaux est limité à deux par maison de commerce ou par comptoir, si la même maison possède des comptoirs dans plusieurs villes du Maroc;

5° Enfin l'article 16 consacre le droit consuétudinaire des puissances d'accorder ce que l'on appelle la « grande protection » à un certain nombre de sujets marocains qui leur ont rendu des services exceptionnels. Le nombre des protégés de cette catégorie est limité à douze par puissance (1).

En ce qui concerne le Maroc, il convient de rappeler que le général Alfau, en réponse à une question que lui

(1) *Journal de Clunet*, 1913, p. 375.

avaient adressée les Marocains à raison de l'occupation de Tétouan, au mois de février 1913, déclara que la domination espagnole respecte les usages, coutumes et lois préexistantes. Cette importante règle de conduite suivie par les nations européennes civilisatrices de l'Afrique et de l'Asie admet la coexistence des droits et, par conséquent, la nationalité originaire avec toutes ses conséquences en droit public et en droit privé, d'après les règles du Koran et les lois politiques précitées.

Pays-Bas. — La loi du 12 décembre 1892, sur l'indigénat et la qualité de Hollandais, établit dans son article 12 une disposition qui accorde au domicile une importance qui n'est pas fréquente dans les législations analogues. Cette loi emploie le terme de « *régnicole* » comme différent de Hollandais. Dans son article 1er, cette loi indique quels sont ceux qui sont Hollandais par la naissance ou par la filiation. Dans l'article 13, elle définit clairement ce que l'on doit entendre par régnicole et elle dispose ce qui suit :

« Sont considérées comme domiciliées dans le Royaume les personnes qui ont le lieu de leur résidence dans l'intérieur du Royaume et qui auraient résidé pendant les dix-huit derniers mois dans le Royaume ou dans ses colonies ou possessions à l'extérieur ».

Ces régnicoles forment donc une sorte de catégorie de nationaux *domiciliés* sans droits politiques. C'est ainsi que l'enfant dont le père, ou le tuteur, est régnicole, est considéré aussi comme régnicole, c'est-à-dire national de Hollande, et il conserve cette qualité s'il fixe son domicile dans le pays à partir de sa majorité (art. 5). L'article 14 établit, puisque son interprétation ne donne lieu à aucun doute, que les régnicoles sont ceux qui sont domiciliés, et qu'ils perdent cette qualité en transportant leur domicile en pays étranger. L'influence du domicile sur la perte et la conservation de la nationalité hollan-

daise fait aussi l'objet d'une disposition législative expresse dans la loi du 15 juillet 1910, dont je m'occuperai dans la partie spéciale de ce travail (1).

Ces principes ont leur origine dans la constitution de 1837, dans la loi réglementaire du 28 juillet de la même année, dans celle du 3 mai 1851 et dans l'article 50 du Code civil, en tant qu'il concerne la nationalité (2). La législation précitée dispose que les domiciliés dans le Royaume ou dans les colonies étaient Hollandais; que les enfants d'étrangers nés dans le Royaume de parents non domiciliés, mais qui depuis la naissance auraient fixé leur domicile dans le Royaume, étaient Hollandais. Les enfants nés à l'étranger de Hollandais absents pour cause de service public et avec l'esprit de retour *(animus revertendi)* sont Hollandais.

Suisse. — La fixation des conditions d'acquisition de la nationalité en Suisse, ainsi que nous l'avons démontré, a été attribuée par le droit fédéral à la législation des cantons (3). Quelques cantons ont établi des conditions spéciales en faveur du domicile en promulguant des dispositions législatives sur la naturalisation, qui n'est pas autre chose que le droit de *vecindad* (domicile, séjour), ou de *bourgeoisie*, auquel ces dispositions se réfèrent, — droit qui lie la personne à la juridiction cantonale et détermine en même temps sa nationalité suisse. Cependant, ce droit de bourgeoisie ne satisfait pas à toutes les exigences du droit privé humain sur les questions de nationalité et donne toujours ouverture à des conflits entre la loi du domicile et la loi de la nationalité.

Tunisie. — Au droit de ce pays, on applique les obser-

(1) Dans la VIe Conférence, j'ai démontré que les *étrangers* sont aussi des nationaux dans des circonstances déterminées. La doctrine hollandaise se rapproche de notre concept quand elle crée le groupe des régnicoles, qui se place entre les nationaux proprement dits et les nationaux.

(2) Voir cet ouvrage, XIVe Conférence, p. 484.

(3) Voir cet ouvrage, XVIe Conférence.

vations que nous avons faites relativement à la Cyrénaïque, au Maroc et à divers pays d'origine musulmane. La régence de Tunis a édicté, le 26 avril 1861, une sorte de constitution politique dont l'article 92 a établi que la résidence sur le territoire détermine la nationalité. Le droit public tunisien considère comme sujets de la région, soumis à ses lois et à sa justice, tous les musulmans qui résident à Tunis, pourvu qu'ils n'aient pas adopté une nationalité européenne. Les Ottomans et les Marocains sont compris dans cette loi. On sait que chez les Marocains, le shérif est appelé descendant du Prophète et qu'il est considéré comme le véritable Iman ou chef suprême de l'Islam. Ce sont ces principes qui commandent en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et sur toute la côte musulmane de la Méditerranée, ainsi que dans l'intérieur des continents. L'identité de religion et de rite explique la communauté qui supplée à la nationalité et le défaut d'une représentation diplomatique extérieure.

La loi ottomane de 1869, article 9, et le décret du 26 avril 1861, précités, organisant la régence de Tunis au point de vue politique, sont applicables à ce pays. Un jugement du tribunal français de Tunis, du 29 janvier 1902, déclare que le droit public tunisien considère comme sujets du pays et comme tels soumis aux lois et à la justice indigènes, tous les musulmans résidant en Tunisie qui ne sont pas sujets d'une nation européenne, spécialement les Marocains et les Ottomans.

Turquie. — La loi sur la nationalité ottomane du 19 janvier 1869 (1) établit, comme règle générale, que tout individu qui habite sur le territoire ottoman est réputé sujet ottoman, à condition qu'il n'ait pas régulièrement prouvé sa qualité d'étranger. En conséquence, les trois grands modes d'acquisition de la nationalité de l'Empire ottoman sont : le *jus sanguinis*, le domicile et la

(1) Cf. cet ouvrage, X^e^ Conférence.

naturalisation. On doit remarquer relativement à ce droit, que la loi emploie le terme « habiter », ce qui semble supposer qu'elle comprend à la fois la résidence et le domicile. Mais cette disposition ne peut concerner que les personnes d'une nationalité incertaine ou les étrangers d'origine inconnue qui habitent dans le pays, puisque dans l'article premier et dans les articles suivants de la loi précitée, on établit la nationalité conformément au *jus sanguinis*, comme règle générale. La résidence et le domicile s'appliquent donc à ceux qui ne possèdent pas une nationalité privée bien définie. La disposition s'explique quand il s'agit de musulmans d'Afrique et d'Asie, ou de diverses autres régions qui font aussi partie de l'Empire ottoman. L'Empire ottoman proprement dit ayant été séparé de la nationalité religieuse par sa constitution politique et par la loi du 19 janvier 1869, il est évident que ces musulmans, actuellement, n'appartiennent pas à l'Empire s'ils ont adopté la nationalité de l'un quelconque des autres pays de leur même religion. Alors, l'article précité constitue donc une disposition exceptionnelle.

II. **Nationalité religieuse : Pays d'Orient.** — Quelques auteurs européens, quand ils ont étudié certains droits exotiques, spécialement les droits orientaux, ont voulu y trouver une prétendue *loi de race* (1) pour expliquer l'origine de la nationalité. Dans certains pays d'Orient, ainsi que nous l'avons fait remarquer en nous occupant du Japon et d'autres contrées, il est bien exact que les populations sont d'autant plus homogènes qu'elles se trouvent en contact plus intime avec la civilisation européenne et que le mélange du sang s'est alors produit. Il n'est donc déjà plus possible de parler des races comme d'un fait physiologique susceptible d'être déterminé : il serait impossible, en effet, d'indiquer avec précision le degré de

(1) Nous venons de citer à ce sujet quelques passages de Bar.

pureté de ces mêmes races. Par conséquent, il n'est pas possible non plus de les considérer comme base de la nationalité, puisque l'accroissement des peuples doit avoir pour conséquence de faire naître des difficultés insurmontables. Il me semble que l'erreur des partisans du prétendu droit à la nationalité fondé sur la race (1) provient d'une confusion avec la nationalité fondée sur les religions. Nous avons vu que la religion détermine le droit politique dans quelques pays de l'Orient. Ces pays divisent leur population en musulmans et en chrétiens, c'est-à-dire qu'ils distinguent, d'une part, ceux dont le statut personnel est soumis au Koran, et, d'autre part, ceux qui n'admettent pas la même foi. Ces derniers sont régis par leur droit particulier byzantin, qui détermine la nationalité. Une circulaire d'Ali-Pacha, du 13 mai 1855, avait établi ce qui suit :

« Les patriarches concentrent dans leurs mains un tel ensemble de droits civils et religieux qu'en dehors du gouvernement politique exercé uniquement par le gouvernement musulman, il est permis de considérer les chrétiens comme étant administrés, jugés et régis par un pouvoir chrétien plutôt que musulman » (2).

M. Blanchard, professeur de droit à l'École française du Caire, dans un rapport cité par Pillet (3), s'exprime dans les termes suivants :

« Les musulmans relèvent du cadi, les coptes orthodoxes du patriarcat copte orthodoxe, les coptes catholiques du patriarcat copte catholique, les Grecs unis du patriarcat grec catholique, les Grecs orthodoxes du patriarcat grec orthodoxe, les Arméniens du

(1) A. Pillet, *Principes de droit international privé*, etc., Paris, 1903, p. 317.

(2) Privat, *Des patriarcats catholiques d'Orient*, dans le *Journal de Clunet*, 1895, p. 994. Arrêt de la cour d'appel d'Alexandrie du 26 avril 1894, et jugement du tribunal de la Seine du 19 juillet 1901. Le patriarcat a une importance spéciale en Égypte, où la population se compose d'éléments très divers et où les sujets des communautés religieuses vivent sous la juridiction de leurs patriarches, conformément à leurs lois personnelles.

(3) *Ouvrage cité*, p. 318.

patriarcat arménien, les maronites du curé maronite, etc. Lorsqu'il n'y a pas un patriarche du rite, les pouvoirs juridictionnels sont conférés à une autorité ecclésiastique inférieure, évêque ou curé. Pour les indigènes latins, la situation est mal définie, la plupart d'entre eux étant protégés étrangers. Il s'est formé, depuis quelques années, une communauté protestante indigène : elle s'est fait reconnaître et ses membres sont soustraits aux autorités musulmanes pour ce qui concerne leur statut personnel. Rappelons que les étrangers sont, à ce même point de vue, soumis à la juridiction de leurs consuls, et, en cas de conflit entre étrangers de nationalité différente ou entre étrangers et indigènes, à celle des tribunaux mixtes ».

La prédominance du système de la personnalité des lois, dans son sens médiéval, a été reconnue, à partir du XIX^e^ siècle, par les puissances européennes aux pays d'Orient. Par exemple, quand il s'agit des Hindous, les Anglais et les Français ont eu fréquemment à résoudre des questions relatives aux mariages célébrés dans des pays où la religion des habitants locaux avait marqué son intervention. Ces mariages mixtes entre Européens et indigènes ont donné lieu à des variations dans les premiers moments. Ainsi, la cour d'appel de Pondichéry, le 9 août 1843, a annulé le mariage d'un Français avec une esclave affranchie hindoue. La cour d'appel avait alors soutenu que, de tout temps, aussi bien sous la domination française que sous la domination anglaise, ou musulmane, les Hindous et tous les autres indigènes étaient régis par leurs propres lois civiles et devaient continuer à l'être. Par conséquent, ce mariage, réglé par la loi hindoue, ne pouvait être annulé que si, conformément à ladite loi, il existait des empêchements à sa célébration. L'empêchement de caste était certain dans ce cas, parce que le Français s'était marié avec une esclave qui n'appartenait pas à la classe sociale dont il faisait partie. Ces sortes de mariages étaient interdits par les lois indigènes et, par conséquent, leur nullité en résultait. Cependant, le 18 juin 1852, la Cour de cassation annula l'arrêt de la

cour d'appel de Pondichéry. La Cour de cassation admit que les hindous, les chrétiens, les maures ou les nobles devaient être jugés suivant les lois et coutumes de leurs castes. La Cour de cassation ajoute que cette disposition est simplement facultative et qu'elle n'interdit pas aux Hindous, sujets français, de se soumettre librement et volontairement à l'autorité des lois françaises pour jouir de leurs avantages. La cour de Pondichéry, en annulant un mariage pour le motif de la prohibition contenue dans la loi hindoue, alors que le mariage avait été célébré conformément à la loi française, applique la loi d'une manière erronée, puisque la soumission volontaire au droit étranger est facultative pour la personne.

Cette liberté individuelle a été reconnue par la France dans la capitulation de 1830 avec l'Algérie, aux termes de laquelle il est déclaré que la liberté des habitants de *toutes les classes* sociales, leur religion. leurs biens, leur commerce et leurs industries ne seront troublés d'aucune manière. Une autre ordonnance du 26 septembre 1842, concernant les juifs et les arabes, établit la présomption que les indigènes contractent pour eux suivant les lois de leur pays, à moins qu'il n'y ait des conventions contraires.

Les procès entre indigènes, relativement à l'état civil, doivent être jugés conformément à la loi religieuse des parties. Cependant, la question est discutée dans les jurisprudences française et anglaise. Le tribunal civil d'Alger, par jugement du 29 juillet 1861, s'est prononcé dans une instance, en décidant qu'un israélite algérien, en se mariant devant l'officier de l'état civil français, abandonne l'autorité de la loi mosaïque pour accepter la loi française. Le tribunal dont il s'agit se prononça pour l'affirmative en tenant compte de la volonté des contractants.

La cour d'appel d'Alger, par arrêt du 15 avril 1862, réformant ce jugement, soutint que, par suite de la conquête de l'Algérie, les israélites indigènes étaient devenus

sujets français. D'après l'article 49 de l'ordonnance de 1842, déjà citée, les rabbins sont appelés à donner leur opinion écrite sur les procès relatifs à l'état civil, aux mariages et à la répudiation entre israélites. La cour décida que ces ordonnances n'étaient applicables qu'aux mariages célébrés sous l'empire de la loi mosaïque. Quand le mariage est célébré devant un officier de l'état civil, il y a soumission volontaire à sa juridiction, et les parties renoncent ainsi au droit indigène. La même cour d'appel d'Alger a décidé, le 25 novembre 1861, que le statut personnel des israélites argentins était régi par la loi mosaïque et que, par conséquent, le testament olographe d'un israélite était valable bien qu'il n'ait pas été écrit en entier de la main du testateur.

Ces mêmes principes ont été appliqués aux musulmans soumis à la domination des puissances européennes. Leur statut personnel est régi par leurs lois, ainsi que l'ont décidé de nombreux jugements et arrêts qui sont rapportés dans la *Jurisprudence de la cour d'Alger* (1). Le *senatus-consulte* de France, sanctionné le 14 juillet 1865, va encore plus loin, puisqu'il dispose que, bien que naturalisés, le musulman ou l'indigène continuent à être régis par leur loi personnelle (art. 1er).

Quant aux musulmans, le Koran est leur loi suprême dans l'ordre religieux comme dans l'ordre civil. Dans son chapitre IV, v. 62, le Koran (2) ordonne formellement aux croyants d'obéir à celui d'entre eux qui est revêtu de l'autorité du commandement, *quel que soit le lieu où ils se trouvent*. La doctrine musulmane n'a pas une idée exacte de la nationalité selon le critérium européen. Elle considère le monde musulman comme une unité religieuse, politique et sociale, placée sous l'autorité d'un chef suprême, appelé Iman, successeur du Prophète.

(1) Tome II, p. 88.

(2) Koran, chap. III, v. 97, 98, 100 et 101, et chap. XLIX, v. 10.

Celui-ci est aussi le Calife, qui obéit à une même loi, la loi islamique. Pour les musulmans, la terre se divise en deux parties : la terre de l'Islam et la terre ennemie, parce que, pour eux, il n'y a au monde que deux races, celle des croyants ou fidèles, et celle des infidèles ou incrédules. La loi religieuse impose que tous soient frères dans la grande famille islamique, parce que tous sont égaux devant la loi (1).

Conformément à cette doctrine, ce que l'on pourrait appeler la nationalité musulmane ou islamique possède un caractère universel et fait abstraction des autonomies des États, puisqu'il n'y aurait qu'une seule nation, la nation musulmane. L'obéissance à l'autorité détermine le domicile de la personne; et ce domicile détermine à son tour sa soumission à la loi politique ou à la loi privée. D'où il résulte que dans le système musulman le caractère religieux des institutions se combine avec l'effet civil du domicile pour déterminer la soumission d'une personne au droit (2).

III. **Pays de coutume : Siam, Monténégro.** — *Siam.* — Il est difficile de s'exprimer clairement sur le droit de pays orientaux tels que le Siam. Notre éminent collègue Lehr nous donne des renseignements très intéressants (3),

(1) Dans cet exposé, je suis de préférence une étude très intéressante du professeur Estoublon, ancien professeur de droit musulman à la Faculté de Paris. publiée dans le *Courrier européen* du 8 octobre 1905, reproduite par le *Journal de Clunet*, 1905, p. 1206, cité ci-dessus.

(2) Dans la XIVe Conférence de ce même ouvrage, j'ai fait remarquer le caractère à la fois politique et religieux avec lequel la Bible précise la nationalité des israélites. Il ne me paraît pas nécessaire d'insister sur ce point et de répéter ce qui est établi dans ladite conférence. D'autre part, je rappellerai le caractère nettement national de la religion romaine, comme de toutes les religions antiques, orientales et européennes, de sorte que l'étranger qui n'avait pas le droit de participer aux mystères du culte, ne possédait pas non plus le droit de cité, ni la nationalité. C'est une matière étudiée d'une manière éloquente par Ch. Voigt, dans son important ouvrage : *Das Jus naturale, bonum et æquum und Jus gentium der Romer*, 1856-1875, II, 61 ; par Fustel de Coulanges, dans la *Cité antique*, 1874, 233, et par Bœck, *ouvrage cité*, 164.

(3) Lehr, *ouvrage cité*, p. 189. La condition juridique des étrangers dans le

grâce à la coopération qui lui a été fournie par le chancelier de la légation de Siam à Paris, M. d'Orelli, ainsi que par M. Padoux, consul général de France et conseiller législatif du gouvernement de Siam à Bangkok.

D'après ces renseignements, le Siam n'a pas de lois sur la nationalité, mais la pratique a établi depuis longtemps les règles suivantes. Sont considérés, sauf preuve contraire, comme sujets siamois et soumis, comme tels, aux lois et juridictions locales, tous les Asiatiques domiciliés dans le Siam. Au contraire, sont considérés comme étrangers tous les individus d'origine ou de race européennes, bien que leurs familles aient eu pendant plusieurs générations leur domicile sur le sol siamois.

Ces principes ont été spécialement fixés par la convention anglo-siamoise du 29 novembre 1899 qui a défini la situation des sujets britanniques dans le royaume, et par le traité franco-siamois du 13 février 1904 qui détermine ceux des Asiatiques qui sont soumis au protectorat français. Ces deux textes organisent cependant, d'après M. Lehr, deux systèmes différents en matière de nationalité. Le distingué auteur ajoute, relativement à la nationalité, les paroles suivantes :

« D'une façon générale, on peut dire que la notion de nationalité, telle qu'elle est comprise dans les pays occidentaux, n'a pas encore proprement pénétré au Siam : le mot de nationalité se traduit en siamois par l'expression « sous la dépendance de... »; à ce point de vue, tous les habitants du royaume sont sous la dépendance du gouvernement, sauf les exceptions prévues par les traités. Tout individu n'appartenant pas à une puissance à traités, en particulier tout Asiatique, au moment où il met le pied sur le territoire siamois, est considéré comme Siamois, ou du moins comme étant sous la dépendance du Siam. Si l'on veut donner à la notion de nationalité un sens plus restreint, sont essentiellement Siamois les individus de race siamoise; ceux-là le sont autrement que par le simple fait de

royaume de Siam a été étudiée d'une manière savante par M. Padoux, dont les études ont été publiées, en 1908, dans le *Journal de Clunet*, p. 693 et suiv.

leur résidence et le restent, aux yeux du gouvernement siamois, même lorsqu'ils habitent un pays étranger, tandis qu'il ne revendiquera certainement aucun droit sur un Chinois ou autre Asiatique du dehors, même né au Siam, qui retournerait dans son pays d'origine. En ce qui concerne les ressortissants de puissances à traités, la question est facile à résoudre : il est admis sans réserve, pour les Français, qu'ils conservent indéfiniment, de génération en génération, *jure sanguinis*, leur nationalité propre : pour les Anglais, par droit de naissance ou en suite de naturalisation, la règle est qu'ils conservent leur nationalité au Siam, ainsi que leurs enfants et petits-enfants nés au Siam, mais que leurs arrière-petits-enfants et les enfants naturels cessent d'y avoir droit; pour les autres nationalités européennes, il n'existe dans les traités aucune disposition expresse, mais on applique d'habitude les dispositions des traités français ou anglais. La situation des femmes mariées, des veuves et des enfants adoptifs n'a jamais été réglée. On admet généralement que la femme suit la condition de son mari, sauf son droit, une fois veuve, d'y renoncer par une simple déclaration et de recouvrer sa nationalité d'origine. Il est expressément stipulé dans le traité anglo-siamois que les épouses ou veuves de ressortissants britanniques ont droit à cette même qualité. A l'inverse, l'Européenne qui épouse un Siamois prend-elle la nationalité de son mari ? La question n'a jamais été expressement résolue; mais, quand il s'agit d'une Asiatique, l'affirmative n'est pas douteuse ».

Monténégro. — D'après les études de Lehr (1), dans la principauté du Monténégro, il n'existe pas de loi sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité. La matière est régie par le droit consuétudinaire, ainsi qu'il résulte des renseignements qui ont été donnés à cet auteur par l'ancien ministre de la Justice de la principauté, M. Bogisic, et par le comte de Sercey, ministre de France à Cettigne.

Il en résulte que les enfants de parents monténégrins, nés soit dans la principauté, soit à l'étranger, appartiennent à la principauté s'ils n'ont pas renoncé à leur nationalité, expressément ou tacitement. Tous les individus nés sur le territoire monténégrin de parents étran-

(1) *Ouvrage cité*, p. 142.

gers ne jouissent pas de l'exterritorialité ; mais ils ont le droit d'opter pour la nationalité de leurs parents. L'étrangère qui se marie avec un Monténégrin, devient Monténégrine. D'après les coutumes générales, le mariage avec un Monténégrin, l'acceptation de fonctions publiques et la naturalisation confèrent la nationalité.

IV. **Nationalité honoraire. Époque grecque et romaine. Époque contemporaine. Caractères et condition juridique.** — Les fréquents voyages en Orient entrepris par des hommes supérieurs de la Grèce et de Rome, en même temps qu'ils favorisaient le développement du commerce sur les rives de la Méditerranée, apportaient à l'Europe, avec la population et les marchandises, les goûts et les conceptions artistiques, et les institutions orientales, juridiques et politiques. Ainsi, nous découvrons dans le droit primitif de l'Europe, l'assimilation des systèmes qu'adoptaient les Hindous, les Perses, les Chaldéens et les Égyptiens. Au nombre de ces institutions ainsi incorporées, on compte celle qui accorde à des étrangers distingués les honneurs de la cité particulière ou du pays en général et que, dans le langage moderne, nous appellerions la nationalité. Il n'est pas nécessaire de démontrer surabondamment ce fait en ce qui concerne l'Orient, puisque, pour le but que nous poursuivons, il nous suffit d'établir son incorporation au droit européen, adoptée déjà par le droit grec et par le *jus gentium* des Romains (1).

(1) Lisez l'excellente note de Charles de Bœck dans son ouvrage intitulé *Essai sur le préteur pérégrin,* Paris, 1882, p. 177, dans laquelle il fait remarquer que le *jus gentium,* d'après les historiens de la République, Tite-Live, Quinte-Curce, Salluste et autres écrivains jusqu'à Sénèque, a un sens que les jurisconsultes de l'Empire paraissent à peine comprendre : le sens de droit international. Ce fait, perdu de vue auparavant, a été étudié avec le plus grand soin par Voigt, Egger, Müller Jochmus ; et nous ajoutons, avec M. Egger, qu'il est intéressant de voir Tite-Live parler des patriciens invoquant le *jus gentium* contre les empiétements de l'ambition plébéienne, comme si dans leurs rivalités quotidiennes avec la noblesse, les plébéiens agissaient au même titre qu'une nation différente.

Le droit grec nous offre, dans l'institution de la *proxénie*, l'exemple d'étrangers domiciliés à Athènes et classés dans leurs quartiers respectifs comme ayant obtenu le droit de jouir du droit de cité sous la forme honoraire. Quand je traiterai de la naturalisation des étrangers, j'expliquerai les règles de procédure à suivre pour la nationalité ordinaire et pour la nationalité honoraire. Cette dernière était généralement accordée à des personnages éminents qui s'étaient distingués par leur talent ou leur générosité. Le droit de cité, qu'un auteur contemporain appelle la récompense suprême à Athènes (1), constituait un honneur octroyé à ceux qui avaient mérité de la déférence du peuple athénien. Il paraît que du IV^e^ siècle d'Athènes, ces honneurs étaient si fréquents qu'ils étaient devenus un abus. Auparavant les Athéniens avaient été avares de ces distinctions ; mais les auteurs grecs prétendent que depuis le IV^e^ siècle ils furent accordés à beaucoup d'étrangers et d'alliés et qu'à la fin ils étaient cédés pour de l'argent, comme au temps de la décadence romaine, et aux époques de basse politique des États-Unis et de la République Argentine, à des gens de condition inférieure et aux enfants d'esclaves (2).

Ce point a été discuté. M. Giraud a démontré que jusqu'à l'époque d'Alexandre (3) les Athéniens ne pouvaient pas prodiguer le droit de cité. D'après Aristote, le premier exemple de droit de cité accordé à Athènes aux métèques est très ancien et offre le plus grand intérêt. Il s'agit des métèques que Clistènes avait fait entrer dans la ville. C'était, par conséquent, une mesure révolutionnaire qui dénaturait cette distinction en la convertissant en un instrument de basse politique (4).

(1) Clerc, *Les Métèques athéniens,* Paris, 1893, p. 24.
(2) Clerc, *ouvrage* et *passage cités.*
(3) *Revue internationale de l'Enseignement,* t. VIII, p. 236 et suiv.
(4) *Aristote on the Constitution of Athens.* Edit. Kenyon (*Aristote Kenyon*), Oxford, 1891.

Ces circonstances se trouvent expliquées et développées dans le célèbre ouvrage de Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, que nous avons déjà mentionné. Cet ouvrage, d'après l'opinion de Clerc (1), et selon la mienne, constitue le point de départ de toute étude sérieuse sur la politique et l'histoire d'Athènes et de Rome; il est, comme le dit Clerc, la clef de toute l'antiquité gréco-romaine.

L'an 322, Athènes promulgua le décret qui conférait le droit de cité honoraire au médecin Evenor, né à Argos Amphilochicon. Le conseil des nobles de la ville avait simplement proposé de lui décerner la proxénie, avec d'autres distinctions, à titre héréditaire; mais le peuple admirait à un si haut point l'habileté d'Evenor, que, au milieu des applaudissements et des louanges, il ajouta de nouveaux privilèges à celui de son incorporation à la cité et d'une couronne de feuillage. Par une précaution qui a retenu l'attention des auteurs modernes, on lui a interdit l'exercice des droits politiques, sans doute pour lui enlever la possibilité d'abuser de l'autorité morale qu'il exerçait dans les foyers. Un siècle plus tard, Appollagoras, constructeur, qui avait utilement contribué à la fortification du port de Zea, était promu à la dignité de citoyen et couronné de feuillage. Athènes fit quelquefois appel aux étrangers en leur prodiguant le droit de cité, par exemple pour les embarquer sur ses navires afin de réunir des équipages et d'augmenter ainsi ses forces à l'époque des guerres du Péloponèse et contre Syracuse. J'ai publié ailleurs la proclamation de Nycias aux marins qu'il conduisait contre les Syracusains. Ce document est extrêmement intéressant au point de vue de ces études (2).

Dans les dernières années de la guerre du Péloponèse, la cité, épuisée par le désastre de Sicile, voyant sa der-

(1) *Ouvrage cité*, p. 6.

(2) E.-S. Zeballos, *Justicia Internacional Positiva*, Valence, 1911, p. 131, note 2.

nière flotte vaincue dans le golfe d'Ephèse et bloquée dans le port de Mytilène, fit un effort suprême pour sauver cette escadre commandée par Conon. Alors, manquant de marins, on décida que les chevaliers formeraient les équipages de la flotte de secours, et que les esclaves et les métèques seraient enrôlés sous la promesse de la liberté pour les premiers et du droit de cité pour les seconds. Diodore de Sicile a expliqué ces événements interprétés par les traducteurs fidèles des temps modernes (1).

Ces naturalisations n'étaient pas seulement la conséquence de la science ou du service dans la milice ; elles étaient aussi le résultat de la solution des questions économiques. Ainsi, nous savons par les discours de Démosthène que les banquiers Pasion et Formion, tous les deux de basse extraction, reçurent les honneurs du titre de citoyen et de la couronne de feuillage comme récompense des importants services pécuniaires qu'ils avaient rendus à Athènes sous la forme de prêts publics (2). On dit que Démosthène fit usage de son influence pour obtenir en faveur de son ami Chaerephilos et de ses trois fils Pheidon, Pamphilos et Pheidippos le droit de cité athénien. Ceux-ci étaient de populaires marchands de saucisses. Les poètes satiriques du temps eurent ainsi pendant longtemps des sujets pour leurs pamphlets, où ils n'avaient garde d'oublier d'attribuer aux Athéniens un amour spécial pour les saucisses. Un auteur allemand, Schaefer, dans son étude sur Démosthène et son temps, pense que cette libéralité avait eu pour objet de récompenser les services rendus à l'alimentation publique, à une époque de cherté de la vie à Athènes, au cours de laquelle ils distribuèrent non seulement des saucisses, mais aussi des céréales d'Orient. C'est

(1) Clerc, *Ouvrage cité*, p. 222, note 5.

(2) Clerc, *Ouvrage cité*, p. 223.

pour la même raison et à la même époque qu'Epigènes et Conon (1) ont été naturalisés.

A Rome, les exemples de naturalisations, collectives et individuelles, ne manquent pas non plus, ainsi qu'on peut le constater dans mes notes sur l'ouvrage de Weiss (2). Je ne m'arrêterai donc pas sur les détails, parce que le droit romain, sur cette question, n'est pas autre chose qu'une reproduction du droit grec.

Dans les annales grecques, nous trouvons différents pactes fédéraux de peuples autonomes, mais qui s'accordent réciproquement une égalité civile absolue : *isopolitica*. Ces traités étaient garantis par l'invocation des divinités des parties contractantes. Je citerai quelques exemples de ces déclarations de droit de cité réciproque.

Deux villes de l'île de Crète, Latos et Oronte, avaient célébré une alliance dont le texte fut gravé sur une table de marbre de Sidon. Cette alliance établissait l'égalité civile des droits pour les habitants de l'un et de l'autre pays, c'est-à-dire le droit de *combourgeoisie*. Un autre traité passé entre les villes de Hierapytna et de Priansos commence par l'invocation des dieux dans l'intérêt commun et mentionne ce qui suit :

« Il y aura entre les Hiérapytniens et les Priansiens droit de combourgeoisie, droit de mariage, droit d'acquérir des possessions dans le pays l'un de l'autre, en un mot d'avoir part en commun et réciproquement à toutes les choses divines et humaines. Tout citoyen de l'une des deux villes qui viendra habiter dans le pays de l'autre y pourra vendre et acheter, prêter et emprunter de l'argent à intérêt, et faire toute autre sorte de contrats, avec une pleine liberté, et selon les lois établies chez l'un et l'autre ».

Les Romains avaient aussi des traités semblables pour leurs villes. Pour ne pas insister sur ce point, je renvoie

(1) Clerc, *Ouvrage cité*, p. 224.
(2) Weiss-Zeballos, *Ouvrage cité*, I, note *a*, p. 78 et suiv.

le lecteur à l'excellent ouvrage de M. Egger, membre de l'Institut de France (1).

En général, c'était par la *naissance* qu'on acquérait la qualité de *citoyen*, de latin ou d'étranger. Le peuple ou le Sénat pouvaient également conférer le droit de cité. Vers la fin de la République, Marius, Sylla, Crassus, Pompée, César, et surtout les derniers triumvirs, obtinrent et usurpèrent ce droit (2).

Dans le droit contemporain, les parlements se réservent la faculté d'accorder la nationalité honoraire à des personnes éminentes. Le Parlement anglais et les Parlements coloniaux de l'Empire ont élaboré le plus grand nombre de lois de ce genre aux XIX^e^ et XX^e^ siècles. Cependant les autres pays constitués font rarement usage de ce droit.

Les villes accordent un droit de cité local *(combourgeoisie)*, honneur particulier qui, s'il attribue les droits politiques avec les charges de la cité, ne confère pas cependant la nationalité du pays auquel la ville appartient.

Ce système prend ses origines dans l'antiquité la plus reculée. Les Grecs et les Romains l'ont mis en pratique dans leurs traités de ville à ville qui accordent, à titre de réciprocité, les mêmes droits pour leurs sujets. Il y a des exemples modernes, spécialement dans les traités de communauté de nationalité des cinq Républiques de l'Amérique Centrale, dont je m'occuperai dans les chapitres spécialement consacrés à l'Amérique (3).

(1) *Études historiques sur les traités publics chez les Grecs et chez les Romains depuis les temps les plus anciens jusqu'aux premiers siècles de l'ère chrétienne,* par E. Egger, Paris, 1866.

(2) Maynz. *Cours de Droit romain,* Paris 1891, t. I, 142, n° 77, note 23; Cicéron, *Oratio pro Balbo*, citée 8, 9, 14, 17, 20, 23, 24, etc.

(3) J'ai eu moi-même l'honneur d'être proclamé fils de la ville de Palos de Moguer, en Espagne, ainsi qu'il résulte du document ci-après traduit, qui donne une idée de la forme et de l'importance de ces faveurs honorifiques contemporaines. « Le plus illustre Corps municipal de Puerto Palos, prenant

La nationalité conférée à titre honorifique n'attribue donc pas plus de droits que ceux qui résultent de l'honneur même qui est conféré. Le titre précise si cette nationalité comprend la nationalité elle-même avec tous ses avantages et toutes ses charges, ou bien s'il s'agit d'un droit limité au municipe ou à la province qui le confère à l'intérieur d'une nation déterminée. Il est de règle générale que ceux à qui cette faveur a été accordée ne perdent pas leur nationalité d'origine. De sorte que si ces honneurs procurent une nouvelle nationalité, il se produit inévitablement le cas de double nationalité, si le favorisé prétend exercer les droits de l'une et de l'autre, dans la patrie d'origine et dans la patrie honoraire.

A mon avis, le conflit se solutionne toujours en considérant comme patrie de la personne dont il s'agit sa patrie originaire et comme simple nationalité honoraire la seconde qui ne produit pas d'effets positifs. Une coutume analogue en usage en Europe consiste à nommer chefs de certains régiments nationaux déterminés, des souverains et des princes étrangers. Quand cette circonstance se produit, le commandement du régiment appartient à son chef effectif. Quand le chef honoraire se présente, on lui accorde des honneurs momentanés que sa propre discrétion limite à ce qu'il convient.

V. **Nationalités européennes en Orient.** — Depuis le traité d'Algésiras, il s'est déroulé en Orient des événements considérables qui étendent ou affermissent les occupations européennes de territoires en Afrique et en Asie. Principalement l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Ita-

en considération les très hauts mérites des travaux du docteur D. Estanislao S. Zeballos, destinés à commémorer la découverte de l'Amérique, a décidé à l'unanimité, en séance extraordinaire célébrée le 15 mars 1909, de le nommer Fils adoptif de cette ville. Fait et passé au Port de Palos, le 15 mars 1910. L'alcade président, le secrétaire et le conseiller syndic. Titre de Fils adoptif de cette ville, en faveur de M. le docteur Don Estanislao S. Zeballos, ancien ministre de la République Argentine ».

lie ont agrandi leurs anciens domaines et en ont fondé de nouveaux. Les règles du droit public et du droit privé sur la nationalité seront sans doute les suivantes : 1° la nationalité des individus domiciliés dans le territoire au jour de son occupation sera déterminée par leurs anciennes lois personnelles ; 2° les effets du droit sur la nationalité, quant à leur personne, à leurs biens et à leurs actes antérieurs, seront précisés par les mêmes lois ; 3° les individus nés depuis l'occupation dans ces territoires auront la nationalité de la puissance occupante et jouiront des droits inhérents à leur condition politique, d'après les traités d'occupation.

La jurisprudence des tribunaux anglais et celle des tribunaux français, que je cite plus haut en traitant de la nationalité religieuse, seront sans doute appliquées par l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne, du moment qu'elles établissent des règles de droit raisonnables et utiles.

DIX-HUITIÈME CONFÉRENCE

Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli.

Sommaire. — I. L'évolution du droit et les phénomènes migratoires. — II. L'immigration et le *jus soli*. — III. Double nationalité et nationalité multiple. — IV. Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. — V. Classification du droit américain. Tableau. — VI. Premier groupe. Système unique : République Argentine. — VII. Second groupe. Premier système : Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay. — VIII. Deuxième système : Guatémala. — IX. Troisième système : Panama, Pérou, Vénézuéla.

Mesdames,
Messieurs,

I. L'évolution du droit et les phénomènes migratoires. — L'étude minutieuse de législation comparée qui précède sur la nationalité met en évidence le but poursuivi par tous les pays et qui consiste à accroître le nombre de leurs sujets, comme à défendre leur population nationale contre les effets de l'émigration et des changements de nationalité.

Jusqu'au XVIII^e^ siècle, les États européens continentaux, de même que ceux qui avaient copié ou imité leur législation, ont soutenu le principe du *jus soli,* c'est-à-dire que l'homme avait pour patrie celle du lieu de sa naissance. Même à l'époque antérieure aux nationalités, alors que l'Europe était subdivisée en juridictions féodales, c'était

le lieu de la naissance qui déterminait la patrie des individus.

Tout en conservant le même principe au temps de l'évolution des monarchies, les organisations plus petites vinrent s'incorporer aux grandes nationalités. Au point de vue politique, l'Europe se concentra; mais l'isolement juridique persista pendant longtemps entre les divers États. Ils venaient de passer par les siècles du féodalisme qui avait troublé leurs relations et les avait plongés dans l'anarchie. Les relations commerciales et de famille elles-mêmes se trouvaient étroitement localisés. Mais, comme avec la fin des guerres napoléoniennes et la promulgation du Code civil français à l'aurore du XIX^e^ siècle, les relations internationales d'ordre privé commencèrent à prendre de l'extension, c'est précisément par suite de la longue durée des guerres napoléoniennes et de leurs ravages que l'émigration des populations européennes vers d'autres continents, ou entre les pays européens eux-mêmes, prit une grande extension.

Le phénomène de l'émigration — qui prenait son élan à l'origine du XIX^e^ siècle, et qui déjà dans la première moitié de ce siècle assumait les caractères d'un événement social et politique extraordinaire, pour former la base de la population des États-Unis d'Amérique et commencer à constituer en grande partie celle d'autres peuples américains, — alarma l'Europe par la perte de nationaux qui en résultait. Il se produisit alors une réaction contre le *jus soli*, en face duquel vint se dresser le principe du *jus sanguinis*. Les Européens se proposaient ainsi de conserver la nationalité des enfants de leurs émigrants nés dans les pays d'immigration. Telle est l'origine de l'évolution vers la doctrine naturelle suivant laquelle la nationalité se transmet avec le sang des parents.

Surville et Arthuys, éminents professeurs de l'Université de Poitiers, — dont j'ai l'habitude de vous indiquer souvent le *Manuel de droit privé humain* comme l'un des

plus savants de notre époque, — soutiennent que le *jus sanguinis* transmet les coutumes nationales et la communauté d'idées, tandis que le fait de la naissance dans un pays peut être purement accidentel, ou se produire au cours d'un voyage (¹). D'éminents auteurs français insistent sur l'observation relative à la naissance dans un lieu donné. Ces arguments en faveur du *jus sanguinis* contiennent de graves erreurs.

La théorie de l'hérédité physiologique est bien exacte; mais ses effets dans le cas particulier qui nous occupe ne sont ni généraux, ni certains. Si les auteurs français auxquels je m'en suis référé avaient connu les éléments qui constituent la plus grande partie des masses qui émigrent et la vie des pays nouveaux, ils auraient aperçu le point faible de leur doctrine. Quels sont, en effet, les groupes humains qui émigrent d'Europe en Amérique, pour ne citer que ce dernier continent? Ils sont généralement formés par les éléments pauvres et inférieurs de la population. Les éléments supérieurs n'émigrent que plus tard, quand le pays d'émigration a déjà acquis une certaine réputation. J'ai vu se produire, aux États-Unis, des mouvements d'opinion pour protester contre l'émigration provenant de certaines régions de l'Europe, notamment contre les montagnards de la Russie, de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Italie méridionale. Les Américains du Nord prétendaient que cette émigration (*undesirable immigration*), introduisait dans l'Union des éléments inférieurs en raison de leur mentalité particulière et de leur ignorance complète, — parfois des gens sans mœurs, absolument incapables de transmettre à leurs descendants un idéal politique, social, économique et religieux quelconque, dont ils se trouvaient souvent complètement dépourvus et qu'ils ne pouvaient que transmettre dénaturé.

Ici même, en République Argentine, nous avons été

(¹) *Ouvrage cité*, édit. 1910, p. 62.

témoins de la confirmation de ces phénomènes sociaux. Notre immigration agricole et ouvrière n'apporte avec elle aucun idéal quelconque dans notre masse en dehors de l'amour du lucre. Si l'émigration de cette nature avait dû se borner à ne transmettre que ses traditions d'Europe et ses seuls appétits, il y eût eu là des germes psychologiques inférieurs ou désordonnés, qui nous auraient conduits vers des destinées incertaines et périlleuses. Cependant les émigrés de cette catégorie, même les plus ignorants et les plus arriérés se sont transformés profondément, comme s'ils étaient venus pour renaître à une vie nouvelle sous l'influence du changement de climat réconfortant, d'une alimentation substantielle, d'institutions encourageantes et d'un milieu social protecteur auquel ils s'identifient promptement. Arrivés comme de simples muscles, ils se sont métamorphosés en hommes intelligents; leurs facultés ont pris une nouvelle vigueur, ou ils ont acquis dans la lutte de nouvelles aptitudes; ils parviennent souvent à occuper les premières situations dans le commerce, dans l'industrie, dans la société. Leurs enfants, dont l'esprit et les tendances se sont mis en harmonie avec le milieu naturel et politique, dénotent une précocité remarquable par leurs aptitudes et pour l'action et professent un idéal inconnu en Europe. La loi de l'hérédité n'agit pas chez eux puisqu'elle les aurait convertis en forces sociales négatives, incohérentes ou anarchiques. Ce principe serait seulement exact dans le cas où il s'agirait de classes supérieures, qui possèdent un idéal traditionnel qu'elles peuvent transmettre. Mais ces classes-ci n'émigrent qu'exceptionnellement dans les pays nouveaux et elles ne s'expatrient que lorsqu'un courant d'émigration et une sorte de solidarité nationale se développent dans le sillon tracé par les classes laborieuses.

II. **L'immigration et le « jus soli ».** — D'autre part, combattre le système du *jus soli* en lui opposant le fait

exceptionnel de la possibilité de la naissance accidentelle de l'enfant dans un pays où l'on voyage, consiste à établir une règle générale sur une exception. Aux États-Unis et en Amérique du Sud, il y a environ vingt-cinq millions d'individus qui y ont émigré volontairement, qui se sont fixés hors de leur patrie, dont les enfants, par conséquent, ne sont pas nés par cas fortuit en Amérique, mais bien comme conséquence d'un fait permanent, fondé sur l'intention de s'y établir définitivement. Ceci constitue la règle générale qui anéantit le principe d'exception avec lequel on argumente. Il s'agit souvent d'enfants d'étrangers qui ont perdu eux-mêmes leur nationalité d'Europe par suite d'une longue résidence qui a parfois duré plus d'un demi-siècle dans le pays qu'ils ont adopté et où ils ont leur domicile. Quels droits et quelles raisons peut alors invoquer l'Europe pour revendiquer la nationalité de ses enfants?

D'ailleurs, l'abandon du *jus soli*, comme conséquence de la grande immigration à laquelle je m'en suis référé, ne donne pas le résultat espéré pour la conservation de la nationalité des enfants européens nés à l'étranger. En effet, le plus grand nombre d'entre eux donne très catégoriquement la préférence à la nationalité qui résulte du sol. Ils ne conçoivent pas que cette nationalité puisse leur être contestée : ils l'affirment d'une manière péremptoire en prenant rang dans l'armée du pays où ils sont nés; ils s'identifient à sa vie politique, obtiennent la carte d'électeur qui leur confère la qualité de *citoyens*, ils recherchent les emplois et les dignités de l'État, s'incorporent, en un mot, aux nouvelles nationalités. Tels sont les phénomènes sociaux inéluctables qui rendent l'échec du *jus sanguinis* définitif pour les statistiques du Nouveau Monde. Tous ces faits démontrent que l'influence du pays où l'on a vu le jour est plus puissante que l'action traditionnelle du sang.

L'Europe elle-même commence à le comprendre ainsi.

Comme conséquence naturelle de la période de paix et de prospérité dont elle a bénéficié depuis 1870, le déplacement des populations s'y est accru. Tout le monde sait que 600.000 Américains la visitent chaque année. Ils y viennent dépenser leur fortune, faire le commerce, jouir de la vie et s'y instruire. Je viens de lire une lettre où l'on m'écrit que 11.000 Argentins vivent actuellement à Paris. Cela signifie que beaucoup d'enfants naissent d'étrangers qui voyagent en Europe. C'est un fait qui préoccupe les hommes d'État dans un but différent, puisqu'il s'agit, pour eux, de conserver comme nationaux les enfants de ces étrangers. C'est, en somme, la résurrection du *jus soli*, comme conséquence de la réaction contraire des doctrines et des faits.

La France, qui l'avait abandonné, a réagi la première contre l'exclusivisme du *jus sanguinis* par une série de lois, à partir de 1851, en modifiant les articles 9, 10 et 12 de son Code civil, qui établissaient les conditions de la nationalité des enfants d'étrangers, ainsi que je l'ai démontré (1). C'est alors qu'elle adopta le droit d'option en vertu duquel il existe deux catégories d'habitants qui se trouvent dans une condition incertaine et anormale : ceux qui sont soumis à la condition *suspensive* et ceux qui sont assujettis à la condition *résolutoire*.

Le fils d'étranger né en France se trouve, en effet, dans une situation indécise jusqu'au jour où il a accompli sa vingt et unième année, puisque, à cet âge, bien qu'il ait été reconnu *étranger*, il peut opter pour la nationalité française. Sa nationalité définitive est donc en suspens. Inversement, les enfants de Français nés aux États-Unis ou dans la République Argentine, par exemple, sont *Français* d'après la loi française ; mais ils ne le sont pas d'après la loi américaine ou argentine. La France espère qu'ils opteront pour elle et elle considère que leur nationalité est soumise à la condition *résolutoire* jusqu'à l'âge de vingt-deux ans.

(1) Voir *cet ouvrage*, XII^e^ et XIII^e^ Conférences.

Cette situation juridique, contraire aux règles ordinaires, a inspiré la loi de 1874 aux termes de laquelle les parents des enfants mineurs établis en France peuvent renoncer au nom de leurs enfants et pour ceux-ci à leur droit d'option pour la nationalité *étrangère*. La loi avait pour but d'obtenir, en faveur de ces enfants, la possibilité de leur assimilation immédiate par leur admission aux écoles militaires, tout en évitant le risque de leur option pour la nationalité étrangère de leurs parents et de les voir emporter avec eux à l'étranger les secrets militaires qu'ils auraient connus au cours de leur séjour dans les écoles militaires françaises. Cette solution donna lieu à une série de procès dont la conséquence fut la loi sur la nationalité de 1889, complémentaire du Code civil. En effet, la loi de 1874 ne s'applique pas au droit d'option en général ; elle vise l'admission aux institutions militaires Le gouvernement décida de rendre un décret interprétatif de la loi et autorisant les parents à renoncer pour leurs enfants à la nationalité étrangère pour opter immédiatement pour la nationalité française. Ce décret fut le point de départ d'une discussion qui se prolongea pendant des années et qui, portée devant les tribunaux, aboutit à une déclaration d'inconstitutionnalité. On promulgua, en conséquence, la loi de 1909 qui généralise, pour les parents, la faculté d'opter ou de renoncer, au nom de leurs enfants, en ce qui concerne le droit d'option, non seulement au nom de ceux qui se destinent aux écoles militaires, mais encore au nom de tous ceux qui se trouvent en état de condition suspensive ou de condition résolutoire.

Quel est le principe directeur qui inspira cette réaction de la législation française aux termes de laquelle les parents ont le pouvoir, comme représentants de leurs enfants mineurs, de renoncer pour ceux-ci au droit d'option pour la nationalité étrangère ? Cette législation permet aux enfants d'étrangers nés en France d'obtenir la natio-

nalité française. Ceux-ci, à la faveur du *jus sanguinis*, suivent la nationalité paternelle ; mais, dans l'année qui s'écoule après l'accomplissement de leur majorité, ils peuvent opter soit pour la nationalité étrangère, soit pour la nationalité française. Si le droit d'option est exercé par le père durant la minorité de l'enfant, ce dernier demeure incorporé à la nationalité française en vertu du *jus soli*.

D'autre part, l'évolution du droit suisse (1) démontre qu'il s'opère actuellement une sérieuse réaction en faveur du *jus soli*. Cette réaction met en relief les principes suivis dans le Nouveau Monde, où le système se conserve dans sa plus grande intégrité et dans toute sa force, sans que pour cela cependant il ait été possible d'éviter des transactions avec le *jus sanguinis*, ainsi que nous le verrons par la suite.

Non seulement la réaction de la législation en France, en Suisse et dans d'autres pays, met en évidence toute l'importance du *jus soli* et l'impossibilité de l'abandonner quand il y a lieu de maintenir l'homogénéité de la population, mais encore les auteurs européens importants qui soutiennent le *jus sanguinis* nous rendent justice quand ils reconnaissent que nous sommes dans la vérité en prenant la défense du *jus soli*, puisque telle est la seule manière de défendre l'élément population dans l'organisation de l'État.

Vous connaissez déjà les opinions françaises les plus autorisées (2) ; je vous ai cité celle de l'illustre professeur Weiss, qui non seulement est l'un des auteurs les plus éminents qui aient écrit sur le droit privé humain, mais encore remplit actuellement les hautes fonctions de jurisconsulte officiel du ministère des Affaires étrangères à Paris.

Despagnet, auteur remarquable également, dont les

(1) Voir *cet ouvrage*, XIVe Conférence.
(2) Voir *cet ouvrage*, XIIe et XIIIe Conférences.

œuvres font l'objet d'éditions posthumes publiées par ses disciples, a écrit ce qui suit :

« Le *jus sanguinis* a évidemment une supériorité marquée sur le *jus soli,* en ce qu'il fait dépendre la nationalité d'origine d'une circonstance qui permet bien mieux de supposer l'attachement à une patrie que la naissance souvent accidentelle sur le territoire. C'est par les traditions de famille, par l'influence de l'éducation et aussi par la communauté d'intérêts avec les proches parents que se forme le sentiment d'amour pour la patrie qui n'est que la famille agrandie. D'autre part, par le *jus soli,* on s'expose à donner une nationalité différente aux parents et aux enfants, ce qui entraîne une foule d'inconvénients et de difficultés. En outre, le pays n'a plus d'action sur ceux qui sont ses nationaux quand ils se fixent à l'étranger; d'ailleurs, s'ils n'émigrent pas, ils n'offrent pas de bien grandes garanties de fidélité » (1).

Cette citation contient une pétition de principes. Despaguet accuse les partisans du *jus soli* d'avoir donné naissance à la controverse qui nous occupe; mais il oublie que le *jus soli* a été adopté en Europe depuis l'époque de la domination romaine jusqu'au commencement du XVIII^e^ siècle et que c'est la doctrine qui a suivi, c'est-à-dire celle du *jus sanguinis,* qui est venue provoquer les conflits.

Mais, avec la probité qui le caractérise, cet auteur ajoute :

« Il est bon cependant de tenir compte, dans une certaine mesure, du lieu de la naissance, qui, joint à une manifestation sérieuse d'adopter la nationalité du pays où l'on est né, doit faciliter l'acquisition de cette dernière. On permet ainsi aux étrangers d'acquérir la plénitude des droits dans le pays où ils sont fixés, et l'État évite d'être envahi par des étrangers qui se perpétuent de génération en génération au risque de compromettre l'unité nationale. C'est cette théorie intermédiaire, adoption du *jus sanguinis* avec facilité pour la naturalisation à raison du *jus soli,* qui tend à l'emporter aujourd'hui et qui est particulièrement consacrée en France (art. 9 C. civ., loi du 7 février 1851 et loi du 26 juin 1889)... (2). L'influence du *jus soli* pour déterminer la nationalité d'origine se manifeste dans trois

(1) *Ouvrage cité,* p. 250.
(2) *Ouvrage cité,* p. 250.

cas : 1° enfants nés en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue; 2° enfants nés en France de parents étrangers dont l'un y est né aussi; 3° enfants nés en France d'étrangers qui n'y sont pas nés, et qui ont leur domicile dans notre pays à leur majorité » (1).

Ainsi la doctrine française reconnaît dans le *jus soli* un moyen de maintenir l'homogénéité de la population nationale et d'éviter au pays de dégénérer en un cosmopolitisme amorphe par la perpétuation de générations étrangères qui ne se font pas naturaliser, ni n'exercent aucun des droits positifs dans les manifestations de la souveraineté à laquelle ils sont liés.

Je vous ferai remarquer que j'ai préféré établir sur ces principes européens la base du *jus soli* américain, en m'en référant à la doctrine qui prévaut en France par exemple et qui, en matière de nationalité, possède aujourd'hui la législation la plus autorisée et la mieux étudiée, bien qu'elle soit encore en période d'évolution, — plutôt que de m'appuyer sur nos auteurs que l'on pourrait critiquer en tant que parties intéressées et par conséquent partiales dans leurs exposés. Quand j'étudierai le droit sur la nationalité dans la République Argentine, j'analyserai les opinions d'éminentes autorités argentines, de nos illustres hommes d'État, qui demeurent en concordance avec celles des auteurs et des pouvoirs publics européens. Pour l'instant, je me borne à signaler le fait que l'Amérique possède, quant à la nationalité, un système fondé sur le *jus soli* présentant des modalités et un caractère propres, au sujet duquel, cependant, toutes les nations qui la composent ne sont pas absolument d'accord.

III. **Double nationalité et nationalité multiple.** — En Amérique, le cas de la double nationalité et celui de la multiple nationalité se présentent à nous tout d'abord.

Le premier concerne les États-Unis d'Amérique, où,

(1) *Ouvrage cité*, p. 265.

comme nous le verrons plus loin, existe à la fois la nationalité de la République et la nationalité des États. Ces deux nationalités jouissent d'une série de privilèges et d'immunités, comme disent les Américains, déterminés par la constitution fédérale et par les constitutions locales respectives, séries de devoirs et de droits qu'il n'y a pas lieu pour nous d'étudier, puisqu'il existe dans cette même Faculté un cours de droit constitutionnel. Mais je dois faire remarquer cependant que ces deux institutions nord-américaines agissant de concert en quelque sorte dans des zones concentriques, ne se trouvent jamais en conflit.

Dans l'Amérique Centrale, les cinq républiques qui l'occupent luttent depuis 1825, en cherchant à constituer une seule nationalité, mais sans aboutir. C'est la conséquence des ambitions rivales, de l'influence des chefs de partisans (*caudillos*), du manque de préparation des populations et d'autres circonstances locales que j'ai exposées dans les conférences de l'année précédente (1). Ces républiques, à différentes époques, ont convenu de reconnaître comme citoyen des unes ou des autres n'importe quel individu né dans l'une quelconque d'entre elles. Ce principe, incorporé à quelques traités partiels, est consacré par une sorte de codification qui affecte différents points de vue du droit privé humain, dans les conventions souscrites en 1897, conventions qui formulent les bases juridiques de l'Union de l'Amérique Centrale et légifèrent sur l'extradition, la propriété littéraire, le droit civil, le mariage, le divorce, la procédure et le droit commercial.

Dernièrement, sous les auspices des États-Unis, les Américains du Centre ont fait un pas de plus dans le sens de l'union législative et politique par la signature du traité de Washington, de 1907, qui établit une Cour suprême qui a dans ses attributions la solution des conflits. Elle tient ses audiences à Corinthe (Costa Rica), dans un palais

(1) E.-S. Zéballos, *Justicia positiva internacional,* Valence, 1911, p. 192 et suiv.

édifié des deniers du millionnaire Carnegie ; mais ce palais fut malheureusement détruit par le tremblement de terre de 1910. En outre, les États de l'Amérique Centrale ont fondé des institutions communes d'éducation ; de plus, ils ont adopté des règles uniformes de droit dans un autre ordre d'idées, tendant à préparer l'union nationale.

De nombreuses constitutions américaines ont créé une sorte de nationalité multiple, applicable non seulement aux Centro-Américains, réciproquement, mais aussi aux fils des républiques hispano-américaines. Quand je m'occuperai de chacune des républiques dont il s'agit, je mentionnerai les dispositions de ces constitutions. Les républiques hispano-américaines forment ainsi deux groupes au point de vue des lois : 1° le groupe de l'Amérique Centrale où, dans les diverses républiques qui la composent, la nationalité est réciproquement commune, excepté dans le nouvel État de Panama dont la charte organique garde le silence à l'égard de ceux qui ne sont pas Colombiens ; 2° le groupe des républiques hispano-américaines : République Dominicaine, Guatémala, Vénézuéla, Pérou, Salvador, Nicaragua, Honduras et Colombie, qui déclarent comme leurs propres nationaux les Hispano-Américains, moyennant l'accomplissement préalable de certaines formalités, ou simplement, sans conditions, les Américains qui y habitaient à l'époque de la proclamation de leur indépendance. Le Pérou et Cuba ont sanctionné aussi des règles d'exception à l'égard des Espagnols domiciliés sur leur territoire à la date de leur émancipation.

IV. **Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde.** — Ces explications données, nous pouvons aborder l'étude positive du droit sur la nationalité dans la législation américaine.

Étant admis qu'en Amérique c'est le concept du *jus soli* qui prédomine, l'étude attentive des constitutions et des

Méthode du travail théorique et pratique collectif.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F. IMPRIMÉS

LA NATIONALITÉ DANS LE DROIT DU NOUVEAU MONDE

I. *JUS SOLI*	**(Règle absolue)**	République Argentine.	Article 67, paragraphe 11, de la Constitution de 1853. Loi du 7 octobre 1857. Loi du 8 octobre 1869.
II. *JUS SOLI combiné avec le JUS SANGUINIS et le domicile.*	**Premier système**	Bolivie, article 31 de la Constitution du 17 octobre 1880. Brésil, article 69 de la Constitution du 24 février 1891. Chili, article 50 de la Constitution du 25 mai 1833. Paraguay, article 35 de la Constitution du 25 novembre 1870. Santo Domingo, article 70 de la Constitution du 22 février 1908. Uruguay, article 71 de la Constitution du 18 juillet 1830.	a) *Jus soli,* excepté les enfants de serviteurs étrangers. b) *Jus sanguinis :* ceux qui sont nés à l'étranger de parents émigrés ou en service, sans droit d'option. c) Fils nés à l'étranger de père ou mère nationaux domiciliés dans le pays.
	Deuxième système.	Guatémala, articles 4 et 5 de la Constitution du 11 décembre 1879.	a) *Jus soli,* à l'exception des diplomates. b) *Jus sanguinis :* enfants de nationaux nés à l'étranger de parents nationaux domiciliés dans le pays. c) Les mêmes, même sans domicile, s'ils optent conformément à la loi étrangère.
	Troisième système.	Panama, article 6 de la Constitution du 15 février 1904. Pérou, article 34 de la Constitution du 11 novembre 1860. Venezuela, article 5 de la Constitution du 27 avril 1904.	a) *Jus soli* absolu. b) *Jus sanguinis :* enfants nés à l'étranger de père ou mère nationaux s'ils *optent* et *établissent leur domicile.*
III. *JUS SOLI combiné avec le domicile. JUS SANGUINIS limité.*		États-Unis d'Amérique, article 14, section I, de la Constitution (Amendement du 21 juillet 1868).	a) *Jus soli :* individus nés et domiciliés sur le territoire. b) *Jus sanguinis,* exception diplomatique : enfants de nationaux soumis à la juridiction nationale nés à l'étranger.
IV. *JUS SOLI amplifié par le JUS SANGUINIS et le domicile.*	**Premier système..**	Colombie, article 8 de la Constitution du 22 août 1908.	a) *Jus soli :* de parents nés dans le territoire. b) *Jus soli :* de parents étrangers domiciliés. c) *Jus sanguinis :* nationaux qui optent et établissent leur domicile.
	Deuxième système.	Ecuador, article 6 de la Constitution du 23 décembre 1906.	a) *Jus soli :* de parents nationaux. b) *Jus soli :* de parents étrangers domiciliés. c) *Jus sanguinis :* nés à l'étranger qui optent et établissent leur domicile.
	Troisième système.	Costa-Rica, article 5 de la Constitution du 7 décembre 1871. Honduras, article 7 de la Constitution du 14 octobre 1894 et articles 1 à 5 de la loi du 8 février 1906.	a) *Jus soli :* de parents nés sur le territoire. b) *Jus soli* et *jus sanguinis :* de parents étrangers qui optent par eux ou par leurs parents. c) *Jus sanguinis :* option propre ou paternelle de parents nationaux.
	Quatrième système.	Cuba, articles 4 et 5 de la Constitution du 21 février 1901. Mexique, article 30 de la Constitution du 12 février 1857.	a) *Jus soli* et *jus sanguinis :* nés en dehors ou à l'intérieur du territoire de parents nationaux. b) *Jus soli :* de parents étrangers s'ils optent.
	Cinquième système.	Haïti, articles 30 et 40 de la Constitution du 9 octobre 1889 et loi du 30 août 1907.	a) *Jus soli :* de père national. b) *Jus soli :* de mère haïtienne sans reconnaissance par le père. c) *Jus soli :* enfants d'étrangers nés sur le territoire. d) *Jus soli :* de mère étrangère, non reconnus, s'ils sont Africains.
	Sixième système...	Nicaragua, article 7 de la Constitution du 30 mars 1905.	a) *Jus soli :* de parents nationaux. b) *Jus soli :* de parents domiciliés. c) *Jus sanguinis :* enfants de père ou mère nationaux nés à l'étranger et qui *optent.*
	Septième système .	Salvador, article 41 de la Constitution du 12 août 1886.	a) *Jus soli :* à l'exception des enfants d'étrangers. b) *Jus soli :* enfant légitime de père étranger et de mère *nationale* s'il *n'opte pas* pour la patrie du père. c) *Jus soli :* les descendants d'enfants d'étranger ou de père étranger et de mère nationale, tous nés dans le pays (1). d) *Jus sanguinis :* enfants légitimes de parents nationaux non naturalisés dans le pays de la naissance. e) *Jus sanguinis :* enfants naturels de mère nationale, non naturalisés.
V. *Droit européen de la nationalité.*	Indes Occidentales danoises.....	Sainte-Croix. Saint-Thomas. Saint-Jean.	Lois de la métropole (XIVe Conférence, V).
	Colonies françaises.....	Guadeloupe. Martinique. Marie-Galante. La Désirade. Ile des Saintes. Guyane.	Lois de la métropole (XIIe et XIIIe Conférences).
	Colonies hollandaises.....	Guyane. Curaçao.	Lois de la métropole (XIVe Conférence).
	Colonies britanniques.....	Canada. Honduras (Belize Mosquitos). Bermudes. Guyane. Newfouland. Labrador. Iles Bahama. Barbades. Jamaïque. Antigua. Barbude et Redonda. Iles Vierges. La Dominique. Saint-Kitts. Nevis. Anguilla. Montserrat. La Trinité. Grenade. Saint-Vincent. Les Grenadines. Sainte-Lucie. Saint-Christophe. Sombrero. Tobago.	Lois de la métropole (XVe et XVIe Conférences).
VI. *Nationalité conventionnelle*.....		Traités de nations américaines entre elles et entre celles-ci et les nations européennes, mentionnés dans cet ouvrage en traitant de la question du droit du Nouveau Monde.	
VII. *Nationalité honoraire*.....		Constitutions américaines qui l'autorisent dans les termes rappelés dans les Conférences respectives.	

(1) Louis, fils d'Italien, né au Salvador, opte pour la nationalité italienne. Il se marie avec une Salvadorienne et a des enfants nés au Salvador : ceux-ci sont nationaux *ipso facto.* Le droit d'option est limité à une génération.

lois de ce continent entraîne la conviction qu'il existe entre elles une anarchie parfois aussi considérable que celle que l'on remarque dans le droit européen sur la même matière.

Alors que peu de constitutions européennes fixent les règles fondamentales de la nationalité et que d'autres se bornent à disposer que la foi formera la règle qui régira la matière dans le Nouveau Monde, tous les pays américains ont légiféré sur la nationalité en général dans leurs chartes organiques respectives. Mais quand il s'agit de pays qui adoptent comme base le *jus soli* avec des concessions au *jus sanguinis*, dans lesquels se pose le même problème relativement à la population et à la naturalisation des étrangers, il était logique d'espérer que tous suivraient des principes uniformes de législation sur ce point. Le contraire s'est produit cependant. Cela provient probablement du fait que les constitutions et les lois américaines furent parfois improvisées par des législateurs qui ne possédaient pas une préparation suffisante au point de vue juridique. Parmi celles où ce défaut se fait remarquer davantage, on peut citer les lois argentines, dites, impropprement, relatives à la qualité de citoyen *(ciudadania)*, promulguées en 1857 et en 1869.

Quant aux autres pays américains, on observe chez eux la pernicieuse influence des guerres civiles. Certaine constitution américaine fut réformée vingt-six fois, et d'autres ont été renouvelées tous les quatre ou cinq ans, à chaque changement de gouvernement.

D'autre part, des pays aussi importants que le Brésil et le Mexique, où le *jus soli* est la règle générale pour la nationalité dans le droit public, suivent le système de la nationalité quand il s'agit de régir les relations civiles. Il y a là une contradiction inexplicable. En effet, s'il y a lieu de faire gouverner les relations civiles par le droit de la patrie de chacun, il en résulte qu'il est nécessaire d'appliquer autant de codes civils qu'il y a de citoyens de natio-

nalités différentes engagés dans des procès. Avec ce système disparaît l'observation exclusive des codes locaux et l'uniformité de la législation privée.

Pour les universités américaines, ces imperfections démontrent la nécessité de se conformer à ce qui s'accomplit actuellement et pour la première fois dans la République Argentine, c'est-à-dire de faire une étude complète et systématique du droit sur la nationalité pour en déduire et proclamer les principes généraux qui sont le mieux en harmonie avec les intérêts locaux et humains et constituent le but élevé de la politique qu'ils ont pour mission de faire aboutir. Comme les destinées politiques de l'Amérique sont semblables et solidaires, l'uniformité des solutions ne paraît pas difficile à obtenir en matière de nationalité.

V. **Classification du droit américain. Tableau.** — J'ai établi un tableau synthétique classant les nations américaines d'après les diverses modalités suivies par leur droit sur la nationalité naturelle (Voir ce tableau ci-contre).

Il y a lieu de remarquer que même les pays qui composent chacun des groupes mentionnés ne présentent pas une législation uniforme. Ces groupes comprennent les pays qui se rapprochent le plus entre eux au point de vue qui nous occupe. Le tableau qui précède est un résumé des principes contenus dans les constitutions et dans les diverses lois des États américains.

VI. **Premier groupe. Système unique : République Argentine.** — Le premier système, qui ne ressemble à aucun autre, est celui de la République Argentine. Dans la législation comparée, il constitue le cas exclusif du *jus soli*, dont la formule est la suivante : *Les individus nés sur le territoire de la République Argentine sont Argentins quels que soient la nationalité ou le domicile de leurs parents*. Une seule concession est admise en faveur du

jus sanguinis, concession parfaitement justifiée du reste, qui a sa raison d'être et que j'expliquerai quand je traiterai spécialement de la matière : elle a pour objet de conserver la nationalité argentine des enfants d'Argentins qui furent contraints d'émigrer pendant la dictature de Rozas (1833-1852). Aucune autre exception n'est reconnue.

Il est certain que nous perdons ainsi des nationaux, puisque les enfants des Argentins nés hors du territoire argentin sont étrangers en vertu de notre principe. Mais nous devons tenir compte du fait que les nationaux qui nous échappent, ne forment qu'un nombre infime en proportion des enfants d'Européens qui, nés sur notre sol, sont incorporés *ipso facto*, de plein droit, à notre nationalité.

L'exposé de ce système formera la matière de plusieurs conférences spécialement consacrées au droit argentin.

VII. **Second groupe. Premier système : Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay.** — Le second groupe se distingue du groupe argentin par l'admission du *jus soli* combiné en même temps avec le *jus sanguinis* et avec le *domicile*, dans le but de ne pas perdre la nationalité des enfants nés de parents nationaux à l'étranger. Procédant avec une stricte logique, nous exigeons que l'enfant de l'étranger né sur notre territoire soit Argentin. Mais nous admettons en même temps que l'enfant d'Argentin, né à l'étranger, est étranger. Ceci, du reste, ne porte aucun préjudice aux droits de la famille puisque, si les parents de cet enfant l'incitent à adopter la nationalité argentine, il peut se faire naturaliser. En définitive, la prétention des pays du second groupe n'est pas exempte d'un peu de vanité quand ils suivent la règle adoptée par les grandes puissances, puisque le nombre des enfants de leurs nationaux qui naissent à l'étranger est très peu important. Il y a là cependant une prévoyance patriotique qui mérite le respect.

Les dernières dispositions législatives en vigueur, promulguées par les pays du premier groupe sur le point dont nous nous occupons, sont les suivantes : Bolivie, article 31 de la constitution de 1880; Brésil, article 62 de la constitution du 24 février 1891; Chili, article 50 de la constitution du 25 mai 1833; Paraguay, article 35 de la constitution du 25 novembre 1870; République Dominicaine, article 70 de la constitution du 22 février 1908, et Uruguay, article 71 de son ancienne constitution du 30 juillet 1830.

Ces constitutions établissent en général que : *sont nationaux tous ceux qui sont nés sur le territoire à l'exception des enfants des personnes qui s'y trouvent au service de leur nation respective; et ceux qui sont nés à l'étranger de père ou mère émigrés ou en service public, ou de père ou mère nationaux domiciliés dans le pays.*

La loi argentine dispose que sont Argentins tous ceux qui sont nés dans le territoire national, à l'exception *des enfants de diplomates*, conformément à la règle de droit international public universellement admise. Les pays du second groupe élargissent le concept argentin : sont étrangers non seulement les enfants de diplomates nés dans le pays, mais encore les enfants de toute personne qui s'y trouve *au service de sa nation*, soit comme consul, agent commercial, commissionné officiel, civil, militaire, ecclésiastique ou de toute autre catégorie. C'est le cas exceptionnel cité par Surville et Arthuys (1) qui peut se justifier par le fait que les parents n'ont pas voulu que leur enfant, né dans de semblables conditions spéciales et fortuites, soit étranger. J'accepte cette solution parce que les personnes qui sont au service public de leur pays ne se trouvent pas dans la même situation que les millions d'émigrants qui s'établissent à l'étranger avec l'intention de s'y fixer et d'y constituer une famille hors de la patrie d'origine.

(1) Voir celle même Conférence, p. 620.

Le second point, concernant ceux qui sont nés à l'étranger de père ou de mère émigrés, constitue le cas prévu par la loi argentine de 1869, mais avec une portée plus grande. Si, au cours d'une convulsion politique, une famille se trouve contrainte d'émigrer au pays voisin pour mettre en sûreté sa vie et sa tranquillité et s'il y naît un enfant, il ne serait pas juste d'attribuer à cet enfant la nationalité du *jus soli*, puisque la *volonté* du père fait défaut à la base même de l'émigration, qui ne saurait être imposée, qui est et doit rester absolument libre. La Bolivie a prévu le cas dans sa constitution (1).

En troisième lieu, *sont nationaux les enfants nés à l'étranger de père ou mère nationaux domiciliés dans le pays.*

Cette règle a pour objet de sauvegarder la nationalité des enfants de nationaux qui naissent à l'étranger. Donc, si plusieurs enfants de Brésiliens, par exemple, naissent à Buenos-Aires, ces enfants sont compris au nombre de nos nationaux d'après la loi argentine. Mais si leurs parents retournent au Brésil pour y fixer leur domicile, la loi brésilienne les déclare Brésiliens *ipso facto*. C'est une disposition parfaitement juste, parce que le fait, pour un jeune homme né en Europe, mais dont le père est Américain, de retourner en Amérique pour y fixer son domicile, constitue une manifestation évidente de son intention certaine de sa volonté de vivre sous le régime des institutions américaines. C'est un cas tacite de naturalisation. Comme l'acquisition de la nationalité est un acte volontaire, les lois doivent accorder leur ratification à cette décision et assurer la délivrance de la lettre de naturalisation au lieu de placer le national dont il s'agit dans la situation ambiguë où les Argentins ont laissé de glorieux soldats étrangers, qui, après avoir servi avec honneur et désintéressement la République, comme ils auraient servi leur

(1) Voir celle Conférence, p. 636.

propre patrie, n'ont pu réussir à se faire nationaliser Argentins.

Ces observations générales étant faites, j'étudierai le groupe pays par pays, en indiquant les précédents de la législation de chacun d'eux et les solutions finales, les interprétations de leur jurisprudence et leurs conventions internationales.

Bolivie. — La constitution de la Bolivie a été revisée quatorze fois depuis 1825 jusqu'en 1888; elle a été amendée successivement en 1826, 1828, 1831, 1834, 1837, 1839, 1851, 1864, 1868, 1871, 1878, 1880 et modifiée à son tour par les lois du 12 novembre 1887 et 19 novembre 1888.

La section IV de cette constitution définit ce que l'on entend par Boliviens en les divisant en trois groupes, qualifiés en vertu de la naissance, du sang et de la naturalisation. Voici le texte dont il s'agit :

« *Art. 31.* Sont Boliviens de naissance : 1° ceux qui sont nés dans le territoire de la République; 2° ceux qui sont nés à l'étranger de père ou mère boliviens au service de la République ou émigrés pour des causes politiques, même dans les cas où la loi exige la condition de la naissance sur le territoire bolivien. — *Art. 32.* Sont aussi Boliviens : 1° les enfants de père ou mère boliviens nés en territoire étranger par le seul fait de fixer leur domicile en Bolivie; 2° les étrangers qui, ayant résidé une année dans la République, déclarent, devant la municipalité du lieu où ils résident, l'intention d'y fixer leur domicile; 3° les étrangers qui, par privilège, auraient obtenu leur lettre de naturalisation de la Chambre des députés ».

La section V légifère spécialement sur la qualité de citoyen, c'est-à-dire sur les effets politiques de la nationalité. Elle le fait dans les termes suivants :

« *Art. 33.* Pour être citoyen, il faut : 1° être Bolivien; 2° être âgé de vingt et un ans pour les célibataires ou dix-huit ans pour les hommes mariés; 3° savoir lire et écrire et posséder une propriété immobilière ou un revenu annuel de deux cents *bolivianos* ne provenant pas de services rendus comme domestique; 4° être inscrit sur le registre civique. — *Art. 34.* Les droits afférents à la qualité de citoyen consistent : 1° à concourir comme électeur ou élu à la formation ou à

l'exercice des pouvoirs publics; 2° dans l'admissibilité aux fonctions publiques sans autre condition que l'aptitude, sauf les exceptions établies par la présente constitution. — *Art. 35.* Les droits à la qualité de citoyen se perdent : 1° par la naturalisation en pays étranger; 2° par la condamnation judiciaire prononcée par les tribunaux compétents à une peine corporelle jusqu'à la réhabilitation; 3° par la banqueroute frauduleuse déclarée; 4° par l'admission à des emplois, fonctions ou décorations d'un gouvernement étranger, sans une autorisation spéciale du Sénat. — *Art. 36.* Les droits à la qualité de citoyen sont suspendus pour ceux qui se trouvent *sub judice* en vertu d'un décret d'accusation ou exécutés comme débiteurs du fisc à terme échu » (1).

Dans ses relations avec les puissances européennes, la République de Bolivie n'a pas maintenu ces principes avec toute la fidélité requise. Par son traité avec l'Empire d'Allemagne en date du 28 juillet 1908 elle a accordé des concessions au *jus sanguinis* qui entraînent des sanctions inconstitutionnelles, puisque l'on abandonne le principe de la naissance pour reconnaître comme Allemands les enfants nés d'Allemands en Bolivie, en échange de la reconnaissance comme Boliviens, par l'Allemagne, du petit nombre de sujets de cette République qui visitent l'Empire. Voici le texte de ce traité :

« *Art. 6.* Les deux hautes parties contractantes, animées du désir de supprimer toutes difficultés touchant à la nationalité, s'engagent à considérer comme sujets allemands en Bolivie et comme citoyens boliviens en Allemagne : Les sujets allemands qui s'établissent en Bolivie et les citoyens boliviens qui s'établissent en Allemagne et ont conservé leur nationalité conformément aux lois de leur patrie;

(1) Bibliographie bolivienne en matière de droit international : Santiago Vaca Guzman, *Reglas de derecho internacional penal, proyecto de sus decisiones*. Buenos-Aires, 1888. L'auteur a été le plénipotentiaire de la Bolivie au congrès de Montevideo; c'est à cette occasion qu'il écrivit ce livre qui constitue l'un des travaux les plus remarquables de cette assemblée. Cet éminent homme d'État est décédé. Federico Diez de Medina, *Nociones de derecho internacional moderno*, Paris, 1899; Agustin Aspiazu, *Dogmas de derecho internacional*, New-York, 1879; Federico Diez de Medina, *Derecho internacional privado, breves observaciones a los tratados sancionados por el Congreso internacional sud-americano*, La Paz, 1889.

— Les fils d'Allemands nés en Bolivie et les fils de Boliviens nés en Allemagne qui, à l'âge de 21 ans, possèdent la nationalité des deux pays, ont un délai d'un an pour opter soit pour la nationalité allemande, soit pour la nationalité bolivienne; ils jouiront ensuite de tous les avantages concédés par le présent traité aux nationaux du pays pour lequel ils ont opté. — *Art.* 7. Les fils d'Allemands nés en Bolivie et les fils de Boliviens nés en Allemagne ne pourront pas être assujettis au service militaire avant d'avoir accompli leurs 21 ans d'âge, à cause du droit d'option prévu à l'article 6, § 3. — *Art. 8.* Les Boliviens en Allemagne et les Allemands en Bolivie seront exempts de tout service personnel dans les armées de terre et de mer, dans les gardes et milices nationales, de même que de l'obligation d'accepter des charges et situations politiques, administratives et judiciaires. Les fonctions municipales qui peuvent être acceptées sans entraîner la perte de la nationalité et en conservant la qualité et la condition d'étranger feront exception à la clause précitée ».

Antérieurement, la Bolivie avait déjà abandonné ses excellentes positions constitutionnelles en souscrivant avec l'Italie une convention analogue à celle que nous venons de citer, et ce à la date du 18 octobre 1890. Cette évolution qui est peut-être le résultat d'une inadvertance, forme un contre-système en Bolivie et donne prise à une évolution législative en faveur du *jus sanguinis*. En tous cas, les traités dont il s'agit soulèvent la question d'inconstitutionnalité comme question préjudicielle.

Brésil. — La constitution originaire du Brésil fut proclamée le 25 mars 1824. Le 12 août 1848, on promulgua une loi de réforme constitutionnelle. Puis, comme conséquence de la révolution républicaine de 1889 qui renversa l'Empire, on sanctionna la constitution actuellement en vigueur qui porte la date du 24 février 1891 (1).

La constitution de 1824 traite de la matière qui nous occupe dans son titre II, tandis que la constitution de 1891 l'a reportée au titre III. Ces deux constitutions commettent l'erreur d'avoir légiféré sur la *qualité de citoyen (ciudada-*

(1) Publiée dans le *Journal officiel* du 25 février 1891 sous le litre de *Constituiçao da Republica dos Estados Unidos do Brasil.*

nia), en confondant ce terme avec celui de *nationalité* (1). La différence des deux textes ne présente rien de fondamental; elle est cependant importante dans les détails. Ces deux constitutions établissent quatre groupes de nationaux, c'est-à-dire ceux qui le sont : par la naissance *(jus soli)*, par le *jus sanguinis*, par la naturalisation et par la possession de biens immeubles, le mariage ou la filiation brésiliens, suivis de l'établissement du domicile (2).

Il me paraît utile de rapporter ces deux textes dans la forme suivante qui permet de les comparer :

TEXTE DE 1824	TEXTE DE 1891
« ART. 60. — Sont citoyens brésiliens : 1° les individus libres de naissance ou affranchis qui seront nés au Brésil, bien que le père soit étranger, pourvu qu'il	« ART. 69. — Sont citoyens brésiliens : 1° ceux qui sont nés au Brésil, bien que de père étranger, pourvu que celui-ci n'y réside pas comme étant au ser-

(1) Le juriste Rodrigo Octavio, à la page 92 de l'ouvrage que nous citerons plus loin, fait figurer la note suivante : « O termo *cidadão*, usado pela constituiçao, eslá empregado no sentido lato de *nacional, sudito*, expressão este ultima, de que, aliás, asprimeiras leis do Imperio nâo se serviram, a despeito do regimen monarquico; o que sem duvida é sintoma de espirito liberal que animava os nossos primeiros legisladores ».

(2) Bibliographie brésilienne en matière de nationalité : Cristao de Alencar Axaripe, *Codigo civil brazileiro, etc.*, Rio de-Janeiro, 1885, p. 24 et suiv.; Clovis Bevilacqua, *Principios elementares de direito internacional privado*, Bahia, 1906, p. 154; *Da nacionalidade brasileira;* A. Coelho Rodrigues, *Projecto do Codigo civil, precedido da historia documentada do mesmo o dos anteriores*, Rio-de-Janeiro, 1887, p. 17 et suiv.; Escragnol d'E. Tannay, *A nacionazaçao*, p. 45; Luiz Leopoldo Flores, *A nacionalidade dos filhos de pae portuguez nascidos no Brazil, etc.*, Rio-Grande do Sul, 1895; Felishello Freire, *Historia constitucional de Republica dos Estados Unidos do Brazil*, Rio-de-Janeiro, 1894, vol. II, p. 312; Ganna Lobo, *Direitos e deberes do extrangeiro no Brazil*, Maranhâo, 1868, p. 96; Rodrigo Octavio, *Direito do extrangeiro no Brazil*, Rio-de-Janeiro, 1909, p. 91 : *Da nacionalidade;* Rodrigo Octavio, *A codificaçao do direito internacional privado*, Rio-de-Janeiro, sans date, p 39 et 97: Epilacio Pessoa, *Projecto de Codigo de direito internacional publico*, Rio-de-Janeiro, 1911, p. 35; José Antonio Pimenta Bueno, *Direito internacional privado o applicaçao de seus principios com referencia as leis particulares do Brazil*, Rio-de-Janeiro, p. 30 : *Da nacionalidade;* Rivas, *Direito administrativo brasileiro*, p. 259; Rubino, *Epithome de direito administrativo*, São Paulo, 1884, p. 198; Tarquinio de Souza y Caetano Moutenegro, *Leis usuaes da Republica dos Estados Unidos do Brazil*, Rio-de-Janeiro, 1904, p. 47.

ne réside pas comme étant au service de son pays; 2° les enfants de père brésilien et les enfants naturels de mère brésilienne, nés en pays étranger, qui viendront établir leur domicile dans l'Empire; 3° les enfants d'un père brésilien qui se trouve dans un autre pays au service de l'Empire, bien qu'ils ne viennent pas établir leur domicile au Brésil; 4° tous ceux qui sont nés au Portugal ou dans ses possessions et qui, résidant au Brésil à l'époque de la proclamation de l'indépendance dans les provinces où ils habitaient, y auraient adhéré expressément ou tacitement par la continuation de leur résidence; 5° les étrangers naturalisés, quelle que soit leur religion. La loi déterminera les conditions nécessaires à l'effet d'obtenir la lettre de naturalisation ».

vice de la nation à laquelle il appartient; 2° les enfants de père brésilien et les enfants naturels de mère brésilienne nés en pays étranger, s'ils établissent leur domicile dans la République; 3° les enfants de père brésilien qui se trouverait dans un autre pays au service de la République, bien qu'ils ne reviennent pas y résider; 4° les étrangers qui, se trouvant au Brésil le 15 novembre 1889, n'ont pas déclaré, dans les six mois de la mise en vigueur de la Constitution, l'intention de conserver leur nationalité d'origine; 5° les étrangers qui possèdent des biens immeubles au Brésil et se sont mariés avec une Brésilienne, ou ont eu des enfants brésiliens, pourvu qu'ils résident au Brésil, sauf dans le cas où ils manifesteraient l'intention de changer de nationalité; 6° les étrangers naturalisés d'une autre manière. — ART. 70. Sont électeurs les citoyens majeurs de vingt et un ans qui auront été inscrits dans la forme légale. § Ier. Ne peuvent être inscrits comme électeurs pour les élections fédérales ou pour les élections dans les États : 1° les mendiants; 2° les illettrés; 3° les mercenaires; 4° les religieux des ordres monastiques, compagnies, congrégations ou communautés, sous quelque dénomination que ce soit, soumis au vœu d'obéissance, règle ou statut ayant pour conséquence la renonciation à la liberté individuelle; § II. Sont inéligibles les citoyens qui ne peuvent pas être inscrits ».

Interprétant les textes constitutionnels et les décrets sur la perte de la nationalité brésilienne et la réintégration dans ladite nationalité, le baron de Rio Branco écrivait le 8 octobre 1906 à l'ambassadeur d'Amérique à Rio, M. Griscom, que le gouvernement brésilien protège ses nationaux conformément aux principes établis par le droit international en tenant compte du fait que la résidence en pays étranger ne porte pas atteinte aux droits de la nationalité qui résulte de la naissance (1).

La réforme de la constitution de 1824, réalisée en 1891, donna lieu à des débats intéressants. Ainsi, le premier projet soumis à la Convention par le gouvernement provisoire fut modifié par le projet de la commission parlementaire. En matière de nationalité, la commission amenda le travail du pouvoir législatif. Les textes comparés de ces deux projets ont été publiés par Freire (2) et démontrent que la constitution sanctionnée les a combinés en principe.

Un mois après la proclamation de la République, le 14 décembre 1889, le gouvernement provisoire promulgua le décret n° 58 A, établissant que tous les étrangers domiciliés au Brésil le 15 novembre de la même année étaient déclarés nationaux brésiliens, sauf le droit de manifester leur intention contraire devant leurs municipalités respectives dans le délai de six mois à compter de la publication du décret (art. 10). Tous les étrangers ayant un domicile de plus de deux ans dans le pays, à partir de la date du décret, demeuraient aussi déclarés Brésiliens, mais avec le droit de renoncer à ce privilège. L'option pour conserver la nationalité étrangère devait être exercée devant le secrétaire de la municipalité ou devant les fonctionnaires le remplaçant, et inscrite sur un registre spécial destiné à cet objet.

Un autre décret du 5 mai 1890 réglemente les décla-

(1) *Citizenship of the United States, Expatriation and Protection Aproad. Bouse Documents,* vol. LXXII, 1906-1907, p. 289.

(2) *Ouvrage cité,* p. 312.

rations d'option visées par le décret précédent. Enfin, un nouveau décret du 13 juin de la même année proroge de six mois le délai accordé pour exercer le droit d'option.

Le 23 mai 1890, le ministre des Affaires étrangères du Brésil adressa aux gouvernements étrangers une circulaire confirmant les principes du décret de 1889, mais en exprimant quelques éclaircissements qui atténuaient sa rigueur apparente, signalée par plusieurs réclamations des gouvernements étrangers. Ces réclamations furent formulées principalement par la France, l'Italie et les États-Unis, entre autres États. La République française avait questionné le gouvernement brésilien sur les points suivants :

« 1° Quelle serait l'opinion du gouvernement provisoire dans le cas de la réclamation d'un Français qui, n'ayant pas effectué avant le 15 juin prochain la déclaration indiquée par le décret, revendiquerait sa nationalité d'origine sans avoir pratiqué d'actes ou joui de privilèges qui autorisent la supposition qu'il ait accepté la nationalité brésilienne; 2° comment le gouvernement provisoire envisagerait le cas d'un Français qui, s'appuyant sur le décret, rentrerait en France sans avoir satisfait aux obligations du service militaire et rechercherait l'appui de la légation du Brésil contre la qualification de déserteur que pourrait lui appliquer la loi française? »

Le ministère des Affaires étrangères du Brésil répondit par une note du 28 mai 1890 (1) que le décret du 14 décembre 1889 était conçu dans un large esprit d'hospitalité et qu'il avait pour objet d'ouvrir le sein de la famille brésilienne sans la moindre difficulté à tous ceux qui avaient l'intention de se fixer dans le pays. Par conséquent, un Français, ou un autre étranger, qui n'aura pas accepté la situation créée par le décret et qui réclamera contre sa naturalisation, sera favorablement écouté, puisque le gouvernement provisoire n'a pas l'intention de créer des difficultés pour des questions de personnes et est animé des sentiments les plus conciliants. D'autre part, si une obli-

(1) Son texte a été publié, traduit en français, dans le *Journal de Clunet*, 1890, p. 766, et dans l'œuvre précitée de Weiss, 1907, t. I, p. 768, note 3.

gation est née antérieurement à la naturalisation, la légation du Brésil ne protestera pas contre la décision du gouvernement français, puisque la naturalisation ne peut soustraire le naturalisé aux engagements qu'il a contractés dans son pays d'origine avant d'avoir changé de nationalité.

Dans la discussion avec les États-Unis d'Amérique, ceux-ci se montrèrent, en principe, plus énergiques que la France qui s'était bornée à sonder les intentions du gouvernement brésilien. En effet, le secrétaire d'État, M. Blaine, signa, le 19 février 1890, les instructions connues, aux termes desquelles le ministre des États-Unis à Rio-de-Janeiro devait faire savoir au gouvernement du Brésil que le gouvernement américain avait étudié et ne pouvait accepter l'article 1er du décret de 1889 sur les déclarations de nationalité. La clause relative aux deux années de domicile servit de motif à M. Blaine pour déclarer que, bien qu'il ne s'agît pas d'un principe absolument nouveau, cette disposition n'avait pas encore été incorporée dans le droit international (1). Il rappelle dans ses instructions qu'une règle analogue, établie par le Mexique en 1886, avait donné lieu à une protestation des États-Unis. Soutenir que le simple domicile d'un individu dans un pays étranger est une preuve certaine de son désir ou de son intention d'adopter la nationalité de ce pays, c'est faire une affirmation du caractère le plus excessif. Dans une matière aussi importante que la nationalité, ajoutait-il, il est nécessaire de respecter les principes fondamentaux, et cela est d'autant plus nécessaire quand il s'agit de pays qui se livrent au commerce et où viennent des étrangers dans l'intention d'exercer des commerces licites, complètement indépendants de toute participation à la politique locale. M. Blaine déclarait que le

(1) Un extrait des instructions de M. Blaine, publié par Basset Moore dans son *Digest of International Law*, t. III, p. 308, commet l'erreur d'attribuer *dix* années à la condition du domicile, au lieu de *deux*, indiquées au décret.

gouvernement des États-Unis ne pouvait admettre que le décret en question pût produire l'effet de changer la nationalité d'aucun des sujets des États-Unis résidant au Brésil.

Cependant, la réclamation ne fut pas présentée dans les termes que nous venons de rappeler. Le gouvernement américain ayant eu connaissance de la circulaire brésilienne du mois de mai 1890, précitée, donna de nouvelles instructions à sa légation de Rio, le 5 septembre 1890, pour qu'elle transmît au gouvernement brésilien les principes ci-dessus mentionnés, mais en ajoutant qu'il considérait comme opportun que les nationaux des États-Unis fissent la déclaration de nationalité prescrite par le décret de 1889, non devant les autorités locales brésiliennes, mais devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Grande République. Dans ces instructions, le gouvernement américain affirmait que d'autres gouvernements européens avaient suivi la même voie. La légation américaine ajouta que, bien que le gouvernement des États-Unis eût conseillé à ses nationaux de se soumettre à la clause de la déclaration, ce fait n'avait nullement pour conséquence de priver sesdits nationaux de la faculté de faire appel à la protection du gouvernement en cas de nécessité, ni ne pouvait paralyser l'action du même gouvernement pour les protéger.

Le Brésil donna son adhésion aux indications du gouvernement américain sur la désignation des autorités qui devaient recevoir les déclarations d'option ; et le 21 octobre 1890, la légation américaine au Brésil adressa des instructions à ses consuls pour les autoriser à recevoir les options des nationaux des États-Unis. Le 24 du même mois cette circulaire fut communiquée au gouvernement brésilien par le ministre américain.

A son tour, la légation du Brésil à Washington adressa au gouvernement américain, le 9 octobre 1890, une communication aux termes de laquelle elle déclarait que le

Brésil n'impose nullement sa nationalité, mais se borne à la faciliter. Elle fit remarquer que l'on avait fait connaître aux étrangers que toute réclamation introduite par la voie diplomatique ou consulaire serait suivie avec la meilleure bonne volonté pourvu que le réclamant n'ait pas fait usage des droits que la nationalité lui confère. Elle ajoutait que la déclaration pouvait être faite devant les autorités municipales ou devant les autorités diplomatiques ou consulaires de la nationalité respective.

La légation du Brésil affirma avec raison, mais mollement, que le gouvernement provisoire avait exercé son droit sans toutefois l'avoir dépassé, que la nationalité brésilienne n'avait jamais été imposée de force aux étrangers domiciliés dans la République et que, par conséquent, il ne violait pas les droits de ceux-ci, ni ne leur causait aucun préjudice, ni n'autorisait des observations diplomatiques. Les protestations du gouvernement américain et des gouvernements européens n'étaient donc pas fondées. Finalement la chancellerie de Rio déclara qu'il n'était pas possible d'abroger ni de modifier le décret qui faisait l'objet des réclamations, parce qu'une telle mesure serait contraire à la dignité et à la souveraineté du Brésil et, qu'en conséquence, ledit gouvernement ne donnerait pas son adhésion aux réclamations formulées.

L'attitude du ministre du Brésil à Washington était correcte, puisque, en matière de nationalité, chaque gouvernement est souverain dans les limites de son territoire. La circulaire du mois de mai 1890, signée du ministre des Affaires étrangères, était, au contraire, un document indécis qui compromettait les droits du Brésil et de tous les pays américains sans contenir les réserves raisonnables ni les affirmations opportunes de la légation de Washington (1).

(1) Les instructions du ministre d'État, M. Blaine, ont été adressées à M. Adams, ministre au Brésil, le 7 janvier 1890, et confirmées les 19 février, 6 et 22 mars de la même année. Il paraît que M. Blaine ne répondit pas à la note de la légation du Brésil. D'après Basset Moore (*ouvrage cité*, III, p. 310), il

La loi du 10 septembre 1860 (art. 1) confère la nationalité brésilienne à la *femme étrangère* qui se marie avec un sujet brésilien. La *femme brésilienne* qui se marie avec un étranger perd sa nationalité pour suivre celle de son mari, selon l'article 2 et le décret réglementaire du 6 septembre 1863. Cependant, le Conseil d'État, suivant résolution du 21 novembre 1868, interprétant le mot *condition*, appliqué à l'état civil de la femme — quand la loi dit : « La femme brésilienne mariée avec un étranger suivra la condition de son mari » — a décidé que l'état civil de la femme brésilienne mariée avec un étranger ne modifie pas son *status* de nationalité.

La loi de 1860, précitée, a donné lieu à des interprétations importantes, à cause de la question soulevée au sujet de la nationalité des enfants du père portugais qui a été spécialement traitée par Flores (1). Dans l'ancien droit portugais, aussi en vigueur au Brésil, il existe le principe suivant : « Ne sera pas considéré comme naturel de ce royaume celui qui y sera né de père étranger, sauf dans le cas où le père étranger aurait possédé son domicile ou des biens immeubles dans le royaume, ou y aurait vécu pendant dix années consécutives » (2).

Telle était la règle du droit civil modifiée par les constitutions brésiliennes précitées. Cependant la loi du 10 septembre 1860 dispose que le droit qui règle l'état civil de l'étranger résidant dans l'Empire, dans le cas où il n'est pas au service de sa nation, doit être également appliqué aux enfants de cet étranger, nés dans le pays, et pendant le cours de leur minorité. La même loi dispose que, dès que ceux-ci ont atteint leur majorité, ils pourront exercer les droits des nationaux brésiliens, tout en étant tenus aux obligations qui en découlent.

existe, parmi les dossiers du ministère des Affaires étrangères des États-Unis d'Amérique, un projet de réponse en date du 2 décembre 1890 demeuré en suspens.

(1) *Ouvrage cité*, p. 21.

(2) Ordenaçao, liv. II, tit. LV (Flores, *ouvrage cité*, p. 22).

Dans la convention conclue entre le Brésil et le Portugal, le 25 octobre 1876, le principe fut reconnu dans les termes suivants : « Aux mineurs, enfants de sujets portugais nés au Brésil, il sera appliqué l'état civil de leur père jusqu'à leur majorité, dans les termes de la loi du 10 septembre 1860 ». En interprétant cette convention au Congrès du Brésil, l'un des chefs de cabinet du pays, le baron de Cotejipe, déclara ce qui suit : « Il est de principe, dans notre législation, que l'enfant mineur suit le statut du père ».

On en déduit que les nationaux brésiliens mineurs, enfants de Portugais, ne sont pas citoyens actifs jusqu'à l'époque de leur majorité, parce qu'ils ne peuvent exercer aucun droit politique. Pimenta Bueno soutient les mêmes principes dans les termes suivants :

« La nationalité de chaque individu et, par conséquent, celle de l'enfant d'étranger, est déterminée par le statut personnel et national du père, par la loi de sa patrie, qui, à ce point de vue, l'accompagne partout. C'est avec ces qualités et dans ces conditions qu'il est reçu dans le pays étranger ; et la loi locale, en le recevant, doit être logique dans ses conséquences. Le fils de l'étranger, quand il naît, acquiert et conserve naturellement et rationnellement la qualité d'étranger qu'ont ses parents. C'est là le véritable lien moral, la véritable patrie d'origine de sang et de représentation paternelle dans la société ».

Mais ces interprétations créaient au Brésil une classe de nationaux sous condition suspensive, puisque la loi du 10 septembre 1860 établit que, aussitôt que ces enfants d'étranger atteignent leur majorité, ils exercent les droits de citoyens brésiliens et sont assujettis aux obligations constitutionnelles qui en découlent. La naissance donne donc la nationalité ; mais l'exercice des droits politiques se trouve suspendu jusqu'à la majorité de l'enfant, et ce dans le but de respecter sa liberté d'option pour une autre nationalité.

Le 13 janvier 1865, en raison de la guerre du Paraguay, le gouvernement de la province de Rio Grande do Sul

consulta le ministre de la Justice de Rio sur le point de savoir si les citoyens fils de Portugais devaient être écartés de l'enrôlement dans la garde nationale, bien qu'il s'agît de mineurs qui ne se trouvaient pas sous l'autorité paternelle et possédaient des moyens d'existence suffisants. Le ministre de la Justice répondit à cette consultation en déclarant que les avis publiés par le ministère des Affaires étrangères avaient déjà résolu la question; d'où l'on déduit que les individus en question n'étaient pas exemptés du service dans la garde nationale, puisque la loi de septembre 1860 ne disqualifiait pas, en tant que nationaux, les enfants mineurs nés au Brésil, et qu'il ne pouvait les dispenser de ce service en raison des termes du texte de la constitution. Le ministre entend, au contraire, que le texte de la loi sauvegarde la qualité de nationaux de ces jeunes gens. Finalement, le ministre fait observer que la condition civile des nationaux se confond avec leur situation politique.

Pimenta Bueno, l'éminent auteur précité, se déclare partisan absolu du principe politique et civil de la nationalité qu'il estime « le plus rationnel, le plus naturel, moralement et politiquement ». Pour cette raison, le même auteur interprète l'article premier de la loi de 1860 relatif aux enfants d'étrangers, dans le sens qu'ils sont nationaux sous condition suspensive. Cet auteur admet que la solution imposée par la loi brésilienne aux enfants de Brésiliens nés à l'étranger d'établir leur domicile dans l'Empire à l'effet de jouir de la nationalité est préjudiciable et impossible à réaliser pour les enfants mineurs. Cette disposition, ajoute-t-il, prive le Brésil de l'attachement, de la force et de la richesse d'une partie de ses véritables sujets, puisqu'il s'agit d'enfants de Brésiliens, ainsi reconnus et jugés par les nations étrangères et que le Brésil n'admet pas. Pimenta Bueno combat le principe du *jus soli* (1).

(1) *Ouvrage cité*, p. 30 et suiv.

Le décret du 23 juin 1855 confère la nationalité brésilienne aux colons étrangers établis dans diverses régions de l'Empire, à condition qu'ils fassent une déclaration, devant la municipalité ou devant le juge de paix, de leur intention de fixer leur domicile au Brésil. Cette déclaration devait contenir la mention de leur pays d'origine, de leur religion, de leur position et du nombre de leurs enfants. Quelques colons méritants pouvaient être investis de la nationalité brésilienne avec la plus grande facilité. Les parents, les tuteurs ou curateurs des colons mineurs d'âge, nés hors de l'Empire antérieurement à la naturalisation de leurs parents, pouvaient faire, pour ceux-ci et en leur nom, la déclaration prescrite par le décret de 1855 et les faire reconnaître ainsi comme Brésiliens. Le décret déclarait cependant que les mineurs auraient le droit de changer de nationalité dès qu'ils auraient atteint leur majorité (1).

Le décret de 1865 dispose que la femme brésilienne mariée avec un étranger et qui désirera recouvrer sa qualité de Brésilienne pourra l'obtenir en déclarant son intention devant la municipalité de son domicile.

Le *Journal officiel* de l'Empire du Brésil a publié une circulaire qui donne le commentaire de la loi sur la naturalisation des étrangers du 12 juillet 1871. D'après cette circulaire, le gouvernement peut naturaliser les étrangers en faisant abstraction du temps de leur résidence : si ceux-ci se sont mariés avec des femmes brésiliennes; s'ils sont inventeurs ou introducteurs d'industries nouvelles; s'ils se recommandent par leurs talents littéraires ou par d'autres ou par leurs aptitudes personnelles et s'ils sont enfants d'étrangers naturalisés, nés au Brésil avant la naturalisation de leurs parents (2).

(1) Je ne m'occuperai pas pour l'instant des questions de nationalité qui seront traitées en temps opportun.

(2) On peut consulter sur la législation brésilienne et sur les décrets brésiliens la collection précitée de MM. Souza et Montenegro, où les lois et décrets figurent suivant l'ordre méthodique et par ordre chronologique.

Finalement, les dispositions législatives brésiliennes sur la naturalisation obligatoire ont fait l'objet de discussions devant les tribunaux européens. La Cour de cassation de Naples a décidé, le 5 octobre 1907, que les autorités judiciaires italiennes ont le droit d'apprécier si le décret du 15 décembre 1889 du gouvernement provisoire et la loi du 24 février 1891, promulguant la constitution du Brésil, abrogent en matière de nationalité les dispositions du Code civil italien et si celles-ci doivent prévaloir. D'après l'arrêt de la Cour de cassation de Naples, l'acceptation expresse ou tacite de la nationalité brésilienne était nécessaire pour qu'un étranger domicilié dans le pays fût considéré comme abandonnant son ancienne nationalité. Cette manifestation de volonté ne peut se déduire du fait négatif que la déclaration de la volonté n'aurait pas été formulée dans la forme établie par les lois du Brésil. L'arrêt de la cour de Naples donne lieu à des observations fondamentales. Tout d'abord, un tribunal déterminé n'a pas le droit de se prononcer sur la validité et la portée des lois d'une autre nation. En déclarant que les dispositions brésiliennes abrogent le Code civil italien, on ne pose pas exactement la question. En réalité, il s'agit d'un conflit de législations, dont chacune d'elles commande dans les limites de son territoire. Par conséquent, les individus qui sont domiciliés sur le territoire brésilien sont tenus d'observer ses lois ou d'émigrer. Les étrangers qui, en 1891, ne s'étaient pas conformés aux dispositions du décret organique de 1889 et de la loi de 1891, et n'avaient pas opté pour leur nationalité d'origine, ont accompli un acte d'option tacite en faveur de la nationalité brésilienne, et le Brésil a toujours pu les considérer comme étant ses nationaux (1).

Un arrêt du tribunal fédéral de seconde instance de Rio-de-Janeiro, confirmé par le suprême tribunal fédéral,

(1) Cf. *Journal de Clunet*, 1908, p. 1268; *cet ouvrage*, XIIIe Conférence : *Conflits franco américains relatifs à la nationalité*.

à l'occasion de l'institution d'héritier faite en France par un Brésilien en faveur de sa fille, décide que « la Brésilienne qui se marie avec un étranger conserve sa nationalité, et que l'étranger domicilié au Brésil qui se marie avec une femme brésilienne acquiert la nationalité de celle-ci », conformément à l'article 70, § 5, de la constitution fédérale.

Chili. — La constitution de la République du Chili a été promulguée le 8 août 1828 et réformée par la loi du 1er octobre 1831. En vertu de cette loi, la constitution définitive a été promulguée le 22 mai 1833. Le chapitre IV, articles 6 à 11, traite des nationaux de la République au point de vue du droit public international et du droit politique interne. Voici le texte constitutionnel :

« *Art.* 6. Sont Chiliens : 1° Ceux qui sont nés sur le territoire du Chili ; 2° les enfants de père ou mère chiliens, nés en territoire étranger, par le seul fait de fixer leur domicile au Chili. Les enfants de Chiliens nés en territoire étranger au moment où le père se trouvait alors au service de la République, sont Chiliens, même pour les effets pour lesquels les lois fondamentales ou toutes autres quelconques requièrent la naissance sur le territoire chilien ; 3° les étrangers qui, professant quelque science, art ou industrie, ou possédant quelque propriété immobilière, ou capital en banque, déclarent devant la municipalité du territoire où ils résident leur intention de fixer leur domicile au Chili, et ont résidé pendant dix années sur le territoire de la République. Six années de résidence seraient suffisantes dans le cas où ils seraient mariés et auraient une famille au Chili, et trois années s'ils sont mariés avec une Chilienne ; 4° ceux qui obtiennent du Congrès la faveur spéciale de la naturalisation. — *Art.* 7. C'est au Sénat qu'il appartient de déclarer à l'égard de ceux qui seraient nés sur le territoire chilien s'ils sont ou ne sont pas dans les conditions voulues pour obtenir la naturalisation conformément à l'article précédent, et le Président de la République délivrera en conséquence la lettre de naturalisation correspondante ».

De ce texte, on conclut que le Chili admet d'une manière absolument catégorique le principe du *jus soli*. A la naissance, en tant que moyen d'acquérir la nationalité, on ajoute le domicile pour les enfants de père ou de mère chiliens nés à l'étranger.

Au Chili, les précédents juridiques sur les questions de nationalité sont peu nombreux. Au mois de mars 1882, la légation d'Italie à Santiago a adressé au gouvernement chilien une invitation à l'effet de concourir avec son gouvernement et avec les gouvernements des autres Etats à la conclusion d'accords et de pactes internationaux destinés à garantir et uniformiser la jouissance des droits civils de l'étranger dans le pays où il réside et ce dans le but de prévenir, dans les limites du possible, les conflits plus ou moins graves et plus ou moins fréquents provoqués par la diversité des principes en matière de droit privé humain. La note était accompagnée du fameux *Memorandum* rédigé antérieurement par Mancini, ministre des Affaires étrangères d'Italie à l'époque où il avait pris l'initiative bien connue de codifier le droit international. Mancini avait été le promoteur de ce mouvement sous les auspices du gouvernement de son pays (1). Parmi les propositions faites par le gouvernement italien au gouvernement chilien, et d'après le *Memorandum* de Mancini, on peut énumérer les suivantes :

« 1° Quelle est l'influence que peut exercer sur la nationalité d'une personne sa naissance dans un pays autre que celui de la nationalité de ses parents? — 2° Quelle influence peut avoir ou ne pas avoir le mariage sur la nationalité de la femme? — 3° La perte ou le changement de nationalité du mari ou du père de famille doivent-ils être considérés comme des faits personnels et isolés, sans importance aucune sur la nationalité de la femme ou des enfants, ou peuvent-ils, au contraire, exercer une influence sur la nationalité de celle-là ou de ceux-ci ? »

Le gouvernement du Chili répondit par l'organe de M. José Eugenio Vergara, ministre de la Justice, au moyen d'une note motivée du 20 août 1882. Après avoir fait l'exposé des difficultés que l'on rencontrait à cette époque

(1) Cf. Francisco P. Contuzzi, *Diritto internationale privato*, Milan, 1890, p. 141 et suiv.

pour l'unification du droit, le ministre du Chili s'exprimait ainsi :

« Les trois premiers thèmes du programme rédigé par S. E. M. Mancini, ne pourraient former la matière de pactes internationaux entre notre gouvernement et celui de S. M. le roi d'Italie. Les modes suivant lesquels la nationalité chilienne s'acquiert ou se perd sont limitativement énumérés dans les articles 6, 7 et 11 de notre constitution politique; et, puisqu'il n'est pas possible de les modifier par des lois ordinaires, il ne serait pas possible non plus de les soumettre au résultat des négociations diplomatiques. Il convient cependant de remarquer que notre constitution n'accorde aucune influence au mariage sur la nationalité d'un Chilien. La femme chilienne, mariée avec un étranger, reste Chilienne; et cette qualité l'habilite à l'effet de transmettre à ses enfants la qualité de citoyens chiliens, bien que ceux-ci naissent en territoire étranger, par le seul fait qu'ils viennent plus tard fixer leur domicile au Chili. Donc la nationalité étant un attribut inhérent à la personne, il est logique d'en déduire que la perte de la nationalité doit être considérée comme un fait isolé qui affecte seulement l'individu qui en est pourvu, et sans conséquence aucune pour la nationalité de sa femme et de ses enfants » (1).

Si l'on examine les précédents au point de vue constitutionnel et légal et au point de vue de la jurisprudence, on reste sous l'impression que dans la République du Chili les juristes n'ont pas encore d'idée définitive sur les problèmes qui concernent la nationalité et qu'ils ne les traitent que d'une manière confuse et souvent contradictoire.

Jusqu'en 1886, en effet, les nations européennes croyaient que, dans la République du Chili, les enfants d'étrangers nés dans la République étaient considérés comme nationaux, bien qu'ils eussent été immatriculés dans les consulats dont ressortissaient leurs parents (2).

(1) Celle note, citée par Weiss, *ouvrage cité*, I, p. 306, a été publiée par Fabres, *ouvrage cité,* p. 181 et suiv.

(2) Circulaire du ministre du Commerce de France du 12 avril 1886. Cette circulaire coïncide avec l'*Avis aux émigrants* publié par le *Journal officiel de la République française*, les 8 et 20 mai 1875, sur la stricte application du *jus soli* au Vénézuéla. On peut lire à ce sujet le travail de M. Robinet de

Depuis cette époque, au Chili, les opinions ont subi les conséquences du défaut de conception nettement définie de la nationalité dont les juges donnent seuls la caractéristique, puisque les auteurs gardent le silence à cet égard. En effet, la cour d'appel de Santiago s'est prononcée, le 17 juillet 1907, dans une instance survenue à l'occasion du service militaire du sujet espagnol Hector Garcia, âgé de dix-neuf ans (1). Le cas était le suivant : Le jeune Garcia fut condamné à trente jours de prison pour avoir omis de se faire inscrire sur le registre de recrutement. Comme moyen de défense, il allégua que son acte de naissance était inscrit à la légation d'Espagne, puisqu'il se considérait sujet espagnol. Il ajoutait que cette inscription avait été faite à la demande de son père. La Cour suprême se posa ensuite cette question : « Quelle est la nationalité de l'appelant? Est-il Chilien *ex jure soli?* Est-il Espagnol *ex jure sanguinis*, avec le caractère de mineur régulièrement inscrit à la légation d'Espagne? » Si la Cour suprême du Chili avait appliqué strictement l'article 5, § 1er, de la charte fondamentale qui déclare Chiliens ceux qui sont nés sur le territoire du Chili, le procès aurait été jugé aux torts et dépens du jeune Garcia. La Cour, cependant, perdant de vue le texte formel de la constitution, resta indécise et en arriva aux conclusions suivantes :

« 1° Les lois d'un État sur la nationalité, quelle que soit leur forme impérative, doivent, dans cet État même, être interprétées conformément aux règles générales du droit international; 2° la nationalité est facultative et, entre les lois d'États différents lui conférant des nationalités différentes, l'individu peut choisir. Son choix s'impose aux tribunaux de l'État dont il répudie la nationalité sur le territoire de cet État et malgré le texte contraire de la loi locale; 3° l'enfant mineur suit la condition de ses parents : il sera

Cléry, premier président honoraire de la cour d'appel de Besançon, intitulé *De la nationalité imposée par un gouvernement étranger, Journal de Clunet,* 1875, p. 180.

(1) *Revista de derecho y jurisprudencia*, Santiago du Chili, 1908, 2e part., secl. II, p. 28; *Conflicto de nacionalidades,* 1908, 1re part., p. 36.

donc étranger si ses parents sont étrangers, alors même que l'État sur le territoire duquel il est né déterminerait la nationalité *jure soli* ».

La Cour se base donc sur la doctrine internationale européenne. Mais, pour en arriver là, il a fallu faire absolument abstraction du texte constitutionnel.

Ces conclusions ont été critiquées par le professeur Rougier, de l'Université de Paris, dans les termes intéressants suivants (1) :

« La décision de la cour de Santiago, qui rompt avec tous les précédents établis, a causé une assez vive émotion dans l'Amérique latine. Elle apparaît, en effet, non pas comme une singularité judiciaire de caractère accidentel, mais comme la consécration de doctrines soutenues depuis quelque temps par d'assez nombreux théoriciens du droit international, et ces doctrines vont directement à l'encontre des intérêts primordiaux du pays où elles ont pris naissance. Les États neufs de l'Amérique doivent, avant tout, se peupler, en s'assimilant aussi promptement que possible les éléments étrangers que leur apporte un formidable courant d'immigration. A cet effet, toutes leurs législations internes attachent d'office l'acquisition de la nationalité au fait de la naissance sur le territoire : le *jus soli* ne saurait admettre aucune transaction avec le *jus sanguinis*. En 1863, le président de la République Argentine, général Mitre, déclarait que, plutôt que de consentir une transaction de ce genre dans un traité avec l'Espagne, « pour frapper de mort la nationalité argentine », il aimerait mieux mettre le feu aux quatre coins du pays ». La doctrine nouvelle part du principe généralement admis en Europe qu'un État ne peut imposer sa nationalité : mais au lieu d'attacher à cette formule le sens qu'on lui attribue d'ordinaire, que la nationalité ne saurait avoir un caractère indélébile, elle entend que les lois de nationalité n'ont pas un caractère impératif. Ces lois font simplement une offre et quand la même offre est faite à un individu par les législations d'États différents, cet individu a un droit d'option. Les tribunaux doivent se borner à enregistrer l'option faite, en écartant au besoin la prescription de leur loi nationale que domine ainsi l'autonomie de la volonté. La doctrine est directement opposée à celle de la jurisprudence internationale des pays d'Europe, suivant laquelle l'idée de l'ordre public empêche un pays d'appliquer

(1) *Journal de Clunet*, 1909, p. 245, note.

aux questions de nationalité une autre loi que la sienne. L'arrêt de la cour de Santiago admet un second point : que l'enfant mineur suit la condition de ses parents. Cette manière de voir se comprend parfaitement dans les pays qui règlent la nationalité *jure sanguinis :* elle paraît très difficilement conciliable avec l'application exclusive du *jus soli.* Elle a été, jusqu'à ce jour, contraire au système international de l'Amérique latine (Cf. arrêt de la cour de Santiago, *Journal de Clunet,* 1875, p. 380. V. encore *Journal de Clunet,* 1886, p. 253). Dans les traités conclus entre l'Espagne et le Chili (traité du 25 avril 1844, renouvelé le 12 juin 1883, art. 7), le *jus soli* est reconnu pour former la base du droit international sud-américain. « Seront tenus au Chili pour sujets espagnols, les individus nés sur le territoire de l'Espagne et de ses possessions actuelles, ainsi que leurs enfants, si ces derniers ne sont pas nés eux-mêmes sur le territoire du Chili ». Mais ce texte ne résout pas le conflit de lois. Il n'empêche pas l'enfant né sur le territoire du Chili et réputé Chilien dans le pays d'être tenu pour Espagnol en Espagne : et la question se pose de savoir si une option entre la loi espagnole et la loi chilienne est permise à l'individu ».

Cette critique est fondamentale et enlève toute autorité à l'arrêt de la cour de Santiago qui sera certainement revisé dans l'avenir (1).

D'autre part, je dois faire remarquer que cette critique est l'œuvre d'un partisan résolu du *jus sanguinis* et qu'elle est contraire, par conséquent, à la doctrine positivement

(1) Bibliographie du Chili : José Clemente Fabres, *La legislation de Chile con relacion al derecho internacional privado,* Santiago, 1892; Robustiano Vera, *Principios elementales de derecho internacional privado,* Santiago, 1902; Agustin Correa Bravo, *Los extranjeros ante la ley chilena,* en la *Revista de Derecho, Historia y Letras*, Buenos-Aires, juin à août 1909, et *Los extranjeros en Chile,* Santiago, sans date; Miguel Cruchaga T., *Nociones de derecho internacional,* Santiago, 1899; Alexandro Alvarez, *La nationalité dans le droit international américain*, Paris, 1907; Ambrosio Montt, *Dictamen emitido al presidente de la Republica por el fiscal de la corte suprema sobre las reclamaciones interpuestas ante el supremo gobierno por ciudadanos ecuatorianos y subditos españoles con motivo de las operaciones del ejercito y escuadra de Chile en la ultima guerra con el Peru,* Santiago, 1890. Vera, *ouvrage cité,* p. 115, confond *qualité de citoyen* (*ciudadania*) avec nationalité et soutient que l'un des moyens les plus efficaces pour acquérir la nationalité naturelle est la naissance en ajoutant que ce mode est celui qui nous unit le plus étroitement à la patrie qui nous vit naître et celui qui inspire les actions les plus grandes et les plus nobles.

consacrée par le texte précité de la Constitution du Chili.

L'arrêt dont il s'agit a donné lieu, ainsi qu'on vient de le lire, à un débat sérieux. M. de Lapradelle l'a étudié dans sa *Revue* (1), en le critiquant dans les termes suivants, avec lesquels je suis absolument d'accord :

« La décision rendue par la Cour suprême du Chili faisant prévaloir, en matière de nationalité, la loi étrangère sur la *lex fori,* est d'un intérêt considérable. Elle ne pouvait manquer d'avoir d'ardents adversaires. Outre l'opinion des juges dissidents et du procureur fiscal, cf. les critiques formulées contre cet arrêt par M. Alcibiades Soldan dans la *Revista de derecho y jurisprudentia*, 6e année, 1908, t. I, p. 24 et suiv. Aux termes de l'article 5 de la constitution : « Sont Chiliens : 1° les individus nés sur le territoire du Chili ; 2° les enfants d'un père ou d'une mère chiliens nés à l'étranger, par le seul fait de leur domicile au Chili ; les enfants de Chiliens nés à l'étranger, quand leur père est au service de la République, sont Chiliens avec tous les effets que les lois fondamentales ou toutes autres lois subordonnent à la naissance sur le territoire chilien ; 3° les étrangers résidant depuis un an dans la République, qui déclarent devant la municipalité du territoire sur lequel ils résident leur intention de fixer leur domicile et de demander une lettre de naturalisation ; 4° ceux qui obtiennent du Congrès la faveur spéciale de la naturalisation ». Pour la cour, les individus que vise ce texte ne peuvent acquérir la nationalité chilienne sans un acte où se manifeste la volonté de l'acquérir. Erreur certaine en ce qui concerne les individus nés au Chili, qui sont Chiliens sans avoir aucune volonté à manifester et solution contraire à l'article 5. Celui-ci n'a pas pour but de tempérer le caractère trop rigoureux que présentait le système du *jus soli*, en exigeant des intéressés un acte qui fasse présumer leur volonté de suivre les liens du sang et de ne pas être Chiliens, comme n'ayant vu qu'accidentellement le jour au Chili. Cet acte réside dans le *seul fait* de fixer leur domicile au Chili (art. 5, § 2). Même en admettant, suivant la théorie de la cour, que la loi n'ait pas *imposé* la nationalité, mais fait une offre, la fixation du domicile au Chili n'implique-t-elle pas au moins tacitement l'acceptation de la nationalité chilienne ? L'exigence d'une manifestation expresse de volonté, par une demande de lettre de naturalisation, ne se conçoit que pour les individus qui ne sont pas d'extraction chilienne. L'obligation d'accomplir un autre acte ou une autre

(1) *Revue citée*, 1912, p. 786 et 787.

manifestation de volonté ne se fonde donc sur aucun des termes de la constitution. D'autre part, l'étude historique du texte à appliquer nous révèle sa première apparition dans la constitution de 1823. « Sont Chiliens, disait déjà l'article 6 : 1° les individus nés au Chili; 2° ceux nés à l'étranger d'un père ou d'une mère chiliens qui établissent leur domicile au Chili ». Comme on le voit, c'est toujours la même idée. Le fait de fixer son domicile ou sa résidence dans le pays fait présumer l'option pour la nationalité chilienne. Don José Victorino Lastaria, dans son ouvrage sur la *Constitution politique du Chili* (Valparaiso, Imprenta del Comercio, 1856, p. 17), s'exprime ainsi : « Dans le premier de ces cas (il vise l'hypothèse où les parents chiliens ont conservé leur nationalité), les enfants sont considérés comme Chiliens par le sang, *à partir du jour où ils ont fixé leur résidence au Chili* ». D'ailleurs, bien des lois du continent européen (anglaise, espagnole, etc.), considèrent que la parenté ne suffit pas à établir la nationalité. Pourquoi un peuple jeune comme le Chili permettrait-il d'éluder les lois chiliennes à des individus que la constitution prescrit de considérer comme Chiliens par le *seul fait* qu'ils ont leur domicile au Chili? La décision de la Cour suprême ne peut faire doctrine, car elle est contraire à la teneur littérale de la constitution, à l'origine historique de son article 5, à l'opinion des auteurs, à la solution que cette difficulté avait déjà reçue dans les autres constitutions, et surtout aux intérêts nationaux les plus immédiats ».

L'arrêt de la cour de Tacna, rendu le 9 octobre 1907, me paraît plus équitable. D'après cet arrêt, « le fait de servir dans une armée étrangère sans la permission du Congrès a pour conséquence au Chili la perte de la *qualité de citoyen*, mais non celle de la *nationalité*, puisque aucune disposition légale n'autorise qu'il en soit ainsi et n'exonère pas non plus de l'obligation du service militaire ».

La constitution du Chili fait la distinction logique entre la *nationalité*, qui est la cause, et la *qualité de citoyen*, qui est l'un de ses effets et donne expressément la définition de cette dernière dans l'article 8, qui statue ainsi qu'il suit :

« Sont *citoyens actifs*, avec le droit de suffrage, les Chiliens qui

auraient accompli leur vingt-deuxième année d'âge, qui savent lire et écrire et sont inscrits sur les listes électorales du département ».

Les autres sont *Chiliens*, mais ne sont pas citoyens. L'article 11 dispose que la qualité de citoyen se perd par « l'acceptation d'emplois, de fonctions ou de pensions d'un gouvernement étranger sans une permission spéciale du Congrès ». L'arrêt se trouve en concordance avec ces dispositions (1).

Un arrêt postérieur de la Cour suprême de Santiago du Chili, du 12 septembre 1908. dans une affaire concernant le sujet anglais Harold Nicohls, consacre le droit d'option, qui ne figure pas non plus dans la constitution politique. Cet arrêt déclare que la loi de nationalité est facultative et non impérative; et que, entre cette loi et celle d'un autre État qui attribue à la même personne une nationalité différente, cette personne peut opter et son choix doit être admis par les tribunaux du Chili.

Cet arrêt est tout aussi inconstitutionnel que le précédent, puisque le jeune Nicohls était né en Angleterre, de père anglais et de mère chilienne et avait établi, depuis, son domicile au Chili. Quand il eut atteint l'âge du service militaire, il ne se fit pas inscrire sur les contrôles de l'armée, invoquant sa nationalité anglaise. Un juge d'Iquique, et la cour d'appel de Tacna, interprétant fidèlement la constitution du Chili, le condamnèrent; mais la Cour suprême de Santiago réforma l'arrêt et déclara Nicohls sujet britannique. Cependant, le texte de l'article 6, § 2, de la constitution du Chili, établit que « les enfants de père ou mère chiliens nés en territoire étranger sont Chiliens par le fait seul qu'ils ont fixé leur domicile au Chili ». Le jeune Harold Nicohls était donc évidemment Chilien. Le procureur fiscal de la cour du Chili soutint, comme étonnante doctrine, qu'il n'importe nullement que

(1) Dans d'autres pays, l'effet va jusqu'à atteindre la perte de la nationalité même.

la constitution du Chili établisse la solution de la question, puisque, cette solution étant contraire à la doctrine du droit international, c'est ce dernier qui doit prévaloir. C'est là une erreur fondamentale de conception, puisque, en matière de nationalité, toutes les doctrines et toutes les jurisprudences sont d'accord pour que chaque nation reste souveraine quand il s'agit de la solution des problèmes de cette nature, et que les dispositions législatives de chaque pays à ce sujet doivent prévaloir, dans les limites de leur territoire, sur les règles du droit international public. Le procureur de la cour soutenait aussi que la constitution du Chili, en déclarant Chiliens ceux qui se trouvent dans le cas du jeune Harold Nicolls, ne contient pas une disposition impérative, mais une simple *offre* de la nationalité qui peut être librement déclinée. Cette interprétation est casuistique et absolument erronée, puisque l'affirmation catégorique de la constitution ne l'autorise pas.

Rougier a aussi critiqué cet arrêt, bien qu'il soit partisan, comme je viens de le dire plus haut, de la nationalité et, par conséquent, des doctrines qui prévalent dans les conclusions de la Cour chilienne (1). Je transcris ci-après la substance de cette excellente critique :

« La loi chilienne, reconnue impérative dans sa forme, était ainsi sacrifiée. Telle était encore la thèse soutenue au nom du demandeur devant la Cour suprême. Cette dernière ne se prononce pas sur la valeur du système, et arrive au même résultat par un autre chemin. S'en tenant au droit interne chilien, tel qu'il résulte du statut constitutionnel, elle affirme que ce droit n'est pas impératif, mais offre simplement la nationalité aux individus sans l'imposer et en attendant pour produire son effet une acceptation. Cette interprétation paraît singulière, étant donné le texte de l'article 5 de la constitution que voici et que l'on peut comparer à l'article 8 de notre Code civil : *Art. 5.* Sont Chiliens : 1° ceux qui sont nés sur le territoire du Chili ; 2° les enfants de père ou mère chiliens, nés en territoire étranger par le seul fait d'établir leur domicile au Chili ; 3° les étrangers qui,

(1) *Journal*, année 1910, p. 58, en note.

ayant résidé une année dans la République, déclarent devant la municipalité du territoire où ils résident leur désir d'établir leur domicile au Chili et qui sollicitent une lettre de naturalisation ; 4° ceux qui obtiennent spécialement du Congrès la faveur de la naturalisation » (1).

Paraguay. — La première constitution du Paraguay a été sanctionnée le 16 mars 1844. Il n'est pas étonnant que, née d'une situation politique interne anormale, d'un véritable despotisme, elle ait omis le chapitre commun à toutes les constitutions américaines qui l'avaient précédée et qui concerne la nationalité et la qualité de citoyen. La question était ainsi abandonnée à la coutume ou à la loi dans un pays où la vie légale n'était pas encore assurée. Cependant, le *jus soli* a prévalu depuis les origines nationales.

La nouvelle constitution du 18 novembre 1870, sanctionnée après la guerre soutenue par le Paraguay contre la triple alliance de la République Argentine, de l'Uruguay et de l'Empire du Brésil, légifère sur la matière avec une certaine étendue au point de vue du droit public international et du droit politique interne; mais elle commet l'erreur de la confusion entre la nationalité et la qualité de citoyen.

De même que la République Argentine, le Paraguay soutient le principe du *jus soli* comme les autres pays étudiés et récupère la nationalité des enfants de père ou mère paraguayens nés à l'étranger par le seul fait d'établir leur domicile au Paraguay. Voici le texte pertinent :

« *Art. 33.* Sont citoyens paraguayens : 1° ceux qui sont nés sur le territoire paraguayen ; 2° les enfants de père ou mère paraguayens, par le fait seul de fixer leur domicile au Paraguay ; 3° les enfants de Paraguayens nés en territoire étranger, quand le père se trouve alors au service de la République, même quant aux effets pour lesquels les lois fondamentales, ou toutes autres quelconques,

(1) L'article 5, cité, correspond à l'article 6 de la constitution revisée du Chili.

requièrent la naissance en territoire paraguayen. — *Art.* 37. C'est au Congrès qu'il appartient de déclarer, pour ceux qui ne sont pas nés sur le territoire paraguayen, s'ils sont ou non dans le cas d'obtenir la naturalisation conformément à l'article 35, et le président de la République délivrera en conséquence ladite lettre de naturalisation ».

République Dominicaine. — En 1844, la République Dominicaine formait encore partie de la République de Haïti; mais elle s'en sépara à cette époque. Le 6 novembre de la même année, elle proclama sa constitution. Douze fois successivement elle a été abrogée, modifiée ou promulguée de nouveau les 27 février et 23 décembre 1854, 19 février 1858, 14 novembre 1865, 9 mars 1875, 1879, 1880, 1881, 15 novembre 1887, 20 juin 1896 et 22 février 1908. En 1903, on préparait une nouvelle revision qui s'acheva avec la révolution.

La constitution du 20 juin 1896 contient les dispositions suivantes sur la nationalité :

« *Art.* 7. Sont Dominicains : 1° toutes les personnes nées ou qui naîtront sur le territoire de la République, quelle que soit la nationalité de leurs parents; 2° les enfants de père ou mère dominicains, nés dans un autre territoire, s'ils viennent dans le pays et y établissent leur domicile; 3° tous les enfants des Républiques hispano-américaines et ceux des Antilles espagnoles voisines qui voudraient jouir de cette qualité, après avoir résidé pendant un an sur le territoire de la République et qui demandent à la posséder, en prêtant le serment de défendre les intérêts de la République devant le gouverneur de la province ou du district où ils résident et auraient obtenu la lettre de naturalisation; 4° tous ceux qui sont naturalisés conformément aux lois; 5° tous les étrangers, d'une nation amie quelconque, pourvu qu'ils fixent leur domicile sur le territoire de la République, déclarent vouloir jouir de cette qualité, aient au moins deux années de résidence et renoncent expressément à leur nationalité devant qui de droit. Aux effets de cet article ne seront pas considérés comme nés sur le territoire de la République les enfants légitimes des étrangers qui y résident comme représentants de leur patrie ou qui sont à son service. — *Art.* 8. Il ne sera reconnu à aucun Dominicain aucune autre nationalité que la nationalité dominicaine pendant qu'il résidé dans la République. — *Art.* 9. Tous

les Dominicains ont pour devoir de servir la patrie conformément aux dispositions des lois, en faisant le sacrifice de leurs biens et de leur vie, s'il est nécessaire, pour la défendre. — *Art. 10.* La loi déterminera les droits qui correspondent à la condition des étrangers ».

Comme dans la République précédente, le principe du *jus soli* commande avec la plus grande autorité. Le domicile fait recouvrer la nationalité aux enfants nés à l'étranger de parents dominicains. La constitution fait mention du principe de la nationalité multiple motivée par la résidence d'une année, sur le territoire dominicain, des Hispano-Américains et des Antillais.

Ces principes coïncident avec ceux de la constitution du 9 mars 1875, mais ils modifient les termes des constitutions antérieures d'après lesquelles les enfants des étrangers résidant dans le pays ne sont pas Dominicains, même dans le cas où les enfants sont nés sur le sol de la République. Ces concessions faites au *jus sanguinis* proviennent du fait que la République Dominicaine avait adopté, dans ces constitutions, les règles civiles du Code Napoléon. Son propre Code civil, édition de 1884, dans son article 9, affirme le principe du *jus soli,* en admettant que sont Dominicains tous ceux qui sont nés sur le territoire de la République, quelle que soit la nationalité de leurs parents, à l'exception des enfants d'étrangers qui résident dans la République comme fonctionnaires officiels de leur gouvernement. La constitution de 1908, dans son article 7, dispose ce qui suit : « Sont Dominicains d'origine tous ceux qui jouissent de cette qualité en vertu de constitutions antérieures; tous les individus nés sur le territoire de la République, quelle que soit la nationalité de leurs parents, excepté les enfants légitimes d'étrangers résidant dans la République en qualité d'agents diplomatiques ou qui se trouvent seulement de passage dans le pays; les enfants nés à l'étranger de parents dominicains, pourvu que, d'après les lois de leur résidence ou de leur domicile, ils n'aient pas acquis une nationalité étrangère ».

Quoiqu'il n'ait pas été promulgué de lois de naturalisation, la doctrine a établi et la pratique l'a consacré; que, par le seul fait du mariage, la femme étrangère, qui se marie avec un Dominicain, acquiert la nationalité de celui-ci.

Les enfants nés à l'étranger de parents dominicains qui auraient acquis une autre nationalité peuvent acquérir celle de la République pourvu qu'ils y établissent leur domicile; mais ils doivent renoncer à leur nationalité antérieure quand ils établissent leur domicile dans le pays (art. 11 et 12 de la constitution). La femme dominicaine mariée avec un étranger *peut suivre* la condition du mari (art. 7, § 2, de la constitution de 1908). Remarquez, observe Lehr avec raison, la forme étrange de cette disposition, puisqu'elle paraît autoriser la femme à décliner aussi ce changement de nationalité. Celle ci ne suivra probablement pas la nationalité de son époux si elle conserve son domicile dans son propre pays (1).

Uruguay. — Dès que la nationalité uruguayenne fut constituée aux termes du traité de paix conclu entre la République Argentine et l'Empire du Brésil à la suite de la guerre de 1827-1828, l'Uruguay a sanctionné sa propre constitution le 10 septembre 1829, en recueillant et confirmant l'indépendance que ces deux nations lui avaient accordée.

La constitution confond la qualité de citoyen avec la nationalité; elle reconnaît très catégoriquement le *jus soli* et dispose ce qui suit :

« *Art. 6.* Les citoyens de l'État Oriental sont ou naturels ou légaux. — *Art. 7.* Sont citoyens naturels tous les hommes libres nés sur un point quelconque du territoire des États. — *Art. 8.* Sont citoyens légaux : les étrangers, parents de citoyens naturels, qui avaient fixé leur domicile dans le pays avant l'établissement de la présente constitution; les enfants de père ou mère naturels du pays, nés hors de l'État depuis qu'ils ont accompli l'acte d'y fixer leur domi-

(1) Lehr, *ouvrage cité*, p. 73.

cile ; les étrangers qui, en qualité d'officiers, ont combattu ou combattraient dans les armées de terre ou de mer de la nation ; les étrangers qui, bien que sans enfants, ou avec des enfants étrangers, mais mariés avec des filles du pays, et qui professant quelque science, art ou industrie, ou possédant quelque capital en banque, ou propriété immobilière, se trouvaient en résidence dans l'État au moment de la prestation de serment à la constitution; les étrangers mariés avec des étrangères qui seraient pourvus de quelques-unes des qualités que nous venons de mentionner et auraient trois années de résidence dans l'État; les étrangers non mariés qui posséderaient aussi quelques-unes desdites qualités et auraient quatre années de résidence; ceux qui obtiennent une faveur spéciale de l'Assemblée pour services importants ou mérites éminents. — *Art. 9.* Tout citoyen est membre de la souveraineté de la nation et, comme tel, possède le droit de vote actif et passif, dans les cas et dans la forme qui seront indiqués plus loin ».

Malgré la naturalisation forcée que ces textes contiennent, il ne se produisit à ce moment aucune réclamation européenne, sans doute par suite du nombre d'étrangers, alors peu important.

Un décret réglementaire de la matière, portant la date du 13 juillet 1874, dispose que les étrangers qui auraient combattu, ou combattraient, dans les armées de la République en qualité d'officiers, sont nationaux *ex lege*, conformément aux dispositions de l'article 8 précité de la constitution. Ils doivent faire constater les services qu'ils ont prêtés à l'armée, au moyen des documents qui les accréditent et qu'ils devront présenter au secrétariat du gouvernement où un registre, dit des citoyens légaux, est tenu à cet effet.

Les enfants de père ou mère naturels du pays nés à l'étranger acquièrent la nationalité uruguayenne *ipso facto*, par le fait de se faire domicilier dans la République. Ce fait sera établi par la présentation de l'acte de baptême du père ou de la mère au secrétariat du gouvernement, où il est tenu un registre à cet effet. La qualité de ces nationaux est susceptible d'être contestée par la preuve contraire, et les questions qui en seraient la conséquence

doivent être résolues par le juge du domicile de l'inscrit. L'article 12 du même décret de 1874 établit que les emplois publics seront occupés par des nationaux naturels ou légaux, à l'exception des fonctions scientifiques ou professionnelles, autres que la magistrature, qui peuvent être occupées par des nationaux étrangers. Cette exception comprend les précepteurs ou autres personnes chargées de l'enseignement primaire.

L'Espagne a pris l'initiative de la conclusion de traités de paix et d'amitié avec la République de l'Uruguay, le 23 juillet 1842, et a reconnu en même temps l'indépendance du pays. Ce traité n'eut pas de suite, et les nombreux Espagnols résidant dans la République continuèrent à être soumis au service militaire et à toutes les autres conséquences de la guerre civile, en raison de ce que l'Uruguay avait refusé de reconnaître la nationalité européenne aux Espagnols et à leurs enfants résidant dans la République à l'époque de la déclaration de la guerre de l'Indépendance.

En 1842, le gouvernement anglais et, en 1853, le gouvernement français, adressèrent diverses demandes à l'État Oriental au sujet de la nationalité des enfants de leurs sujets qui, sous l'empire du *jus soli*, étaient appelés sous les armes. Le gouvernement de l'Uruguay, dans un esprit de prévoyance, soutint énergiquement ses droits et obtint un véritable succès diplomatique, puisque la Grande-Bretagne se désista, en 1858, de la poursuite de ses réclamations et que la France suspendit les siennes.

VIII. **Deuxième système : Guatémala.** — La République de Guatémala formait partie de la Fédération de l'Amérique centrale en 1824 et elle vécut sous l'empire de la constitution fédérale du 22 novembre de ladite année.

Après sa séparation d'avec l'Amérique centrale, le Guatémala sanctionna sa propre constitution le 11 octobre 1826.

Cette constitution fut modifiée à la suite d'une guerre entre le Salvador et le Honduras, en octobre 1851, puis de nouveau réformée le 29 janvier 1858. Deux nouvelles constitutions furent mises à l'essai en 1871 et en 1873 jusqu'à la promulgation de la constitution dictatoriale du 23 octobre 1876. Enfin, le 11 décembre 1879, on promulgua encore une huitième constitution qui paraissait stable. Elle fut cependant revisée en octobre 1885, en novembre 1887, en octobre 1889, en juillet 1893, en août 1897, puis le 12 juillet 1903. La République a donc fait l'essai de quatorze constitutions.

Celle de 1879, dans son titre I, donnait la définition de ce que l'on doit entendre par la nation et par ses habitants. A l'égard des Guatémaltèques, elle établit les principes suivants :

« *Art. 4.* Les Guatémaltèques se divisent en naturels et en naturalisés. — *Art. 5.* Sont naturels : 1° toutes les personnes qui sont nées ou qui naîtront dans le territoire de la République, quelle que soit la nationalité du père, à l'exception des enfants des agents diplomatiques; 2° les enfants de père guatémaltèque ou enfants illégitimes de mère guatémaltèque nés en pays étranger à partir du jour où ils résident dans la République; et même, à défaut de cette condition, lorsque, conformément aux lois du lieu de la naissance, la nationalité guatémaltèque leur appartient, ou qu'ils ont le droit d'opter pour la nationalité guatémaltèque ou de la choisir. — *Art. 6.* Sont aussi considérés comme Guatémaltèques naturels ceux qui sont originaires des autres Républiques de l'Amérique centrale et qui font la déclaration devant l'autorité compétente de leur intention de devenir Guatémaltèques ».

Le principe du *jus soli* est affirmé par ces règles en termes catégoriques, et il n'est combiné avec le *jus sanguinis* qu'en vue seulement de récupérer les enfants de nationaux. Il a été créé une nationalité spéciale en faveur des habitants des autres républiques américaines.

Le 21 février 1874, les pouvoirs publics du Guatémala ont édicté ce que l'on appelle dans ce pays la loi d'extra-

néité (1). Cette loi dispose que les personnes nées hors du territoire guatémaltèque de parents qui ne sont pas Guatémaltèques sont étrangères. Mais sont Guatémaltèques les enfants légitimes nés hors du Guatémala de père étranger et de mère guatémaltèque (art. 1er); les Guatémaltèques qui auraient perdu leur nationalité et ceux qui sont nés hors du Guatémala de parents qui auraient perdu la nationalité guatémaltèque; la femme guatémaltèque mariée avec un étranger et domiciliée hors du Guatémala; les enfants de ministres diplomatiques, bien qu'ils soient nés en territoire guatémaltèque (art. 1er). L'article 2 de la même loi porte que les navires nationaux seront considérés comme territoire guatémaltèque à l'effet de déterminer la nationalité de ceux qui naissent à bord. Cet article établit la force de la loi du pavillon, quel que soit le lieu où se trouve le navire. Par conséquent, dans les eaux nationales aussi bien qu'en haute mer ou dans les eaux soumises à la juridiction d'un autre pays, celui qui est né sur un bateau guatémaltèque possède la nationalité du pavillon de ce bateau.

Relativement à l'option des enfants de Guatémaltèques soumis à un droit étranger, la loi dispose ce qui suit :

« *Art. 6.* Les enfants de père guatémaltèque, ou illégitimes de mère guatémaltèque, nés ou résidant à l'étranger, lorsque, conformément aux lois de leur pays de naissance, ils auraient le droit de choisir leur nationalité et opteraient pour la nationalité guatémaltèque, devront déclarer, dans l'année qui suit leur majorité ou leur émancipation, s'ils veulent jouir de la qualité de Guatémaltèques, et ce devant l'agent diplomatique ou consulaire du Guatémala, qui devra, dans ce cas comme dans le cas antérieur, l'inscrire sur le livre d'enregistrement de la légation ou du consulat à sa charge et en rendre compte ensuite au ministre des Affaires étrangères de la République ».

Le Guatémaltèque qui aurait pris du service soit militaire, soit civil dans un pays étranger sans la permission

(1) *Diario oficial,* nº 37, t. XXV.

de son gouvernement, sera considéré comme étranger. Mais il peut recouvrer la nationalité guatémaltèque en accomplissant certaines formalités (art. 7). La naturalisation d'un Guatémaltèque en pays étranger n'entraîne seulement qu'une suspension de sa nationalité originaire pour cause d'absence ; mais il ne demeure pas séparé du Guatémala ; et quand il y retourne, il demeure soumis à sa première condition. L'article 17 dispose que la femme guatémaltèque mariée à un étranger et la femme étrangère mariée à un Guatémaltèque suivent la condition de leur mari. Si elles deviennent veuves, la première recouvre et la seconde conserve la qualité de Guatémaltèque pourvu qu'elle établisse son domicile dans la République. L'article 19 établit que le changement de nationalité n'a pas d'effet rétroactif.

Il y a lieu de remarquer que, par suite de différentes tentatives de concentration centro-américaine, la République de Guatémala, avec celles de Costa-Rica, Honduras, Salvador et Nicaragua, ont déclaré réciproquement commune la nationalité de leurs États respectifs pour les sujets qui y viennent ou en sortent, soit domiciliés, soit simplement de passage (1).

IX. **Troisième système : Panama, Pérou, Vénézuéla.**

— *Panama.* — La République de Panama fut fondée dans l'isthme du même nom sur une partie de territoire qui appartint à la Colombie, dont elle se déclara indépendante sous l'influence des Etats-Unis, et à leur instigation. La nationalité panaméenne repose sur le traité conclu entre la République de Colombie, l'État de Panama et les États-Unis d'Amérique au mois de janvier 1903 Le 19 novembre 1903, la nouvelle République de Panama signa un autre traité avec les États-Unis, par lequel elle cédait à la

(1) Cf. spécialement le traité de l'Union de l'Amérique centrale, conclu entre la République majeure de l'Amérique centrale, le Guatémala et Costa-Rica, le 15 juin 1897, et la Convention de Washington, du 20 décembre 1907.

souveraineté américaine une bande de territoire destinée à l'établissement du canal interocéanique, moyennant le paiement d'une somme de dix millions de dollars et une rente annuelle de deux cent cinquante mille dollars. La constitution de cette nouvelle République fut promulguée le 13 février 1904. Son article 6 dispose que, sont Panaméens : 1° ceux qui sont nés ou qui naîtront sur le territoire de Panama, quelle que soit la nationalité de leurs parents ; 2° l'enfant de père ou de mère panaméens, né sur le territoire d'un autre pays, pourvu qu'il établisse son domicile dans la République et que, de plus, il manifeste l'intention d'accepter sa nationalité ; 3° les Colombiens qui, ayant participé à la conquête de l'indépendance de la République de Panama, déclarent, devant les autorités municipales du district de leur domicile, leur intention d'accepter la nationalité panaméenne.

L'article 7 de la constitution admet le droit de renoncer à la nationalité panaméenne, pourvu que l'on acquière une autre nationalité. Une fois cette nationalité perdue, elle ne peut être recouvrée qu'aux termes d'une loi spéciale de l'Assemblée nationale. Dans la pratique, le gouvernement de Panama a établi, comme règle, que le sujet de la République naturalisé à l'étranger, qui revient au pays et y fixe son domicile, sera considéré comme national *ipso facto*. Il est aussi établi que la résidence à l'étranger, aussi prolongée qu'elle puisse être, n'affecte pas la nationalité panaméenne, si aucune autre nationalité étrangère n'a été acceptée volontairement. La République de Panama n'a pas encore promulgué de loi sur la nationalité des étrangers.

Pérou (1). — La première constitution du Pérou fut

(1) Manuel V. Morole, *Tratado de derecho internacional privado,* Lima, 1896 ; José Maria Pando, *Elementos de derecho internacional,* Madrid, 1843 ; J.-P. Zegarra, *De la condicion de los extranjeros en el Peru,* Lima ; Francisco Tudela y Varela, *La nacionalidad en el Peru,* Lima, 1900 ; Guillermo E. Billinghurst, *Condicion legal de los extranjeros peruanos en Tarapaca,* Lima.

sanctionnée en 1823. Depuis cette époque, jusqu'au 10 novembre 1860, date de la constitution actuellement en vigueur, la République a été régie par six constitutions successives, promulguées le 18 mars 1828, le 10 juin 1834, le 10 novembre 1839 et le 13 octobre 1856.

Ces constitutions ont maintenu les mêmes principes en matière de nationalité, mais sous des formes différentes (1). Contrairement à la plupart des constitutions américaines, la constitution du Pérou fait la distinction entre la *nationalité* et la *qualité de citoyen* (*ciudadania*). Voici son texte :

« *Art. 33.* — On est Péruvien par la naissance ou par la naturalisation. — *Art. 34.* Sont Péruviens par la naissance : 1° ceux qui naissent sur le territoire de la République; 2° les enfants de père péruvien ou de mère péruvienne, nés à l'étranger et dont les noms auraient été inscrits sur le registre civique par la volonté de leurs parents au cours de leur minorité ou par leur propre volonté dès qu'ils ont atteint l'âge de leur majorité ou ont été émancipés ; 3° les naturels de l'Amérique espagnole et les Espagnols qui se trouvaient au Pérou au moment de la proclamation de l'Indépendance et du serment à elle juré et qui ont continué à y résider postérieurement. — *Art. 38.* Sont Péruviens par la naturalisation : Les étrangers majeurs de vingt et un ans qui exercent quelque métier, industrie ou profession et qui se font inscrire sur le registre civique dans la forme déterminée par la loi ».

Il n'y a donc au Pérou que deux moyens d'obtenir la nationalité. La constitution ne reconnaît pas le *jus sanguinis*, si ce n'est en faveur des enfants de père ou de mère péruviens nés à l'étranger. Elle admet que les parents ont la possibilité de faire inscrire leurs enfants dans les légations et consulats du Pérou, ou dans la République même, au cours de leur minorité. Les intéressés peuvent le faire eux-mêmes à leur majorité ou quand ils ont été émancipés par le mariage. Le *jus sanguinis* apparaît donc limité, et, de même qu'en République Argen-

(1) Tudela y Varela, *ouvrage cité*, p. 8.

tine ou en Haïti, il n'est admis seulement qu'en faveur des enfants de nationaux; mais la constitution veut que tous les enfants d'étrangers nés au Pérou soient Péruviens. L'article 35 stipule une disposition importante, puisqu'il accorde la nationalité aux étrangers qui, après un domicile de deux années pendant lesquelles ils ont exercé une profession, une industrie ou un métier, s'inscrivent spontanément sur le registre civique.

Dans la littérature juridique du Pérou, la doctrine n'est pas abondante non plus sur la question qui nous occupe. Dans les universités de ce pays, on admet en principe la remarque que les juristes et les hommes d'État n'ont pas encore consacré aux questions de nationalité toute l'attention que mérite leur importance. On attribue cette indifférence et les confusions auxquelles elle a donné lieu, à ce fait que l'émigration est encore rare dans ces pays, et les problèmes à résoudre ne s'y sont pas présentés avec la fréquence et les périls notés chez d'autres nations (1).

Devant les tribunaux, on a discuté la question de savoir quelle est la condition de la femme péruvienne qui contracte mariage avec un Allemand; si les époux, établis en France, ont un enfant, cet enfant pourra-t-il être inscrit sur le registre de l'état civil comme Péruvien par la naissance? Le bureau de l'état civil de Lima refusa de procéder à l'inscription; il invoquait l'article 41 du Code civil, d'après lequel la femme péruvienne, mariée avec un étranger, suit la condition politique et juridique de son mari. On admet que cet article ne doit pas être interprété dans le sens de la perte de la nationalité, si ce n'est au titre d'une exception d'après laquelle la femme est soumise à la loi privée du mari. D'après l'autorité précitée (2). cette interprétation serait fondée sur l'esprit même du Code. Cependant, l'article 30 du Code civil établit que la

(1) Tudela y Varela, *ouvrage cité*, p. 20.
(2) Tudela y Varela, *ouvrage cité*, p. 3.

constitution désigne ceux qui sont Péruviens et ceux qui sont étrangers. Comme il n'existe pas de disposition impérative dans la constitution du Pérou, on doit suivre, au point de vue politique dont il s'agit, le critérium du droit international qui vient y suppléer et qui est applicable quand il ne se trouve pas en contradiction avec des dispositions positives du droit local. L'article 41 du Code civil établit comme règle générale que la femme mariée avec un étranger suit la *condition* de son mari, puisqu'elle est étrangère. Le mot *condition* ne peut être interprété dans un sens restrictif. Du moment que ni la constitution, ni le Code n'établissent d'exceptions, cela veut dire que la femme suit la condition politique et juridique du mari ou, en d'autres termes, qu'elle a la nationalité du mari et qu'on doit lui appliquer le droit sous lequel elle vit soumise.

Cette question a divisé les juristes péruviens, sans fondement à mon avis, puisque dans les Conventions constituantes de 1822 et 1860, il a été donné des raisons suffisantes pour déterminer la nationalité péruvienne et la condition des enfants de père ou de mère péruviens nés à l'étranger. Des *Annales de la Convention de 1822*, je cite le passage suivant, relatif à la discussion de l'article 34 :

« On met en discussion le § 2 de l'article 10, ainsi conçu : « Sont » Péruviens par la naissance les enfants de père ou de mère péru- » viens, bien qu'ils soient nés hors du territoire, dès qu'ils mani- » festent légalement leur volonté d'établir leur domicile dans le » pays ». Cette rédaction fut combattue par M. La Hermosa qui déclara que la mère donne seulement la condition à ses enfants et que c'est le père qui leur donne l'origine et la *naturaleza* (1), suivant le droit admis par toutes les nations. La mère, dit-il, passe dans la famille du mari et dans la *naturaleza* de celui-ci ; par conséquent, l'enfant né dans le royaume d'une Péruvienne et de père étranger ne peut jamais être Péruvien d'origine, ni acquérir les droits qui découlent de cette qualité, si ce n'est par la naturalisation, plus ou

(1) Qualité qui donne droit à être regardé comme naturel du pays que l'on habite et de pouvoir jouir de cette prérogative.

moins facile à obtenir, et ce en quoi la loi pourrait le favoriser. Intentionnellement, M. La Hermosa formula diverses réflexions, en s'efforçant de démontrer que le paragraphe se trouvait également en contradiction avec le droit des nations à l'égard des individus qui les composent. M. Sanchez Carriou insista pour faire observer que la condition, toute réflexion faite, n'était pas autre chose que la conséquence de l'origine qui devait toujours prendre pour point de départ un principe certain ; et que, si le concept du préopinant était bien que l'enfant du père péruvien fût considéré comme tel, ce droit, de toute évidence, devait être étendu aux enfants de mère péruvienne. Il donna comme exemple la servitude des enfants de l'esclave, qui n'est pas autre chose que de considérer les enfants de celle-ci conformément à leur origine. Il démontra que si, relativement aux étrangers, il était possible d'accorder la nationalité en vertu de la loi, il devait en être de même, à plus forte raison, quand il s'agit de ceux des individus qui ont vu le jour dans le pays. Pour le surplus, il conclut que la patrie de l'homme est le globe tout entier, et que, si le monde se divise en royaumes, républiques, etc., ce n'est pas autre chose que la conséquence des lois positives qui ne peuvent jamais abolir le droit que possède l'homme de se transporter d'un point à un autre, en exerçant ainsi sa liberté. Ainsi, si une personne quelconque manifeste la volonté de s'établir dans un pays, il lui suffit seulement que la loi de ce pays lui ouvre la porte, sans que le pays qu'elle quitte puisse lui interdire de la franchir. Et nous n'ouvririons pas notre porte aux enfants de nos concitoyens? Ceux-ci ne pourraient pas compter sur la patrie de leurs parents? — M. Tudela exposa ce qui suit : Nous rappelons que beaucoup de Péruviens des deux sexes ont été emmenés hors du territoire par leurs parents ou par leurs maris qui, s'ils avaient continué à vivre dans la République, auraient eu des enfants qui seraient nés Péruviens. On voit donc, par conséquent, combien de motifs ont fixé l'attention de la commission sur ce paragraphe. — M. Pezet déclara que le Congrès, s'il prend en considération la situation des enfants du Pérou, leur ouvrira la porte plus libéralement qu'à ceux qui viennent s'y faire naturaliser. Le paragraphe doit donc être maintenu, et l'on ne doit pas en effacer les sentiments de patriotisme et de philanthropie que la commission n'a pas oubliés. Après la clôture de la discussion, on passa au vote et le paragraphe fut approuvé ».

Cette discussion signifie que les enfants de père ou mère indiscutablement péruviens peuvent être inscrits par leurs parents, au cours de leur minorité, sur le

registre de nationalité; mais la controverse ne s'applique nullement à la femme qui, suivant le Code civil, a perdu sa nationalité par son mariage avec un étranger. Dans la discussion de 1860, telle qu'elle figure dans le *Journal des débats de la Convention nationale*, ces doctrines ont été confirmées. Le conventionnel Santisteva déclara que les enfants de père ou de mère péruviens doivent être considérés comme Péruviens de naissance. C'est là une erreur qui révèle peu d'expérience au point de vue juridique. L'enfant d'un Péruvien né à l'étranger ne peut être Péruvien par la naissance, puisque le principe dont il s'agit s'applique à ceux qui sont nés dans le pays. M. Santisteva a en vue les Péruviens d'origine et ceux qui sont Péruviens en raison de la nationalité du père dont ils sont issus. Donc, en résumé, la législation du Pérou admet la nationalité *ex jure soli* avec une concession limitée faite au *jus sanguinis* en faveur des enfants de père ou mère péruviens nés à l'étranger.

Vénézuéla. — La première constitution vénézuélienne fut sanctionnée le 21 décembre 1811, et depuis la promulgation de cet acte jusqu'à la constitution promulguée le 27 avril 1904, la République a édicté quinze constitutions. Ce sont celles du 21 décembre 1811, la constitution espagnole de 1812, celle d'Angostura de 1819, celles des 22 septembre 1830, 16 avril 1857, 24 décembre 1858, 28 mars 1864, 23 mai 1874, 27 avril 1881, 1882, 20 mai 1889, 9 avril 1891, 12 juin 1893 et 29 mars 1901.

Dans ces constitutions, le droit de la nationalité a été uniformément conservé sur la base du *jus soli*. Pour la clarté de notre étude, il convient de faire la division de la matière sur deux périodes. La première qui va de la constitution du 28 mars 1864 jusqu'à celle de 1893, et la seconde qui s'étend de cette dernière date jusqu'en 1904. La constitution de 1864 avait conservé le texte des constitutions précédentes; elle établissait le système du *jus soli* dans les termes suivants :

« *Art. 6.* Sont Vénézuéliens : 1° toutes les personnes qui sont nées ou naîtront sur le territoire du Vénézuéla, quelle que soit la nationalité de leurs parents ; 2° les enfants de père ou mère vénézuéliens qui sont nés sur un autre territoire s'ils viennent établir leur domicile dans le pays et manifestent la volonté de devenir Vénézuéliens ; 3° les étrangers qui ont obtenu la lettre de naturalisation ; 4° ceux qui sont nés et ceux qui naîtront dans l'une quelconque des Républiques hispano-américaines ou aux Antilles espagnoles, pourvu qu'ils aient fixé leur résidence sur le territoire de l'Union et qu'ils veuillent devenir Vénézuéliens. — *Art. 7.* Ne perdent pas la qualité de Vénézuéliens ceux qui fixent leur domicile en pays étranger et y acquièrent la nationalité. — *Art. 8.* Sont éligibles les Vénézuéliens du sexe masculin et majeurs de vingt et un ans, sauf les exceptions mentionnées dans la présente constitution. — *Art. 9.* Le devoir de tous les Vénézuéliens consiste à servir la nation conformément aux dispositions des lois et à faire le sacrifice de leur vie et de leurs biens pour la défendre en cas de nécessité. — *Art. 10.* Les Vénézuéliens, sur le territoire de quelque État que ce soit, y seront astreints aux mêmes devoirs et y jouiront des mêmes droits que ceux qui y sont domiciliés. — *Art. 11.* La loi déterminera les droits correspondants à la qualité d'étranger ».

Comme conséquence de cette réforme, et par décret du 1er décembre 1865, le gouvernement vénézuélien déclara nationaux les étrangers domiciliés dans le pays. Les fondements de ce décret, d'une importance considérable, et qui donna naissance à des discussions internationales, sont les suivants :

« De là il faut déduire que les émigrants ayant volontairement brisé les liens qui les attachaient à leur patrie ne peuvent conserver dans celle qu'ils adoptent en échange la nationalité primitive. C'est d'autant plus indubitable au Vénézuéla que sa loi sur l'émigration du 18 mai 1855 déclare qu'il la favorise afin d'augmenter la population de la République. Pour obtenir ce but, elle ordonne qu'on l'encourage, consacrant annuellement jusqu'à la somme de 60.000 piastres à fonder dans les principaux ports des établissements où l'on prête toute sorte d'assistance gratuite aux émigrants, etc., etc. Elle prescrit à l'exécutif d'engager dans leur propre intérêt les députations provinciales à protéger l'émigration, destinant à cette fin des sommes annuelles. Et ce qui est le plus important, elle impose aux émigrants l'obligation d'obtenir la naturalisation dès leur arrivée, sans

nécessité de remplir les conditions requises que la loi sur la matière a établies et les exempte, pendant dix ans, à partir du jour de leur arrivée au Vénézuéla, de tout service militaire forcé, dans l'armée permanente, dans la marine et dans les milices. Les autres articles de la loi ont pour but unique de développer de plus en plus l'idée dominante de la loi qui est de favoriser les émigrants, en créant à cet effet des comités et en déterminant leurs fonctions. Dans le décret de l'exécutif qui réglemente l'émigration, il faut remarquer l'article en vertu duquel les émigrants reçoivent leur lettre de naturalisation par l'entremise des gouvernements des provinces où ils ont fixé leur résidence et les mineurs sont compris dans la lettre de naturalisation accordée à leurs parents, laquelle exprimera les noms de tous. Considérant la protection très spéciale qu'une telle loi, de même que les précédentes sur la matière, accorde aux émigrants, protection bien différente de celle qu'on doit aux étrangers conformément aux principes du droit des gens, eu égard à l'immunité du service militaire qu'elle leur accorde pour dix ans et qui présuppose l'obligation dudit service, ou en d'autres termes la qualité de citoyen, puisque les étrangers sont exemptés dudit devoir soit par convention internationale, soit par la coutume du pays, qui, par générosité, a accordé cette exemption, et vu surtout l'article 7 qui dit : « Les immigrants obtiendront, dès leur arrivée, des lettres de nationalité », il n'est pas permis de douter de la vérité de la proposition ci-dessus énoncée. Qu'on ne dise pas que la loi offre une faveur qui peut être acceptée ou non au gré de la partie : le langage impératif dont elle se sert ne le permet pas... La République n'oblige pas à adopter sa nationalité, mais si, en vertu des concessions par lesquelles la loi les attire, les étrangers se décident à émigrer spontanément, elle les reçoit avec le plus grand plaisir et estimant, comme elle le doit, l'usage qu'ils font de ses faveurs, elle les déclare en échange Vénézuéliens. S'il n'en était pas ainsi, les émigrants ne contribueraient pas à augmenter la population de la République ainsi que le législateur se l'est proposé... Les arguments qui précèdent ont engagé le chargé de la présidence de la République à déclarer que tous ceux qui sont venus ou qui viendront dans le pays en qualité d'émigrants et leurs enfants mineurs au moment de leur arrivée sont Vénézuéliens s'ils ont reçu les bénéfices des lois sur l'émigration ».

En présence de l'attitude du gouvernement vénézuélien, une certaine émotion se manifesta dans les chancelleries européennes qui discutèrent sur le point dont il s'agit. Le décret du Vénézuéla fut reproduit le 14 janvier 1874. Ce

fait donna lieu à la publication d'avis aux émigrants dans les journaux officiels des divers pays d'Europe (1). La presse européenne proclama que les décrets du gouvernement du Vénézuéla avaient pour conséquence la fermeture du pays aux Européens et que leurs gouvernements respectifs devaient formuler leurs réclamations. J'ai déjà cité l'étude de M. Robinet de Cléry, président honoraire de la cour d'appel de Besançon, sur les conséquences de la mesure prise par le gouvernement vénézuélien. Les discussions qui furent alors soulevées ne modifièrent en rien la situation.

Le gouvernement espagnol se préoccupa particulièrement de cette question, et il fit étudier les décrets vénézuéliens par le ministre plénipotentiaire Antonio de Castro y Casaleiz (2), qui, dans l'exposé des débats qui eurent lieu à cette époque, s'exprimait ainsi :

« Alors s'élevèrent de longues et passionnées polémiques pour et contre le principe de la nationalité résultant du sang, ou de la naissance dans un lieu déterminé, au cours desquelles on mit en lumière les avantages et les inconvénients de chaque système, — polémiques qui préoccupèrent beaucoup les gouvernements européens qui prirent parti contre les États américains. Ces controverses sur de simples théories retardèrent pour un certain temps la conclusion des traités de paix entre l'Espagne et les pays qui furent ses anciennes colonies, jusqu'au jour où notre loi du 20 juin 1864, aussi savante et aussi opportune que mal comprise et appréciée, mit un terme à nos discussions sur le point qui nous concerne ; mais ce ne fut pas sans que beaucoup d'Espagnols et même quelques auteurs étrangers, comme Cogordan et Weiss, entre autres, aient eu la prétention de faire voir dans cette loi, ainsi que dans les traités conclus à cette époque, dont beaucoup ne furent pas ratifiés, une abdication de principes imaginaire, et aient passé avec soin sous silence le fait que tous les pays européens, non seulement se sont soumis depuis, en Amérique, à la même condition que nous, mais encore ont accepté peu à peu, et plus ou moins tacitement, l'esprit qui inspire cette loi ».

(1) Voyez cette Conférence, p. 653.

(2) Auteur du *Manuel diplomatique* bien connu et de travaux importants sur la nationalité, que j'ai cités plus haut.

Pour cette raison, le gouvernement espagnol a édicté, le 20 juin 1864, une ordonnance royale déclarant que la qualité d'Espagnol « des enfants d'Espagnols résidant en d'autres pays est un droit que le gouvernement devra maintenir et garantir, *dans la mesure du possible*, dans toutes les conventions conclues sur ce point spécial avec les Républiques américaines ». Le même décret déclare que s'il n'est pas possible de conserver ce droit en raison des dispositions de la constitution en vigueur dans les pays où les enfants d'Espagnols sont domiciliés, ces enfants pourront recouvrer leur nationalité, soit en transférant leur domicile en Espagne, soit pour tout autre motif légitime.

En 1893, l'Espagne a discuté avec le Pérou sur la condition des enfants d'Espagnols nés dans ce dernier pays. Il est résulté de ce débat la reconnaissance et la prise en considération du principe contenu dans la constitution péruvienne, qui déclare nationaux les enfants d'étrangers nés sur le territoire péruvien. Le gouvernement espagnol s'est borné à négocier au sujet du droit d'option qui appartient à tout majeur d'âge, dès qu'il veut manifester son intention d'abandonner la nationalité du *jus soli*. Ce droit d'option donne toute satisfaction au ministre plénipotentiaire Castro y Cazaleiz qui, dans son rapport précité, recommande à l'Espagne de le consigner dans un traité avec le Vénézuéla, ce qui n'a jamais été fait.

Le traité hispano-vénézuélien de 1845, aux termes duquel la métropole reconnaît l'indépendance de son ancienne colonie, déclare que les sujets de l'un et de l'autre pays sont liés par l'origine, la religion, la langue, les coutumes et l'affection. L'article premier dispose que les Espagnols qui, pour des raisons particulières, auraient été domiciliés dans la République du Vénézuéla, peuvent recouvrer la nationalité espagnole dans le délai d'une année à compter du jour de la ratification du traité, et que, pour arriver à ce résultat, ils doivent se faire inscrire

sur le registre destiné aux Espagnols et ouvert à la légation ou au consulat d'Espagne au Vénézuéla, et en donner avis au gouvernement de ce dernier pays. Passé ce délai d'une année, seront seuls considérés comme Espagnols ceux qui reviennent au Vénézuéla, venant de l'Espagne ou de ses domaines. On peut considérer que ce traité est la seule formule positive que les nations européennes aient pu obtenir du Vénézuéla à la suite des réclamations auxquelles donnèrent lieu les décrets de 1865 et de 1874.

La constitution de 1893 établit les règles suivantes :

« *Art.* 5. On est Vénézuélien par la naissance ou par la naturalisation : *a*) sont Vénézuéliens par la naissance : 1° toutes les personnes qui sont nées ou naîtront sur le territoire du Vénézuéla, quelle que soit la nationalité de leurs parents ; 2° les enfants de père ou de mère vénézuéliens par la naissance, qui sont nés à l'étranger, pourvu que, s'ils viennent au pays, ils y établissent leur domicile et déclarent, devant l'autorité compétente, l'intention d'être Vénézuéliens ; 3° les enfants légitimes qui naîtraient à l'étranger ou en mer de parents vénézuéliens qui se trouveraient y résider ou seraient en voyage à l'occasion de l'accomplissement d'une mission diplomatique ou attachés à une légation de la République ».

Ces principes sont encore en vigueur. Le Code civil du Vénézuéla sanctionné le 28 octobre 1896 les a ratifiés en termes catégoriques. L'article 16 établit, en effet, que : sont Vénézuéliens ceux que la constitution de la République déclare tels. L'article 18 dispose que l'étranger qui se mariera avec une Vénézuélienne acquerra les droits civils qui appartiennent aux Vénézuéliens et les conservera pendant toute la durée de son mariage. L'article 19 ajoute que la Vénézuélienne qui se mariera avec un étranger sera considérée comme étrangère en ce qui concerne les droits propres des Vénézuéliens, pourvu que, par le fait de son mariage, elle acquière la nationalité du mari et ce pendant tout le cours de son mariage. La question du *status civitatis* de la femme, non prévue dans la constitution et non clairement exprimée par le Code civil, paraît résolue

par le texte de l'article 19, plus explicite que l'article 18, dans le sens que le mariage a pour conséquence un changement de nationalité.

La constitution de 1904 maintint ces principes qui furent soumis à l'épreuve de la série des réclamations motivées par l'intervention des puissances européennes en 1903, à la suite des revendications pécuniaires dirigées contre le gouvernement du président Castro. Une démonstration navale des puissances lésées devant les ports vénézuéliens en vue d'obtenir la reconnaissance des créances dont le paiement était exigé par leurs sujets amena la conclusion d'une série de traités. On décida alors la création de commissions mixtes composées de nationaux des puissances intéressées, de Vénézuéliens et de tiers, chargées, avec le caractère de tribunaux d'arbitrage, d'apprécier les revendications formulées. Quand ces traités furent signés, les puissances suspendirent aussitôt leurs démonstrations navales et laissèrent aux arbitres l'indépendance la plus complète quant aux jugements qu'ils devaient prononcer. Elles rendaient ainsi hommage au progrès des idées morales, puisqu'elles n'exercèrent pas la moindre pression sur les travaux des commissions mixtes dont il s'agit.

Ces résultats intéressent le droit public, puisqu'ils révèlent l'efficacité de la justice en présence de l'exagération des réclamations. Certainement, et par suite de ses divisions intestines, le Vénézuéla ne fut pas le modèle des pays bien gouvernés ; mais, dans tous les cas, les réclamations des étrangers ont été tellement exagérées, que la majeure partie des demandes furent considérablement réduites par les juges européens eux-mêmes. Une question préalable s'est tout d'abord présentée au sujet de l'organisation de ces commissions. Il s'agissait de préciser l'étendue de la compétence des tribunaux d'arbitrage à l'effet de connaître des réclamations. Par exemple, l'Italie ou la France présentaient un sujet qui revendiquait son droit à une indemnité par suite de préjudices subis. Quelle

était la nationalité de ce réclamant? Il était né à Paris de parents vénézuéliens, ou fils d'Italiens né au Vénézuéla. Alors les juges vénézuéliens opposaient immédiatement l'exception d'incompétence pour défaut de nationalité opérante. Du moment que pour l'introduction d'une demande en réclamation ces tribunaux exigeaient l'appui national effectif, les puissances intéressées devaient commencer par prouver que les réclamants possédaient la nationalité étrangère en vertu de laquelle on allait pouvoir les indemniser. Le Vénézuéla, appliquant alors la règle du *jus soli*, indiquait comme Vénézuélien le jeune homme né sur son territoire de parents étrangers, ce qui n'empêchait pas non plus le Vénézuéla de considérer également comme son national le jeune homme né en France de parents vénézuéliens, ces derniers étant fils de Français, et cela parce que la constitution du Vénézuéla établit que les enfants de Vénézuéliens nés à l'étranger sont Vénézuéliens dans certains cas déterminés. C'est ainsi que des incidents sur la nationalité naquirent sous forme de questions préjudicielles. Alors, d'après les déclarations très opportunes des arbitres nord-américains qui faisaient partie du tribunal, il fut décidé que ces questions ne pouvaient être résolues en suivant les principes généraux du droit international, qui, du reste, ne saurait être applicable dans la circonstance. L'Italie soutenait le *jus sanguinis* et prétendait en faire l'application à la personne née au Vénézuéla de parents italiens. Le Vénézuéla, à son tour, maintenait, au contraire, le *jus soli* et affirmait que, seul, il pouvait résoudre la question. Lequel de ces deux principes devait prédominer? En théorie, aucun, parce que tous les deux étaient soutenus à la fois par des États également souverains. Le conflit devait-il donc demeurer sans solution? Les tribunaux mixtes décidèrent, avec l'appui du vote des arbitres des Etats-Unis, que l'on devait appliquer comme règle parfaitement juridique et absolument exacte celle qui devait assurer la suprématie du droit du pays où le

réclamant se trouvait domicilié. En conséquence, les tribunaux mixtes se déclarèrent incompétents en décidant que la nationalité en question était la nationalité vénézuélienne, conformément aux principes du *jus soli* soutenus par le Vénézuéla. Ceux des juges européens qui composaient ces tribunaux prirent part à cette solution tout en faisant des réserves au sujet de leur désaccord (1).

Examinons quelques-unes des questions débattues et résolues. Tout d'abord, on admit comme règle uniforme celle en vertu de laquelle « la nationalité, en tant qu'élément relatif à la compétence, doit avoir été acquise régulièrement par celui qui l'invoque ». Il se présenta alors ce point douteux : quelle est la valeur des lettres de naturalisation? Basdevant explique ainsi l'un des cas qui surgirent :

« Les réclamants, Syriens d'origine, invoquaient, pour se présenter devant la commission, la naturalisation à eux conférée aux États-Unis. Or, cette naturalisation était critiquée comme non conforme à la loi américaine en ce que les conditions de résidence prescrites par celle-ci n'avaient pas été exactement remplies. La commission devait-elle s'incliner devant le certificat de naturalisation délivré par la cour américaine compétente ou devait-elle, au contraire, en l'écartant, faire prévaloir une exacte interprétation de la loi américaine? Cette seconde opinion a été adoptée. Le commissaire américain, parlant au nom de la commission et sans intervention du surarbitre, a estimé que la réclamation devait être écartée, parce qu'en réalité et malgré les apparences créées par le certificat de naturalisation, ceux qui la formaient n'étaient pas citoyens américains. Le certificat de naturalisation, a-t-il dit, est *prima facie* la preuve de la qualité de citoyen américain, mais cette preuve n'est pas irréfragable. Il a démontré, en invoquant des précédents et des autorités, qu'aux yeux des États-Unis ce certificat de naturalisation

(1) J. Basdevant, *Conflits de nationalité dans les arbitrages vénezuéliens de 1903-1905*, dans la *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1909, p. 41 et suiv.; Basdevant, *L'action coercitive anglo-germano-italienne contre le Vénézuéla*, 1902-1903, dans la *Revue générale de droit international public*, 1904, p. 362 et suiv.; Jackson H. Ralston, *Report of the french venezuelan mixed claims commission of 1902*, Washington, 1906; Moore, *Digest, ouvrage cité*, II.

n'avait pas une valeur absolue et définitive (Voyez aussi Moore, *Digest of international law,* t. III, §§ 422-425. Cpr. art. 15, loi des États-Unis du 29 juin 1906 dans cette *Revue,* 1907, p. 464) : il était naturel, dès lors, qu'il n'en eût pas une plus grande pour la commission mixte. Mais le commissaire américain va plus loin : « Quelle que puisse être, dit-il, la force des jugements de naturalisation d'après les lois municipales du pays dont la nationalité est accordée, des tribunaux internationaux comme cette commission ont revendiqué et exercé le droit de déterminer par eux-mêmes la nationalité des réclamants d'après tous les faits présentés » (*Venezuelan arbitrations of 1903,* p. 42). Cette affirmation nouvelle est importante à relever. Elle signifie qu'une naturalisation est irrégulière dans son principe, mais irréfragable d'après la loi de l'État qui l'a accordée (par exemple, une naturalisation octroyée en France sans qu'aient été remplies les conditions de domicile ou de résidence prescrites par le Code civil). Le décret de naturalisation est, croyons-nous, susceptible de recours pour excès de pouvoir, l'opinion de ceux qui prétendent écarter celui-ci en vertu de la théorie des actes de gouvernement paraissant peu fondée. En pratique, on conçoit difficilement la mise en mouvement de ce recours, à raison des conditions mises à sa recevabilité : il n'y a cependant pas, semble-t-il, impossibilité. Contrairement à l'opinion de certains auteurs (Laferrière, *Traité de la juridiction administrative,* 2e édit., t. I, p. 516-517), la jurisprudence qui refuse aux tribunaux judiciaires le pouvoir d'apprécier la légalité de ce décret (Alger, 2 déc. 1893, S., 95. 2. 89) n'est pas internationalement valable » (1).

La nationalité doit être prouvée conformément à la loi de l'État dont on invoque la nationalité (2). D'autres réclamants, en effet, avaient *perdu* leur nationalité *régulièrement acquise*. Quelle était leur situation devant les commissions mixtes ? Les personnes dont il s'agit apparaissaient souvent avec le caractère de l'*heimathlos*. Le tribunal établit la règle d'après laquelle les commissions mixtes étaient incompétentes pour connaître des réclamations de ceux qui avaient perdu la nationalité invoquée (3). Basde-

(1) Dans la *Revue* de M. G. de Lapradelle, citée, p. 43.

(2) Cette solution fut spécialement proposée par l'arbitre espagnol dans la commission mixte hispano-vénézuélienne. *Venezuelan arbitrations of 1903,* ouvrage cité, p. 922.

(3) Cas du baron Carvaïa, régi par le Code des Deux-Siciles, *Venezuelan arbitrations of 1903,* p. 782 et suiv.

vant commente dans les termes suivants la solution intervenue :

« Il convient de remarquer d'ailleurs que, dans l'espèce, l'État qui contestait l'effet international de cette déchéance était celui qui l'avait édictée : l'Italie, dont la législation retirait au baron Corvaïa son ancienne nationalité, prétendait exercer néanmoins à son profit sa protection comme au profit d'un national ; cette particularité, qu'on ne rencontre point quand, comme d'ordinaire, l'effet international est contesté par un État autre que celui qui a édicté la déchéance de nationalité, a peut-être été décisive dans l'esprit du surarbitre et cela est de nature à affaiblir beaucoup la valeur du précédent qu'on pourrait chercher dans notre sentence. Enfin, il faut remarquer qu'aux États-Unis on admet la perte de la nationalité sans acquisition d'une autre (Moore, *Digest,* t. III, § 466) et que le surarbitre était citoyen américain » (1).

La troisième difficulté que rencontrèrent les commissions mixtes, et sans aucun doute la plus grave, naquit du fait que la nationalité régulièrement acquise du pays qui appuie la revendication était réclamée par le pays dont on exigeait la responsabilité. Dans la commission mixte qui avait à juger sur les réclamations de la Grande-Bretagne, le Vénézuéla revendiqua souvent les réclamants pour ses sujets. La même difficulté s'éleva devant les commissions chargées de régler les réclamations de l'Italie et de la France (2).

Il s'agissait des cas de conflit entre le *jus soli* et le *jus sanguinis* auxquels je me suis reporté précédemment au sujet de personnes nées au Vénézuéla de parents anglais, italiens ou français. La solution fut toujours favorable au Vénézuéla, dans toutes les commissions. Dans le cas de Brigone, l'arbitre italien soutint que « la coexistence de deux nationalités chez une même personne n'est pas admissible, théoriquement, en droit international » ; et

(1) Dans la *Revue* de M. G. de Lapradelle, citée, p. 45.

(2) Cas Mathison et Stevenson, *Venezuelan arbitrations of 1903,* p. 429 et 439 ; cas Brigone et Miliani, *ouvrage cité*, p. 710 et 754 ; cas Maninat et Massiani, *ouvrage cité,* p. 44 et 211.

dans le cas Miliani, il fit la distinction entre l'*acquisition* d'une nouvelle nationalité et la *perte* de l'ancienne. La première, disait-il, dépend exclusivement de la loi étrangère, la seconde de la loi de l'ancienne nationalité (1).

L'influence du domicile a été décisive dans les solutions que nous venons de résumer. Le principe qui a prévalu est celui généralement accepté en Europe, d'après lequel si une personne a deux ou plusieurs nationalités, c'est la nationalité réelle qui doit prévaloir, c'est-à-dire celle sous la juridiction de laquelle elle vit d'une manière permanente (2).

De plus, le droit de la nationalité ainsi établi par les lois fondamentales a donné lieu à une autre série de lois sur la naturalisation, en précisant le *status civitatis* des Vénézuéliens. L'une d'elles, qu'il faut citer en raison de son importance, est la loi du 3 mai 1882, qui définit ce que l'on doit entendre par Vénézuélien par la naissance, d'après les termes de la constitution de 1881. La loi dispose que les Vénézuéliens par la naissance et mentionnés dans les articles 26, 66 et 86 de la constitution — qui étaient habilités à l'effet d'exercer les fonctions de président de la République, sénateur, membre de la Haute Cour de Justice, les emplois publics ou les fonctions des consulats généraux, à l'exception de celles de ministre — sont ceux qui sont nés sur le territoire du Vénézuéla, quelle que soit la nationalité de leurs parents. Aux effets de cette loi le territoire comprend les eaux territoriales et fluviales de la République, les navires de guerre en quelque région qu'ils se trouvent et les navires marchands naviguant en haute mer ou dans les eaux d'une autre nation dont les lois n'attribuent pas la nationalité locale à ceux qui y sont nés. Les navires de guerre étrangers seront considérés comme territoire étranger quand ils seront mouillés dans les eaux

(1) *Venezuelan arbitrations of 1903*, p. 713.

(2) C'est aussi la solution de l'*Institut de droit international, Annuaire*, X 23; *Venezuelan arbitrations of 1903*, p. 433, 445, 716 et 760.

nationales. Les hôtels des diplomates étrangers seront considérés aussi comme territoire étranger aux effets de la présente loi, en ce qui concerne les enfants qui y sont nés. Les personnes nées dans quelque partie que ce soit de la République de Colombie, de père ou mère vénézuéliens, seront Vénézuéliennes, conformément aux termes de la constitution de 1830; le sont aussi les personnes nées en pays étranger de parents vénézuéliens qui se sont absentés pour le service de la République, ou avec la permission expresse des autorités compétentes, depuis le mois de septembre 1830 jusqu'en 1857; les personnes nées de père vénézuélien en pays étranger à l'époque où celui-ci y a rempli des fonctions diplomatiques; les enfants de père ou mère vénézuéliens nés sur un autre territoire s'ils établissent leur domicile au Vénézuéla, en manifestant en même temps la volonté de devenir Vénézuéliens, conformément aux constitutions de 1864, 1874 et 1881.

Le Congrès a sanctionné la loi du 15 mai 1882 qui dispose que la clause en vertu de laquelle ceux qui établissent leur domicile à l'étranger et y acquièrent la nationalité ne perdent pas la nationalité vénézuélienne ne comporte pas l'interdiction du droit de s'expatrier : elle formule une simple règle qui sera applicable à ces personnes dans le cas où elles reviendraient dans la République, qui les considère alors comme ne l'ayant jamais abandonnée. La résidence des Vénézuéliens en pays étranger ne porte pas atteinte à leur nationalité, quelle que soit la durée de ce domicile.

DIX-NEUVIÈME CONFÉRENCE

Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli *(suite)*.

SOMMAIRE. — I. Troisième groupe : États-Unis d'Amérique. — II. Droit colonial. — III. Droit national. — IV. L'Amendement XIV. — V. Nationalité fédérale et nationalité des États. — VI. Nationalité de la femme et de l'enfant. — VII. Nationalité des Indiens. — VIII. Nationalité des noirs. — IX. Immigrants d'Extrême-Orient. — X. Philippines, Porto-Rico, Hawaï, Libéria. — XI. Conflit avec le Japon : 1913. — XII. La jurisprudence. — XIII. Le droit d'option. — XIV. Droit conventionnel. — XV. Influence du domicile sur la nationalité. — XVI. Revision de la législation américaine.

MESDAMES,
MESSIEURS,

I. **Troisième groupe : États-Unis d'Amérique.** — Les Etats-Unis, avec un système qui leur appartient en propre, forment le troisième groupe [1].

(1) Les États-Unis possèdent une législation étendue et une jurisprudence volumineuse sur la naturalisation des étrangers; mais je ne m'en occuperai que dans la partie spéciale de cet ouvrage consacrée à cette matière.

BIBLIOGRAPHIE : *United States Supreme Court Reports,* collection complète; *Opinions of the Attorney general of the United States,* collection complète; Webster, *Dictionary; Century Dictionary; American and English Encyclopedia of Law; The Federalist,* édition Lodge, 1892; John S. Wise, *A Treatise on American citizenship,* Northport, Long Island, New-York, 1906; Prentis Webster, *A Treatise on the Law of citizenship in the United States,* Albany, New-York, 1891; Joseph Story, *Conflict of laws,* Boston (nombreuses éditions depuis 1834 jusqu'à nos jours), ouvrage traduit en castillan et imprimé à Buenos-Aires, en 1891, par le docteur Clodomiro Quiroga; David Dudley Field,

Comme le système argentin, il se détache de tous les autres. Cependant ces deux systèmes présentent entre eux des différences essentielles.

Dans les conférences précédentes, j'ai signalé d'une manière générale les particularités du droit de la nationalité aux États-Unis. La constitution américaine n'emploie pas le mot *nationalité ;* elle parle seulement de *citizens* quand elle vise une partie des individus nés aux États-Unis et qui y ont leur domicile. Ce terme comprend à la fois le citoyen qui vote et les nationaux qui ne participent pas à l'exercice de la souveraineté. La femme et l'enfant qui ne votent jamais sont cependant des nationaux. Sont-ils aussi *citizens?* La constitution américaine, quand elle se sert du mot *citizenship*, se réfère sans doute à l'idée juridique de la nationalité en général; mais elle ne le fait qu'incidemment et sans en donner la définition.

Quand l'article premier de cette constitution exige pour le député qu'il ait sept années de *citizenship*, et qu'il ajoute que, pour pouvoir être élu sénateur, il est nécessaire de prouver neuf années de *citizenship* en exercice, puis, que le président des États-Unis ne peut être choisi

Draft outlines of an international code, New-York, 1872; Francis Wharton, *Treatise on the Conflict of laws* (plusieurs éditions depuis 1872; la seconde a été imprimée à Philadelphie, en 1881), et *A Digest of International Law of the United States,* Washington, 1886; Daniel Gardner, *Institutes of international law, public and private*, New-York, 1860; Raleigh C. Minor, *Conflict of laws,* Boston; John Bassel Moore, *A Digest of law of England with reference to the conflict of laws, with notes of american cases* (ce livre est l'ouvrage anglais réputé de Dicey, annoté par Moore); *A Digest of international law,* 8 volumes, Washington, 1906; Henry Brannon, *A Treatise on the rights and privileges guaranteed by the Fourteenth Amendment, to the Constitution of the United States* (M. Brannon est membre de la suprême Cour de la Virginie occidentale); Madison, *Writings*, IV; Franklin, *Naturalization in the United States; United States Revised statutes at large;* James B. Scott, David Jayne Hill et Gaillard Hunt, *Citizenship of the United States, Expatriation and protection abroad* (*Parlamientary Report, House of Representatives,* doc. 326, 59th Congress, 2e session), Washington, 1907. Consultez, en outre, l'intéressante bibliographie de Webster, à la page 19 de son ouvrage précité, bien qu'elle soit incomplète en ce sens [illegible] ne mentionne ni les dates ni les lieux des éditions.

que parmi les *citizens* qui ont le droit de voter, — cette constitution ne définit pas, ainsi que le font les autres constitutions, ce que l'on doit entendre par ces mots que nous venons de souligner (1). Ce point reste soumis à l'appréciation des tribunaux et aux législations des États, spécialement à la législation constitutionnelle.

Ainsi surgirent de graves problèmes. Dans un pays habité, en outre, par plusieurs millions de noirs et d'Indiens, il arrive souvent que l'on doit se demander à quelle nationalité appartiennent les enfants de ceux-ci. Un arrêt de la Cour fédérale avait décidé que les enfants d'esclaves importés aux États-Unis n'étaient pas *citizens*. Un nombre considérable de noirs, issus d'anciens esclaves, mais nés aux États-Unis et soumis volontairement aux lois de ce pays, n'étaient cependant pas des nationaux, mais de simples êtres errants, morts pour ainsi dire à la vie politique. Ce fut l'origine d'une lutte aussi longue que passionnée qui se termina par une guerre civile colossale. La Cour suprême des États Unis a eu à prononcer au moins trois cent six arrêts concernant l'interprétation de ces questions sur la nationalité au point de vue de la politique intérieure et extérieure depuis 1872 jusqu'en 1904, sans compter ceux qu'elle rendit avant la sanction, en 1868, de l'Amendement XIV à la constitution américaine, qui eut pour effet de rendre plus clair, sans le définir, le concept de la nationalité de la République.

L'Amendement XIV, section I, dispose que toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction (*thereof*) sont « *citizens* » *des États-Unis* et de l'État sur le territoire duquel elles résident. Cet amendement donna donc la solution du problème des noirs. A partir de cette époque, les hommes de couleur nés aux États-Unis et soumis à leur juridiction étaient considérés comme nationaux américains, bien qu'ils

(1) Cf. cet ouvrage, IVe Conférence, p. 118 et suiv.

fussent enfants d'anciens esclaves importés d'Afrique et devenus libres depuis la guerre civile.

Il résolut également le problème de la condition des enfants des Indiens, traités aux États-Unis d'une manière toute particulière, puisque les aborigènes y constituent des nations dans la nation. L'Union américaine exige d'eux qu'ils reconnaissent la souveraineté nationale ; mais elle leur permet de se gouverner par eux-mêmes en pleine indépendance au point de vue du droit public et du droit privé. Il apparaîtrait alors que la nationalité des descendants d'Indiens devrait être celle de leurs tribus respectives, qui possèdent leurs lois propres et leur procédure particulière. La constitution américaine a solutionné le problème au moyen de l'amendement prérappelé, qui déclare implicitement que les enfants d'Indiens nés et domiciliés sur le territoire, et quelle que soit l'organisation politique et la vie économique des tribus, sont nationaux américains. Mais la question a été très discutée devant les tribunaux.

Malgré ces solutions, il reste encore à résoudre aux États-Unis de graves problèmes en matière de nationalité. En effet, à la différence de ce qui existe en Allemagne, où, pour acquérir la nationalité impériale, il est nécessaire d'être préalablement pourvu de celle de l'un des Etats allemands (1), on peut, aux Etats-Unis, être national de la République sans avoir la nationalité de l'un des États américains, bien que tout citoyen de la République soit citoyen de l'État dans lequel il demeure. Ces problèmes, toujours en discussion, donnent naissance à des phénomènes singuliers. Les États de l'Ouest, d'une population peu nombreuse, où se fait sentir par conséquent la nécessité d'attirer énergiquement l'émigration, édictent des lois protectrices, exagérées à un tel point et si dépourvues de sens politique et patriotique — et cette

(1) Cf. cet ouvrage, IX^e^ Conférence, p. 266 et suiv.

critique je l'ai entendue tomber des lèvres du juge Harlam de la Cour suprême des États-Unis et professeur de droit constitutionnel à la *Columbian University* de Washington, dans une conférence donnée en 1894 — qu'un étranger nouvellement débarqué, s'il se rend dans l'un de ces territoires de l'Ouest, a le droit de prendre part aussitôt à l'élection des députés à leur législature. Ainsi que le déclarait cet éminent professeur, il est admirable qu'un homme arrivé depuis peu dans un pays dont il ignore la langue et dont il n'a pas même lu la constitution, se trouve immédiatement habilité à l'effet de participer à la nomination des membres de la législature et revêtu d'un droit qui l'arme, sur-le-champ, d'un bulletin de vote pour l'élection des députés et des sénateurs fédéraux, selon les dispositions de certaines constitutions locales. Heureusement, la majorité des Républiques américaines n'a pas encore besoin de recourir à une semblable extrémité pour attirer l'émigration : le prestige des avantages naturels suffit pour établir le courant immigratoire qui s'accroît chaque année davantage.

Aux États-Unis d'Amérique, la nationalité provient donc de la combinaison de deux éléments fondamentaux : la *naissance* sur le territoire et le *domicile*. Il ne suffit pas, comme dans la République Argentine, de naître sur le territoire pour être national ; il faut encore que l'individu ait pris la résolution de vivre sous l'empire des lois américaines.

L'Amendement XIV n'a pas prévu, si ce n'est implicitement, le cas résolu depuis par la jurisprudence, qui s'est basée sur l'esprit de cet amendement. Étant donné que l'Amendement XIV déclare que sont citoyens des États-Unis toutes les personnes nées sur leur territoire et assujetties à leur juridiction, il en résulte que l'enfant d'étrangers né aux États-Unis et transporté en Europe par ses parents, domicilié par conséquent à l'étranger, cesse de rester Américain, puisqu'il s'est ainsi soumis

volontairement à une législation étrangère. Les procès auxquels a donné lieu cette situation d'enfants d'étrangers nés aux États-Unis ont été résolus par les tribunaux américains d'une manière uniforme par le refus de la nationalité à ces personnes. Indirectement, les Etats-Unis admettent ainsi que les parents peuvent opter pour leurs enfants en faveur d'une nationalité étrangère.

Pour se rendre exactement compte des questions compliquées qui se présentent, il convient d'étudier cette matière par périodes, dont chacune présente des tendances bien caractérisées.

II. **Droit colonial.** — Avec la conquête anglaise fut introduite en Amérique la règle du *common law*, que nous avons déjà étudiée, d'après laquelle tout individu né sous le vasselage (*allégeance*) de la couronne, de parents anglais ou étrangers domiciliés ou simplement de passage, était sujet anglais. J'ai démontré que la reine Anne avait élargi la règle dans le statut VII, chapitre V, section III, en établissant que « les enfants de tout sujet naturel britannique, nés en dehors du vasselage de Sa Majesté, ainsi que leurs héritiers et leurs successeurs, seront considérés et reconnus judiciairement comme sujets naturels du royaume pour toutes les fins légales, de quelque nature qu'elles soient ». Enfin, nous savons que, sous le règne de George II et celui de George III, les règles antérieures devancèrent les termes des statuts en vertu desquels « les enfants et petits-enfants de sujets anglais, nés hors du *ligamen* de Sa Majesté, leurs héritiers et successeurs, ne pouvaient renoncer à leur fidélité à la couronne britannique » (1).

En exposant ce droit colonial américain, Webster s'exprime ainsi :

« Ces principes féodaux étaient fondés sur le *jus soli*. Par la

(1) Cf. cet ouvrage, XV^e^ Conférence, §§ III et IV.

naissance sur un morceau de terre inanimé, une relation indissoluble s'établissait avec cette terre. Non seulement la règle était applicable aux enfants dont les parents étaient irrévocablement unis au sol sur lequel ils étaient nés, mais encore aussi aux enfants dont les parents étaient unis immuablement ou non au sol de pays étrangers à l'Angleterre. Par le fait de la naissance intentionnelle ou accidentelle dans l'étendue des domaines de la Grande-Bretagne, le lien avec le sol prenait naissance, indépendamment des parents, qu'ils fussent Anglais ou non » (1).

Par conséquent, les habitants de toutes les colonies étaient donc sujets britanniques. Les colonies étaient indépendantes les unes des autres; leurs chartes organiques et leurs caractères sociaux étaient différents : elles n'avaient de commun que la seule nationalité britannique. Cette institution commune contenait le germe de l'indépendance des États-Unis. En d'autres termes, la communauté de la nationalité coloniale facilita la création de la nationalité américaine (2). Cette situation politique et juridique prit fin, le 4 juillet 1776, par la déclaration de l'indépendance américaine. Les habitants des colonies cessèrent alors, comme règle générale, de rester *sujets* britanniques pour se convertir en *nationaux* du nouvel État. Mais, comme les organismes coloniaux étaient indépendants les uns des autres et que chacun d'eux reprenait sa souveraineté pour concourir à la fondation de la nouvelle patrie, ils ne conservèrent pas un droit commun de nationalité. C'est ainsi que naquirent, au contraire, les nationalités locales ou d'État (3). Dès que ces nationalités furent ainsi mises en face de l'ancienne nationalité britan-

(1) *Ouvrage cité*, 50 et 51.

(2) Wise, *Ouvrage cité :* « The inhabitants of all the colonies were British citizens or subjects... The mother country while exacting paramount allegiance to herself from all her colonies, had, in her dealings with them, permitted to indulge its idiosyncracies in matters of local concern with so little regard to uniformity of administration, that the thirteen colonies grew up with little of similitude in their charter rights and little in common in their local forms of government » (p. 5).

(3) Wise, *ouvrage cité*, 9.

nique, les conflits des intérêts et des lois prirent alors naissance: La Grande-Bretagne maintenait sa règle inflexible, *once a subject always a subject*. La nouvelle république soutenait au contraire le droit pour les colons d'abandonner la nationalité britannique pour adopter l'autre, c'est-à-dire la leur.

Le traité de 1783 entre les États-Unis d'Amérique et l'Angleterre rompit le premier lien en faveur de ceux-là. La règle anglaise demeura abolie (1) et le *common law*, de même que le droit statutaire anglais, qui avaient gouverné l'Amérique, cédèrent la place aux nouvelles institutions. Dans ce traité, en effet, l'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique et renonce à tous droits sur les colonies et sur ses habitants.

Le traité relatif à l'évacuation du territoire américain par les troupes anglaises, conclu en 1794, a établi le droit d'opter soit pour la nationalité britannique, soit pour la nationalité américaine en faveur des colons et des commerçants. Ils ne pouvaient être contraints d'adopter la nouvelle nationalité et avaient la faculté de continuer à rester Anglais. Ils étaient cependant tenus d'exercer leur droit d'option dans le délai péremptoire d'une année, compté à partir du jour de l'évacuation du pays par les troupes métropolitaines. En conséquence, les Américains d'origine anglaise étaient, en réalité, les propres sujets de la métropole et ils furent traités comme tels par la Grande-Bretagne. La métropole n'édicta aucune loi spéciale sur une situation transitoire aussi grave.

Mais ceux des Anglais qui n'avaient pas exercé le droit d'option dans le délai d'une année ne furent pas reconnus,

(1) Brannon, *ouvrage cité*, p. 21. « *The United States fought with Britain the war of 1812 to sustain the right of expatriation, and protect naturalized citizens*, Chancellor Kent thought that the right of expatriation could not be exercised without the consent of the government; but this was manifestly against our own doctrine as contended for in the war of 1812 and inconsistent with our naturalization law. Though a good many decisions cited by chancellor Kent would seem to sustain him, his position was untenable ».

ipso facto, comme nationaux des États-Unis (*citizens*). Ils devaient encore se faire naturaliser conformément aux dispositions de la loi du 29 janvier 1795. Le changement de nationalité ne pouvait s'opérer que par l'accomplissement des formalités prescrites par cette loi.

La Grande-Bretagne entendait que le traité de 1783 s'appliquait seulement aux colons commerçants domiciliés à la date de l'Indépendance, et dont l'option avait été faite dans le but de renoncer à la nationalité britannique. Les sujets britanniques dont l'émigration avait eu lieu ultérieurement ne perdaient pas la nationalité, ni ne pouvaient y renoncer. Cependant, beaucoup ne tinrent aucun compte de cet obstacle et se firent naturaliser Américains. La Grande-Bretagne soutint qu'ils étaient toujours sujets anglais, et ce conflit conduisit les deux pays à la guerre de 1812, qui put être appelée la guerre des naturalisés. Mais la guerre ne termina pas le conflit, qui resta toujours pendant (1). Les États-Unis soutenaient la liberté de s'expatrier, contrairement au principe féodal anglais qui incorporait l'homme au territoire, aussi étroitement que l'arbre à la terre. La solution du problème fut trouvée, en 1870, par les termes du traité dont je m'occuperai plus loin (2).

D'autre part, les opinions n'étaient pas uniformes aux États-Unis et cette circonstance explique le retard prolongé de 1812 à 1870 que dut supporter la solution attendue. En effet, la Cour suprême des Etats-Unis rendit, en 1830, deux arrêts contraires aux principes qui servent de base à la savante politique du gouvernement

(1) Webster, *ouvrage cité*, 66 : « It is true that one of the causes which led to the war of 1812 between England and the United States was the impressment of English subjects, who had become citizens of the United States, into the service of the English King. The war ended, and the question remained unsettled. The treaty failed to recognize the right of English subjects to throw off their allegiance and become citizens of the United States ». Cf. la présente Conférence, p. 696, note 1.

(2) *Arrêts cités, Inglis* c. *The trustees Sailors' Snug Harbor* et *Shanks* c. *Dupont*, t. III de la série du secrétaire Pelers.

fédéral (1). Ces doctrines se trouvaient en contradiction avec l'esprit de la constitution américaine, spécialement quant aux termes de la formule contenue dans la déclaration de l'Indépendance. Le texte de nombreuses lois sur la naturalisation y est aussi contraire. Depuis la déclaration de l'Indépendance et avant l'adoption de la constitution, les divers États ont édicté des règles sur la naturalisation, règles qui concernaient aussi, tout naturellement, la question de la nationalité. Telles sont les lois des États de Delaware, Maryland, Caroline du Sud et Virginie Occidentale (2).

III. **Droit national.** — J'ai signalé déjà le point de départ du droit national, au 4 juillet 1776. A partir de 1830, le long débat soutenu par les hommes d'État et les juges américains, sur le point de savoir si l'Union américaine avait ses racines dans le *common law* anglais ou dans la nature humaine, prit la forme d'une crise. Ceux qui soutenaient la dernière conclusion étaient dans le vrai; mais ils exagéraient les conséquences de leur système. Le droit traditionnel anglais, disaient-ils, n'est pas applicable à la détermination de la nationalité. La question dont il s'agit présente cependant deux aspects différents. De quelle manière sera déterminée la nationalité des colons nés antérieurement à 1776, si ce n'est par l'application du droit anglais? Quant à la détermination de la nationalité de leurs enfants, le *common law* n'était pas applicable, auparavant, à ceux nés depuis 1776, puisque le vasselage (*allégeance*) n'existait plus. Le *jus soli* n'était pas davantage applicable, puisque la nouvelle nationalité manquait de droit propre sur la matière. Ce droit n'avait pas encore

(1) *U. S. Supreme Court Reports,* série Peters, III, affaires *Trustees of the Sailor's Snug Home* et *Shanks* c. *Dupont;* Webster, *ouvrage cité,* p. 74, critique ces arrêts et parle de la *fallacy of the opinions of the court.*

(2) Je traiterai plus loin de ces divers points et des effets de la naturalisation.

fait l'objet d'une loi et la constitution elle-même parlait de *citizenship* sans en donner la définition. Quelle était alors la règle applicable aux enfants de ceux des Anglais qui s'étaient convertis en Américains? En 1836, affirme Webster avec son autorité reconnue, le droit de la nationalité était déterminé par la relation de filiation et paternité.

« Le fils suit la nationalité du père jusqu'à ce qu'il ait accompli l'âge auquel il se trouve habilité à l'effet de conserver ou de répudier la nationalité paternelle. Telle était la règle qui, naturellement et par nécessité, était en vigueur aux États-Unis, antérieurement à 1836 » (1).

Webster déduit sa conclusion exacte de la loi inspirée par de fréquentes difficultés au Congrès des États-Unis d'Amérique, en 1802, et dont la règle principale et claire sur la nationalité est la suivante :

« Tous les enfants nés ou à naître en dehors des *limites* et de la *juridiction* des États-Unis et dont les parents seraient ou deviendraient nationaux de la République à l'époque de leur naissance sont déclarés nationaux des États-Unis; mais ce droit ne sera pas étendu aux enfants de parents qui n'ont jamais eu leur domicile aux États-Unis » (2).

Mais cette règle est une dérivation immédiate du statut précité de la reine Anne; ce qui prouve que le droit anglais fut pour les États-Unis une tradition qui a acquis force de loi chez eux (3). A cette époque, les idées avaient réagi contre le concept erroné du chancelier Kent, qui n'admettait pas le droit à l'expatriation. Alexandre Macleod avait dit, en 1815 :

« Il ne ressort pas du contrat social l'obligation pour l'homme de vivre continuellement sous le vasselage du gouvernement du pays où il est né ».

(1) Webster, *ouvrage cité*, 84.
(2) Loi du 14 avril 1802, section IV, *Revised statutes at Large*.
(3) Voir cette Conférence, II, p. 694.

Le procureur général des États-Unis, l'éminent Caleb Cushing, écrivait plus tard :

« La doctrine du vasselage *(allégeance)* absolu et perpétuel est inadmissible aux États-Unis. C'était une question comprise dans la révolution qui fonda les États-Unis d'Amérique et résolue par elle » (1).

J'ai rappelé les contradictions de la Cour suprême des Etats-Unis sur le droit de s'expatrier. Elles surprennent, en vérité, parce que son grand juge, Marshall (2) avait soutenu, en 1804, que le national américain qui s'en va dans un pays étranger doit obéissance aux lois de ce pays, bien qu'il ne s'y trouve qu'à titre temporaire; mais que, tant qu'il ne change pas son *status* politique, il a droit à la protection du gouvernement américain. Sa situation, ajoute-t-il, est tout à fait différente quand, par le fait de sa propre volonté, il acquiert la nationalité de la puissance étrangère. Le président Jefferson avait affirmé la même doctrine en déclarant que les nationaux des États-Unis sont libres de renoncer à cette qualité, soit en émigrant, soit en accomplissant tous autres actes susceptibles de marquer leur intention de devenir sujets d'une autre nation. Les opinions de Marshall ne prévalurent dans la politique américaine qu'au début de la seconde moitié du XIX^e^ siècle.

Depuis le point de départ de 1830, sur lequel j'ai porté plus haut mon attention, jusqu'aux préliminaires de la guerre civile, les incertitudes de la doctrine et les contradictions des décisions judiciaires persistèrent, mais avec moins de fréquence. Jusqu'en 1861, la Cour suprême paraissait chercher à esquiver l'examen de la question. Les procureurs généraux des États-Unis commencèrent à admettre la prédominance de la volonté à partir de 1859, quand Cass affirmait que le droit de s'expatrier ne pouvait

(1) *Opinions of the Attorney General, ouvrage cité,* VIII, 139.

(2) *United States supreme Court Reports,* t. II du secrétaire Cranch, p. 61, *Murray* c. *Schooner Charming Betsi.*

être méconnu, ni mis en doute. La doctrine du vasselage perpétuel, disait-il, est un vestige de la barbarie qui a disparu graduellement dans la chrétienté au cours du XIX^e^ siècle. En conséquence, dit Webster (1), jusqu'en 1861, la situation légale en matière de nationalité reste indécise aux États-Unis, puisque ni le *jus soli*, ni le vasselage anglais (*allégeance*) n'ont de sens ni d'application pour tout ce qui concerne l'acquisition de la nationalité. La lutte avec les États du Sud avait préparé l'opinion pour la réforme constitutionnelle, spécialement les très nombreux procès auxquels donnèrent lieu les *status civitatis* des Indiens, des noirs et des enfants d'Anglais.

IV. **L'Amendement XIV.** — Après la guerre de Sécession, on revisa la constitution américaine et l'on incorpora l'Amendement XIV à son texte (2). En matière de nationalité, cet amendement mit fin tant aux contradictions de la jurisprudence qu'à des discussions interminables. Après quarante-trois ans d'application, il continue à régir aux États-Unis la matière de la nationalité fédérale dans une forme irréprochable. Voici son texte :

« Section I : *Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction sont nationales* (CITIZENS) *des États-Unis et de l'État où elles sont domiciliées* (WHEREIN THEY RESIDED). Aucun État ne pourra promulguer ou maintenir aucune loi affectant les privilèges et immunités des nationaux des États-Unis, ni aucun État ne pourra priver les personnes de la vie, de la liberté ou de la propriété sans observer les formes légales, ni refuser à une personne quelconque la protection des lois égales pour tous dans les limites de sa juridiction. — Section V : Le Congrès aura tous pouvoirs à l'effet de renforcer par une législation appropriée les dispositions de cet article. »

(1) *Ouvrage cité*, p. 94.

(2) On peut étudier la portée politique et internationale de cet amendement dans de nombreux ouvrages américains et spécialement dans le traité de Brannon, que j'ai cité et qui est vulgairement connu dans la littérature juridique américaine sous le nom de *The Fourteenth Amendment*.

La constitution américaine avait rendu cette réforme nécessaire, puisqu'elle ne définit pas la nationalité, qu'elle ne mentionne même pas. L'article premier de la section II, § II, exige sept années de nationalité (*citizenship*) pour pouvoir être élu député. La section III, § III, du même article exige neuf années pour être élu sénateur. L'article 2, section I, § III, établit que personne, à l'exception du national fédéral par la naissance, ou le national des États-Unis au moment de l'approbation de la constitution, ne peut être élu à la fonction de président. De manière que la constitution américaine exige la nationalité comme condition indispensable pour l'exercice de certaines hautes fonctions; mais elle ne se préoccupe pas d'en donner la définition : elle n'emploie qu'une seule fois le mot *étranger* par opposition à *national* quand elle traite de la juridiction de la Cour suprême fédérale.

Il n'est donc pas possible de concevoir de principes constitutionnels plus transcendants ni plus graves que ceux qui ont servi de base à l'Amendement XIV (1). Sous l'inspiration de la grande Charte octroyée par le roi Jean (1215), les États particuliers conservèrent le pouvoir suprême jusqu'au 28 juillet 1858 à l'effet de garantir ces droits à leurs nationaux. Durant tout le temps de la longue gestation de la guerre civile américaine, les Sudistes ont soutenu la prédominance des droits de l'État sur ceux de la nation à l'encontre des « latitudinaires » (*latitudinarians*), partisans de la prépondérance du pouvoir fédéral. Par conséquent, l'Amendement XIV faisait l'effet aux Sudistes d'une sorte d'usurpation des droits des États. Cette interprétation donna lieu à la question de la recherche de la ligne de démarcation entre les pouvoirs de l'État local et ceux de l'État fédéral (*dividing line*). La jurisprudence n'a pas hésité : elle a consacré la prépondérance de l'autorité nationale. Et cette solution était nécessaire puisque

(1) Brannon, *ouvrage cité*, p. 7, *in fine*.

les Sudistes en étaient arrivés à soutenir qu'il ne saurait y avoir de nationalité fédérale par elle-même (1).

En réalité, l'Amendement XIV a créé la nationalité américaine à l'opposite des interprétations qui résulteraient de l'application du droit anglais et des doctrines sudistes. En approuvant le *jus soli* suivi du domicile, il a confirmé en fait les traditions anglaises qui plaçaient la nationalité par la naissance sous le vasselage (*allégeance*) de la couronne d'Angleterre. L'Amendement XIV a éliminé le vasselage pour lui substituer le domicile, qui est son équivalent dans le sens de soumission à la juridiction et aux lois locales. On a pu dire, pour cette raison, que l'Amendement XIV n'innove rien, sinon qu'il reconnaît simplement ce qui existait déjà en matière de nationalité, à l'exception des dispositions concernant les Africains (2).

Sur la question du défaut d'influence définitive du *jus soli* dans la nationalité américaine, les opinions des auteurs paraissent manquer de fermeté. En 1859, le procureur général de la nation déclarait qu'une personne blanche née dans le pays de parents étrangers est natio-

(1) Cependant le droit américain conserve le mot vasselage (*allegiance*) dans le sens de fidélité et obéissance à la juridiction et aux lois fédérales ou d'État suivant le cas. « The word allegiance, dit Wise, is employed to express the obligation of fidelity and obedience owe by the individual, as a citizen, to his government in return for the protection he receives from him » (*ouvrage cité*, 68).

(2) Brannon, *ouvrage cité*, p. 3, note 3 : « For the purpose of designating by a title the person and the relation he bears to the nation », the words « subjects », « inhabitant », and « citizen » have been used, and the choice between them is sometimes made to depend upon the form of the government. « Citizen » is now more commonly employed, however, and as it has been considered better suited to the description of one living under a republican government, it was adopted by nearly all of the states upon their separation from Great Britain, and was afterwards adopted in the articles of Confederation and in the Constitution of the United States ». *Minor* c. *Happersett* (1874), 21, Wall. (U. S.) 162. In a free democracy like the United States, where there is no sovereing and no subject body are properly designated as citizens (Wise, *ouvrage cité*, 4).

nale des États-Unis (1). En 1862, le même fonctionnaire émettait l'opinion que l'enfant né aux États-Unis de parents étrangers qui ne se sont jamais fait naturaliser, se trouve, par le seul fait de la naissance, national des États-Unis et peut réclamer tous les droits et privilèges de la nationalité (2). Ces doctrines interprétaient clairement la loi de 1802 précitée, suivant laquelle les personnes nées aux États-Unis jouissaient de la nationalité. Quelques écrivains américains, Webster (3) par exemple, prétendent que ces principes sont contraires au droit international. La Cour suprême des États-Unis s'est occupée de la question et nous verrons bientôt qu'elle a confirmé le principe de la naissance suivie du domicile.

On peut considérer comme éléments préparatoires de l'Amendement XIV diverses lois promulguées par les États-Unis au sujet de la naturalisation des étrangers et dont quelques-unes contiennent des règles sur la nationalité. Ainsi, par exemple, la loi du 10 février 1855 établit que les personnes nées antérieurement à cette loi, ou depuis, en dehors des limites et de la juridiction des États-Unis, et dont les parents auront eu la nationalité des États-Unis à l'époque de la naissance de celles-ci, seront toujours considérées comme nationales américaines. Cependant, la loi dispose que le droit de nationalité n'appartiendrait pas aux personnes dont les parents n'auraient jamais été domiciliés aux États-Unis. La même loi disposait qu'une femme quelconque qui aurait été légalement naturalisée conformément aux lois, alors mariée, ou qui se marierait ultérieurement avec un Américain, prendrait la nationalité des États-Unis.

La loi du 9 avril 1866, qui avait pour objet d'établir des règles destinées à protéger les droits civils des nationaux des États-Unis, a déclaré que toutes les personnes

(1) *Opinions of the Attorney general, ouvrage cité*, t. IX, p. 373.
(2) *Ibid.*, t. X, p. 328.
(3) *Ouvrage cité*, p. 100 et 101.

qui sont nées dans ce pays et qui ne sont pas soumises à une puissance étrangère, à l'exception toutefois des Indiens qui ne sont pas astreints à payer l'impôt, devaient être considérées comme nationaux américains. Ces nationaux, de quelque race et couleur qu'ils soient, et abstraction faite des conditions antérieures d'esclavage ou de servitude volontaire, excepté dans les cas de condamnations pénales, devaient jouir, dans n'importe quel État ou territoire des États-Unis, des mêmes droits civils que les nationaux ordinaires.

La section 1995 des *Statuts Revisés,* également sanctionnée en 1868, se réfère aux habitants du territoire de l'Orégon, auxquels on accorda la nationalité américaine, comme condition de la cession qui fut faite de ce territoire aux États-Unis. La section 1996 s'occupe des déserteurs des armées de terre et de mer qui ne seraient pas revenus au pays ou qui ne se seraient pas présentés devant les autorités respectives dans le délai de soixante jours à partir de la proclamation du président en date du 11 mai 1865. On considérait qu'ils avaient abandonné leurs droits de nationaux ainsi que la faculté de recouvrer la nationalité américaine. Ils étaient déclarés incapables à l'effet d'occuper des emplois de confiance ou comportant une responsabilité aux États-Unis et à l'effet d'exercer des droits civils dans le pays. La section 1997 affranchissait de ces déchéances ceux qui avaient quitté le service militaire ou avaient refusé de le fournir, mais qui ne devaient pas être considérés comme déserteurs. Ils étaient exonérés des incapacités légales visées par la section 1996. La section 1998 concerne pour l'avenir les déserteurs qui sont alors frappés de toutes les interdictions et incapacités civiques que nous venons de mentionner.

V. **Nationalité fédérale et nationalité des États.** — La particularité qui fait qu'il existe deux nationalités aux

États-Unis, l'une celle de l'État fédéral et l'autre celle des États provinciaux, a donné naissance à toute une série de questions juridiques qui se réfèrent à la détermination du droit de voter, du droit de propriété, du droit du domicile et d'autres relations du droit privé. Il s'éleva aussitôt des conflits de droit public avec les États étrangers ou entre les États américains les uns envers les autres. On doit à cette double nationalité — établie par la loi d'une manière distincte de la double nationalité européenne que nous connaissons, comme celle de l'Empire allemand, par exemple — les ambiguïtés et les variations du droit américain que j'ai déjà mises en évidence et que je développerai quand je m'occuperai des Philippines et autres possessions insulaires des États-Unis. Ces ambiguïtés tendraient à faire conclure qu'il peut exister une nationalité provinciale sans que son titulaire possède en même temps la nationalité fédérale, ce qui est contraire au bon sens au point de vue du droit international. Cependant ce cas se présente souvent aux États-Unis en matière de lois électorales, ainsi que nous le verrons plus loin.

Dès les origines de la nationalité, cette double conception de sa nature a existé, parce que, à l'époque où les colonies proclamèrent leur indépendance, la nationalité anglaise cessa de subsister chez elles, alors que la nationalité des États-Unis n'avait pas encore été créée pour la remplacer. Les habitants des colonies devinrent ainsi nationaux de chacune d'elles. Les deux nationalités, indépendantes l'une de l'autre, étaient reconnues par l'article 3, section II, de la constitution ; elles résultaient aussi des termes exprès de l'Amendement XIV, suivant lequel tous ceux qui sont nés ou naturalisés dans le territoire des États-Unis sont nationaux et le sont en même temps de l'État où ils ont leur domicile.

Mais, antérieurement à l'Amendement XIV, la Cour suprême des États-Unis avait eu à juger de nombreux procès sur ce point. C'est ainsi qu'en 1832, elle rendit un

arrêt dans lequel elle a étudié la question à fond. La Cour déclara alors que :

« La partie du peuple des États-Unis qui réside à l'intérieur d'un État est soumise à deux autorités : celle de l'État et celle du gouvernement fédéral, sans que cette situation puisse faire naître des conflits. L'une des autorités possède des pouvoirs qui n'appartiennent pas à l'autre, puisqu'elles ont été créées pour des vues différentes et qu'elles ont des juridictions séparées. Réunies, elles constituent un tout et permettent de donner au peuple des États-Unis un gouvernement large et complet pour assurer la protection de tous ses droits à l'intérieur et à l'extérieur. Assurément un même individu peut être parfois soumis ainsi aux deux juridictions comme résultat d'un même acte; mais cette circonstance n'implique pas nécessairement la conséquence que les deux gouvernements possèdent des pouvoirs communs et que les pouvoirs de l'un doivent entrer en conflit avec les pouvoirs de l'autre. C'est la conséquence naturelle d'une nationalité dont le titulaire doit obéir à deux nationalités et qui est protégé par les deux. Aucun national ne peut se plaindre de s'être volontairement soumis à cette forme de gouvernement ; par conséquent, il doit obéissance aux deux districts gouvernementaux pour ainsi dire, et dans l'étendue de leurs sphères d'action respectives. L'une et l'autre autorité doivent appliquer les pénalités qui résultent de la désobéissance à leurs lois. En revanche, le national a le droit d'exiger la protection des deux gouvernements dans l'étendue de la juridiction de chacun d'eux ».

Il s'agit donc d'un cas de double soumission politique à l'État national et à l'État provincial en même temps. Mais la jurisprudence établit que la nationalité fédérale prédomine toujours. Il peut aussi arriver que les deux nationalités cessent de coexister, ainsi que je le démontrerai en m'occupant de la jurisprudence (1).

Les difficultés qui naissent de la double nationalité aux États-Unis n'ont pas pris, heureusement, un caractère

(1) *U. S. S. C., Reports cités, Gassies* c. *Ballon*, t. VI du secrétaire Peters, p. 759; *United States* c. *Kruiks Shank*, t. XCII, p. 548-550; *Cohens* c. *Virginia*, t. VI du secrétaire Wheaton, p. 284-381; *Ableman* c. *Booths*, t. XXI du secrétaire Howard, p. 506-517; Wise, *ouvrage cité*, 66, où la question se trouve utilement expliquée.

international. Elles se sont présentées fréquemment sous deux aspects différents ; d'abord au point de vue du droit de vote, et ensuite au point de vue de la détermination de la juridiction compétente. La doctrine et une partie de la jurisprudence américaines, spécialement dans les États, ont prétendu que le droit de vote est un attribut inaliénable de la nationalité. On a avancé que si cette caractéristique ne s'appliquait pas à la nationalité fédérale, elle constituait, *a contrario,* l'un des attributs de la nationalité d'État, puisqu'elle autorise, par elle-même, l'exercice du droit local de vote. Cependant, la jurisprudence a établi, d'une manière presque uniforme, qu'il n'existe aucune relation nécessaire entre la nationalité et le droit de suffrage, qui peut être exercé par des personnes qui ne jouissent pas de la nationalité fédérale, en même temps que d'autres qui la possèdent peuvent être privées du droit de voter. C'est ce qui se produit pour les Indiens qui, bien qu'ils aient le droit de vote dans quelques États, ne sont cependant pas considérés comme nationaux. Dans quelques arrêts, on a soutenu que le national résidant n'est pas nécessairement électeur, puisque le droit de vote ne constitue pas une faculté inséparable de la nationalité, étant donné qu'il s'agit d'une question de législation pour laquelle les États peuvent établir certaines conditions préalables de résidence et de qualification du vote (1). En matière de juridiction, le droit établit que la personne qui abandonne l'État où elle est domiciliée perd la nationalité de cet État, mais conserve la nationalité fédérale (2). Dans quelques États, les étrangers peuvent voter, ainsi qu'on le verra plus loin, sans avoir cependant la nationalité fédérale (3).

(1) Cette matière a été profusément illustrée par les textes de jurisprudence locale dans les cas concernant les noirs et les Indiens dans le *Report* parlementaire précité, p. 46, note *a*.

(2) *Report cité*, p. 46.

(3) Wise, *ouvrage cité*, 66 et 67, très intéressant. V. la présente Conférence, p. 695.

Les habitants du district fédéral de Colombia où se trouve Washington, capitale des États-Unis, ont eu aussi à se préoccuper de cette question. Quelle est la nationalité d'un habitant du district fédéral? Équivaut-elle à la nationalité d'Etat conformément au sens de la constitution? Uniformément, la réponse a été négative dans les débats judiciaires. Les cours ont refusé la nationalité locale aux habitants du district fédéral et à ceux des territoires, puisque le territoire de la capitale ne saurait être considéré comme un État. Ils sont simplement nationaux des États-Unis. A partir de 1805, la question a été résolue dans ce sens par divers arrêts, parmi lesquels nous citerons ceux qui concernent les affaires *Hepborn* c. *Helsey*, t. II du secrétaire Cranch, p. 445, et *Reilly* c. *Laman*, II, Cranch, p. 344. Cette jurisprudence a été confirmée, en 1867, par l'arrêt rapporté dans le tome IV de Wallace, p. 280. Elle est également applicable aux territoires (1).

On a discuté à ce sujet sur le point de savoir si le national d'un État, qui abandonne cet État pour passer dans un autre, est *étranger* à l'égard du premier. Le droit américain a établi, comme règle, que, conformément à la constitution fédérale, le national de chaque État a droit à tous les privilèges et immunités des nationaux des autres États, à condition toutefois qu'il s'agisse de personnes nées aux États-Unis et qui sont nationales, au point de vue des effets de la loi, dans chacun des États de l'Union fédérale. Il est bien certain que ces personnes ne sont pas domiciliées dans tous les États, mais seulement dans un seul et qu'elles ne peuvent réclamer les droits locaux que dans l'État où elles ont leur domicile; mais il n'y a aucune raison de supposer alors que le mot *étranger* puisse leur être appliqué.

(1) *Reports, cités*, *Corporation of New-Orléans* c. *Winter*, t. II du secrétaire Wheaton, p. 91; *American Insurance Company* c. *Canter*, t. I, Peters, p. 511, arrêts de 1816 et 1828 respectivement.

En 1832, la Cour accueillit favorablement l'opinion du célèbre juge Marshall, suivant laquelle le national des États-Unis, domicilié dans un État, est national de ce même État. Ce qui revient à dire que la nationalité d'État s'acquiert par le moyen de la nationalité fédérale et en établissant son domicile dans cet État (1). Cette même règle de la justice fédérale a été incorporée à l'Amendement XIV, ainsi que l'on vient de le lire.

Quant à la nationalité d'État, elle a été définie par différentes constitutions ou lois locales dans les termes de l'Amendement XIV ou autres qui en diffèrent (2). En conséquence, tous les nationaux des États-Unis, résidants ou domiciliés dans un État, sont nationaux de cet État. Les constitutions des États qui contiennent des stipulations expresses sur la question, sont intéressantes à cet égard et je vais en traduire quelques-unes pour illustrer le point qui nous occupe.

Californie. — Section 50 : Qui est-ce qui constitue le peuple? Le peuple est un corps politique qui se compose : 1° des nationaux électeurs ; 2° de nationaux non électeurs. — Section 51 : Quels sont ceux qui sont nationaux (3)? Les nationaux de l'État sont : 1° toutes les personnes nées dans un État et qui y sont domiciliées à l'exception des enfants d'étrangers de passage et de ministres plénipotentiaires ou de consuls ; 2° toutes les personnes nées hors de l'État qui seraient nationales des États-Unis et seraient domiciliées dans les limites de leur territoire. — Section 54 : Toutes les personnes domiciliées dans l'État sont soumises à sa juridiction et jouissent de sa protection. — Section 55 : Le vasselage (allégeance) est l'obligation de fidélité et d'obéissance que toute personne doit à l'État. — Section 56 : On peut renoncer au vasselage (*allégeance*) par un changement de résidence. — Section 57 : Les personnes qui ne

(1) *Reports, cités, Gassies* c. *Ballon,* VI, Peters, p. 761-782.

(2) *Kentucky statutes,* by Carroll, 1903, section 332; *Maine Revised statutes,* 1903, chap. v, section i ; *West Virginia constitution,* art. 2, section iii ; *Georgie constitution,* art. 1, section i, § 25 ; *Massachusets Revised Laws,* 1902, chap. i, section i ; *Mississipi constitution,* art. 3, section viii.

(3) Définition erronée qui confond le *peuple* avec la *population*. Cf. cet ouvrage, IIIe Conférence, p. 86, 98 et suiv.

jouissent pas de la nationalité dans l'État sont les suivantes : 1° les nationaux d'autres États; 2° les étrangers. — Section 59 : Un électeur n'a pas de droits ou de devoirs en outre de ceux qui correspondent au national non électeur, à l'exception du droit et du devoir d'occuper des emplois publics ou d'être choisi pour les occuper. — Section 60 : Un national des États-Unis qui ne serait pas national de l'État de Californie a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le national non électeur de l'État.

Parmi les États qui composent l'Union, l'État de Californie est celui qui établit avec le plus de clarté dans sa constitution la différence entre les nationaux fédéraux et les nationaux locaux. La nationalité est la même, avec cette différence que les nationaux de la Fédération ne peuvent voter, s'ils ne sont en même temps nationaux de l'État.

Géorgie. — Art. 1er, section I, § 25, de la constitution de 1877 : Tous les nationaux des États-Unis résidant dans un État sont déclarés nationaux de cet État et l'assemblée aura pour obligation de faire des lois pour les protéger à l'égard de la jouissance intégrale des droits, privilèges et immunités qui sont dus aux nationaux de cette catégorie. — Section 1803 : Division des personnes naturelles. Les personnes naturelles se divisent, conformément à leurs droits et à leurs statuts, en : 1° nationales; 2° domiciliées non nationales; 3° étrangères; 4° personnes de couleur. — Section 1804 : Quels sont ceux qui sont nationaux? Toutes les personnes des États-Unis domiciliées dans l'État sont, à partir de l'établissement de leur domicile, déclarées nationales de l'État de Géorgie. — Section 1806 : Une personne continue à rester nationale de l'État de Géorgie et des États-Unis tant qu'elle n'acquiert pas une autre nationalité. — Section 1807 : Recouvrement de la nationalité. Si une personne expatriée acquiert la nationalité d'une puissance étrangère, cette personne et ses descendants qui se déplacent avec elle dans l'intention de fixer leur domicile en Géorgie, acquièrent la nationalité à partir seulement de leur établissement dans ledit domicile et après prestation de serment de vasselage, comme dans le cas de tout autre étranger. — Section 1808 : Droits. Constituent des droits inhérents à la nationalité : la jouissance de la sécurité personnelle, de la liberté individuelle, de la propriété privée, comme d'en disposer; la faculté de voter; le droit d'occuper des emplois publics si l'individu n'a pas été disqualifié à cet effet par la constitution ou par les

lois; d'exercer le droit d'appel devant les cours; de déposer comme témoin ; d'occuper des fonctions publiques, de conserver et de porter des armes. — Section 1809 : Exercice des droits. Tous les nationaux sont autorisés à l'effet d'exercer tous les droits susmentionnés, s'ils ne leur sont pas expressément interdits par les lois. — Section 1810 : Femmes. Les femmes ne jouissent pas du droit électoral; elles ne peuvent occuper aucun emploi civil, ni aucune fonction civile, si ce n'est en vertu d'une autorisation spéciale de la loi, ni ne peuvent être astreintes à accomplir des services militaires, être jurées, faire partie de la police, faire des patrouilles ou fournir des prestations en nature pour les chemins. — Section 1811 : Mineurs. La loi détermine un certain état dans lequel les personnes doivent être considérées comme suffisamment mûres pour occuper des fonctions civiles, pour passer des contrats et pour disposer de leurs biens. Avant qu'elles aient atteint cet état, elles sont mineures et n'ont pas la capacité voulue pour exercer les droits qui découlent de la nationalité. — Section 1813 : Droits des nationaux des États-Unis. Les nationaux des autres États de l'Union, reconnus comme nationaux des États-Unis par la constitution, auront droit pendant tout le temps qu'ils seront domiciliés dans l'État de Géorgie, à tous les privilèges de la nationalité, à l'exception du droit électoral et de la faculté de remplir des fonctions qui appartiennent aux nationaux de cet État.

Kentucky. — La constitution de cet État, dans les *Kentucky Statutes*, réunis par Carrold, chapitre XIX, articles 1 et 2, sections 332 et 333, comprend les dispositions suivantes :

« Section 332 : Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction seront considérées comme nationales de la communauté de Kentucky, à condition d'être domiciliées dans cet État. Pourvu qu'un national de cet État souscrive une déclaration dans un acte public et en présence de deux témoins et reconnaisse ou prouve devant la cour du Comté où il est domicilié, ou fasse une déclaration enregistrée devant ladite cour qu'il renonce au caractère de national de cet État — puisqu'il s'en retire avec l'intention de bonne foi d'en demeurer absent dans l'avenir, — on considérera qu'à partir du moment de son départ il a exercé son droit de s'expatrier: et, en conséquence, il ne sera pas regardé comme national de l'État. Quand un national de l'État réside en dehors de cet Etat et acquiert de bonne foi la nationalité d'un

autre État de l'Union ou devient national ou sujet d'un État souverain étranger, il cesse d'être national de l'État de Kentucky, tant qu'il conserve la nouvelle nationalité. Aucune renonciation à la nationalité conformément à cette loi ne produira d'effet si les États-Unis sont en état de guerre avec une puissance étrangère (1).

Maine. — Les *Revised Statutes* sanctionnés par l'État du Maine, en 1903, chapitre v, section 1, donnent la définition de la nationalité dans les termes suivants :

« Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction sont nationales des États-Unis et de l'État dans lequel elles résident. »

On voit que l'État du Maine et autres, d'après les lignes suivantes, se borne à reproduire l'amendement XIV de la constitution fédérale.

Massachusetts. — Dans la collection *Revised Laws* de cet État, 1902, chapitre 1, section 1, on trouve la définition suivante :

« Toutes les personnes qui sont nationales des États-Unis et qui sont domiciliées dans la communauté du Massachusetts sont nationales de ladite communauté. »

Mississipi. — La constitution sanctionnée par l'Etat du Mississipi, en 1890, article 3, section 8, dispose que :

«Toutes les personnes nationales des États-Unis qui résident dans cet État sont déclarées aussi nationales du Mississipi ».

Montana. — L'État de Montana, dans son *Political code*, sections 70-72 et 80-86, s'inspire de la législation de Californie et établit ce qui suit, avec une idée plus précise sur le *peuple* :

« Section 70 : Le peuple, comme corps politique, consiste : 1° en

(1) Les documents américains n'emploient pas le mot *subject (sujet)*, parce qu'ils le considèrent mal adapté aux institutions républicaines et applicable seulement aux nationaux des pays européens soumis à des monarques. Cf. la présente conférence, p. 694, note 1, et p. 695, note 2.

électeurs; 2° en nationaux non électeurs. — Section 71 : Les nationaux de l'État sont : 1° toutes les personnes nées dans cet État et qui y sont domiciliées, à l'exception des enfants d'étrangers de passage; 2° toutes les personnes nées hors de cet État, nationales des États-Unis et résidant dans l'État de Montana. — Section 81 : On peut renoncer au vasselage (*allégeance*) par un changement de résidence. — Section 83 : Les personnes de l'État qui ne sont pas nationales peuvent être : 1° nationales d'autres États; 2° étrangères. — Section 86 : Un national des États-Unis qui n'est pas national de l'État de Montana a les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'un national non électeur de l'État » (1).

Dakota septentrional. — Le *Political code* de cet État, revisé en 1905, sections 10-19, suit le système législatif de la Californie et du Maine. Il définit ceux qui composent le peuple politique, c'est-à-dire les électeurs et les non électeurs et établit les règles suivantes sur la nationalité :

« Section 11 : Les nationaux de l'État sont : 1° toutes les personnes nées dans cet État et qui y sont domiciliées, à l'exception des enfants d'étrangers de passage ou de ministres plénipotentiaires ou consuls; 2° toutes les personnes nées hors de l'État, nationales des États-Unis et domiciliées dans l'État même. — Section 16 : Les personnes qui ne jouissent pas de la nationalité dans cet État sont : 1° les nationaux d'autres États; 2° les étrangers. — Section 19 : Un national des États-Unis qui n'a pas la nationalité de l'État jouit des mêmes droits et est tenu aux mêmes devoirs que les nationaux non électeurs de l'État ».

Vermont. — Ses *Statuts*, publiés en 1894, portent les dispositions suivantes :

« Section 60 : Les nationaux des États-Unis et les personnes qui auraient acquis la nationalité de cet État en vertu de la constitution ou des lois seront considérés comme nationaux de ce même État pendant tout le temps qu'ils y seront domiciliés. — Section 889 : Dans les cas où les autorités civiles et les Cours de justice de l'État

(1) Dans les constitutions de la Californie, du Montana et d'autres États, le mot *allegiance*, traduit par vasselage, a un sens distinct du vasselage féodal. Dans ce cas, vassal de ces États veut dire simplement soumis à leur souveraineté et à leurs lois politiques et privées.

seraient compétentes, les nationaux des États-Unis auront devant la loi et devant la justice les mêmes droits et les mêmes privilèges que les nationaux de l'État ».

Virginie. — Le *Code de l'État de Virginie*, sanctionné en 1849, chapitre III, sections 1, 3 et 4, revisé en 1904, sections 39 et 42, contient les dispositions suivantes :

« Section 39 : Toutes les personnes nées dans cet État; toutes les personnes nées dans quelque État de l'Union que ce soit, qui auraient eu ou ont leur domicile dans l'État; tous les étrangers naturalisés conformément aux lois des États-Unis et qui seraient domiciliés dans l'État; toutes les personnes qui auraient obtenu la nationalité conformément aux lois antérieures et tous les enfants, quel que soit le lieu où ils seraient nés, dont le père, et en cas de décès de celui-ci, la mère, jouit de la nationalité de cet État au moment de la naissance de l'enfant, seront considérés comme nationaux de l'État de Virginie ».

Virginie occidentale. — La constitution de l'État de Virginie occidentale, article 20, sections 2, 3 et 4, dispose que :

« Les pouvoirs du gouvernement résident dans tous les nationaux de l'État et ne peuvent être légalement exercés que conformément à leur volonté et par les délégations de pouvoirs qu'ils font. Toutes les personnes domiciliées dans l'État, nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction, sont nationales de cet État. Chaque national aura le droit de jouir d'une égale représentation dans le gouvernement et dans toutes les représentations proportionnelles en tant qu'il sera possible d'appliquer ces représentations ».

VI. **Nationalité de la femme et de l'enfant.** — On sait que la constitution américaine ne donne pas la définition de la nationalité; elle établit ses caractères, naissance et domicile sur le territoire, pour en conclure qu'un simple hôte de passage doit obéissance aux autorités du territoire qu'il habite, de la même manière que celui qui demeure dans le pays en permanence. Mais, comme celui

qui ne fait que passer n'est pas un national, il ne se trouve pas politiquement incorporé à la nation. D'autre part, les Indiens et les nègres, malgré leur incorporation au pays, n'étaient pas nationaux. Brannon se demande alors quels sont ceux qui sont nationaux, et il montre un concept confus, sans doute par suite d'une préparation juridique et philosophique insuffisante.

« Quelqu'un peut être national, mais sans voter, ou sans avoir la capacité d'acquérir le droit de voter. Les femmes, les enfants et les Indiens se trouvent dans ce cas. Un autre, pour être national, doit être membre de l'État ou de la nation, avec la capacité nécessaire à l'effet de jouir de sa souveraineté, de ses droits, privilèges et immunités de l'ordre élevé, c'est-à-dire qu'il doit faire partie de son économie (*a part of its fabric*) » (1).

Cela est confus, puisque le caractère national s'applique aux deux sexes et aux enfants. Brannon commet cette confusion parce qu'il n'a pas une idée bien claire de la différence qui existe entre la *nationalité* et la *qualité de citoyen*. Quand l'Amendement XIV énonce que toutes les personnes nées aux États-Unis sont nationales, si elles vivent soumises à leur juridiction, il a voulu établir que la simple naissance (*jus soli*) sur le territoire ne confère pas la nationalité à l'enfant. Celui-ci devait en outre être né sous la juridiction des États-Unis, c'est-à-dire être issu de personne domiciliée aux États-Unis, enfant de celui qui réside temporairement à l'étranger avec esprit de retour, enfant d'un ministre ou d'un employé à la légation américaine, enfant d'Américain né sur un navire américain dans des eaux étrangères. Le *status civitatis* se trouve ainsi déterminé par la combinaison du *status* des parents avec le domicile dans le territoire. Réciproquement les enfants d'étrangers de passage aux États-Unis, c'est-à-dire simples résidants, ou de ministres ou consuls, ou d'attachés à une légation sont étrangers, parce

(1) *Ouvrage cité*, p. 18.

que s'ils sont nés en fait sur le territoire américain et sous la juridiction américaine, ils ne se sont pas volontairement soumis à cette juridiction. Les navires étrangers, bien que naviguant dans les eaux américaines, sont considérés comme territoire étranger aux fins de l'Amendement XIV et selon la jurisprudence de la Cour suprême (1).

Quel sera le *status civitatis* de l'enfant d'Américain par la naissance ou naturalisé, domicilié à l'étranger? Sera-t-il Américain? La jurisprudence décide par la négative, parce que cet enfant est né à l'étranger de parents qui ne sont pas soumis à la juridiction américaine. C'est le *common law* qui est applicable. Actuellement, dit Brannon, il n'existe pas de loi qui accorde la nationalité aux enfants de nationaux américains nés à l'étranger quand les parents y ont leur domicile. On considère que les parents se sont expatriés volontairement et que l'enfant suit la loi à laquelle son père est soumis (2). Au contraire, la section 1993 des *Revised statutes* déclare que les enfants nés en dehors des limites et de la juridiction des États-Unis, de parents qui seraient nationaux américains au moment de la naissance, ont la nationalité des États-Unis. La Cour suprême a décidé que si, à la naissance de l'enfant, le père étranger est vivant hors des limites de la juridiction américaine et bien que la mère ait la nationalité des Etats-Unis, l'enfant sera considéré comme étranger. Si la mère seule de l'enfant est connue, si cette mère est Américaine et si l'enfant est né alors qu'elle se trouvait à l'étranger, y conservant sa nationalité, il sera Américain; mais, dès qu'il aura atteint sa majorité, il pourra opter pour la nationalité du lieu de sa naissance (3). Les enfants nés à l'étranger de père étranger deviennent immédiatement nationaux si leurs

(1) *U. S. Supreme Court, Reports cit.*, I, 169, p. 682, affaire *Wong Kim Ark.*
(2) Brannon, *ouvrage cité*, p. 26.
(3) Brannon, *ouvrage cité*, p. 27; *U. S. Supreme Court*, t. CLXIX, p. 676, *United States* c. *Wong Kim Ark.*

parents se font naturaliser aux États-Unis, pourvu qu'ils soient domiciliés dans ledit pays, mariés ou célibataires. Quand ces enfants ont atteint leur majorité, ils peuvent opter pour la nationalité du lieu de leur naissance (1).

La femme étrangère qui se marie avec un national naturel ou naturalisé acquiert par ce fait la nationalité américaine, si les deux époux se trouvent en état de pouvoir obtenir la naturalisation. Il n'importe nullement que le mari se soit fait naturaliser avant ou après le mariage. Si l'époux est national, la femme sera aussi américaine, et leurs enfants mineurs se trouvent naturalisés Américains par le seul fait du mariage (2).

Les femmes américaines qui contractent mariage avec des étrangers domiciliés hors des États-Unis deviennent étrangères. Le mariage et le domicile à l'étranger prouvent suffisamment l'expatriation de la femme. Mais si une femme américaine mariée avec un étranger conserve son domicile aux Etats-Unis, elle ne perd pas la nationalité et les enfants mineurs de la femme étrangère qui se marie avec un national américain acquièrent la nationalité de celui-ci (3). Les enfants d'étrangers domiciliés aux États-Unis sont Américains par la naissance, bien que leurs parents soient Chinois, par exemple, ou aient une autre nationalité. Ce principe, en vigueur antérieurement à l'Amendement XIV, continue à être observé depuis la promulgation de celui-ci, en tant que dérivation confirmée du *common law*. La loi du 24 mars 1804 établit que la veuve et les enfants de l'étranger naturalisé seront considérés comme nationaux des États-Unis et jouiront pleinement de la protection des lois, pourvu que les parents se soient fait naturaliser conformément à la loi du 14 avril 1802.

(1) *Revised statutes*, § 2172; Warthon, *ouvrage cité*, § 10.

(2) *Revised statutes*, § 1994; *U. S. Supreme Court, Reports cités*, t. VII, Wallace, p. 496, *Kelley* c. *Owen*.

(3) *U. S. Supreme Court, Reports cités*, t. III, Peters 242, *Shank* c. *Dupont*; *Revised statutes*, § 2172.

VII. **Nationalité des Indiens.** — J'ai dit dans cette même conférence que les Indiens étaient soumis, aux États-Unis, à une condition politique spéciale, et se trouvaient soit sous la juridiction politique de leurs tribus ou nations respectives, soit sous l'autorité des États et de l'Union. Dans le dernier cas, ils sont nationaux des Etats-Unis et dans le premier ils sont sujets de la nation indigène. Par conséquent ces Indiens, bien qu'ils soient nés sur le territoire des États-Unis, ne vivent cependant pas soumis à la juridiction politique et civile de ce pays, puisque leurs coutumes et leurs traditions particulières leur sont applicables dans le sens le plus large et qu'ils ne remplissent pas les conditions exigées par l'Amendement XIV. L'expression, contenue dans cet amendement, de « *subjects to the jurisdiction thereof* » signifie personnes qui vivent soumises aux lois politiques et privées de l'Union. La Cour suprême des États-Unis a déclaré que les Indiens formaient une exception *sui generis* dans le droit de la nationalité (1).

La section 1992 des *Revised statutes* prévoit cette question, quand elle se réfère à la nationalité fédérale et dispose que toutes les personnes nées aux États-Unis et non soumises à une puissance étrangère, à l'exclusion des Indiens non assujettis à l'impôt, sont déclarées nationales des États-Unis. En conséquence, les Indiens qui paient l'impôt sont nationaux, quelle que soit la nature de leur état de soumission à la nation indigène.

Dans la vie courante américaine, il arrive souvent que les Indiens abandonnent la religion de leur tribu ou nation, se séparent d'elle pour se confondre avec la masse générale de la population en adoptant la vie civilisée. Le XLIX^{e} Congrès américain, dans sa seconde séance, a déclaré que la nationalité commence pour l'Indien à partir

(1) *Supreme Court*, *Reports cités*, t. CXVIII, p. 375, *United States* c. *Kagama*.

du moment où il adopte la vie civilisée (1). Les Indiens qui ont acquis un lot de terre publique ont été aussi déclarés nationaux. D'autres le sont devenus par l'obtention de la naturalisation ; mais celle-ci ne peut leur être accordée que par des lois spéciales du Congrès, puisqu'ils ne sont pas mis sur le pied d'égalité avec les blancs, et que les lois générales sur la matière s'appliquent seulement à ceux-ci (2). Une loi spéciale du L^e^ Congrès, dans son chapitre 818, déclare que la femme indigène mariée avec un Américain acquiert la nationalité de celui-ci. Enfin, le national qui veut faire partie d'une tribu indigène, qui est adopté par celle-ci, ne perd pas la nationalité américaine.

Mais je démontrerai plus loin que la jurisprudence n'est pas uniforme, et que souvent la jurisprudence fédérale diffère de celle des États.

VIII. **Nationalité des noirs.** — En 1856, antérieurement à la réforme de la constitution, la Cour suprême des États-Unis avait prononcé une sentence qui eut pour effet de révolutionner l'opinion publique dans les États. A cette époque, la question des noirs était en pleine effervescence ; les abolitionnistes la discutaient avec ardeur. Les adversaires de l'esclavage se livrèrent à des critiques énergiques et à des protestations véhémentes contre l'arrêt de la Cour (3). Cet arrêt avait décidé que les Africains importés comme esclaves en Amérique et leurs descendants devenus des hommes libres, n'étaient pas des nationaux et ne pouvaient pas non plus être naturalisés comme étrangers (4). L'amendement XIII de la constitution avait proclamé la

(1) *U. S. Supreme Court, Reports cités,* t. CXII, p. 94, *Elk* c. *Wilkins.*

(2) La jurisprudence fédérale a défini la doctrine à cet égard dans l'arrêt précité *Elk* c. *Wilkins,* qui fait suite à la solution d'un jugement précédent, t. VI du secrétaire Wallace, p. 83, *Wilson* c. *Wall.*

(3) Cette décision, que l'on peut lire dans le tome XIX du secrétaire Howard, p. 293, est le fameux arrêt connu sous le nom de *cas Dred Scott.*

(4) Brannon, *ouvrage cité,* p. 30.

liberté du ventre; mais il n'avait pas accordé la liberté aux noirs.

L'arrêt ci-dessus mentionné de la Cour fut en quelque sorte l'étendard sous lequel se rangèrent les abolitionnistes pour réclamer la nationalité des noirs et exiger la réformation de la jurisprudence. Les abolitionnistes soutenaient que les noirs étaient des hommes libres et que, par conséquent, ils avaient droit à la nationalité. L'amendement XIV, par les termes très larges de sa rédaction, favorisait évidemment cette campagne des abolitionnistes, puisqu'il déclarait sans réserve que tous ceux qui sont nés sur le territoire et y ont leur domicile sont nationaux. Donc les noirs étaient nationaux. Telle fut l'interprétation de la Cour suprême quand elle eut à s'occuper de la question, ainsi qu'il résulte de l'exposé du juge Field (1).

L'amendement XIV avait été précédé par la loi *Civil Rights*, qui accordait aux noirs la jouissance des droits civils au point de vue du droit personnel et réel (2). En 1870, c'est-à-dire postérieurement à l'Amendement XIV, cette loi fut réformée; mais le principe ci-dessus resta confirmé. La loi de réforme de 1870 avait pour objet d'amender les lois générales sur la naturalisation qui limitaient celle-ci aux *blancs* pour en étendre les privilèges aux *Africains* (3).

Conformément à la section 1994 des *Revised statutes*, la femme étrangère qui se marie avec un Américain prend la nationalité de son mari, pourvu qu'elle se trouve dans les conditions voulues pour être naturalisée. Cette disposition s'étend aussi aux femmes africaines. On a discuté sur la constitutionnalité de cette loi en ce sens que la femme étrangère ne peut recevoir la nationalité américaine sans la naturalisation préalable; mais la jurispru-

(1) Frère de Dudley-Field, auteur de *Outlines, etc.*, cité précédemment, dans l'affaire *San Mateo*, c. *R. R. Company*; Brannon, *ouvrage cité*, p. 31.

(2) *Revised statutes*, sect. 1978.

(3) *Revised statutes*, sect. 2169.

dence a maintenu le principe de la loi (1). Cependant, la loi elle-même limite le privilège à la femme africaine qui se marie avec un national et non à l'Africain qui se marie avec une femme américaine.

IX. **Immigrants d'Extrême-Orient.** — L'immigration de la race mongolique a suscité aux États-Unis des difficultés sérieuses sur cette matière. On a discuté sur le point de savoir si le terme « *white persons* » (blancs), adopté par les lois, peut également s'appliquer aux Chinois et aux Japonais. La question a été résolue par une sanction législative spéciale dans le *Chinese exclusion act*, qui dispose que la nationalité ne peut être reconnue ni aux Chinois ni aux Japonais, puisque les uns et les autres sont de race mongolique. Les enfants de Chinois ou de Japonais, nés et domiciliés aux États-Unis et bien qu'issus de parents étrangers, ont cependant été déclarés nationaux par le seul fait de leur naissance. En conséquence, ces enfants ne peuvent être expulsés, ni exclus du pays en vertu des lois qui interdisent l'immigration chinoise et autorisent la déportation des Chinois dans des circonstances déterminées (2).

X. **Philippines et Porto-Rico, Hawaï, Libéria.** — Les îles Philippines et l'île de Porto-Rico ont été incorporées aux États-Unis à la suite de la guerre avec l'Espagne, par le traité de Paris (1898). Jusqu'au jour de l'annexion, leurs habitants étaient Espagnols. Quelle fut, postérieurement, leur condition au point de vue de la nationalité? Ils ne sont pas compris dans l'Amendement XIV à la constitution américaine, puisqu'ils n'étaient pas nés sur le territoire des États-Unis ni ne vivaient sous leur

(1) *U. S. Supreme Court, Reports cités*, t. CXLIII, p. 135, § 8, *Boyd* c. *Thalley*.

(2) *United States statutes at Large*, t. XXII, chap. CXXVI, § 14, p. 261; *U. S. S. C., Reports cités*, t. CLXIX, p. 696, *Wong Kim Ark*.

juridiction. D'autre part, aux termes de la jurisprudence courante, ils ne peuvent pas être naturalisés par application de la loi de 1802 puisqu'ils ne sont pas de race blanche. Aux États-Unis, en effet, la naturalisation, selon cette jurisprudence, demeure restreinte à la race blanche ou caucasique. Cependant des doutes se sont élevés sur le point de savoir si un Philippin est de race blanche ou n'est pas de race blanche. On s'est demandé également si un Philippin était Malais ou Mongol et, dans tous les cas, on a invoqué la loi de 1870 qui autorise la naturalisation des Africains. Les auteurs américains ont tendancé à admettre que les Espagnols et toutes les personnes de race blanche domiciliées aux Philippines ou dans l'île de Porto-Rico à l'époque de l'annexion, sont de nationalité américaine, comme conséquence de l'événement politique prémentionné, suivi de l'établissement du domicile. Mais la question de la nationalité des enfants de Philippins nés depuis l'annexion des îles aux États-Unis a paru plus certaine. Dans ce cas, d'après la doctrine de la constitution et la jurisprudence que nous avons citées, ils sont nationaux parce qu'ils sont nés sur le territoire et vivent sous sa juridiction (1). Le traité de paix intervenu entre les États Unis et l'Espagne a omis de définir la nationalité des insulaires et de concilier leur situation avec les lois prohibitives à l'égard de la race jaune. En conséquence, cette question a été déférée à la sanction du Congrès des États-Unis. Du moment que le traité de paix a reconnu la souveraineté de l'Union sur les îles Philippines, les États-Unis devaient statuer sur la nationalité des habitants et leur législation ne pouvait pas ne pas admettre les habitants de ces îles à leur nationalité, tout en leur reconnaissant le droit d'option pour une nationalité étrangère.

La cession des îles Philippines a été confirmée par le

(1) *U. S. S. C. Reports cités*, t. CLXIX, p. 649, *Wong Kim Ark*.

traité du 7 novembre 1900, impartissant un délai d'option aux Espagnols qui ne voulaient pas prendre la nationalité américaine; puis, le protocole du 19 mars 1900 avait prorogé ce délai de six mois. L'article 11 du traité préliminaire du 10 décembre 1898 a stipulé que les droits civils et le *status* politique des naturels des territoires cédés aux États-Unis seraient réglementés par le Congrès. En effet, il fit la loi du 1er juillet 1902 qui, dans sa section v, dispose que les habitants des îles Philippines qui y conservent leur domicile et auraient eu la nationalité espagnole jusqu'au 11 avril 1899, de même que leurs enfants nés depuis cette date, seront considérés comme nationaux des Philippines, et comme tels jouiront de la protection du gouvernement américain. Il y a lieu de remarquer que cette loi ne les déclare pas nationaux des Etats-Unis d'une manière expresse. La législation américaine commet certaines confusions et présente quelques incertitudes à cet égard : les unes et les autres procèdent du préjugé des races et du défaut de notions scientifiques sur la matière. Quel caractère auraient à l'égard des nations étrangères ces nationaux des Philippines qui ne sont pas en même temps nationaux des États-Unis? Ils auraient évidemment une nationalité *sui generis*, comme celle des Indiens qui habitent dans les limites du territoire de l'Union, c'est-à-dire une nationalité incompatible avec les règles du droit international public. Depuis la date à laquelle les Philippines ont été incorporées à la souveraineté américaine, ceux de leurs habitants qui n'ont pas opté pour des nationalités étrangères sont *Américains*, et je ne doute pas que la jurisprudence ne les déclare tels quand la question sera portée devant les tribunaux. Sur ce point, un auteur contemporain, Wise, s'exprime dans les termes suivants :

« La nationalité qualifiée dans la forme que nous avons exprimée est celle qui résulte d'une naturalisation très inférieure à celle dont jouissent les habitants du continent de l'Amérique du Nord soumis à la juridiction des États-Unis. Il s'agit d'une nationalité différente

de celle qui a été accordée par la constitution des États-Unis aux autres habitants » (1).

Mais cette nationalité toute spéciale ne peut être reconnue par le droit international public. En exprimant l'opinion que la Cour suprême doit admettre que la nationalité des Philippins et des autres pays annexés doit être aussi la nationalité américaine comme moyen unique de concilier les devoirs des États-Unis à l'égard des nations étrangères et de l'application du droit privé, j'ai le ferme espoir que ladite Cour se prononcera dans ce sens pour les cas particuliers qui lui seront soumis. Cependant elle a déjà manifesté certaines hésitations en ce qui concerne l'organisation politique des Philippines (2). Il existe de grandes divergences d'opinions parmi les éminents juristes de la Cour suprême des États-Unis, tant au sujet du fondement du droit pour gouverner ces populations, que sur le *status civitatis* de leurs habitants en tant que nationaux de l'Union. Il faut considérer que ce point doit être résolu par une jurisprudence définitive.

En même temps que s'effectuait la cession des Philippines, la République d'Hawaï, qui exerçait sa souveraineté sur diverses îles du Pacifique, céda à son tour sans réserve aux États-Unis tous ses droits souverains sur ces îles et leurs dépendances. Le Congrès américain accepta cette cession le 7 juillet 1898 et promulgua les règles applicables au gouvernement de ces îles. La loi du Congrès, du 30 avril 1900, installa un gouvernement territorial en Hawaï. Dans son chapitre I, section IV, elle dispose que tous ceux qui étaient nationaux d'Hawaï à la date du 12 août 1898 sont nationaux du territoire des États-Unis et du territoire d'Hawaï. Le Congrès admet en outre comme nationaux d'Hawaï tous les nationaux des

(1) Wise, *ouvrage cité*, p. 46.

(2) Il y a lieu d'étudier l'intéressante affaire *Lima* c. *Bidwell*, dans les *Reports* de la Cour fédérale, *précités*, t. CLXXXII, p. 345, arrêt rendu en 1901.

États qui auraient résidé dans le territoire des îles pendant toute l'année antérieure à la loi.

Par sa loi du 12 avril 1900, le Congrès américain a créé et organisé le gouvernement des îles de Porto-Rico. Cette loi déclare que tous ceux de leurs habitants qui continuent à conserver leur domicile à Porto-Rico et qui ont été sujets espagnols à la date du 11 avril 1899, de même que leurs enfants nés depuis cette époque seront considérés comme sujets naturels de Porto-Rico et comme tels jouiront de la protection des États-Unis de la même manière que tous les nationaux de ce pays domiciliés dans les îles; et tous constituent, ensemble, le peuple politique dénommé peuple de Porto-Rico.

La République de Libéria occupe une situation particulière dans le droit international. Elle forme en réalité un État souverain créé sous l'influence des États-Unis, qui ont eu pour but d'éloigner les populations noires de leurs États du Sud, en les transplantant sur la Côte d'Afrique, et de constituer ainsi avec elles une république sous la protection américaine, gouvernée par des idées américaines et par des hommes américains. L'article 5 de la constitution de Libéria statue sur la nationalité; il dispose qu'aucune personne ne peut posséder de propriétés dans la République si elle n'a pas la nationalité libérienne, sauf dans les cas où les propriétés sont attribuées à des sociétés de colonisation, d'éducation ou de bienfaisance. La section 13 de la même constitution déclare que les personnes de couleur peuvent seules être admises à la nationalité de la République, puisque l'objet principal de cette colonie est de procurer un foyer aux enfants dispersés et opprimés de l'Afrique, de les régénérer et de les rehausser dans le continent africain.

XI. **Conflit avec le Japon,** 1913. — Au moment de la mise sous presse de cet ouvrage, les États-Unis et le Japon se trouvent en état de conflit diplomatique, tant en

raison de la loi sanctionnée tout récemment dans l'État de Californie et qui interdit l'acquisition de terres aux Extrême-Orientaux, qu'à cause des difficultés opposées à la naturalisation des Japonais aux îles Hawaï. Le gouvernement fédéral a déclaré qu'il ne peut intervenir ni dans la législation, ni dans l'administration des États. Où donc pourraient alors se faire entendre les réclamations japonaises? Il y a là une nouvelle preuve de la nécessité de reviser le droit américain en matière de nationalité.

Les racines de ces dissentiments sont profondes; elles ont pénétré dès l'origine dans le sol de la Californie dont la législature avait déjà sanctionné, en 1852, la première loi hostile à la race jaune, loi qui fut confirmée et rendue plus lourde en 1855 et en 1858. Ce sont des préjugés de race, encouragés par la perturbation apportée aux intérêts économiques, qui ont inspiré ces lois. Le droit américain, interprété et défendu par la Cour fédérale et par les cours des États, a toujours soutenu, ainsi que je l'ai démontré (1), jusqu'au dernier arrêt de la cour du district sud de New-York, rendu en septembre 1908, dans une affaire concernant un Japonais, que les individus de race jaune ne peuvent jouir des avantages accordés par les lois fédérales et par les lois locales sur la nationalité. Les Japonais et les Chinois travaillent pour des salaires minimes, et cette particularité irrite et surexcite les ouvriers américains qui ne peuvent soutenir la lutte à cause de leurs besoins plus grands (2).

L'opinion publique en Amérique fut divisée en deux camps sur cette ancienne et délicate question. D'autre part, les réclamations continuelles de la Chine et du Japon

(1) *U. S. S. C. Reports cités, Zartarian* c. *Billings*, t. CCIII. L'article 2 de la loi américaine de 1903 sur l'immigration, à laquelle se réfère cet arrêt, a été remplacé par l'art. 2 de la loi du 20 février 1902. Ces articles contiennent des dispositions sur l'*immigration non désirable*, et l'art. 2 de la loi de 1907 édicte de nombreuses restrictions dans le but de diminuer l'immigration.

(2) Cas du soldat de l'armée américaine Buntaro Kumagai, né Japonais.

avaient décidé le Congrès fédéral à nommer une commission chargée de se transporter en Californie pour y étudier les faits sur les lieux mêmes, — ce qui fut fait en 1868. La commission parlementaire fournit un rapport de 1.200 pages, concluant au maintien de la législation prohibitive de la Californie. En 1877, la législature de cet État ordonna un plébiscite sur les lois dont il s'agit et ce « referendum », qui se réalisa le 3 septembre 1879, donna 161.405 voix opposées à l'émigration d'Extrême-Orient, et 633 voix à peine en sa faveur: En 1878, la Cour suprême locale de Californie décida que les lois en question étaient inconstitutionnelles, parce qu'elles violaient les garanties communes.

Étant donnés ces précédents, le Congrès américain, en 1879, édicta la première loi prohibitive de l'émigration japonaise. La situation internationale, ainsi créée, décida le président Hayes à frapper cette loi de son veto. Les Japonais, les Chinois et autres Extrême-Orientaux invoquaient le traité dit de Burlingame, de 1869, qui admettait l'immigration chinoise sans aucune restriction. C'est ainsi que s'engagea un conflit entre le Pouvoir exécutif et le Congrès. Ce dernier persista à sanctionner, contre les races mongoliques, les lois prohibitives qui portent les dates de 1882, 1884, 1888 et 1902. Les peuples d'Extrême-Orient proclamèrent à leur tour, en même temps, le « boycott » des produits originaires des Etats-Unis. Enfin, l'exemple de l'Union fut suivi par d'autres républiques américaines et par le Canada, qui promulguèrent aussi des lois prohibitives; de sorte que l'irritation des Extrême-Orientaux prit toutes les proportions d'une véritable crise internationale.

En 1895, la législature de la Californie sanctionna, à l'unanimité, une loi autorisant le Pouvoir exécutif local à l'effet d'entrer en pourparlers avec le Pouvoir fédéral pour obtenir la sanction immédiate de lois ou de traités ayant pour objet « d'apporter des restrictions à l'immigration provenant d'Extrême-Orient ». Le 5 mai de la même

année, le Conseil d'éducation de San-Francisco lança sa célèbre ordonnance qui avait pour objet d'interdire l'entrée des écoles publiques aux Chinois, Japonais, Coréens et autres Asiatiques, pour leur en assigner d'autres spécialement désignées à leur usage exclusif. Cette disposition devint définitive le 11 octobre 1906 et le Japon adressa, par la voie diplomatique, ses réclamations au Pouvoir exécutif fédéral qui prit alors une attitude conciliante. La visite au Japon du ministre de la Guerre, M. Taft, depuis président, le voyage de circumnavigation de la grande escadre à laquelle Roosevelt fit faire le tour du monde, la pénurie d'argent du Japon, permirent d'établir un « *modus vivendi* » qui ramena le calme en Californie, tout en épargnant une guerre qui paraissait inévitable.

L'incertitude des doctrines constitutionnelles a donc prévalu sur la question internationale puisque, — il faut bien dire la vérité — le critérium philosophique fait souvent défaut quand il s'agit d'interpréter et d'appliquer les lois américaines sur la nationalité. Dès le début du dernier conflit, le président Wilson déclara au Japon qu'il ne lui serait jamais possible de s'immiscer dans la législation des États. C'était une grave erreur étant donnés les termes de la constitution.

En dépit de ces premières dispositions et en raison de l'attitude du Japon, qui s'appuyait sur des pactes internationaux préexistants, le nouveau gouvernement américain, présidé par M. Wilson, se vit dans l'obligation de procéder par voie d'intervention confidentielle et extra-constitutionnelle. Le secrétaire d'État, M. Bryan, fut chargé d'une mission confidentielle dans ce sens. Il entra en pourparlers avec les membres de la législature de Californie et leur rendit compte de la situation internationale des États-Unis à l'égard du Japon et leur signala les devoirs que cette situation leur imposait (avril 1913). La législature se montra rebelle aux exigences du gouvernement fédéral ; elle se basait sur les précédents que nous

venons d'étudier dans cette même conférence, suivant lesquels les Japonais ne peuvent opter pour la naturalisation aux États-Unis puisqu'ils y sont proclamés de race jaune (1). Les législateurs de Californie avaient rédigé un projet de loi sur les terres contenant la restriction suivante : « Ceux qui ne peuvent acquérir la nationalité ne peuvent non plus acquérir des terres dans l'État ». Cet article peut s'interpréter dans deux sens, selon qu'il s'agit de ceux qui ne peuvent acquérir la nationalité de l'État californien ou de ceux qui ne peuvent obtenir la nationalité américaine. La seule concession que les représentants de la Californie accordèrent à M. Bryan fut une modification dans les termes de leur projet, d'où il résultait une nouvelle clause rédigée ainsi qu'il suit : « Seuls pourront acquérir des propriétés ceux qui, d'après la constitution des États-Unis, sont autorisés à l'effet d'obtenir la nationalité ». Le gouvernement fédéral fit remarquer que cette formule contient, dans des termes différents, la réserve précédente, et que, par conséquent, elle laisse subsister le conflit. La loi qui intervint fut sanctionnée le 3 mai 1913 par la législature de Californie dans les termes suivants :

« *Article premier*. Tous les étrangers qui ont la faculté d'opter pour la nationalité nord-américaine pourront acquérir des terres dans l'Etat de Californie. — *Art.* 2. Ceux qui ne peuvent acquérir la nationalité jouiront seulement des droits limités qui leur sont accordés par les traités internationaux avec leurs pays respectifs. Les Japonais ne pourront acquérir de propriétés agricoles et il leur sera seulement permis de se rendre acquéreurs de leur maison d'habitation et de fabrique. — *Art.* 3. Les acquisitions de propriété dans la forme déterminée dans le paragraphe premier de l'article précédent ne pourront être faites pour une période de plus de trois ans. — *Art.* 4. Ceux qui ne peuvent opter pour la nationalité nord-américaine ne pourront non plus hériter de propriétés agricoles.

(1) *Citizenship*, etc., *Report cité*, p. 100. « By a parely of reasoning the Courts have refused to recognize natives of Japan as within the expression of the naturalization laws ».

Les terres possédées par le propriétaire étranger au jour de son décès seront vendues aux enchères publiques et leur valeur en numéraire sera distribuée à ses héritiers. — *Art.* 5. L'État, à toute époque, aura le droit d'édicter des lois concernant les propriétés immobilières. — *Art.* 6. Les propriétaires actuels ne seront pas lésés par les dispositions de la présente loi, mais ils ne pourront vendre leurs propriétés ».

Ce mode de procéder de l'Exécutif américain était inconstitutionnel. Le droit d'intervention fédérale, franche et directe, est au contraire indiscutable (1). L'article 1er, section VIII, de la constitution américaine attribue au Congrès fédéral tous les pouvoirs nécessaires pour asseoir les relations extérieures, pour passer des traités en temps de paix ou en temps de guerre et pour réglementer les relations commerciales avec les nations étrangères et entre les États locaux. Enfin, le Congrès a aussi la faculté de faire des lois « uniformes » sur la naturalisation des étrangers, et ces lois doivent prévaloir sur les lois locales analogues. La section X interdit aux États locaux d'entretenir des relations avec les puissances étrangères. Ils ne peuvent créer de difficultés internationales et les régler par des traités. L'article 11 attribue au président la direction, l'entretien et le règlement de ces relations avec l'approbation du vote des deux tiers du Sénat (sect. II et III). Par conséquent, le cas relatif à la Californie fait partie, pleinement et naturellement, des attributions du pouvoir fédéral. Si les autorités locales ne tiennent pas compte de ses avertissements, s'ils méconnaissent la constitution générale, s'ils usurpent l'autorité du pouvoir central, s'ils s'immiscent dans la direction des relations extérieures, s'ils portent atteinte à des traités passés avec d'autres puissances et si, de cette manière, ils provoquent une guerre, ou des conflits extérieurs, ils commettent un acte bien caractérisé de rébellion contre les autorités centrales, acte qui autorise l'interven-

(1) L'État d'Arizona suivit en mai 1913 l'exemple de la législature de la Californie. Les Japonais prétendent qu'ils sont de race blanche.

tion du Pouvoir exécutif national. Le président Wilson ne paraît pas s'en être rendu compte clairement et il préféra suivre la voie du recours en appel devant la Cour fédérale. Le péril permanent, sinon actuel, est évident. Pourquoi s'exposer à toutes les conséquences de l'autorité de la chose jugée qui pourrait très bien créer un conflit international sans issue, alors que le président a tous les pouvoirs nécessaires pour imposer immédiatement et constitutionnellement à l'État de Californie l'abstention absolue dans des matières qui concernent la direction des affaires étrangères? La République Argentine a solutionné un cas analogue sous la présidence de Pellegrini, quand celui-ci a fait savoir au gouvernement de Santa-Fé que, s'il ne donnait pas satisfaction à une juste réclamation de l'Allemagne, l'intervention fédérale viendrait dans ce pays faire exécuter la constitution en matière de relations extérieures (1). Une doctrine analogue de la responsabilité nationale a prévalu aussi à l'occasion des emprunts contractés à l'extérieur par les provinces, emprunts qui, en définitive, furent payés par la nation! Les États-Unis ont eu déjà les affaires de la Nouvelle-Orléans avec l'Italie, de la Floride avec Cuba, et plusieurs de la Californie avec les pays d'Extrême-Orient qui contiennent en germe de graves périls. Il n'y a qu'un seul remède : l'abstention des États quand il s'agit de l'exercice des facultés et des pouvoirs qui sont du ressort exclusif du gouvernement fédéral.

XII. **La jurisprudence.** — Dans un pays comme les États-Unis, où les constitutions et les lois ont pendant longtemps passé sous silence les règles de la nationalité,

(1) E.-S. Zéballos, alors ministre des Affaires étrangères, *El caso Melzlaff*, Buenos-Aires, 1892; E.-S. Zéballos, *Memoria de relaciones exteriores presentada al Congreso nacional*, Buenos-Aires, 1902, p. 482 et suiv., *Bulletin argentin de droit international privé*, Buenos-Aires, où l'on peut lire mon étude sur les Chinois et les Japonais dans le Nouveau Monde, II, 378.

où les réformes ont été trop synthétiques et trop incomplètes, le droit de la nationalité dépendait principalement de la jurisprudence. Antérieurement à l'Amendement XIV, et aussi depuis, la Cour fédérale des États-Unis a eu à se prononcer sur 1172 procès (1) concernant la nationalité et les incidents qui ont surgi en cette matière dans les relations de l'Union soit avec l'étranger, soit plus spécialement dans ses relations intérieures, c'est-à-dire comme conséquence des problèmes résultant de la double nationalité : fédérale ou locale. Cette énorme masse d'éléments judiciaires peut être classée en quatre groupes, suivant les différentes périodes qui coïncident avec les grands événements politiques de l'Union, savoir : 1° depuis la déclaration de l'Indépendance en 1776 jusqu'en 1830, époque pendant laquelle les profondes rivalités du Sud et du Nord commencent à se manifester; 2° de 1830 à 1868, où ces rivalités atteignent leur point culminant dans la guerre civile qui éclata alors; 3° de 1868 jusqu'à la guerre avec l'Espagne en 1898; 4° depuis 1898 jusqu'en 1913.

Première période : 1776-1830. — J'ai démontré qu'à cette époque la jurisprudence fut incertaine et contradictoire. En réalité, elle n'envisagea pas les questions de nationalité avec le critérium du droit international public mis en harmonie avec le droit constitutionnel américain. On peut dire que tous les cas qu'elle a résolus et qui furent motivés par la nationalité des Européens, qui n'étaient pas domiciliés en Amérique à l'époque de l'émancipation, et de leurs enfants, ont été solutionnés d'une manière plus ou moins empirique par l'application des règles du *common law* anglais. Les premières difficultés rencontrées par les cours se rapportent, ainsi que je l'ai démontré plus haut, à la question de la définition des expressions « *citizens of the United States* » et « *natural born citizens of the Uni-*

(1) Brannon, *ouvrage cité*, 493; Wise, *ouvrage cité*, *Appendice*, A, B, C, D, 279-324.

ted States ». A la date de l'émancipation, c'est-à-dire en 1776, les habitants des colonies étaient « sujets britanniques ». Les colonies, autonomes au point de vue municipal, ne constituaient pas de sociétés politiques indépendantes et leurs habitants n'étaient pas revêtus de la nationalité locale : ils étaient seulement pourvus de la nationalité britannique (1). L'émancipation a fondé une nouvelle nationalité particulière : elle n'a pas déclaré l'indépendance d'une collectivité. Les colonies ont adopté le nom d'*États* et se sont déclarées des États indépendants et souverains. Leurs habitants avaient deux voies ouvertes devant eux. Ils pouvaient soit adopter la nationalité de l'un ou l'autre desdits États, soit opter pour la nationalité britannique. Les uns, c'est-à-dire le plus grand nombre, adoptèrent le prémier parti, et les autres, qui formaient l'exception, admirent le second. Telle est l'origine historique et juridique de la nationalité américaine de l'État local.

L'indépendance n'avait été alors proclamée que par treize États souverains; les mots *United States* ne signifiaient donc pas encore *corps politique national* (2). Quand l'Angleterre leur reconnut l'indépendance, les treize États souverains formaient déjà une confédération; mais cette union originaire ne créa pas non plus une nationalité (*citizenship*) des États-Unis (3). Les écrivains du pays, de même que le firent ceux de Buenos-Aires à partir de 1810, commencèrent à parler vaguement d'une patrie,

(1) « The term *citizen* as understood in our law is precisely analogous to the term *subject* in the *common law*, and the change of phrase has entirely resulted from the change of government. The sovereignty has been transferred from one man to a collective body of the People, and he who before was a *subject of the King* is now a *citizen of the State* » (*Court supreme of North Caroline, State* v. *Manuel*, 1838, t. XXVI, *Federal Court United States* v. *Rhodes*, 1866, t. I, Abbot, p. 39).

(2) Wise, *ouvrage cité*, p. 7.

(3) « No citizenship of the United States was recognised or ever existed » (Wise, *ouvrage cité*, p. 9).

d'une nationalité d'*Amérique*, par opposition aux nationalités *européennes*. Le *Fédéraliste*, ce savant exposé des principes fondamentaux de la nouvelle nation, mentionne seulement les *citizens of America* et non les *citizens of the United States* (1).

Au cours de la première période juridique américaine, il n'existe donc pas de législation positive qui établisse expressément et clairement de quelle manière la nouvelle souveraineté peut être acquise. Sur ce point prédomine, comme je l'ai démontré, le droit résultant de l'*extraction*, en vertu duquel les enfants suivent la condition des parents. Telles étaient les seules règles positives de la nouvelle communauté; et elles furent trouvées toutes naturelles par les fondateurs du gouvernement des États-Unis. Ils les importèrent d'Angleterre dans leur forme positive et les développèrent aux colonies. Elles faisaient partie du *common law* d'Angleterre, de la même manière que les lois naturelles de l'homme, et elles furent adoptées par la société naissante des États Unis (2).

La première loi déclaratoire sur la matière fut sanctionnée par le Congrès américain le 26 mars 1790 (3). Après avoir prescrit quelques règles sur la naturalisation, cette loi contenait notamment ce qui suit :

« Les enfants de nationaux des États-Unis nés dans les pays

(1) Ouvrage célèbre d'Hamilton, Jay et Madison, édition Lodge, 1892, p. 137 : « I am prepared to defend the thes's that the two great epoch-making works in the whole literature of political science are, for the ancient world, the *Politics* of Aristotle, and, for the modern world, those contributions Known as *the Federalist* and the various letters and speeches which taken together represent Hamilton's exposition of the American Constitution and the American form of government » (Nicholas Murray Butles, *Alexander Hamilton*, New-York, 1913).

(2) « According to the law of nature, no place is circunscribed within which parent shall support the child. Wherever the parent goes the child follows. Nor is the place circun-cribed by the declaration of Independence or the constitution of the United Stales. Nor is it by the law of any civilized community » (Webster, *ouvrage cité*, p. 83 et 84).

(3) *United Stales Statules at Larges*, t. I, p. 103-104. Je traduis le mot *residents* par domiciliés, conformément à l'esprit de cette jurisprudence.

d'Outre-Mer ou hors des limites des États-Unis seront considérés comme nationaux naturels par la naissance, pourvu que le droit à la nationalité ne procède pas de parents qui n'auraient jamais été domiciliés aux États-Unis ».

Les cours de justice devaient donc toujours suivre les orientations générales de cette loi, confirmée par celle de 1802, précitée, et qui sont les suivantes :

« Les enfants nés dans un pays et qui y vivent avec leurs parents pendant leur minorité participent de leur caractère de nationaux dudit pays ».

Telle fut la règle américaine dès les premiers pas de l'émancipation (1). En conséquence, jusqu'en 1830, le droit américain considère les habitants des colonies anglaises devenues indépendantes comme nationaux des États-Unis, ainsi que leurs enfants, puis ceux qui se sont fait naturaliser et aussi les enfants d'Américains nés hors ou à l'intérieur du territoire, quand ils conservent l'*animus revertendi* et l'*animus manendi*.

Deuxième période : 1830-1868. — Pendant cette période la Cour fédérale a montré moins d'activité quand il s'est agi d'interpréter les précédents juridiques en matière de nationalité. Webster s'exprime ainsi à cet égard :

« En répétant ce que j'ai déjà démontré comme règle antérieure à 1836, il y a lieu d'affirmer que ni le *jus soli*, ni le vasselage *(allégeance)*, dans l'acception et la signification anglaises, n'exercent une influence quelconque sur l'acquisition de la nationalité aux États-Unis » (2).

Les questions internationales, les véritables conflits de lois sur la nationalité, ne se présentaient alors que d'une manière peu fréquente. Ceux qui avaient pour origine une apparente double nationalité survinrent en Angleterre

(1) *U. S. S. C. Reports cités, Shanks* c. *Dupont*, III, Peters, p. 242.
(2) *Ouvrage cité*, p. 94.

comme conséquence de l'émancipation. La faculté de recourir à l'option, incluse dans les traités (dont je me suis déjà occupé et sur lesquels je reviendrai), en procurera la solution. Mais les décisions qui intervinrent ne furent ni claires, ni décisives : les difficultés persistèrent donc pendant un siècle.

Ceux de ces conflits qui ont trait à la nationalité des enfants de nationaux nés à l'étranger redoublèrent au cours de cette période. La Cour fédérale admit, en 1841, qu'ils étaient nationaux américains, ajoutant que les épouses mêmes desdits enfants avaient aussi la nationalité américaine. Quelques Cours suprêmes des États ont adopté cette jurisprudence (1).

La différence de nationalité chez les parents donna lieu à la jurisprudence suivante : « Si le père est national américain et si la mère est étrangère, les enfants sont nationaux des États-Unis ». La règle n'est pas applicable dans le cas où les enfants sont illégitimes (2).

Quelques tribunaux ont décidé que si les enfants issus d'Américains ne retournent pas aux États-Unis, du moins après leur majorité, ils ne sont pas Américains (3).

Les enfants de père étranger et de mère américaine suivent la nationalité du père. Les petits-enfants de nationalité américaine, enfants issus d'une mère qui, par son mariage avec un étranger, a perdu la nationalité, sont étrangers. Cependant, quelques cours de justice des États, comme celle de l'État d'Iowa, par exemple, ont résolu certain cas dans un sens différent. Il s'agissait, en l'espèce, d'un Américain émigré au Canada, où il eut un fils qui s'y maria aussi et eut à son tour un fils. Le père et le fils, c'est à-dire le fils et le petit-fils de l'Américain, retournèrent aux États-Unis et y fixèrent leur domicile. La Cour

(1) New Hampshire, *Campbell* c. *Wallace*, 1841, XII, 362; Vermont, *Lynden* c. *Danville*, 1856, XXVIII, 809; Nevada, *State* c. *Balge*, 1865, I, 453.

(2) Maryland, *Guiers Lessie*, c. *Smith*, 1864, XIV, 239.

(3) Vermont, *Albany* c. *Derby*, 1858, t. XXX, p. 718.

décida que le fils et le petit-fils étaient nationaux, puisqu'ils descendaient d'Américains et avaient leur domicile aux États-Unis (1).

On a discuté sur le point de savoir si ces règles sont également applicables aux enfants d'un individu devenu Américain par la naturalisation. Une sentence de la Cour suprême de l'État du Maine a déclaré en 1870 que les enfants de naturalisés non nationaux par la naissance étaient Américains dans les limites fixées par les conditions générales. Les enfants de père et mère américains qui voyagent et qui, par conséquent, se trouvent à l'étranger d'une manière accidentelle et passagère naissent Américains. Les enfants issus de père américain et de mère étrangère sont soumis à la même règle puisque les tribunaux n'ont établi aucune différence pouvant résulter de la nationalité de la mère.

L'adoption d'un enfant par un national des États-Unis n'a pas pour effet d'étendre à l'adopté la nationalité de l'adoptant. L'adopté conserve sa nationalité originaire. L'enfant ne perd pas son droit d'option pour le jour où il atteint l'âge de sa majorité (2).

Doit être considéré comme national des États-Unis l'enfant né à bord d'un navire portant le pavillon des États-Unis d'Amérique, de parents américains qui se trouvaient ainsi en pays étranger à l'époque de la naissance, mais sans avoir l'intention de s'y fixer à demeure, et seulement comme simples passagers faisant escale, ou au cours d'une traversée dans laquelle le père naviguait comme capitaine du navire dont il s'agit (3).

Les questions de nationalité, ainsi que je l'ai dit, se bornaient donc à des conflits internes. En 1831, la Cour

(1) Iowa, *State* c. *Adam,* 1876, p. 45, 99.

(2) Note du secrétaire d'État, M. Fish, du 6 janvier 1872, m. s. dans les archives du ministère des Affaires étrangères de Washington; Webster, *ouvrage cité,* p. 293.

(3) *U. S. S. C., Reports cités, United States* c. *Gordon,* t. V, Blatch, p. 18.

eut à établir sa première jurisprudence au sujet de l'important procès intenté par la nation Cherokee contre l'État de Géorgie (1). On discuta alors pour la première fois sur le point de savoir si les nations indigènes constituaient un *État étranger* au sens de la constitution quand celle-ci emploie cette même expression dans son article 2, section II, alors qu'elle décide que la juridiction du pouvoir judiciaire doit s'étendre aux contestations qui s'élèvent entre un national d'un État de l'Union et un État étranger. Le grand juge Marshall a instauré la doctrine suivante :

« La nation Cherokee constitue-t-elle un *État étranger* dans le sens où la constitution emploie cette expression? L'avocat du demandeur a soutenu l'affirmative avec autant d'ardeur que d'habileté. De l'avis de la majorité des juges, cet avocat a été absolument heureux quand il a attribué le caractère d'État à la nation Cherokee, et qu'il l'a envisagée comme un tout politique distinct, séparé des autres, ayant toute la capacité nécessaire à l'effet de diriger ses propres affaires et de se gouverner lui-même. Cette nation fut considérée comme un véritable État dès le début de l'organisation de notre pays. Les nombreux traités conclus avec elle par les États-Unis la reconnaissent donc comme un peuple qui a les aptitudes voulues pour maintenir des relations de paix ou de guerre, de demeurer responsable, en raison de son caractère politique pour quelque violation que ce soit de ses engagements ou pour toute agression quelconque commise à l'égard des nationaux des États-Unis par tout individu de sa communauté quel qu'il puisse être. Diverses lois inspirées par l'esprit de ces traités ont été sanctionnées et les actes de notre gouvernement reconnaissent d'une manière pleine et entière la nation Cherokee comme un État et ces actes doivent être obligatoirement observés par les cours.

Mais alors surgit naturellement une question des plus graves, qui est la suivante : Les Indiens Cherokees forment-ils un *État étranger* dans le sens que la constitution attache à cette expression ? L'avocat a démontré d'une manière concluante qu'ils ne constituent pas un État de l'Union et il a insisté aussi sur le point que; individuellement,

(1) *U. S. S. C., Reports cités, United States* c. *Wong Kim Ark*, t. CLXIX, p. 649 à 702. Cet arrêt concorde avec la doctrine soutenue en 1874, dans l'affaire *Minor* c. *Happersett*, t. II du secrétaire Wallace, p. 162 à 167.

ils sont étrangers, puisqu'ils ne sont pas soumis au vasselage (*allegeance*) aux États-Unis. Des étrangers assemblés en communauté et qui composent un État doivent former, tout naturellement, un État étranger, parce que, s'ils sont étrangers individuellement, ils doivent l'être collectivement quand ils sont réunis. L'argument est assurément très puissant, mais nous devons l'examiner plus intimement avant d'émettre une opinion. La condition des Indiens à l'égard des États-Unis n'a peut-être aucun autre précédent chez les peuples contemporains. En général, les nations qui ne reconnaissent pas un vasselage (*allegeance*) commun sont étrangères les unes à l'égard des autres. L'expression de « nation étrangère » est applicable d'une manière strictement propre à l'une et à l'autre. Mais les relations des Indiens avec les États-Unis sont caractérisées par des dissemblances particulières et de toute première importance que l'on ne rencontre nulle part ailleurs. Il est admis que le territoire des Indiens fait partie du territoire des États-Unis, sur toutes nos cartes, dans tous nos traités de géographie, d'histoire, dans toutes nos lois, ce fait est reconnu. Dans tous nos rapports avec les pays étrangers, dans nos règlements commerciaux, dans toute tentative de commerce quelconque entre les Indiens et les nations étrangères, ceux-ci sont considérés comme vivant à l'intérieur des limites juridictionnelles des États-Unis et soumis à la plupart des restrictions qui pèsent sur nos propres nationaux. Eux-mêmes reconnaissent dans leurs traités qu'ils sont soumis à la protection des États-Unis. Ils admettent que les États-Unis ont le droit exclusif de réglementer leur commerce avec eux et de diriger leurs relations ainsi qu'ils le jugent convenable. On a permis aux Cherokees, particulièrement aux termes du traité de Hopeweel antérieur à la constitution, d'envoyer au Congrès un député élu par eux quand ils le jugeront opportun. L'État de New-York a passé des traités avec quelques tribus, alors que la confédération n'était pas encore fondée, aux termes desquels les tribus cédaient toutes leurs terres à l'État, en se réservant pour elles-mêmes des portions déterminées, et dans lesquels traités leur indépendance à l'égard de l'État était aussi reconnue. Quand bien même on aurait déclaré que les Indiens ont incontestablement un droit indiscutable jusqu'à ce jour sur les terres qu'ils occupent; quand bien même ce droit pourrait s'éteindre par une cession faite volontairement par les Indiens à notre gouvernement, il est douteux cependant que de telles tribus fixées à demeure dans l'intérieur des limites connues des États-Unis puissent être dénommées en termes propres des nations étrangères. Il serait peut-être plus correct de les appeler des nations de dépendance domestique, parce qu'elles occupent un territoire sur lequel nous possédons un titre indépen-

dant de leur volonté et qui peut produire des effets possessoires quand leur droit de possession prend fin. Pendant ce temps-là ils vivent en état de tutelle et leurs relations avec les États-Unis apparaissent semblables à celles du pupille avec son tuteur. Ils s'adressent souvent à notre gouvernement pour lui demander sa protection, plaçant leur confiance en sa noblesse et en sa puissance; ils ont recours à lui pour qu'il soulage leurs besoins et s'adressent au président comme à leur père tout-puissant. Eux et leurs biens sont considérés par les nations étrangères et par nous-mêmes comme se trouvant d'une manière si complète sous la souveraineté et la domination des États-Unis, que toutes tentatives pour acquérir leurs terres ou pour établir des relations quelconques seraient considérées par tous comme une sorte de mainmise sur le territoire de l'Union et un acte d'hostilité de la part de l'étranger ».

Ces opinions furent illustrées et confirmées par d'autres arrêts, dans lesquels on lit les déclarations suivantes :

« Les tribus indigènes sont des communautés politiques distinctes et indépendantes qui détiennent le droit de *self government* et sont soumises au pouvoir protecteur des États-Unis (1).

» Les tribus indigènes ne sont pas considérées comme propriétaires des territoires qu'elles occupent respectivement. Ces territoires sont regardés comme terres vacantes et qui sont la propriété des États-Unis (2).

» Leurs territoires, destinés à la chasse, sont actuellement en leur possession dans la même forme que les champs qui appartiennent aux hommes de race blanche; ils en ont la jouissance et ont sur eux un droit exclusif selon leurs propres systèmes et pour leurs propres fins. Ils sont respectés jusqu'à ce qu'ils les abandonnent par voie de cession au gouvernement, ou en autorisent leur vente à des particuliers (3).

» Conformément à ces droits, la possession se trouve en dernière instance entre les mains du gouvernement. Les Indiens ne peuvent défricher les bois dans la seule intention de se partager le produit de l'opération ; mais ils ne peuvent disposer du bois qui en provient que dans un but purement accessoire pour améliorer leurs terres ou pour leur agrément (4).

(1) *U. S. S. C., Reports cités, Worcester* c. *Georgie,* VI, Pelers, p. 515.
(2) *U. S. S. C , Uniled Slales* c. *Rojas,* IV, Boward, p. 567.
(3) *Mittchel* c. *Uniled Slales,* IX, Pelers, p. 746.
(4) *Uniled Slales* c. *Cook*, XIX, Wallace, p. 591.

» Les concessions alternantes de terres pour les chemins de fer ne peuvent produire d'effet que sur la terre publique indiquée par les États-Unis et non sur celle qui a été distraite pour l'usage des tribus indigènes, conformément aux traités » (1).

La jurisprudence a défini comme étant pays indigène (*indian country*) un territoire qui appartient aux Indiens, qui est occupé par eux et sur lequel le gouvernement fédéral leur reconnaît un certain titre ou droit (2).

Jusqu'à présent, j'ai considéré la nationalité des Indiens dans ses relations avec le droit fédéral. Le droit des États a été reconnu et sanctionné sous différentes formes, pas toujours conformément au premier. Certains des États déclarent les Indiens nationaux, tandis que d'autres leur refusent cette qualité, spécialement au point de vue des questions juridictionnelles, mais tous ont été d'accord quand il s'est agi de reconnaître que les Indiens ne peuvent être considérés comme étrangers. Un tribunal du Minnesota a décidé, en 1870, qu'un Indien métis, chef des tribus de Chippehuas, possesseur de terres du gouvernement et qui avait adopté les usages de la vie civilisée n'était pas national des États-Unis (3). Il lui refusa aussi la nationalité de l'État de Minnesota pour le motif qu'il appartenait à une nation différente sur laquelle les lois de cet État n'avaient aucun empire. D'autres arrêts précédents ont adopté des conclusions contraires, ainsi que je l'ai déjà expliqué (4). Ces arrêts et d'autres analogues se basent sur la circonstance que les membres des tribus indigènes ne naissent pas sous la juridiction des États-Unis et ne font pas partie de leur communauté politique.

Pendant cette période, spécialement sous la présidence de Jackson, le Sud commença à s'agiter contre le Nord et

(1) *Railway C°* c. *United States*, XCII, p. 733.

(2) *United States*, c. *Leaders*, 1879, VI, de Sawt, p. 17-23.

(3) *United States* c. *Shanks*, Cour suprême du Minnesota, 1870, XV, p. 369-380.

(4) Voir cette Conférence, p 738 et suiv.

c'est alors qu'apparut la doctrine de Calhoun qui avait pour formule : *nullification is the remedy*, c'est-à-dire que l'abrogation de la constitution était le remède (1). C'était la doctrine des États-Unis esclavagistes.

La jurisprudence de toute la première période établit que les esclaves ne sont pas des nationaux. Quant aux nègres libres, ils n'étaient pas non plus nationaux, bien qu'à cet égard il y ait eu des divergences d'opinions. En 1838, par exemple, la Cour suprême de l'État de la Caroline du Nord, dans le procès *State* c. *Manuel*, a déclaré que les nègres libres étaient des nationaux. La Cour a exposé ce qui suit :

« Conformément aux lois de cet État, tous les êtres humains qui l'habitent et qui ne sont pas en état d'esclavage sont compris dans les deux classes suivantes : les esclaves et les hommes libres. Quelles que soient les distinctions qui auraient existé en droit romain entre les nationaux et les habitants libres, ces distinctions ne se retrouvent pas dans notre droit. Antérieurement à notre révolution, toutes les personnes nées dans les domaines du roi de Grande-Bretagne, quelle que fût leur couleur, étaient sujets britanniques par la naissance, et ceux qui étaient nés hors de son vasselage (*allégeance*) étaient étrangers. L'esclavage n'existait pas en Angleterre, mais il en était autrement dans les colonies britanniques. Au regard de la loi, les esclaves n'étaient pas des personnes, mais simplement des choses possédées. A partir du jour où l'incapacité et la disqualification en raison de la couleur furent supprimées, ils devinrent des personnes, et alors on les comprit soit parmi les sujets britanniques, soit parmi les non-sujets britanniques, suivant qu'ils étaient nés ou n'étaient pas nés sous le vasselage du roi. La révolution n'introduisit, dans les lois de la Caroline du Nord, pas d'autre changement que celui qui résultait de la transformation de cette région, de la situation de colonie, sous la dépendance d'un État européen, en État souverain. Les esclaves restèrent esclaves; les sujets britanniques de la Caroline

(1) « Andrew Jackson... speaking perhaps by the pen of the great jurist Edward Livingston of Luisiana... made a famous proclamation to the nullifiers in which was conveyed the substance of his reported personal message to John C. Calhoun, one of the greatest ol all American Statesman and political philosophers » (Nicholas Murray Butler, *Alexander Hamilton*, New-York, 1913, p. 2).

du Nord passèrent à la condition de sujets de cet État; les étrangers qui ne devinrent pas membres de ce même État continuèrent à demeurer étrangers. Les esclaves affranchis se transformèrent en hommes libres, et, en conséquence, ceux qui étaient nés dans l'État de la Caroline du Nord étaient des nationaux de l'État comme toute autre personne libre quelconque née sur son territoire. L'émancipation n'avait pas pour conséquence la suppression de l'incapacité qui résultait de l'esclavage. La capacité était régie par les règles internes de l'État. La suppression de l'esclavage constituait une matière qui rentrait dans la compétence du gouvernement fédéral. Il eût été périlleux de confondre l'une avec l'autre ».

En conséquence, conformément à la constitution de l'État de la Caroline du Nord, et aux termes de cet arrêt, tout homme libre qui aura accompli sa vingt et unième année d'âge dans cet État, sans distinction de couleur, sera considéré comme national.

En 1852, les tribunaux de l'Alabama eurent à juger l'affaire de *Temmis* c. *Doe*, au sujet de laquelle ils décidèrent que les noirs libres résidant en Floride à l'époque où cet État fut acheté de la France, sont devenus des nationaux des États-Unis en vertu du traité de cession (1).

Par disposition législative du 26 mars 1857, de l'État du Maine, tous les noirs libres et majeurs de vingt et un ans pouvaient être électeurs pour la nomination du gouverneur, des sénateurs et des députés.

Enfin, en 1865, l'assemblée de l'État de Connecticut adopta une résolution tendant à faire émettre par les magistrats de la Cour suprême une opinion motivée sur le point de savoir si les nègres sont ou ne sont pas citoyens des États-Unis dans le sens constitutionnel de ce terme. La Cour fut d'avis de les considérer comme nationaux de l'État de Connecticut.

En 1866, la Cour suprême de l'Indiana se prononça dans le même sens. Nous sommes déjà au courant du cas appelé *Dred Scott* c. *Sanford*, que j'ai cité plusieurs fois

(1) Cour suprême de l'Alabama, XXI, p. 449.

et qui fut résolu en 1856 par la Cour suprême des États-Unis (1), par un arrêt déclarant que les noirs ne sont pas des nationaux.

L'État de Kentucky, aux termes de l'arrêt *Amey* c. *Smith*, prononcé en 1822, avait déclaré que les noirs libres n'étaient pas nationaux et que, par conséquent, ils ne pouvaient exercer les droits du citoyen. La Cour s'exprimait ainsi :

« Avant l'adoption de la constitution fédérale, les États-Unis avaient le droit de déclarer nationale toute personne qu'il leur plairait; mais la constitution fédérale n'autorise plus à déclarer comme nationaux des États-Unis que les personnes de race blanche seulement. Par conséquent personne, si ce n'est un blanc, ne peut être considéré comme national ».

En 1834, l'État de Connecticut soutint la même doctrine dans le cas *Krandal* c. *State*. En 1838, la cour de Tennesse se prononça dans une affaire *State* c. *Klyborn*, et nous relevons dans son arrêt le motif suivant :

« Comment peut-on prétendre que le noir jouit de *tous* les privilèges du national, alors qu'il lui est à peine permis de jouir de quelques-uns seulement de ceux des droits qui appartiennent à la masse des nationaux de l'État? Cela ne peut être, et, en conséquence, le nègre libre n'est donc pas un national dans le sens de la constitution, et, s'il l'était, il aurait la faculté de jouir de tous les privilèges et immunités des nationaux de la catégorie la plus favorisée. C'est une prétention que personne ne peut admettre. Nous concluons, en conséquence, que les noirs ne sont pas des nationaux ».

La Cour suprême de l'État d'Arkansas s'exprima ainsi, en 1846, dans l'affaire *Pendleton* c. *State* :

« S'ils (les noirs) sont nationaux dans toute la portée du sens constitutionnel, pourquoi ne leur permet-on pas de prendre part à l'organisation de l'État? Pour cette raison ils ne sont donc certainement pas nationaux. La constitution fut l'œuvre de la race blanche. Le gouvernement qu'elle a créé et dont elle constitue la loi fondamen-

(1) *U. S. S. C., Reports cités*, XIX, Howard, p. 393.

tale, se trouve entre les mains des blancs et personne n'a jamais eu l'intention de favoriser une autre race de la population par l'attribution des mêmes droits que ceux de la première. Les deux races, qui diffèrent par leur complexion, leurs mœurs, leur conformation et aussi par leur valeur politique et intellectuelle, obéissent à une puissance supérieure aux lois de la nature humaine qui en ont ainsi décidé et rien ne peut y apporter un changement, si ce n'est une force plus grande que cette même puissance. Les rédacteurs de la constitution ne l'ont pas ignoré, et c'est de là que vient l'intention qu'ils ont eue d'exclure les noirs comme nationaux par les dispositions mêmes de la constitution ».

En 1848, la Cour suprême de Géorgie, dans l'affaire *Cooper Warsham* c. *Major*, a décidé que :

« Les personnes de couleur n'avaient jamais été reconnues comme nationales. Elles n'ont le droit ni de porter des armes, ni de voter pour les membres de la législature, ni de remplir des fonctions publiques. On a toujours considéré qu'elles se trouvent en état de tutelle. Les noirs n'ont pas de droits politiques, mais seulement des droits personnels, et, parmi ceux-ci, le droit à la liberté ».

En 1842, la législature de Géorgie a sanctionné une loi disposant que les nègres libres sont nationaux des États-Unis, et que l'État de Géorgie ne reconnaîtrait jamais une nationalité de cette nature.

Les cours de justice des États de Missouri, Floride, et plusieurs autres ont suivi la jurisprudence prérappelée. Dans d'autres États, comme celui de la Caroline du Nord, par exemple, les tribunaux sont restés dans l'indécision : ils ont admis que la question devait être résolue par des sanctions législatives.

Mais, en face de ces décisions des cours d'État, la Cour fédérale déclara, en 1866, dans le cas cité, *United States* c. *Rhodes*, que les personnes de couleur devaient être considérées comme nationales de l'Union.

Cette jurisprudence contradictoire se compliquait encore quand il s'agissait de la nationalité des métis d'Indiens et de nègres, de nègres et de blancs, d'Indiens et de blancs.

Mais ces questions présentent un caractère essentiellement local : Nous ne les étudierons pas, pour cette raison (1).

Les Cours suprêmes des États sont donc ainsi divisées en deux camps opposés : les unes admettent que les noirs libres sont nationaux ; les autres sont d'un avis contraire. La Cour suprême de justice avait rendu son arrêt historique, tant de fois rappelé dans l'affaire *Dred Scott* c. *Sanford*, contredit par celui de 1866, précité.

Le rapport parlementaire précité (2) s'exprime ainsi qu'il suit au sujet de cet arrêt :

« Il est universellement admis aujourd'hui que la majorité des opinions émises au sujet de cette affaire constituent des doctrines mûrement étudiées; mais aussi que, étant donné l'état de la procédure, le point soumis à l'appréciation de la Cour, c'est-à-dire la question de la nationalité des nègres libres, ne pouvait, à aucun point de vue, être proposé à l'appréciation du tribunal. »

Cependant la Cour a décidé que, puisque l'affaire lui avait été déférée, il lui appartenait de se prononcer. La Cour ne prit que difficilement et laborieusement une décision, et le grand juge Tanney a exposé sa doctrine dans les termes suivants :

« Les mots « peuple des États-Unis » et « nationaux » sont des termes synonymes, puisqu'ils expriment la même chose. Tous les deux s'appliquent au corps politique qui, conformément aux institutions républicaines, forme la souveraineté et détient le pouvoir de diriger le gouvernement au moyen de représentants. Tous les deux constituent ce que nous appelons familièrement le « peuple souverain ». Chaque national fait partie du peuple et forme un membre constituant de la souveraineté. La question qui se présente alors est celle de savoir si la catégorie de personnes qui figurent sous l'appellation de « nègres libres » composent une partie du peuple et sont membres constituants de la souveraineté. A notre avis, ils ne participent pas à celle-ci. Ils n'y sont pas compris et l'on n'a jamais eu l'intention de les faire figurer dans le terme de

(1) On peut en prendre connaissance dans le *Report* parlementaire précité, p. 66 et suiv.

(2) *Citizenship*, etc., 1906, p. 65.

« nationaux » (*citizens*), employé par la constitution. En conséquence, ils ne peuvent réclamer aucun des droits et privilèges que cet acte accorde et assure aux nationaux des États-Unis. Au contraire, à l'époque dont il s'agit, ils étaient considérés comme des êtres d'une classe inférieure, subordonnée, qui avait été subjuguée par une race dominante supérieure. Émancipés ou non, ils demeurent soumis à l'autorité de celle-ci et n'ont aucun droit ni aucun privilège, autres que ceux que le gouvernement a bien voulu leur accorder ».

Tanney, juge éminent et dont le nom figure dans l'histoire des États-Unis, ne concevait cependant pas très clairement la nationalité, ainsi qu'il résulte de la citation que nous venons de faire de ses paroles. Dans les premiers paragraphes de son exposé, il confond la nationalité avec la qualité de citoyen et le peuple souverain avec la population, c'est-à-dire la masse des habitants. Chaque national fait partie de la population; mais tout national ne figure pas au nombre des membres du corps politique qui exerce la souveraineté. Ainsi, les femmes, les enfants, les Indiens et les nègres composent la population des États-Unis ou leurs nationaux. Cependant les femmes, les enfants et les Indiens indépendants ne votent jamais, et les nègres n'ont voté que depuis l'Amendement XIV, c'est-à-dire à partir de 1868.

Il demeura alors établi, au grand scandale des États du Nord, qu'un nègre libre, de race africaine, dont les ancêtres ont été amenés au pays et y ont été vendus comme esclaves, n'est pas un national dans les termes de la constitution des États-Unis, et qu'au point de vue politique il a continué à demeurer esclave tout en restant civilement libre. Quand la constitution fut sanctionnée, ajoute l'arrêt, dans aucun des États on ne considérait les noirs comme membres de la communauté constituée par ces États. Par conséquent, ils n'ont jamais été comptés au nombre de ceux qui faisaient partie de leurs populations ou de leurs nationalités (1).

(1) *Dred Scott* c. *Sanford*, *passage cité*, p. 393.

La guerre de Sécession fut donc entreprise, selon une opinion très répandue, par suite de la revendication de la liberté du ventre d'une part, et, d'autre part, en raison de la résistance des États du Sud sur ce point. Toutefois, d'après mon opinion que j'ai manifestée en d'autres circonstances, la question de l'esclavage ne fut qu'un simple incident habilement exploité par le Nord pour motiver cette guerre. Les rivalités entre les deux régions du pays étaient profondes et présentaient un caractère économique beaucoup plus grave que celui d'une simple question de principes sur la liberté des nègres.

Troisième période : 1868-1898. — Le commencement de cette période est marqué par les dispositions législatives que j'ai citées précédemment (1) et qui ont préparé la réforme constitutionnelle. Cette réforme que nous connaissons déjà sous le nom d'Amendement XIV, était devenue immédiatement nécessaire comme conséquence du triomphe du Nord sur le Sud. Les débats se placèrent désormais à un nouveau point de vue, étant donnés les termes du texte constitutionnel suivant :

« *Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction sont nationales des États-Unis et de l'État dans lequel elles sont domiciliées* ».

L'Amendement XIV contient quelques autres clauses sur les garanties et sur les droits qui résultent de la nationalité, mais qui ne se réfèrent pas à la nationalité proprement dite. Avant la sanction de cet amendement, quelques législatures d'États avaient édicté, comme je l'ai déjà fait remarquer, des lois stipulant des incapacités politiques contre les noirs, que les défenseurs de ceux ci ne manquèrent pas d'interpréter comme une limitation à leur droit de vivre en liberté et de jouir de la propriété dans la forme garantie par la constitution. De plus, ces

(1) Voir la présente Conférence, p. 698 et suiv.

lois se trouvaient en opposition avec l'Amendement XIII de la constitution, d'après lequel il ne devait plus exister désormais aux États-Unis ni esclavage, ni servitude volontaire, à l'exception des pénalités imposées pour crimes à des individus condamnés en due forme. L'Amendement XIV était applicable dans tous les territoires soumis aux États-Unis, et il avait pour but de réaliser une révolution, non seulement à l'égard de la race noire, mais encore à l'égard des États-Unis en général et des Etats en particulier, en faveur de toutes les classes de la population qui y avaient fixé leur domicile. Les circonstances que nous venons de rappeler furent le signal d'une véritable avalanche de procès portés devant les tribunaux fédéraux, dont trois cent dix ont été jugés par la Cour de justice depuis 1868 jusqu'à ces dernières années (1), tous ayant pour objet d'interpréter l'étendue des applications que devait autoriser l'Amendement XIV.

Quelles sont donc les questions qui servaient de prétexte à cette surabondante jurisprudence, révélatrice d'un débat passionné et comportant des solutions difficiles? C'était simplement l'interprétation de l'Amendement XIV dans toute la portée qu'on devait lui reconnaître. Parmi tous les cas qui se sont présentés, les plus intéressants, tant par le style que par le fond et par la forme — et qui peuvent être considérés comme de véritables *leading cases*, c'est-à-dire comme formant jurisprudence — sont ceux connus sous le nom de *Slaugther-House cases* et de *United States* c. *Wong Kim Ark* (2). Ces décisions ont eu pour objet d'abroger la jurisprudence établie dans l'arrêt relatif à l'affaire *Dred Scott*. D'après leurs dispositifs, toute per-

(1) Wise, *ouvrage cité*, appendice A, p. 280. Cet auteur énumère trois cent sept affaires jusqu'en 1906.

(2) Les premiers ont été rendus en 1872 et l'on peut les lire dans le t. XVI des *U. S. S. C., Reports*, Wallace, p. 73, ainsi que le dernier dans le t. CLXIX, p. 676. Enfin, on peut consulter l'arrêt relatif à l'affaire *Elk* c. *Wilkins*, 1884, t. CXII des *Reports cités*, p. 101.

sonne, de quelque classe et de quelque race qu'elle soit, qui, à l'époque de la sanction de la constitution, aurait été reconnue comme nationale dans l'un quelconque des divers États, anciennes colonies, devait être aussi nationale de la nouvelle Union (1).

En 1872, dans les affaires *Slaugther-House*, la Cour suprême, en se référant à l'Amendement XIV, s'est ainsi exprimée :

« Cette clause déclare que les individus seront nationaux des États-Unis, sans qu'il soit tenu compte de leur nationalité dans un État particulier ; elle abroge l'arrêt *Dred Scott* en tant que cette décision n'admet pas que *toutes* les personnes nées à l'intérieur des États-Unis et soumises à leur juridiction nationale sont nationales de ce pays ».

La nouvelle jurisprudence a été confirmée en 1874 aux termes d'un arrêt dans lequel on lit ce qui suit (2) :

« Ceux qui étaient membres du peuple américain ou de l'un quelconque de ses États à l'époque où la constitution nationale fut sanctionnée se convertirent, *ipso facto*, en nationaux, c'est-à-dire en membres de la nation créée par sa sanction. Ils faisaient donc partie du peuple réuni pour constituer la nation ; ils étaient, par conséquent, nationaux originaires ».

Enfin, en 1898, la Cour, dans la retentissante affaire précitée *Wong Kim Ark*, a déclaré par l'organe de son Justicier Majeur Gray :

« Quand l'Amendement XIV de la constitution emploie les termes *toutes les personnes nées aux États-Unis* en y ajoutant l'expression *soumises à leur juridiction*, le but qu'il a réellement poursuivi a été d'exclure, dans une forme claire et précise et en plus des enfants des membres des tribus indigènes qui vivent dans une relation particulière à l'égard du gouvernement national et conformément au *common law*, les deux catégories de personnes suivantes : les enfants d'étrangers ennemis occupant le territoire par suite d'hostilités et

(1) *Affaire citée*, p. 406.
(2) *U. S. S. C., Reports cités, Minor* c. *Happersett*, t. XXI, Wallace, p. 162.

les enfants des représentants diplomatiques d'un État étranger. Ces deux catégories de personnes, ainsi qu'on l'a démontré, tant par le texte de la loi anglaise que par les termes de notre propre loi, depuis la date de la première fondation des colonies britanniques en Amérique, ont été reconnues comme constituant une exception à la règle fondamentale de la nationalité qui repose sur la naissance sur le territoire ».

La difficulté que l'on éprouve pour donner une définition exacte du sens constitutionnel de *citizens* et *citizenship* et que j'ai signalée dans l'exposé de la première période de la jurisprudence, a persisté jusqu'à l'époque de la troisième période. En effet, Brannon (1) fait observer ce qui suit :

« Dans aucun des articles de la constitution, le sens de ces mots n'a été défini, ni implicitement, ni explicitement, sauf dans les cas où la chose a été faite par des déclarations affirmatives telles que celle-ci : « Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis » et soumises à leur juridiction, sont nationales des États-Unis ». A ce point de vue, comme à d'autres, la constitution doit être interprétée à la lumière du *common law*, des principes et de l'histoire, avec lesquels les auteurs de la constitution étaient familiarisés ».

L'amendement XIV de la constitution, — en déclarant que toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction sont nationales à la fois des États-Unis et de l'État dans lequel elles sont domiciliées, — a déclaré que la nationalité par la naissance demeure acquise par le simple fait de naître dans les conditions définies par la constitution. *Toute* personne née aux États Unis et soumise à leur juridiction est immédiatement, *ipso facto*, nationale des États-Unis, et il n'est pas nécessaire qu'elle se fasse naturaliser. Une personne née hors de la juridiction des États-Unis ne peut en devenir nationale que par la naturalisation légale ou en vertu de traités dans les cas où il s'agit de tribus indigènes, d'an-

(1) *Ouvrage cité.*

nexion ou d'achat de territoire étranger (1). Le Congrès a aussi fait usage de son autorité en statuant que certaines catégories de personnes sont nationales, comme par exemple il l'a fait dans les lois qui confèrent la nationalité aux enfants de nationaux nés à l'étranger ou qui autorisent les étrangers, individuellement, à acquérir la nationalité au moyen de l'accomplissement de certaines formalités judiciaires prescrites par les lois spéciales sur la naturalisation. En conséquence, à partir de l'époque dont nous nous occupons, le droit américain admet seulement la classification de la nationalité soit par la naissance, soit par la naturalisation.

La jurisprudence a élucidé et résolu définitivement les problèmes abordés par l'Amendement XIV au sujet des *Indiens* et des *noirs*.

Les questions qui s'appliquent au *status civitatis* des Indiens, questions très complexes, ont donné lieu à un nombre très considérable de décisions judiciaires, souvent contradictoires et pas toujours claires. C'est la conséquence des difficultés qui résultent de la nationalité d'État. La constitution des États-Unis s'occupe des Indiens dans son article 1^er^, section II, quand elle déclare que, dans la répartition des sièges de députés et des impôts directs, elle exclut les Indiens non soumis à l'impôt. L'article 1^er^, section VIII, ajoute que le Congrès a le pouvoir de réglementer les relations avec les tribus indiennes. Mais la constitution omet de nous dire quelle est la nature des relations qui existent entre les Indiens et le gouvernement des États-Unis ou des États particuliers. En d'autres termes, la constitution garde le silence sur les conditions dans lesquelles vivent les nations indigènes à l'intérieur du territoire fédéral. Depuis les temps les plus lointains, le

(1) En traitant de ce point, je fais abstraction des détails sur le droit d'expatriation, point qui présente le plus haut intérêt dans les institutions américaines et qui correspond, selon mon programme, à la question relative à la naturalisation des étrangers qui constituera la matière d'un autre volume.

gouvernement américain, ainsi que je l'ai démontré, a traité avec un esprit plus ou moins large les Indiens comme des nations indépendantes et il a maintenu ses relations avec eux à l'aide du procédé normal des traités.

En résumé, les décisions de la Cour fédérale interprètent l'Amendement XIV en maintenant la doctrine des *Slaugther-House cases* en vertu de laquelle les noirs libres sont nationaux des États-Unis. Le sont également, d'après la jurisprudence, les enfants de Chinois nés aux États-Unis, si les parents étaient domiciliés dans l'Union à l'époque de la naissance. Dans l'affaire *Rodriguez*, jugée en 1897 (1), la Cour suprême a établi la corrélation suivante avec l'Amendement XIV :

« Bien que cet amendement ait été conçu originairement pour favoriser la race noire, il confère le droit de nationalité aux personnes d'autres races, blanches, jaunes ou rouges, nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction ».

Ce langage a été interprété dans le sens que l'amendement comprend aussi les Chinois, exclus cependant par les lois sur la naturalisation. Avant et après l'affaire *Rodriguez*, de nombreux arrêts ont confirmé cette doctrine (2).

Quatrième période : 1898-1913. — La jurisprudence établie depuis 1868 fut confirmée avec persistance par les cours jusqu'à la fin de cette période. Nous verrons bientôt que l'investigation prescrite par le Congrès de 1906 confirma cette jurisprudence et conseilla une série de réformes qui l'élucidèrent et la perfectionnèrent sans arriver, cependant, à donner satisfaction à toutes les exigences du droit moderne. Pendant cette quatrième période, l'activité

(1) *U. S. S. C., Reports cités,* t. LXXXI, p. 353.

(2) On peut consulter à ce sujet dans les arrêts de la Cour suprême, les affaires *Wong Kim Ark,* t. CLXIX, p. 649; *Lee Sing Far* c. *United States,* t. XCIV, p. 834; *Yung Sing Hee,* t. XXXVI, p. 437; *Giovanna,* t. XCIII, p. 659; *Wy Shing,* t. XXXVI, p. 553; *Chin King,* t. XXXV, p. 354, etc.

juridique présente un caractère plus accentué au double point de vue diplomatique et administratif.

Les cours de justice des États-Unis ont déclaré que l'expression *spanish subjects natives of the Peninsula* comprend aussi ceux qui sont nés aux îles Canaries et aux îles Baléares, mais non ceux qui ont vu le jour au Vénézuéla ou au Chili (1). Elle ne s'applique pas non plus à ceux qui sont nés dans l'île de Cuba. En effet, le 11 juin 1899, les autorités militaires des États-Unis proclamèrent une ordonnance dans l'île de Cuba, disposant que les sujets espagnols nés dans la Péninsule et domiciliés au Chili, qui voudraient conserver la nationalité, devraient faire la déclaration de leur intention à cet égard devant la municipalité de la circonscription de leur domicile dans le délai d'une année à partir du 11 avril 1899. En vertu du protocole signé à Washington, le 29 mars 1900, ce délai fut prorogé de six mois pour les îles Philippines et les autres territoires annexés. Le droit américain concorde avec les dispositions du décret royal d'Espagne, rendu le 11 mai 1901, concernant la nationalité des natifs des territoires cédés et réglementant le droit d'option. Ce décret s'applique aussi à la manière de recouvrer la nationalité espagnole et aux enfants des Espagnols qui se trouvent dans cette situation. Ce décret a été examiné de près aux États-Unis où l'on a cru qu'il violait le traité de paix et les droits des États-Unis en matière de nationalité, mais le ministre de la Guerre a déclaré qu'il n'en était pas ainsi (2).

La loi du 12 avril 1900 promulguée par le Congrès américain par suite de l'incorporation des territoires espa-

(1) Note du secrétaire d'État Hay au comte de Arcos, ministre d'Espagne aux États-Unis, XXVIII, p. 99, et note au ministre de la Guerre du 10 avril 1900.

(2) Lire la note du ministre espagnol Sagasta au gouvernement américain sur la même question, publiée par les États Unis dans le *Foreign Relations*, 1901, p. 474.

gnols a disposé que tous les habitants de l'île de Porto-Rico qui y conserveraient leur domicile et qui auraient été Espagnols le 11 avril 1899, date de la ratification du traité de cession, leurs enfants nés postérieurement et les nationaux de Porto-Rico avaient droit à la protection des Etats-Unis. Cette solution, analogue à celle que nous connaissons déjà pour les îles Philippines, établit un cas exceptionnel de nationalité, puisque l'on ne s'explique pas qu'une personne possède la nationalité des îles Philippines sans avoir en même temps celle des États-Unis, au point de vue des responsabilités internationales.

Ces particularités se présentent aux États-Unis par suite d'une fausse idée de la constitution dans ses relations avec le droit international. Ainsi, par exemple, lors du conflit qui s'est élevé entre l'Italie et les Etats-Unis, au sujet des assassinats commis à la Nouvelle-Orléans en 1892, et dans les conflits de 1913 entre le Japon et les États-Unis, à propos de la loi de l'État de Californie sur les terres, le gouvernement américain s'est toujours désintéressé de la question en déclarant qu'il s'agissait là d'actes émanant des gouvernements locaux autonomes. A cette occasion, l'Italie s'est demandé — et le Japon s'est posé depuis la même question — s'il serait possible de déclarer la guerre à l'État de Californie ou à l'État de la Louisiane, ou bien si la guerre devrait être déclarée aux États-Unis si les agissements des États la rendaient inévitable. Ces mêmes remarques se présentèrent à l'esprit de l'attorney général des États-Unis, M. Grigg, qui, à la date du 23 janvier 1901, exposa ce qui suit :

« Le système — dont la légitimité ne saurait être mise en discussion — adopté par le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif du gouvernement américain est le suivant : Les habitants natifs des îles de Porto-Rico et des Philippines ne sont pas devenus nationaux des États-Unis par suite de la cession des îles faite par l'Espagne en vertu du traité de Paris. Les chargés d'affaires qui ont négocié ces traités n'ont pas l'intention de conférer à ces habitants le *status* de nationaux des États-Unis. La loi organisatrice du gouvernement

temporaire de Porto-Rico n'a pas attribué aux habitants natifs de ces îles la nationalité fédérale; elle s'est bornée à les dénommer nationaux de Porto-Rico ».

La seule explication raisonnable de cette anomalie au point de vue du droit international public paraît résulter de la circonstance que les États-Unis avaient eu l'intention de rendre leur indépendance aux îles Philippines et à Porto-Rico dans un temps plus ou moins long; mais actuellement il ne peut subsister aucune nationalité sans responsabilité devant les nationalités étrangères. Cependant, il existe des nationaux provinciaux de cette même nature, que les États-Unis ne reconnaissent pourtant pas comme nationaux de l'Union. Quand il s'agit de protéger ces nationaux *sui generis* à l'étranger, ce sont les États-Unis eux-mêmes qui se mettent en action. Mais quand, au contraire, il y a lieu de donner satisfaction aux revendications des étrangers envers les États-Unis, ceux-ci allèguent qu'il leur est impossible d'intervenir dans les États. En voici un exemple. Un national de Porto-Rico ayant eu des difficultés au Chili, où on ne lui permettait pas de sortir du pays, le ministre américain des Affaires étrangères manda ce qui suit, le 29 avril 1901, au ministre américain au Chili :

« Un Portoricain a le droit, sous l'empire des lois, de jouir de notre plus entière protection. La légation doit tenir la main à ce que le réclamant jouisse de chacun et de tous ses droits et qu'il ne lui soit suscité aucun obstacle à raison de son intention de sortir du Chili pour se rendre à Porto-Rico » (1).

Dans une affaire analogue où il s'agissait de jeunes gens de quatorze à quinze ans nés aux Philippines et qui se trouvaient alors en Suisse, la légation américaine à Berne fut autorisée à déclarer que ceux-ci étaient natifs des îles Philippines résidant en Suisse, et que, à raison de ce

(1) *Foreign Relations*, 1901, p. 32.

caractère, ils avaient droit à la protection des Etats-Unis (1). Cependant, ces jeunes gens n'étaient nullement nationaux des États-Unis, selon l'interprétation rigoureuse de la loi par les juristes.

Le 30 avril 1900, le Congrès américain promulgua la loi d'annexion du territoire d'Hawaï, aux termes de laquelle il est établi que toutes les personnes nationales de la République d'Hawaï, à la date du 12 août 1898, jour de leur incorporation formelle à la souveraineté des États-Unis, sont déclarées nationales des États-Unis et nationales du territoire d'Hawaï. La loi ajoute que tous les nationaux des États-Unis résidant dans les îles Hawaï, qui y auront été domiciliés depuis le 12 août 1898 ou antérieurement, ainsi que tous les nationaux des États qui, dans l'avenir, établiront leur domicile dans le territoire d'Hawaï pour une année, seront considérés comme nationaux de ce territoire. La section IV de la loi de 1900 a disposé aussi que les Chinois, nés ou naturalisés dans les îles Hawaï antérieurement au 12 août 1898, et qui, jusqu'à cette date, n'auraient pas perdu leur nationalité, ont celle des États-Unis, de même que la femme ou les enfants de ces Chinois suivent aussi la nationalité américaine en vertu du *jus sanguinis* (2).

Les nations étrangères ont eu soin de ne pas oublier de se préoccuper de ces questions. Ainsi, le 26 mai 1900 et le 13 août de la même année, le gouvernement anglais s'est adressé au gouvernement américain pour le prier de s'expliquer sur le point de savoir si les marins philippins, régulièrement engagés en vertu de contrats sur des navires marchands anglais, sont considérés par le gouverne-

(1) Note du secrétaire Hay au ministre américain en Suisse, du 28 déc. 1900, *Foreign Relations*, 1900, p. 905.

(2) *Opinions of the Attorney General Grigg*, 16 janv. 1901, t. XXIII, p. 345-352; note du secrétaire d'État, M. Hay, au ministre américain en Chine, M. Conger, du 21 décembre 1901, publiée dans le *Foreign Relations*, 1901, p. 130-132. — Conf. encore cette Conférence, § 10, p. 725.

ment des Etats-Unis comme nationaux de leur pays. Dans le cas de l'affirmative, si les navires britanniques sur lesquels ils se trouvent engagés touchent un port des États-Unis, les marins philippins auraient le droit de réclamer leur liberté, bien que le voyage pour lequel ils ont contracté ne soit pas encore terminé. L'*Attorney General* des États-Unis présenta un *Memorandum* au ministère d'État, le 28 février 1901, établissant que les marins nés aux îles Philippines ne sont pas nationaux des États-Unis d'après le sens qui doit être attaché aux lois relatives à la marine ou à toutes autres lois des États-Unis (1). Un autre *Memorandum* du ministère d'État, en date du 19 juillet 1900, s'exprime ainsi :

« Un homme peut être national dans un seul sens du mot, ou à certains points de vue et pour certaines intentions seulement, bien qu'il ne le soit pas dans tous les sens qui peuvent se présenter à l'esprit et pour tous les buts qu'il peut poursuivre » (2).

Sans nul doute, le droit des États-Unis en cette matière réclame une revision, puisqu'il présente quelque chose de sibyllin. Les nations étrangères ne peuvent, en effet, concevoir qu'un homme ne soit pas national d'une souveraineté reconnue par les autres pays comme personne du droit public quand il s'agit de responsabilités reconnues, qui ont toujours des conséquences juridiques dans le droit international public. Comment s'expliquer alors que les États-Unis, aux termes de leur loi du 1er juillet 1902, offrent aux personnes de cette catégorie leur protection dans les pays étrangers et se refusent à répondre des obligations que ces mêmes personnes ont contractées ou des omissions juridiques qu'elles ont pu commettre hors des États-Unis et renvoient les réclamants à s'entendre avec les gouvernements des États, qui, bien qu'ils consti-

(1) *Foreign Relations*, 1901, p. 200.
(2) *Foreign Relations*, 1901, p. 199.

tuent des organes internes de la nation américaine, n'ont nullement la personnalité internationale?

XIII. **Le droit d'option.** — J'ai déjà établi plusieurs fois — spécialement ci-dessus, en m'occupant des première et seconde périodes du droit et de la jurisprudence américains — que le droit d'option avait été admis comme règle par le *common law* anglais et par le droit commun américain. A cet égard la jurisprudence a confirmé les conclusions qui furent prises dans ce sens. Au moyen des textes des sentences que j'ai citées, j'ai établi que le conflit qui résulte d'une apparente double nationalité s'est présenté aux États-Unis dès les origines de la nationalité. Ce fut à l'occasion de la naissance d'enfants d'Anglais nés dans le pays et emmenés depuis en Angleterre par leurs parents. Ce cas a été étudié avec le plus grand soin par la Cour suprême en 1830. Le juge Thompson a exprimé l'opinion de la Cour dans les termes suivants :

« Si l'enfant est né depuis le 4 juillet 1776 et antérieurement au 5 septembre de la même année, quand les Anglais s'emparèrent de New-York, son bas âge l'a inhabilité pour le choix de sa nationalité; son choix et son caractère seront déterminés par la volonté du père et seront soumis au droit d'option ou de renonciation, à partir de sa majorité, dans un délai raisonnable. Si l'enfant n'a jamais renoncé aux conséquences de la décision prise par ses parents, nous devons le considérer comme sujet britannique et par conséquent inhabile à l'effet d'invoquer la théorie en question ».

En 1857, la question fut de nouveau portée devant la Cour fédérale. Le juge Nelson exposa ainsi l'opinion de la Cour (1) :

« La demanderesse est née sous la domination de la République mexicaine, dont l'État du Texas tira plus tard son origine, et elle a vécu dans cet État depuis sa naissance, ayant été emmenée par ses parents en territoire mexicain précisément avant la déclaration de

(1) *Jones* c. *Mc. Masters*, t. XX, Howard, p. 8.

l'indépendance du Texas. En dehors de toute question, elle est donc nationale du gouvernement du Mexique auquel elle doit une obéissance qui ne fut jamais interrompue, ni modifiée. Elle n'a jamais fait aucun acte, ni ses représentants légaux non plus, susceptible d'indiquer soit son option, soit l'intention de renoncer à sa fidélité au Mexique pour adhérer à la nouvelle souveraineté du Texas. Étant née et ayant toujours vécu sous l'autorité du gouvernement mexicain, le fardeau de la preuve reste à la charge des défendeurs qui prétendent qu'elle est nationale de la nouvelle République. Ceux-ci doivent prouver que la nouvelle nationalité a été changée. Les faits démontrent cependant tout le contraire. Ainsi qu'il résulte des circonstances de la cause, la demanderesse avait dix-neuf ans quand l'instance fut introduite, et entre vingt-deux et vingt-trois ans quand les conclusions furent déposées. Si elle avait eu la capacité voulue pour opter alors qu'elle était mineure, la présomption fondée sur ces faits est qu'elle se serait prononcée dès sa majorité en faveur de la nationalité sous l'empire de laquelle elle avait vécu depuis sa naissance, et si elle ne peut opter durant sa minorité, elle conserve la nationalité acquise par la naissance, nationalité qui était la sienne au moment où le procès a été intenté ».

En 1849, la Cour du Maine a eu à examiner la forme de l'option, et elle a indiqué que cette option ne devait pas consister dans la simple translation de l'enfant d'un pays dans un autre, suivie d'un domicile plus ou moins prolongé dans ce dernier pays (1). Dans une autre affaire, la Cour suprême des États-Unis a admis ce qui suit (2) :

« Cependant, d'après mon opinion, un père ne peut priver son enfant mineur du *status* national américain qui lui appartient par le fait de la naissance sous l'empire de la constitution et comme conséquence de la fixation de son domicile dans l'étendue de la juridiction des États-Unis. Une fois le *status civitatis* acquis, il ne peut être changé que par un acte émanant de l'intéressé lui-même quand il a atteint sa majorité et avec le consentement du gouvernement ».

J'ai fait remarquer dans un autre passage de cette conférence que la doctrine d'origine féodale du consentement

(1) Cour suprême du Maine, *Cales* c. *Marshfield*, t. XXX, p. 511. — Cour suprême de New-York, *Ludlan* c. *Ludland*, t. XXVI, p. 356. « Childfollows the father ».

(2) *U. S. S. C., Reports cités*, Chin-King, 1888, t. XXXV, p. 354.

du gouvernement a été abandonnée par les États-Unis. Ils ont admis le droit de la liberté de s'expatrier. Il y aura lieu d'approfondir cette question quand je traiterai de la naturalisation.

Dans l'État d'Iowa, en 1876, on a discuté aussi sur le droit d'option dans le but de faire remarquer qu'il n'existait pas dans les lois de dispositions expresses sur le droit qu'ont les enfants de nationaux nés à l'étranger, de choisir entre les deux souverainetés (1). Il s'agissait d'un jeune homme né au Canada de père américain, qui vint dans l'État d'Iowa et y établit son domicile. La Cour déclara que le demandeur, à l'époque où il avait opté, était national des États-Unis.

En 1858, la Cour de l'État de Vermont a adopté une jurisprudence analogue en admettant que, étant prouvé le fait que l'intéressé avait été domicilié dans un pays étranger après l'accomplissement de sa majorité, il en résultait clairement son intention de conserver la nationalité étrangère. Cependant on lit souvent dans les recueils des jurisprudences locales des États-Unis des cas contradictoirement jugés. Le rapport parlementaire précité (2) contient les conclusions suivantes :

« Le droit d'option paraît cependant une doctrine définitivement établie et reconnue par les cours. Cette doctrine a été fréquemment acceptée dans les cas qui se réfèrent aux droits d'enfants étrangers nés de parents américains ainsi qu'à l'égard des droits d'enfants américains nés de parents étrangers ».

Le droit d'option a été incorporé aux pactes internationaux, ainsi que je le démontrerai dans le chapitre suivant.

XIV. **Droit conventionnel.** — Depuis l'époque de leur émancipation, les États-Unis ont fourni un labeur diplomatique intéressant et abondant au sujet des questions qui

(1) Cour suprême de l'État d'Iowa, *State* c. *Adams*, t. XLV, p. 99.
(2) *Citizenship*, etc., p. 80.

concernent la nationalité. La partie la plus importante des résultats acquis concerne les effets de la nationalité des étrangers aux États-Unis, spécialement des Européens qui retournent plus tard dans les pays d'émigration ou d'origine pour y établir leur domicile. La série des traités auxquels Bancroft a attaché son nom, et autres, constitueront donc la matière spéciale de mon volume sur la naturalisation. Je m'occuperai alors d'une manière plus approfondie des négociations diplomatiques américaines ainsi que de leurs résultats (1). Je me borne aujourd'hui à les traiter au point de vue spécial de l'acquisition de la nationalité.

Le premier traité dans lequel on remarque des solutions positives a été conclu en 1783 avec l'Angleterre. Il semblait alors que cette nation avait rompu avec sa règle traditionnelle prérappelée, suivant laquelle *once a subject always a subject*, puisque, dans ce traité, le roi d'Angleterre renonçait au vasselage (*allegeance*) des habitants des colonies. Après ce traité, et pendant longtemps encore, les troupes anglaises continuèrent à tenir garnison en Amérique, et, en 1794, il fallut arrêter les conditions d'un nouveau pacte d'évacuation, qui, en outre, assurait le droit d'option aux colonisateurs et aux commerçants anglais. Les États-Unis, à leur tour, renoncèrent au droit de les contraindre à adopter la nouvelle nationalité. Cependant, ce droit d'option ne devait être exercé qu'au cours de l'année suivant l'évacuation du territoire par les troupes anglaises. La déclaration d'adoption de la nouvelle nationalité devait être faite soit au gouvernement britannique, soit entre les mains de ses représentants en Amérique. Une fois cette formalité accomplie, ceux qui avaient opté devaient encore se faire naturaliser régulièrement aux Etats-Unis pour jouir des droits sur la nationalité et être investis de la qualité de citoyen. Dans l'Union américaine,

(1) Cf. cet ouvrage, XX^e^ Conférence, § 10, *Nationalité conventionnelle.*

le droit à la nationalité présentait alors une grande importance, même pour ceux qui n'exerçaient pas les droits du citoyen, et cela en raison des prohibitions d'acquérir les biens immeubles, en vigueur dans les colonies et dont étaient frappés les étrangers.

Les traités ne reçurent pas une interprétation bien franche, puisque, en Angleterre, en vertu des clauses de ces mêmes traités, on avait imposé le service militaire à des Anglais naturalisés Américains. Ce fut là l'une des causes principales de la guerre de 1812 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Mais cette guerre ne mit pas fin au conflit juridique : les Anglais naturalisés Américains par les traités d'émancipation ne jouissaient d'aucune immunité sur le territoire britannique. Le conflit resta pendant jusqu'en 1870. A cette date, les deux Etats conclurent un nouveau traité tendant à régulariser les effets de la naturalisation, dont je m'occuperai dans une autre partie de cet ouvrage.

L'effet rétroactif que l'on reconnut au traité de 1870, dit Weber, prouve que l'inflexibilité de la règle anglaise n'avait pas cédé dans la pratique et que les principes du *common law* affirmés par les statuts de la reine Anne et des deux George (1) restaient appliqués dans toute leur rigueur. L'apparente double nationalité avait subsisté jusqu'à ce que le traité de 1870, par lequel l'Angleterre reconnaissait plein effet aux naturalisations américaines, ait mis fin à ce conflit séculaire.

Aux termes du traité passé avec la France en 1803, qui incorporait l'État de la Louisiane à l'Union fédérale, les habitants conservèrent le droit d'option et une clause de ce traité avait déclaré ce qui suit :

« Les habitants des territoires cédés seront incorporés à l'Union des États-Unis dans le plus bref délai possible, conformément aux

(1) Je les ai étudiés dans cet ouvrage, XV^e^ Conférence : *Once a subject, always a subject.*

principes de la constitution et ils jouiront des privilèges, immunités et droits des nationaux des États-Unis ».

En 1818, les États-Unis et l'Angleterre conclurent une nouvelle convention au sujet de l'annexion de l'Orégon aux États-Unis. Ce pacte fixe les règles qui permettent aux habitants de conserver le droit d'option et stipule que tous ceux qui sont nés sur le territoire de parents britanniques jusqu'en 1823 resteront Anglais.

En raison des changements de souveraineté territoriale, la diplomatie américaine rencontra de grandes difficultés en matière de nationalité. Elle a fini par adopter la conclusion suivante :

« La nationalité des habitants du territoire acquis par voie de conquête ou d'acquisition est celle du gouvernement sous la souveraineté duquel ceux-ci sont passés ; cette nationalité est assujettie cependant au droit d'option concédé aux habitants, lequel droit les habilite à l'effet de conserver leur première nationalité, ou pour la modifier, ou pour procéder de toute autre manière, selon qu'il leur conviendra » (1).

Aux termes de l'article 4 du traité du 22 février 1819 qui concerne la Floride et s'applique à la cession de territoire faite par l'Espagne en faveur des États-Unis, il a été stipulé que les habitants des territoires cédés seraient incorporés à l'Union des Etats-Unis aussi promptement que la constitution fédérale le permettrait, et qu'ils jouiraient de tous les droits, privilèges et immunités reconnus aux nationaux des États-Unis. Cette clause concorde, comme on le voit, avec celle qui a été adoptée lors de la cession de la Louisiane et que nous avons citée. Les cours de justice l'ont interprétée d'une manière favorable au changement de nationalité (2). Le même principe demeure

(1) *U. S. S. C., Reports cités, Boyd* c. *Thayer*, t. CXLIII, p. 133.

(2) *U. S. S. C., Reports cités, American Insurance C°* c. *Canter*, I, Peters, p 511 ; *Discussions du Congrès américain*, n° 38, 2e séance, p. 41, *Contested Elections*, 1834, 1835 et 1838; *U. S. S. C , Reports cités, Boyd* c. *Thayer*, t. CXLIII, p. 165-168.

établi dans le protocole de l'annexion du Texas, du 29 décembre 1843. Ceux qui sont nés au Texas et qui, après l'annexion, sont allés se fixer au Mexique, ont conservé la nationalité mexicaine, bien qu'ils aient été mineurs d'âge à l'époque de la séparation (1).

Par le traité de paix signé le 2 février 1848 entre les États-Unis et le Mexique, il a été convenu que les Mexicains qui préféreraient continuer de demeurer dans les territoires cédés pouvaient conserver le titre et les droits de citoyens mexicains, ou adopter ceux de nationaux des États-Unis ; mais ils étaient tenus de faire cette option dans le délai d'une année à partir de la date de l'échange des ratifications du traité. Ceux qui, passé cette date, n'avaient accompli aucun acte démontrant leur intention de conserver la nationalité mexicaine, étaient considérés comme ayant opté pour la nationalité américaine (art. 8). L'article 9 a stipulé que les Mexicains qui n'auraient pas conservé la nationalité mexicaine seraient incorporés à l'Union des États-Unis et admis, en temps opportun, conformément à la règle du Congrès national, à la jouissance de tous les droits des citoyens américains, tels que ces droits sont fixés par les principes constitutionnels. Ces traités donnèrent lieu à des controverses judiciaires. Dans plusieurs de ses décisions, la Cour suprême des États-Unis a étudié les effets de la nationalité à l'égard des habitants de ces territoires (2). La loi du Congrès qui s'applique à l'admission de la Californie au nombre des États et au changement de la souveraineté mexicaine n'a pas statué sur la nationalité de ses habitants.

L'article 3 du traité conclu entre la Russie et les États-Unis, le 30 mars 1867, aux termes duquel le premier pays a cédé l'Alaska au second, dispose que les habitants du territoire cédé peuvent, à leur gré, retourner en Russie,

(1) *U. S. S. C., Reports cités, Jones* c. *Mc. Masters*, t. XX, Howard, p. 8.

(2) *U. S. S. C., Reports cités, Mc. Kinney* c. *Abiego*, t. XVIII, Howard, p. 235 ; *Boyd* c. *Thayer*, t. CXLIII, p. 135.

dans le délai de trois années et conserver ainsi la nationalité de ce pays. Ceux qui préfèrent continuer de demeurer sur le territoire cédé (à l'exception des tribus non civilisées) pourront être admis à la jouissance de tous les droits, avantages et immunités de tous les nationaux américains. De plus, en ce qui concerne les tribus non civilisées, le traité stipule qu'elles seront soumises à la législation que les États-Unis croiront opportun d'adopter à leur égard suivant les circonstances. Cependant le traité ne parut pas très clair au sujet de certains précédents de méfiances réciproques entre la Russie et les États-Unis. Ainsi, une sentence judiciaire établit ce qui suit :

« Une question très difficile à préciser est celle de savoir quels sont ceux qui sont nationaux des États-Unis en Alaska, conformément à l'article 3 du traité de 1867. Le traité donne la règle légale ; mais des difficultés presque insolubles se présentent dans l'application ».

L'article 9 du traité de paix intervenu le 10 décembre 1898 entre les États-Unis et l'Espagne dispose que les droits civils et le *status* politique des habitants naturels des territoires cédés aux États-Unis feront l'objet de lois du Congrès américain. Au moment où l'adoption de cette disposition était encore pendante, on soutint que les habitants natifs de Porto-Rico qui continuaient à demeurer temporairement à l'étranger pouvaient être inscrits dans les légations et consulats des États-Unis comme nationaux de l'île et jouir ainsi, à partir de cette inscription, de la protection nationale, au même titre qu'un *citizen* des États-Unis ; mais à la condition qu'ils aient pris en même temps la précaution de faire noter qu'ils étaient protégés en tant qu'*habitants* naturels de Porto-Rico, mais non comme *nationaux* des États-Unis (1). Conformément à cette circulaire, les habitants natifs de Porto-

(1) Circulaire du secrétaire d'État Hay aux diplomates et consuls des États-Unis, du 2 mai 1899 (*Foreign Relations*).

Rico ont le droit de bénéficier de l'intervention officielle des États-Unis relativement aux préjudices qu'ils auraient subis par suite des révolutions du Vénézuéla et de la guerre avec l'Espagne. Le gouvernement américain entendait que, à partir du traité de paix, les Portoricains avaient cessé d'être Espagnols. Cependant le Congrès américain édicta des lois en vue de régulariser la situation. D'autre part, le traité de 1898 ne stipulait pas que les Portoricains prendraient la nationalité américaine, bien qu'ils aient cessé d'être étrangers dans le sens des lois sur l'immigration (1). Ce traité, dans son article 9, prévoyait le cas des Espagnols natifs de la Péninsule qui auraient résidé dans l'un quelconque des territoires cédés et qui continueraient d'y demeurer. Les Espagnols qui se trouvaient dans cette situation étaient autorisés à conserver la nationalité espagnole à la condition toutefois de déclarer devant un tribunal, dans le délai d'une année à partir de l'échange des ratifications du traité, leur intention d'opter pour la nationalité de la mère-patrie. Dans le cas contraire, on devait admettre qu'ils y avaient renoncé pour adopter la nationalité du pays où ils avaient leur domicile.

Cette conclusion confirme ma doctrine : « les étrangers sont aussi des nationaux » (2).

XV. **Influence du domicile sur la nationalité.** — L'un des points qui, dans le droit et la jurisprudence que nous venons d'examiner, préoccupent les juristes américains est celui de savoir si une personne peut acquérir ou perdre la nationalité d'un État pour cause de domicile. La majeure partie de ces juristes admettent qu'il est évident

(1) Note du secrétaire d'État Hay au ministre de la Guerre du 27 janvier 1900, en manuscrit au département des Affaires étrangères, citée par Moore dans le *Digest, ouvrage cité*, p. 316; *U. S. S. C., Reports cités, Gœlze* c. *United States*, t. CIII, p. 72; *Gonzalez* c. *Williams*, 1904, t. CXCII, p. 1.

(2) Voir cet ouvrage, VIe Conférence, p. 200.

que l'établissement du domicile dans un pays crée certaines relations entre la personne domiciliée et l'État, relations différentes de celles qui l'obligent à l'égard des autres pays. Ils admettent qu'une personne fait partie de la nation dans laquelle elle a fixé son domicile. Le grand juge Gray a exposé cette idée dans les termes suivants (1) :

« La fidélité à un pays et la protection due par celui-ci sont réciproques, ainsi que l'exprime la maxime *protectio trahit subjectionem et subjectio protectionem,* et ni l'une ni l'autre n'ont été limitées d'une manière quelconque à l'égard des sujets naturels par la naissance ou à l'égard des nationalisés ou de ceux qui auraient prêté le serment d'obéissance au pays, puisqu'elles sont également applicables aux étrangers *amis*, pourvu que ceux-ci soient domiciliés dans le royaume ».

Le juge Field, dans un autre arrêt de 1872 (2), s'exprime ainsi :

« Les droits de la souveraineté, dit Wilman, dans ses *Institutions of International Law,* s'étendent à toutes les personnes et à toutes les choses non privilégiées qui *sont* sur le territoire. Ces droits s'appliquent à tous les étrangers de ce même territoire, non seulement à ceux qui sont naturalisés, mais encore à ceux qui y sont domiciliés, qui se seraient établis avec l'intention de résider d'une manière permanente. De plus, ils s'appliquent encore à ceux qui n'ont qu'une simple résidence ou sont simplement de passage. Tous les étrangers se trouvent sous la protection de la souveraineté pendant qu'ils habitent le territoire; ils lui doivent obéissance et fidélité temporaire en retour de cette protection. Nous employons ici le terme « vasselage » *(allegeance)* dans le sens de fidélité et d'obéissance que l'individu doit au gouvernement sous lequel il vit ou à sa propre souveraineté, en rétribution des services qu'il reçoit. L'obligation peut être soit permanente ou absolue, soit temporaire. Le national ou sujet doit une obéissance permanente et absolue au gouvernement de son souverain, ou pour le moins jusqu'à ce que,

(1) *U. S. S. C., Reports cités, United States* c. *Wong Kim Ark,* t. CLXIX, p. 649-655.

(2) *U. S. S. C., Reports cités, Carlyle* c. *United States*, t. XVI, Wallace, p. 147-154.

par un acte clair et précis, il ait renoncé à cette nationalité, en devenant national ou sujet d'un autre gouvernement ou d'une autre souveraineté. Les étrangers, pendant tout le temps qu'ils sont domiciliés dans le pays, doivent la fidélité et l'obéissance locale et temporaire qui dure aussi longtemps que leur résidence ».

En 1843, la Cour suprême a déclaré, dans un autre cas, que la loi présume que toutes les personnes qui vivent sur le territoire sont nationales tant que le contraire n'est pas prouvé (1). En conséquence, les personnes nées aux États-Unis — bien qu'il n'ait pas été démontré que leur père étranger n'y est pas né et bien que celui-ci, au cours de la minorité, se soit transporté hors du pays — seront considérées comme nationales.

En 1860, la Cour suprême de Géorgie a jugé ce qui suit :

« Toutes les personnes qui se trouvent dans l'étendue des limites du gouvernement en état de résidence soit permanente, soit temporaire, seront considérées comme nationales ou sujettes dudit gouvernement, et les droits de juridiction civile ou criminelle leur seront applicables ».

Les cours ont également soutenu, presque uniformément, que la résidence prolongée à l'étranger d'un Américain naturalisé ne porte pas atteinte à sa nationalité (2). A ce sujet et dans l'un de ses arrêts, la Cour suprême a établi la doctrine suivante (3) :

« Il est certain qu'un homme peut avoir un domicile à l'étranger auquel il lui est permis d'attribuer un caractère national pour des fins commerciales et d'exposer selon sa volonté les biens qu'il acquiert au delà de l'Océan à toutes les conséquences de son nouveau caractère de la même manière que s'il était sujet du gouvernement sous lequel il vit; mais il ne perd pas pour cette cause la nationalité originaire du pays où il est né et auquel il doit son perpétuel vasselage *(allegeance)* ».

(1) *U. S. S. C., Reports cités, State* c. *Beackmo*, VI, Blackstone, p. 488; loi ottomane de 1869, citée. V. cet ouvrage, XIe Conférence, p. 369.

(2) *U. S. S. C., Reports cités, Young* c. *Pech*, t. XXI, Wend, p. 389.

(3) *U. S. S. C., Reports cités, United States* c. *Gillies*, t. I, Peters, p. 159.

Dans le procès du navire *Vénus*, le juge Marshall a donné ainsi qu'il suit l'opinion de la Cour (1) :

« Mais ce *caractère national* que l'homme acquiert par la résidence peut se perdre volontairement par le retour au pays natal, ou bien, simplement, en tournant le dos au pays où l'on a résidé pour passer dans un autre. Pour employer le langage de sir Walter Scott, c'est un caractère adventice acquis par le domicile et qui prend fin par la cessation de la résidence. Ce caractère n'appartient plus à la personne dès qu'elle se met en mouvement *bona fide* pour abandonner le pays *sine animus revertendi*. Il est impossible de discuter sur ce que cette règle contient de rationnel. Quand on a acquis le caractère de national par le domicile dans un pays étranger, on doit supporter toutes les conséquences de ce fait, ou l'abandonner en retournant soit au pays natal, soit dans le pays où l'on aurait été naturalisé, ou changer le domicile *bona fide*. La bonne foi exigée dans ces circonstances doit être de telle nature qu'il ne subsiste pas le moindre doute au sujet de sa sincérité. On ne doit jamais ajouter foi entière aux simples déclarations d'intentions quand elles font l'objet d'une contradiction. Quand les déclarations sont accompagnées de faits qui parlent clairement en quelque sorte sans laisser aucune place à l'équivoque et sont suivies de la réalisation du changement de domicile, la preuve doit être considérée comme suffisante ».

Les tribunaux américains se sont efforcés d'établir une distinction certaine entre les nationaux et cette catégorie de domiciliés visés par les décisions précitées. On en conclut que le domicile d'un national américain à l'étranger n'a pas pour effet de changer sa nationalité, mais simplement celle de ses enfants.

En 1844, la Cour suprême eut à discuter un cas intéressant au sujet de la nationalité d'un enfant né aux États-Unis de parents qui se trouvaient temporairement dans ce pays et qui, dans l'année de la naissance, avaient emmené cet enfant en Angleterre. En se basant sur le principe du *jus soli*, la Cour déclara que cet enfant était Américain. Cependant, on pourrait objecter à cet arrêt qu'il n'est pas

(1) *U. S. S. C., Reports cités*, VIII; Cranch, p. 253-258.

conforme à la constitution, puisque la naissance doit être suivie de l'établissement du domicile des parents, et par conséquent de l'enfant. Telle est la doctrine uniforme des cours depuis la promulgation de l'Amendement XIV.

XVI. **Revision de la législation américaine.** — Le 13 avril 1906, le Sénat des États-Unis a sanctionné un projet de loi prescrivant la nomination d'une commission spéciale ayant pour objet d'examiner les questions de nationalité, d'expatriation et de protection des nationaux à l'étranger. La commission devait présenter un rapport proposant à l'examen du Congrès les mesures qu'elle estimerait opportun de sanctionner. On vota une somme de dix mille pesos or (50.000 francs) pour faire face aux dépenses de l'assemblée. La commission des affaires étrangères de la Chambre des députés s'opposa à cette mesure et, le 6 juin 1906, elle formula la motion suivante :

« La commission estime qu'il est nécessaire de faire une loi pour résoudre les questions impérieuses qui naissent au sujet de la nationalité, de l'expatriation et de la protection des nationaux américains à l'étranger. La commission n'est cependant pas convaincue de la nécessité de nommer un comité chargé d'étudier ces questions et de préparer la législation à soumettre au Congrès. Il est probable que ce comité travaillera peu, coûtera beaucoup et ne donnera pas de résultats effectifs. La commission est d'avis que les mêmes résultats peuvent être obtenus par une voie plus simple. Ceux qui ,ont eu à traiter ces questions dans la pratique pourront donner de meilleurs renseignements qu'un comité composé d'hommes d'études, si distingués soient-ils. Il nous serait agréable que le secrétaire d'État choisît quelques personnalités en relations avec son département et qui auraient eu déjà à s'occuper spécialement de ces matières ; elles pourraient préparer un rapport et proposer aux prochaines séances du Congrès la législation qu'elles considéreraient nécessaire. Il nous semble que ce comité serait susceptible de fournir des résultats de grande valeur ; et s'il y a à solder quelques petites dépenses d'employés ou autres en proportion du travail projeté, il pourra y être pourvu par le département d'État, conformément à la loi du budget. Si, aux prochaines séances du Congrès, on nous présente un projet de lois de réformes, nous lui

apporterons l'attention la plus soutenue et nous ferons tous les efforts nécessaires en vue d'une prompte sanction » (1).

Conformément aux indications de la commission des affaires étrangères de la Chambre, le conseiller légal du ministère d'État, M. James B. Scott, le ministre des États-Unis en Hollande, M. David Hayne Hill, et le chef du département des passeports du ministère, M. Gallard Hunt, furent chargés de faire l'investigation indiquée par le comité de la Chambre. La commission travailla avec la plus grande activité, à un tel point que, le 18 décembre, le ministre Root pouvait soumettre à la Chambre les résultats de l'investigation. A cette date, la commission adressa un rapport général à son ministère d'État. C'est un document riche en informations et en documents, intitulé « *Citizenship of the United States Expatriation and Protection abroad* » (2).

Le plan des réformes proposées par la commission est présenté chapitre par chapitre, avec une série de précédents sur la législation et la jurisprudence; mais la doctrine y est excessivement rare. Une partie considérable des réformes proposées s'applique à la réglementation et se réfère aux effets de la naturalisation des étrangers aux États-Unis et dans leur pays d'origine, matière dont je m'occuperai plus loin, ainsi que je l'ai expliqué. Je me borne aujourd'hui à formuler les conclusions de la commission sur les réformes à la législation qu'elle considérait nécessaires. Tout d'abord, la commission recommande trois sortes de dispositions : législation interprétative, législation déclarative et réglementation exécutive.

Relativement à la législation interprétative, la commission recommande ce qui suit :

« *a*) La sanction de lois autorisant le secrétaire d'État à l'effet de délivrer dans les formes et conformément aux règles établies par le

(1) *National Report*, 4784, Congrès 59, séance 1.
(2) *House of Representatives*, 59th Congress, 2nd session, doc. 326.

président, des certificats de nationalité en faveur des nationaux américains naturels par la naissance qui résident temporairement à l'étranger ou qui ont l'intention d'y résider pour des motifs légitimes, lesquels certificats mentionneront la date et le lieu de leur naissance et le lieu de leur domicile aux États-Unis.

» *b*) Que tout enfant mâle, national américain, résidant à l'étranger, qui veut jouir de la protection du gouvernement, doit s'inscrire, immédiatement après l'accomplissement de sa dix-huitième année d'âge, au consulat américain de son choix, en déclarant son intention d'établir son domicile aux États-Unis, de conserver sa nationalité, en s'engageant à prêter le serment de fidélité et d'obéissance (*allegiance*) quand il aura atteint l'âge de sa majorité.

» *c*) Qu'un national américain qui réside d'une manière ininterrompue hors des États-Unis pendant plus d'une année est tenu de se faire inscrire au consulat américain de son choix, au moins une fois chaque année, en indiquant son nom, son domicile, la date et le lieu de sa naissance, la nationalité de ses parents, sa profession, son dernier domicile aux États-Unis, et en faisant la promesse solennelle de persister dans sa fidélité et son obéissance à l'Union et en déclarant son intention d'y revenir. Il devra aussi faire enregistrer les noms, âges et lieux de naissance de sa femme et de ses enfants mineurs.

» *d*) Que le secrétaire d'État soit autorisé, dans les formes et suivant les règles établies par le président, à étendre la protection du gouvernement américain, au moyen de la délivrance de passeports en due forme à tous ceux qui auraient déclaré leur intention d'adopter la nationalité des États-Unis conformément aux prescriptions de la loi approuvée le 29 juin 1906 et qui se rendent à l'étranger pour y résider pendant peu de temps, lesquels passeport et protection, qui produiront effet dans le pays d'origine des déclarants, ne seront pas octroyés à des personnes qui auraient eu leur domicile aux États-Unis pendant trois ans au moins ».

Pour la législation déclaratoire, la commission recommande les conclusions suivantes :

« *a*) Sanction d'une loi établissant les conditions dans lesquelles un national américain expatrié peut recouvrer la nationalité quand il l'a perdue par la naturalisation dans un autre État ou par le fait d'avoir pris du service à l'étranger, si ce service exige le serment de fidélité et la soumission au nouvel État; ou quand il a constitué son domicile à l'étranger et y a résidé au moins pendant cinq ans sans esprit de retour aux États-Unis. Cependant, un national américain,

domicilié à l'étranger, peut se défendre contre la présomption d'expatriation par une déclaration suffisante faite dans les bureaux diplomatiques ou consulaires des États-Unis, conformément aux règlements qui seront prescrits. Enfin, toute personne quelconque qui se sera expatriée dans la forme établie et qui voudra se faire réintégrer dans la nationalité américaine devra se soumettre aux conditions des lois sur la naturalisation des étrangers. Il est bien entendu que le droit d'un Américain à l'effet de s'expatrier ne lui est reconnu qu'en temps de paix.

» *b*) Que la femme américaine mariée avec un étranger aura, pendant sa grossesse, la nationalité de son mari. Quand la société conjugale sera dissoute par la mort du mari ou par le divorce absolu, la femme recouvrera la nationalité américaine si elle se fait inscrire dans le délai d'une année au consulat américain qu'elle trouvera le mieux à sa portée, comme nationale des États-Unis ou si elle revient constituer son domicile dans ce pays dans le cas où elle vivrait à l'étranger; ou, si elle vit aux États-Unis, par la continuation de son domicile dans ledit pays.

» *c*) Que la femme étrangère qui acquiert la nationalité américaine par son mariage avec un Américain conserve cette nationalité après la dissolution du mariage par le décès de son mari ou le divorce absolu, si elle continue à maintenir son domicile aux États-Unis, à moins qu'elle ait fait une renonciation formelle à la nationalité américaine devant un tribunal ayant la compétence nécessaire pour naturaliser les étrangers. Si elle s'absente pour se rendre à l'étranger, elle peut continuer à rester nationale américaine si elle se fait inscrire dans le délai d'une année dans l'un quelconque des consulats de la nation.

» *d*) Un enfant mineur et non domicilié né, hors des États-Unis, de parents étrangers et non domiciliés, sera considéré comme national des États-Unis si le père se fait naturaliser, pourvu toutefois que ladite naturalisation ait eu lieu pendant la minorité de l'enfant et, en outre, pourvu que la nationalité de ce mineur ait été acquise depuis que l'enfant se serait domicilié dans le pays ».

Quant aux dispositions réglementaires, la commission de la Chambre des députés recommande ce qui suit :

« *a*) Que, dans le but de prévenir les abus auxquels donnent lieu les passeports américains en pays étranger, on dispose que pour l'avenir tous les passeports devront être délivrés par le ministère des Affaires étrangères et ne seront valables que pour un délai de deux années susceptible d'être prorogé de quatre années, et qui

pourront être accordés par les agents diplomatiques ou consulaires des États-Unis. Que dans le but de donner satisfaction à des cas urgents au point de vue diplomatique ou consulaire, lesdits fonctionnaires des États-Unis demeurent autorisés à l'effet de délivrer, dans la limite des clauses prescrites, des passeports provisoires pour des voyages et des circonstances déterminés, et dont la validité sera limitée à une période qui ne pourra dépasser six mois.

b) Que, dans le but de répondre aux demandes des autorités locales en pays étrangers sur les nationaux américains qui se seront fait immatriculer conformément à la loi et aux règlements en vigueur, les consuls doivent envoyer une liste complète au département d'État tous les trois mois.

c) Que les fonctionnaires diplomatiques des États-Unis recevront des instructions pour ouvrir des négociations avec les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités afin d'étendre et d'améliorer les relations des États-Unis au point de vue des nationaux américains en garantissant les droits et privilèges de ceux-ci » (1).

En mars et juillet 1907, le gouvernement américain a promulgué sur la naturalisation des lois dont je m'occuperai plus loin et dans lesquelles il ne perdit pas de vue les conclusions précédentes.

Il en résulte que, bien que la commission des affaires étrangères américaine ait pratiqué une investigation complète certainement importante sur les points qu'elle avait à examiner, les conclusions scientifiques de cette commission; en ce qui concerne la législation requise, ne concordent ni avec les nécessités qui s'imposent, ni avec les observations critiques que j'ai formulées. On doit donc en conclure que les États-Unis ne sont pas encore en état de préparation suffisante pour résoudre les problèmes dont il s'agit et pour étudier la loi générale sur la nationalité destinée à réglementer l'Amendement XIV et rendue nécessaire par les circonstances internes et internationales étudiées dans cette conférence.

(1) *Citizenship, etc..., House Report,* cité, 1-4.

ANNEXES A LA ONZIÈME CONFÉRENCE

Revision de la législation italienne (1).

Code civil (1865).

Art. 3. L'étranger pourra jouir de tous les droits civils attribués aux nationaux. — *Art. 4.* L'enfant de père italien est Italien. Si le père avait perdu le droit à la nationalité avant la naissance de l'enfant, celui-ci sera réputé national s'il est né dans le Royaume et s'il y a sa résidence. Cependant il pourra, dans l'année qui suivra celle de sa majorité, telle que celle-ci est déterminée par les lois du Royaume, opter pour la qualité d'étranger en en faisant la déclaration devant le fonctionnaire chargé de l'état civil du lieu de sa résidence, ou, s'il se trouve hors d'Italie, par-devant les agents diplomatiques ou consulaires. — *Art. 6.* L'enfant né en pays étranger de père qui aurait perdu la nationalité avant sa naissance sera réputé étranger. Il pourra cependant opter pour la qualité de national, à condition de faire une déclaration en ce sens dans la forme indiquée par l'article précédent et de fixer son domicile dans le Royaume au cours de l'année qui suivra la régularisation de cet acte. Cependant, s'il avait accepté un emploi public dans le Royaume, s'il avait pris du service ou se trouvait en service dans l'armée ou dans la flotte nationale, ou avait accompli ce service de toute autre manière quelconque conformément aux lois du remplacement sans invoquer comme exemption la qualité d'étranger, il sera, en raison d'actes de cette nature, considéré comme national sans qu'il lui soit nécessaire de remplir d'autres formalités. — *Art.* 7. Quand le

(1) V. *supra*, onzième conférence, p. 335.

père sera inconnu, l'enfant de mère italienne sera national. Si la mère avait perdu le droit de *cittadinanza* antérieurement à la naissance de l'enfant, on appliquera à celui-ci les dispositions des deux articles précédents. Si la mère était aussi inconnue, l'enfant né dans le Royaume sera national. — *Art. 8.* Sera réputé national l'enfant né d'un étranger dans le Royaume si cet étranger y a eu son domicile pendant dix ans sans interruption. La résidence pour cause de commerce n'est pas suffisante pour déterminer le domicile. Il pourra cependant opter pour la qualité d'étranger, pourvu qu'il fasse la déclaration voulue dans le délai et dans les formes établis par l'article 5. Si l'étranger n'avait pas eu son domicile dans le Royaume pendant les dix années ci-dessus, l'enfant sera réputé étranger; mais les dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 6 lui seront applicables. — *Art. 13.* L'acquisition et la réacquisition des droits de la nationalité dans les cas indiqués antérieurement ne produiront d'effet qu'à partir du jour qui suivra celui dans lequel les conditions et formalités établies auront été accomplies.

Projet de loi du Ministère (Scialoja)

présenté au Sénat à la séance du 22 février 1910.

Article premier. Est Italien par la naissance : 1° l'enfant de père italien ; 2° l'enfant de mère italienne, si le père est inconnu ou si l'enfant ne suit pas la nationalité du père étranger d'après les lois de l'État auquel il appartient ; 3° celui qui naît dans le Royaume de parents inconnus, ou si l'enfant ne suit pas la condition des parents étrangers, d'après la loi de l'État auquel ceux-ci appartiennent. — *Art.* 2. La reconnaissance ou déclaration judiciaire de la filiation au cours de la minorité de l'enfant détermine la nationalité conformément aux dispositions de la présente loi. Si l'enfant est majeur, il conserve sa propre nationalité, mais, dans l'année de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire, il peut opter pour la nationalité qui lui sera accordée aux termes de l'article 1er. — *Art. 3.* L'étranger né dans le Royaume ou enfant de parents qui y sont nés, ou qui y ont résidé pendant au moins dix années au moment de sa naissance, est Italien s'il accomplit le service militaire ou accepte un emploi de l'État. Après l'accomplissement de sa 21e année, il est Italien s'il réside dans le Royaume et déclare, au cours de l'année suivante, opter pour la nationalité italienne. Mais il est également Italien par le seul fait de résider au moins dix ans dans le Royaume, sauf dans le cas où il déclare, au cours de sa 22e année, qu'il veut conserver la nationalité étrangère et accomplir les obligations militaires de cette dernière nationalité. Les dispositions de cet article s'appliquent aussi à l'étranger dont le père, la mère ou l'aïeul paternel aurait été Italien par naissance. — *Art. 13.* Toute personne qui réside dans le Royaume et ne possède pas la nationalité italienne ou toute autre nationalité quelconque est soumise à la loi italienne en ce qui concerne les droits civils et les obligations du service militaire. — *Art. 14.* Est considéré comme territoire du Royaume, aux effets de la présente loi, le territoire des colonies italiennes,

sauf les dispositions des lois spéciales qui les concernent. — *Art. 16.* A partir de la mise en vigueur de la présente loi, demeurent abrogés les articles 4 à 15 du Code civil, l'article 36 de la loi sur l'émigration du 31 janvier 1901, n° 23, la loi du 17 mai 1906, n° 217, et toutes les autres dispositions contraires à la présente loi. En sont exceptées les dispositions des conventions internationales. — *Art. 17.* Ceux qui auraient obtenu la nationalité, avant la mise en vigueur de la présente loi, sans la jouissance des droits politiques, pourront acquérir cette jouissance par décret royal, avec le consentement préalable du Conseil d'État, quand ils se trouveront dans les conditions prévues par l'article 4, sauf la disposition du premier paragraphe de l'article 5. — *Art. 18.* L'état de *cittadinanza,* acquis antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, ne peut être modifié que par des faits postérieurs à la date à laquelle celle-ci entrera en vigueur. Mais ceux qui, à la date à laquelle la présente loi entrera en vigueur, auront un état de *cittadinanza* différent de celui qui leur appartient d'après les dispositions des articles précédents, pourront déclarer, dans le délai d'une année, qu'ils optent pour la qualité de national ou d'étranger qui leur seront accordées, l'une ou l'autre, en vertu des mêmes dispositions. Ceux qui, d'après les dispositions des articles précédents, auraient le droit d'opter pour la qualité de national ou d'étranger, pourront le déclarer de même dans le cours de l'année dans laquelle la présente loi commence à entrer en vigueur, même quand les délais seront expirés, sauf dans le cas où, ayant pu faire une déclaration analogue pendant la durée de la validité de la loi antérieure, ils auraient omis de le faire.

Projet de loi de la Commission centrale du Sénat

présenté le 29 mai 1911.

Article premier. Est Italien par la naissance : 1° l'enfant de père italien. Si l'enfant est posthume, on doit prendre en considération la nationalité qu'avait le père au moment du décès ; 2° l'enfant de mère italienne, si le père est inconnu ou n'a pas de nationalité déterminée, ou si l'enfant ne suit pas la nationalité du père étranger selon la loi de l'État auquel il appartient ; 3° celui qui naît dans le Royaume de parents inconnus ou qui n'ont pas de nationalité déterminée, ou si l'enfant ne suit pas la nationalité des parents étrangers selon la loi de l'État auquel ceux-ci appartiennent. L'enfant de père inconnu trouvé en Italie sera considéré, sauf preuve du contraire, comme né dans le Royaume. — *Art. 2.* La reconnaissance ou la déclaration judiciaire de la filiation au cours de la minorité de l'enfant non émancipé détermine la nationalité selon les dispositions de la présente loi. A cet effet, la nationalité du père prévaut, même dans le cas où la paternité serait reconnue ou déclarée postérieurement à la maternité. Si l'enfant reconnu ou déclaré est majeur ou émancipé, il conserve sa propre nationalité ; mais, dans l'année de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire, il peut opter pour la nationalité de sa filiation. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux enfants dont la paternité ou maternité se trouve dans les cas établis par l'article 193 du Code civil. — *Art. 3.* L'étranger né dans le Royaume ou enfant de parents qui y ont résidé au moins pendant dix années au temps de sa naissance est Italien s'il fournit le service militaire ou accepte un emploi de l'État. Après l'accomplissement de sa 21ᵉ année, il est Italien s'il réside dans le Royaume, et s'il déclare, au cours de l'année suivante, opter pour la nationalité italienne. Mais il est aussi Italien par le seul fait d'une résidence d'au moins dix années dans le Royaume, sauf s'il déclare, dans le cours de sa 22ᵉ année, vouloir conserver la nationalité étrangère et s'il accomplit les obligations militaires relativement à cette

dernière. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à l'étranger dont le père, la mère ou l'aïeul maternel aurait été Italien par la naissance. — *Art.* 7. L'Italien né dans un État étranger et y résidant, et qui est resté national de cet État par la naissance, peut déclarer, dès qu'il a atteint sa majorité, qu'il opte pour la nationalité étrangère. Cette faculté doit être exercée dans l'année de la majorité ou de l'émancipation. Toute personne qui réside dans le Royaume ou n'a pas la nationalité italienne, ou une autre nationalité quelconque, est assujettie à la loi italienne en ce qui concerne les droits civils et les obligations du service militaire. — *Art. 14.* Est considéré comme territoire du Royaume, aux effets de la présente loi, le territoire des colonies italiennes, sauf les dispositions des lois qui s'y réfèrent. — *Art. 16.* A partir de la mise en vigueur de la présente loi, demeurent abrogés les articles 4 à 15 du Code civil, l'article 36 de la loi sur l'émigration du 31 janvier 1901, n° 23, la loi du 17 mai 1906, n° 217, et toutes les autres dispositions contraires à la présente loi. Sont exceptées les dispositions des conventions internationales. — *Art. 17.* Ceux qui auraient obtenu la nationalité avant la mise en vigueur de la présente loi, sans avoir eu la jouissance des droits politiques, pourront acquérir cette jouissance par décret royal avec le consentement préalable du Conseil d'État quand les conditions prévues dans l'article 4 se trouveront réunies. — *Art. 18.* L'état de *cittadinanza* acquis antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi ne pourra être modifié que par des faits postérieurs à la date à laquelle cette loi entrera en vigueur. Mais ceux qui, à la date à laquelle la présente loi entrera en vigueur, ont un état de *cittadinanza* différent de celui qui résulte en leur faveur des dispositions des articles précédents, pourront faire, dans le délai d'une année, leur option pour la qualité de national ou d'étranger qui leur sera accordée en conformité des mêmes dispositions. Ceux qui, d'après les dispositions des articles précédents, ont le droit d'opter pour la qualité de national ou d'étranger, pourront également en faire la déclaration dans l'année à partir du jour où la présente loi commence à entrer en vigueur, même si les délais sont expirés, sauf dans le cas où, ayant pu faire une déclaration analogue pendant la durée de la validité de la loi antérieure, ils auraient omis de le faire.

Texte sanctionné par le Sénat le 4 juillet 1911.

Article premier. — Est Italien par la naissance : 1° l'enfant de père italien ; 2° l'enfant de mère italienne, si le père est inconnu ou n'a pas la nationalité italienne ou une autre nationalité quelconque, ou si l'enfant ne suit pas la nationalité du père étranger d'après la loi de l'État auquel il appartient ; 3° *celui qui naît dans le Royaume* de parents inconnus ou qui n'ont pas la nationalité italienne ou une autre quelconque ou si l'enfant ne suit pas la nationalité des parents étrangers d'après la loi de l'État auquel ils appartiennent. L'enfant de parents inconnus trouvé en Italie sera considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme *né dans le Royaume*. — *Art. 2.* La reconnaissance ou déclaration judiciaire de la filiation au cours de la minorité de l'enfant non émancipé détermine la nationalité conformément aux dispositions de la présente loi. A cet effet, la nationalité du père prévaut, même dans le cas où la paternité serait reconnue ou déclarée postérieurement à la maternité. Si l'enfant reconnu ou déclaré est majeur d'âge ou émancipé, il conserve sa propre nationalité ; mais, dans l'année de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire, il peut opter pour la nationalité de sa filiation. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux enfants dont la paternité ou la maternité se trouve visée dans les cas établis dans l'article 193 du Code civil. — *Art. 3.* L'étranger né dans le Royaume ou enfant de parents qui y ont résidé pendant au moins dix ans au temps de la naissance est Italien : 1° s'il accomplit le service militaire dans le Royaume ou accepte un emploi dans l'État ; 2° si, après sa 21e année accomplie, il réside dans le Royaume et déclare, dans le courant de l'année suivante, opter pour la nationalité italienne ; 3° s'il réside dans le Royaume pendant dix années au moins, et ne déclare pas, dans le délai du paragraphe précédent, qu'il veut conserver la nationalité étrangère. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à l'étranger dont le père, la mère ou l'aïeul paternel aurait été Italien par la naissance. — *Art. 14.* Toute personne qui réside dans le Royaume et n'a pas la nationalité ita-

lienne ou une autre nationalité quelconque est soumise à la loi italienne pour tout ce qui se réfère à l'exercice des droits civils et aux obligations du service militaire. — *Art. 15.* Sera assimilé au territoire du Royaume, aux effets de la présente loi, le territoire des colonies italiennes, sauf les dispositions des lois spéciales qui s'y rapportent. — *Art. 17.* Seront abrogés à partir de la mise en vigueur de la présente loi les articles 4 à 15 du Code civil, l'article 36 de la loi sur l'émigration du 31 janvier 1901, n° 23, la loi du 17 mai 1906, n° 217, et toutes les autres dispositions contraires à la présente loi. — *Art. 18.* Ceux qui auraient obtenu la nationalité avant la mise en vigueur de la présente loi sans avoir la jouissance des droits politiques pourront acquérir cette jouissance par décret royal avec le consentement préalable du Conseil d'État, quand ils réunissent les conditions prévues par l'article 46. — *Art. 19.* L'état de *cittadinanza* acquis antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi ne peut être modifié que par des faits postérieurs à la date à laquelle celle-ci entrera en vigueur. Mais ceux qui, à la date à laquelle la présente loi entrera en vigueur, auront un état de *cittadinanza* différent de celui qui leur appartient d'après les dispositions des articles précédents, pourront faire dans l'année leur option pour la qualité de national ou d'étranger qui leur sera accordée d'après les mêmes dispositions. Ceux qui, d'après les dispositions des articles précédents, auraient le droit d'opter pour la qualité de national ou d'étranger pourront le faire également dans l'année à partir de la date à laquelle la présente loi commence à entrer en vigueur, même quand les délais seraient expirés, sauf dans le cas où, ayant pu faire une déclaration analogue pendant le temps où la précédente loi était en vigueur, ils auraient omis de le faire.

Loi sur la nationalité italienne

13 juin 1912.

Article premier. — Est national (cittadino) par la naissance :

1° L'enfant de père national ;

2° L'enfant de mère nationale, si le père est inconnu ou ne possède pas la nationalité italienne, ou la nationalité d'un autre État, ou si l'enfant ne suit pas la nationalité du père étranger d'après la loi de l'État auquel il appartient;

3° Celui qui est né dans le Royaume si ses deux auteurs sont inconnus, ou n'ont pas la nationalité italienne, ni celle d'un autre État, ou si l'enfant ne suit pas la nationalité des parents étrangers d'après la loi de l'État auquel il appartient.

Art. 2. — La reconnaissance ou la déclaration judiciaire de la filiation au cours de la minorité de l'enfant non émancipé détermine la nationalité selon les règles de la présente loi.

A cet effet, la nationalité du père prévaut, même dans le cas où la paternité serait reconnue ou déclarée postérieurement à la maternité. Si l'enfant reconnu ou déclaré est majeur ou émancipé, il conserve sa propre nationalité; mais, dans l'année de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire, il peut opter pour la nationalité déterminée par sa filiation.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux enfants dont la paternité ou la maternité se trouve dans les cas établis par l'article 193 du Code civil (1).

(1) Article 193 du Code civil : « Dans les cas pour lesquels la reconnaissance est interdite, l'enfant ne pourra pas faire de recherches sur la paternité ou la maternité. Cependant, l'enfant naturel aura toujours une action à l'effet d'obtenir des aliments :

» 1° Si la paternité ou la maternité se déduit indirectement d'un jugement civil ou criminel;

» 2° Si la paternité ou la maternité résulte d'un mariage déclaré nul ;

» 3° Si elle résulte d'une déclaration explicite faite par écrit par les parents ».

Art. 3. — L'étranger né dans le Royaume ou enfant de parents qui y ont résidé au moins pendant dix années à l'époque de sa naissance devient national :

1° S'il fournit le service militaire dans le Royaume ou accepte un emploi de l'État;

2° Si après l'accomplissement de sa 21^e année, il réside dans le Royaume ou déclare, au cours de sa 22^e année, qu'il opte pour la nationalité italienne;

3° Ou s'il réside dans le Royaume pendant dix années et ne déclare pas, aux termes du § 2 précédent, vouloir conserver la nationalité étrangère.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à l'étranger dont le père, ou la mère, ou l'aïeul maternel aurait été italien par la naissance.

Art. 4. — La nationalité italienne comprend la jouissance des droits politiques; elle peut être accordée par décret royal, après avis favorable du Conseil d'État :

1° A l'étranger qui aurait rendu pendant trois ans, même à l'étranger, des services à l'État italien;

2° A l'étranger qui aurait résidé pendant cinq années dans le Royaume;

3° A l'étranger qui aurait résidé pendant trois années dans le Royaume et aurait été au service de l'Italie, ou aurait contracté mariage avec une Italienne;

4° Après une année de résidence à celui qui, au cours de ladite année, aurait pu devenir citoyen italien sous le bénéfice de la présente loi, s'il n'a pas omis de faire en temps utile une déclaration expresse dans ce sens.

Art. 5. — Le décret royal de concession demeurera sans effet si la personne à laquelle la nationalité est concédée n'a pas prêté le serment de rester fidèle au Roi et d'observer le statut et les autres lois de l'État.

Art. 6. — La nationalité peut être accordée par une loi spéciale à celui qui aurait rendu à l'Italie des services d'une certaine importance.

Art. 7. — Sauf dispositions spéciales stipulées dans des traités internationaux, le national italien, né et résidant dans un État étranger dont il serait national par le fait de sa naissance en cet État, conserve la nationalité italienne; mais il peut y renoncer à l'âge de sa majorité ou à son émancipation.

Art. 8. — Perd la nationalité :

1° Celui qui a spontanément acquis une nationalité étrangère et qui a déjà établi ou établit à l'étranger sa propre résidence;

2° Celui qui, ayant acquis sans le concours de sa propre volonté la nationalité italienne, a déjà établi ou établit sa propre résidence à l'étranger.

Mais, dans les cas indiqués dans les numéros 1 et 2, le gouvernement peut dispenser de la condition du transfert de la résidence à l'étranger;

3° Ou si, ayant accepté un emploi d'un gouvernement étranger, ou ayant pris du service militaire pour une puissance étrangère, il persiste à demeurer dans cette situation nonobstant l'intimation du gouvernement italien d'avoir à abandonner l'emploi ou le service militaire dans un délai déterminé.

La perte de la nationalité dans le cas prévu par le présent article ne fait pas cesser l'obligation du service militaire, sauf cependant les facilités accordées par les lois spéciales.

Art. 9. — Celui qui a perdu la nationalité en conséquence des dispositions des articles 7 et 8 peut la recouvrer :

1° S'il fournit le service militaire dans le Royaume ou accepte un emploi de l'État;

2° S'il déclare renoncer à la nationalité de l'État auquel il appartient, après avoir, au préalable, renoncé à l'emploi ou au service militaire à l'étranger exercés malgré la défense du gouvernement italien, et si, dans les deux cas, il a déjà établi, ou établirait dans l'année de la renonciation, sa propre résidence dans le Royaume;

3° Après deux années de résidence dans le Royaume, si la perte de la nationalité était dérivée de l'acquisition de la nationalité étrangère.

Toutefois, dans les cas indiqués aux numéros 2 et 3, le recouvrement de la nationalité demeurera inopérant si le gouvernement l'interdit. Une telle faculté pourra être exercée par le gouvernement pour des motifs graves et après avis préalable du Conseil d'État, dans le délai de trois mois à partir de l'accomplissement des conditions énoncées dans lesdits articles 2 et 3, si la dernière nationalité étrangère était celle d'un État européen. Dans le cas contraire, ledit délai sera de six mois.

Est admis le recouvrement de la nationalité, sans l'obligation d'établir la résidence dans le Royaume, en faveur de celui qui aurait, pendant deux années, abandonné la résidence dans l'État auquel il appartenait pour transférer cette résidence dans un autre État étranger dont il n'aurait pas pris la nationalité. Mais, dans ce cas, il est nécessaire d'obtenir la permission préalable du gouvernement à l'effet de recouvrer la nationalité italienne.

Art. 10. — La femme mariée ne peut acquérir une nationalité différente de celle du mari, à moins qu'il n'existe une séparation de corps entre les époux.

La femme italienne qui se marie avec un étranger perd la nationalité par le fait du mariage ou de la loi dont on lui donne connaissance. Dans le cas de dissolution du mariage elle recouvre la nationalité si elle réside dans le Royaume, ou si elle rentre dans le Royaume en déclarant, dans les deux cas, avoir la volonté de recouvrer la nationalité italienne. A la déclaration équivaudrait le fait de la résidence dans le Royaume conservée pendant plus de deux ans après la dissolution du mariage, même dans le cas où elle n'aurait pas eu d'enfants nés du mariage susmentionné.

Art. 11. — Si le mari italien devient étranger, la femme acquiert la nationalité du mari quand elle continue à cohabiter avec lui.

Mais si les conjoints sont légalement séparés, et s'il n'existe pas d'enfants de leur mariage, lesquels, aux termes des articles suivants, ont acquis la nouvelle nationalité du père, la femme peut déclarer vouloir conserver sa propre nationalité.

Art. 12. — L'enfant mineur non émancipé de ceux qui ont acquis ou ont recouvré la nationalité devient national, sauf dans le cas où, en résidant à l'étranger, il conserve, selon la loi de l'État auquel il appartient, la nationalité étrangère. Mais l'enfant de l'étranger par naissance devenu national peut, dans l'année de l'accomplissement de sa majorité, ou dans l'année qui suit son émancipation, déclarer opter pour sa nationalité d'origine.

Les enfants mineurs non émancipés de ceux qui ont perdu la nationalité deviennent étrangers quand ils ont une résidence commune avec leur auteur exerçant la puissance paternelle ou la tutelle légale et qu'ils ont acquis la nationalité d'un État étranger. Mais, dans ce cas, les dispositions des articles 3 et 9 ne leur seront pas applicables.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas dans le cas où la mère, exerçant la puissance paternelle, ou la tutelle légale de ses enfants, aurait une nationalité différente de celle du père prédécédé. Cet article ne s'applique pas non plus dans le cas où la mère exerçant la puissance paternelle change de nationalité comme conséquence d'un convol en secondes noces; la nationalité de tous les enfants du premier lit demeure alors intacte.

Art. 13. — L'acquisition ou le recouvrement de la nationalité, dans tous les cas précédemment énoncés, n'a pas d'effet, si ce n'est à partir du jour où les conditions ont été remplies et les formalités accomplies.

Les demandes et déclarations d'acquisition et de recouvrement de la nationalité sont exemptes de toutes taxes et de tous impôts.

Art. 14. — Quiconque réside dans le Royaume et ne possède pas la nationalité italienne, ni celle d'un autre État, est soumis à la loi

L'EMPIRE BRITANNIQUE en 1910

120 80 40 0 40 80 120 160

OCÉAN GLACIAL ARCTIQUE

T^re Grant

Terre François-Joseph

Arch.^l Parry

Devon Sep.^t

GROENLAND

T^re de Banks

T^re Wollaston

T^re de Baffin

SIBÉRIE

ALASKA

Terr^re du Nord-Ouest

DOMINION DU CANADA

Labrador

I. Vancouver

AMERIQUE DU NORD

ÉTATS-UNIS

Terre-Neuve

N^lle Ecosse

I^s Bermudes

I^s Bahama

OCÉAN PACIFIQUE

OCÉAN ATLANTIQUE

OCÉAN INDIEN

ILES BRITANNIQUES

I. Anglo-Normandes

EUROPE

ASIE

CHINE

Gibraltar

Malte

Chypre

EGYPTE

Sahara

AFRIQUE

I. Bahrein

ARABIE

Aden

Périm

Somalie

I^s Kouria-Mouria

I. Socotora

I^s Laquedives

I^s Maldives

INDE

Birmanie

Hong-Kong

I^s Andaman

I^s Nicobar

I. Ceylan

Malacca

Bornéo

Afrique Orient^le

Zanzibar

I^s Seychelles

I^s Chagos

I^s Amirantes

I. Rodriguez

I^s Maurice

I^s Cocos

I. Christmas

N^lle Guinée

OCÉANIE

AUSTRALIE

Tasmanie

I^s Royal

I. Johnston

I. Palmyra

I. Washington

I. Fanning

I. Christmas

I^s Gilbert

I. Jarvis

I^s Phœnix

I. Malden

I. Starbuck

I^s Ellice

I. Dudoia

I^s Salomon

I^s del'Union

I^s Manihiki

I^s Ste Cruz

I. Rotaman

N^lles Hébrides

I^s Fidji

I^s Tonga

I^s de Cook

I. Pitcairn

I. Duciel

I. Norfolk

I^s Kermadec

I. Lord Howe

Nouv^lle Zélande

I^s Chatham

I^s Bounty

I^s Antipodes

I. Auckland

I^s Royal

I. Campbell

I. Macquarie

Belize

AMÉRIQUE CENTRALE

Jamaïque

I. Barboude

I. Barbade

la Trinité

Guyane Brit^que

AMÉRIQUE DU SUD

I^s Falkland

Georgie Mérid^le

Tristan da Cunha

I. de l'Ascension

I^s Ste Hélène

Walfisch Bay

I. Itchaboé

Le Cap

Rhodesia

Gambie

Sierra-Leone

Côte de l'Or

Nigeria

I^s Shetland du Sud

Terre de Graham

Terre Victoria

ANTARCTIQUE

AVASTET.

160 180 160 120 80 40 0 40 80 120 160

POSSESSIONS BRITANNIQUES en 1713

OCÉAN GLACIAL ARCTIQUE

GROËNLAND

SIBÉRIE

ALASKA

AMÉRIQUE DU NORD

ILES BRITANNIQUES

EUROPE

ASIE

SIBÉRIE

Terre Neuve

Nouvelle Angleterre

Virginie

Caroline

Is Bermude

Gibraltar

CHINE

OCÉAN

Sahara

INDE

Bombay

OCÉAN PACIFIQUE

AMÉRIQUE CENTRALE

Jamaïque

Senegambie

AFRIQUE

Cape Coast Castle

ATLANTIQUE

AMÉRIQUE DU SUD

I. Ste Hélène

OCÉAN INDIEN

OCÉANIE

AUSTRALIE

AUSTRALIE

ANTARCTIQUE

A. VASSET

120 80 40 0 40 80 120 160

80 60 40 20 0 20 40 60

italienne pour tout ce qui concerne l'exercice des droits civils et demeure astreint au service militaire.

Art. 15. — Sont assimilés au territoire du Royaume, pour les effets de la présente loi, les territoires des colonies italiennes, sauf les dispositions des lois spéciales qui concernent celles-ci.

Art. 16. — La déclaration prévue par la présente loi peut être faite devant l'officier de l'état civil de la commune où le déclarant a établi ou a l'intention d'établir sa résidence personnelle, ou devant un agent royal diplomatique ou consulaire à l'étranger.

La faculté de recevoir la déclaration pourra être étendue du gouvernement du Roi à d'autres officiers publics.

Dispositions transitoires.

Art. 17. — Par la mise en vigueur de la présente loi demeurent abrogés les articles 4 à 15 du Code civil, l'article 36 de la loi sur l'émigration du 31 janvier 1901, n° 23, la loi du 17 mai 1906, n° 217, et toutes autres dispositions contraires à la présente loi.

Mais il n'est nullement innové aux lois existantes concernant la concession par décret royal de la nationalité comprenant la jouissance complète des droits politiques italiens pour ceux qui n'appartiennent pas au Royaume.

Demeureront toujours en vigueur les dispositions qui résultent de conventions internationales.

Art. 18. — Ceux qui auront obtenu la nationalité antérieurement à la présente loi, mais sans la jouissance des droits politiques, pourront obtenir cette jouissance par décret royal après avis préalable favorable du Conseil d'État, quand ils se trouveront dans les conditions prévues par l'article 4.

Art. 19. — La qualité de national, acquise antérieurement à la présente loi, ne sera pas modifiée, si ce n'est par des faits postérieurs à l'entrée en vigueur de celle-ci.

Mais celui qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, posséderait, relativement à la nationalité, un état différent de celui qui lui appartiendrait d'après les dispositions des articles précédents pourra, dans l'année, déclarer opter pour la qualité de national ou d'étranger qui résulte en sa faveur des dispositions ci-dessus.

Celui à qui les dispositions des articles précédents attribuent le droit de choisir entre la qualité de national ou celle d'étranger pourra faire une déclaration dans le délai d'une année à partir du jour où la présente loi entrera en vigueur, même si les délais étaient expirés; mais il pourra faire une déclaration analogue dans

la forme de la loi antérieure, dans le cas où il aurait omis de le faire.

Art. 20. — Le gouvernement établira par décret royal, rendu après avis du Conseil d'Etat, le règlement pour l'application de la présente loi qui entrera en vigueur le 1er juillet 1912.

Fait à Rome, le 13 juin 1912.

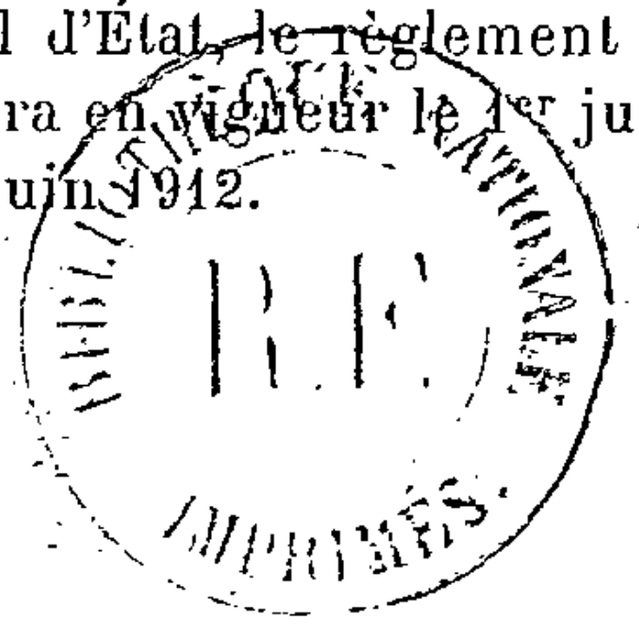


TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS. R.F.

DISCOURS D'OUVERTURE

De la formation des États.

I. Caractères du Droit privé humain. — II. Sa nécessité. — III. Son influence. — IV. Formation des États. — V. L'Empire britannique. — VI. Les *Capitulations* et leurs résultats. — VII. Solutions juridiques. — VIII. La vie parlementaire dans l'Empire britannique. — IX. Ses particularités politiques. — X. *The Colonial Act*. — XI. Régulateur juridique. — XII. L'émigration et l'immigration. — XIII. Ses quatre droits générateurs. — XIV. Leurs conflits. — XV. Éléments fondamentaux de l'État. — XVI. Importance de ce cours. — XVII. Naturalisation des étrangers. 1

PREMIÈRE CONFÉRENCE

Origine de la Nation.

I. Préambule. — II. Programme et méthode. — III. Origine de la Nation. — IV. Origine de la société. — V. Consanguinité, langage et sentiment religieux. — VI. Autorité domestique. — VII. Société naturelle. — VIII. Culte des morts. — IX. Les tumulus. — X. Idée de la Nation. — XI. Différence entre l'acte humain et l'acte animal. — XII. Évolution vers la société politique. — XIII. Ses fondements 29

DEUXIÈME CONFÉRENCE

De l'origine de l'État.

I. Rectification de l'Histoire ancienne. — II. Sciences auxiliaires de l'Histoire; leurs investigations juridiques. — III. Évolution de la société naturelle vers la société politique. — IV. Unité ethnographique et unité géographique. — — V. La Patrie. — VI. Vie commune. — VII. La société politique. — VIII. L'État à son premier degré. — IX. Son évolution politico-juridique. — X. L'État selon l'idée moderne. — XI. Époque de l'apparition de l'État. — XII. Civilisation politique de Tihuanacu. — XIII. Enseignements de l'Histoire. — XIV. Le caractère national 53

TROISIÈME CONFÉRENCE

La population et le peuple.

I. L'État scientifique. — II. But et moyens d'action de l'État. — III. La population. — IV. Nations-États dans l'État. — V. Le peuple. — VI. Son éducation. — VII. Droits et devoirs de l'État 81

QUATRIÈME CONFÉRENCE

Droits et devoirs de l'État.

I. Droit public et Droit privé. — II. L'État universel. — III. Diversité des États. — IV. L'État et l'individu. — V. La liberté et la paix. — VI. Droits et devoirs internationaux. — VII. Élasticité ou flexibilité des institutions. — VIII. Examen comparé de la Constitution argentine et de celle des États-Unis d'Amérique. — IX. *Citizens*. — X. Condition juridique des étrangers. — XI. Originalité et avantages de la Constitution argentine. — XII. Naturalisation en général 105

CINQUIÈME CONFÉRENCE

La nationalité.

I. Qu'est-ce que la nationalité? — II. Ses fondements. — III. Complications profondes de l'Histoire. — IV. L'influence ethnographique. — V. L'individu et l'État. — VI. Idée moderne de la nationalité. — VII. Examen critique des définitions. — VIII. Politique des nationalités. — IX. La Révolution italienne. — X. Système juridique de la nationalité. — XI. *Ciudadania* (qualité et droit de citoyen). — XII. Caractère national 139

SIXIÈME CONFÉRENCE

Le lien de la nationalité dans le droit positif.

I. Les Germains et la personnalité du droit. — II. Son influence dans le droit privé. — III. Système du droit français. — IV. Droit allemand; communauté juridique. — V. École argentine. — VI. École italienne. — VII. L'étranger et l'État. — VIII. L'étranger est aussi un national. — IX. Naturalisation qualifiée 177

SEPTIÈME CONFÉRENCE

La nationalité dans le droit privé.

I. La codification civile en Europe au XIXe siècle. — II. Les Codes civils d'Amérique. — III. Code civil italien et Code civil argentin. — IV. Code civil brésilien. — V. Influence du Code civil italien en Europe. — VI. Code

civil japonais. — VII. Législation comparée. — VIII. L'état et la capacité civils. — IX. Anarchie législative. — X. Le lien de la nationalité. — XI. Les dix axiomes de la nationalité. — XII. La femme et l'enfant dans la nationalité. — XIII. Révision législative nécessaire. 209

HUITIÈME CONFÉRENCE

Acquisition de la nationalité : Jus sanguinis.

I. La détermination de la nationalité est une question préjudicielle. — II. Défaut d'uniformité des législations. — III. Comment s'acquiert la nationalité; législation comparée. — IV. Divers systèmes législatifs. — V. *Jus sanguinis*. VI. Le *jus sanguinis* et l'émigration. — VII. Avantages de la méthode comparée 245

NEUVIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : Jus sanguinis.

I. Législation allemande. — II. Examen de la législation allemande. — III. Le service militaire et la nationalité allemande. — IV. L'immigration teutonique 261

DIXIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : Jus sanguinis *(suite)*.

I. Législation autrichienne. — II. Législation chinoise. — III. Hongrie. — IV. Roumanie. — V. Serbie. — VI. Japon. — VII. Monaco. — VIII. Norvège. IX. Finlande. — X. Principauté de Liechtenstein. — XI. Perse. . . . 287

ONZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité naturelle : « Jus sanguinis » et « Jus soli » combinés.

I. Combinaisons du *jus sanguinis* et du *jus soli*. — II. Législation belge. — III. Espagne. — IV. *Modus vivendi* avec la République Argentine. — V. Italie. — VI. Révision de la législation italienne. — VII. La législation italienne et le service militaire. — VIII. Commentaire de la loi italienne de 1912. — IX. Grèce. — X. Luxembourg. — XI. Nationalité pontificale. — XII. Russie. — XIII. République de Saint-Marin. — XIV. Canton de Saint-Gall. — XV. Turquie 309

DOUZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : « Jus sanguinis » et « Jus soli » combinés *(suite)*.

I. La nationalité en France. — II. Droit historique. — III. Le Code civil. — IV. Révision des lois françaises. — V. Droit d'option. — VI. Réaction en

faveur du *jus soli* — VII. La jurisprudence. — VIII. Questions de compétence 373

TREIZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : « Jus sanguinis » et « Jus soli » combinés *(suite)*.

I. Le droit sur la nationalité en France (*suite*). Questions de compétence. — II. Principes directeurs acquis. — III. Applications au service militaire. Législation sur le recrutement. Révision partielle. — IV. Opinions françaises sur le double service militaire. Situation des fils de Français nés dans la République Argentine. Projets et solutions chimériques. — V. Nouvelles orientations efficaces. — VI. Droit conventionnel. — VII. Conflits franco-américains 405

QUATORZIÈME CONFÉRENCE

La nationalité naturelle : le « Jus soli » dans le droit général.

I. *Jus soli*. — II. Atténuations. — III. Législation de la Bulgarie. — IV. Législation du Congo. — V. Législation du Danemark. — VI. Législation de l'Égypte. — VII. Législation des Pays-Bas. — VIII. Législation du Portugal. — IX. Législation de la Suède. — X. Législation de la Suisse. — XI. Le droit fédéral. — XII. Le droit cantonal. 461

QUINZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique.

I. Moyens politiques. — II. *Empire britannique :* Droit teutonique. — III. Son évolution politique jusqu'à la monarchie normande. — IV. Du vasselage ou allégeance. — V. Réaction et réforme législative de 1870. — VI. Rapport de la commission de réformation de 1891 ; ses conclusions. — VII. Existe-t-il une nationalité britannique ? 509

SEIZIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique *(suite)*.

I. Droit colonial. — II. Déclarations parlementaires et de la Conférence des *premiers* de 1911. — III. Fédération australienne. — IV. Australie méridionale. — V. Australie occidentale. — VI. Archipel de Babama ou Iles Lucayes. — VII. La Barbade. — VIII. Les Bermudes. — IX. Nouvelle-Guinée britannique. — X. Guyane anglaise. — XI. Cap de Bonne-Espérance. — XII. Ceylan. — XIII. Iles Fidji. — XIV. Gambie. — XV. Colonie de la Côte de l'Or. — XVI. La Grenade. — XVII. Guernesey et Alderney. — XVIII. Hong-Kong. — XIX. Inde britannique. — XX. Ile de Man. —

XXI. Jamaïque. — XXII. Jersey. — XXIII. Labuan. — XXIV. Leeward Islands. — XXV. Malte. — XXVI. Ile Maurice. — XXVII. Natal. — XXVIII. Terre-Neuve. — XXIX. Nouvelle-Galles du Sud. — XXX. Nouvelle-Zélande. — XXXI. Queensland. — XXXII. Rhodésia du Sud. — XXXIII. Sainte-Hélène. — XXXIV. Sainte-Lucie. — XXXV. Saint-Vincent. — XXXVI. Sierra-Leone. — XXXVII. Straits Settlements. — XXXVIII. Tasmanie. — XXXIX. Trinité et Tobago. — XL. Victoria. — XLI. Observation générale. 549

DIX-SEPTIÈME CONFÉRENCE

Nationalité juridique *(suite)*.

I. Le domicile, son influence sur la nationalité : Cyrénaïque, Congo, Égypte, France, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Turquie. — II. Nationalité religieuse : Pays d'Orient. — III. Pays de coutume : Siam, Monténégro. — IV. Nationalité honoraire : Époque grecque et romaine. Epoque contemporaine. Caractères et condition juridique. — V. Nationalités européennes en Orient 581

DIX-HUITIÈME CONFÉRENCE

Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli.

I. L'évolution du droit et les phénomènes migratoires. — II. L'immigration et le *jus soli*. — III. Double nationalité et nationalité multiple. — IV. Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. — V. Classification du droit américain. Tableau. — VI. Premier groupe. Système unique : République Argentine. — VII. Second groupe. Premier système : Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay. — VIII. Deuxième système : Gualémala. — IX. Troisième système : Panama, Pérou, Vénézuéla 619

DIX-NEUVIÈME CONFÉRENCE

Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli *(suite)*.

I. — Troisième groupe : États-Unis d'Amérique. — II. Droit colonial. — III. Droit national. — IV. L'Amendement XIV. — V. Nationalité fédérale et nationalité des États. — VI. Nationalité de la femme et de l'enfant. — VII. Nationalité des Indiens. — VIII. Nationalité des noirs. — IX. Immigrants d'Extrême-Orient. — X. Philippines, Porto-Rico, Hawaï, Libéria. — XI. Conflit avec le Japon : 1913. — XII. La jurisprudence. — XIII. Le droit d'option. — XIV. Droit conventionnel. — XV. Influence du domicile sur la nationalité. — XVI. Revision de la législation américaine 689

ANNEXES A LA ONZIÈME CONFÉRENCE

Revision de la législation italienne.

Code civil (1865). — Projet de loi du Ministère (Scialoja) présenté au Sénat à la séance du 22 février 1910. — Projet de loi de la Commission centrale du Sénat présenté le 29 mai 1911. — Texte sanctionné par le Sénat le 4 juillet 1911. — Loi sur la nationalité italienne (13 juin 1912) . . . 777

BIBLIOTECA NAZIONALE

34.297. — Bordeaux, imprimerie Cadoret, 17, rue Poquelin-Molière.

VIENT DE PARAITRE :

RÉPERTOIRE
DE
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
ET DE
DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Fondé par **A. DARRAS**

Publié par **A. DE LAPRADELLE**

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris,
Associé de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de nombreux Professeurs, Magistrats, Avocats, Jurisconsultes.

TOME PREMIER

Abandon — Brevets d'invention

1914. 1 vol. grand in-8..... 30 francs

10e ANNÉE **1914**

REVUE
DE
DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ
ET DE
DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

Fondée par **A. DARRAS**

Continuée par **A. DE LAPRADELLE**,
Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris,
Associé de l'Institut de droit international.

avec la collaboration de jurisconsultes, magistrats et professeurs français et étrangers.

ABONNEMENT ANNUEL : France : **20** francs. — Étranger ..... **22 fr. 50**

L'année terminée se vend 22 francs.

Les neuf années parues se vendent ..... **180** francs.

31.297. — Bordeaux, imprimerie Cadoret, 17, rue Poquelin-Molière.

--

DISCOURS D'OUVERTURE De la formation des Etats.
I. Caractères du Droit privé humain. - II. Sa nécessité. - III. Son influence. - IV. Formation des Etats. - V. L'Empire britannique. - VI. Les *Capitulations* et leurs résultats. - VII. Solutions juridiques. - VIII. La vie parlementaire dans l'Empire britannique. - IX. Ses particularités politiques. - X. *The Colonial Act.* - XI. Régulateur juridique. - XII. L'émigration et l'immigration. - XIII. Ses quatre droits générateurs. - XIV. Leurs conflits. - XV. Eléments fondamentaux de l'Etat. - XVI. Importance de ce cours. - XVII. Naturalisation des étrangers
PREMIERE CONFERENCE Origine de la Nation.
I. Préambule. - II. Programme et méthode. - III. Origine de la Nation. - IV. Origine de la société. - V. Consanguinité, langage et sentiment religieux. - VI. Autorité domestique. - VII. Société naturelle. - VIII. Culte des morts. - IX. Les tumulus. - X. Idée de la Nation. - XI. Différence entre l'acte humain et l'acte animal. - XII. Evolution vers la société politique. - XIII. Ses fondements
DEUXIEME CONFERENCE De l'origine de l'Etat.
I. Rectification de l'Histoire ancienne. - II. Sciences auxiliaires de l'Histoire; leurs investigations juridiques. - III. Evolution de la société naturelle vers la société politique. - IV. Unité ethnographique et unité géographique. - - V. La Patrie. - VI. Vie commune. - VII. La société politique. - VIII. L'Etat à son premier degré. - IX. Son évolution politico-juridique. - X. L'Etat selon l'idée moderne. - XI. Epoque de l'apparition de l'Etat. - XII. Civilisation politique de Tihuanacu. - XIII. Enseignements de l'Histoire. - XIV. Le caractère national
TROISIEME CONFERENCE La population et le peuple.
I. L'Etat scientifique. - II. But et moyens d'action de l'Etat. - III. La population. - IV. Nations-Etats dans l'Etat. - V. Le peuple. - VI. Son éducation. - VII. Droits et devoirs de l'Etat
QUATRIEME CONFERENCE Droits et devoirs de l'Etat.
I. Droit public et Droit privé. - II. L'Etat universel. - III. Diversité des Etats. - IV. L'Etat et l'individu. - V. La liberté et la paix. - VI. Droits et devoirs internationaux. - VII. Elasticité ou flexibilité des institutions. - VIII. Examen comparé de la Constitution argentine et de celle des Etats-Unis d'Amérique. - IX. *Citizens.* - X. Condition juridique des étrangers. - XI. Originalité et avantages de la Constitution argentine. - XII. Naturalisation en général
CINQUIEME CONFERENCE La nationalité.
I. Qu'est-ce que la nationalité? - II. Ses fondements. - III. Complications profondes de l'Histoire. - IV. L'influence ethnographique. - V. L'individu et l'Etat. - VI. Idée moderne de la nationalité. - VII. Examen critique des définitions. - VIII. Politique des nationalités. - IX. La Révolution italienne. - X. Système juridique de la nationalité. - XI. *Ciudadania* (qualité et droit de citoyen). - XII. Caractère national
SIXIEME CONFERENCE Le lien de la nationalité dans le droit positif.
I. Les Germains et la personnalité du droit. - II. Son influence dans le droit privé. - III. Système du droit français. - IV. Droit allemand; communauté juridique. - V. Ecole argentine. - VI. Ecole italienne. - VII. L'étranger et l'Etat. - VIII. L'étranger est aussi un national. - IX. Naturalisation qualifiée
SEPTIEME CONFERENCE La nationalité dans le droit privé.
I. La codification civile en Europe au XIX^{e} siècle. - II. Les Codes civils d'Amérique. - III. Code civil italien et Code civil argentin. - IV. Code civil brésilien. - V. Influence du Code civil italien en Europe. - VI. Code civil japonais. - VII. Législation comparée. - VIII. L'état et la capacité civils. - IX. Anarchie législative. - X. Le lien de la nationalité. - XI. Les dix axiomes de la nationalité. - XII. La femme et l'enfant dans la nationalité. - XIII. Révision législative nécessaire
HUITIEME CONFERENCE Acquisition de la nationalité: Jus sanguinis.
I. La détermination de la nationalité est une question préjudicielle. - II. Défaut d'uniformité des législations. - III. Comment s'acquiert la nationalité; législation comparée. - IV. Divers systèmes législatifs. - V. *Jus sanguinis.* VI. Le *jus sanguinis* et l'émigration. - VII. Avantages de la méthode comparée
NEUVIEME CONFERENCE Nationalité naturelle: Jus sanguinis.
I. Législation allemande. - II. Examen de la législation allemande. - III. Le service militaire et la nationalité allemande. - IV. L'immigration teutonique
DIXIEME CONFERENCE Nationalité naturelle: Jus sanguinis (suite).
I. Législation autrichienne. - II. Législation chinoise. - III. Hongrie. - IV. Roumanie. - V. Serbie. - VI. Japon. - VII. Monaco. - VIII. Norvège. IX. Finlande. - X. Principauté de Liechtenstein. - XI. Perse
ONZIEME CONFERENCE Nationalité naturelle: "Jus sanguinis" et "Jus soli" combinés.
I. Combinaisons du *jus sanguinis* et du *jus soli.* - II. Législation belge. - III. Espagne. - IV. *Modus vivendi* avec la République Argentine. - V. Italie. - VI. Révision de la législation italienne. - VII. La législation italienne et le service militaire. - VIII. Commentaire de la loi italienne de 1912. - IX. Grèce. - X. Luxembourg. - XI. Nationalité pontificale. - XII. Russie. - XIII. République de Saint-Marin. - XIV. Canton de Saint-Gall. - XV. Turquie
DOUZIEME CONFERENCE La nationalité naturelle: "Jus sanguinis" et "Jus soli" combinés (suite).
I. La nationalité en France. - II. Droit historique. - III. Le Code civil. - IV. Révision des lois françaises. - V. Droit d'option. - VI. Réaction en faveur du jus soli - VII. La jurisprudence. - VIII. Questions de compétence
TREIZIEME CONFERENCE La nationalité naturelle: "Jus sanguinis" et "Jus soli" combinés (suite).
I. Le droit sur la nationalité en France *(suite).* Questions de compétence. - II. Principes directeurs acquis. - III. Applications au service militaire. Législation sur le recrutement. Révision partielle. - IV. Opinions françaises sur le double service militaire. Situation des fils de Français nés dans la République Argentine. Projets et solutions chimériques. - V. Nouvelles orientations efficaces. - VI. Droit conventionnel. - VII. Conflits franco-américains
QUATORZIEME CONFERENCE La nationalité naturelle: le "Jus soli" dans le droit général.
I. *Jus soli.* - II. Atténuations. - III. Législation de la Bulgarie. - IV. Législation du Congo. - V. Législation du Danemark. - VI. Législation de l'Egypte. - VII. Législation des Pays-Bas. - VIII. Législation du Portugal. - IX. Législation de la Suède. - X. Législation de la Suisse. - XI. Le droit fédéral. - XII. Le droit cantonal
QUINZIEME CONFERENCE Nationalité juridique.
I. Moyens politiques. - II. *Empire britannique:* Droit teutonique. - III. Son évolution politique jusqu'à la monarchie normande. - IV. Du vasselage ou allégeance. - V. Réaction et réforme législative de 1870. - VI. Rapport de la commission de réformation de 1891; ses conclusions. - VII. Existe-t-il une nationalité britannique?
SEIZIEME CONFERENCE Nationalité juridique (suite).
I. Droit colonial. - II. Déclarations parlementaires et de la Conférence des *premiers* de 1911. - III. Fédération australienne. - IV. Australie méridionale. - V. Australie occidentale. - VI. Archipel de Bahama ou Iles Lucayes. - VII. La Barbade. - VIII. Les Bermudes. - IX. Nouvelle-Guinée britannique. - X. Guyane anglaise. - XI. Cap de Bonne-Espérance. - XII. Ceylan. - XIII. Iles Fidji. - XIV. Gambie. - XV. Colonie de la Côte de l'Or. - XVI. La Grenade. - XVII. Guernesey et Alderney. - XVIII. Hong-Kong. - XIX. Inde britannique. - XX. Ile de Man. - XXI. Jamaïque. - XXII. Jersey. - XXIII. Labuan. - XXIV. Leeward Islands. - XXV. Malte. - XXVI. Ile Maurice. - XXVII. Natal. - XXVIII. Terre-Neuve. - XXIX. Nouvelle-Galles du Sud. - XXX. Nouvelle-Zélande. - XXXI. Queensland. - XXXII. Rhodésia du Sud. - XXXIII. Sainte-Hélène. - XXXIV. Sainte-Lucie. - XXXV. Saint-Vincent. - XXXVI. Sierra-Leone. - XXXVII. Straits Settlements. - XXXVIII. Tasmanie. - XXXIX. Trinité et Tobago. - XL. Victoria. - XLI. Observation générale
DIX-SEPTIEME CONFERENCE Nationalité juridique (suite).
I. Le domicile, son influence sur la nationalité: Cyrénaïque, Congo, Egypte, France, Maroc, Pays-Bas, Suisse, Tunisie, Turquie. - II. Nationalité religieuse: Pays d'Orient. - III. Pays de coutume: Siam, Monténégro. - IV. Nationalité honoraire: Epoque grecque et romaine. Epoque contemporaine. Caractères et condition juridique. - V. Nationalités européennes en Orient
DIX-HUITIEME CONFERENCE Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli.
I. L'évolution du droit et les phénomènes migratoires. - II. L'immigration et le *jus soli.* - III. Double nationalité et nationalité multiple. - IV. Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. - V. Classification du droit américain. Tableau. - VI. Premier groupe. Système unique: République Argentine. - VII. Second groupe. Premier système: Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, République Dominicaine, Uruguay. - VIII. Deuxième système: Guatémala. - IX. Troisième système: Panama, Pérou, Vénézuéla
DIX-NEUVIEME CONFERENCE Le droit de la nationalité dans le Nouveau Monde. Jus soli (suite).
I. - Troisième groupe: Etats-Unis d'Amérique. - II. Droit colonial. - III. Droit national. - IV. L'Amendement XIV. - V. Nationalité fédérale et nationalité des Etats. - VI. Nationalité de la femme et de l'enfant. - VII. Nationalité des Indiens. - VIII. Nationalité des noirs. - IX. Immigrants d'Extrême-Orient. - X. Philippines, Porto-Rico, Hawaï, Libéria. - XI. Conflit avec le Japon: 1913. - XII. La jurisprudence. - XIII. Le droit d'option. - XIV. Droit conventionnel. - XV. Influence du domicile sur la nationalité. - XVI. Revision de la législation américaine
ANNEXES A LA ONZIEME CONFERENCE Revision de la législation italienne.
Code civil (1865). - Projet de loi du Ministère (Scialoja) présenté au Sénat à la séance du 22 février 1910. - Projet de loi de la Commission centrale du Sénat présenté le 29 mai 1911. - Texte sanctionné par le Sénat le 4 juillet 1911. - Loi sur la nationalité italienne (13 juin 1912)